haute savoie
le Département

**Recueil des Actes Administratifs**

# Registre des Délibérations de la Commission Permanente

**Séance du 06 février 2017**
**Délibérations n° CP-2017-0061 à CP-2017-0120**

**N° 5-2017** **09 février 2017**

haute savoie
le Département

Hôtel du Département
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 50 00

# Avis de Publication

M. le Président du Conseil départemental certifie que :

- le **Recueil des Actes Administratifs (RAA) n° 5-2017 - Registre des délibérations de la Commission Permanente du Conseil départemental du 06 février 2017 (n° CP-2016-0061 à CP-2016-0120)** a été publié ce jour et qu'il a été mis à disposition du public pour consultation dès aujourd'hui :

  - au Conseil départemental de la Haute-Savoie
    Bâtiment des services départementaux
    1, rue du 30ème Régiment d'Infanterie – 74000 ANNECY - Tél. : 04-50-33-50-00
    *pour une durée de 2 mois à compter de la date de publication,*

  - aux Archives départementales de la Haute-Savoie
    37 bis, avenue de la Plaine – 74000 ANNECY - Tél. : 04-50-66-84-20
    *sans limitation de durée,*

  - sur le site Internet du Conseil départemental : www.hautesavoie.fr

- **toutes les délibérations de cette séance ont été télétransmises en Préfecture le 07 février 2017} et sont exécutoires à compter du 09 février 2017**, date de publication.

  *Les délibérations publiées dans ce document peuvent faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.*

*Liste des actes publiés au cours des deux derniers mois :*

- *09-02-2017 : RAA n° 5 – 2017 - Délibérations de la Commission Permanente du 06 février 2017*
- *08-02-2017 : RAA n° 4 – 2017 - Arrêtés*
- *25-01-2017 : RAA n° 3- 2017 - Arrêtés*
- *16-01-2017 : RAA n° 2 – 2017 – Délibérations de la Commission Permanente du 09 janvier 2017*
- *11-01-2017 : RAA n° 1 – 2017 - Arrêtés*
- *28-12-2016 : RAA n° 45 – 2016- Arrêtés*
- *20-12-2016 : RAA n° 44 – Délibérations du Conseil Départemental des 12 et 13 décembre 2016*
- *14-12-2016 : RAA n° 43 – Arrêtés*

***Avis affiché ce jour dans les lieux indiqués ci-dessus et mis en ligne sur le site internet du Conseil départemental (www.hautesavoie.fr)***

Fait à Annecy, le 09 février 2017

Pour le Président du Conseil départemental,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,

Jean-Pierre MORET

Copie

**Les délibérations sont classées par numéros d'ordre croissant sur la base des quatre derniers chiffres.**

**En vue de faciliter la recherche, le sommaire récapitule autour des thèmes ci-après l'ensemble des délibérations et indique leur numéro d'ordre.**

## THÈMES DE CLASSEMENT


- ACTIONS MÉDICO-SOCIALES
- AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
- CULTURE
- DÉVELOPPEMENT RURAL
- EAU ET ENVIRONNEMENT
- ECONOMIE – RECHERCHE ET TIC
- ÉDUCATION - FORMATION - UNIVERSITÉ
- INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES
- LOGEMENT – ARCHITECTURE - HABITAT
- MOYENS DE L'INSTITUTION
- PATRIMOINE DÉPARTEMENTAL
- PROCÉDURES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
- SPORT ET ANIMATION
- TOURISME
- TRANSPORTS PUBLICS

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

# Séance du 06 février 2017

## DELIBERATIONS N° CP-2017-0061 à CP-2017-0120

✧✦✧✦✧

## *ACTIONS MÉDICO-SOCIALES*


* *POLITIQUE DE L'ACTION SOCIALE*
*VERSEMENT DE SUBVENTIONS ET PASSATION DE CONVENTIONS À INTERVENIR AVEC LES HÔPITAUX DU DÉPARTEMENT POUR LE FONCTIONNEMENT DES CENTRES DE PLANIFICATION ET D'ÉDUCATION FAMILIALE (CPEF)*..... ***0103***

* *POLITIQUE DE LA GÉRONTOLOGIE ET DU HANDICAP*
*PASSATION D'UNE CONVENTION ET VERSEMENT D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION GESTIONNAIRE DU CODERPA DE HAUTE-SAVOIE DANS LE CADRE DE SES DIVERSES INTERVENTIONS SOCIALES EN FAVEUR DES PERSONNES ÂGÉES*..... ***0070***

* *DISPOSITIF DÉPARTEMENTAL D'INSERTION*
*PASSATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE RHÔNE-ALPES PORTANT EXPÉRIMENTATION POUR LA CRÉATION DE PARCOURS FAVORISANT LE RETOUR À L'EMPLOI DES BÉNÉFICIAIRES DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE* ..... ***0102***

* *POLITIQUE DE L'ACTION SOCIALE*
*RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT, LA FORMATION ET L'ANIMATION - ACCUEILLIR, ASSOCIER, ACCOMPAGNER (ALFA3A) POUR LA MISE EN ŒUVRE DE DIAGNOSTICS SOCIAUX AVANT ÉVACUATION DE CAMPEMENTS ILLICITES ET DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DES PERSONNES AYANT LE STATUT DE RÉFUGIÉS*..... ***0101***

* *POLITIQUE GÉRONTOLOGIQUE DÉPARTEMENTALE*
*PASSATIONS DE CONVENTIONS À INTERVENIR AVEC L'ARS AUVERGNE RHÔNE-ALPES ET AVEC LES HÔPITAUX DU PAYS DU MONT-BLANC POUR LE FINANCEMENT ET L'INSTALLATION D'UN DISPOSITIF INTERFACE MAIA*..... ***0100***

* *POLITIQUE DE LA GÉRONTOLOGIE ET DU HANDICAP*
*VERSEMENT DE SUBVENTIONS À L'ASSOCIATION DE PARENTS ET AMIS DE PERSONNES HANDICAPÉES MENTALES DU CENTRE ARTHUR LAVY, L'AMICALE DE LA RÉSIDENCE HÉLÈNE COUTTET ET À L'ASSOCIATION ALLO MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂGÉES OU HANDICAPÉES DE HAUTE-SAVOIE (ALMA 74) POUR DIVERSES INTERVENTIONS SOCIALES EN FAVEUR DES PERSONNES ÂGÉES ET HANDICAPÉES*..... ***0071***

* *POLITIQUE DE L'ACTION SOCIALE*
*PASSATION D'UNE CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC ANNEMASSE AGGLO ET L'ASSOCIATION ESPACE HANDICAP ET VERSEMENT D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À L'ASSOCIATION AU TITRE DE L'ANNÉE 2017*..... ***0069***

* *POLITIQUE DE L'ACTION SOCIALE*
*PASSATION D'UNE CONVENTION ET VERSEMENT D'UNE SUBVENTION À LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA VALLÉE DE CHAMONIX-MONT-BLANC POUR LA CONSTRUCTION D'UNE MAISON DE SANTÉ PLURIDISCIPLINAIRE DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION DÉPARTEMENTAL POUR LE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DE L'OFFRE DE SOINS DE PREMIERS RECOURS*..... ***0104***

## *AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*


* *POLITIQUE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*
*I/ ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE SIXT-FER-A-CHEVAL*
*II/ RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) D'HABERE-POCHE*
*III/ RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) D'EPAGNY METZ-TESSY*
*IV/ RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DU BIOT*
*V/ ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE MARIGNY-SAINT-MARCEL* ..... ***0072***

* *POLITIQUE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*
*I/ ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUI) DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS D'ALBY*
*II/ RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE CHARVONNEX*
*III/ RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS*
*IV/ RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) D'ANNEMASSE*..... ***0073***

* *POLITIQUE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*
*I/ RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) D'EVIAN-LES-BAINS*
*II/ RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE SAINT-MARTIN-BELLEVUE*
*III/ ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE MEGEVE*
*IV/ ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE DINGY-EN-VUACHE* ..... ***0074***

* *FONDS DÉPARTEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES (FDDT)*
*ADOPTION DU MONTANT DES DOTATIONS CANTONALES POUR L'ANNÉE 2017*..... ***0107***

* *COMPENSATION FINANCIÈRE GENEVOISE*
*44ÈME TRANCHE - RÉPARTITION DU FONDS DÉPARTEMENTAL D'INTERVENTIONS STRUCTURANTES (FDIS)* ..... ***0108***

* *VOIRIE COMMUNALE - DÉGÂTS EXCEPTIONNELS :*
*I -DÉSAFFECTATION ET AFFECTATION D'AUTORISATION DE PROGRAMME*
*II - PROROGATIONS DE VALIDITÉ DE SUBVENTIONS*..... ***0106***


## *CULTURE*


* *ARCHIVES DÉPARTEMENTALES*
*REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS ET D'HÉBERGEMENT EN FAVEUR DES CONFÉRENCIERS OU DES EXPERTS INTERVENANT AUX ARCHIVES DURANT L'ANNÉE 2017* ..... ***0081***

* *ARCHIVES DÉPARTEMENTALES*
*ADOPTION D'UN MODÈLE DE LICENCE COMMERCIALE, DE MODALITÉS DE CALCUL DES REDEVANCES ET D'UNE NOUVELLE GRILLE TARIFAIRE DANS LE CADRE DE LA RÉUTILISATION DES INFORMATIONS PUBLIQUES* ..... ***0111***


## *EAU ET ENVIRONNEMENT*


* *POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT*
*VERSEMENT D'UNE SUBVENTION EN FAVEUR DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS ROCHOIS POUR DES TRAVAUX PERMETTANT LA PRODUCTION, LE TRANSPORT ET L'INJECTION DE BIO-MÉTHANE DANS LE RÉSEAU DE GRDF*..... ***0109***

* *POLITIQUE DE L'EAU*
*VERSEMENT DE SUBVENTIONS DE L'AGENCE DE L'EAU EN FAVEUR DES COMMUNES DE MONT-SAXONNEX ET THUSY DANS LE CADRE DU GUICHET UNIQUE POUR DES ÉTUDES EN MATIÈRE D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT*..... ***0076***

* *POLITIQUE DE L'EAU*
*VERSEMENT DE SUBVENTIONS DE L'AGENCE DE L'EAU EN FAVEUR DE LA COMMUNE DE FAVERGES-SEYTHENEX, DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL EAU PEILLONNEX ET ALENTOURS ET DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES SOURCES DU LAC D'ANNECY DANS LE CADRE DU GUICHET UNIQUE POUR DES ÉTUDES EN MATIÈRE D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT* ..... ***0077***

* *POLITIQUE DE L'EAU*
*VERSEMENT D'UNE SUBVENTION DE L'AGENCE DE L'EAU EN FAVEUR DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU GENEVOIS DANS LE CADRE DU GUICHET UNIQUE POUR LE CHOIX DU MODE DE GESTION FUTUR DU SERVICE DE L'EAU POTABLE*..... ***0078***

* *POLITIQUE DE L'EAU*
*VERSEMENT DE SUBVENTIONS DE L'AGENCE DE L'EAU EN FAVEUR DES COMMUNES DE LA MURAZ, LA ROCHE-SUR-FORON, SAINT-SIXT, ALEX ET THYEZ DANS LE CADRE DU GUICHET UNIQUE POUR L'ÉLABORATION D'UN SCHÉMA DIRECTEUR DE GESTION DES EAUX PLUVIALES ET DE GESTION D'EAU POTABLE* ..... ***0079***

* *POLITIQUE DES ESPACES NATURELS SENSIBLES*
*VERSEMENT D'UNE SUBVENTION EN FAVEUR DU SYNDICAT MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE L'ARVE ET DE SES AFFLUENTS RELATIVE À LA RÉALISATION D'UNE ÉTUDE DE FAISABILITÉ POUR LA PROTECTION DU HAMEAU DE BIONNAY SUR LA COMMUNE DE SAINT-GERVAIS-LES-BAINS*..... ***0080***

* *POLITIQUE ÉNERGIES*
*FONDS AIR INDUSTRIE POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES INDUSTRIELS DANS LA DÉPOLLUTION DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES*
*PASSATION D'UNE CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIF ET DE PARTENARIAT 2017-2021 ET VERSEMENT D'UNE SUBVENTION EN FAVEUR DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES FAUCIGNY GLIERES*..... ***0105***

* *SUBVENTION A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GENEVOIS POUR L'ORGANISATION DU SALON REHABITAT*..... ***0120***

* *FORETS D'AVENIR EN PAYS DE SAVOIE*
*VERSEMENT D'UNE SUBVENTION D'ÉQUIPEMENT EN FAVEUR DE MME MARIE-CLAIRE OTTONI DANS LE CADRE DU DISPOSITIF*..... ***0075***


## *ECONOMIE - RECHERCHE ET TIC*


* *AÉRODROME ANNECY - MEYTHET*
*AFFECTATION D'AUTORISATION DE PROGRAMME ET RÉALISATION DE TAXIWAYS, DE VOIES D'ACCÈS ET DE PARKINGS AVIONS*..... ***0119***


## *EDUCATION - FORMATION - UNIVERSITÉ*


* *PRÊTS D'HONNEUR AUX ÉTUDIANTS*
*6EME RÉPARTITION AU TITRE DE L'ANNÉE 2016-2017 (50 DEMANDES)* ..... ***0084***

* *FONCTIONNEMENT DES COLLÈGES PUBLICS*
*REMBOURSEMENT DES FRAIS ENGAGÉS PAR MME CATHERINE PELTRIAUX, PRINCIPALE DU COLLÈGE RAOUL BLANCHARD À ANNECY*..... ***0082***

* *INVESTISSEMENTS DANS LES COLLÈGES PUBLICS*
*PASSATION DE CONVENTIONS ET VERSEMENT DE SUBVENTIONS EN FAVEUR DES COMMUNES DE FAVERGES,THONON-LES-BAINS ET CRANVES-SALES DANS LE CADRE DE LA SÉCURISATION DES ABORDS DES COLLÈGES* ..... ***0112***

* *INVESTISSEMENTS DANS LES COLLÈGES PUBLICS*
*PROGRAMME PRÉVISIONNEL POUR LA RÉALISATION DE GROS TRAVAUX ET ENTRETIEN AU TITRE DE L'ANNÉE 2017*..... ***0113***

* *POLITIQUE DE L'ÉDUCATION*
*SIGNATURE D'AVENANTS AUX CONVENTIONS PASSÉES AVEC LES REPRÉSENTANTS DE LA DIRECTION DIOCÉSAINE, L'UNION DÉPARTEMENTALE DES ORGANISMES DE GESTION DES ÉTABLISSEMENTS CATHOLIQUES D'ENSEIGNEMENT POUR LES ÉTABLISSEMENTS CATHOLIQUES ET LE DIRECTEUR DU COLLÈGE MAURICE TIÈCHE À COLLONGES-SOUS-SALEVE* ..... ***0114***

## *INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES*

* *RD 228 - COMMUNE DE MONTRIOND*
*ACQUISITION FONCIÈRE D'UN TÈNEMENT D'UNE SURFACE D'ENVIRON 55 M² SITUÉ DANS L'EMPRISE DE LA RD 228 EMPIÉTANT LA PARCELLE PRIVÉE CADASTRÉE SECTION AE N° 287 APPARTENANT À MME DANIELLE MUFFAT EN VUE DE L'INCORPORER AU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DÉPARTEMENTAL*
*PROCÉDURES DE NÉGOCIATIONS FONCIÈRES AMIABLES CONFIÉES À TERACTEM* ..... ***0087***

* *COMMUNE DE BONNEVILLE*
*RD1205 / RD12 - AFFECTATION D'AUTORISATION DE PROGRAMME ET PASSATION D'UNE CONVENTION D'ENTRETIEN ET FINANCIÈRE DANS LE CADRE DE L'AMÉNAGEMENT DU CARREFOUR GIRATOIRE DE LA CÔTE D'HYOT* ..... ***0088***

* *AFFECTATION D'AUTORISATION DE PROGRAMME, MODIFICATION D'AFFECTATION D'AUTORISATION, PASSATIONS DE CONVENTIONS ET SIGNATURE D'AVENANT*
*I. RD 992 - COMMUNE DE VIRY*
*II. RD 902 - COMMUNE DE SAINT-GERVAIS-LES-BAINS*
*III. RD 903 - COMMUNE DE BRENTHONNE* ..... ***0089***

* *MODIFICATIONS D'AFFECTATIONS D'AUTORISATIONS DES PROGRAMMES*
*I. RD 1203 / 12 - COMMUNES DE BONNEVILLE ET SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY*
*II. RD 6 / 6A - COMMUNES DE SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY ET AMANCY*
*III. RD 1205 / 12 - COMMUNE DE BONNEVILLE*
*IV. RD 991 - COMMUNE DE SEYSSEL*
*V. RD 909 - COMMUNE DE LA BALME-DE-THUY* ..... ***0090***

* *MODIFICATIONS D'AFFECTATIONS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES*
*BILANS D'OPÉRATIONS ET RÉPARTITIONS DES DÉPENSES AVEC LES COMMUNES DE BOGEVE (RD 190), PRAZ-SUR-ARLY (RD 1212) ET ALBY-SUR-CHERAN (RD 3 / 63)* ..... ***0091***

* *CONVENTION DE MANDAT N° 2015-114 AVEC TERACTEM*
*ÉTAT MENSUEL DES PROPRIÉTAIRES DEVANT FAIRE L'OBJET D'UN ACTE POUR LES MOIS DE MI-NOVEMBRE 2016, MI-DÉCEMBRE 2016 ET MI-JANVIER 2017* ..... ***0092***

* *COMMUNES DE DUINGT ET SAINT-JORIOZ*
*RD 1508 - ACQUISITIONS FONCIÈRES AFIN D'OBTENIR UNE ZONE HUMIDE DANS LE CADRE DE L'AMÉNAGEMENT D'UN CARREFOUR GIRATOIRE ENTRE LA RD 1508 ET LA RD 8*
*PROCÉDURES DE NÉGOCIATIONS AMIABLES CONFIÉES À TERACTEM*..... ***0093***

* *COMMUNE LES VILLARDS-SUR-THONES*
*SUPPRESSION DE L'EMPLACEMENT RÉSERVÉ AU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS (POS) POUR LA DÉVIATION DE LA RD 909 DANS L'ÉLABORATION DE SON PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)* ..... ***0094***

* *ARRONDISSEMENTS D'ANNECY ET SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS*
*TRAVAUX DE RÉPARATIONS, D'ENTRETIENS, D'AMÉLIORATIONS, DE RÉHABILITATIONS ET DE CONSTRUCTIONS DES DISPOSITIFS CONTRE LES CHUTES DE PIERRES*
*LANCEMENT DE LA CONSULTATION*..... ***0095***

* *COMMUNE DE VEYRIER-DU-LAC*
*RD 909- TRANSFERT DE L'EMPRISE DES DÉPENDANCES DE LA RD, D'UNE SUPERFICIE DE 2 419 M² ENVIRON DANS LE DOMAINE PUBLIC*..... ***0096***

* *TRAVAUX DE PONTAGE PAR SCELLEMENT DE FISSURES SUR LES CHAUSSÉES DU RÉSEAU ROUTIER DÉPARTEMENTAL ET AÉROPORT*
*LANCEMENT DE LA CONSULTATION*..... ***0097***

* *COMMUNE DE GROISY*
*RD 23 - PASSATION D'UNE CONVENTION D'AUTORISATION DE VOIRIE ET D'ENTRETIEN RELATIVE AU PROLONGEMENT DES TROTTOIRS ET DES CHEMINEMENTS LONGEANT LA RD 23 AFIN DE RELIER LES PARKINGS DES PÔLES SPORTIFS ET MÉDICAUX A LA ROUTE DE LA FRUITIÈRE* ..... ***0116***

* *I - COMMUNE D'EPAGNY METZ-TESSY - ENQUÊTES PUBLIQUES CONJOINTES PRÉALABLES À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET AU CLASSEMENT D'UNE SECTION DE LA RD 3508 EN ROUTE EXPRESS ET MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)*
*II - COMMUNES D'ANNECY ET D'EPAGNY METZ-TESSY - DOUBLEMENT DE LA RD 3508 ENTRE L'ÉCHANGEUR DE GILLON ET L'ÉCHANGEUR DE L'HÔPITAL* ..... ***0117***

## ***MOYENS DE L'INSTITUTION***

* *GARANTIE D'EMPRUNTS*
*DEMANDE DE MAIN LEVÉE PARTIELLE SUR L'HYPOTHÈQUE GREVANT LES PARCELLES BC 453, BC 452, BC 451, BC 450 ET BC 449, ACCORDÉE PAR LEMAN HABITAT AU DÉPARTEMENT EN CONTREPARTIE DE SA GARANTIE SUR LES PRÊTS DESTINÉS À LA RÉHABILITATION DE 85 LOGEMENTS À THONON-LES-BAINS, LES CHARMILLES*..... ***0062***

* *GARANTIE D'EMPRUNTS*
*DEMANDE DE NOUVELLE GARANTIE EN FAVEUR D'HALPADES À HAUTEUR DE 50 % POUR LE REMBOURSEMENT DE 6 LIGNES DE PRÊT À CONTRACTER AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS ET DU CRÉDIT AGRICOLE DES SAVOIE EN VUE DE FINANCER LA CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS (4 PLUS, 2 PLAI ET 3 PLS ) À THONON-LES-BAINS, TERREO* ..... ***0065***

* *AIDE DÉPARTEMENTALE A LA CONSTRUCTION*
*2EME ATTRIBUTION AU TITRE DE L'ANNÉE 2017 (2 DOSSIERS)* ..... ***0063***

* *TAXES D'URBANISME*
*DEMANDES D'ADMISSION EN NON-VALEUR DES TAXES RECONNUES IRRÉCOUVRABLES TRANSMISES PAR LE DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DES FINANCES PUBLIQUES DE LA HAUTE-SAVOIE (9 DOSSIERS)* ..... ***0064***

* *SIGNATURE DE L'AVENANT N° 1 AU MARCHÉ DE SERVICES DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES POUR LA FOURNITURE, LA MISE EN ŒUVRE ET L'ADMINISTRATION DU RÉSEAU RÉGIONAL HAUT DÉBIT ET TRÈS HAUT DÉBIT AMPLIVIA* ..... ***0066***

* *PARTENARIATS DE COMMUNICATION ÉVÉNEMENTIELLE*
*VERSEMENT DE SUBVENTIONS A 2 CLUBS SPORTIFS, 1 OFFICE DE TOURISME ET 1 COMMUNAUTÉ DE COMMUNES* ..... ***0067***

* *SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE DE PARIS 2017 - JOURNÉE DES SAVOIE*
*PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT ET D'HÉBERGEMENT D'UNE DÉLÉGATION DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL* .... ***0068***

* *ACHAT DE CONSOMMABLES ET MATÉRIELS MÉDICAUX POUR LES SERVICES MÉDICO-SOCIAUX DU DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE*
*LANCEMENT DE LA CONSULTATION*..... ***0085***

* *LOCATION DE BLOCS SANITAIRES AUTONOMES POUR LES SAISONS ESTIVALES DU CHÂTEAU DE CLERMONT*
*LANCEMENT DE LA CONSULTATION POUR LA PASSATION D'UN ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE* ..... ***0086***

## ***PATRIMOINE DÉPARTEMENTAL***

* *PATRIMOINE DÉPARTEMENTAL*
*COMMUNE D'EVIAN-LES-BAINS - LIEU-DIT AU CLOU NORD*
*DÉSAFFECTATION, DÉCLASSEMENT ET CESSION AU PROFIT DE LA SAS LE ROYAL PARK - EVIAN - FRANCE, D'UN TÈNEMENT DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DÉPARTEMENTAL D'UNE SUPERFICIE D'ENVIRON 1 001 M² SITUÉ ENTRE LA RD 21 ET LA PROPRIÉTÉ BÂTIE CADASTRÉE SECTION AO N° 282* ..... ***0061***

## *PROCÉDURES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE*


* *MARCHÉS PUBLICS PASSÉS PAR DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE DANS LA PÉRIODE DU 1ER AU 31 DÉCEMBRE 2016* ..... ***0099***


## *SPORT ET ANIMATION*


* *BOURSE DE FORMATION À L'ANIMATION (BAFA / BAFD)*
  *1ÈRE RÉPARTITION AU TITRE DE L'ANNÉE 2017* ..... ***0083***

* *POLITIQUE SPORTIVE DÉPARTEMENTALE*
  *SECTIONS FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT*
  *1ÈRE RÉPARTITION DE L'EXERCICE 2017* ..... ***0115***

* *AIDES AUX CLASSES DE DÉCOUVERTE*
  *1ÈRE RÉPARTITION AU TITRE DE L'ANNÉE 2017* ..... ***0118***


## *TOURISME*


* *PLAN TOURISME*
  *COMMUNE DE CHATEL – VERSEMENT D'UNE SUBVENTION ET PASSATION D'UNE CONVENTION DANS LE CADRE DU PROJET NEIGE DE CULTURE 2016-2017*
  *COMMUNE DE PRAZ SUR ARLY – VERSEMENT D'UNE SUBVENTION ET PASSATION D'UNE CONVENTION POUR LE PLAN D'EAU DE CASSIOZ 4 SAISONS* ..... ***0110***


## *TRANSPORTS PUBLICS*


* *POLITIQUE DES TRANSPORTS*
  *PASSATION D'UNE CONVENTION ET VERSEMENT D'UNE SUBVENTION EN FAVEUR DE L'ADATEEP (ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE POUR LES TRANSPORTS ÉDUCATIFS DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC) POUR LES ACTIONS DE SENSIBILISATION À LA SÉCURITÉ ET LA DISCIPLINE DANS LES TRANSPORTS PAR AUTOCARS* ..... ***0098***

# Registre des Délibérations de la Commission Permanente
# Séance du 06 février 2017

L'an deux mille dix-sept, le 06 février à 10 h 30, la Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie, dûment convoquée le 23 janvier 2017, s'est réunie dans la salle des séances de l'Hôtel du Département à Annecy, sous la Présidence de M. Christian MONTEIL Conseiller départemental du Canton de Saint-Julien-en-Genevois.

**Sont présents :**

Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, Mme LEI, M. MIVEL, **Vice-Présidents**

M. AMOUDRY, Mme DION, M. BARDET, Mme DULIEGE, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. BOCCARD, Mme LHUILLIER, M. DAVIET, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, M. PACORET, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. RUBIN, **Membres de la Commission Permanente**

**Présents ou représentés durant la séance :**

Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. EXCOFFIER

**Présents ou excusés durant la séance :**

Mme GONZO-MASSOL, MM DUVERNAY, MORAND, PUTHOD

**Absents représentés :**

Mme BOUCHET, Mme GAY, M. PEILLEX

✧✦✧✦✧

**Délégations de vote :**

Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY, M. EXCOFFIER à Mme DION, M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme TOWNLEY-BAZAILLE à M. BAUD-GRASSET

Assistent à la séance :

M. le Directeur Général des Services Départementaux,

Mme et MM. les Directeurs Généraux Adjoints,

Mmes et MM. les Directeurs et Responsables des différents Services Départementaux.

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0061

**OBJET : EVIAN-LES-BAINS - CESSION D'UN DELAISSE DE VOIRIE AU PROFIT DE LA SAS ROYAL PARK - EVIAN - FRANCE**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L.3211-14 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu la délibération du Conseil départemental n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 donnant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération de la Commission Permanente n° CP-2016-0481 du 04 juillet 2016 donnant son accord à la cession d'un tènement départemental d'environ 1 001 m² situé entre la RD21 et la propriété bâtie cadastrée section AO n° 282, au lieu-dit « Au Clou Nord » sur le territoire de la commune d'EVIAN-LES-BAINS, au profit de la Société Civile de Construction Vente (SCCV) ROYAL PARK,

Vu le changement de dénomination de la SCCV ROYAL PARK qui se dénomme désormais Société par Action Simplifiée (SAS) LE ROYAL PARK – EVIAN - FRANCE,

Vu l'estimation de France Domaine du 3 mai 2016 de la valeur vénale dudit tènement,

Vu l'avis favorable de la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale, lors de sa réunion du 06 juin 2016, quant à l'opération de cession dudit tènement au prix de 65 065 €.

Le Département de la Haute-Savoie a été saisi par la Société EVIAN SOTHEBY'S INTERNATIONAL REALTY pour le compte de la Société ROYAL PARK qui sollicite l'acquisition d'un délaissé de voirie d'une superficie d'environ 1 001 m² classé au PLU en Zone UDc (hors agglomération) situé entre la RD21 et la propriété bâtie cadastrée section AO n° 282, au lieu-dit « Au Clou Nord » sur le territoire de la commune d'EVIAN-LES-BAINS, en vue d'une demande de permis d'aménager de la propriété de M. James DAVIDSON.

France Domaine a estimé le 03 mai 2016 la valeur vénale de ce bien à la somme de 60 000 €.

Les frais de géomètre et d'acte seront à la charge de l'acquéreur.

Considérant que ce tènement ne présente plus aucun intérêt pour le Département,

La Commission Permanente a délibéré le 04 juillet 2016 (n° CP-2016-0481) en vue de la cession de ce tènement au profit de la SCCV ROYAL PARK,

Considérant que la cession doit désormais être réalisée au profit de la SAS LE ROYAL PARK - EVIAN – FRANCE.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**ANNULE** la délibération de la Commission Permanente n° CP-2016-0481 du 04 juillet 2016.

**CONSTATE** la désaffectation d'un tènement du Domaine Public Routier départemental d'une superficie d'environ 1 001 m² situé entre la RD21 et la propriété bâtie cadastrée section AO n° 282, au lieu-dit « Au Clou Nord » sur la commune d'EVIAN-LES-BAINS, ne présentant plus aucun intérêt pour l'exploitation normale du Domaine Public Routier.

**PRONONCE** le déclassement du Domaine Public départemental de ce tènement.

**DONNE SON ACCORD** à la cession au profit de la SAS LE ROYAL PARK - EVIAN - FRANCE dudit tènement.

Cette cession est consentie au prix de 65 065 €.

Les frais de géomètre et d'acte seront à la charge de la SAS LE ROYAL PARK - EVIAN - FRANCE.

**AUTORISE** M. le Président à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0062

**OBJET : GARANTIE D'EMPRUNTS - DEMANDE DE MAINLEVÉE PARTIELLE SUR HYPOTHÈQUE DE LEMAN HABITAT**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.3212-4 instaurant la compétence du Conseil départemental en matière de garantie d'emprunts,

Vu l'article 2298 du Code Civil relatif à l'engagement de la caution envers le créancier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation de certaines attributions du Conseil départemental à la Commission Permanente,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CG-2009-066 du 14 décembre 2009 relative aux conditions d'octroi des garanties d'emprunts concernant le logement social et les établissements sociaux ou médico-sociaux,

Vu la délibération n° CG-2010-009 du 29 mars 2010 relative aux conditions d'octroi des garanties d'emprunts pour le logement aidé,

Vu la délibération n° CG-2010-155 du 14 décembre 2010 relative à la modification de la politique départementale en matière de garantie d'emprunts,

Vu la délibération n° CP-2014-0756 du 03 novembre 2014 accordant la garantie départementale à LEMAN HABITAT à hauteur de 75 % pour le remboursement de 5 lignes de prêts à la réhabilitation (PAM et PAM Eco-prêt), d'un montant total de 1 549 144 euros, contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réhabilitation de 85 logements à THONON-LES-BAINS, « Les Charmilles »,

Vu le courriel du 02 décembre 2016 adressé par Maître MINGUET, notaire à THONON-LES-BAINS, sollicitant la mainlevée partielle sur hypothèque prise en contrepartie de la garantie départementale mentionnée ci-dessus,

Vu l'avis favorable émis par la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines et Administration Générale, dans sa séance du 09 janvier 2017.

Considérant que LEMAN HABITAT est un Office Public de l'Habitat dont le siège social est situé à THONON-LES-BAINS,

Considérant que, par délibération n° CP-2014-0756 du 03 novembre 2014, le Département a accordé sa garantie à LEMAN HABITAT à hauteur de 75 % pour le remboursement de 5 lignes de prêts à la réhabilitation (PAM et PAM Eco-prêt), d'un montant total de 1 549 144 €, contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réhabilitation de 85 logements à THONON-LES-BAINS, « Les Charmilles »,

Considérant que, conformément à l'article 5 du 1. de ladite délibération, une hypothèque de premier rang a été prise le 03 février 2015 au profit du Département sur la parcelle cadastrée BC 417 contenant l'ensemble immobilier (bâtiments collectifs et 5 maisons jumelées),

Considérant que, par décision du 27 juin 2012, le Conseil d'Administration de LEMAN HABITAT a décidé de vendre les maisons jumelées susmentionnées,

Considérant que, pour permettre leur vente, la division des parcelles BC 417 et BC 407 a été effectuée et que les nouvelles références cadastrales des villas sont les suivantes : BC 453, BC 445, BC 452, BC 446, BC 451, BC 447, BC 450 et BC 449,

Considérant que, les parcelles BC 453, BC 452, BC 451, BC 450 et BC 449, issues de la parcelle BC 417, sont grevées par l'hypothèque au profit du Département,

Considérant que la vente ne peut donc se faire sans l'autorisation du Département de mainlevée partielle sur l'hypothèque,

Considérant qu'un compromis de vente pour les parcelles cadastrées BC 452 et BC 446 a été signé en juillet dernier et que Maître MINGUET, notaire à THONON-LES-BAINS, est chargé de régulariser l'acte de vente et qu'il sollicite la mainlevée partielle de l'hypothèque sur la parcelle BC 452, par courriel du 02 décembre 2016,

Considérant que les autres parcelles grevées d'hypothèque étant également destinées à être vendues, qu'il convient de prévoir la mainlevée partielle de l'hypothèque sur ces biens, en cas de vente effective,

Considérant que l'article 17.2.2 du contrat de prêt n° 14855 signé le 20 janvier 2015 par le Département pour financer cette opération de réhabilitation oblige LEMAN HABITAT à rembourser la CDC en cas de cession du bien immobilier financé par le prêt,

Considérant qu'à ce titre le Département ne sera plus garant de la part du prêt affectée aux maisons vendues,

Considérant que les autres biens issus de la division de la parcelle BC 417, propriété de LEMAN HABITAT, restent grevés par l'hypothèque signée par acte du 03 février 2015,

Considérant que la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines et Administration Générale, dans sa séance du 09 janvier 2017, a donné un avis favorable à cette mainlevée partielle dont le montant est estimé à 850 000 euros pour les 5 villas.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**Article 1**

**ACCEPTE** la mainlevée partielle sur l'hypothèque grevant les parcelles BC 453, BC 452, BC 451, BC 450 et BC 449, accordée par LEMAN HABITAT au Département en contrepartie de sa garantie sur les prêts destinés à la réhabilitation de 85 logements à THONON-LES-BAINS, « Les Charmilles ». Le but de la mainlevée est de permettre la vente des maisons jumelées sises sur ces parcelles. La mainlevée se fera au fur et à mesure des ventes ; une maison non vendue restera donc grevée par l'hypothèque au profit du Département.

**Article 2**

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental de la Haute-Savoie à signer tout document relatif à cette mainlevée.

**Article 3**

Les frais d'acte seront à la charge de LEMAN HABITAT.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0063

**OBJET : AIDE DÉPARTEMENTALE A LA CONSTRUCTION - 2EME ATTRIBUTION**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et plus particulièrement son article 9,

Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 18 mars 2002 portant Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu les délibérations n° CP-2007-0529 du 02 avril 2007 et n° CG-2011-112 du 13 décembre 2011 définissant les modalités de l'aide départementale à la construction à savoir :

- montant de 8 400 € attribué par foyer, remboursable sur une durée de 10 ans, au taux d'intérêt légal en vigueur à la date du vote de la Commission Permanente,

Vu l'arrêté du 29 décembre 2016 relatif à la fixation du taux de l'intérêt légal à 0,90 % pour le premier semestre 2017,

Vu l'Autorisation de Programme n° 02030001017 d'un montant de 352 800 € votée au BP 2017 pour l'attribution des prêts à la construction pour le personnel,

Vu l'avis favorable de la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale en date du 09 janvier 2017.

Considérant la première attribution 2017 de prêts d'Aide Départementale à la Construction accordée par délibération de la Commission Permanente du 09 janvier 2017 pour un montant de 16 800 € (2 prêts de 8 400 € chacun),

Considérant que la 8ème Commission Finances Ressources Humaines, Administration Générale, dans sa séance du 09 janvier 2017, a donné son aval pour les demandes de prêts d'Aide Départementale à la Construction qui arriveraient à la Direction des Services Financiers entre le 10 janvier 2017 et 17 janvier 2017 et qui constitueraient cette deuxième attribution.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**DECIDE**

- d'accorder l'Aide Départementale à la Construction pour le Personnel aux deux personnes désignées ci-dessous,

- de fixer la deuxième attribution de cette aide pour l'année 2017 à la somme de **16 800 €.**

| NOM PRENOM | Adresse administrative | Adresse du demandeur | Canton | Adresse de la construction ou de l'acquisition | Canton ou Département | Montant du prêt |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **MELINAND Nathalie** | EVIAN LES BAINS | 29 chemin des Rosières 74140 MASSONGY | SCIEZ | 1 chemin du Clos « Brûlé » 1Ter Bellecombe 74200 THONON LES BAINS | THONON LES BAINS | **8 400 €** |
| **DESCHAMPS Cécile** | ANNECY | 84 rue des Grandes Terres 74330 EPAGNY METZ TESSY | ANNECY LE VIEUX | 134C reu de la Mionnaz Les Châteaux de la Monnaie 2 74330 EPAGNY METZ TESSY | ANNECY LE VIEUX | **8 400 €** |

| | |
|---|---|
| **TOTAL** | **16 800 €** |

**AUTORISE** M. le Président à signer les contrats à intervenir avec les deux bénéficiaires.

**Délibération télétransmise en Préfecture le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0064

**OBJET : TAXES D'URBANISME - DEMANDES D'ADMISSION EN NON-VALEUR**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Livre des Procédures Fiscales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le décret n° 98-1239 du 29 décembre 1998 relatif à l'admission en non-valeur des taxes mentionnées précédemment à l'article L.255-A du Livre des Procédures Fiscales et à l'article L.142-2 du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération de l'Assemblée départementale n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu l'avis favorable de la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale dans sa séance du 09 janvier 2017.

Considérant que le Département peut, sur proposition du comptable chargé du recouvrement de ces taxes, accorder leur admission en non-valeur,

Considérant que M. le Directeur Départemental des Finances Publiques de la Haute-Savoie propose l'admission en non-valeur des dix demandes ci-dessous :

| Demandeur | Lieu | Montant admis en non-valeur | Taxes | Motif d'irrécouvrabilité |
|---|---|---|---|---|
| SHEMATSI MUNGO | RUMILLY | 167,00 | TDENS | Dernières saisies négatives, indigence du redevable (non imposable depuis 2012 avec un enfant à charge) |
| BAKOURI MOEZ | THYEZ | 376,00 | TDENS+ TDCAUE | Saisies bancaires inopérantes, employeur suisse (saisie sur salaire impossible faute de convention franco-suisse) |
| ATHANASE WILLIAM | HABERE POCHE | 328,00 | TDENS | Solde bancaire insaisissable, employeur suisse (saisie sur salaire impossible faute de convention franco-suisse) |
| SARL JEAN MICHEL LEVET | REIGNIER | 1 429,00 | TDENS | Principal soldé en totalité, établissements fermés, comptes bancaires clos |
| DOKUYUCU FATIH | MARNAZ | 559,00 | TDENS+ TDCAUE | Solde bancaire insaisissable, activité professionnelle sous forme personnelle (pas de saisie sur salaire possible) |
| SCI LE VUARCHE | PUBLIER | 1 229,00 | TDENS+ TDCAUE | Compte sans provisions. Mme ZENDAGUI Naoual est gérante et associée majoritaire de la SCI. Pour recouvrer l'impayé sur ses avoirs propres et sur ceux des autres associés, il faudrait assigner tous les associés de la SCI devant le TGI. Cette action nécessite le ministère d'avocats et relève de l'appréciation des tribunaux. |

| Demandeur | Lieu | Montant admis en non-valeur | Taxes | Motif d'irrécouvrabilité |
|---|---|---|---|---|
| VALLEE DE L'ARVE HABITAT | SALLANCHES | 107,00 | TDENS | Principal réglé en totalité en 2014.<br>Demande de remise gracieuse refusée par les collectivités en 2014.<br>SEM dissoute en juillet 2015. |
| PELTIER PATRICK | ONNION | 243,00 | TDENS+<br>TDCAUE | Solde bancaire insaisissable.<br>Emploi en Suisse mais saisie sur salaire impossible faute de convention entre la France et la Suisse. |
| VALENTE LARANJEIRA ILIDIO | DOUVAINE | 1 001,00 | TDENS+<br>TDCAUE | Aucun compte bancaire en France.<br>Comptable empêché d'agir faute de convention franco-suisse. |
| BAILLUET YVON | SAINT-PAUL-EN-CHABLAIS | 72,00 | TDENS | Solde bancaire négatif.<br>Monsieur travaille en Suisse : saisie sur salaire impossible faute de convention franco-suisse.<br>Madame est sans emploi. |

Considérant que la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale, dans sa séance du 09 janvier 2017, a préconisé de suivre l'avis donné par M. le Directeur Départemental des Finances Publiques.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**DONNE** un avis favorable à l'admission en non-valeur des taxes figurant au tableau ci-dessus, reconnues irrécouvrables pour des causes indépendantes de l'action du comptable chargé du recouvrement de celles-ci.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0065

**OBJET : GARANTIE D'EMPRUNTS - DEMANDE DE NOUVELLE GARANTIE EN FAVEUR D'HALPADES**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.3212-4 instaurant la compétence du Conseil départemental en matière de garantie d'emprunts,

Vu les articles L.3231-4 et L.3231-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui fixent les conditions d'octroi de la garantie départementale à une personne de droit privé,

Vu l'article 2298 du Code Civil relatif à l'engagement de la caution envers le créancier,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article R.431-57 relatif aux délibérations de garanties accordées aux organismes constructeurs d'habitations à loyer modéré,

Vu les articles L.441-1 et R.441-5 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs aux contingents de réservation de logements en contrepartie d'une garantie d'emprunts,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation de certaines attributions du Conseil départemental à la Commission Permanente,

Vu la délibération n° CD-2016-027 du 25 avril 2016 relative à la nouvelle politique départementale de garanties d'emprunts en faveur du logement aidé mise en place à titre expérimental jusqu'au 31 décembre 2017,

Vu les courriers de demande de nouvelle garantie formulée par HALPADES en date du 20 décembre 2016,

Vu l'avis favorable émis par la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines et Administration Générale, dans sa séance du 09 janvier 2017.

Considérant que HALPADES est une société anonyme d'HLM dont le siège social est situé à ANNECY,

Considérant sa demande de nouvelle garantie formulée par courriers du 20 décembre 2016 et relative au projet de construction de 9 logements sociaux (4 PLUS, 2 PLAI et 3 PLS) à THONON-LES-BAINS, « Terreo».

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**Article 1**

**ACCORDE** la garantie départementale à HALPADES à hauteur de 50 % pour le remboursement de 6 lignes de prêt d'un montant global de 1 076 080 euros à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et du Crédit Agricole des Savoie en vue de financer la construction de 9 logements (4 PLUS, 2 PLAI et 3 PLS ) à THONON-LES-BAINS, « Terreo ».

**Article 2**

Les principales caractéristiques de ces lignes de prêt sont les suivantes :

*Prêts contractés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations :*

| | PLUS Travaux | PLUS Foncier | PLAI Foncier | PLAI Travaux |
|---|---|---|---|---|
| Montant maximum en euros | 161 472 | 293 176 | 144 063 | 182 282 |
| Garantie départementale | 50 % | | | |
| Durée de la phase de préfinancement | De 3 à 24 mois maximum | | | |
| Durée de la période d'amortissement | 40 ans | 50 ans | | 40 ans |
| Périodicité des échéances | Annuelle | | | |
| Index | Livret A | | | |
| Taux d'intérêt actuariel annuel | Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 % | | Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20% | |
| Révision du taux d'intérêt | A chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 % | | | |
| Profil d'amortissement | Amortissement déduit avec intérêts différés : Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous la forme d'intérêts différés | | | |
| Modalité de révision | Double révisabilité (DR) | | | |
| Taux de progressivité des échéances | Si DR : de -3 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) | | | |
| Révision du taux de progressivité | A chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A | | | |

*Prêts contractés auprès du Crédit Agricole des Savoie :*

| | PLS Travaux | PLS Foncier |
|---|---|---|
| Montant maximum en euros | 87 505 | 207 582 |
| Garantie départementale | 50 % | |
| Durée de la phase de préfinancement | De 3 à 24 mois maximum | |
| Durée de la période d'amortissement | 40 ans | 50 ans |
| Périodicité des échéances | Annuelle | |
| Index | Livret A | |
| Taux d'intérêt actuariel annuel | Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,11 % | |
| Révision du taux d'intérêt | A chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 % | |
| Profil d'amortissement | Amortissement progressif | |

**Article 3**

La garantie du département de la Haute-Savoie est accordée pour la durée totale du prêt, soit 24 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les lignes de prêt PLUS Travaux, PLAI Travaux, PLS Travaux, de 50 ans pour les lignes de prêt PLUS Foncier, PLAI Foncier et PLS Foncier, et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations ou du Crédit Agricole des Savoie, le Département s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 4**

Le Département s'engage pendant toute la durée du Contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 5**

En contrepartie de sa garantie et en application des articles L.441-1 et R.441-5 du Code de la Construction et de l'Habitation et de la délibération n° CD-2016-027 du 25 avril 2016, le droit de réservation de logements au bénéfice du Département s'élève à un logement.

**Article 6**

M. le Président du Conseil départemental de la Haute-Savoie est autorisé à intervenir au nom du Département au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations ou le Crédit Agricole des Savoie et l'emprunteur et à tous les actes y afférents.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0066

**OBJET : AVENANT N° 1 AU MARCHÉ DE SERVICES DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES POUR LA FOURNITURE, MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DU RÉSEAU RÉGIONAL HAUT DÉBIT ET TRÈS HAUT DÉBIT AMPLIVIA DES MEMBRES DU GROUPEMENT DE COMMANDES AMPLIVIA 2016 - LOT 1 VOLET ADSL-FTTX, VOLET BOX IP. VOLET LIAISONS HAUT ET TRES HAUT DEBIT ET VOLET ROUTEUR VIRTUEL**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CP-2015-0728 du 30 novembre 2015 autorisant la convention de groupement de commandes AMPLIVIA,

Vu la convention de groupement de commandes pour la fourniture, mise en œuvre et administration du réseau régional haut débit et très haut débit AMPLIVIA.

La Région Auvergne Rhône-Alpes, en tant que coordonnateur de ce groupement de commandes, a lancé une consultation relative aux services de communications électroniques voix-données images, pour les établissements d'enseignements maternelles, primaires, secondaires, supérieurs et de formation et pour les sites techniques et administratifs des membres du groupement de commandes AMPLIVIA 2016.

Le lot 1 relatif au volet ADSL-FTTX, volet BOX IP, volet liaisons haut et très haut débit et volet routeur virtuel a été notifié au groupement Orange Connectivity and Workspace services (mandataire) et Orange SA (co-traitant) le 12 juillet 2016.

Or, une modification des grilles tarifaires des opérateurs LIAIN, du Délégataire de Service Public Grand Lyon THD et SOREA a été apportée ; des erreurs de calcul doivent être corrigées et les frais d'accès au service doivent être mis en cohérence.

Il est proposé à la commission d'approuver l'avenant n° 1 à ce marché afin de mettre à jour le bordereau des prix avec ces modifications. La date d'entrée en vigueur du présent avenant prendra effet à compter de la signature de celui-ci.

Le bordereau des prix est annexé au présent rapport.

Le présent avenant n'a pas d'incidence financière car le marché est sans montant minimum et sans montant maximum.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**APPROUVE** l'avenant ayant pour objet la mise à jour du bordereau des prix à la suite de modifications des grilles tarifaires des opérateurs LIAIN, du Délégataire de Service Public Grand Lyon THD et SOREA, ainsi que la correction des erreurs de calcul et la mise en cohérence des frais d'accès au service.

**AUTORISE** M. le Président à signer l'avenant.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

**GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA FOURNITURE, MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DU RÉSEAU RÉGIONAL HAUT DÉBIT ET TRES HAUT AMPLIVIA**

# AVENANT N°1

| | |
|---|---|
| Procédure de passation | Appel d'offres ouvert (articles 33, 57 et suivants CMP) |
| Numéro de marché | 2016000968 |
| Objet du marché | Services de communications électroniques pour la fourniture, mise en œuvre et administration du réseau régional haut débit et très haut débit AMPLIVIA des membres du groupement de commandes AMPLIVIA 2016 |
| Lot n° | 1 |
| Intitulé du lot | VOLET ADSL-FTTx, VOLET BOX IP.VOLET LIAISONS HAUT ET TRES HAUT DEBIT et VOLET ROUTEUR VIRTUEL. |
| Durée du marché | Quatre (4) ans, renouvelable tacitement une fois pour une durée de trois (3) ans. |
| Date de notification du marché | 12 juillet 2016 |
| Montant initial HT et TTC | Sans montant minimum et sans montant maximum |

| Titulaire du marché | mandataire |
|---|---|
| Nom | Orange Connectivity and Workspace services |
| Adresse | Parc Woodstoock –Bâtiment Séquoia 3<br>97 allée Alexandre Borodine<br>69800 Saint Priest |
| Numéro SIRET (14 chiffres) | 408 193 613 00184 |

| Titulaire du marché | co-traitant |
|---|---|
| Nom | Orange SA |
| Adresse | Agence Entreprise Rhône Alpes Auvergne<br>141 cours Gambetta<br>69424 Lyon cedex 03 |
| Numéro SIRET (14 chiffres) | 380 129 866 09569 |

| Titulaire du marché | co-traitant |
|---|---|
| Nom | Via Numerica SAS |
| Adresse | 383 rue Louis Rustin<br>Parc d'affaires international<br>74160 ARCHAMPS |
| Numéro SIRET (14 chiffres) | 483 678 660 00018 |

Le marché, dont la désignation est mentionnée ci-dessus, est modifié comme indiqué ci-dessous :

## Article 1. Objet de l'avenant : ajout et suppression de prestation

Le bordereau des prix ci-joint a été modifié comme suit :

- Onglet RIP LIAIN : suppression des références « ~~LIAIN-FTTX-PROBEPS~~ » et « ~~LIAIN-BOXIP-PROBEPS~~ »
    - Ces suppressions sont consécutives à l'arrêt de ce type de prestation de liaison support du service par l'opérateur Liain.

- Onglet RIP COVAGE MDL : ajout de la référence « MDL-BPE-GFU-4R » qui est un taux de remise applicable au volume pour bande passante entreprise.
    - Cet ajout est consécutif à la modification de la grille tarifaire du Délégataire de Service Public Grand Lyon THD, délibérée en Juillet 2016 par la Métropole de Lyon.

- Onglet REGIES 74 et SOREA : ajout des références des Frais d'accès au service pour le volet Liaisons Haut et Très Haut Débit Régies 74 et Sorea de catégories 2 suivants :
  - FTTO Chamonix Télécom 1 Gbps, référence FTTO-CHAMONIX-1000, le montant des FAS (Frais d'Accès au Service) est à 2 300 € HT et la redevance mensuelle de 1412 € HT.
    - La modification réalisée est une correction de la formule de calcul intégrée dans le BPU.
  - FTTO Régies de Bonneville et de Sallanches 1Gbps, référence FTTO-RGES-1000, le montant des FAS (Frais d'Accès au Service) est à 1 800 € HT et la redevance mensuelle de 822 € HT
    - La modification réalisée est une correction de la formule de calcul intégrée dans le BPU.
  - FTTO Sorea intégration des 3 catégories de Frais d'Accès au Service pour les sites raccordés, en Zone 0 ou en Zone 1 du périmètre SOREA (FAS-FO-SOREA-RAC, FAS-FO-SOREA-ZONE 0 et FAS-FO-SOREA-ZONE 1) le montant des FAS (Frais d'Accès au Service) est donc respectivement de 806,45 €, 1 807,23 € HT et 3 804,35 € HT
    - Cet ajout est consécutif à la modification de la grille tarifaire de la SOREA réalisée en Septembre 2016.
  - FTTO Sorea modification des redevances mensuelles pour les services FTTO-SOREA-10, FTTO-SOREA-20, FTTO-SOREA-40, FTTO-SOREA-100 et FTTO-SOREA-1000, pour respectivement 410,00 € HT, 476,00 € HT , 596,00 € HT , 657,00 € HT et 732,00 € HT.
    - Ces modifications sont consécutives à la modification de la grille tarifaire de la SOREA réalisée en Septembre 2016.

- Onglet Services Amplivia : correction des références :
  - Cas n°2 Routeur Virtuel avec CPE au Forfait références suivantes (lignes 15 à 26 )

| | |
|---|---|
| RV-CPE-PTAPOP | RV-CPE-BCLAPOP12 |
| RV-CPE-PTASC4 | RV-CPE-BCLAPOP12PLUS |
| RV-CPE-PTSC12 | RV-CPE-BCLASC4 |
| RV-CPEPTASC12PLUS | RV-CPE-BCLASC12 |
| RV-CPE-BCLAPOP | RV-CPE-BCLASC12 PLUS |
| RV-CPE-BCLAPOP4 | RV-CPE-NIVE-POP |

les montants de FAS (Frais d'Accès au Service) passent à 1200,00 € HT

- Ces modifications sont consécutives à la mise en cohérence des FAS confirmé par le candidat lors des demandes de précisions sur son offre.

- Cas n°3 Routeur Virtuel avec CPE au Forfait sur liaison support fournie par le titulaire :
  référence RV-3-THD-FO-GTR2-+200, le montant des FAS (Frais d'Accès au Service) passe à 732,82 € HT
  référence RV-3-THD-FO-GTR3-+200 le montant des FAS (Frais d'Accès au Service) passe à 756,52 € HT
  référence RV-3-THD-FO-GTR4-+200 le montant des FAS (Frais d'Accès au Service) passe à 800,00 € HT

- Ces modifications sont consécutives à la mise en cohérence des FAS confirmé par le candidat lors des demandes de précisions sur son offre. Onglet Services: correction des références :

  -Un renvoi (1) a été apposé sur les références PSP-10S, PSP-20S, PSP-50S, PSP-100S à titre de précision pour indiquer que ces prestations ne pouvaient être proposées qu' « (1) En cas d'incapacité du Membre à fournir un chef de projet pour le suivi des prestations commandées ».

## Article 2. Incidence financière

Le présent avenant n'a aucune incidence financière car le marché est sans montant minimum et sans montant maximum.

## Article 3. Dispositions finales

Toutes les clauses du marché initial et de ses précédents avenants demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de différence.

La date d'entrée en vigueur du présent avenant prendra effet à compter de la signature de celui-ci.

A……., le …….

Pour l'entreprise Orange Connectivity and

Workspace services (mandataire du groupement)

(*Nom, prénom et fonction du signataire*)

A……., le…….

Pour le Conseil Départemental de la Haute-Savoie (dénomination du membre du groupement de commande AMPLIVIA),

*(Nom, prénom et fonction du signataire)*

## Couts unitaires des liaisons

| CATEGORIE SERVICE | Désignation | REFERENCE OFFRE | Bande passante IP (9) utile garantie à 100% Mbit/s | | Bande passante IP (9) utile garantie à 95% Mbit/s | | Bande passante IP (9) utile "Best Effort" Mbit/s | | Type de GTR standard. | Base tarifaire | | FAS si liaison support Amplivia2012 équivalente (4) | POURCENTAGES APPLIQUES SUR BASE TARIFAIRE | | | | | PRIX UNITAIRE HT (2) | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | débit montant | débit descendant | débit montant | débit descendant | débit montant | débit descendant | | Frais d'Accès au Service (FAS) | Abonnement mensuel | | Frais d'Accès au Service (FAS) | Frais d'Accès au Service (FAS) Lissés 12 mois | Frais d'Accès au Service (FAS) Lissés 24 mois | Frais d'Accès au Service (FAS) Lissés 36 mois | Abonnement mensuel | Frais d'Accès au Service (FAS) | Abonnement mensuel | Abonnement mensuel intégrant les Frais d'Accès au Service (FAS) Lissés 12 mois | Abonnement mensuel intégrant les Frais d'Accès au Service (FAS) Lissés 24 mois | Abonnement mensuel intégrant les Frais d'Accès au Service (FAS) Lissés 36 mois |
| **VOLET ADSL-FTTX COVAGE METROPOLE DE LYON** | | | | | | | | | | | | OUI/NON | | | | | | | | | | |
| | **BANDE PASSANTE ENTREPRISE ACCESS** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 | BPE ACCESS 100Mbit/s | MDL-BPEACCESS100 | | | | | 88,86 | 88,86 | 1 | 360,00 € | 75,00 € | OUI | 20,00% | 2,00% | 5,00% | 7,00% | 24,24% | 450,00 € | 99,00 € | 137,27 € | 118,74 € | 112,44 € |
| **VOLET BOX IP(3) COVAGE METROPOLE DE LYON** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | **BANDE PASSANTE ENTREPRISE ACCESS** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 | BPE ACCESS 100Mbit/s | MDL-BPEACCESSBOXIP100 | | | | | 88,86 | 88,86 | 1 | 360,00 € | 75,00 € | OUI | 20,00% | 2,00% | 5,00% | 7,00% | 32,43% | 450,00 € | 111,00 € | 149,27 € | 130,74 € | 124,44 € |
| **VOLET LIAISONS HAUT ET TRES HAUT DEBIT COVAGE METROPOLE DE LYON** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | **FRAIS D'ACCES AU SERVICE** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 | FAS SITES PRIORITAIRES | MDL-FAS-PRIO | | | | | | | | 360,00 € | | OUI | 20,00% | 2,00% | 5,00% | 7,00% | | 450,00 € | | 38,27 € | 19,74 € | 13,44 € |
| 1 | FAS SITES EN ZONE FORFAITAIRE | MDL-FAS-FORFAIT | | | | | | | | 1 500,00 € | | OUI | 20,00% | 2,00% | 5,00% | 7,00% | | 1 875,00 € | | 159,44 € | 82,24 € | 56,00 € |
| | **BANDE PASSANTE ENTREPRISE** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 | 2 Mbps | MDL-BPE-2M | 1,78 | 1,78 | 1,78 | 1,78 | | | 2 | 360,00 € | 80,00 € | OUI | 20,00% | 2,00% | 5,00% | 7,00% | 23,08% | 450,00 € | 104,00 € | 142,27 € | 123,74 € | 117,44 € |
| 1 | 4 Mbps | MDL-BPE-4M | 3,55 | 3,55 | 3,55 | 3,55 | | | 2 | 360,00 € | 160,00 € | OUI | 20,00% | 2,00% | 5,00% | 7,00% | 22,71% | 450,00 € | 207,00 € | 245,27 € | 226,74 € | 220,44 € |
| 1 | 6 Mbps | MDL-BPE-6M | 5,33 | 5,33 | 5,33 | 5,33 | | | 2 | 360,00 € | 240,00 € | OUI | 20,00% | 2,00% | 5,00% | 7,00% | 22,58% | 450,00 € | 310,00 € | 348,27 € | 329,74 € | 323,44 € |
| 1 | 10 Mbps | MDL-BPE-10M | 8,89 | 8,89 | 8,89 | 8,89 | | | 2 | 360,00 € | 360,00 € | OUI | 20,00% | 2,00% | 5,00% | 7,00% | 22,58% | 450,00 € | 465,00 € | 503,27 € | 484,74 € | 478,44 € |
| 1 | 20 Mbps | MDL-BPE-20M | 17,77 | 17,77 | 17,77 | 17,77 | | | 2 | 360,00 € | 520,00 € | OUI | 20,00% | 2,00% | 5,00% | 7,00% | 22,71% | 450,00 € | 556,31 € | 594,58 € | 576,05 € | 569,75 € |
| 1 | 40 Mbps | MDL-BPE-40M | 35,55 | 35,55 | 35,55 | 35,55 | | | 2 | 360,00 € | 640,00 € | OUI | 20,00% | 2,00% | 5,00% | 7,00% | 23,08% | 450,00 € | 663,00 € | 701,27 € | 682,74 € | 676,44 € |
| 1 | 100 Mbps | MDL-BPE-100M | 88,86 | 88,86 | 88,86 | 88,86 | | | 2 | 360,00 € | 800,00 € | OUI | 20,00% | 2,00% | 5,00% | 7,00% | 24,33% | 450,00 € | 792,92 € | 831,19 € | 812,66 € | 806,36 € |
| 1 | 200 Mbps | MDL-BPE-200M | 177,72 | 177,72 | 177,72 | 177,72 | | | 2 | 360,00 € | 650,00 € | OUI | 20,00% | 2,00% | 5,00% | 7,00% | 27,00% | 450,00 € | 890,41 € | 928,68 € | 910,15 € | 903,85 € |
| 1 | 300 Mbps | MDL-BPE-300M | 266,58 | 266,58 | 266,58 | 266,58 | | | 2 | 360,00 € | 700,00 € | OUI | 20,00% | 2,00% | 5,00% | 7,00% | 28,02% | 450,00 € | 972,49 € | 1 010,76 € | 992,23 € | 985,93 € |
| 1 | 500 Mbps | MDL-BPE-500M | 444,3 | 444,3 | 444,3 | 444,3 | | | 2 | 360,00 € | 800,00 € | OUI | 20,00% | 2,00% | 5,00% | 7,00% | 30,02% | 450,00 € | 1 142,95 € | 1 181,12 € | 1 162,59 € | 1 156,30 € |
| 1 | 1 Gbps | MDL-BPE-1000M | 888,63 | 888,63 | 888,63 | 888,63 | | | 2 | 360,00 € | 900,00 € | OUI | 20,00% | 2,00% | 5,00% | 7,00% | 31,47% | 450,00 € | 1 459,29 € | 1 497,55 € | 1 479,02 € | 1 472,73 € |
| | **TAUX DE REMISE APPLICABLE AU VOLUME (8) POUR BANDE PASSANTE ENTREPRISE** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | A partir de 4 sites raccordés (ENGAGEMENT 3 ANS) | MDL-BPE-GFU-4R | | | | | | | | | | | | | | | 20,00% | | | | | |

## MATRICE DU CHANGEMENT

| | Résiliation (6) indiquer OUI/NON | FAS Indiquer OUI/NON | | Prestation Complémentaire (7) en € HT |
|---|---|---|---|---|
| | | Nouvelle Liaison | Nouveau Service Amplivia | |
| Augmentation ou diminution de débit (5) sans changement de volet | NON | NON | NON | 250 € + En cas de downgrade: 1 mois d'abonnement supplémentaire du débit cible |
| Evolution d'une liaison avec changement de volet | OUI | OUI | OUI | 250,00 € |

Seules les zones en jaune sont à renseigner

(1) Le niveau de GTR Standard est celui défini au chapitre "Temps de rétablissement du CCTP" Les candidats doivent impérativement décrire leur offre de GTR standard dans le CRT. Aucun accès ne pourra être proposé sans une GTR minimum.

(2) Le cout final est calculé automatiquement, il n'est donc pas à renseigner manuellement

## Couts unitaires des liaisons

| CATEGORIE SERVICE | Désignation | REFERENCE OFFRE | Bande passante IP (8) utile garantie à 100% Mbit/s | | Bande passante IP (8) utile garantie à 95% Mbit/s | | Bande passante IP (8) utile "Best Effort" Mbit/s | | Type de GTR standard. | Base tarifaire | | FAS si liaison support Amplivia2012 équivalente (4) | POURCENTAGES APPLIQUES SUR BASE TARIFAIRE | | | | | PRIX UNITAIRE HT (2) | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | débit montant | débit descendant | débit montant | débit descendant | débit montant | débit descendant | | Frais d'Accès au Service (FAS) | Abonnement mensuel | | Frais d'Accès au Service (FAS) | Frais d'Accès au Service (FAS) Lissés 12 mois | Frais d'Accès au Service (FAS) Lissés 24 mois | Frais d'Accès au Service (FAS) Lissés 36 mois | Abonnement mensuel | Frais d'Accès au Service (FAS) | Abonnement mensuel | Abonnement mensuel intégrant les Frais d'Accès au Service (FAS) Lissés 12 mois | Abonnement mensuel intégrant les Frais d'Accès au Service (FAS) Lissés 24 mois | Abonnement mensuel intégrant les Frais d'Accès au Service (FAS) Lissés 36 mois |
| **VOLET ADSL-FTTX LIAIN** | | | | | | | | | | | | OUI/NON | | | | | | | | | | |
| | **Offre de base grand public "Best Effort"** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 | 100 Mbps non garanti | LIAIN-FTTX-GPBE | | | | | 88,86 | 88,86 | 0 | 95,00 € | 16,00 € | OUI | 20,00% | 2,00% | 5,00% | 7,00% | 28,57% | 118,75 € | 22,40 € | 32,50 € | 27,61 € | 25,95 € |
| | **Offres professionnelles améliorées"Best Effort"** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 | Niveau 1 - 100 Mbps non garanti | LIAIN-FTTX-PROBE | | | | | 88,86 | 88,86 | 1 | 95,00 € | 30,00 € | OUI | 20,00% | 2,00% | 5,00% | 7,00% | 25,00% | 118,75 € | 40,00 € | 50,10 € | 45,21 € | 43,55 € |
| ~~3~~ | ~~Niveau 2 - 100 Mbps non garanti Priorisation de service~~ | ~~LIAIN-FTTX-PROBEPS~~ | | | | | ~~88,86~~ | ~~88,86~~ | ~~1~~ | ~~95,00 €~~ | ~~50,00 €~~ | ~~OUI~~ | ~~20,00%~~ | ~~2,00%~~ | ~~5,00%~~ | ~~7,00%~~ | ~~23,08%~~ | ~~118,75 €~~ | ~~65,00 €~~ | ~~75,10 €~~ | ~~70,21 €~~ | ~~68,55 €~~ |
| **VOLET BOX IP(3) LIAIN** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | **Offre de base grand public "Best Effort"** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 | 100 Mbps non garanti | LIAIN-BOXIP-GPBE | | | | | 88,86 | 88,86 | 0 | 95,00 € | 16,00 € | OUI | 24,00% | 8,00% | 12,00% | 16,00% | 54,55% | 125,00 € | 35,20 € | 46,52 € | 41,12 € | 39,33 € |
| | **Offres professionnelles améliorées"Best Effort"** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 | Niveau 1 - 100 Mbps non garanti | LIAIN-BOXIP-PROBE | | | | | 88,86 | 88,86 | 1 | 95,00 € | 30,00 € | OUI | 24,00% | 8,00% | 12,00% | 16,00% | 51,61% | 125,00 € | 62,00 € | 73,32 € | 67,92 € | 66,13 € |
| ~~3~~ | ~~Niveau 2 - 100 Mbps non garanti Priorisation de service~~ | ~~LIAIN-BOXIP-~~ | | | | | ~~88,86~~ | ~~88,86~~ | ~~1~~ | ~~95,00 €~~ | ~~50,00 €~~ | ~~OUI~~ | ~~24,00%~~ | ~~8,00%~~ | ~~12,00%~~ | ~~16,00%~~ | ~~41,18%~~ | ~~125,00 €~~ | ~~85,00 €~~ | ~~96,32 €~~ | ~~90,92 €~~ | ~~89,13 €~~ |
| | **OPTION QUADRUPLE PLAY** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2 | OPTION QUADRUPLE PLAY POUR BOXIP LIAIN | LIAIN-BOXIP-4P | | | | | | | Celle de la liaison | 250,00 € | 12,00 € | OUI | | 2,00% | 5,00% | 7,00% | | 250,00 € | 12,00 € | 33,26 € | 22,96 € | 19,47 € |
| **VOLET LIAISONS HAUT ET TRES HAUT DEBIT LIAIN** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | **Offres professionnelles "Débit Garanti"** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 | 10 Mbps garanti avec accès Best Effort de 100 Mbps | LIAIN-THD-10BE100 | 8,89 | 8,89 | 8,89 | 8,89 | 88,86 | 88,86 | 2 | 240,00 € | 120,00 € | OUI | 20,00% | 2,00% | 5,00% | 7,00% | 18,37% | 300,00 € | 147,00 € | 172,51 € | 160,16 € | 155,96 € |
| 1 | 50 Mbps garanti avec accès Best Effort de 100 Mbps | LIAIN-THD-50BE100 | 44,43 | 44,43 | 44,43 | 44,43 | 88,86 | 88,86 | 2 | 540,00 € | 270,00 € | OUI | 20,00% | 2,00% | 5,00% | 7,00% | 22,64% | 675,00 € | 349,00 € | 406,40 € | 378,61 € | 369,16 € |
| 1 | 100 Mbps garanti | LIAIN-THD-100 | 88,86 | 88,86 | 88,86 | 88,86 | 88,86 | 88,86 | 2 | 900,00 € | 450,00 € | OUI | 20,00% | 2,00% | 5,00% | 7,00% | 24,37% | 1 125,00 € | 595,00 € | 690,66 € | 644,34 € | 628,60 € |
| 1 | 200 Mbps garanti | LIAIN-THD-200 | 177,73 | 177,73 | 177,73 | 177,73 | 177,73 | 177,73 | 2 | 1 400,00 € | 700,00 € | OUI | 20,00% | 2,00% | 5,00% | 7,00% | 25,45% | 1 750,00 € | 939,00 € | 1 087,81 € | 1 015,75 € | 991,27 € |
| 1 | 400 Mbps garanti | LIAIN-THD-400 | 355,45 | 355,45 | 355,45 | 355,45 | 355,45 | 355,45 | 2 | 2 400,00 € | 1 200,00 € | OUI | 20,00% | 2,00% | 5,00% | 7,00% | 26,29% | 3 000,00 € | 1 628,00 € | 1 883,10 € | 1 759,58 € | 1 717,61 € |
| 1 | 800 Mbps garanti | LIAIN-THD-800 | 710,90 | 710,90 | 710,90 | 710,90 | 710,90 | 710,90 | 2 | 4 400,00 € | 2 200,00 € | OUI | 20,00% | 2,00% | 5,00% | 7,00% | 26,79% | 5 500,00 € | 3 005,00 € | 3 472,69 € | 3 246,23 € | 3 169,28 € |

## MATRICE DU CHANGEMENT

| | Résiliation (6) indiquer OUI/NON | FAS Indiquer OUI/NON | | Prestation Complémentaire (7) en € HT |
|---|---|---|---|---|
| | | Nouvelle Liaison | Nouveau Service Amplivia | |
| Augmentation ou diminution de débit (5) sans changement de technologie ni d'opérateur support | NON | NON | NON | 250 € + En cas de downgrade: 1 mois d'abonnement supplémentaire du débit cible |
| Evolution d'une liaison avec changement de technologie mais pas d'opérateur support | OUI | OUI | OUI | 250,00 € |

Seules les zones en jaune sont à renseigner

(1) Le niveau de GTR Standard est celui défini au chapitre "Temps de rétablissement du CCTP" Les candidats doivent impérativement décrire leur offre de GTR standard dans le CRT. Aucun accès ne pourra être proposé sans une GTR minimum.
(2) Le cout final est calculé automatiquement, il n'est donc pas à renseigner manuellement
(3) L'offre BoxIP mobilise une offre de gros dont la référence est indiquée ci-dessous
(4) Le candidat doit indiquer par 0UI ou NON si les FAS s'applique pour les liaisons AMPLIVIA2012 existante fonction de la durée d'engagement minimum qu'il aura indiqué dans sa réponse au CCTP spécifique LOT 1
(5) Augmentation ou diminution de débit : Est considéré comme une augmentation ou diminution de débit, toute liaison qui sur un même opérateur et sur la même technologie (ADSL, Fibre, SDSL) voit son débit augmenter ou diminuer.
(6) Résiliation : La résiliation est le fait de rompre les effets d'un service et des prestations liées, à partir d'une date donnée. La notification de la résiliation doit être réalisée par lettre recommandée avec accusé-réception, le titulaire procédera à la facturation de la durée restante de la durée d'engagement
(7) Gestion du Changement : le candidat indique si en plus ou à la place des potentiels FAS Liaison et/ou Service Amplivia il facturera une prestation complémentaire de changement
(8) Calcul réalisé sur la base d'un datagramme de 750 octets. Le débit IP pourrait donc être inférieur en cas de taille moyenne de paquet IP inférieur à cette valeur.

## Couts unitaires des liaisons

| CATEGORIE SERVICE | Désignation | REFERENCE OFFRE | Bande passante IP (9) utile garantie à 100% Mbit/s | | Bande passante IP (9) utile garantie à 95% Mbit/s | | Bande passante IP (9) utile "Best Effort" Mbit/s | | Type de GTR standard. | Base tarifaire | | FAS si liaison support Amplivia2012 équivalente (4) | POURCENTAGES APPLIQUES SUR BASE TARIFAIRE | | | | | PRIX UNITAIRE HT (2) | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | débit montant | débit descendant | débit montant | débit descendant | débit montant | débit descendant | | Frais d'Accès au Service (FAS) | Abonnement mensuel | | Frais d'Accès au Service (FAS) | Frais d'Accès au Service (FAS) Lissés 12 mois | Frais d'Accès au Service (FAS) Lissés 24 mois | Frais d'Accès au Service (FAS) Lissés 36 mois | Abonnement mensuel | Frais d'Accès au Service (FAS) | Abonnement mensuel | Abonnement mensuel intégrant les Frais d'Accès au Service (FAS) Lissés 12 mois | Abonnement mensuel intégrant les Frais d'Accès au Service (FAS) Lissés 24 mois | Abonnement mensuel intégrant les Frais d'Accès au Service (FAS) Lissés 36 mois |
| **VOLET ADSL-FTTX REGIES 74 ET SOREA** | | | | | | | | | | | | OUI/NON | | | | | | | | | | |
| | **Offre de base grand public "Best Effort"** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2 | 100 Mbps non garanti Régie de Sallanche | FTTX-SALLANCHES | | | | | 88,86 | 8,89 | 0 | 200,00€ | 23,00€ | OUI | | 7% | 10% | 20% | | 200,00€ | 23,00€ | 40,92€ | 32,26€ | 29,94€ |
| **VOLET BOX IP(3) REGIES 74 ET SOREA** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | **Offre de base grand public "Best Effort"** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2 | 100 Mbps non garanti Régie de Sallanche | FTTX-SALLANCHES | | | | | 88,86 | 8,89 | 0 | 200,00€ | 43,00€ | OUI | | 7% | 10% | 20% | | 200,00€ | 43,00€ | 60,92€ | 52,26€ | 49,94€ |
| **VOLET LIAISONS HAUT ET TRES HAUT DEBIT REGIES 74 ET SOREA** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | **FTTO CHAMONIX TELECOM** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2 | 10 Mbps | FTTO-CHAMONIX-10 | 8,89 | 8,89 | 8,89 | 8,89 | | | 2 | 2 300,00€ | 203,00€ | NON | | 7% | 10% | 20% | | 2 300,00€ | 203,00€ | 409,09€ | 309,48€ | 282,86€ |
| 2 | 20 Mbps | FTTO-CHAMONIX-20 | 17,77 | 17,77 | 17,77 | 17,77 | | | 2 | 2 300,00€ | 405,00€ | NON | | 7% | 10% | 20% | | 2 300,00€ | 405,00€ | 611,09€ | 511,48€ | 484,86€ |
| 2 | 40 Mbps | FTTO-CHAMONIX-40 | 35,55 | 35,55 | 35,55 | 35,55 | | | 2 | 2 300,00€ | 609,00€ | NON | | 7% | 10% | 20% | | 2 300,00€ | 609,00€ | 815,09€ | 715,48€ | 688,86€ |
| 2 | 100 Mbps | FTTO-CHAMONIX-100 | 88,86 | 88,86 | 88,86 | 88,86 | | | 2 | 2 300,00€ | 702,00€ | NON | | 7% | 10% | 20% | | 2 300,00€ | 702,00€ | 908,09€ | 808,48€ | 781,86€ |
| 2 | 1 Gbps | FTTO-CHAMONIX-1000 | 888,63 | 888,63 | 888,63 | 888,63 | | | 2 | 2 300,00€ | 1 412,00€ | NON | | 7% | 10% | 20% | | 2 300,00€ | 1 412,00€ | 1 618,09€ | 1 518,48€ | 1 491,86€ |
| | **FTTO REGIES DE BONNEVILLE et de SALLANCHES** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2 | 10 Mbps | FTTO-RGES-10 | 8,89 | 8,89 | 8,89 | 8,89 | | | 2 | 1 300,00€ | 293,00€ | OUI | | 7% | 10% | 0% | | 1 300,00€ | 293,00€ | 409,49€ | 353,19€ | 329,11€ |
| 2 | 20 Mbps | FTTO-RGES-20 | 17,77 | 17,77 | 17,77 | 17,77 | | | 2 | 1 300,00€ | 422,00€ | OUI | | 7% | 10% | 0% | | 1 300,00€ | 422,00€ | 538,49€ | 482,19€ | 458,11€ |
| 2 | 40 Mbps | FTTO-RGES-40 | 35,55 | 35,55 | 35,55 | 35,55 | | | 2 | 1 300,00€ | 464,00€ | OUI | | 7% | 10% | 0% | | 1 300,00€ | 464,00€ | 580,49€ | 524,19€ | 500,11€ |
| 2 | 100 Mbps | FTTO-RGES-100 | 88,86 | 88,86 | 88,86 | 88,86 | | | 2 | 1 300,00€ | 510,00€ | OUI | | 7% | 10% | 0% | | 1 300,00€ | 510,00€ | 626,49€ | 570,19€ | 546,11€ |
| 2 | 1 Gbps | FTTO-RGES-1000 | 888,63 | 888,63 | 888,63 | 888,63 | | | 2 | 1 800,00€ | 822,00€ | OUI | | 7% | 10% | 0% | | 1 800,00€ | 822,00€ | 983,29€ | 905,33€ | 872,00€ |
| | **FTTO SOREA** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 | Frais d'accès au service pour un site raccordé au réseau | FAS-FO-SOREA-RAC | | | | | | | | 500,00€ | | OUI | 38,00% | 7% | 10% | 20% | | 806,45€ | 0,00€ | 72,26€ | 37,34€ | 28,00€ |
| 1 | Frais d'accès au service pour un site situé dans la zone 0 | FAS-FO-SOREA-ZONE 0 | | | | | | | | 1 500,00€ | | OUI | 17,00% | 7% | 10% | 20% | | 1 807,23€ | 0,00€ | 161,94€ | 83,67€ | 62,75€ |
| 1 | Frais d'accès au service pour un site situé dans la zone 1 | FAS-FO-SOREA-ZONE 1 | | | | | | | | 3 500,00€ | | OUI | 8,00% | 7% | 10% | 20% | | 3 804,35€ | 0,00€ | 340,89€ | 176,13€ | 132,10€ |
| 2 | 10 Mbps | FTTO-SOREA-10 | 8,89 | 8,89 | 8,89 | 8,89 | | | 2 | 1 500,00€ | 410,00€ | NON | 17,00% | 7% | 10% | 20% | | 1 807,23€ | 410,00€ | 571,94€ | 493,67€ | 472,75€ |
| 2 | 20 Mbps | FTTO-SOREA-20 | 17,77 | 17,77 | 17,77 | 17,77 | | | 2 | 1 500,00€ | 476,00€ | NON | 17,00% | 7% | 10% | 20% | | 1 807,23€ | 476,00€ | 637,94€ | 559,67€ | 538,75€ |
| 2 | 40 Mbps | FTTO-SOREA-40 | 35,55 | 35,55 | 35,55 | 35,55 | | | 2 | 1 500,00€ | 596,00€ | NON | 17,00% | 7% | 10% | 20% | | 1 807,23€ | 596,00€ | 757,94€ | 679,67€ | 658,75€ |
| 2 | 100 Mbps | FTTO-SOREA-100 | 88,86 | 88,86 | 88,86 | 88,86 | | | 2 | 1 500,00€ | 657,00€ | NON | 17,00% | 7% | 10% | 20% | | 1 807,23€ | 657,00€ | 943,94€ | 865,67€ | 844,75€ |
| 2 | 1 Gbps | FTTO-SOREA-1000 | 888,63 | 888,63 | 888,63 | 888,63 | | | 2 | 1 500,00€ | 732,00€ | NON | 17,00% | 7% | 10% | 20% | | 1 807,23€ | 732,00€ | 1 461,94€ | 1 383,67€ | 1 362,75€ |

## MATRICE DU CHANGEMENT

| | Résiliation (6) indiquer OUI/NON | FAS Indiquer OUI/NON | | Prestation Complémentaire (7) en € HT |
|---|---|---|---|---|
| | | Nouvelle Liaison | Nouveau Service Amplivia | |
| Augmentation ou diminution de débit (5) sans changement de volet | NON | NON | NON | 250 € + En cas de downgrade: 1 mois d'abonnement supplémentaire du débit cible |
| Evolution d'une liaison avec changement de volet | OUI | OUI | OUI | 250,00€ |

Seules les zones en jaune sont à renseigner

(1) Le niveau de GTR Standard est celui défini au chapitre "Temps de rétablissement du CCTP" Les candidats doivent impérativement décrire leur offre de GTR standard dans le CRT. Aucun accès ne pourra être proposé sans une GTR minimum.

(2) Le cout final est calculé automatiquement, il n'est donc pas à renseigner manuelleme

## Couts unitaires des Services Amplivia

| CATEGORIE SERVICE | Désignation | REFERENCE OFFRE | GTR Standard (1) | Pourcentages Appliqués sur Frais d'accès au Service pour l'option Lissage | | | Coûts unitaire (en € HT) | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Frais d'Accès au Service (FAS) Lissés 12 mois | Frais d'Accès au Service (FAS) Lissés 24 mois | Frais d'Accès au Service (FAS) Lissés 36 mois | Frais d'Accès au Service (FAS) | Coût unitaire de l'abonnement mensuel | Coût unitaire de l'abonnement mensuel intégrant les FAS lissés engagement 12 mois | Coût unitaire de l'abonnement mensuel intégrant les FAS lissés engagement 24 mois | Coût unitaire de l'abonnement mensuel intégrant les FAS intégrés engagement 36 mois |
| | **SERVICE AMPLIVIA** | | | | | | | | | | |
| | **Cas n°1 ROUTEUR VIRTUEL UNIQUEMENT SANS CPE AU FORFAIT** | | | | | | | | | | |
| 2 | Routeur Virtuel (6 modifications de configuration par an) | RV-NOM-6 | 4 | 2% | 5% | 7% | - € | 26,00 € | 26,00 € | 26,00 € | 26,00 € |
| 2 | Routeur Virtuel (12 modifications de configuration par an) | RV-NOM-12 | 4 | 2% | 5% | 7% | - € | 52,00 € | 52,00 € | 52,00 € | 52,00 € |
| 2 | Routeur Virtuel (24 modifications de configuration par an) | RV-NOM-24 | 4 | 2% | 5% | 7% | - € | 103,00 € | 103,00 € | 103,00 € | 103,00 € |
| 2 | Routeur Virtuel (36 modifications de configuration par an) | RV-NOM-36 | 4 | 2% | 5% | 7% | - € | 155,00 € | 155,00 € | 155,00 € | 155,00 € |
| | **Cas n°2 ROUTEUR VIRTUEL AVEC CPE AU FORFAIT** | | | | | | | | | | |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison Fibre Optique 1Gbit/s Membre Poi | RV-CPE-PTAPOP | 2 | 2% | 5% | 7% | 1 200,00 € | 191,00 € | 293,04 € | 243,63 € | 226,84 € |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison Fibre Optique Membre Point à Poi | RV-CPE-PTASC4 | 2 | 2% | 5% | 7% | 1 200,00 € | 218,00 € | 320,04 € | 270,63 € | 253,84 € |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison Fibre Optique Membre Point à Poi | RV-CPE-PTASC12 | 2 | 2% | 5% | 7% | 1 200,00 € | 203,00 € | 305,04 € | 255,63 € | 238,84 € |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison Fibre Optique Membre Point à Poi | RV-CPE-PTASC12PLUS | 2 | 2% | 5% | 7% | 1 200,00 € | 194,00 € | 296,04 € | 246,63 € | 229,84 € |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison Fibre Optique Membre Boucle 1Gb | RV-CPE-BCLAPOP | 2 | 2% | 5% | 7% | 1 200,00 € | 202,00 € | 304,04 € | 254,63 € | 237,84 € |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison Fibre Optique Membre Boucle 1Gb | RV-CPE-BCLAPOP4 | 2 | 2% | 5% | 7% | 1 200,00 € | 197,00 € | 299,04 € | 249,63 € | 232,84 € |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison Fibre Optique Membre Boucle 1Gb | RV-CPE-BCLAPOP12 | 2 | 2% | 5% | 7% | 1 200,00 € | 193,00 € | 295,04 € | 245,63 € | 228,84 € |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison Fibre Optique Membre Boucle 1Gb | RV-CPE-BCLAPOP12PLUS | 2 | 2% | 5% | 7% | 1 200,00 € | 193,00 € | 295,04 € | 245,63 € | 228,84 € |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison Fibre Optique Membre Boucle 1Gb | RV-CPE-BCLASC4 | 2 | 2% | 5% | 7% | 1 200,00 € | 221,00 € | 323,04 € | 273,63 € | 256,84 € |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison Fibre Optique Membre Boucle 1Gb | RV-CPE-BCLASC12 | 2 | 2% | 5% | 7% | 1 200,00 € | 198,00 € | 300,04 € | 250,63 € | 233,84 € |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison Fibre Optique Membre Boucle 1Gb | RV-CPE-BCLASC12PLUS | 2 | 2% | 5% | 7% | 1 200,00 € | 192,00 € | 294,04 € | 244,63 € | 227,84 € |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison niveau 2 ou 3 Membre Site vers Pc | RV-CPE-NIVE-POP | 2 | 2% | 5% | 7% | 1 200,00 € | 141,00 € | 243,04 € | 193,63 € | 176,84 € |
| 2 | GTR de Niveau 3 (Prix Unitaire par Site du Membre) | RV-CPE-GTR3 | 3 | 2% | 5% | 7% | - € | 16,00 € | 16,00 € | 16,00 € | 16,00 € |
| 2 | GTR de Niveau 4 (Prix Unitaire par Site du Membre) | RV-CPE-GTR4 | 4 | 2% | 5% | 7% | - € | 21,00 € | 21,00 € | 21,00 € | 21,00 € |
| | **Cas n°3 ROUTEUR VIRTUEL AVEC CPE AU FORFAIT SUR LIAISON SUPPORT FOURNIE PAR LE TITULAIRE** | | | | | | | | | | |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison **VOLET ADSL-FTTX** | RV-3-FTTX | GTR DE LA LIAISON | 2% | 5% | 7% | 200,00 € | 33,00 € | 50,01 € | 41,77 € | 38,97 € |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison **BOXIP** | RV-3-BOXIP | GTR DE LA LIAISON | 2% | 5% | 7% | 200,00 € | 39,00 € | 56,01 € | 47,77 € | 44,97 € |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison **HAUT ET TRES HAUT DEBITSUR F** | RV-3-THD-FO-GTR2 | GTR DE LA LIAISON | 2% | 5% | 7% | 1 200,00 € | 131,00 € | 233,04 € | 183,63 € | 166,84 € |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison **HAUT ET TRES HAUT DEBIT SUR (** | RV-3-THD-FO-GTR3 | GTR DE LA LIAISON | 2% | 5% | 7% | 1 200,00 € | 138,00 € | 240,04 € | 190,63 € | 173,84 € |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison **HAUT ET TRES HAUT DEBITSUR F** | RV-3-THD-FO-GTR4 | GTR DE LA LIAISON | 2% | 5% | 7% | 1 200,00 € | 153,00 € | 255,04 € | 205,63 € | 188,84 € |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison **HAUT ET TRES HAUT DEBIT SDSL** | RV-3-THD-DSL-GTR2 | GTR DE LA LIAISON | 2% | 5% | 7% | 1 000,00 € | 69,00 € | 154,03 € | 112,86 € | 98,87 € |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison **HAUT ET TRES HAUT DEBIT SDSL** | RV-3-THD-DSL-GTR3 | GTR DE LA LIAISON | 2% | 5% | 7% | 1 000,00 € | 72,00 € | 157,03 € | 115,86 € | 101,87 € |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison **HAUT ET TRES HAUT DEBIT SDSL** | RV-3-THD-DSL-GTR4 | GTR DE LA LIAISON | 2% | 5% | 7% | 1 000,00 € | 78,00 € | 163,03 € | 121,86 € | 107,87 € |
| 3 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison HAUT ET TRES HAUT DEBIT FH | RV-3-THD-FH-GTR2 | GTR DE LA LIAISON | 2% | 5% | 7% | 1 200,00 € | 131,00 € | 233,04 € | 183,63 € | 166,84 € |
| 3 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison HAUT ET TRES HAUT DEBIT FH | RV-3-THD-FH-GTR3 | GTR DE LA LIAISON | 2% | 5% | 7% | 1 200,00 € | 138,00 € | 240,04 € | 190,63 € | 173,84 € |
| 3 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison HAUT ET TRES HAUT DEBIT FH | RV-3-THD-FH-GTR4 | GTR DE LA LIAISON | 2% | 5% | 7% | 1 200,00 € | 153,00 € | 255,04 € | 205,63 € | 188,84 € |
| 3 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison VOLET ADSL-FTTX support 4G/Sa | RV-3-FTTX-4GSAT | GTR DE LA LIAISON | 2% | 5% | 7% | 600,00 € | 52,00 € | 103,02 € | 78,32 € | 69,92 € |
| 3 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison **HAUT ET TRES HAUT DEBITSUR F** | RV-3-THD-FO-GTR2-+200 | GTR DE LA LIAISON | 2% | 5% | 7% | 732,82 € | 80,00 € | 142,31 € | 112,14 € | 101,89 € |
| 3 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison **HAUT ET TRES HAUT DEBIT SUR (** | RV-3-THD-FO-GTR3-+200 | GTR DE LA LIAISON | 2% | 5% | 7% | 756,52 € | 87,00 € | 151,33 € | 120,18 € | 109,60 € |
| 3 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison **HAUT ET TRES HAUT DEBITSUR F** | RV-3-THD-FO-GTR4-+200 | GTR DE LA LIAISON | 2% | 5% | 7% | 800,00 € | 102,00 € | 170,03 € | 137,09 € | 125,89 € |
| | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| | **INSERTION D'UN INTERFACE PHYSIQUE DANS UN ROUTEUR VIRTUEL INCLUANT LA CONFIGURATION ET LA MISE EN SERVICE** | | | | | | | | | | |
| 2 | Interface 100 Mbps cuivre ou optique | RV-100 | GTR DU ROUTEUR VIRTUEL | 2% | 5% | 7% | 1 748,00 € | 132,00 € | 280,64 € | 208,67 € | 184,21 € |
| 2 | Interface 1 Gbps Grisée | RV-1GG | GTR DU ROUTEUR VIRTUEL | 2% | 5% | 7% | 1 843,00 € | 324,00 € | 480,72 € | 404,83 € | 379,05 € |
| 2 | Interface 1 Gbps Colorée | RV-1GC | GTR DU ROUTEUR VIRTUEL | 2% | 5% | 7% | 2 705,00 € | 332,00 € | 562,02 € | 450,64 € | 412,79 € |
| 2 | Interface 10 Gbps Grisée | RV-10GG | GTR DU ROUTEUR VIRTUEL | 2% | 5% | 7% | 2 087,00 € | 538,00 € | 715,47 € | 629,54 € | 600,34 € |
| 2 | Interface 10 Gbps Colorée | RV-10GC | GTR DU ROUTEUR VIRTUEL | 2% | 5% | 7% | 5 119,00 € | 567,00 € | 1 002,29 € | 791,52 € | 719,90 € |
| | **MODIFICATION SIGNIFICATIVE DE LA CONFIGURATION D'UN ROUTEUR VIRTUEL** | | | | | | | | | | |
| 2 | Refonte du plan d'adressage pour tout ou partie (>20%) des liens du membre du groupement de | REFONTE-ADRESSAGE | | | | | 4 372,00 € | - € | | | |
| 2 | Mise en place d'une connectivité de niveau 3 avec un tiers présent sur un PoP Amplivia incluant | NIVEAU3-TIERS | | | | | 1 235,00 € | - € | | | |
| 2 | Mise en place d'un nouveau protocole de routage, de multicast, … après la mise en place initiale | PROTOCOLE | | | | | 3 261,00 € | - € | | | |
| 2 | Mise en place d'une nouvelle politique de routage après la mise en place initiale. | POLITIQUE-ROUTAGE | | | | | 1 235,00 € | - € | | | |
| 2 | Mise en place d'une nouvelle politique de translation d'adresse après la mise en place initiale. | POLITIQUE-NAT | | | | | 1 235,00 € | - € | | | |
| 2 | Mise en place d'une nouvelle politique de filtrage après la mise en place initiale. | POLITIQUE-FILTRAGE | | | | | 1 235,00 € | - € | | | |
| 2 | Mise en place d'une connectivité de niveau 3 avec un autre routeur virtuel (Peer) après la mise e | PEER-RV | | | | | 1 235,00 € | - € | | | |
| | **VISIBILITE APPLICATIVE** | | | | | | | | | | |
| 2 | Mise en Place de la Visibilité Applicative pour un Membre (1 à 10 sites) | VA-10 | 3 | 2% | 5% | 7% | 32,00 € | 5,00 € | 7,72 € | 6,40 € | 5,96 € |
| 2 | Mise en Place de la Visibilité Applicative pour un Membre (11 à 50 sites) | VA-50 | 3 | 2% | 5% | 7% | 10,00 € | 5,00 € | 5,85 € | 5,44 € | 5,30 € |
| 2 | Mise en Place de la Visibilité Applicative pour un Membre (51 à 100 sites) | VA-100 | 3 | 2% | 5% | 7% | 7,00 € | 5,00 € | 5,60 € | 5,31 € | 5,21 € |
| 2 | Mise en Place de la Visibilité Applicative pour un Membre (101 sites et plus) | VA-101PLUS | 3 | 2% | 5% | 7% | 4,00 € | 5,00 € | 5,34 € | 5,18 € | 5,12 € |
| 2 | GTR de Niveau 4 (Prix Unitaire par Site du Membre) | VA-GTR4 | 4 | 2% | 5% | 7% | - € | 5,00 € | 5,00 € | 5,00 € | 5,00 € |
| | **SERVICE DE VISIBILITE APPLICATIVE** | | | | | | | | | | |
| 3 | Service de Visibilité Applicative pour un Membre (1 à 10 sites) | SVC-VA-10 | 3 | 2% | 5% | 7% | 350,00 € | 95,00 € | 124,76 € | 110,35 € | 105,45 € |
| 3 | Service de Visibilité Applicative pour un Membre (11 à 50 sites) | SVC-VA-50 | 3 | 2% | 5% | 7% | 200,00 € | 40,00 € | 57,01 € | 48,77 € | 45,97 € |
| 3 | Service de Visibilité Applicative pour un Membre (51 à 100 sites) | SVC-VA-100 | 3 | 2% | 5% | 7% | 150,00 € | 25,00 € | 37,76 € | 31,58 € | 29,48 € |
| 3 | Service de Visibilité Applicative pour un Membre (101 sites et plus) | SVC-VA-101PLUS | 3 | 2% | 5% | 7% | 100,00 € | 10,00 € | 18,50 € | 14,39 € | 12,99 € |
| 3 | GTR de Niveau 4 (Prix Unitaire par Site du Membre) | SVC-VA-GTR4 | 4 | 2% | 5% | 7% | - € | 5,00 € | 5,00 € | 5,00 € | 5,00 € |
| 3 | Mise en place ponctuelle de la visibilité applicative et analyse pour 1 membre et pour 1 site | VA-PONCT-1 | 0 | 2% | 5% | 7% | 2 685,00 € | - € | 228,32 € | 117,76 € | 80,20 € |
| 3 | Migration de la plateforme Flowmon de la DLY vers AMPLIVI@ 2016 | MIG-VA-DLY | 3 | 2% | 5% | 7% | 2 685,00 € | - € | 228,32 € | 117,76 € | 80,20 € |
| | **SERVICE WIFI** | | | | | | | | | | |
| 3 | **Frais Egilibilité à l'offre Wifi** | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 3 | Etude de capacité (conception) | WIFI-CONCEP | | 2% | 5% | 7% | 1 953,00 € | - € | 166,07 € | 85,66 € | 58,33 € |
| 3 | Etude d'implantation (si nécessaire) | WIFI-IMPL | | 2% | 5% | 7% | 3 356,00 € | - € | 285,37 € | 147,19 € | 100,24 € |
| 3 | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 3 | **WIFI** | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 3 | Borne Wifi interieur 802.11n (fourniture, installation, tests et transfert de compétence) | MR18-HW | 0 | 2% | 5% | 7% | 854,00 € | 16,00 € | 88,62 € | 53,46 € | 41,51 € |
| 3 | Borne Wifi interieur 802.11ac (fourniture, installation, tests et transfert de compétence) | MR32-HW | 0 | 2% | 5% | 7% | 923,00 € | 16,00 € | 94,49 € | 56,48 € | 43,57 € |
| 3 | Borne Wifi exterieur 802.11n (fourniture, installation, tests et transfert de compétence) | MR66-HW | 0 | 2% | 5% | 7% | 1 153,00 € | 17,00 € | 115,04 € | 67,57 € | 51,44 € |
| 3 | Borne Wifi exterieur 802.11ac (fourniture, installation, tests et transfert de compétence) | MR72-HW | 0 | 2% | 5% | 7% | 1 291,00 € | 18,00 € | 127,78 € | 74,62 € | 56,56 € |
| 3 | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 3 | **Accessoires** | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 3 | Injecteur PoE 802.3at | MA-INJ-4-EU | 0 | 2% | 5% | 7% | 69,00 € | - € | 5,87 € | 3,03 € | 2,06 € |
| 3 | Adaptateur secteur pour borne Wifi | AC-MR-1-EU | 0 | 2% | 5% | 7% | 14,00 € | - € | 1,19 € | 0,61 € | 0,42 € |
| 3 | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 3 | **Services complémentaires** | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 3 | Déplacement d'une borne après l'installation d'origine (dans le même bâtiment) | WIFI-DEP-I-1AP | | 2% | 5% | 7% | 400,00 € | - € | 34,01 € | 17,54 € | 11,95 € |
| 3 | Déplacement d'une borne après l'installation d'origine (à une autre adresse éloignée de plus 50km) | WIFI-DEP-O-1AP | | 2% | 5% | 7% | 700,00 € | - € | 59,52 € | 30,70 € | 20,91 € |

| | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 3 | Forfait de déplacement jusqu'à 5 bornes après l'installation d'origine (dans le même bâtiment) | WIFI-DEP-I-5AP | | 2% | 5% | 7% | 1 000,00 € | - € | 85,03 € | 43,86 € | 29,87 € |
| 3 | Forfait de déplacement jusqu'à 5 bornes après l'installation d'origine (à une autre adresse éloigné | WIFI-DEP-O-5AP | | 2% | 5% | 7% | 1 500,00 € | - € | 127,55 € | 65,79 € | 44,80 € |
| | **SERVICE OPTIWAN(4)** | | | | | | | | | | |
| 3 | Site 4 utilisateurs (50 sessions TCP) | OptiWAN4 | 1 | 2% | 5% | 7% | 11 956,00 € | 173,00 € | 1 189,67 € | 697,39 € | 530,11 € |
| 3 | Site 6 utilisateurs (75 sessions TCP) | OptiWAN6 | 1 | 2% | 5% | 7% | 12 644,00 € | 175,00 € | 1 250,17 € | 729,56 € | 552,66 € |
| 3 | Site 12 utilisateurs (150 sessions TCP) | OptiWAN12 | 1 | 2% | 5% | 7% | 16 087,00 € | 195,00 € | 1 562,94 € | 900,57 € | 675,50 € |
| 3 | Site 22 utilisateurs (275 sessions TCP) | OptiWAN22 | 1 | 2% | 5% | 7% | 19 254,00 € | 267,00 € | 1 904,24 € | 1 111,47 € | 842,09 € |
| 3 | Site 37 utilisateurs (450 sessions TCP) | OptiWAN37 | 1 | 2% | 5% | 7% | 22 627,00 € | 276,00 € | 2 200,06 € | 1 268,41 € | 951,84 € |
| 3 | Site 58 utilisateurs (700 sessions TCP) | OptiWAN58 | 1 | 2% | 5% | 7% | 24 555,00 € | 297,00 € | 2 385,01 € | 1 373,97 € | 1 030,42 € |
| 3 | Site 83 utilisateurs (1000 sessions TCP) | OptiWAN83 | 1 | 2% | 5% | 7% | 26 965,00 € | 359,00 € | 2 651,94 € | 1 541,68 € | 1 164,41 € |
| 3 | Site 125 utilisateurs (1500 sessions TCP) | OptiWAN125 | 1 | 2% | 5% | 7% | 28 342,00 € | 362,00 € | 2 772,03 € | 1 605,07 € | 1 208,54 € |
| | **SERVICE de Sécurisation** | | | | | | | | | | |
| 3 | Option Routage intelligent sur lien en Fibre optique (active NBAR2, PfR) | OPT-ROUTAGE-INT-FO | | 2% | 5% | 7% | 313,00 € | 8,00 € | 34,62 € | 21,73 € | 17,35 € |
| 3 | Option Routage intelligent sur lien xDSL (active NBAR2, PfR) | OPT-ROUTAGE-INT-xDSL | | 2% | 5% | 7% | 755,00 € | 13,00 € | 77,20 € | 46,11 € | 35,55 € |
| 3 | Option load balancing mode actif / passif ou actif / actif | OPT-LB | | 2% | 5% | 7% | 313,00 € | 3,00 € | 29,62 € | 16,73 € | 12,35 € |
| | **SERVICE d'Inspection Applicative** | | | | | | | | | | |
| 3 | Option pour activer le NBAR2 sur le CPE | OPT-QOS-DPI | | 2% | 5% | 7% | 322,00 € | 5,00 € | 32,38 € | 19,12 € | 14,62 € |
| | **SERVICE de BoxIP sur support HD THD** | | | | | | | | | | |
| 3 | Activation du service BoxIP Triple Play sur support HD THD | BOXIP-HDTHD | | 2% | 5% | 7% | 500,00 € | 30,00 € | 72,52 € | 51,93 € | 44,93 € |
| | **Cordons** | | | | | | | | | | |
| 3 | Cordon Ethernet RJ45 Cat6 2m | CORDON-ETHERNET | | 2% | 5% | 7% | 10,00 € | - € | 0,85 € | 0,44 € | 0,30 € |
| 3 | Jarretière optique 2m | JARRETIERE-OPTIQUE | | 2% | 5% | 7% | 12,00 € | - € | 1,02 € | 0,53 € | 0,36 € |
| | **Modules optiques** | | | | | | | | | | |
| 3 | Optique 1G Multimode | OPTIQUE-1GG-SX | | 2% | 5% | 7% | 87,00 € | - € | 7,40 € | 3,82 € | 2,60 € |
| 3 | Optique 1G grisée pour une distance de FON jusqu'à 80km | OPTIQUE-1GG-ZX | | 2% | 5% | 7% | 414,00 € | - € | 35,20 € | 18,16 € | 12,37 € |
| 3 | Optique 1G colorée pour une distance de FON jusqu'à 80km | OPTIQUE-1GC-ZX | | 2% | 5% | 7% | 1 034,00 € | - € | 87,93 € | 45,35 € | 30,88 € |
| 3 | Optique 10G grisée pour une distance de FON jusqu'à 10km | OPTIQUE-10GG-LR | | 2% | 5% | 7% | 416,00 € | - € | 35,37 € | 18,25 € | 12,43 € |
| 3 | Optique 10G grisée pour une distance de FON jusqu'à 40km | OPTIQUE-10GG-ER | | 2% | 5% | 7% | 1 035,00 € | - € | 88,01 € | 45,39 € | 30,91 € |
| 3 | Optique 10G grisée pour une distance de FON jusqu'à 80km | OPTIQUE-10GG-ZR | | 2% | 5% | 7% | 1 655,00 € | - € | 140,73 € | 72,59 € | 49,43 € |
| 3 | Optique 10G colorée pour une distance de FON jusqu'à 80km | OPTIQUE-10GC-ZR | | 2% | 5% | 7% | 3 447,00 € | - € | 293,11 € | 151,18 € | 102,96 € |
| | **SERVICE de Chiffrement** | | | | | | | | | | |
| 3 | Option chiffrement des données | OPT-CHIFFREMENT | | 2% | 5% | 7% | 322,00 € | 5,00 € | 32,38 € | 19,12 € | 14,62 € |
| | **SERVICE DE LOCATION DE RESSOURCES** | | | | | | | | | | |
| 3 | Service de gestion à souscrire de manière unitaire pour chaque MGC souscrivant à une offre FC | FS-FCE-FG | | 2% | 5% | 7% | - € | 10,00 € | 10,00 € | 10,00 € | 10,00 € |
| | **FLEXIBLE STORAGE (FS) engagement 1 an minimum** | | | | | | | | | | |
| 3 | Facturation Minimale mensuelle de la solution FS | FS-FS | | 2% | 5% | 7% | - € | 100,00 € | 100,00 € | 100,00 € | 100,00 € |
| | **Datacenter la facturation de l'espace de stockage** | | | | | | | | | | |
| 3 | Prix par Go / mois sans option de retention jusqu'à 1 To inclus | FS-DA001 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,16 € | 0,16 € | 0,16 € | 0,16 € |
| 3 | Prix par Go / mois sans option de retention jusqu'à 5 To inclus | FS-DA002 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,14 € | 0,14 € | 0,14 € | 0,14 € |
| 3 | Prix par Go / mois sans option de retention jusqu'à 10 To inclus | FS-DA003 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,13 € | 0,13 € | 0,13 € | 0,13 € |
| 3 | Prix par Go / mois sans option de retention jusqu'à 15 To inclus | FS-DA004 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,12 € | 0,12 € | 0,12 € | 0,12 € |
| 3 | Prix par Go / mois sans option de retention au-delà 15 To | FS-DA005 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,10 € | 0,10 € | 0,10 € | 0,10 € |
| 3 | Prix par Go / mois avec option de retention courte jusqu'à 1 To inclus | FS-DA006 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,18 € | 0,18 € | 0,18 € | 0,18 € |
| 3 | Prix par Go / mois avec option de retention courte jusqu'à 5 To inclus | FS-DA007 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,14 € | 0,14 € | 0,14 € | 0,14 € |
| 3 | Prix par Go / mois avec option de retention courte jusqu'à 10 To inclus | FS-DA008 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,14 € | 0,14 € | 0,14 € | 0,14 € |
| 3 | Prix par Go / mois avec option de retention courte jusqu'à 15 To inclus | FS-DA009 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,13 € | 0,13 € | 0,13 € | 0,13 € |
| 3 | Prix par Go / mois avec option de retention courte au-delà 15 To | FS-DA010 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,11 € | 0,11 € | 0,11 € | 0,11 € |
| 3 | Prix par Go / mois avec option de retention moyenne jusqu'à 1 To inclus | FS-DA011 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,20 € | 0,20 € | 0,20 € | 0,20 € |
| 3 | Prix par Go / mois avec option de retention moyenne jusqu'à 5 To inclus | FS-DA012 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,16 € | 0,16 € | 0,16 € | 0,16 € |
| 3 | Prix par Go / mois avec option de retention moyenne jusqu'à 10 To inclus | FS-DA013 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,15 € | 0,15 € | 0,15 € | 0,15 € |
| 3 | Prix par Go / mois avec option de retention moyenne jusqu'à 15 To inclus | FS-DA014 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,14 € | 0,14 € | 0,14 € | 0,14 € |
| 3 | Prix par Go / mois avec option de retention moyenne au-delà 15 To | FS-DA015 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,12 € | 0,12 € | 0,12 € | 0,12 € |
| 3 | Prix par Go / mois avec option de retention longue jusqu'à 1 To inclus | FS-DA016 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,22 € | 0,22 € | 0,22 € | 0,22 € |
| 3 | Prix par Go / mois avec option de retention longue jusqu'à 5 To inclus | FS-DA017 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,18 € | 0,18 € | 0,18 € | 0,18 € |
| 3 | Prix par Go / mois avec option de retention longue jusqu'à 10 To inclus | FS-DA018 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,16 € | 0,16 € | 0,16 € | 0,16 € |
| 3 | Prix par Go / mois avec option de retention longue jusqu'à 15 To inclus | FS-DA019 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,15 € | 0,15 € | 0,15 € | 0,15 € |
| 3 | Prix par Go / mois avec option de retention longue au-delà 15 To | FS-DA020 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,14 € | 0,14 € | 0,14 € | 0,14 € |
| | **Sauvegarde de Poste de travail** | | | | | | | | | | |
| 3 | Prix par Poste de Travail jusqu'à 100 (inclus) | FS-SA001 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 3,60 € | 3,60 € | 3,60 € | 3,60 € |
| 3 | Prix par Poste de Travail jusqu'à 500 (inclus) | FS-SA002 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 2,97 € | 2,97 € | 2,97 € | 2,97 € |
| 3 | Prix par Poste de Travail jusqu'à 1000 (inclus) | FS-SA003 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 2,79 € | 2,79 € | 2,79 € | 2,79 € |
| 3 | Prix par Poste de Travail jusqu'à 10000 (inclus) | FS-SA004 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 2,52 € | 2,52 € | 2,52 € | 2,52 € |
| 3 | Prix par Poste de Travail au-delà de 10000 | FS-SA005 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 2,25 € | 2,25 € | 2,25 € | 2,25 € |
| 3 | **Sauvegarde de serveur ou Machine Virtuelle (MV)** | | | | | | | | | | |
| 3 | Prix par nombre de Serveurs ou VM jusqu'à 10 (inclus) | FS-SA006 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 12,15 € | 12,15 € | 12,15 € | 12,15 € |
| 3 | Prix par nombre de Serveurs ou VM jusqu'à 50 (inclus) | FS-SA007 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 9,90 € | 9,90 € | 9,90 € | 9,90 € |
| 3 | Prix par nombre de Serveurs ou VM jusqu'à 100 (inclus) | FS-SA008 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 9,00 € | 9,00 € | 9,00 € | 9,00 € |
| 3 | Prix par nombre de Serveurs ou VM au-delà de 100 | FS-SA009 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 8,10 € | 8,10 € | 8,10 € | 8,10 € |
| 3 | **Nombre d'Utilisateurs (synchronisation et partage)** | | | | | | | | | | |
| 3 | Prix par nombre d'Utilisateurs jusqu'à 100 (inclus) | FS-NB001 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 3,60 € | 3,60 € | 3,60 € | 3,60 € |
| 3 | Prix par nombre d'Utilisateurs jusqu'à 500 (inclus) | FS-NB002 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 2,97 € | 2,97 € | 2,97 € | 2,97 € |
| 3 | Prix par nombre d'Utilisateurs jusqu'à 1000 (inclus) | FS-NB003 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 2,79 € | 2,79 € | 2,79 € | 2,79 € |
| 3 | Prix par nombre d'Utilisateurs jusqu'à 10000 (inclus) | FS-NB004 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 2,52 € | 2,52 € | 2,52 € | 2,52 € |
| 3 | Prix par nombre d'Utilisateurs au-delà de 10000 | FS-NB005 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | 2,25 € | 2,25 € | 2,25 € | 2,25 € |
| 3 | **Service Client** | | | | | | | | | | |
| 3 | Service Client « standard » : disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 tout au long de l'année pc | FS-SC001 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | - € | - € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 3 | Prestation d'accompagnement d'une durée de 1heure | FS-SC002 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | 144,00 € | - € | 12,24 € | 6,32 € | 4,30 € |
| 3 | Prestation d'accompagnement d'une durée de 2 heures | FS-SC003 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | 261,00 € | - € | 22,19 € | 11,45 € | 7,80 € |
| 3 | Prestation d'accompagnement d'une durée de 4 heures | FS-SC004 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | 531,00 € | - € | 45,15 € | 23,29 € | 15,86 € |
| 3 | **Autres Prestations** | | | | | | | | | | |
| 3 | Import de données de serveur pour 1 serveur avec volume 0To < x < 2To (1 DD) | FS-IM001 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | 216,00 € | - € | 18,37 € | 9,47 € | 6,45 € |
| 3 | Restauration de données pour 1 serveur avec volume 0To < x < 2To (1 DD) | FS-IM002 | 4 (3) | 2% | 5% | 7% | 261,00 € | - € | 22,19 € | 11,45 € | 7,80 € |
| | | | | | | | | | | | |
| 3 | **FLEXIBLE COMPUTING EXPRESS (FCE) engagement 1 an minimum** | | | | | | | | | | |
| 3 | Prestation de mise en service de la solution FCE | FCE-MS001 | | 2% | 5% | 7% | - € | - € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 3 | **Virtual DataCenters (*) facturation établie d'après la quantité moyenne de GHz allouée chaque jour** | | | | | | | | | | |
| 3 | Puissance CPU de 2 à 7 GHz ; Tarif journalier / GHz * | FCE-CP001 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,54 € | 0,54 € | 0,54 € | 0,54 € |
| 3 | Puissance CPU à partir de 8 GHz; Tarif journalier / GHz * | FCE-CP002 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,45 € | 0,45 € | 0,45 € | 0,45 € |
| 3 | Puissance CPU dà partir de 32 GHz ; Tarif journalier / GHz * | FCE-CP003 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,41 € | 0,41 € | 0,41 € | 0,41 € |
| 3 | Puissance CPU dà partir de 112 GHz ; Tarif journalier / GHz * | FCE-CP004 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,39 € | 0,39 € | 0,39 € | 0,39 € |
| 3 | Puissance CPU à partir de 288 GHz et jusqu'à 672 GHz ; Tarif journalier / GHz * | FCE-CP005 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,36 € | 0,36 € | 0,36 € | 0,36 € |
| 3 | **Mémoire RAM (Go) (**) facturation établie d'après la quantité moyenne de Go allouée chaque jour** | | | | | | | | | | |
| 3 | Mémoire RAM de 2 à 7 Go ; Tarif journalier / Go** | FCE-RA001 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,65 € | 0,65 € | 0,65 € | 0,65 € |
| 3 | Mémoire RAM à partir de 8 Go ; Tarif journalier / Go** | FCE-RA002 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,53 € | 0,53 € | 0,53 € | 0,53 € |
| 3 | Mémoire RAM à partir de 48 Go ; Tarif journalier / Go** | FCE-RA003 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,50 € | 0,50 € | 0,50 € | 0,50 € |
| 3 | Mémoire RAM à partir de 128 Go ; Tarif journalier / Go** | FCE-RA004 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,48 € | 0,48 € | 0,48 € | 0,48 € |

| | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 3 | Mémoire RAM à partir de 320 Go et jusqu'à 896 Go ; Tarif journalier / Go** | FCE-RA005 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,44 € | 0,44 € | 0,44 € | 0,44 € |
| 3 | **Espace disque Silver (Go) – Minimum de facturation de 100 Go (facturation au Go) espace disque sauvegardé par défaut avec rétention de 14 jours, sans coût supplémentaire** | | | | | | | | | | |
| 3 | Espace Disque Silver Jusqu'à 500 Go ; Tarif journalier / Go | FCE-DD001 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,01 € | 0,01 € | 0,01 € | 0,01 € |
| 3 | Espace Disque Silver Jusqu'à 1 To ; Tarif journalier / Go | FCE-DD002 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,01 € | 0,01 € | 0,01 € | 0,01 € |
| 3 | Espace Disque Silver Jusqu'à 5 To ; Tarif journalier / Go | FCE-DD003 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 3 | Espace Disque Silver Jusqu'à 25 To ; Tarif journalier / Go | FCE-DD004 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 3 | **Espace disque Gold (Go) – Minimum de facturation de 100 Go (facturation au Go) espace disque sauvegardé par défaut avec rétention de 14 jours, sans coût supplémentaire** | | | | | | | | | | |
| 3 | Espace Disque Gold Jusqu'à 500 Go ; Tarif journalier / Go | FCE-DD005 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,02 € | 0,02 € | 0,02 € | 0,02 € |
| 3 | Espace Disque Gold Jusqu'à 1 To ; Tarif journalier / Go | FCE-DD006 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,01 € | 0,01 € | 0,01 € | 0,01 € |
| 3 | Espace Disque Gold Jusqu'à 5 To ; Tarif journalier / Go | FCE-DD007 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,01 € | 0,01 € | 0,01 € | 0,01 € |
| 3 | Espace Disque Gold Jusqu'à 25 To ; Tarif journalier / Go | FCE-DD008 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,01 € | 0,01 € | 0,01 € | 0,01 € |
| 3 | **Débit Bande Passante Internet (Mbps) (*) prix unitaire applicable dès le premier Mbps** | | | | | | | | | | |
| 3 | Débit bande passante internet jusqu'à 10 Mbps Tarif journalier / Mbps * | FCR-BI001 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | - € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 3 | Débit bande passante internet jusqu'à 20 Mbps Tarif journalier / Mbps * | FCR-BI002 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,33 € | 0,33 € | 0,33 € | 0,33 € |
| 3 | Débit bande passante internet jusqu'à 50 Mbps Tarif journalier / Mbps * | FCR-BI003 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,32 € | 0,32 € | 0,32 € | 0,32 € |
| 3 | Débit bande passante internet jusqu'à 100 Mbps Tarif journalier / Mbps * | FCR-BI004 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,31 € | 0,31 € | 0,31 € | 0,31 € |
| 3 | Débit bande passante internet jusqu'à 200 Mbps Tarif journalier / Mbps * | FCR-BI005 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,30 € | 0,30 € | 0,30 € | 0,30 € |
| 3 | Débit bande passante internet jusqu'à 500 Mbps Tarif journalier / Mbps * | FCR-BI006 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,28 € | 0,28 € | 0,28 € | 0,28 € |
| 3 | Débit bande passante internet jusqu'à 1000 Mbps Tarif journalier / Mbps * | FCR-BI007 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,26 € | 0,26 € | 0,26 € | 0,26 € |
| 3 | **Les Licences Incluses Tarif mensuel (sans engagement de durée)** | | | | | | | | | | |
| 3 | Licence OS - serveurs virtuels Debian 32/64 bits US/FR (Espace Disque minimum : 10,5Go) | FCE-LI001 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | - € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 3 | Licence OS - serveurs virtuels Ubuntu 32/64 bits US/FR (Espace Disque minimum : 10,5Go) | FCE-LI002 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | - € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 3 | Licence OS - serveurs virtuels UCentOS 32/64 bits US/FR (Espace Disque minimum : 10Go) | FCE-LI003 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | - € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 3 | Licence MW/DB - serveurs virtuels MS SQL-Server 2008 Express 32/64 bits US/FR (Espace Dis | FCE-LI004 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | - € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 3 | Licence MW/DB - serveurs virtuels MS SQL-Server 2012 Express 64 bits US/FR 4*vCPU / 6*vC | FCE-LI005 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | - € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 3 | **Les Licences Payantes Tarif mensuel (sans engagement de durée)** | | | | | | | | | | |
| 3 | Licence OS - serveurs virtuels Windows 2008R2 Web Edition 64 bits US/FR (Espace Disque min | FCE-LI006 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 15,00 € | 15,00 € | 15,00 € | 15,00 € |
| 3 | Licence OS - serveurs virtuels Windows 2008R2 Standard Edition 64 bits US/FR (Espace Disque | FCE-LI007 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 20,00 € | 20,00 € | 20,00 € | 20,00 € |
| 3 | Licence OS - serveurs virtuels Windows 2012/2012R2 Standard Edition 64 bits US/FR (Espace D | FCE-LI008 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 20,00 € | 20,00 € | 20,00 € | 20,00 € |
| 3 | Licence OS - serveurs virtuels Windows 2008R2 Enterprise Edition 64 bits US/FR (Espace Disqu | FCE-LI009 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 20,00 € | 20,00 € | 20,00 € | 20,00 € |
| 3 | Licence OS - serveurs virtuels Red Hat Enterprise Linux version 6 - 32/64 bits US/FR "Small Insta | FCE-LI010 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 37,00 € | 37,00 € | 37,00 € | 37,00 € |
| 3 | Licence OS - serveurs virtuels Red Hat Enterprise Linux version 6 - 32/64 bits US/FR « Large Instan | FCE-LI011 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 81,00 € | 81,00 € | 81,00 € | 81,00 € |
| 3 | Licence MW/DB - serveurs virtuels MS SQL-Server 2008 Standard 32/64 bits US/FR (Espace Di | FCE-LI012 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 325,00 € | 325,00 € | 325,00 € | 325,00 € |
| 3 | Licence MW/DB - serveurs virtuels MS SQL-Server 2012 Standard 64 bits US/FR 4*vCPU (Esp | FCE-LI013 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 300,00 € | 300,00 € | 300,00 € | 300,00 € |
| 3 | Licence MW/DB - serveurs virtuels MS SQL-Server 2012 Standard 64 bits US/FR 6*vCPU (Esp | FCE-LI014 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 450,00 € | 450,00 € | 450,00 € | 450,00 € |
| 3 | Licence MW/DB - serveurs virtuels MS SQL-Server 2012 Standard 64 bits US/FR 8*vCPU (Esp | FCE-LI015 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 600,00 € | 600,00 € | 600,00 € | 600,00 € |
| 3 | **Les Licences Déclaratives prix unitaire par utilisateur par mois (sans engagement de durée)** | | | | | | | | | | |
| 3 | Licence Déclaratives - Windows Server Remote Desktop Services – CAL RDS (prix par utilisateur) | FCE-LI016 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 5,50 € | 5,50 € | 5,50 € | 5,50 € |
| 3 | Licence Déclaratives - Microsoft Office Standard 2013 US/FR* | FCE-LI017 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 14,00 € | 14,00 € | 14,00 € | 14,00 € |
| 3 | Licence Déclaratives - Microsoft Office Professional Plus 2013 US/FR* | FCE-LI018 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 19,00 € | 19,00 € | 19,00 € | 19,00 € |
| 3 | **La Sécurité** | | | | | | | | | | |
| 3 | Licence Authentification forte Prix / licence / mois | FCE-SE001 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 12,00 € | 12,00 € | 12,00 € | 12,00 € |
| 3 | Adresses IP publiques supplémentaires Prix / @IP Publique / jour (1er @IP lincluse dans l'offre) | FCE-SE002 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 0,10 € | 0,10 € | 0,10 € | 0,10 € |
| 3 | **Le Service Client** | | | | | | | | | | |
| 3 | Service Client Standard | FCE-SC001 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | - € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 3 | Responsable Service Client Conseil (engagement 1 an) | FCE-SC002 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | 900,00 € | 900,00 € | 900,00 € | 900,00 € |
| 3 | **Le Support Tarif mensuel** | | | | | | | | | | |
| 3 | Support Standard . Un engagement de taux de disponibilité global du Service est appliqué en cas | FCE-SU001 | 4 (2) | 2% | 5% | 7% | - € | - € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 3 | Support Gold. Le support Gold vous permet d'avoir un support niveaux 2 et 3 en 24/7 en cas de s | FCE-SU002 | 4 | 2% | 5% | 7% | - € | 200,00 € | 200,00 € | 200,00 € | 200,00 € |
| 3 | **Services d'Accompagnement Cloud Coach** | | | | | | | | | | |
| 3 | Pack « Démarrage »formation (présentation de la console, conseil pour les premières étapes de cré | FCE-CC001 | | 2% | 5% | 7% | 220,00 € | - € | 18,71 € | 9,65 € | 6,57 € |
| 3 | Packs « Logiciel » mise en place d'un environnement clé en main : VM, installation middlewa | FCE-CC002 | | 2% | 5% | 7% | 300,00 € | - € | 25,51 € | 13,16 € | 8,96 € |
| 3 | Packs « Logiciel » mise en place d'un environnement clé en main : VM, installation middlewa | FCE-CC003 | | 2% | 5% | 7% | 550,00 € | - € | 46,77 € | 24,12 € | 16,43 € |
| 3 | Packs « Logiciel » mise en place d'un environnement clé en main : VM, installation middle | FCE-CC004 | | 2% | 5% | 7% | 1 000,00 € | - € | 85,03 € | 43,86 € | 29,87 € |
| 3 | Packs « Logiciel » mise en place d'un environnement clé en main : VM, installation middle | FCE-CC005 | | 2% | 5% | 7% | 1 500,00 € | - € | 127,55 € | 65,79 € | 44,80 € |
| 3 | Soutien à l'Usage par un Cloud Coach 30 premières minutes | FCE-CC006 | | 2% | 5% | 7% | - € | - € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 3 | Pack « Optimisation » optimisation de l'usage de la solution (pendant 1 heure) par rapport aux beso | FCE-CC007 | | 2% | 5% | 7% | 160,00 € | - € | 13,61 € | 7,02 € | 4,78 € |
| 3 | Packs « Expert » expertise cloud coach au client au temps passé : thématiques hors packs standard | FCE-CC008 | | 2% | 5% | 7% | 120,00 € | - € | 10,20 € | 5,26 € | 3,58 € |
| 3 | Packs « Expert » expertise cloud coach au client au temps passé : thématiques hors packs standard | FCE-CC009 | | 2% | 5% | 7% | 220,00 € | - € | 18,71 € | 9,65 € | 6,57 € |
| 3 | Packs « Expert » expertise cloud coach au client au temps passé : thématiques hors packs standard | FCE-CC010 | | 2% | 5% | 7% | 400,00 € | - € | 34,01 € | 17,54 € | 11,95 € |
| 3 | Pack « Solution Manager » support et conseil à l'usage en mode pro-actif pour une perforr | FCE-CC011 | | 2% | 5% | 7% | | 1 600,00 € | 1 600,00 € | 1 600,00 € | 1 600,00 € |
| 3 | **Prestations Diverses** | | | | | | | | | | |
| 3 | Restauration de machine virtuelle | FCE-PR001 | | 2% | 5% | 7% | 100,00 € | - € | 8,50 € | 4,39 € | 2,99 € |
| 3 | Ajout/Suppression des droits d'un utilisateur standard dans les outils de gestion des changement | FCE-PR002 | | 2% | 5% | 7% | 50,00 € | - € | 4,25 € | 2,19 € | 1,49 € |
| 3 | Ajout/Suppression d'un utilisateur avec une authentification forte | FCE-PR003 | | 2% | 5% | 7% | 50,00 € | - € | 4,25 € | 2,19 € | 1,49 € |
| 3 | Import/Export de Machines Virtuelles sur l'offre Flexible Computing Express (par réseau jusqu'à | FCE-PR004 | | 2% | 5% | 7% | 150,00 € | - € | 12,76 € | 6,58 € | 4,48 € |
| 3 | Import/Export de Machines Virtuelles sur l'offre Flexible Computing Express (par réseau jusqu'à | FCE-PR005 | | 2% | 5% | 7% | 200,00 € | - € | 17,01 € | 8,77 € | 5,97 € |
| 3 | Import/Export de données sur l'offre Flexible Computing Express Prestation d'import/export par r | FCE-PR006 | | 2% | 5% | 7% | - € | - € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 3 | Import/Export de données sur l'offre Flexible Computing Express Prestation d'import/export par d | FCE-PR007 | | 2% | 5% | 7% | 120,00 € | - € | 10,20 € | 5,26 € | 3,58 € |

Seules les zones en jaune sont à renseigner

(1) Le niveau de GTR Standard est celui défini au chapitre "Temps de rétablissement du CCTP" Les candidats doivent impérativement décrire leur offre de GTR standard dans le CRT. Aucun accès ne pourra être proposé sans une GTR minimum.

**(2)** FCE offre des SLA de 99,95% par mois et un service support disponible 24H24, 7J7;
**(3)** FS offre des SLA de 99,99% par mois et un service client disponible 24H24, 7J7;
**(4)** Ce service ne fonctionne que sur une liaison AMPLIVIA 2016.

## Couts unitaires des liaisons

| CATEGORIE SERVICE | Désignation | REFERENCE OFFRE | Bande passante IP (9) utile garantie à 100% Mbit/s | | Bande passante IP (9) utile garantie à 95% Mbit/s | | Bande passante IP (9) utile "Best Effort" Mbit/s | | Type de GTR standard. | Base tarifaire | | FAS si liaison support Amplivia2012 équivalente (4) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | débit montant | débit descendant | débit montant | débit descendant | débit montant | débit descendant | | Frais d'Accès au Service (FAS) | Abonnement mensuel | |
| **VOLET ADSL-FTTX COVAGE METROPOLE DE LYON** | | | | | | | | | | | | OUI/NON |
| | **BANDE PASSANTE ENTREPRISE ACCESS** | | | | | | | | | | | |
| 1 | BPE ACCESS 100Mbit/s | MDL-BPEACCESS100 | | | | | 88,86 | 88,86 | 1 | 360,00 € | 75,00 € | OUI |
| **VOLET BOX IP(3) COVAGE METROPOLE DE LYON** | | | | | | | | | | | | |
| | **BANDE PASSANTE ENTREPRISE ACCESS** | | | | | | | | | | | |
| 1 | BPE ACCESS 100Mbit/s | MDL-BPEACCESSBOXIP100 | | | | | 88,86 | 88,86 | 1 | 360,00 € | 75,00 € | OUI |
| **VOLET LIAISONS HAUT ET TRES HAUT DEBIT COVAGE METROPOLE DE LYON** | | | | | | | | | | | | |
| | **FRAIS D'ACCES AU SERVICE** | | | | | | | | | | | |
| 1 | FAS SITES PRIORITAIRES | MDL-FAS-PRIO | | | | | | | | 360,00 € | | OUI |
| 1 | FAS SITES EN ZONE FORFAITAIRE | MDL-FAS-FORFAIT | | | | | | | | 1 500,00 € | | OUI |
| | **BANDE PASSANTE ENTREPRISE** | | | | | | | | | | | |
| 1 | 2 Mbps | MDL-BPE-2M | 1,78 | 1,78 | 1,78 | 1,78 | | | 2 | 360,00 € | 80,00 € | OUI |
| 1 | 4 Mbps | MDL-BPE-4M | 3,55 | 3,55 | 3,55 | 3,55 | | | 2 | 360,00 € | 160,00 € | OUI |
| 1 | 6 Mbps | MDL-BPE-6M | 5,33 | 5,33 | 5,33 | 5,33 | | | 2 | 360,00 € | 240,00 € | OUI |
| 1 | 10 Mbps | MDL-BPE-10M | 8,89 | 8,89 | 8,89 | 8,89 | | | 2 | 360,00 € | 360,00 € | OUI |
| 1 | 20 Mbps | MDL-BPE-20M | 17,77 | 17,77 | 17,77 | 17,77 | | | 2 | 360,00 € | 430,00 € | OUI |
| 1 | 40 Mbps | MDL-BPE-40M | 35,55 | 35,55 | 35,55 | 35,55 | | | 2 | 360,00 € | 510,00 € | OUI |
| 1 | 100 Mbps | MDL-BPE-100M | 88,86 | 88,86 | 88,86 | 88,86 | | | 2 | 360,00 € | 600,00 € | OUI |
| 1 | 200 Mbps | MDL-BPE-200M | 177,72 | 177,72 | 177,72 | 177,72 | | | 2 | 360,00 € | 650,00 € | OUI |
| 1 | 300 Mbps | MDL-BPE-300M | 266,58 | 266,58 | 266,58 | 266,58 | | | 2 | 360,00 € | 700,00 € | OUI |
| 1 | 500 Mbps | MDL-BPE-500M | 444,3 | 444,3 | 444,3 | 444,3 | | | 2 | 360,00 € | 800,00 € | OUI |
| 1 | 1 Gbps | MDL-BPE-1000M | 888,63 | 888,63 | 888,63 | 888,63 | | | 2 | 360,00 € | 1 000,00 € | OUI |
| | **TAUX DE REMISE APPLICABLE AU VOLUME (8) POUR BANDE PASSANTE ENTREPRISE** | | | | | | | | | | | OUI |
| | A partir de 4 sites raccordés (ENGAGEMENT 3 ANS) | MDL-BPE-GFU-4R | | | | | | | | | | |

## MATRICE DU CHANGEMENT

| | Résiliation (6) indiquer OUI/NON | FAS Indiquer OUI/NON | | Prestation Complémentaire (7) en € HT |
|---|---|---|---|---|
| | | Nouvelle Liaison | Nouveau Service Amplivia | |
| Augmentation ou diminution de débit (5) sans changement de volet | NON | NON | NON | 250 € + En cas de downgrade: 1 mois d'abonnement supplémentaire du débit cible |
| Evolution d'une liaison avec changement de volet | OUI | OUI | OUI | 250,00 € |

Seules les zones en jaune sont à renseigner

(1) Le niveau de GTR Standard est celui défini au chapitre "Temps de rétablissement du CCTP" Les candidats doivent impérativement décrire leur offre de GTR standard dans le CRT. Aucun accès ne pourra être proposé sans une GTR minimum.
(2) Le cout final est calculé automatiquement, il n'est donc pas à renseigner manuellement
(3) L'offre BoxIP mobilise une offre de gros dont la référence est indiquée ci-dessous
(4) Le candidat doit indiquer par 0UI ou NON si les FAS s'applique pour les liaisons AMPLIVIA2012 existante fonction de la durée d'engagement minimum qu'il aura indiqué dans sa réponse au CCTP spécifique LOT 1
(5) Augmentation ou diminution de débit : Est considéré comme une augmentation ou diminution de débit, toute liaison qui sur un même opérateur et sur la même technologie (ADSL, Fibre, SDSL) voit son débit augmenter ou diminuer.
(6) Résiliation : La résiliation est le fait de rompre les effets d'un service et des prestations liées, à partir d'une date donnée. La notification de la résiliation doit être réalisée par lettre recommandée avec accusé-réception, le titulaire procédera à la facturation de la durée restante de la durée d'engagement
(7) Gestion du Changement : le candidat indique si en plus ou à la place des potentiels FAS Liaison et/ou Service Amplivia il facturera une prestation complémentaire de changement
(8) Le Taux de Remise applicable au volume devra être appliqué sur l'abonnement mensuel pour les membres en fonction du nombre de liaisons commandées. Il ne s'appliquera pas sur les FAS.
(9) Calcul réalisé sur la base d'un datagramme de 750 octets. Le débit IP pourrait donc être inférieur en cas de taille moyenne de paquet IP inférieur à cette valeur.

## Couts unitaires des liaisons

| CATEGORIE SERVICE | Désignation | REFERENCE OFFRE | Bande passante IP (8) utile garantie à 100% Mbit/s | | Bande passante IP (8) utile garantie à 95% Mbit/s | | Bande passante IP (8) utile "Best Effort" Mbit/s | | Type de GTR standard. | Base tarifaire | | FAS si liaison support Amplivia2012 équivalente (4) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | débit montant | débit descendant | débit montant | débit descendant | débit montant | débit descendant | | Frais d'Accès au Service (FAS) | Abonnement mensuel | |
| **VOLET ADSL-FTTX LIAIN** | | | | | | | | | | | | OUI/NON |
| | **Offre de base grand public "Best Effort"** | | | | | | | | | | | |
| 1 | 100 Mbps non garanti | LIAIN-FTTX-GPBE | | | | | 88,86 | 88,86 | 0 | 95,00 € | 16,00 € | OUI |
| | **Offres professionnelles améliorées"Best Effort"** | | | | | | | | | | | |
| 1 | Niveau 1 - 100 Mbps non garanti | LIAIN-FTTX-PROBE | | | | | 88,86 | 88,86 | 1 | 95,00 € | 30,00 € | OUI |
| ~~1~~ | ~~Niveau 2 - 100 Mbps non garanti Priorisation de service~~ | ~~LIAIN-FTTX-PROBEPS~~ | | | | | ~~88,86~~ | ~~88,86~~ | ~~1~~ | ~~95,00 €~~ | ~~50,00 €~~ | ~~OUI~~ |
| **VOLET BOX IP(3) LIAIN** | | | | | | | | | | | | |
| | **Offre de base grand public "Best Effort"** | | | | | | | | | | | |
| 1 | 100 Mbps non garanti | LIAIN-BOXIP-GPBE | | | | | 88,86 | 88,86 | 0 | 95,00 € | 16,00 € | OUI |
| | **Offres professionnelles améliorées"Best Effort"** | | | | | | | | | | | |
| 1 | Niveau 1 - 100 Mbps non garanti | LIAIN-BOXIP-PROBE | | | | | 88,86 | 88,86 | 1 | 95,00 € | 30,00 € | OUI |
| ~~1~~ | ~~Niveau 2 - 100 Mbps non garanti Priorisation de service~~ | ~~LIAIN-BOXIP-~~ | | | | | ~~88,86~~ | ~~88,86~~ | ~~1~~ | ~~95,00 €~~ | ~~50,00 €~~ | ~~OUI~~ |
| | **OPTION QUADRUPLE PLAY** | | | | | | | | | | | |
| 2 | OPTION QUADRUPLE PLAY POUR BOXIP LIAIN | LIAIN-BOXIP-4P | | | | | | | Celle de la liaison | 250,00 € | 12,00 € | OUI |
| **VOLET LIAISONS HAUT ET TRES HAUT DEBIT LIAIN** | | | | | | | | | | | | |
| | **Offres professionnelles "Débit Garanti"** | | | | | | | | | | | |
| 1 | 10 Mbps garanti avec accès Best Effort de 100 Mbps | LIAIN-THD-10BE100 | 8,89 | 8,89 | 8,89 | 8,89 | 88,86 | 88,86 | 2 | 240,00 € | 120,00 € | OUI |
| 1 | 50 Mbps garanti avec accès Best Effort de 100 Mbps | LIAIN-THD-50BE100 | 44,43 | 44,43 | 44,43 | 44,43 | 88,86 | 88,86 | 2 | 540,00 € | 270,00 € | OUI |
| 1 | 100 Mbps garanti | LIAIN-THD-100 | 88,86 | 88,86 | 88,86 | 88,86 | 88,86 | 88,86 | 2 | 900,00 € | 450,00 € | OUI |
| 1 | 200 Mbps garanti | LIAIN-THD-200 | 177,73 | 177,73 | 177,73 | 177,73 | 177,73 | 177,73 | 2 | 1 400,00 € | 700,00 € | OUI |
| 1 | 400 Mbps garanti | LIAIN-THD-400 | 355,45 | 355,45 | 355,45 | 355,45 | 355,45 | 355,45 | 2 | 2 400,00 € | 1 200,00 € | OUI |
| 1 | 800 Mbps garanti | LIAIN-THD-800 | 710,90 | 710,90 | 710,90 | 710,90 | 710,90 | 710,90 | 2 | 4 400,00 € | 2 200,00 € | OUI |

## MATRICE DU CHANGEMENT

| | Résiliation (6) indiquer OUI/NON | FAS Indiquer OUI/NON | | Prestation Complémentaire (7) en € HT |
|---|---|---|---|---|
| | | Nouvelle Liaison | Nouveau Service Amplivia | |
| Augmentation ou diminution de débit (5) sans changement de technologie ni d'opérateur support | NON | NON | NON | 250 € + En cas de downgrade: 1 mois d'abonnement supplémentaire du débit cible |
| Evolution d'une liaison avec changement de technologie mais pas d'opérateur support | OUI | OUI | OUI | 250,00 € |

Seules les zones en jaune sont à renseigner

(1) Le niveau de GTR Standard est celui défini au chapitre "Temps de rétablissement du CCTP" Les candidats doivent impérativement décrire leur offre de GTR standard dans le CRT. Aucun accès ne pourra être proposé sans une GTR minimum.
(2) Le cout final est calculé automatiquement, il n'est donc pas à renseigner manuellement
(3) L'offre BoxIP mobilise une offre de gros dont la référence est indiquée ci-dessous
(4) Le candidat doit indiquer par 0UI ou NON si les FAS s'applique pour les liaisons AMPLIVIA2012 existante fonction de la durée d'engagement minimum qu'il aura indiqué dans sa réponse au CCTP spécifique LOT 1
(5) Augmentation ou diminution de débit : Est considéré comme une augmentation ou diminution de débit, toute liaison qui sur un même opérateur et sur la même technologie (ADSL, Fibre, SDSL) voit son débit augmenter ou diminuer.
(6) Résiliation : La résiliation est le fait de rompre les effets d'un service et des prestations liées, à partir d'une date donnée. La notification de la résiliation doit être réalisée par lettre recommandée avec accusé-réception, le titulaire procédera à la facturation de la durée restante de la durée d'engagement
(7) Gestion du Changement : le candidat indique si en plus ou à la place des potentiels FAS Liaison et/ou Service Amplivia il facturera une prestation complémentaire de changement
(8) Calcul réalisé sur la base d'un datagramme de 750 octets. Le débit IP pourrait donc être inférieur en cas de taille moyenne de paquet IP inférieur à cette valeur.

## Couts unitaires des liaisons

| CATEGORIE SERVICE | Désignation | REFERENCE OFFRE | Bande passante IP (9) utile garantie à 100% Mbit/s | | Bande passante IP (9) utile garantie à 95% Mbit/s | | Bande passante IP (9) utile "Best Effort" Mbit/s | | Type de GTR standard. | Base tarifaire | | FAS si liaison support Amplivia2012 équivalente (4) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | débit montant | débit descendant | débit montant | débit descendant | débit montant | débit descendant | | Frais d'Accès au Service (FAS) | Abonnement mensuel | |
| **VOLET ADSL-FTTX REGIES 74 ET SOREA** | | | | | | | | | | | | OUI/NON |
| | **Offre de base grand public "Best Effort"** | | | | | | | | | | | |
| 2 | 100 Mbps non garanti Régie de Sallanches | FTTX-SALLANCHES | | | | | 88,86 | 8,89 | 0 | 200,00 € | 23,00 € | OUI |
| **VOLET BOX IP(3) REGIES 74 ET SOREA** | | | | | | | | | | | | |
| | **Offre de base grand public "Best Effort"** | | | | | | | | | | | |
| 2 | 100 Mbps non garanti Régie de Sallanches | FTTX-SALLANCHES | | | | | 88,86 | 8,89 | 0 | 200,00 € | 43,00 € | OUI |
| **VOLET LIAISONS HAUT ET TRES HAUT DEBIT REGIES 74 ET SOREA** | | | | | | | | | | | | |
| | **FTTO CHAMONIX TELECOM** | | | | | | | | | | | |
| 2 | 10 Mbps | FTTO-CHAMONIX-10 | 8,89 | 8,89 | 8,89 | 8,89 | | | 2 | 2 300,00 € | 203,00 € | NON |
| 2 | 20 Mbps | FTTO-CHAMONIX-20 | 17,77 | 17,77 | 17,77 | 17,77 | | | 2 | 2 300,00 € | 405,00 € | NON |
| 2 | 40 Mbps | FTTO-CHAMONIX-40 | 35,55 | 35,55 | 35,55 | 35,55 | | | 2 | 2 300,00 € | 609,00 € | NON |
| 2 | 100 Mbps | FTTO-CHAMONIX-100 | 88,86 | 88,86 | 88,86 | 88,86 | | | 2 | 2 300,00 € | 702,00 € | NON |
| 2 | 1 Gbps | FTTO-CHAMONIX-1000 | 888,63 | 888,63 | 888,63 | 888,63 | | | 2 | 2 300,00 € | 1 412,00 € | NON |
| | **FTTO REGIES DE BONNEVILLE et de SALLANCHES** | | | | | | | | | | | |
| 2 | 10 Mbps | FTTO-RGES-10 | 8,89 | 8,89 | 8,89 | 8,89 | | | 2 | 1 300,00 € | 293,00 € | OUI |
| 2 | 20 Mbps | FTTO-RGES-20 | 17,77 | 17,77 | 17,77 | 17,77 | | | 2 | 1 300,00 € | 422,00 € | OUI |
| 2 | 40 Mbps | FTTO-RGES-40 | 35,55 | 35,55 | 35,55 | 35,55 | | | 2 | 1 300,00 € | 464,00 € | OUI |
| 2 | 100 Mbps | FTTO-RGES-100 | 88,86 | 88,86 | 88,86 | 88,86 | | | 2 | 1 300,00 € | 510,00 € | OUI |
| 2 | 1 Gbps | FTTO-RGES-1000 | 888,63 | 888,63 | 888,63 | 888,63 | | | 2 | 1 800,00 € | 822,00 € | OUI |
| | **FTTO SOREA** | | | | | | | | | | | |
| 1 | Frais d'accès au service pour un site raccordé au réseau | FAS-FO-SOREA-RAC | | | | | | | | 500,00 € | | OUI |
| 1 | Frais d'accès au service pour un site situé dans la zone 0 | FAS-FO-SOREA-ZONE 0 | | | | | | | | 1 500,00 € | | OUI |
| 1 | Frais d'accès au service pour un site situé dans la zone 1 | FAS-FO-SOREA-ZONE 1 | | | | | | | | 3 500,00 € | | OUI |
| 2 | 10 Mbps | FTTO-SOREA-10 | 8,89 | 8,89 | 8,89 | 8,89 | | | 2 | 1 500,00 € | 410,00 € | NON |
| 2 | 20 Mbps | FTTO-SOREA-20 | 17,77 | 17,77 | 17,77 | 17,77 | | | 2 | 1 500,00 € | 476,00 € | NON |
| 2 | 40 Mbps | FTTO-SOREA-40 | 35,55 | 35,55 | 35,55 | 35,55 | | | 2 | 1 500,00 € | 596,00 € | NON |
| 2 | 100 Mbps | FTTO-SOREA-100 | 88,86 | 88,86 | 88,86 | 88,86 | | | 2 | 1 500,00 € | 657,00 € | NON |
| 2 | 1 Gbps | FTTO-SOREA-1000 | 888,63 | 888,63 | 888,63 | 888,63 | | | 2 | 1 500,00 € | 732,00 € | NON |

## MATRICE DU CHANGEMENT

| | Résiliation (6) indiquer OUI/NON | FAS Indiquer OUI/NON | | Prestation Complémentaire (7) en € HT |
|---|---|---|---|---|
| | | Nouvelle Liaison | Nouveau Service Amplivia | |
| Augmentation ou diminution de débit (5) sans changement de volet | NON | NON | NON | 250 € + En cas de downgrade: 1 mois d'abonnement supplémentaire du débit cible |
| Evolution d'une liaison avec changement de volet | OUI | OUI | OUI | 250,00 € |

Seules les zones en jaune sont à renseigner

(1) Le niveau de GTR Standard est celui défini au chapitre "Temps de rétablissement du CCTP" Les candidats doivent impérativement décrire leur offre de GTR standard dans le CRT. Aucun accès ne pourra être proposé sans une GTR minimum.
(2) Le cout final est calculé automatiquement, il n'est donc pas à renseigner manuellement
(3) L'offre BoxIP mobilise une offre de gros dont la référence est indiquée ci-dessous
(4) Le candidat doit indiquer par 0UI ou NON si les FAS s'applique pour les liaisons AMPLIVIA2012 existante fonction de la durée d'engagement minimum qu'il aura indiqué dans sa réponse au CCTP spécifique LOT 1
(5) Augmentation ou diminution de débit : Est considéré comme une augmentation ou diminution de débit, toute liaison qui sur un même opérateur et sur la même technologie (ADSL, Fibre, SDSL) voit son débit augmenter ou diminuer.
(6) Résiliation : La résiliation est le fait de rompre les effets d'un service et des prestations liées, à partir d'une date donnée. La notification de la résiliation doit être réalisée par lettre recommandée avec accusé-réception, le titulaire procédera à la facturation de la durée re
(7) Gestion du Changement : le candidat indique si en plus ou à la place des potentiels FAS Liaison et/ou Service Amplivia il facturera une prestation complémentaire de changement
(8) Le Taux de Remise applicable au volume devra être appliqué sur l'abonnement mensuel pour les membres en fonction du nombre de liaisons commandées. Il ne s'appliquera pas sur les FAS.
(9) Calcul réalisé sur la base d'un datagramme de 750 octets. Le débit IP pourrait donc être inférieur en cas de taille moyenne de paquet IP inférieur à cette valeur.

# Couts unitaires des Services Amplivia

| CATEGORIE SERVICE | Désignation | REFERENCE OFFRE | GTR Standard (1) |
|---|---|---|---|
| | **SERVICE AMPLIVIA** | | |
| | **Cas n°1 ROUTEUR VIRTUEL UNIQUEMENT SANS CPE AU FORFAIT** | | |
| 2 | Routeur Virtuel (6 modifications de configuration par an) | RV-NOM-6 | 4 |
| 2 | Routeur Virtuel (12 modifications de configuration par an) | RV-NOM-12 | 4 |
| 2 | Routeur Virtuel (24 modifications de configuration par an) | RV-NOM-24 | 4 |
| 2 | Routeur Virtuel (36 modifications de configuration par an) | RV-NOM-36 | 4 |
| | **Cas n°2 ROUTEUR VIRTUEL AVEC CPE AU FORFAIT** | | |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison Fibre Optique 1Gbit/s Membre Point à Point 1Gbit/s Site vers PoP par site | RV-CPE-PTAPOP | 2 |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison Fibre Optique Membre Point à Point 1Gbit/s Site vers Site Central (prix unitaire par site en cas de c | RV-CPE-PTASC4 | 2 |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison Fibre Optique Membre Point à Point 1Gbit/s Site vers Site Central (prix unitaire par site en cas de c | RV-CPE-PTASC12 | 2 |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison Fibre Optique Membre Point à Point 1Gbit/s Site vers Site Central (prix unitaire par site en cas de c | RV-CPE-PTASC12PLUS | 2 |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison Fibre Optique Membre Boucle 1Gbit/s Site vers PoP (prix par site) | RV-CPE-BCLAPOP | 2 |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison Fibre Optique Membre Boucle 1Gbit/s Site vers POP (prix unitaire en cas de commande inférieure | RV-CPE-BCLAPOP4 | 2 |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison Fibre Optique Membre Boucle 1Gbit/s Site vers POP (prix unitaire en cas de commande entre 5 et | RV-CPE-BCLAPOP12 | 2 |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison Fibre Optique Membre Boucle 1Gbit/s Site vers POP (prix unitaire en cas de commande supérieure | RV-CPE-BCLAPOP12PLUS | 2 |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison Fibre Optique Membre Boucle 1Gbit/s Site vers Site Central (prix unitaire en cas de commande inf | RV-CPE-BCLASC4 | 2 |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison Fibre Optique Membre Boucle 1Gbit/s Site vers Site Central (prix unitaire en cas de commande ent | RV-CPE-BCLASC12 | 2 |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison Fibre Optique Membre Boucle 1Gbit/s Site vers Site Central (prix unitaire en cas de commande sup | RV-CPE-BCLASC12PLUS | 2 |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison niveau 2 ou 3 Membre Site vers PoP (livraison sur tronc de collecte Amplivia) le débit est garanti p | RV-CPE-NIVE-POP | 2 |
| 2 | GTR de Niveau 3 (Prix Unitaire par Site du Membre) | RV-CPE-GTR3 | 3 |
| 2 | GTR de Niveau 4 (Prix Unitaire par Site du Membre) | RV-CPE-GTR4 | 4 |
| | **Cas n°3 ROUTEUR VIRTUEL AVEC CPE AU FORFAIT SUR LIAISON SUPPORT FOURNIE PAR LE TITULAIRE** | | |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison **VOLET ADSL-FTTX** | RV-3-FTTX | GTR DE LA LIAISON |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison **BOXIP** | RV-3-BOXIP | GTR DE LA LIAISON |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison **HAUT ET TRES HAUT DEBIT SUR FIBRE OPTIQUE AVEC GTR 2** | RV-3-THD-FO-GTR2 | GTR DE LA LIAISON |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison **HAUT ET TRES HAUT DEBIT SUR FIBRE OPTIQUE AVEC GTR 3** | RV-3-THD-FO-GTR3 | GTR DE LA LIAISON |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison **HAUT ET TRES HAUT DEBIT SUR FIBRE OPTIQUE AVEC GTR 4** | RV-3-THD-FO-GTR4 | GTR DE LA LIAISON |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison **HAUT ET TRES HAUT DEBIT SDSL AVEC GTR 2** | RV-3-THD-DSL-GTR2 | GTR DE LA LIAISON |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison **HAUT ET TRES HAUT DEBIT SDSL AVEC GTR 3** | RV-3-THD-DSL-GTR3 | GTR DE LA LIAISON |
| 2 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison **HAUT ET TRES HAUT DEBIT SDSL AVEC GTR 4** | RV-3-THD-DSL-GTR4 | GTR DE LA LIAISON |
| 3 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison HAUT ET TRES HAUT DEBIT FH AVEC GTR 2 | RV-3-THD-FH-GTR2 | GTR DE LA LIAISON |
| 3 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison HAUT ET TRES HAUT DEBIT FH AVEC GTR 3 | RV-3-THD-FH-GTR3 | GTR DE LA LIAISON |
| 3 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison HAUT ET TRES HAUT DEBIT FH AVEC GTR 4 | RV-3-THD-FH-GTR4 | GTR DE LA LIAISON |
| 3 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison VOLET ADSL-FTTX support 4G/Satellite | RV-3-FTTX-4GSAT | GTR DE LA LIAISON |
| 3 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison **HAUT ET TRES HAUT DEBIT SUR FIBRE OPTIQUE AVEC GTR 2 POUR 1 MGC DISPOSANT D** | RV-3-THD-FO-GTR2-+200 | GTR DE LA LIAISON |
| 3 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison **HAUT ET TRES HAUT DEBIT SUR FIBRE OPTIQUE AVEC GTR 3 POUR 1 MGC DISPOSANT I** | RV-3-THD-FO-GTR3-+200 | GTR DE LA LIAISON |
| 3 | Service Amplivia intégrant Routeur Virtuel + CPE pour liaison **HAUT ET TRES HAUT DEBIT SUR FIBRE OPTIQUE AVEC GTR 4 POUR 1 MGC DISPOSANT D** | RV-3-THD-FO-GTR4-+200 | GTR DE LA LIAISON |
| | | | |
| | **INSERTION D'UN INTERFACE PHYSIQUE DANS UN ROUTEUR VIRTUEL INCLUANT LA CONFIGURATION ET LA MISE EN SERVICE** | | |
| 2 | Interface 100 Mbps cuivre ou optique | RV-100 | GTR DU ROUTEUR VIRTUEL |
| 2 | Interface 1 Gbps Grisée | RV-1GG | GTR DU ROUTEUR VIRTUEL |
| 2 | Interface 1 Gbps Colorée | RV-1GC | GTR DU ROUTEUR VIRTUEL |
| 2 | Interface 10 Gbps Grisée | RV-10GG | GTR DU ROUTEUR VIRTUEL |
| 2 | Interface 10 Gbps Colorée | RV-10GC | GTR DU ROUTEUR VIRTUEL |
| | **MODIFICATION SIGNIFICATIVE DE LA CONFIGURATION D'UN ROUTEUR VIRTUEL** | | |
| 2 | Refonte du plan d'adressage pour tout ou partie (>20%) des liens du membre du groupement de commandes après la mise en place initiale | REFONTE-ADRESSAGE | |
| 2 | Mise en place d'une connectivité de niveau 3 avec un tiers présent sur un PoP Amplivia incluant la configuration du  peer " et la mise en place des règles de rout | NIVEAU3-TIERS | |
| 2 | Mise en place d'un nouveau protocole de routage, de multicast, … après la mise en place initiale | PROTOCOLE | |
| 2 | Mise en place d'une nouvelle politique de routage après la mise en place initiale. | POLITIQUE-ROUTAGE | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 2 | Mise en place d'une nouvelle politique de translation d'adresse après la mise en place initiale. | POLITIQUE-NAT | |
| 2 | Mise en place d'une nouvelle politique de filtrage après la mise en place initiale. | POLITIQUE-FILTRAGE | |
| 2 | Mise en place d'une connectivité de niveau 3 avec un autre routeur virtuel (Peer) après la mise en place initiale. | PEER-RV | |
| | **VISIBILITE APPLICATIVE** | | |
| 2 | Mise en Place de la Visibilité Applicative pour un Membre (1 à 10 sites) | VA-10 | 3 |
| 2 | Mise en Place de la Visibilité Applicative pour un Membre (11 à 50 sites) | VA-50 | 3 |
| 2 | Mise en Place de la Visibilité Applicative pour un Membre (51 à 100 sites) | VA-100 | 3 |
| 2 | Mise en Place de la Visibilité Applicative pour un Membre (101 sites et plus) | VA-101PLUS | 3 |
| 2 | GTR de Niveau 4 (Prix Unitaire par Site du Membre) | VA-GTR4 | 4 |
| | **SERVICE DE VISIBILITE APPLICATIVE** | | |
| 3 | Service de Visibilité Applicative pour un Membre (1 à 10 sites) | SVC-VA-10 | 3 |
| 3 | Service de Visibilité Applicative pour un Membre (11 à 50 sites) | SVC-VA-50 | 3 |
| 3 | Service de Visibilité Applicative pour un Membre (51 à 100 sites) | SVC-VA-100 | 3 |
| 3 | Service de Visibilité Applicative pour un Membre (101 sites et plus) | SVC-VA-101PLUS | 3 |
| 3 | GTR de Niveau 4 (Prix Unitaire par Site du Membre) | SVC-VA-GTR4 | 4 |
| 3 | Mise en place ponctuelle de la visibilité applicative et analyse pour 1 membre et pour 1 site | VA-PONCT-1 | 0 |
| 3 | Migration de la plateforme Flowmon de la DLY vers AMPLIVI@ 2016 | MIG-VA-DLY | 3 |
| | **SERVICE WIFI** | | |
| 3 | **Frais Egilibilité à l'offre Wifi** | | |
| 3 | Etude de capacité (conception) | WIFI-CONCEP | |
| 3 | Etude d'implantation (si nécessaire) | WIFI-IMPL | |
| 3 | | | |
| 3 | **WIFI** | | |
| 3 | Borne Wifi interieur 802.11n (fourniture, installation, tests et transfert de compétence) | MR18-HW | 0 |
| 3 | Borne Wifi interieur 802.11ac (fourniture, installation, tests et transfert de compétence) | MR32-HW | 0 |
| 3 | Borne Wifi exterieur 802.11n (fourniture, installation, tests et transfert de compétence) | MR66-HW | 0 |
| 3 | Borne Wifi exterieur 802.11ac (fourniture, installation, tests et transfert de compétence) | MR72-HW | 0 |
| 3 | | | |
| 3 | **Accessoires** | | |
| 3 | Injecteur PoE 802.3at | MA-INJ-4-EU | 0 |
| 3 | Adaptateur secteur pour borne Wifi | AC-MR-1-EU | 0 |
| 3 | | | |
| 3 | **Services complémentaires** | | |
| 3 | Déplacement d'une borne après l'installation d'origine (dans le même bâtiment) | WIFI-DEP-I-1AP | |
| 3 | Déplacement d'une borne après l'installation d'origine (à une autre adresse éloignée de plus 50km) | WIFI-DEP-O-1AP | |
| 3 | Forfait de déplacement jusqu'à 5 bornes après l'installation d'origine (dans le même bâtiment) | WIFI-DEP-I-5AP | |
| 3 | Forfait de déplacement jusqu'à 5 bornes après l'installation d'origine (à une autre adresse éloignée de plus 50km) | WIFI-DEP-O-5AP | |
| | **SERVICE OPTIWAN (4)** | | |
| 3 | Site 4 utilisateurs (50 sessions TCP) | OptiWAN4 | 1 |
| 3 | Site 6 utilisateurs (75 sessions TCP) | OptiWAN6 | 1 |
| 3 | Site 12 utilisateurs (150 sessions TCP) | OptiWAN12 | 1 |
| 3 | Site 22 utilisateurs (275 sessions TCP) | OptiWAN22 | 1 |
| 3 | Site 37 utilisateurs (450 sessions TCP) | OptiWAN37 | 1 |
| 3 | Site 58 utilisateurs (700 sessions TCP) | OptiWAN58 | 1 |
| 3 | Site 83 utilisateurs (1000 sessions TCP) | OptiWAN83 | 1 |
| 3 | Site 125 utilisateurs (1500 sessions TCP) | OptiWAN125 | 1 |
| | **SERVICE de Sécurisation** | | |
| 3 | Option Routage intelligent sur lien en Fibre optique (active NBAR2, PfR) | OPT-ROUTAGE-INT-FO | |
| 3 | Option Routage intelligent sur lien xDSL (active NBAR2, PfR) | OPT-ROUTAGE-INT-xDSL | |
| 3 | Option load balancing mode actif / passif ou actif / actif | OPT-LB | |
| | **SERVICE d'Inspection Applicative** | | |
| 3 | Option pour activer le NBAR2 sur le CPE | OPT-QOS-DPI | |
| | **SERVICE de BoxIP sur support HD THD** | | |
| 3 | Activation du service BoxIP Triple Play sur support HD THD | BOXIP-HDTHD | |
| | **Cordons** | | |
| 3 | Cordon Ethernet RJ45 Cat6 2m | CORDON-ETHERNET | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **3** | Jarretière optique 2m | JARRETIERE-OPTIQUE | |
| | **Modules optiques** | | |
| **3** | Optique 1G Multimode | OPTIQUE-1GG-SX | |
| **3** | Optique 1G grisée pour une distance de FON jusqu'à 80km | OPTIQUE-1GG-ZX | |
| **3** | Optique 1G colorée pour une distance de FON jusqu'à 80km | OPTIQUE-1GC-ZX | |
| **3** | Optique 10G grisée pour une distance de FON jusqu'à 10km | OPTIQUE-10GG-LR | |
| **3** | Optique 10G grisée pour une distance de FON jusqu'à 40km | OPTIQUE-10GG-ER | |
| **3** | Optique 10G grisée pour une distance de FON jusqu'à 80km | OPTIQUE-10GG-ZR | |
| **3** | Optique 10G colorée pour une distance de FON jusqu'à 80km | OPTIQUE-10GC-ZR | |
| | **SERVICE de Chiffrement** | | |
| **3** | Option chiffrement des données | OPT-CHIFFREMENT | |
| | **SERVICE DE LOCATION DE RESSOURCES** | | |
| **3** | Service de gestion à souscrire de manière unitaire pour chaque MGC souscrivant à une offre FCE ou FS | FS-FCE-FG | |
| | **FLEXIBLE STORAGE (FS) engagement 1 an minimum** | | |
| **3** | Facturation Minimale mensuelle de la solution FS | FS-FS | |
| | **Datacenter la facturation de l'espace de stockage** | | |
| **3** | Prix par Go / mois sans option de retention jusqu'à 1 To inclus | FS-DA001 | 4 (3) |
| **3** | Prix par Go / mois sans option de retention jusqu'à 5 To inclus | FS-DA002 | 4 (3) |
| **3** | Prix par Go / mois sans option de retention jusqu'à 10 To inclus | FS-DA003 | 4 (3) |
| **3** | Prix par Go / mois sans option de retention jusqu'à 15 To inclus | FS-DA004 | 4 (3) |
| **3** | Prix par Go / mois sans option de retention au-delà 15 To | FS-DA005 | 4 (3) |
| **3** | Prix par Go / mois avec option de retention courte jusqu'à 1 To inclus | FS-DA006 | 4 (3) |
| **3** | Prix par Go / mois avec option de retention courte jusqu'à 5 To inclus | FS-DA007 | 4 (3) |
| **3** | Prix par Go / mois avec option de retention courte jusqu'à 10 To inclus | FS-DA008 | 4 (3) |
| **3** | Prix par Go / mois avec option de retention courte jusqu'à 15 To inclus | FS-DA009 | 4 (3) |
| **3** | Prix par Go / mois avec option de retention courte au-delà 15 To | FS-DA010 | 4 (3) |
| **3** | Prix par Go / mois avec option de retention moyenne jusqu'à 1 To inclus | FS-DA011 | 4 (3) |
| **3** | Prix par Go / mois avec option de retention moyenne jusqu'à 5 To inclus | FS-DA012 | 4 (3) |
| **3** | Prix par Go / mois avec option de retention moyenne jusqu'à 10 To inclus | FS-DA013 | 4 (3) |
| **3** | Prix par Go / mois avec option de retention moyenne jusqu'à 15 To inclus | FS-DA014 | 4 (3) |
| **3** | Prix par Go / mois avec option de retention moyenne au-delà 15 To | FS-DA015 | 4 (3) |
| **3** | Prix par Go / mois avec option de retention longue jusqu'à 1 To inclus | FS-DA016 | 4 (3) |
| **3** | Prix par Go / mois avec option de retention longue jusqu'à 5 To inclus | FS-DA017 | 4 (3) |
| **3** | Prix par Go / mois avec option de retention longue jusqu'à 10 To inclus | FS-DA018 | 4 (3) |
| **3** | Prix par Go / mois avec option de retention longue jusqu'à 15 To inclus | FS-DA019 | 4 (3) |
| **3** | Prix par Go / mois avec option de retention longue au-delà 15 To | FS-DA020 | 4 (3) |
| | **Sauvegarde de Poste de travail** | | |
| **3** | Prix par Poste de Travail jusqu'à 100 (inclus) | FS-SA001 | 4 (3) |
| **3** | Prix par Poste de Travail jusqu'à 500 (inclus) | FS-SA002 | 4 (3) |
| **3** | Prix par Poste de Travail jusqu'à 1000 (inclus) | FS-SA003 | 4 (3) |
| **3** | Prix par Poste de Travail jusqu'à 10000 (inclus) | FS-SA004 | 4 (3) |
| **3** | Prix par Poste de Travail au-delà de 10000 | FS-SA005 | 4 (3) |
| **3** | **Sauvegarde de serveur ou Machine Virtuelle (MV)** | | |
| **3** | Prix par nombre de Serveurs ou VM jusqu'à 10 (inclus) | FS-SA006 | 4 (3) |
| **3** | Prix par nombre de Serveurs ou VM jusqu'à 50 (inclus) | FS-SA007 | 4 (3) |
| **3** | Prix par nombre de Serveurs ou VM jusqu'à 100 (inclus) | FS-SA008 | 4 (3) |
| **3** | Prix par nombre de Serveurs ou VM au-delà de 100 | FS-SA009 | 4 (3) |
| **3** | **Nombre d'Utilisateurs (synchronisation et partage)** | | |
| **3** | Prix par nombre d'Utilisateurs jusqu'à 100 (inclus) | FS-NB001 | 4 (3) |
| **3** | Prix par nombre d'Utilisateurs jusqu'à 500 (inclus) | FS-NB002 | 4 (3) |
| **3** | Prix par nombre d'Utilisateurs jusqu'à 1000 (inclus) | FS-NB003 | 4 (3) |
| **3** | Prix par nombre d'Utilisateurs jusqu'à 10000 (inclus) | FS-NB004 | 4 (3) |
| **3** | Prix par nombre d'Utilisateurs au-delà de 10000 | FS-NB005 | 4 (3) |
| **3** | **Service Client** | | |
| **3** | Service Client « standard » : disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 tout au long de l'année pour prendre en charge les incidents signalisés ou détectés à la s | FS-SC001 | 4 (3) |
| **3** | Prestation d'accompagnement d'une durée de 1heure | FS-SC002 | 4 (3) |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 3 | Prestation d'accompagnement d'une durée de 2 heures | FS-SC003 | 4 (3) |
| 3 | Prestation d'accompagnement d'une durée de 4 heures | FS-SC004 | 4 (3) |
| 3 | **Autres Prestations** | | |
| 3 | Import de données de serveur pour 1 serveur avec volume 0To < x < 2To (1 DD) | FS-IM001 | 4 (3) |
| 3 | Restauration de données pour 1 serveur avec volume 0To < x < 2To (1 DD) | FS-IM002 | 4 (3) |
| | | | |
| 3 | **FLEXIBLE COMPUTING EXPRESS (FCE) engagement 1 an minimum** | | |
| 3 | Prestation de mise en service de la solution FCE | FCE-MS001 | |
| 3 | **Virtual DataCenters (*) facturation établie d'après la quantité moyenne de GHz allouée chaque jour** | | |
| 3 | Puissance CPU de 2 à 7 GHz ; Tarif journalier / GHz * | FCE-CP001 | 4 (2) |
| 3 | Puissance CPU à partir de 8 GHz; Tarif journalier / GHz * | FCE-CP002 | 4 (2) |
| 3 | Puissance CPU dà partir de 32 GHz ; Tarif journalier / GHz * | FCE-CP003 | 4 (2) |
| 3 | Puissance CPU dà partir de 112 GHz ; Tarif journalier / GHz * | FCE-CP004 | 4 (2) |
| 3 | Puissance CPU à partir de 288 GHz et jusqu'à 672 GHz ; Tarif journalier / GHz * | FCE-CP005 | 4 (2) |
| 3 | **Mémoire RAM (Go) (**) facturation établie d'après la quantité moyenne de Go allouée chaque jour** | | |
| 3 | Mémoire RAM de 2 à 7 Go ; Tarif journalier / Go** | FCE-RA001 | 4 (2) |
| 3 | Mémoire RAM à partir de 8 Go ; Tarif journalier / Go** | FCE-RA002 | 4 (2) |
| 3 | Mémoire RAM à partir de 48 Go ; Tarif journalier / Go** | FCE-RA003 | 4 (2) |
| 3 | Mémoire RAM à partir de 128 Go ; Tarif journalier / Go** | FCE-RA004 | 4 (2) |
| 3 | Mémoire RAM à partir de 320 Go et jusqu'à 896 Go ; Tarif journalier / Go** | FCE-RA005 | 4 (2) |
| 3 | **Espace disque Silver (Go) – Minimum de facturation de 100 Go (facturation au Go) espace disque sauvegardé par défaut avec rétention de 14 jours, sans coût supplémentaire** | | |
| 3 | Espace Disque Silver Jusqu'à 500 Go ; Tarif journalier / Go | FCE-DD001 | 4 (2) |
| 3 | Espace Disque Silver Jusqu'à 1 To ; Tarif journalier / Go | FCE-DD002 | 4 (2) |
| 3 | Espace Disque Silver Jusqu'à 5 To ; Tarif journalier / Go | FCE-DD003 | 4 (2) |
| 3 | Espace Disque Silver Jusqu'à 25 To ; Tarif journalier / Go | FCE-DD004 | 4 (2) |
| 3 | **Espace disque Gold (Go) – Minimum de facturation de 100 Go (facturation au Go) espace disque sauvegardé par défaut avec rétention de 14 jours, sans coût supplémentaire** | | |
| 3 | Espace Disque Gold Jusqu'à 500 Go ; Tarif journalier / Go | FCE-DD005 | 4 (2) |
| 3 | Espace Disque Gold Jusqu'à 1 To ; Tarif journalier / Go | FCE-DD006 | 4 (2) |
| 3 | Espace Disque Gold Jusqu'à 5 To ; Tarif journalier / Go | FCE-DD007 | 4 (2) |
| 3 | Espace Disque Gold Jusqu'à 25 To ; Tarif journalier / Go | FCE-DD008 | 4 (2) |
| 3 | **Débit Bande Passante Internet (Mbps) (*) prix unitaire applicable dès le premier Mbps** | | |
| 3 | Débit bande passante internet jusqu'à 10 Mbps Tarif journalier / Mbps * | FCR-BI001 | 4 (2) |
| 3 | Débit bande passante internet jusqu'à 20 Mbps Tarif journalier / Mbps * | FCR-BI002 | 4 (2) |
| 3 | Débit bande passante internet jusqu'à 50 Mbps Tarif journalier / Mbps * | FCR-BI003 | 4 (2) |
| 3 | Débit bande passante internet jusqu'à 100 Mbps Tarif journalier / Mbps * | FCR-BI004 | 4 (2) |
| 3 | Débit bande passante internet jusqu'à 200 Mbps Tarif journalier / Mbps * | FCR-BI005 | 4 (2) |
| 3 | Débit bande passante internet jusqu'à 500 Mbps Tarif journalier / Mbps * | FCR-BI006 | 4 (2) |
| 3 | Débit bande passante internet jusqu'à 1000 Mbps Tarif journalier / Mbps * | FCR-BI007 | 4 (2) |
| 3 | **Les Licences Incluses Tarif mensuel (sans engagement de durée)** | | |
| 3 | Licence OS - serveurs virtuels Debian 32/64 bits US/FR (Espace Disque minimum : 10,5Go) | FCE-LI001 | 4 (2) |
| 3 | Licence OS - serveurs virtuels Ubuntu 32/64 bits US/FR (Espace Disque minimum : 10,5Go) | FCE-LI002 | 4 (2) |
| 3 | Licence OS - serveurs virtuels UCentOS 32/64 bits US/FR (Espace Disque minimum : 10Go) | FCE-LI003 | 4 (2) |
| 3 | Licence MW/DB - serveurs virtuels MS SQL-Server 2008 Express 32/64 bits US/FR (Espace Disque minimum supp. : 50Go) | FCE-LI004 | 4 (2) |
| 3 | Licence MW/DB - serveurs virtuels MS SQL-Server 2012 Express 64 bits US/FR 4*vCPU / 6*vCPU / 8*vCPU (Espace Disque minimum supp. : 50Go) | FCE-LI005 | 4 (2) |
| 3 | **Les Licences Payantes Tarif mensuel (sans engagement de durée)** | | |
| 3 | Licence OS - serveurs virtuels Windows 2008R2 Web Edition 64 bits US/FR (Espace Disque minimum : 25/40Go) | FCE-LI006 | 4 (2) |
| 3 | Licence OS - serveurs virtuels Windows 2008R2 Standard Edition 64 bits US/FR (Espace Disque minimum : 25/40Go) | FCE-LI007 | 4 (2) |
| 3 | Licence OS - serveurs virtuels Windows 2012/2012R2 Standard Edition 64 bits US/FR (Espace Disque minimum : 50Go) | FCE-LI008 | 4 (2) |
| 3 | Licence OS - serveurs virtuels Windows 2008R2 Enterprise Edition 64 bits US/FR (Espace Disque minimum : 25/40Go) | FCE-LI009 | 4 (2) |
| 3 | Licence OS - serveurs virtuels Red Hat Enterprise Linux version 6 - 32/64 bits US/FR "Small Instance" : 1*vCPU ou 2*vCPU ou 4*vCPU (Espace Disque minimu | FCE-LI010 | 4 (2) |
| 3 | Licence OS - serveurs virtuels Red Hat Enterprise Linux version 6 - 32/64 bits US/FR « Large Instance » : 6*vCPU ou 8*vCPU (Espace Disque minimum : 10,5G | FCE-LI011 | 4 (2) |
| 3 | Licence MW/DB - serveurs virtuels MS SQL-Server 2008 Standard 32/64 bits US/FR (Espace Disque minimum supp. : 50Go) | FCE-LI012 | 4 (2) |
| 3 | Licence MW/DB - serveurs virtuels MS SQL-Server 2012 Standard 64 bits US/FR 4*vCPU (Espace Disque minimum supp. : 50Go) | FCE-LI013 | 4 (2) |
| 3 | Licence MW/DB - serveurs virtuels MS SQL-Server 2012 Standard 64 bits US/FR 6*vCPU (Espace Disque minimum supp. : 50Go) | FCE-LI014 | 4 (2) |
| 3 | Licence MW/DB - serveurs virtuels MS SQL-Server 2012 Standard 64 bits US/FR 8*vCPU (Espace Disque minimum supp. : 50Go) | FCE-LI015 | 4 (2) |
| 3 | **Les Licences Déclaratives prix unitaire par utilisateur par mois (sans engagement de durée)** | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **3** | Licence Déclaratives - Windows Server Remote Desktop Services – CAL RDS (prix par utilisateur) | FCE-LI016 | 4 (2) |
| **3** | Licence Déclaratives - Microsoft Office Standard 2013 US/FR* | FCE-LI017 | 4 (2) |
| **3** | Licence Déclaratives - Microsoft Office Professional Plus 2013 US/FR* | FCE-LI018 | 4 (2) |
| **3** | **La Sécurité** | | |
| **3** | Licence Authentification forte Prix / licence / mois | FCE-SE001 | 4 (2) |
| **3** | Adresses IP publiques supplémentaires Prix / @IP Publique / jour (1er @IP lincluse dans l'offre) | FCE-SE002 | 4 (2) |
| **3** | **Le Service Client** | | |
| **3** | Service Client Standard | FCE-SC001 | 4 (2) |
| **3** | Responsable Service Client Conseil (engagement 1 an) | FCE-SC002 | 4 (2) |
| **3** | **Le Support Tarif mensuel** | | |
| **3** | Support Standard . Un engagement de taux de disponibilité global du Service est appliqué en cas de service interrompu dans le cadre du support standard | FCE-SU001 | 4 (2) |
| **3** | Support Gold. Le support Gold vous permet d'avoir un support niveaux 2 et 3 en 24/7 en cas de service interrompu. Une garantie de temps de rétablissement de | FCE-SU002 | 4 |
| **3** | **Services d'Accompagnement Cloud Coach** | | |
| **3** | Pack « Démarrage »formation (présentation de la console, conseil pour les premières étapes de création de l'architecture), co-construction des premiers éléme | FCE-CC001 | |
| **3** | Packs « Logiciel » mise en place d'un environnement clé en main : VM, installation middleware/logiciels, configuration pare-feu etc. Pack « Logiciel Bronz | FCE-CC002 | |
| **3** | Packs « Logiciel » mise en place d'un environnement clé en main : VM, installation middleware/logiciels, configuration pare-feu etc. Pack « Logiciel Silver | FCE-CC003 | |
| **3** | Packs « Logiciel » mise en place d'un environnement clé en main : VM, installation middleware/logiciels, configuration pare-feu etc. Pack « Logiciel Gold » | FCE-CC004 | |
| **3** | Packs « Logiciel » mise en place d'un environnement clé en main : VM, installation middleware/logiciels, configuration pare-feu etc. Pack « Logiciel Platin | FCE-CC005 | |
| **3** | Soutien à l'Usage par un Cloud Coach 30 premières minutes | FCE-CC006 | |
| **3** | Pack « Optimisation » optimisation de l'usage de la solution (pendant 1 heure) par rapport aux besoins clients et garantie de la mise en œuvre d'une architectur | FCE-CC007 | |
| **3** | Packs « Expert » expertise cloud coach au client au temps passé : thématiques hors packs standards Pack « Expert 1 heure » | FCE-CC008 | |
| **3** | Packs « Expert » expertise cloud coach au client au temps passé : thématiques hors packs standards Pack « Expert 2 heure » | FCE-CC009 | |
| **3** | Packs « Expert » expertise cloud coach au client au temps passé : thématiques hors packs standards Pack « Expert 4 heure » | FCE-CC010 | |
| **3** | Pack « Solution Manager » support et conseil à l'usage en mode pro-actif pour une performance optimisée de Flexible Computing Express ; production c | FCE-CC011 | |
| **3** | **Prestations Diverses** | | |
| **3** | Restauration de machine virtuelle | FCE-PR001 | |
| **3** | Ajout/Suppression des droits d'un utilisateur standard dans les outils de gestion des changements et Espace Client Entreprise | FCE-PR002 | |
| **3** | Ajout/Suppression d'un utilisateur avec une authentification forte | FCE-PR003 | |
| **3** | Import/Export de Machines Virtuelles sur l'offre Flexible Computing Express (par réseau jusqu'à 50Go ou par disque USB jusqu'à 2To) Prestation par machine v | FCE-PR004 | |
| **3** | Import/Export de Machines Virtuelles sur l'offre Flexible Computing Express (par réseau jusqu'à 50Go ou par disque USB jusqu'à 2To) Prestation par machine v | FCE-PR005 | |
| **3** | Import/Export de données sur l'offre Flexible Computing Express Prestation d'import/export par réseau (jusqu'à 50Go) | FCE-PR006 | |
| **3** | Import/Export de données sur l'offre Flexible Computing Express Prestation d'import/export par disque USB (jusqu'à 2To) | FCE-PR007 | |

Seules les zones en jaune sont à renseigner

**(1)** Le niveau de GTR Standard est celui défini au chapitre "Temps de rétablissement du CCTP" Les candidats doivent impérativement décrire leur offre de GTR standard dans le CRT. Aucun accès ne pourra être proposé sans une GTR minimum.

**(2)** FCE offre des SLA de 99,95% par mois et un service support disponible 24H24, 7J7;
**(3)** FS offre des SLA de 99,99% par mois et un service client disponible 24H24, 7J7;
**(4)** Ce service ne fonctionne que sur une liaison AMPLIVIA 2016.

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0067

**OBJET : PARTENARIATS DE COMMUNICATION ÉVÉNEMENTIELLE VERSEMENT DE SUBVENTIONS A 2 CLUBS SPORTIFS, 1 OFFICE DE TOURISME ET 1 COMMUNAUTÉ DE COMMUNES**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.1111-4,

Vu le Code du Sport, et notamment son article L.100-2,

Vu le Code du Tourisme, et notamment son article L.111-1,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération n° CG-2002-114 de l'Assemblée départementale du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2016-083 du 12 décembre 2016, relative au Budget Primitif 2017, concernant les moyens logistiques et humains de l'Institution,

Vu les demandes de subvention transmises par la Communauté de communes du Pays de Seyssel en date du 15 novembre 2016, par le Club des Sports de MANIGOD en date du 17 novembre 2016, par l'Office de Tourisme de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc en date du 14 décembre 2016 et par l'association Annecy Haute-Savoie Athlétisme en date du 6 janvier 2017,

Vu les avis favorables émis par la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale lors de sa séance du 09 janvier 2017.

Dans le cadre de la politique départementale en matière de communication événementielle, quatre demandes de subvention ont été formalisées pour les manifestations suivantes :

**1/ Fête de la neige / 15 janvier 2017**
Domaine nordique de Sur-Lyand-Grand Colombier / Canton de Saint-Julien-en-Genevois

Présentation : La « Fête de la neige » a été créée en 2008 à l'initiative des élus de la Communauté de communes du Pays de Seyssel afin de promouvoir le domaine nordique de Sur-Lyand / Grand-Colombier.

Cette manifestation propose aux visiteurs différentes activités : initiation au ski de fond, biathlon avec tir à la carabine laser, ski de randonnée nordique, animations pour les petits. Un système de navette gratuite est également mis en place depuis SEYSSEL (74) et CORBONOD (01).

1 500 visiteurs sont attendus.

Au vu de l'importance de la manifestation et considérant l'intervention d'un autre partenaire public (Département de l'Ain), il est proposé une subvention d'un montant égal à 13,33 % du budget prévisionnel de la manifestation.

| | |
|---|---|
| Nom de la Commune ou de l'EPCI | Communauté de communes du Pays de Seyssel |
| Projet faisant l'objet d'une demande de financement : | Fête de la neige |
| **Coût TTC du projet :** | **7 500 €** |

| **COFINANCEMENTS** | **Montant** | **En % du coût net** |
|---|---|---|
| Département de la Haute-Savoie | **1 000 €** | **13,33 %** |
| Département de l'Ain | **2 000 €** | **26,67 %** |
| **TOTAL DES COFINANCEMENTS** | **3 000 €** | **40 %** |
| Communauté de communes du Pays de Seyssel | **4 500 €** | **60 %** |
| **TOTAL** | **7 500 €** | **100 %** |

**2/ Finale du Ladies Night Tour / 28 février 2017**
Col de la Croix Fry - MANIGOD

Présentation : Le Club des Sports de MANIGOD accueillera la finale du circuit Ladies Night Tour. Il s'agit d'un circuit international de ski alpin féminin comptant 5 épreuves dans 5 stations différentes. Des épreuves d'exhibition en slalom parallèle nocturne se dérouleront avec la participation des meilleures skieuses tricolores. L'objectif est de dynamiser le circuit FIS, 3ème niveau international.

32 athlètes féminines internationales dont les meilleures tricolores seront présentes. Environ 1 500 spectateurs sont attendus.

Au vu de l'importance de la manifestation, il est proposé une subvention d'un montant égal à 4,74 % du budget prévisionnel de la manifestation.

**3/ Les Houches Kids Contest / 4 mars 2017**
LES HOUCHES-SAINT-GERVAIS / Canton du Mont-Blanc

Présentation : L'Office de Tourisme de la Vallée de CHAMONIX MONT-BLANC organise la 15ème édition du LHKC « Les Houches Kids Contest ». Cet évènement international réunira environ 300 skieurs et snowboarders entre 7 et 14 ans. Il s'agit du seul rassemblement au niveau national qui propose trois épreuves sur un seul et même site : freeride, cross et big air en ski ou en snowboard.

Au-delà des compétitions, la sécurité et l'éducation à l'environnement sont mises en avant avec des ateliers animés par des professionnels de la montagne : recherche de victimes d'avalanche, nivologie, préparation physique, impacts écologiques de la pratique.
Un support de sensibilisation au développement durable est mis en place en partenariat avec l'association Mountain Riders.

Au vu de l'importance de la manifestation et considérant l'intervention d'autres partenaires publics (Région, Communauté de communes et commune des HOUCHES), il est proposé une subvention d'un montant égal à 6 % du budget prévisionnel de la manifestation.

**4/ 38ème édition des marathon et semi-marathon du lac d'ANNECY / 30 avril 2017**
ANNECY et communes voisines

Présentation : Avec près de 9 000 sportifs participants (dont 1 200 enfants), la manifestation organisée par l'Annecy Haute-Savoie Athlétisme (A.H.S.A) fait partie des plus importantes du département. Le nombre de participants est en constante évolution chaque année.

Bénéficiant des labels nationaux et internationaux délivrés par la Fédération Française d'Athlétisme, gage de la qualité de l'organisation, le marathon et le semi-marathon du lac d'ANNECY sont classés dans le top 10 des meilleurs marathon et semi-marathon français.

Il est également le seul marathon français entièrement géré par des bénévoles (450 bénévoles mobilisés le jour J).

Compte tenu des atouts de cette manifestation : événement populaire de notoriété nationale (marathon classé dans le top 10 français), événement de qualité (labels FFA), événements aux retombées économiques indéniables pour le département (30 000 nuitées générées, 3ème affluence touristique de l'année à ANNECY), compte tenu également des nouvelles contraintes budgétaires qui pèsent sur l'organisation de l'événement en raison des surcouts liés à la sécurité du site et des personnes, le Département a souhaité accentuer son soutien. Ainsi, il est proposé une subvention d'un montant égal à 6 % du budget prévisionnel de la manifestation.

| | Evénement | Thème | Date(s) | Lieu(x) | Canton(s) | Budget de l'événement | Montant de la demande | Alloué en 2016 | Proposition |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **1** | Fête de la Neige | Loisir montagne | 15 janvier 2017 | SUR-LYAND GRAND-COLOMBIER | Saint-Julien-en-Genevois | 7 500 € | 2 000 € | 1 000 € | 1 000 € |
| **2** | Finale du Ladies Night Tour | Ski alpin | 28 février 2017 | MANIGOD | Faverges | 21 100 € | 1 000 € | 1 000 € | 1 000 € |
| **3** | 15ème édition « Les Houches Kids Contest » | Ski, snowboard | 4 mars 2017 | LES HOUCHES | Mont-Blanc | 50 000 € | 5 000 € | 3 000 € | 3 000 € |
| **4** | 38ème édition des marathon et semi-marathon du lac d'Annecy | Course à pied | 30 avril 2017 | ANNECY | Annecy I | 417 310 € | 30 000 € | 3 800 € | 25 000 € |
| | | | | | | **Montant total des demandes** | | | **38 000 €** |
| | | | | | | **Montant total des propositions** | | | **30 000 €** |

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**DECIDE** d'accorder aux organismes présentés la subvention pour les montants proposés dans les tableaux insérés dans la présente délibération,

**ADOPTE** la clause suivante :

Dans l'hypothèse où les activités subventionnées ci-dessus ne seraient pas réalisées dans des conditions satisfaisantes et en particulier s'il apparaissait que l'action réellement entreprise ne correspondait pas aux objectifs initiaux tels qu'ils avaient été définis dans les documents communiqués à l'appui de la demande de subvention, le Département se réserve le droit de suspendre le paiement restant dû et d'exiger le remboursement de tout ou partie de la subvention en fonction de la réalité du service fait au vu des pièces reçues et/ou communiquées par le bénéficiaire.

**AUTORISE** le versement des subventions aux organismes ou associations figurant dans les tableaux ci-après :

| **Imputation : COM2D00025** | | |
|---|---|---|
| **Nature** | **Programme** | **Fonct.** |
| 6574 | 14 03 0003 | 023 |
| Subventions aux organismes privés | Dépenses diverses de communication | |

| **N° d'engagement CP** | **Bénéficiaires de la répartition** | **Montant à verser dans l'exercice** |
|---|---|---|
| 17COM00021 | Club des Sports de MANIGOD | 1 000 € |
| 17COM00022 | Office de Tourisme de la Vallée de CHAMONIX MONT-BLANC | 3 000 € |
| 17COM00023 | Annecy Haute-Savoie Athlétisme | 25 000 € |
| | **Total de la répartition** | **29 000 €** |

| Imputation : COM2D00026 | | |
|---|---|---|
| **Nature** | **Programme** | **Fonct.** |
| 65734 | 14 03 0003 | 023 |
| Subventions aux communes et structures intercommunales | Dépenses diverses de communication | |

| N° d'engagement CP | Bénéficiaires de la répartition | Montant à verser dans l'exercice |
|---|---|---|
| 17COM00020 | Communauté de communes du Pays de Seyssel | 1 000 € |
| | **Total de la répartition** | **1 000 €** |

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0068

**OBJET : SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE DE PARIS 2017 – JOURNÉE DES SAVOIE**
**PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT ET D'HÉBERGEMENT D'UNE DÉLÉGATION DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.3123-19,

Vu la délibération n° 2002-114 du 8 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération n° CD-2015-020 du 27 avril 2015 relative au statut des conseillers départementaux,

Vu la délibération n° CD-2015-112 du 08 décembre 2015 portant actualisation des modalités de remboursement des frais de déplacement,

Vu la délibération n° CD-2016-083 du 12 décembre 2016 relative aux moyens logistiques et humains de l'institution – Budget Primitif 2017.

Le Salon International de l'Agriculture 2017 se déroule à PARIS du 28 février au 5 mars 2017.

Une délégation composée de conseillers départementaux effectuera le déplacement à PARIS pour représenter le Département et participer, le 1er mars 2017, à une journée consacrée aux deux Savoie.
Compte tenu de certains impératifs des membres de cette délégation seront amenés à partir un jour plus tôt ou contraints de rentrer un jour plus tard en Haute-Savoie.

Il est cependant précisé que seule une nuitée d'hôtel sera prise en charge ainsi qu'un aller et un retour compris entre le 27 février et le 02 mars 2017 pour le billet de train

La composition de cette délégation est la suivante :

Conseillers départementaux :

- M. Christian MONTEIL,
- M. Jean-Paul AMOUDRY,
- Mme Chrystelle BEURRIER,
- M. François DAVIET,
- M. Denis DUVERNAY,
- M. François EXCOFFIER,
- M. Jean-Louis MIVEL,
- M. Raymond MUDRY,
- Mme Christelle PETEX,
- M. Vincent PACORET,
- M. Nicolas RUBIN.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**CONFIE** un mandat spécial aux membres du Conseil départemental chargés de représenter le Département à l'occasion du Salon International de l'Agriculture 2017 à PARIS le 1er mars 2017, les départs et retours étant prévus entre le 27 février et le 02 mars 2018.

**PRECISE** que seule une nuitée d'hôtel sera prise en charge ainsi qu'un aller et un retour compris entre le 27 février et le 02 mars 2017 pour le billet de train.

**AUTORISE** la prise en charge aux frais réels des dépenses occasionnées par le déplacement de cette délégation selon les dispositions précisées ci-avant et dans la limite du crédit maximum de 5 500 €.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0069

**OBJET : CONVENTION D'OBJECTIFS 2017 ENTRE LE DÉPARTEMENT, ANNEMASSE AGGLO ET L'ASSOCIATION ESPACE HANDICAP**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération n° CD-2016-065 du 12 décembre 2016 adoptant la Politique départementale en faveur des Personnes Handicapées - Budget Primitif 2017,

Vu la demande de renouvellement de la convention en date du 09 décembre 2016,

Vu l'avis favorable émis par la 1ère Commission Enfance, Famille, Grand Age et Handicap lors de sa réunion du 11 janvier 2017.

M. le Président rappelle que le Département et l'Etablissement public de coopération intercommunal de l'agglomération annemassienne se sont engagés depuis plusieurs années, dans le cadre de la politique développée en faveur des personnes handicapées, à soutenir une action visant à favoriser l'insertion des publics handicapés dans la ville, en collaboration avec l'association Espace Handicap.

Ce partenariat s'est traduit par le développement des activités d'Espace Handicap, orientées notamment vers l'animation, l'accompagnement et l'accessibilité et par un soutien à un atelier informatique destiné à resocialiser les personnes handicapées.

Une convention tripartite annuelle a été signée à ce titre le 07 janvier 2013, entre le Département, Annemasse Agglo et l'association Espace Handicap, et renouvelée pour les exercices 2014, 2015 et 2016.

Compte-tenu du bilan positif de l'action menée par l'association Espace Handicap, il est proposé de proroger l'accord conventionnel pour l'année 2017, et de contribuer à hauteur de 81 500 €, à l'identique de l'an dernier et d'autoriser le M. le Président à signer la convention à intervenir avec l'association.

L'objectif de cette contribution consiste à garantir la mise en œuvre des actions dont l'intérêt est avéré pour les personnes en situation de handicap du territoire, tout en recherchant les moyens de mobiliser à l'avenir de nouvelles sources de financement, auprès des financeurs publics comme des partenaires privés.

Il est précisé que l'association Espace Handicap s'engage à valoriser, par toute mesure de publicité adéquate, la participation financière du Département de Haute-Savoie.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**AUTORISE** M. le Président à signer la convention, ci-annexée, à intervenir avec Annemasse Agglo et l'association Espace Handicap.

**AUTORISE** le versement annuel de la subvention figurant dans le tableau ci-après :

| **Imputation : PEH2D00039** | | |
|---|---|---|
| **Nature** | **Programme** | **Fonct.** |
| 6574 | 1205 3003 | 52 |
| Subventions aux associations et autres organismes privés | Personnes Handicapées | |

| **N° d'engagement CP** | **Bénéficiaires de la répartition** | **Montant à verser dans l'exercice** |
|---|---|---|
| 17PEH00044 | **Association Espace Handicap**<br>11 avenue du Léman – 74106 ANNEMASSE Cedex<br>Canton : Annemasse<br>Subvention de fonctionnement – Année 2017 | 81 500,00 |
| | **Total de la répartition** | **81 500,00** |

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

# CONVENTION D'OBJECTIFS 2017
# entre le Conseil Départemental, Annemasse Agglo
# et l'association ESPACE HANDICAP

Entre

✓ le Département de la Haute-Savoie, domicilié 1 Avenue d'Albigny 74000 ANNECY et représenté par son Président, Monsieur Christian MONTEIL, autorisé par délibération n°CP-2017- de la Commission Permanente du 6 février 2017,

✓ la Communauté d'agglomération Annemasse – Les Voirons Agglomération, désignée par "Annemasse Agglo", domiciliée 11 avenue Emile Zola 74100 ANNEMASSE et représentée par son Président, Monsieur Christian DUPESSEY, élu par le Conseil Communautaire en séance du ,

d'une part,

Et

✓ l'association Espace Handicap, désignée par « Espace Handicap », dont le siège social est situé 6 rue Léon Bourgeois 74100 VILLE LA GRAND, représentée par son Président, Monsieur Jean-Yves FEUGIER,

d'autre part.

## PREAMBULE

Le soutien apporté par le Département et l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) de l'agglomération annemassienne à l'association Espace Handicap est ancien. Il vise à accompagner l'association dans la mise en œuvre d'actions en faveur de l'insertion des publics handicapés dans la ville.

Depuis 2000, la thématique de l'insertion des publics handicapés dans la ville est identifiée parmi les objectifs prioritaires de la politique de développement social portée par l'EPCI. Le Département et Annemasse Agglo ont par conséquent contribué au développement des activités d'Espace Handicap, priorité étant donnée à la continuité du financement des postes salariés nécessaires au fonctionnement de l'association.

L'association se trouve aujourd'hui dans une phase de stabilisation et de maintien de ses moyens de fonctionnement. L'objectif consiste à garantir la mise en œuvre des actions, à moyens constants, tout en recherchant les moyens de mobiliser à l'avenir de nouvelles sources de financement, auprès des financeurs publics comme des partenaires privés.

## I. LES ACTIVITES DEVELOPPEES PAR L'ASSOCIATION ESPACE HANDICAP

*Article 1 : objet de la convention :*

L'objet de la présente convention consiste :

- à préciser l'ensemble des activités et des interventions mises en œuvre par l'association Espace Handicap et soutenues par le Département et Annemasse Agglo ;
- à définir les modalités du partenariat entre le Département, Annemasse Agglo et l'association Espace Handicap.

*Article 2 : Description des interventions de l'association :*

Ces interventions ont été initialement définies par les statuts de l'association, modifiés le 11 mars 2000, en leur article 2 précisant l'objet de l'association :

*« L'association a pour but exclusif l'assistance et la bienfaisance auprès des personnes atteintes d'un handicap physique et/ou sensoriel et, à cet effet :*

- ✓ *de promouvoir les relations entre personnes handicapées et valides,*
- ✓ *de représenter leurs intérêts auprès de tous organismes ou administrations locales, départementales, régionales, nationales ou européennes,*
- ✓ *de leur apporter aide et assistance morale et matérielle,*
- ✓ *de faciliter leur insertion sociale et professionnelle,*
- ✓ *d'aider au développement des savoirs par le biais de l'informatique et par tout autre moyen. »*

… et au travers du *projet associatif* de l'association, dont les objectifs généraux consistent notamment à :

- être un lieu d'ouverture, d'accueil et d'écoute pour les personnes ayant des difficultés à intégrer d'autres structures,
- représenter un lien entre les personnes handicapées, les personnes valides et les institutions,
- favoriser l'autonomie de la personne et lutter contre son isolement,
- défendre les droits à l'intégration sociale et professionnelle de la personne handicapée,
- apporter des réponses à des besoins réels et contribuer à « rendre la vie accessible à tous ».

*Article 3 : organisation des activités de l'association :*

Les activités de l'association se répartissent selon *trois secteurs* complémentaires :

1. Actions d'animation, d'accompagnement et d'accessibilité

. L'animation est un temps de dynamisation des personnes autour d'activités culturelles ou sportives, ouvrant sur d'autres perspectives.
. L'accompagnement consiste à travailler sur la socialisation ou la resocialisation de la personne, en développant un soutien moral en lien avec l'extérieur.
. L'accessibilité vise à faire mieux respecter la législation en faveur de l'accessibilité et du transport des publics handicapés et des personnes à mobilité réduite, en travaillant notamment sur la représentation des droits et des besoins de ces personnes.

2. Atelier informatique

Il représente tout à la fois un outil de resocialisation de la personne, un lieu d'initiation et d'acquisition de connaissances, un espace de valorisation de l'image de soi et de partage des savoirs. Au moyen d'une approche individualisée, il permet d'élargir les capacités de communication, de susciter la création et éventuellement de préparer une insertion professionnelle.

3. Secrétariat - Administration

Aux deux axes principaux s'ajoute un *pôle d'accueil, de secrétariat et de gestion* de l'association, auquel sont rattachés des frais généraux.

L'affectation du personnel salarié de l'association s'organise de la manière suivante :

| | Postes | Affectation | Total ETP par secteur |
|---|---|---|---|
| *Secteur 1 :* atelier informatique | Secrétaire comptable<br>Formatrice informatique<br>Formateur informatique | 30%<br>80%<br>100% | 2,1 |
| *Secteur 2 :* animation – accompagnement | Secrétaire comptable<br>Animateur | 30%<br>100% | 1,3 |
| *Secteur 3 :* secrétariat - administration | Secrétaire comptable<br>Coordinatrice | 40%<br>20% | 0,6 |
| Total général | | | 4,0 |

## II. DETERMINATION ET VERSEMENT DES SUBVENTIONS

*Article 4 : Détermination de la subvention du Département :*

Conformément aux axes d'intervention de l'association, visés à l'article 2 de la présente convention, le Département s'engage à soutenir l'association Espace Handicap, en participant plus précisément au fonctionnement de l'atelier informatique adapté, à hauteur de 81 500 € pour l'année 2017.

Dans le cadre du fonctionnement de son atelier informatique, l'association Espace Handicap s'engage à accueillir toute personne handicapée qu'elle soit ou non adhérente de l'association et quelle que soit sa commune de résidence en Haute-Savoie, dans un objectif d'insertion sociale et, le cas échéant, professionnelle.

La participation financière du Département est versée trimestriellement, à terme échu. Les crédits correspondants à la participation du Conseil Départemental sont imputés sur le budget départemental. Le Président du Conseil Départemental peut, à tout moment, exercer sur place et sur pièces, les contrôles qui lui paraissent nécessaires.

*Article 5 : Détermination de la subvention d'Annemasse Agglo :*

Conformément aux axes d'intervention de l'association, visés à l'article 2 de la présente convention, Annemasse Agglo apporte une aide globale à Espace Handicap pour l'ensemble de ses actions.

Dans la logique de stabilisation des charges de fonctionnement de l'association, cette aide prend la forme d'une subvention de fonctionnement calculée sur la base suivante :

| Détail de la subvention versée par la Communauté d'Agglomération | Montant subvention Base 2014 | Montant subvention Base 2015 | Montant subvention Base 2016 | Montant subvention Base 2017 |
|---|---|---|---|---|
| Action Atelier informatique | 9 080 € | 10 000 € | 10 000 € | 10 000 € |
| Action « Animation Accompagnement Accessibilité » | 41 616 € | 45 500 € | 45 000 € | 45 500 € |
| Frais généraux, secrétariat, administration | 24 969 € | 25 165 € | 26 000 € | 26 000 € |
| Total de la subvention annuelle | 75 665 € | 80 665 € | 81 000 € | 81 500 € |

La participation financière d'Annemasse-Agglo est versée en deux fois, pour moitié avant le 1er Mai 2017, pour l'autre avant le 1er Novembre 2017. Le Président d'Annemasse-Agglo peut, à tout moment, exercer sur place et sur pièces, les contrôles qui lui paraissent nécessaires

*Article 6 : Suivi de l'utilisation des subventions :*

L'association Espace Handicap, préalablement à toute réalisation, soumettra au Département et à Annemasse Agglo toute modification substantielle de son programme d'action, concernant notamment l'atelier informatique, ayant une répercussion sur le montant des subventions demandées.

Le bilan de l'utilisation des subventions attribuées et versées sera effectué en fin d'année.

*Article 7 : Conditions de versement des subventions :*

L'association Espace Handicap fournit au Département et à Annemasse Agglo, joints à la présente :

. la demande de subvention chiffrée
. le projet de budget 2017
. le projet d'activités

✓ Pour le 30 juin 2017 et concernant l'exercice 2016 :

. le bilan d'activité
. un bilan d'activité détaillé de l'atelier informatique
. l'état DADS du personnel employé
. le compte de résultat certifié
. le bilan comptable détaillé
. le rapport moral
. le compte rendu de l'Assemblée Générale
. le rapport des Commissaires aux comptes
. la composition à jour de son Conseil d'Administration et de son Bureau, précisant les nom, adresse et profession des différents membres
. une copie à jour de ses statuts

L'association Espace Handicap produira en outre :

✓ systématiquement, une copie des conventions passées avec d'autres partenaires,

✓ le détail des subventions et aides perçues (Etat, Région, Département, Communes, autres Etablissements Publics…), avec indication du montant et de la destination. Seront également précisées les aides indirectes perçues,

L'association Espace Handicap s'engage à communiquer au Département et à Annemasse Agglo, sur simple demande, toute pièce administrative ou comptable. Enfin, l'association utilisera le plan budgétaire et comptable officiel des associations.

## III. PARTICIPATION A LA VIE DE L'ASSOCIATION ESPACE HANDICAP

*Article 8 : Concertation :*

L'association Espace Handicap sera régulièrement associée aux réflexions proposées par le Département et/ou Annemasse Agglo, traitant des problématiques concernées par la présente convention.

*Article 9 : Evaluation :*

L'évaluation des projets ou des actions auxquels le Département et Annemasse Agglo apportent leur concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, sera réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre le Département, Annemasse Agglo et l'association.

L'évaluation portera notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 2, sur l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général, sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

## IV. COMMUNICATION

*Article 10 : Communication :*

L'association Espace Handicap s'engage à valoriser, par toute mesure de publicité adéquate, la participation financière du Département de la Haute-Savoie et de la Communauté d'agglomération d'Annemasse.

## V. DUREE, AVENANTS ET RESILIATION DE LA PRESENTE CONVENTION

*Article 11 : Durée :*

La présente convention entrera en vigueur à la date de signature, et ce jusqu'au 31 décembre 2017.

*Article 12 : Dénonciation et résiliation :*

La présente convention pourra être dénoncée et résiliée de plein droit, sur la base d'un accord entre les parties, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi, par Annemasse Agglo et/ou le Département, d'une *Lettre Recommandée avec Avis de Réception*.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une des parties à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une *Lettre Recommandée avec Avis de Réception*, valant mise en demeure.

*Article 13 : Litiges*

En cas de contestation dans l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant la juridiction compétente.

Fait en 3 exemplaires

A Annemasse, le

Le Président du Conseil Départemental,
Monsieur Christian MONTEIL

Le Président d'Annemasse Agglo,
Monsieur Christian DUPESSEY

Le Président de Espace Handicap,
Monsieur Jean-Yves FEUGIER

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0070

**OBJET : SUBVENTIONS INTERVENTIONS SOCIALES DIVERSES - PERSONNES ÂGÉES**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement et notamment ses articles 81 et 88,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération n° CD-2016-064 du 12 décembre 2016 adoptant la Politique départementale en faveur du Grand Age - Budget Primitif 2017,

Vu la demande de l'association Gestionnaire du CODERPA de Haute-Savoie en date du 10 octobre 2016,

Vu l'avis favorable émis par la 1ère Commission Enfance, Famille, Grand Age et Handicap lors de sa réunion du 11 janvier 2017,

La loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement a prévu en son article 81 la création du Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA) qui a vocation à remplacer le CODERPA et le Conseil départemental consultatif des personnes handicapées.

Le décret n° 2016-1206 du 07 septembre 2016 a précisé les modalités techniques de mise en œuvre de cette nouvelle instance consultative. Les consultations préalables à l'installation sont en cours.

Dans l'attente de la mise en place du CDCA, le CODERPA continue d'exister en sa forme actuelle. Pour son fonctionnement, le département conclut chaque année une convention avec l'association gestionnaire du CODERPA par laquelle il s'engage au versement d'une subvention concernant les frais de location de locaux (situés à MEYTHET) dans leur intégralité et de secrétariat. Aussi, il est proposé de renouveler pour l'année 2017 la convention conclue avec l'association de gestion et de fixer la participation du Département à 65 000 €.

Ce nouvel accord laissera le temps d'apprécier l'évolution à réserver à ce partenariat.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**AUTORISE** M. le Président à signer la convention avec l'association gestionnaire du CODERPA 74 ci-annexée.

**AUTORISE** le versement de la subvention à l'association figurant dans le tableau ci-après :

| **Imputation : PEA2D00075** | | |
|---|---|---|
| **Nature** | **Programme** | **Fonct.** |
| 6574 | 1206 4003 | 538 |
| Subventions aux associations et autres organismes privés | Personnes Agées | |

| **N° d'engagement CP** | **Bénéficiaires de la répartition** | **Montant à verser dans l'exercice** |
|---|---|---|
| 17PEA00030 | **Association gestionnaire du CODERPA de Haute-Savoie**<br>5 rue du Chaudairon – 74960 MEYTHET<br>Canton : Annecy 1<br>Subvention de fonctionnement – Année 2017 | 65 000,00 |
| | **Total de la répartition** | **65 000,00** |

**Délibération télétransmise en Préfecture le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

# CONVENTION DE PARTENARIAT

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, représenté par son Président, Monsieur Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération n° de la Commission Permanente du 06 février 2017,

**D'UNE PART,**

**ET**

L'Association gestionnaire du CODERPA de Haute-Savoie représentée par le Président, Monsieur Guy GRANGER,

**D'AUTRE PART**

**CONSIDERANT**

- Les dispositions de la loi du 28/12/2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, notamment l'article 81 modifiant le code de l'Action Sociale et des familles
- Les statuts de l'association gestionnaire du CODERPA dont l'objet est « la gestion matérielle du CODERPA pour soutenir ses missions ».

**IL EST CONVENU QUE**

- dans l'attente de la mise en place des dispositions de l'article 81 de la Loi du 28/12/2015 portant création du Conseil Départemental de la citoyenneté et de l'autonomie, de poursuivre pour une année (l'exercice 2017) les termes de l'accord conclu entre le Département et l'association gestionnaire du CODERPA.

**ARTICLE 1er**

Le CODERPA 74 est logé dans les locaux de l'Association de Gestion pour l'Insertion et le Reclassement des Handicapés (Agir'H) situé 5 rue du Chaudairon à MEYTHET (74960).

Il dispose, en propre d'un local d'une surface de 34 $m^2$ et composé d'un espace d'accueil aménagé, d'un bureau et d'un espace sanitaire. Il a accès à des espaces, services et fournitures mutualisés avec Agir'H dont les modalités sont fixées par convention entre les 2 associations.

Le Département prend à sa charge, dans le cadre de la subvention prévue à l'article 3, les frais liés à cette occupation de locaux (assurance, charges...) ainsi que les frais de fonctionnement dont le Comité bénéficie de la part d'Agir'H.

**ARTICLE 2**

Le CODERPA 74 peut bénéficier, de la part du Département, de prêts de matériels (vidéoprojecteur par exemple) et solliciter des réservations de salles de réunion lui appartenant.

Chaque année, le tirage de 3 bulletins et de 2 lettres du CODERPA 74 est effectué par l'Imprimerie du Département. Toute autre impression devra faire l'objet d'un accord express préalable de la Direction de la Gérontologie et du Handicap.

**ARTICLE 3**

Le Département s'engage à assurer le fonctionnement de l'association gestionnaire du CODERPA par l'attribution, pour l'année 2017, d'une subvention versée en une seule fois, incluant les frais de location visés à l'article 1er dans leur intégralité et le secrétariat.

Le montant de cette contribution financière est arrêté au vu du budget prévisionnel présenté. Elle est arrêtée à la somme de 65 000 €.

**ARTICLE 4**

La présente convention est conclue à compter du 1er janvier 2017 pour l'année 2017.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

**ARTICLE 5**

En cas de non exécution, de retard significatif ou de modification substantielle dans l'accord écrit de l'administration, des conditions d'exécution de la convention par l'association, l'administration peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

**ARTICLE 6**

L'association gestionnaire du CODERPA s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration du contenu de la mission, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'association remet, dans un délai de 6 mois, un bilan couvrant l'ensemble de la période d'exécution de la convention. Un contrôle, éventuellement sur place, est réalisé par l'administration, en vue d'en vérifier l'exactitude.

**ARTICLE 7**

La présente convention est portée à la connaissance de l'Association de Gestion pour l'Insertion et le Reclassement des Handicapés (Agir'H). De même, la convention conclue entre les 2 associations et visée à l'article 1er est portée à la connaissance du Département de la Haute-Savoie.

**ARTICLE 8**

Le CODERPA s'engage à faire apparaître le Département en qualité de financeur et partenaire de ses actions dans les communications qu'elle réalise, par l'apposition notamment du logo du Conseil Départemental.

**ARTICLE 9**

En cas de litiges et à défaut de conciliation, le tribunal compétent pour en juger est le Tribunal Administratif de Grenoble.

Etabli en 2 exemplaires
Fait à ANNECY, le

| | |
|---|---|
| Le Président<br>de l'association gestionnaire<br>du CODERPA, | Le Président du Conseil<br>Départemental<br>de la Haute-Savoie, |
| Guy GRANGER | Christian MONTEIL |

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0071

**OBJET : SUBVENTIONS A INTERVENTIONS SOCIALES - PERSONNES ÂGÉES ET HANDICAPÉES**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération n° CD-2016-064 du 12 décembre 2016 adoptant la Politique départementale en faveur du Grand Age - Budget Primitif 2017,

Vu la délibération n° CD-2016-065 du 12 décembre 2016 adoptant la Politique départementale en faveur des Personnes Handicapées - Budget Primitif 2017,

Vu la demande de l'Association de Parents et Amis du centre Arthur Lavy en date du 22 novembre 2016,

Vu la demande de l'Association Amicale de la résidence « Hélène COUTTET » en date du 1er décembre 2016,

Vu la demande de l'Association Allo Maltraitance envers les personnes âgées ou handicapées de Haute-Savoie (ALMA 74) en date du 30 décembre 2016,

Vu l'avis favorable émis par la 1ère Commission Enfance, Famille, Grand Age et Handicap lors de sa réunion du 11 janvier 2017,

Afin de soutenir des actions qui s'inscrivent en complémentarité et en cohérence avec la politique d'action sociale et médico-sociale du département, il est proposé une attribution de subvention aux organismes suivants :

- **L 'Association de Parents et Amis du centre Arthur Lavy** qui accompagne les familles et les résidents accueillis au sein du centre Arthur lavy. Elle souhaite mettre en place une formation spécifique de soutien à ces familles par le biais de l'intervention d'une psychologue.

Il est proposé de soutenir l'association à hauteur de 450 €.

- **L'Amicale de la résidence « Hélène COUTTET** » qui a organisé un séjour du 08 au 15 octobre 2016 (8 jours) pour 4 résidents de l'établissement dans le village de vacances « L'Oustal del Mar » au Lavandou (83).

Il est proposé de participer à ce séjour, selon les règles habituelles, à hauteur de 16 € par jour et par résident, soit 512 €.

- **Association ALlo MAltraitance envers les personnes âgées ou handicapées de Haute-Savoie (ALMA 74)**

Le Schéma Gérontologique départemental « Bien vieillir en Haute-Savoie » 2013-2017 fait apparaitre la promotion de la bientraitance comme orientation prioritaire de la politique développée en faveur des personnes âgées aussi bien à domicile qu'en établissement.

Promouvoir la bientraitance implique bien entendu de lutter contre la maltraitance. Cette lutte nécessite une prise de conscience et un engagement du plus grand nombre. Elle est opérationnelle grâce notamment à la mise en place de dispositifs permettant l'écoute.

Dans ce domaine, l'association ALMA 74, qui a pour but de lutter contre les maltraitances, abus et négligences envers les majeurs vulnérables, dont les personnes âgées, de développer la prévention et de promouvoir l'information et les actions de formation, joue un rôle important.

Elle offre, en collaboration avec le 39 77, un espace d'écoute neutre et de dialogue dans un cadre structuré. Cette activité permet à l'association de disposer d'une réelle observation du phénomène et d'acquérir une expertise sur le sujet.

Dans son champ de compétence gérontologique, mais aussi au titre du handicap, le Département soutient, pour la mise en place de ses orientations, l'activité de l'association en termes d'écoute, d'analyse et de mises en œuvre d'actions de prévention. Pour ce faire, des conventions triennales puis annuelles ont été conclues avec l'association depuis 2008.

Au vu du bilan positif des actions menées, il est proposé de fixer la participation du Département à hauteur de 25 000 euros pour 2017, à l'identique de l'an dernier et d'autoriser le Président à signer la convention à intervenir avec l'association.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**AUTORISE** M. le Président à signer la convention avec l'Association ALMA 74, ci-annexée.

**AUTORISE** le versement des subventions aux organismes ou associations figurant dans les tableaux ci-après :

| **Imputation : PEH2D00040** | | |
|---|---|---|
| **Nature** | **Programme** | **Fonct.** |
| 6574 | 1205 3003 | 52 |
| Subventions aux associations et autres organismes privés | Personnes Handicapées | |

| **N° d'engagement CP** | **Bénéficiaires de la répartition** | **Montant à verser dans l'exercice** |
|---|---|---|
| 17PEH00046 | **Association de Parents et Amis de Personnes Handicapées Mentales du centre Arthur Lavy**<br>6 rue des Alouettes – 74000 74000 ANNECY<br>Canton : Annecy-1<br>Subvention de fonctionnement – Année 2017 | 450,00 |
| | **Total de la répartition** | **450,00** |

| **Imputation : PEA2D00074** | | |
|---|---|---|
| **Nature** | **Programme** | **Fonct.** |
| 6574 | 1206 4003 | 538 |
| Subventions aux associations et autres organismes privés | Personnes Agées | |

| **N° d'engagement CP** | **Bénéficiaires de la répartition** | **Montant à verser dans l'exercice** |
|---|---|---|
| 17PEA00031 | **Amicale de la Résidence « Hélène COUTTET »**<br>543 rue Joseph VALLOT – 74400 CHAMONIX-MONT-BLANC<br>Canton : Mont-Blanc<br>Participation au séjour de 4 résidents dans un village de vacances au Lavandou (83). | 512,00 |
| | **Total de la répartition** | **512,00** |

| Imputation : PEA2D00075 | | |
|---|---|---|
| **Nature** | **Programme** | **Fonct.** |
| 6574 | 1206 4003 | 538 |
| Subventions aux associations et autres organismes privés | Personnes Agées | |

| N° d'engagement CP | Bénéficiaires de la répartition | Montant à verser dans l'exercice |
|---|---|---|
| 17PEA00032 | **Association Allo Maltraitance envers les personnes âgées ou handicapées de Haute-Savoie (ALMA 74)**<br>6 rue des Alouettes – 74000 ANNECY<br>Canton : Annecy-1<br>Subvention de fonctionnement – Année 2017 | 25 000,00 |
| | **Total de la répartition** | **25 000,00** |

**Délibération télétransmise en Préfecture le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

# CONVENTION DE PARTENARIAT

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, représenté par son Président, Monsieur Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération n° CP-2017- de la Commission Permanente du 6 février 2017,

**D'UNE PART**,

**ET**

L'association ALMA 74 (Allo Maltraitance envers les Personnes Agées et/ou handicapées) siégeant 6 rue des Alouettes – 74000 ANNECY, représentée par son président, Monsieur Patrick KRESSMANN,

**D'AUTRE PART**

## IL EST TOUT D'ABORD RAPPELE

Le Schéma Gérontologique Départemental fait apparaitre « la promotion de la bientraitance » comme orientation prioritaire de la politique développée en faveur des personnes âgées aussi bien à domicile qu'en établissement.

Promouvoir la bientraitance implique bien entendu de lutter contre la maltraitance.

Cette lutte nécessite une prise de conscience et un engagement du plus grand nombre. Elle est opérationnelle grâce notamment à la mise en place de dispositifs permettant l'écoute.

Dans ce domaine, l'association ALMA 74 joue un rôle important. Elle offre, en collaboration avec le 3977, dans le cadre du dispositif national, un espace d'écoute neutre et de suivi pour aider les appelants à trouver eux-mêmes un moyen de sortir de la situation préoccupante, dans un cadre structuré. Cette activité permet à l'association de disposer d'une réelle observation du phénomène et d'acquérir une expertise sur le sujet.
Dans son champ de compétence gérontologique mais aussi au titre du handicap, le Département soutient pour la mise en place de ses orientations l'activité de l'association, pour ses fonctions d'écoute, d'analyse et de mise en œuvre d'actions de prévention et de sensibilisation.

## ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités techniques et financières entre le Département et l'association ALMA 74.

## ARTICLE 2 : Engagement de l'association

L'association ALMA 74 s'engage à communiquer et établir les liens nécessaires avec la Direction de la Gérontologie et du Handicap pour permettre un partenariat efficient en adéquation avec ses missions.

Elle apporte son expertise au Département en termes d'analyse des appels et des réponses envisagées. Elle développe des actions d'information et de prévention.

Pour évaluer l'action et la collaboration, une rencontre formelle est organisée chaque année à la période de l'Assemblée Générale annuelle.

**ARTICLE 3 : Communication de l'association**

L'association ALMA 74 s'engage à faire apparaître le Département en qualité de financeur et partenaire de ses actions dans les communications qu'elle réalise, par l'apposition notamment du logo du Conseil Départemental.

**ARTICLE 4 : Conditions d'exécution de la convention**

La présente convention est conclue pour 1 an, à compter du 1er janvier 2017.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

**ARTICLE 5 : Participation et modalités de versement de l'aide financière du Département**

La participation du Département est fixée par la Commission Permanente au vu du budget primitif de l'association ainsi que du compte de résultats de l'année écoulée.

Pour l'année 2017, elle est arrêtée à 25 000 € et sera versée en une seule fois à la signature de la présente convention.

**ARTICLE 6 : Sanctions**

En cas de non exécution, de retard significatif ou de modification substantielle dans l'accord écrit de l'administration, des conditions d'exécution de la convention par l'association, et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 7, l'administration peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

**ARTICLE 7 : Contrôle de l'administration**

L'association ALMA 74 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration du contenu de la mission, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'association remet, dans un délai de 6 mois, un bilan couvrant l'ensemble de la période d'exécution de la convention. Un contrôle, éventuellement sur place, est réalisé par l'administration, en vue d'en vérifier l'exactitude.

**ARTICLE 8 : Résiliation de la convention**

En cas de non respect par l'une ou l'autre des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

**ARTICLE 9 : Litiges**

En cas de litiges et à défaut de conciliation, le Tribunal compétent pour en juger est le Tribunal Administratif de Grenoble.

Etabli en 2 exemplaires
Fait à ANNECY, le

Le Président
de l'association ALMA 74,

Patrick KRESSMANN

Le Président du
Département
de la Haute-Savoie,

Christian MONTEIL

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0072

**OBJET : I/ ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE SIXT-FER-A-CHEVAL (CANTON DE CLUSES)**
**II/ RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) D'HABERE-POCHE (CANTON DE SCIEZ)**
**III/ RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) D'EPAGNY METZ-TESSY (CANTON D'ANNECY-LE-VIEUX)**
**IV/ RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DU BIOT (CANTON D'EVIAN-LES-BAINS)**
**V/ ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE MARIGNY-SAINT-MARCEL (CANTON DE RUMILLY)**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu l'article L.153-16 1 du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération n° CP-2014-0043 du 06 janvier 2014 portant sur la procédure d'association du Conseil Départemental à l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme,

Vu la délibération du 26 juillet 2016 du Conseil municipal de la commune de SIXT-FER-A-CHEVAL portant sur l'arrêt du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme,

Vu la délibération du 31 août 2016 du Conseil Municipal de la commune d'HABERE-POCHE portant sur l'arrêt du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme,

Vu la délibération du 20 septembre 2016 du Conseil municipal de la commune d'EPAGNY METZ-TESSY portant sur l'arrêt du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme,

Vu la délibération du 10 octobre 2016 du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Haut-Chablais portant sur l'arrêt du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune du BIOT,

Vu la délibération du 7 novembre 2016 du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du canton de Rumilly portant sur l'arrêt du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de MARIGNY-SAINT-MARCEL,

Vu l'avis favorable émis par la 7ème Commission Aménagement du Territoire, Politique de l'Habitat, Développement Durable, Environnement, Agriculture, Forêt, Coopérations Européennes et Transfrontalières lors de sa réunion du 23 janvier 2017.

**I/ ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE SIXT-FER-A-CHEVAL (canton de Cluses)**

La commune a soumis son projet aux personnes publiques associées, pour avis, par courrier du 30 septembre 2016, arrivé au Conseil départemental le 4 octobre 2016.

Le Département, après avoir pris connaissance du dossier de PLU arrêté, formule les remarques suivantes :

Tout d'abord, le Département constate la convergence des différentes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) avec ses propres préoccupations qui sont relayées par le document de référence « Haute-Savoie 2030 », document guidant l'action du Département autour de cinq orientations stratégiques pour le territoire :

- maîtriser le développement du département,
- accompagner les mutations de l'économie,
- organiser une mobilité plus durable,
- organiser les solidarités,
- redéfinir les modalités d'intervention du Département.

Par ailleurs, le Département a mis en place un document intitulé « politiques, projets et prescriptions », envoyé aux communes qui prescrivent l'élaboration ou la révision générale de leur PLU. Ce document présente les demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires, de rappels sur les plans et schémas institutionnels et de recommandations relatives aux politiques départementales. Dans ce cadre, le Conseil départemental souhaite apporter les compléments suivants :

## 1. Demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires

### 1.1. Les Routes Départementales (RD)

- **Limiter la création de nouveaux accès sur les Routes Départementales**

Les accès sur les Routes Départementales, hors agglomération, doivent être limités, en privilégiant ceux existants, si les conditions de sécurité sont satisfaisantes. Ils devront autant que possible, faire l'objet d'un regroupement en un carrefour unique aménagé afin d'assurer la sécurité des usagers et la fluidité du trafic.
Les accès prévus dans les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que par les Emplacements Réservés devront ainsi être cohérents avec ces recommandations.

Il convient que la commune se rapproche de la Direction des Routes du Conseil départemental pour valider l'implantation des accès ainsi que leurs conditions de visibilité et de sécurité.
D'une manière générale, le Département souhaite être associé aux réflexions menées par la commune pour l'accessibilité des futures Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) situées le long des Routes Départementales.

Plus particulièrement, le Département attire l'attention de la commune sur :

- **L'OAP n° 1 « Feulatière » : La desserte de l'opération se ferait via les voies communales qui débouchent sur la RD29. Il conviendra de vérifier les conditions de sécurité au débouché de ces voies communales et notamment les distances de visibilité de part et d'autre, et le cas échéant d'améliorer ces conditions.**

- **L'OAP n° 3 « Le Fay » : La desserte de l'opération est prévue via une voie communale existante. Il conviendra cependant de veillez à l'amélioration des conditions d'insertion de la voie communale sur la RD (ER n°18).**

- **Réfléchir à la perception des limites d'agglomération pour influencer le comportement des automobilistes**

Les limites d'agglomération ont pour effet de déterminer des règles différenciées en termes de vitesse autorisée, d'accès et de recul des constructions.
L'agglomération est l'espace sur lequel sont regroupés des immeubles bâtis rapprochés, et à l'intérieur duquel les règles en matière d'urbanisme (densification, accès, reculs) et en matière d'aménagement de l'espace public (trottoirs, effets de porte, partage de l'espace) doivent contribuer à marquer sans ambigüité la rupture entre la rase campagne et le milieu urbain, et à influer le comportement des automobilistes (modération des vitesses, attention soutenue…).
Ainsi, le Département recommande à la commune d'accorder une attention particulière à l'aménagement des entrées de ville dans les objectifs du PADD afin que la perception visuelle d'entrée dans un secteur urbanisé coïncide avec les limites d'agglomération. Pour cela, le Département souhaite que la détermination, par le Maire, des limites d'agglomération (article R.411-2 du Code de la Route) se fasse en concertation avec les services territoriaux de la Direction des Routes, afin de veiller au respect des dispositions de l'article R.110-2 du Code de la Route.
Le Département propose que la commune se rapproche de la Direction des Routes pour rechercher des dispositifs « à effet de porte » à mettre en place aux entrées d'agglomération afin que l'usager perçoive mieux les séquences routières « en agglomération » et « hors agglomération ».

- **Gérer les eaux pluviales aux abords des Routes Départementales (RD)**

Les fossés des Routes Départementales sont des dispositifs d'assainissement propres à la chaussée et ne sont pas prévus pour accueillir le déversement des eaux pluviales concentrées par l'urbanisation des bassins versants supérieurs.

Afin d'éviter que les eaux pluviales issues de l'imperméabilisation des terrains urbanisés n'endommagent la structure de la chaussée ou le cas échéant n'inondent celle-ci, le Département propose à la commune d'intégrer au règlement de chaque zone le paragraphe suivant :
« *Lorsque les eaux pluviales collectées par les aménagements réalisés sur l'assiette foncière (eaux de toiture, surfaces imperméabilisées, voiries privées…) ne peuvent pas être rejetées dans le réseau public d'assainissement dimensionné à cet effet (réseau EP ou réseau unitaire), elles devront être traitées par un dispositif individuel d'évacuation dimensionné pour les besoins de l'opération, et ne pas être rejetées dans le réseau d'assainissement propre de la voirie départementale.* »

Toutefois, le rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement propre à la voirie départementale pourrait être autorisé à titre dérogatoire par le Département au regard d'une étude spécifique menée par la commune sur le bassin versant considéré. Cette étude devra démontrer que :
- le réseau d'assainissement de la route ne sera pas saturé,
- le surplus d'eau rapporté ne déstabilisera pas la structure de la chaussée,
- les travaux de redimensionnement du réseau nécessaires à écouler le surplus d'eau pluviale seront effectués avant l'urbanisation du secteur (conformément aux exigences).

- **Intégrer dans le règlement un point sur l'aspect des clôtures situées à proximité des carrefours et des accès**

  L'édification des clôtures le long des voies publiques peut impacter fortement la sécurité des usagers, notamment au regard des conditions de visibilité. Afin de prendre en compte cet aspect, le Département propose à la commune d'intégrer au règlement de chaque zone le paragraphe suivant :
  " *L'implantation des dispositifs de clôture (qu'ils soient édifiés ou végétaux) le long des Routes Départementales ne doit pas créer une gêne pour la circulation publique en empiétant sur les emprises de la voie et en diminuant la visibilité à l'approche des carrefours. A proximité des carrefours et des accès, la hauteur de ces dispositifs de clôture ne devra pas excéder la cote de 0,80 mètre en tout point du dégagement de visibilité.*"
  Le Département rappelle que l'implantation des dispositifs de clôture le long des voies publiques doit être soumise à l'avis préalable du gestionnaire de la voie concernée notamment en vue de déterminer l'alignement au-delà duquel peuvent s'implanter ces dispositifs dans les conditions prévues par le PLU ou le document en tenant lieu.
  S'il n'existe pas de plan d'alignement annexé au PLU, les dispositifs de clôture doivent s'établir au-delà de l'alignement individuel délivré par l'autorité gestionnaire de la voie concernée.
  Le Département rappelle que les plantations (arbres d'alignement, haies…) doivent également respecter les dispositions définies par le Code de la Voirie Routière quant à leur recul par rapport à la limite du Domaine Public (article R.116-2 5°).

- **Consulter le Département sur les Emplacements Réservés (ER) à proximité des Routes Départementales**

  Le Département demande à être consulté préalablement à l'aménagement des Emplacements Réservés au bénéfice de la commune qui jouxtent une Route Départementale, notamment pour des questions d'accès et/ou de sécurité. Cette demande vaut notamment pour les Emplacements Réservés suivants :

| ER | Aménagement | RD concernée |
|---|---|---|
| 1 | Aire de retournement Lignon | RD29 |
| 3 | Création d'un belvédère | RD29 |
| 4 | Aménagement Chaussée du Bourg | RD29 |

| ER | Aménagement | RD concernée |
|---|---|---|
| 6 | Aménagement parking et abords du domaine skiable | RD29 |
| 7 | Parking Cascade du Rouget | RD29 |
| 8 | Parking Fardelay | RD29 |
| 9 | Pont à l'entrée de Sixt | RD907 |
| 10 | Liaison Piste fontaine Feuillatière | RD29 |
| 11 | Amélioration accessibilité Salvagny | RD29 |
| 14 | Retournement Salvagny Nant Sec | RD29 |
| 18 | Sécurisation du croisement | RD29 |
| 20 | Amélioration accessibilité de la desserte | - |
| 21 | Amélioration accessibilité de la desserte | - |
| 23 | Aménagement et valorisation du lac de Fauffemagne | RD29 |
| 30 | Amélioration du stationnement Lignon | RD29 |
| 31 | Sécurisation circulation piétonne Maison neuve | RD29 |
| 34 | Création plate-forme de retournement | RD29 |
| 35 | Sécurisation des circulations piétonnes chef-lieu | RD29 |
| 37 | Création stationnement Les Tines | RD907 |

- **Intégrer les projets départementaux dans le PLU**
  *La commune de SIXT-FER-A-CHEVAL est concernée par le projet* d'itinéraire routier sécurisé sur le site du fer à cheval (RD907). Si le tracé n'est pas encore arrêté aujourd'hui. Il conviendra d'intervenir sur les documents d'urbanisme dès lors que celui-ci aura fait l'objet d'une étude plus avancée et validée par les différents partenaires du dossier.

## 2. Rappels sur les plans et schémas institutionnels réalisés par le Département

### 2.1. Le Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR)

- **Intégrer le tracé inscrit au PDIPR sous forme de servitude**
  Le Département demande que les tracés inscrits au PDIPR soient repris dans le PLU et notamment inscrits sur le plan de zonage soit sous forme de servitudes comme prévu à l'article L.151-38 du Code de l'Urbanisme, soit avec l'élément graphique retenu pour les chemins piétons existants et à créer (article L.151-38 du Code de l'Urbanisme).

## 3. Recommandations du Département au titre des ses politiques départementales

### 3.1. La pratique du vélo

- **Accompagner le développement des loisirs**
  Il est rappelé que la commune est concernée par des boucles cyclotouristiques balisées :
  - Parcours n°40 : Aller-retour du Fer-à-Cheval

  Le Département encourage la commune à se rapprocher de ses services avant tout projet d'aménagement pouvant impacter ces tracés.

  Il est recommandé à la commune de veiller à assurer une bonne qualité paysagère aux abords des différents itinéraires cyclables. Des prescriptions paysagères peuvent utilement être prévues dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), **notamment à l'arrière des zones d'activités, quand elles sont bordées par une voie verte,** afin d'atténuer les vues sur les zones de stockage de matériaux.

## II/ REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) D'HABÈRE-POCHE (canton de Sciez)

La commune a soumis son projet aux personnes publiques associées, pour avis, par courrier du 23 septembre 2016, arrivé au Conseil départemental le 28 septembre 2016.

Le Département, après avoir pris connaissance du dossier de PLU arrêté, formule les remarques suivantes :

Tout d'abord, le Département constate la convergence des différentes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) avec ses propres préoccupations qui sont relayées par le document de référence « Haute-Savoie 2030 », document guidant l'action du Département autour de cinq orientations stratégiques pour le territoire :

- maîtriser le développement du Département,
- accompagner les mutations de l'économie,
- organiser une mobilité plus durable,
- organiser les solidarités,
- redéfinir les modalités d'intervention du Département.

Par ailleurs, le Département a mis en place un document intitulé « politiques, projets et prescriptions », envoyé aux communes qui prescrivent l'élaboration ou la révision générale de leur PLU. Ce document présente les demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires, de rappels sur les plans et schémas institutionnels et de recommandations relatives aux politiques départementales. Dans ce cadre, le Conseil départemental souhaite apporter les compléments suivants :

### 1. Demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires

#### 1.1. <u>Les Routes Départementales</u> (RD)

- **Limiter la création de nouveaux accès sur les Routes Départementales**

  Les accès sur les Routes Départementales, hors agglomération, doivent être limités, en privilégiant ceux existants, si les conditions de sécurité sont satisfaisantes. Ils devront autant que possible, faire l'objet d'un regroupement en un carrefour unique aménagé afin d'assurer la sécurité des usagers et la fluidité du trafic.
  Les accès prévus dans les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que par les Emplacements Réservés devront ainsi être cohérents avec ces recommandations.

  Il convient que la commune se rapproche de la Direction des Routes du Conseil départemental pour valider l'implantation des accès ainsi que leurs conditions de visibilité et de sécurité.

  D'une manière générale, le Département souhaite être associé aux réflexions menées par la commune pour l'accessibilité des futures Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) situées le long des Routes Départementales.

  Plus particulièrement, le Département attire l'attention de la commune sur :

  - **L'OAP n° 1 « Centre-Bourg / Partie Sud » : le Département souhaite être associé aux réflexions concernant la mise en œuvre de cette OAP. La question de la desserte de l'opération notamment est à éclaircir : accès à proximité RD12 / RD22.**

  - **L'OAP n° 2 « Centre-Bourg / Partie centrale » : le Département souhaite être associé aux réflexions concernant la mise en œuvre de cette OAP. La question de la desserte de l'opération notamment est à éclaircir : accès à proximité sur la RD12.**

- **L'OAP n° 3 « Centre-Bourg / Partie Ouest » : le Département souhaite être associé aux réflexions concernant la mise en œuvre de cette OAP. La desserte est prévue sur la voie communale (VC). Le carrefour de la VC sur la RD12 ne présente pas les conditions de sécurité requises. Une réflexion a été engagée avec la commune sur cette question (mise à sens unique de l'extrémité de la VC, modification des limites d'agglomération,..).**

➢ **Intégrer la notion d'accès sécurisés dans le règlement**

A cet effet, le Département propose à la commune d'intégrer le paragraphe suivant à l'article 3 du règlement de toutes les zones du PLU :

« *L'autorisation d'occupation du sol (permis de construire, d'aménager…) sera conditionnée par la prise en compte dans la desserte, du risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant les accès crées ou existants. Cette sécurité doit être appréciée au regard de la position de l'accès, des conditions de visibilité, de la configuration, de l'utilisation projetée ainsi que de l'intensité du trafic. La délivrance de l'autorisation d'occuper le sol peut être subordonnée à la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers spécifiques nécessaires au respect des conditions de sécurité mentionnées ci-dessus.* ».

Le Département rappelle que, préalablement à toute intervention sur le Domaine Public Routier, dans le cadre des travaux de réalisation d'un accès le bénéficiaire doit obtenir une permission de voirie délivrée à titre précaire et révocable par le gestionnaire de la voirie concernée (article L.113-2 du Code de la Voirie Routière).

Lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme, le service instructeur des autorisations du droit des sols devra saisir, pour avis, les services du Département chargés de la gestion des Routes Départementales (Centres Techniques Départementaux) afin de préciser les caractéristiques techniques et les aménagements nécessaires à garantir la sécurité des trafics générés par l'opération foncière. Au titre de l'article R.111-5 du Code de l'Urbanisme, l'autorité gestionnaire de la voie peut refuser un accès si les garanties de sécurité ne sont pas obtenues ou si le tènement peut être desservi par une voie secondaire sur laquelle la gêne pour la circulation est moindre.

➢ **Réfléchir à la perception des limites d'agglomération pour influencer le comportement des automobilistes**

Les limites d'agglomération ont pour effet de déterminer des règles différenciées en termes de vitesse autorisée, d'accès et de recul des constructions.

L'agglomération est l'espace sur lequel sont regroupés des immeubles bâtis rapprochés, et à l'intérieur duquel les règles en matière d'urbanisme (densification, accès, reculs) et en matière d'aménagement de l'espace public (trottoirs, effets de porte, partage de l'espace) doivent contribuer à marquer sans ambigüité la rupture entre la rase campagne et le milieu urbain, et à influer le comportement des automobilistes (modération des vitesses, attention soutenue…).

Ainsi, le Département recommande à la commune d'accorder une attention particulière à l'aménagement des entrées de ville dans les objectifs du PADD afin que la perception visuelle d'entrée dans un secteur urbanisé coïncide avec les limites d'agglomération. Pour cela, le Département souhaite que la détermination, par le Maire, des limites d'agglomération (article R.411-2 du Code de la Route) se fasse en concertation avec les services territoriaux de la Direction des Routes, afin de veiller au respect des dispositions de l'article R.110-2 du Code de la Route

Le Département propose que la commune se rapproche de la Direction des Routes pour rechercher des dispositifs « à effet de porte » à mettre en place aux entrées d'agglomération afin que l'usager perçoive mieux les séquences routières « en agglomération » et « hors agglomération ».

- **Respecter un recul entre les Espaces Boisés Classés (EBC) et les Routes Départementales (RD)**

  Les limites du périmètre des Espaces Boisés Classés (au titre de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme) le long des Routes Départementales, devront respecter un recul de 10 mètres par rapport à la limite du domaine public, afin de permettre, le cas échéant, des aménagements de voirie.

- **Respecter un recul entre les constructions et les Routes Départementales (RD)**

  Les reculs préconisés par le Département permettent de :
  - maintenir une différenciation entre agglomération et hors agglomération,
  - garantir un maximum de sécurité aux usagers et aux habitants,
  - limiter les nuisances sonores générées par le trafic routier,
  - faciliter les opérations de viabilité hivernale,
  - aménager la plateforme sans démolition des constructions riveraines.

  Sur les sections de RD classées hors agglomération, afin de garantir des conditions de sécurité, tant aux usagers qu'aux riverains des Routes Départementales, le Département demande que les reculs ci-après soient intégrés au règlement et inscrits au plan de zonage :
  - **25 m de l'axe des Routes Départementales classées à grande circulation ou hiérarchisées en niveau Structurant (S), à savoir la RD12,**
  - **18 m de l'axe des Routes Départementales hiérarchisées en niveau Economique (E) ou Local (L), à savoir les RD40, 22, 246, 312.**

  Dans le cadre de la procédure d'élaboration ou de révision du PLU, des dérogations aux prescriptions de reculs préconisées ci-dessus pourront être envisagées, sans pouvoir être inférieures à 12 mètres par rapport à l'axe de la Route Départementale.
  Toutefois, dans les secteurs d'habitat diffus classés hors agglomération présentant une certaine densité, et où les reculs existants sont inférieurs à 12 mètres par rapport à l'axe de la RD, il pourra être admis d'aligner les constructions nouvelles sur le bâti existant.
  Ces dérogations aux reculs préconisés doivent être définies conjointement avec les services territoriaux de la Direction des Routes, et devront s'inscrire dans les objectifs départementaux de maintien de la viabilité et de la sécurité évoqués supra.

- **Intégrer dans le règlement un point sur l'aspect des clôtures situées à proximité des carrefours et des accès**

  L'édification des clôtures le long des voies publiques peut impacter fortement la sécurité des usagers, notamment au regard des conditions de visibilité. Afin de prendre en compte cet aspect, le Département propose à la commune d'intégrer au règlement de chaque zone le paragraphe suivant :
  " *L'implantation des dispositifs de clôture (qu'ils soient édifiés ou végétaux) le long des Routes Départementales ne doit pas créer une gêne pour la circulation publique en empiétant sur les emprises de la voie et en diminuant la visibilité à l'approche des carrefours. A proximité des carrefours et des accès, la hauteur de ces dispositifs de clôture ne devra pas excéder la cote de 0,80 mètre en tout point du dégagement de visibilité.*"
  Le Département rappelle que l'implantation des dispositifs de clôture le long des voies publiques doit être soumise à l'avis préalable du gestionnaire de la voie concernée notamment en vue de déterminer l'alignement au-delà duquel peuvent s'implanter ces dispositifs dans les conditions prévues par le PLU ou le document en tenant lieu.
  S'il n'existe pas de plan d'alignement annexé au PLU, les dispositifs de clôture doivent s'établir au-delà de l'alignement individuel délivré par l'autorité gestionnaire de la voie concernée.
  Le Département rappelle que les plantations (arbres d'alignement, haies…) doivent également respecter les dispositions définies par le Code de la Voirie Routière quant à leur recul par rapport à la limite du Domaine Public (article R.116-2 5°).

- **Consulter le Département sur les Emplacements Réservés (ER) à proximité des Routes Départementales**
  Le Département demande à être consulté préalablement à l'aménagement des Emplacements Réservés au bénéfice de la commune qui jouxtent une Route Départementale, notamment pour des questions d'accès et/ou de sécurité. Cette demande vaut notamment pour les Emplacements Réservés suivants :

| ER | Aménagement | RD concernée |
|---|---|---|
| 1 | Aménagement du CD40 | RD40 |
| 2 | Aménagement du CD246 | RD246 |
| 3 | Aménagement du CD312 | RD312B |
| 5 | Aménagement du CVO n°17 à 5 m de plateforme jusqu'au CD12 jusqu'à Chez Paccot | RD12 |
| 6 | Aménagement d'un carrefour : amélioration du carrefour chez Paccot | RD12 |
| 7 | Aménagement du carrefour CD12 et les VC de la Pesse et de la Covasserie | RD12 |
| 8 | Aménagement d'un carrefour | RD12 |
| 9 | Aménagement du carrefour CD12 et le chemin de la Côte | RD12 |
| 10 | Aménagement des abords de la RD12 | RD12 |
| 11 | Aménagement d'un carrefour | RD22 |
| 12 | Aménagement du carrefour entre le CD12 et la route d'accès aux pistes de Bois Noir au lieu-dit sur Cherine | RD12 |
| 13 | Aménagement du carrefour entre le CD12 et une VC au lieu-dit Le Moine | RD12 |
| 14 | Aménagement du carrefour entre le CD22 et le Chemin de chez Magnin | RD22 |
| 15 | Aménagement du carrefour entre le CD22 et La Linget | RD22 |
| 17 | Aménagement d'un espace pour le stationnement | RD12 |
| 18 | Aménagement d'un espace pour le stationnement | RD12 |

**III/ REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) D'EPAGNY METZ-TESSY (canton d'Annecy-le-Vieux)**

La commune a soumis son projet aux personnes publiques associées, pour avis, par courrier du 20 octobre 2016, arrivé au Conseil départemental le 20 octobre 2016.

Le Département, après avoir pris connaissance du dossier de PLU arrêté, formule les remarques suivantes :

Tout d'abord, le Département constate la convergence des différentes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) avec ses propres préoccupations qui sont relayées par le document de référence « Haute-Savoie 2030 », document guidant l'action du Département autour de cinq orientations stratégiques pour le territoire :

- maîtriser le développement du département,
- accompagner les mutations de l'économie,
- organiser une mobilité plus durable,
- organiser les solidarités,
- redéfinir les modalités d'intervention du Département.

Par ailleurs, le Département a mis en place un document intitulé « politiques, projets et prescriptions », envoyé aux communes qui prescrivent l'élaboration ou la révision générale de leur PLU. Ce document présente les demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires, de rappels sur les plans et schémas institutionnels et de recommandations relatives aux politiques départementales. Dans ce cadre, le Conseil Départemental souhaite apporter les compléments suivants :

## 1. Demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires

### 1.1. Les Routes Départementales (RD)

- **Limiter la création de nouveaux accès sur les Routes Départementales**

  Les accès sur les Routes Départementales, hors agglomération, doivent être limités, en privilégiant ceux existants, si les conditions de sécurité sont satisfaisantes. Ils devront autant que possible, faire l'objet d'un regroupement en un carrefour unique aménagé afin d'assurer la sécurité des usagers et la fluidité du trafic.
  Les accès prévus dans les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que par les Emplacements Réservés devront ainsi être cohérents avec ces recommandations.

  Il convient que la commune se rapproche de la Direction des Routes du Conseil Départemental pour valider l'implantation des accès ainsi que leurs conditions de visibilité et de sécurité.

  D'une manière générale, le Département souhaite être associé aux réflexions menées par la commune pour l'accessibilité des futures Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) situées le long des Routes Départementales.

  Plus particulièrement, le Département attire l'attention de la commune sur l**'OAP n°12 « Chez Dunand » notamment sur la sécurisation de l'accès aéroport depuis la RD14. L'arrondissement des RD d'Annecy demande à être consulté concernant la desserte de l'OAP.**

- **Intégrer la notion d'accès sécurisés dans le règlement**

  A cet effet, le Département propose à la commune d'intégrer le paragraphe suivant à l'article 3 du règlement de toutes les zones du PLU :
  « *L'autorisation d'occupation du sol (permis de construire, d'aménager…) sera conditionnée par la prise en compte dans la desserte, du risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant les accès crées ou existants. Cette sécurité doit être appréciée au regard de la position de l'accès, des conditions de visibilité, de la configuration, de l'utilisation projetée ainsi que de l'intensité du trafic. La délivrance de l'autorisation d'occuper le sol peut être subordonnée à la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers spécifiques nécessaires au respect des conditions de sécurité mentionnées ci-dessus.* ».

  Le Département rappelle que, préalablement à toute intervention sur le Domaine Public Routier, dans le cadre des travaux de réalisation d'un accès le bénéficiaire doit obtenir une permission de voirie délivrée à titre précaire et révocable par le gestionnaire de la voirie concernée (article L.113-2 du Code de la Voirie Routière).

  Lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme, le service instructeur des autorisations du droit des sols devra saisir, pour avis, les services du Département chargés de la gestion des Routes Départementales (Centres Techniques Départementaux) afin de préciser les caractéristiques techniques et les aménagements nécessaires à garantir la sécurité des trafics générés par l'opération foncière. Au titre de l'article R.111-5 du Code de l'Urbanisme, l'autorité gestionnaire de la voie peut refuser un accès si les garanties de sécurité ne sont pas obtenues ou si le tènement peut être desservi par une voie secondaire sur laquelle la gêne pour la circulation est moindre.

- **Réfléchir à la perception des limites d'agglomération pour influencer le comportement des automobilistes**

  Les limites d'agglomération ont pour effet de déterminer des règles différenciées en termes de vitesse autorisée, d'accès et de recul des constructions.

L'agglomération est l'espace sur lequel sont regroupés des immeubles bâtis rapprochés, et à l'intérieur duquel les règles en matière d'urbanisme (densification, accès, reculs) et en matière d'aménagement de l'espace public (trottoirs, effets de porte, partage de l'espace) doivent contribuer à marquer sans ambigüité la rupture entre la rase campagne et le milieu urbain, et à influer le comportement des automobilistes (modération des vitesses, attention soutenue…).
Ainsi, le Département recommande à la commune d'accorder une attention particulière à l'aménagement des entrées de ville dans les objectifs du PADD afin que la perception visuelle d'entrée dans un secteur urbanisé coïncide avec les limites d'agglomération. Pour cela, le Département souhaite que la détermination, par le Maire, des limites d'agglomération (article R.411-2 du Code de la Route) se fasse en concertation avec les services territoriaux de la Direction des Routes, afin de veiller au respect des dispositions de l'article R.110-2 du Code de la Route.
Le Département propose que la commune se rapproche de la Direction des Routes pour rechercher des dispositifs « à effet de porte » à mettre en place aux entrées d'agglomération afin que l'usager perçoive mieux les séquences routières « en agglomération » et « hors agglomération ».

- **Respecter un recul entre les Espaces Boisés Classés (EBC) et les Routes Départementales (RD)**
  Les limites du périmètre des Espaces Boisés Classés (au titre de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme) le long des Routes Départementales, devront respecter un recul de 10 mètres par rapport à la limite du domaine public, afin de permettre, le cas échéant, des aménagements de voirie.

- **Respecter un recul entre les constructions et les Routes Départementales (RD)**
  Les reculs préconisés par le Département permettent de :
  - maintenir une différenciation entre agglomération et hors agglomération,
  - garantir un maximum de sécurité aux usagers et aux habitants,
  - limiter les nuisances sonores générées par le trafic routier,
  - faciliter les opérations de viabilité hivernale,
  - aménager la plateforme sans démolition des constructions riveraines.

  Sur les sections de RD classées hors agglomération, afin de garantir des conditions de sécurité, tant aux usagers qu'aux riverains des Routes Départementales, le Département demande que les reculs ci-après soient intégrés au règlement et inscrits au plan de zonage :
  - **40 mètres de part et d'autre de l'axe des déviations d'agglomération et des routes express, à savoir la RD3508 ;**
  - **25 m de l'axe des Routes Départementales classées à grande circulation ou hiérarchisées en niveau Structurant (S), à savoir les RD1201, 1203, 14 ;**
  - **18 m de l'axe des Routes Départementales hiérarchisées en niveau Economique (E) ou Local (L), à savoir les RD14 (PR 3+541 à 3+1007 et 5+293 à 7+441), 196, 908C, D14C ;**

  Dans le cadre de la procédure d'élaboration ou de révision du PLU, des dérogations aux prescriptions de reculs préconisées ci-dessus pourront être envisagées, sans pouvoir être inférieures à 12 mètres par rapport à l'axe de la Route Départementale.
  Toutefois, dans les secteurs d'habitat diffus classés hors agglomération présentant une certaine densité, et où les reculs existants sont inférieurs à 12 mètres par rapport à l'axe de la RD, il pourra être admis d'aligner les constructions nouvelles sur le bâti existant.
  Ces dérogations aux reculs préconisés doivent être définies conjointement avec les services territoriaux de la Direction des Routes, et devront s'inscrire dans les objectifs départementaux de maintien de la viabilité et de la sécurité évoqués supra.

  **Il est par ailleurs rappelé à la commune que l'amendement Dupont (article L.111-1-4 du Code de l'Urbanisme) s'applique à la RD3508, classée route à grande circulation.**

- **Gérer les eaux pluviales aux abords des Routes Départementales (RD)**

  Les fossés des Routes Départementales sont des dispositifs d'assainissement propres à la chaussée et ne sont pas prévus pour accueillir le déversement des eaux pluviales concentrées par l'urbanisation des bassins versants supérieurs.

  Afin d'éviter que les eaux pluviales issues de l'imperméabilisation des terrains urbanisés n'endommagent la structure de la chaussée ou le cas échéant n'inondent celle-ci, le Département propose à la commune d'intégrer au règlement de chaque zone le paragraphe suivant :

  « *Lorsque les eaux pluviales collectées par les aménagements réalisés sur l'assiette foncière (eaux de toiture, surfaces imperméabilisées, voiries privées…) ne peuvent pas être rejetées dans le réseau public d'assainissement dimensionné à cet effet (réseau EP ou réseau unitaire), elles devront être traitées par un dispositif individuel d'évacuation dimensionné pour les besoins de l'opération, et ne pas être rejetées dans le réseau d'assainissement propre de la voirie départementale.* ».

  Toutefois, le rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement propre à la voirie départementale pourrait être autorisé à titre dérogatoire par le Département au regard d'une étude spécifique menée par la commune sur le bassin versant considéré. Cette étude devra démontrer que :

  - le réseau d'assainissement de la route ne sera pas saturé,
  - le surplus d'eau rapporté ne déstabilisera pas la structure de la chaussée,
  - les travaux de redimensionnement du réseau nécessaires à écouler le surplus d'eau pluviale seront effectués avant l'urbanisation du secteur (conformément aux exigences).

- **Intégrer dans le règlement un point sur l'aspect des clôtures situées à proximité des carrefours et des accès**

  L'édification des clôtures le long des voies publiques peut impacter fortement la sécurité des usagers, notamment au regard des conditions de visibilité. Afin de prendre en compte cet aspect, le Département propose à la commune d'intégrer au règlement de chaque zone le paragraphe suivant :

  " *L'implantation des dispositifs de clôture (qu'ils soient édifiés ou végétaux) le long des Routes Départementales ne doit pas créer une gêne pour la circulation publique en empiétant sur les emprises de la voie et en diminuant la visibilité à l'approche des carrefours. A proximité des carrefours et des accès, la hauteur de ces dispositifs de clôture ne devra pas excéder la cote de 0,80 mètre en tout point du dégagement de visibilité.*"

  Le Département rappelle que l'implantation des dispositifs de clôture le long des voies publiques doit être soumise à l'avis préalable du gestionnaire de la voie concernée notamment en vue de déterminer l'alignement au-delà duquel peuvent s'implanter ces dispositifs dans les conditions prévues par le PLU ou le document en tenant lieu.

  S'il n'existe pas de plan d'alignement annexé au PLU, les dispositifs de clôture doivent s'établir au-delà de l'alignement individuel délivré par l'autorité gestionnaire de la voie concernée.

  Le Département rappelle que les plantations (arbres d'alignement, haies…) doivent également respecter les dispositions définies par le Code de la Voirie Routière quant à leur recul par rapport à la limite du Domaine Public (article R.116-2 5°).

- **Intégrer les projets départementaux dans le PLU**

  *La commune d'EPAGY METZ-TESSY est concernée par les projets de* doublement de la RD3508 entre Gillon et les voies du contournement Nord et d'aménagement des giratoires (Accès autoroute Annecy Nord, hôpital…) *(projets routiers).*

  A ce titre, le Département souhaite attirer l'attention de la commune sur le classement en zone N qui pourrait poser problème lors de la réalisation des voies de délestage des giratoires Nord. Il conviendrait probablement de créer un ER.

## IV/ REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DU BIOT (canton d'Evian-les-Bains)

La communauté de communes a soumis son projet aux personnes publiques associées, pour avis, le 16 novembre 2016.

Le Département, après avoir pris connaissance du dossier de PLU arrêté, formule les remarques suivantes :

Tout d'abord, le Département constate la convergence des différentes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) avec ses propres préoccupations qui sont relayées par le document de référence « Haute-Savoie 2030 », document guidant l'action du Département autour de cinq orientations stratégiques pour le territoire :

- maîtriser le développement du département,
- accompagner les mutations de l'économie,
- organiser une mobilité plus durable,
- organiser les solidarités,
- redéfinir les modalités d'intervention du Département.

Par ailleurs, le Département a mis en place un document intitulé « politiques, projets et prescriptions », envoyé aux communes qui prescrivent l'élaboration ou la révision générale de leur PLU. Ce document présente les demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires, de rappels sur les plans et schémas institutionnels et de recommandations relatives aux politiques départementales. Dans ce cadre, le Conseil départemental souhaite apporter les compléments suivants :

### 1. Demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires

#### 1.1. <u>Les Routes Départementales</u> (RD)

- **Limiter la création de nouveaux accès sur les Routes Départementales**

  Les accès sur les Routes Départementales, hors agglomération, doivent être limités, en privilégiant ceux existants, si les conditions de sécurité sont satisfaisantes. Ils devront autant que possible, faire l'objet d'un regroupement en un carrefour unique aménagé afin d'assurer la sécurité des usagers et la fluidité du trafic.
  Les accès prévus dans les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que par les Emplacements Réservés devront ainsi être cohérents avec ces recommandations.

  Il convient que la commune se rapproche de la Direction des Routes du Conseil Départemental pour valider l'implantation des accès ainsi que leurs conditions de visibilité et de sécurité.

  D'une manière générale, le Département souhaite être associé aux réflexions menées par la commune pour l'accessibilité des futures Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) situées le long des Routes Départementales.

  **Plus particulièrement, le Département attire l'attention de la commune sur les OAP n°2 et 3. Les propositions de sécurisation des 2 carrefours RD32/Voirie Communale devront être menées conjointement avec l'Arrondissement de Thonon.**

  **Concernant le « Point Noir » identifié en page 18 du Rapport de présentation, le Département se tient à disposition de la commune pour toute concertation à ce sujet.**

- **Réfléchir à la perception des limites d'agglomération pour influencer le comportement des automobilistes**

  Les limites d'agglomération ont pour effet de déterminer des règles différenciées en termes de vitesse autorisée, d'accès et de recul des constructions.

L'agglomération est l'espace sur lequel sont regroupés des immeubles bâtis rapprochés, et à l'intérieur duquel les règles en matière d'urbanisme (densification, accès, reculs) et en matière d'aménagement de l'espace public (trottoirs, effets de porte, partage de l'espace) doivent contribuer à marquer sans ambigüité la rupture entre la rase campagne et le milieu urbain, et à influer le comportement des automobilistes (modération des vitesses, attention soutenue…).

Ainsi, le Département recommande à la commune d'accorder une attention particulière à l'aménagement des entrées de ville dans les objectifs du PADD afin que la perception visuelle d'entrée dans un secteur urbanisé coïncide avec les limites d'agglomération. Pour cela, le Département souhaite que la détermination, par le Maire, des limites d'agglomération (article R.411-2 du Code de la Route) se fasse en concertation avec les services territoriaux de la Direction des Routes, afin de veiller au respect des dispositions de l'article R.110-2 du Code de la Route.

Le Département propose que la commune se rapproche de la Direction des Routes pour rechercher des dispositifs « à effet de porte » à mettre en place aux entrées d'agglomération afin que l'usager perçoive mieux les séquences routières « en agglomération » et « hors agglomération ».

**Le Département attire l'attention de la commune sur le traitement des entrées des hameaux. Ces derniers pourraient faire l'ouvre d'un traitement « d'entrée d'agglomération » contrairement à la situation actuelle « d'entrée de ville » (réduction des vitesses de circulation à 50km/h) qui est en revanche tout à fait adaptée au Chef lieu.**

- **Respecter un recul entre les constructions et les Routes Départementales (RD)**
  Les reculs préconisés par le Département permettent de :
  - maintenir une différenciation entre agglomération et hors agglomération,
  - garantir un maximum de sécurité aux usagers et aux habitants,
  - limiter les nuisances sonores générées par le trafic routier,
  - faciliter les opérations de viabilité hivernale,
  - aménager la plateforme sans démolition des constructions riveraines.

  **Le Département souhaite attirer l'attention de la commune sur certaines prescriptions de reculs des constructions, en agglomération, autorisées entre 0 et 5 m. Dans certains cas de figure, ces reculs autorisés pourront faire l'objet de problèmes de visibilité des constructions par rapport aux voies et emprises publiques.**

- **Consulter le Département sur les Emplacements Réservés (ER) à proximité des Routes Départementales**
  Le Département demande à être consulté préalablement à l'aménagement des Emplacements Réservés au bénéfice de la commune qui jouxtent une Route Départementale, notamment pour des questions d'accès et/ou de sécurité. Cette demande vaut notamment pour les Emplacements Réservés suivants :

| ER | Aménagement | RD concernée |
|---|---|---|
| 3 | Aménagement et sécurisation à 4m. et 5m. de largeur de la voie dite chemin de la Tire à Gys | RD32 |
| 5 | Sécurisation du carrefour entre la RD N° 32 et la voie reliant la voie dite Ancienne route de Thonon-les-Bains au Biot à la RD n°32 | RD32 |

## 2. Recommandations du Département au titre des ses politiques départementales

### 2.1. La pratique du vélo

- **Accompagner le développement des loisirs**

  Il est rappelé que la commune est concernée par des boucles cyclotouristiques balisées :
  - Parcours n° 37 : Tour du Roc d'Enfer
  - Parcours n° 36b : Circuit de Joux Plane

  et par 2 itinéraires cyclo grimpeurs « cols et montées remarquables ». Le « Col du Corbier Est » et le « Col du Corbier Ouest ».

  Le Département encourage la commune à se rapprocher de ses services avant tout projet d'aménagement pouvant impacter ces tracés.

  Il est recommandé à la commune de veiller à assurer une bonne qualité paysagère aux abords des différents itinéraires cyclables. Des prescriptions paysagères peuvent utilement être prévues dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), **notamment à l'arrière des zones d'activités, quand elles sont bordées par une voie verte,** afin d'atténuer les vues sur les zones de stockage de matériaux.

### 2.2. Le sport et le tourisme

- **Veiller à une cohérence intercommunale des projets de territoires**

  Le Département recommande que les projets de territoire soient portés par des intercommunalités fédérant localement l'initiative publique et l'initiative privée. Il incite notamment à redonner du sens à la continuité territoriale, en veillant aux complémentarités entre les territoires et en optimisant les rôles potentiels : éviter les doublons, préserver l'environnement, tenir compte de l'existant (Plan tourisme 2013 – 2022).

  Pour information, le projet de reconversion de la station de ski, située au Col de Drouzin le Mont (Col du Corbier) au profit d'un projet de « montagne douce » est soutenu dans le cadre du Plan Tourisme et qui devrait aboutir d'ici fin 2017/début 2018.

## V/ ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE MARIGNY-SAINT-MARCEL (canton de Rumilly)

La communauté de communes a soumis son projet aux personnes publiques associées, pour avis, par courrier du 14 novembre 2016, arrivé au Conseil départemental le 16 novembre 2016.
Le Département, après avoir pris connaissance du dossier de PLU arrêté, formule les remarques suivantes :
Tout d'abord, le Département constate la convergence des différentes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) avec ses propres préoccupations qui sont relayées par le document de référence « Haute-Savoie 2030 », document guidant l'action du Département autour de cinq orientations stratégiques pour le territoire :

- maîtriser le développement du département,
- accompagner les mutations de l'économie,
- organiser une mobilité plus durable,
- organiser les solidarités,
- redéfinir les modalités d'intervention du Département.

Par ailleurs, le Département a mis en place un document intitulé « politiques, projets et prescriptions », envoyé aux communes qui prescrivent l'élaboration ou la révision générale de leur PLU. Ce document présente les demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires, de rappels sur les plans et schémas institutionnels et de recommandations relatives aux politiques départementales. Dans ce cadre, le Conseil départemental souhaite apporter les compléments suivants :

## 1. Demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires

### 1.1. Les Routes Départementales (RD)

- **Limiter la création de nouveaux accès sur les Routes Départementales**

Les accès sur les Routes Départementales, hors agglomération, doivent être limités, en privilégiant ceux existants, si les conditions de sécurité sont satisfaisantes. Ils devront autant que possible, faire l'objet d'un regroupement en un carrefour unique aménagé afin d'assurer la sécurité des usagers et la fluidité du trafic.
Les accès prévus dans les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que par les Emplacements Réservés devront ainsi être cohérents avec ces recommandations.

Il convient que la commune se rapproche de la Direction des Routes du Conseil départemental pour valider l'implantation des accès ainsi que leurs conditions de visibilité et de sécurité.

D'une manière générale, le Département souhaite être associé aux réflexions menées par la commune pour l'accessibilité des futures Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) situées le long des Routes Départementales.

Plus particulièrement, le Département attire l'attention de la commune sur :
- **OAP « Extension du chef-lieu** » : **la desserte devra se faire pour l'ensemble des zones 2AU et AUa depuis la route communale de l'Eglise (carrefour à feux du avec la RD3)**.

- **Intégrer la notion d'accès sécurisés dans le règlement**

A cet effet, le Département propose à la commune d'intégrer le paragraphe suivant à l'article 3 du règlement de toutes les zones du PLU :
« *L'autorisation d'occupation du sol (permis de construire, d'aménager…) sera conditionnée par la prise en compte dans la desserte, du risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant les accès crées ou existants. Cette sécurité doit être appréciée au regard de la position de l'accès, des conditions de visibilité, de la configuration, de l'utilisation projetée ainsi que de l'intensité du trafic. La délivrance de l'autorisation d'occuper le sol peut être subordonnée à la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers spécifiques nécessaires au respect des conditions de sécurité mentionnées ci-dessus.* ».

Le Département rappelle que, préalablement à toute intervention sur le Domaine Public Routier, dans le cadre des travaux de réalisation d'un accès le bénéficiaire doit obtenir une permission de voirie délivrée à titre précaire et révocable par le gestionnaire de la voirie concernée (article L.113-2 du Code de la Voirie Routière).

Lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme, le service instructeur des autorisations du droit des sols devra saisir, pour avis, les services du Département chargés de la gestion des Routes Départementales (Centres Techniques Départementaux) afin de préciser les caractéristiques techniques et les aménagements nécessaires à garantir la sécurité des trafics générés par l'opération foncière. Au titre de l'article R.111-5 du Code de l'Urbanisme, l'autorité gestionnaire de la voie peut refuser un accès si les garanties de sécurité ne sont pas obtenues ou si le tènement peut être desservi par une voie secondaire sur laquelle la gêne pour la circulation est moindre.

- **Réfléchir à la perception des limites d'agglomération pour influencer le comportement des automobilistes**

Les limites d'agglomération ont pour effet de déterminer des règles différenciées en termes de vitesse autorisée, d'accès et de recul des constructions.

L'agglomération est l'espace sur lequel sont regroupés des immeubles bâtis rapprochés, et à l'intérieur duquel les règles en matière d'urbanisme (densification, accès, reculs) et en matière d'aménagement de l'espace public (trottoirs, effets de porte, partage de l'espace) doivent contribuer à marquer sans ambigüité la rupture entre la rase campagne et le milieu urbain, et à influer le comportement des automobilistes (modération des vitesses, attention soutenue…).

Ainsi, le Département recommande à la commune d'accorder une attention particulière à l'aménagement des entrées de ville dans les objectifs du PADD afin que la perception visuelle d'entrée dans un secteur urbanisé coïncide avec les limites d'agglomération. Pour cela, le Département souhaite que la détermination, par le Maire, des limites d'agglomération (article R.411-2 du Code de la Route) se fasse en concertation avec les services territoriaux de la Direction des Routes, afin de veiller au respect des dispositions de l'article R.110-2 du Code de la Route.

Le Département propose que la commune se rapproche de la Direction des Routes pour rechercher des dispositifs « à effet de porte » à mettre en place aux entrées d'agglomération afin que l'usager perçoive mieux les séquences routières « en agglomération » et « hors agglomération ».

- **Respecter un recul entre les Espaces Boisés Classés (EBC) et les Routes Départementales (RD)**

  Les limites du périmètre des Espaces Boisés Classés (au titre de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme) le long des Routes Départementales, devront respecter un recul de 10 mètres par rapport à la limite du domaine public, afin de permettre, le cas échéant, des aménagements de voirie.

- **Respecter un recul entre les constructions et les Routes Départementales (RD)**

  Les reculs préconisés par le Département permettent de :
  - maintenir une différenciation entre agglomération et hors agglomération,
  - garantir un maximum de sécurité aux usagers et aux habitants,
  - limiter les nuisances sonores générées par le trafic routier,
  - faciliter les opérations de viabilité hivernale,
  - aménager la plateforme sans démolition des constructions riveraines.

  Sur les sections de RD classées hors agglomération, afin de garantir des conditions de sécurité, tant aux usagers qu'aux riverains des Routes Départementales, le Département demande que les reculs ci-après soient intégrés au règlement et inscrits au plan de zonage :
  - **25 m de l'axe des Routes Départementales classées à grande circulation ou hiérarchisées en niveau Structurant (S), à savoir la RD3 ;**
  - **18 m de l'axe des Routes Départementales hiérarchisées en niveau Local (L), à savoir les RD53 et 240 ;**

  Dans le cadre de la procédure d'élaboration ou de révision du PLU, des dérogations aux prescriptions de reculs préconisées ci-dessus pourront être envisagées, sans pouvoir être inférieures à 12 mètres par rapport à l'axe de la Route Départementale.

  Toutefois, dans les secteurs d'habitat diffus classés hors agglomération présentant une certaine densité, et où les reculs existants sont inférieurs à 12 mètres par rapport à l'axe de la RD, il pourra être admis d'aligner les constructions nouvelles sur le bâti existant.

  Ces dérogations aux reculs préconisés doivent être définies conjointement avec les services territoriaux de la Direction des Routes, et devront s'inscrire dans les objectifs départementaux de maintien de la viabilité et de la sécurité évoqués supra.

- **Gérer les eaux pluviales aux abords des Routes Départementales (RD)**

  Les fossés des Routes Départementales sont des dispositifs d'assainissement propres à la chaussée et ne sont pas prévus pour accueillir le déversement des eaux pluviales concentrées par l'urbanisation des bassins versants supérieurs.

Afin d'éviter que les eaux pluviales issues de l'imperméabilisation des terrains urbanisés n'endommagent la structure de la chaussée ou le cas échéant n'inondent celle-ci, le Département propose à la commune d'intégrer au règlement de chaque zone le paragraphe suivant :

« *Lorsque les eaux pluviales collectées par les aménagements réalisés sur l'assiette foncière (eaux de toiture, surfaces imperméabilisées, voiries privées…) ne peuvent pas être rejetées dans le réseau public d'assainissement dimensionné à cet effet (réseau EP ou réseau unitaire), elles devront être traitées par un dispositif individuel d'évacuation dimensionné pour les besoins de l'opération, et ne pas être rejetées dans le réseau d'assainissement propre de la voirie départementale.* ».

Toutefois, le rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement propre à la voirie départementale pourrait être autorisé à titre dérogatoire par le Département au regard d'une étude spécifique menée par la commune sur le bassin versant considéré. Cette étude devra démontrer que :

- le réseau d'assainissement de la route ne sera pas saturé,
- le surplus d'eau rapporté ne déstabilisera pas la structure de la chaussée,
- les travaux de redimensionnement du réseau nécessaires à écouler le surplus d'eau pluviale seront effectués avant l'urbanisation du secteur (conformément aux exigences).

- **Intégrer dans le règlement un point sur l'aspect des clôtures situées à proximité des carrefours et des accès**

  L'édification des clôtures le long des voies publiques peut impacter fortement la sécurité des usagers, notamment au regard des conditions de visibilité. Afin de prendre en compte cet aspect, le Département propose à la commune d'intégrer au règlement de chaque zone le paragraphe suivant :

  " *L'implantation des dispositifs de clôture (qu'ils soient édifiés ou végétaux) le long des Routes Départementales ne doit pas créer une gêne pour la circulation publique en empiétant sur les emprises de la voie et en diminuant la visibilité à l'approche des carrefours. A proximité des carrefours et des accès, la hauteur de ces dispositifs de clôture ne devra pas excéder la cote de 0,80 mètre en tout point du dégagement de visibilité.*"

  Le Département rappelle que l'implantation des dispositifs de clôture le long des voies publiques doit être soumise à l'avis préalable du gestionnaire de la voie concernée notamment en vue de déterminer l'alignement au-delà duquel peuvent s'implanter ces dispositifs dans les conditions prévues par le PLU ou le document en tenant lieu.

  S'il n'existe pas de plan d'alignement annexé au PLU, les dispositifs de clôture doivent s'établir au-delà de l'alignement individuel délivré par l'autorité gestionnaire de la voie concernée.

  Le Département rappelle que les plantations (arbres d'alignement, haies…) doivent également respecter les dispositions définies par le Code de la Voirie Routière quant à leur recul par rapport à la limite du Domaine Public (article R.116-2 5°).

- **Consulter le Département sur les Emplacements Réservés (ER) à proximité des Routes Départementales**

  Le Département demande à être consulté préalablement à l'aménagement des Emplacements Réservés au bénéfice de la commune qui jouxtent une Route Départementale, notamment pour des questions d'accès et/ou de sécurité. Cette demande vaut notamment pour les Emplacements Réservés suivants :

| ER | Aménagement | RD concernée |
|---|---|---|
| 11 | Réaménagement de la Route Départementale | RD240 |
| | Aménagement du carrefour du chef lieu | RD3 / 240 |
| 10 | Réaménagement de la Route Départementale | RD |

- **Intégrer les projets départementaux dans le PLU**
  *La commune de MARIGNY-SAINT-MARCEL est concernée par le projet de sécurisation des secteurs sensibles de la RD3 hors agglomération (projets routiers).*
  Le Département a engagé des études visant à sécuriser la RD3 hors agglomération, l'emplacement réservé n°10 sera susceptible d'être modifié en fonction de l'évolution des études.

**2. Recommandations du Département au titre des ses politiques départementales**

**2.1. <u>La pratique du vélo</u>**

- **Accompagner le développement des loisirs**
  Il est rappelé que la commune est concernée par des boucles cyclotouristiques balisées :
  - Parcours n° 11 : Circuit de l'Albanais.

  Le Département encourage la commune à se rapprocher de ses services avant tout projet d'aménagement pouvant impacter ces tracés.

  Il est recommandé à la commune de veiller à assurer une bonne qualité paysagère aux abords des différents itinéraires cyclables. Des prescriptions paysagères peuvent utilement être prévues dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), **notamment à l'arrière des zones d'activités, quand elles sont bordées par une voie verte,** afin d'atténuer les vues sur les zones de stockage de matériaux.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**I/ ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE SIXT-FER-A-CHEVAL (canton de Cluses)**

**DONNE** un avis favorable à la commune de SIXT-FER-A-CHEVAL sur le projet d'élaboration du PLU et invite la commune à tenir compte des observations et recommandations formulées ci-dessus.

**II/ REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) D'HABÈRE-POCHE (canton de Sciez)**

**DONNE** un avis favorable à la commune d'HABÈRE-POCHE sur le projet de révision du PLU et invite la commune à tenir compte des observations et recommandations formulées ci-dessus.

**III/ REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) D'EPAGNY METZ-TESSY (canton d'Annecy-le-Vieux)**

**DONNE** un avis favorable à la commune d'EPAGNY METZ-TESSY sur le projet de révision du PLU et invite la commune à tenir compte des observations et recommandations formulées ci-dessus.

**IV/ REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DU BIOT (canton d'Evian-les-Bains)**

**DONNE** un avis favorable à la commune du BIOT sur le projet de révision du PLU et invite la commune à tenir compte des observations et recommandations formulées ci-dessus.

**V/ ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE MARIGNY-SAINT-MARCEL (canton de Rumilly)**

**DONNE** un avis favorable à la commune de MARIGNY-SAINT-MARCEL sur le projet d'élaboration du PLU et invite la commune à tenir compte des observations et recommandations formulées ci-dessus.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0073

**OBJET : I/ ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUI) DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS D'ALBY (CANTON DE RUMILLY)**
**II/ RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE CHARVONNEX (CANTON D'ANNECY-LE-VIEUX)**
**III/ RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS (CANTON DE SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS)**
**IV/ RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) D'ANNEMASSE (CANTON D'ANNEMASSE)**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **32** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **32** | **Abstention(s)** | **1** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu l'article L.153-16 1 du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération n° CP-2014-0043 du 06 janvier 2014 portant sur la procédure d'association du Conseil départemental à l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme,

Vu la délibération du 19 septembre 2016 du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays d'Alby portant sur l'arrêt du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi),

Vu la délibération du 7 novembre 2016 du Conseil Municipal de la commune de CHARVONNEX portant sur l'arrêt du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme,

Vu la délibération du 9 novembre 2016 du Conseil Municipal de la commune de SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS portant sur l'arrêt du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme,

Vu la délibération du 24 novembre 2016 du Conseil Municipal de la commune d'ANNEMASSE portant sur l'arrêt du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme,

Vu l'avis favorable émis par la 7ème Commission Aménagement du Territoire, Politique de l'Habitat, Développement Durable, Environnement, Agriculture, Forêt, Coopérations Européennes et Transfrontalières lors de sa réunion du 23 janvier 2017.

## I/ ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUI) DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'ALBY (canton de Rumilly)

La collectivité a soumis son projet aux personnes publiques associées, pour avis, par courrier du 27 octobre 2016, arrivé au Conseil départemental le 31 octobre 2016.

Le Département, après avoir pris connaissance du dossier de PLUi arrêté, formule les remarques suivantes.

Tout d'abord, le Département constate la convergence des différentes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) avec ses propres préoccupations qui sont relayées par le document de référence « Haute-Savoie 2030 », document guidant l'action du Département autour de cinq orientations stratégiques pour le territoire :

- maîtriser le développement du département,
- accompagner les mutations de l'économie,
- organiser une mobilité plus durable,
- organiser les solidarités,
- redéfinir les modalités d'intervention du Département.

Par ailleurs, le Département a mis en place un document intitulé « politiques, projets et prescriptions », envoyé aux collectivités qui prescrivent l'élaboration ou la révision générale de leur PLUi. Ce document présente les demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires, de rappels sur les plans et schémas institutionnels et de recommandations relatives aux politiques départementales. Dans ce cadre, le Conseil départemental souhaite apporter les compléments suivants :

## 1. Demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires

### 1.1. Les Routes Départementales (RD)

➢ **Limiter la création de nouveaux accès sur les Routes Départementales**

Les accès sur les Routes Départementales, hors agglomération, doivent être limités, en privilégiant ceux existants, si les conditions de sécurité sont satisfaisantes. Ils devront autant que possible, faire l'objet d'un regroupement en un carrefour unique aménagé afin d'assurer la sécurité des usagers et la fluidité du trafic.
Les accès prévus dans les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que par les Emplacements Réservés devront ainsi être cohérents avec ces recommandations.

D'une manière générale, il convient que la collectivité se rapproche de la Direction des Routes du Conseil départemental pour valider l'implantation des accès ainsi que leurs conditions de visibilité et de sécurité.

Par ailleurs, le Département souhaite être associé aux réflexions menées par la collectivité pour l'accessibilité des futures Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) situées le long des Routes Départementales.

Le Département demande à être consulté préalablement à l'aménagement des OAP suivantes :

- OAP n° 1 « Le plateau et les Marentins » (ALBY-SUR-CHERAN) : l'aménagement en interface avec la RD63 devra être étudié avec l'Arrondissement des Routes d'Annecy ;
- OAP n° 4 « Espace Leader » (ALBY-SUR-CHERAN) : les futures dessertes des secteurs « Crêt Moutty » et « Crêt de Viry » depuis la RD3 devront être étudiées avec l'Arrondissement ;

- OAP n° 7 « Maison Noré » (ALLEVES) : les reculs, accès et stationnements du commerce en bordure de RD5 sont à étudier avec l'Arrondissement ;

- OAP n° 8 « Les Varneuses » (CHAINAZ-LES-FRASSES) : accès depuis la RD63b (et non pas par la voie communale) ;
- OAP n° 10 « Les Frasses / la chapelle » (CHAINAZ-LES-FRASSES): le carrefour d'accès depuis la RD63 devra être étudié avec l'Arrondissement ;

- OAP n° 11 « Secteur de la Fruitière » (CHAPEIRY) : le projet global sur la RD38 en entrée de chef-lieu devra être étudié avec l'Arrondissement ;
- OAP n° 12 « Cœur de village » sud et nord (CHAPEIRY) : le projet global d'aménagement de traverse de la RD38 devra être étudié avec l'Arrondissement ;
- OAP n° 13 « Teppes vertes » (CHAPEIRY) : les incidences indirectes sur le carrefour RD38/VC Montagny et les modes doux devront être étudiés avec l'Arrondissement ;
- OAP n° 14 « Dessus Vésine » (CHAPEIRY) : l'impact du projet sur le carrefour existant sur RD38 devra être pris en compte ;

- OAP n° 15 « Les Bruchets » (CUSY) : le Département (Arrondissement des Routes d'Annecy) demande à être associé aux réflexions liées au projet communal de carrefour RD911 / RD3 ;
- OAP n° 16 « Boissard-Gaillat » (CUSY) : impact sur le carrefour existant avec la RD911 devra être pris en compte ;

- OAP n° 17 « Le Corbet la Forge » (GRUFFY) : une réflexion globale sur le fonctionnement des RD5 et 305 en traverse devra être menées en collaboration avec l'Arrondissement des Routes d'Annecy ;
- OAP n° 18 « Centre Bourg La Craie et Parc Parent » (GRUFFY) : les interfaces multiples avec RD5 en traverse devront être étudiées avec l'Arrondissement ;
- OAP n° 19 « Le ruisseau perché » (GRUFFY) : l'entrée d'agglomération sur RD31 devra être étudiée avec l'Arrondissement ;
- OAP n° 21 « Le Mollard » (GRUFFY) : l'aménagement de traverse et l'entrée d'agglomération sur RD5 devront être étudiés avec l'Arrondissement ;
- OAP n° 22 « Les Choseaux » (GRUFFY) : l'interface et la sécurité routière avec la RD5 en entrée d'agglomération devront être étudiés avec l'Arrondissement ;

- OAP n° 25 « Champs Fesigny » (HERY) : le carrefour d'accès depuis la RD3 devra être étudié avec l'Arrondissement ;

- OAP n° 28 « Centre bourg » au pré Polly (SAINT-FELIX) : l'impact sur RD1201 en traversée d'agglomération devra être étudié avec l'Arrondissement ;
- OAP n° 30 « Orsan entrée sud » (SAINT-FELIX) : interfaces et dessertes depuis les RD1201 et 63 seront à étudier avec l'Arrondissement ;

- OAP n° 31 « Pissieux » (SAINT-SYLVESTRE) : l'aménagement urbain de la RD31 devra être étudié avec l'Arrondissement ;
- OAP n° 32 « Vouchy » (SAINT-SYLVESTRE) : l'aménagement urbain de la RD138 devra être étudié avec l'Arrondissement ;

- OAP n° 33 « chez Bâton » (VIUZ-LA-CHIESAZ) : la problématique de la desserte depuis la RD5 en cœur de chef-lieu devra être étudiée avec l'Arrondissement.

➢ **Intégrer la notion d'accès sécurisés dans le règlement**

A cet effet, le Département propose à la collectivité d'intégrer le paragraphe suivant à l'article 3 du règlement de toutes les zones du PLUi :

« *L'autorisation d'occupation du sol (permis de construire, d'aménager…) sera conditionnée par la prise en compte dans la desserte, du risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant les accès crées ou existants.*

*Cette sécurité doit être appréciée au regard de la position de l'accès, des conditions de visibilité, de la configuration, de l'utilisation projetée ainsi que de l'intensité du trafic. La délivrance de l'autorisation d'occuper le sol peut être subordonnée à la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers spécifiques nécessaires au respect des conditions de sécurité mentionnées ci-dessus.* ».

Le Département rappelle que, préalablement à toute intervention sur le Domaine Public Routier, dans le cadre des travaux de réalisation d'un accès, le bénéficiaire doit obtenir une permission de voirie délivrée à titre précaire et révocable par le gestionnaire de la voirie concernée (article L.113-2 du Code de la Voirie Routière).

Lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme, le service instructeur des autorisations du droit des sols devra saisir, pour avis, les services du Département chargés de la gestion des Routes Départementales (Centres Techniques Départementaux) afin de préciser les caractéristiques techniques et les aménagements nécessaires à garantir la sécurité des trafics générés par l'opération foncière. Au titre de l'article R.111-5 du Code de l'Urbanisme, l'autorité gestionnaire de la voie peut refuser un accès si les garanties de sécurité ne sont pas obtenues ou si le tènement peut être desservi par une voie secondaire sur laquelle la gêne pour la circulation est moindre.

- **Réfléchir à la perception des limites d'agglomération pour influencer le comportement des automobilistes**

  Les limites d'agglomération ont pour effet de déterminer des règles différenciées en termes de vitesse autorisée, d'accès et de recul des constructions.
  L'agglomération est l'espace sur lequel sont regroupés des immeubles bâtis rapprochés, et à l'intérieur duquel les règles en matière d'urbanisme (densification, accès, reculs) et en matière d'aménagement de l'espace public (trottoirs, effets de porte, partage de l'espace) doivent contribuer à marquer sans ambigüité la rupture entre la rase campagne et le milieu urbain, et à influer le comportement des automobilistes (modération des vitesses, attention soutenue…).

  Ainsi, le Département recommande à la collectivité d'accorder une attention particulière à l'aménagement des entrées de ville dans les objectifs du PADD afin que la perception visuelle d'entrée dans un secteur urbanisé coïncide avec les limites d'agglomération. Pour cela, le Département souhaite que la détermination, par le Président, des limites d'agglomération (article R.411-2 du Code de la Route) se fasse en concertation avec les services territoriaux de la Direction des Routes, afin de veiller au respect des dispositions de l'article R.110-2 du Code de la Route.

  Le Département propose que la collectivité se rapproche de la Direction des Routes pour rechercher des dispositifs « à effet de porte » à mettre en place aux entrées d'agglomération afin que l'usager perçoive mieux les séquences routières « en agglomération » et « hors agglomération ».

- **Respecter un recul entre les Espaces Boisés Classés (EBC) et les Routes Départementales (RD)**

  Les limites du périmètre des Espaces Boisés Classés (au titre de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme) le long des Routes Départementales, devront respecter un recul de 10 mètres par rapport à la limite du Domaine Public, afin de permettre, le cas échéant, des aménagements de voirie.

  Dans le cadre de la détermination des limites du périmètre des EBC, le Conseil départemental pourra demander un recul plus important notamment au regard d'une topographie contraignante, et sous réserve que ces dispositions ne soient pas incompatibles avec des fonctions de protection vis-à-vis des risques naturels (cf. § ci-contre. Forêts à fonction de protection).

- **Respecter un recul entre les constructions et les Routes Départementales (RD)**

  Les reculs préconisés par le Département permettent de :
  - maintenir une différenciation entre agglomération et hors agglomération,
  - garantir un maximum de sécurité aux usagers et aux habitants,
  - limiter les nuisances sonores générées par le trafic routier,
  - faciliter les opérations de viabilité hivernale,
  - aménager la plateforme sans démolition des constructions riveraines.

  Sur les sections de RD classées hors agglomération, afin de garantir des conditions de sécurité, tant aux usagers qu'aux riverains des Routes Départementales, le Département demande que les reculs ci-après soient intégrés au règlement et inscrits au plan de zonage :
  - **25 m de l'axe des Routes Départementales classées à grande circulation ou hiérarchisées en niveau Structurant (S), à savoir les RD1201 et RD3,**
  - **18 m de l'axe des Routes Départementales hiérarchisées en niveau Economique (E) ou Local (L), à savoir les RD31, 63, 53, 141, 263, 5, 105, 911, 38, 103, 253, 62, 305, 163, 131, 138, 131.**

Des dérogations aux prescriptions de reculs préconisées ci-dessus pourront être envisagées, sans pouvoir être inférieures à 12 mètres par rapport à l'axe de la Route Départementale. Toutefois, dans les secteurs d'habitat diffus classés hors agglomération présentant une certaine densité, et où les reculs existants sont inférieurs à 12 mètres par rapport à l'axe de la RD, il pourra être admis d'aligner les constructions nouvelles sur le bâti existant. Ces dérogations aux reculs préconisés doivent être définies conjointement avec les services territoriaux de la Direction des Routes, et devront s'inscrire dans les objectifs départementaux de maintien de la viabilité et de la sécurité évoqués supra.

- **Prendre en compte les risques naturels à proximité des Routes Départementales (RD)**

  Les forêts à fonction de protection sont des espaces boisés ayant un rôle de protection des zones à enjeux (habitations, routes, infrastructures publiques…) contre les aléas, c'est-à-dire les risques naturels (chutes de blocs, avalanches, glissements de terrain…). Ces forêts doivent être denses, stables et à peuplement hétérogène afin d'assurer un renouvellement naturel permanent.

  A cet effet, le long des Routes Départementales identifiées et soumises aux risques naturels, le Conseil départemental souhaite que les forêts à fonction de protection soient classées en Espaces Boisés Classés (EBC) au titre de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme, tout en respectant un recul de 10 mètres par rapport à la limite du Domaine Public de la RD216.

  **La carte précisant la localisation des sections concernées ainsi que l'étendue des zones d'aléa sera transmise à la collectivité.**

- **Gérer les eaux pluviales aux abords des Routes Départementales (RD)**

  Les fossés des Routes Départementales sont des dispositifs d'assainissement propres à la chaussée et ne sont pas prévus pour accueillir le déversement des eaux pluviales concentrées par l'urbanisation des bassins versants supérieurs.

  Afin d'éviter que les eaux pluviales issues de l'imperméabilisation des terrains urbanisés n'endommagent la structure de la chaussée ou le cas échéant n'inondent celle-ci, le Département propose à la collectivité d'intégrer au règlement de chaque zone le paragraphe suivant :

  « *Lorsque les eaux pluviales collectées par les aménagements réalisés sur l'assiette foncière (eaux de toiture, surfaces imperméabilisées, voiries privées…) ne peuvent pas être rejetées dans le réseau public d'assainissement dimensionné à cet effet (réseau EP ou réseau unitaire), elles devront être traitées par un dispositif individuel d'évacuation dimensionné pour les besoins de l'opération, et ne pas être rejetées dans le réseau d'assainissement propre de la voirie départementale.* »

  Toutefois, le rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement propre à la voirie départementale pourrait être autorisé à titre dérogatoire par le Département au regard d'une étude spécifique menée par la collectivité sur le bassin versant considéré. Cette étude devra démontrer que :

  - le réseau d'assainissement de la route ne sera pas saturé,
  - le surplus d'eau rapporté ne déstabilisera pas la structure de la chaussée,
  - les travaux de redimensionnement du réseau nécessaires à écouler le surplus d'eau pluviale seront effectués avant l'urbanisation du secteur (conformément aux exigences).

- **Intégrer dans le règlement un point sur l'aspect des clôtures situées à proximité des carrefours et des accès**

  L'édification des clôtures le long des voies publiques peut impacter fortement la sécurité des usagers, notamment au regard des conditions de visibilité. Afin de prendre en compte cet aspect, le Département propose à la collectivité d'intégrer au règlement de chaque zone le paragraphe suivant :

" *L'implantation des dispositifs de clôture (qu'ils soient édifiés ou végétaux) le long des Routes Départementales ne doit pas créer une gêne pour la circulation publique en empiétant sur les emprises de la voie et en diminuant la visibilité à l'approche des carrefours. A proximité des carrefours et des accès, la hauteur de ces dispositifs de clôture ne devra pas excéder la cote de 0,80 mètre en tout point du dégagement de visibilité.*"

Le Département rappelle que l'implantation des dispositifs de clôture le long des voies publiques doit être soumise à l'avis préalable du gestionnaire de la voie concernée notamment en vue de déterminer l'alignement au-delà duquel peuvent s'implanter ces dispositifs dans les conditions prévues par le PLUi ou le document en tenant lieu.
S'il n'existe pas de plan d'alignement annexé au PLUi, les dispositifs de clôture doivent s'établir au-delà de l'alignement individuel délivré par l'autorité gestionnaire de la voie concernée.

Le Département rappelle que les plantations (arbres d'alignement, haies…) doivent également respecter les dispositions définies par le Code de la Voirie Routière quant à leur recul par rapport à la limite du Domaine Public (article R.116-2 5°).

- **Consulter le Département sur les Emplacements Réservés (ER) à proximité des Routes Départementales**
  Le Département demande à être consulté préalablement à l'aménagement des Emplacements Réservés au bénéfice de la collectivité qui jouxtent une Route Départementale, notamment pour des questions d'accès et/ou de sécurité. Cette demande vaut notamment pour les Emplacements Réservés suivants : *voir annexe à la délibération.*

- **Intégrer les projets départementaux dans le PLUi**
  *La CC du Pays d'ALBY est concernée par les projets* de sécurisation du carrefour RD1201 – RD31 – Chemin du Crêt Vial suite à la prochaine réalisation de 53 logements sur le chemin du Crêt. *(projet routier).*

## 2. Rappels sur les plans et schémas institutionnels réalisés par le Département

### 2.1. Le schéma des Espaces Naturels Sensibles (ENS)

- **Préserver les sites ENS et permettre les travaux de conservation de la biodiversité**
  De manière générale, les sites ENS et acquisitions foncières ayant été soutenues par le Département dans le cadre de la politique ENS (Conservatoire des Terres Agricoles, Conservatoire des Terres Pastorales...) ont vocation à bénéficier d'un classement en zone naturelle, voire dans certains cas, en zone agricole, accompagné d'un règlement précisant les occupations du sol possibles compatibles avec leur caractère d'ENS.
  Il est recommandé que le règlement associé à ces espaces et aux ENS déjà classés permette les travaux de conservation de la biodiversité et des paysages ainsi que les aménagements légers pour l'ouverture au public.

  **La collectivité est concernée par des parcelles classées en Espaces Naturels Sensibles (ENS). A ce titre, le règlement devrait permettre les éventuels travaux d'ouverture au public des sites ENS en zones humides ne semblent pas possibles (aménagements doux type cheminements, signalétique informative).**

## 3. Recommandations du Département au titre de ses politiques départementales

### 3.1. Le logement aidé

**Certains des dispositifs départementaux présentés dans l'OAP Habitat tenant lieu de programme d'action PLH ont évolués au 1er janvier 2017. Le Département communiquera prochainement aux territoires les dispositifs concernés par ces évolutions.**

**II/ REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE CHARVONNEX (canton de Annecy-le-Vieux)**

La commune a soumis son projet aux personnes publiques associées, pour avis, par courrier du 22 novembre 2016, arrivé au Conseil départemental le 23 novembre 2016.

Le Département, après avoir pris connaissance du dossier de PLU arrêté, formule les remarques suivantes.

Tout d'abord, le Département constate la convergence des différentes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) avec ses propres préoccupations qui sont relayées par le document de référence « Haute-Savoie 2030 », document guidant l'action du Département autour de cinq orientations stratégiques pour le territoire :

- maîtriser le développement du département,
- accompagner les mutations de l'économie,
- organiser une mobilité plus durable,
- organiser les solidarités,
- redéfinir les modalités d'intervention du Département.

Par ailleurs, le Département a mis en place un document intitulé « politiques, projets et prescriptions », envoyé aux communes qui prescrivent l'élaboration ou la révision générale de leur PLU. Ce document présente les demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires, de rappels sur les plans et schémas institutionnels et de recommandations relatives aux politiques départementales. Dans ce cadre, le Conseil départemental souhaite apporter les compléments suivants :

## 1. Demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires

### 1.1. <u>Les Routes Départementales</u> (RD)

- **Limiter la création de nouveaux accès sur les Routes Départementales**

  Les accès sur les Routes Départementales, hors agglomération, doivent être limités, en privilégiant ceux existants, si les conditions de sécurité sont satisfaisantes. Ils devront autant que possible, faire l'objet d'un regroupement en un carrefour unique aménagé afin d'assurer la sécurité des usagers et la fluidité du trafic.
  Les accès prévus dans les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que par les Emplacements Réservés devront ainsi être cohérents avec ces recommandations.

  Il convient que la commune se rapproche de la Direction des Routes du Conseil départemental pour valider l'implantation des accès ainsi que leurs conditions de visibilité et de sécurité.

  D'une manière générale, le Département souhaite être associé aux réflexions menées par la commune pour l'accessibilité des futures Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) situées le long des Routes Départementales.

  Plus particulièrement, le Département attire l'attention de la commune sur :

  - **OAP n° 1 « LA CULAZ » : La desserte de devra se faire par le biais d'un aménagement du carrefour giratoire de la RD1203/RD176 (ER n°10 au profit de la commune)**

  - **OAP n° 2 « SOUS DOUCY »: <u>La desserte de cette opération devra se faire sur la RD176 à l'Ouest du tènement, et non pas à l'Est,</u> en concertation avec les services du Département et comme convenu avec la commune. Les documents graphiques de l'urbaniste n'ont pas été mis à jour concernant cette OAP.**

- **Intégrer la notion d'accès sécurisés dans le règlement**

  A cet effet, le Département propose à la commune d'intégrer le paragraphe suivant à l'article 3 du règlement de toutes les zones du PLU :

  « *L'autorisation d'occupation du sol (permis de construire, d'aménager…) sera conditionnée par la prise en compte dans la desserte, du risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant les accès crées ou existants. Cette sécurité doit être appréciée au regard de la position de l'accès, des conditions de visibilité, de la configuration, de l'utilisation projetée ainsi que de l'intensité du trafic. La délivrance de l'autorisation d'occuper le sol peut être subordonnée à la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers spécifiques nécessaires au respect des conditions de sécurité mentionnées ci-dessus.* »

  Le Département rappelle que, préalablement à toute intervention sur le Domaine Public Routier, dans le cadre des travaux de réalisation d'un accès le bénéficiaire doit obtenir une permission de voirie délivrée à titre précaire et révocable par le gestionnaire de la voirie concernée (article L.113-2 du Code de la Voirie Routière).

  Lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme, le service instructeur des autorisations du droit des sols devra saisir, pour avis, les services du Département chargés de la gestion des Routes Départementales (Centres Techniques Départementaux) afin de préciser les caractéristiques techniques et les aménagements nécessaires à garantir la sécurité des trafics générés par l'opération foncière. Au titre de l'article R.111-5 du Code de l'Urbanisme, l'autorité gestionnaire de la voie peut refuser un accès si les garanties de sécurité ne sont pas obtenues ou si le tènement peut être desservi par une voie secondaire sur laquelle la gêne pour la circulation est moindre.

- **Réfléchir à la perception des limites d'agglomération pour influencer le comportement des automobilistes**

  Les limites d'agglomération ont pour effet de déterminer des règles différenciées en termes de vitesse autorisée, d'accès et de recul des constructions.

  L'agglomération est l'espace sur lequel sont regroupés des immeubles bâtis rapprochés, et à l'intérieur duquel les règles en matière d'urbanisme (densification, accès, reculs) et en matière d'aménagement de l'espace public (trottoirs, effets de porte, partage de l'espace) doivent contribuer à marquer sans ambigüité la rupture entre la rase campagne et le milieu urbain, et à influer le comportement des automobilistes (modération des vitesses, attention soutenue…).

  Ainsi, le Département recommande à la commune d'accorder une attention particulière à l'aménagement des entrées de ville dans les objectifs du PADD afin que la perception visuelle d'entrée dans un secteur urbanisé coïncide avec les limites d'agglomération.
  Pour cela, le Département souhaite que la détermination, par le Maire, des limites d'agglomération (article R.411-2 du Code de la Route) se fasse en concertation avec les services territoriaux de la Direction des Routes, afin de veiller au respect des dispositions de l'article R.110-2 du Code de la Route.

  Le Département propose que la commune se rapproche de la Direction des Routes pour rechercher des dispositifs « à effet de porte » à mettre en place aux entrées d'agglomération afin que l'usager perçoive mieux les séquences routières « en agglomération » et « hors agglomération ».

- **Respecter un recul entre les constructions et les Routes Départementales (RD)**

  Les reculs préconisés par le Département permettent de :
  - maintenir une différenciation entre agglomération et hors agglomération,
  - garantir un maximum de sécurité aux usagers et aux habitants,
  - limiter les nuisances sonores générées par le trafic routier,
  - faciliter les opérations de viabilité hivernale,
  - aménager la plateforme sans démolition des constructions riveraines.

Sur les sections de RD classées hors agglomération, afin de garantir des conditions de sécurité, tant aux usagers qu'aux riverains des Routes Départementales, le Département demande que les reculs ci-après soient intégrés au règlement et inscrits au plan de zonage :

- **40 mètres de part et d'autre de l'axe des déviations d'agglomération et des routes express, à savoir la RD1203,**
- **18 m de l'axe des Routes Départementales hiérarchisées en niveau Economique (E) ou Local (L), à savoir les RD14, 176.**

Dans le cadre de la procédure d'élaboration ou de révision du PLU, des dérogations aux prescriptions de reculs préconisées ci-dessus pourront être envisagées, sans pouvoir être inférieures à 12 mètres par rapport à l'axe de la Route Départementale.
Toutefois, dans les secteurs d'habitat diffus classés hors agglomération présentant une certaine densité, et où les reculs existants sont inférieurs à 12 mètres par rapport à l'axe de la RD, il pourra être admis d'aligner les constructions nouvelles sur le bâti existant.
Ces dérogations aux reculs préconisés doivent être définies conjointement avec les services territoriaux de la Direction des Routes, et devront s'inscrire dans les objectifs départementaux de maintien de la viabilité et de la sécurité évoqués supra.

**Il est par ailleurs rappelé à la commune que l'amendement Dupont (article L.111-1-4 du Code de l'Urbanisme) s'applique à la RD1203, classée route à grande circulation.**

- **Gérer les eaux pluviales aux abords des Routes Départementales (RD)**

Les fossés des Routes Départementales sont des dispositifs d'assainissement propres à la chaussée et ne sont pas prévus pour accueillir le déversement des eaux pluviales concentrées par l'urbanisation des bassins versants supérieurs.

Afin d'éviter que les eaux pluviales issues de l'imperméabilisation des terrains urbanisés n'endommagent la structure de la chaussée ou le cas échéant n'inondent celle-ci, le Département propose à la commune d'intégrer au règlement de chaque zone le paragraphe suivant :

« *Lorsque les eaux pluviales collectées par les aménagements réalisés sur l'assiette foncière (eaux de toiture, surfaces imperméabilisées, voiries privées…) ne peuvent pas être rejetées dans le réseau public d'assainissement dimensionné à cet effet (réseau EP ou réseau unitaire), elles devront être traitées par un dispositif individuel d'évacuation dimensionné pour les besoins de l'opération, et ne pas être rejetées dans le réseau d'assainissement propre de la voirie départementale.* »

Toutefois, le rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement propre à la voirie départementale pourrait être autorisé à titre dérogatoire par le Département au regard d'une étude spécifique menée par la commune sur le bassin versant considéré. Cette étude devra démontrer que :

- le réseau d'assainissement de la route ne sera pas saturé,
- le surplus d'eau rapporté ne déstabilisera pas la structure de la chaussée,
- les travaux de redimensionnement du réseau nécessaires à écouler le surplus d'eau pluviale seront effectués avant l'urbanisation du secteur (conformément aux exigences).

- **Intégrer dans le règlement un point sur l'aspect des clôtures situées à proximité des carrefours et des accès**

L'édification des clôtures le long des voies publiques peut impacter fortement la sécurité des usagers, notamment au regard des conditions de visibilité. Afin de prendre en compte cet aspect, le Département propose à la commune d'intégrer au règlement de chaque zone le paragraphe suivant :

" *L'implantation des dispositifs de clôture (qu'ils soient édifiés ou végétaux) le long des Routes Départementales ne doit pas créer une gêne pour la circulation publique en empiétant sur les emprises de la voie et en diminuant la visibilité à l'approche des carrefours. A proximité des carrefours et des accès, la hauteur de ces dispositifs de clôture ne devra pas excéder la cote de 0,80 mètre en tout point du dégagement de visibilité.*"

Le Département rappelle que l'implantation des dispositifs de clôture le long des voies publiques doit être soumise à l'avis préalable du gestionnaire de la voie concernée notamment en vue de déterminer l'alignement au-delà duquel peuvent s'implanter ces dispositifs dans les conditions prévues par le PLU ou le document en tenant lieu.
S'il n'existe pas de plan d'alignement annexé au PLU, les dispositifs de clôture doivent s'établir au-delà de l'alignement individuel délivré par l'autorité gestionnaire de la voie concernée.

Le Département rappelle que les plantations (arbres d'alignement, haies…) doivent également respecter les dispositions définies par le Code de la Voirie Routière quant à leur recul par rapport à la limite du Domaine Public (article R.116-2 5°).

- **Consulter le Département sur les Emplacements Réservés (ER) à proximité des Routes Départementales**
  Le Département demande à être consulté préalablement à l'aménagement des Emplacements Réservés au bénéfice de la commune qui jouxtent une Route Départementale, notamment pour des questions d'accès et/ou de sécurité.

  Cette demande vaut notamment pour les Emplacements Réservés suivants :

| ER | Aménagement | RD concernée |
|---|---|---|
| 12 | Aménagement carrefour giratoire RD1203/RD 176/desserte zone d'activité artisanale et commerciale | RD1203/176 |

**III/ REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS (canton de Saint-Julien-en-Genevois)**

La commune a soumis son projet aux personnes publiques associées, pour avis, par courrier du 2 décembre 2016, arrivé au Conseil départemental le 5 décembre 2016.

Le Département, après avoir pris connaissance du dossier de PLU arrêté, formule les remarques suivantes.

Tout d'abord, le Département constate la convergence des différentes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) avec ses propres préoccupations qui sont relayées par le document de référence « Haute-Savoie 2030 », document guidant l'action du Département autour de cinq orientations stratégiques pour le territoire :

- maîtriser le développement du département,
- accompagner les mutations de l'économie,
- organiser une mobilité plus durable,
- organiser les solidarités,
- redéfinir les modalités d'intervention du Département.

Par ailleurs, le Département a mis en place un document intitulé « politiques, projets et prescriptions », envoyé aux communes qui prescrivent l'élaboration ou la révision générale de leur PLU. Ce document présente les demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires, de rappels sur les plans et schémas institutionnels et de recommandations relatives aux politiques départementales. Dans ce cadre, le Conseil départemental souhaite apporter les compléments suivants :

## 1. Demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires

### 1.1. Les Routes Départementales (RD)

- **Limiter la création de nouveaux accès sur les Routes Départementales**

Les accès sur les Routes Départementales, hors agglomération, doivent être limités, en privilégiant ceux existants, si les conditions de sécurité sont satisfaisantes. Ils devront autant que possible, faire l'objet d'un regroupement en un carrefour unique aménagé afin d'assurer la sécurité des usagers et la fluidité du trafic.
Les accès prévus dans les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que par les Emplacements Réservés devront ainsi être cohérents avec ces recommandations.

Il convient que la commune se rapproche de la Direction des Routes du Conseil départemental pour valider l'implantation des accès ainsi que leurs conditions de visibilité et de sécurité.

D'une manière générale, le Département souhaite être associé aux réflexions menées par la commune pour l'accessibilité des futures Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) situées le long des Routes Départementales.

- **Intégrer la notion d'accès sécurisés dans le règlement**

A cet effet, le Département propose à la commune d'intégrer le paragraphe suivant à l'article 3 du règlement de toutes les zones du PLU :
« *L'autorisation d'occupation du sol (permis de construire, d'aménager…) sera conditionnée par la prise en compte dans la desserte, du risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant les accès crées ou existants. Cette sécurité doit être appréciée au regard de la position de l'accès, des conditions de visibilité, de la configuration, de l'utilisation projetée ainsi que de l'intensité du trafic. La délivrance de l'autorisation d'occuper le sol peut être subordonnée à la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers spécifiques nécessaires au respect des conditions de sécurité mentionnées ci-dessus.* »

Le Département rappelle que, préalablement à toute intervention sur le Domaine Public Routier, dans le cadre des travaux de réalisation d'un accès le bénéficiaire doit obtenir une permission de voirie délivrée à titre précaire et révocable par le gestionnaire de la voirie concernée (article L.113-2 du Code de la Voirie Routière).

Lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme, le service instructeur des autorisations du droit des sols devra saisir, pour avis, les services du Département chargés de la gestion des Routes Départementales (Centres Techniques Départementaux) afin de préciser les caractéristiques techniques et les aménagements nécessaires à garantir la sécurité des trafics générés par l'opération foncière. Au titre de l'article R.111-5 du Code de l'Urbanisme, l'autorité gestionnaire de la voie peut refuser un accès si les garanties de sécurité ne sont pas obtenues ou si le tènement peut être desservi par une voie secondaire sur laquelle la gêne pour la circulation est moindre.

- **Réfléchir à la perception des limites d'agglomération pour influencer le comportement des automobilistes**

Les limites d'agglomération ont pour effet de déterminer des règles différenciées en termes de vitesse autorisée, d'accès et de recul des constructions.

L'agglomération est l'espace sur lequel sont regroupés des immeubles bâtis rapprochés, et à l'intérieur duquel les règles en matière d'urbanisme (densification, accès, reculs) et en matière d'aménagement de l'espace public (trottoirs, effets de porte, partage de l'espace) doivent contribuer à marquer sans ambigüité la rupture entre la rase campagne et le milieu urbain, et à influer le comportement des automobilistes (modération des vitesses, attention soutenue…).

Ainsi, le Département recommande à la commune d'accorder une attention particulière à l'aménagement des entrées de ville dans les objectifs du PADD afin que la perception visuelle d'entrée dans un secteur urbanisé coïncide avec les limites d'agglomération. Pour cela, le Département souhaite que la détermination, par le Maire, des limites d'agglomération (article R.411-2 du Code de la Route) se fasse en concertation avec les services territoriaux de la Direction des Routes, afin de veiller au respect des dispositions de l'article R.110-2 du Code de la Route

Le Département propose que la commune se rapproche de la Direction des Routes pour rechercher des dispositifs « à effet de porte » à mettre en place aux entrées d'agglomération afin que l'usager perçoive mieux les séquences routières « en agglomération » et « hors agglomération ».

- **Respecter un recul entre les Espaces Boisés Classés (EBC) et les Routes Départementales (RD)**

  Les limites du périmètre des Espaces Boisés Classés(au titre de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme) le long des Routes Départementales, devront respecter un recul de 10 mètres par rapport à la limite du Domaine Public, afin de permettre, le cas échéant, des aménagements de voirie.

- **Respecter un recul entre les constructions et les Routes Départementales (RD)**

  Les reculs préconisés par le Département permettent de :
  - maintenir une différenciation entre agglomération et hors agglomération,
  - garantir un maximum de sécurité aux usagers et aux habitants,
  - limiter les nuisances sonores générées par le trafic routier,
  - faciliter les opérations de viabilité hivernale,
  - aménager la plateforme sans démolition des constructions riveraines.

  Sur les sections de RD classées hors agglomération, afin de garantir des conditions de sécurité, tant aux usagers qu'aux riverains des Routes Départementales, le Département demande que les reculs ci-après soient intégrés au règlement et inscrits au plan de zonage :
  - **25 m de l'axe des Routes Départementales classées à grande circulation ou hiérarchisées en niveau Structurant (S), à savoir les RD1201, 1201G, 1206 et 18,**
  - **18 m de l'axe des Routes Départementales hiérarchisées en niveau Local (L), à savoir les RD34 et 37.**

  Dans le cadre de la procédure d'élaboration ou de révision du PLU, des dérogations aux prescriptions de reculs préconisées ci-dessus pourront être envisagées, sans pouvoir être inférieures à 12 mètres par rapport à l'axe de la Route Départementale.
  Toutefois, dans les secteurs d'habitat diffus classés hors agglomération présentant une certaine densité, et où les reculs existants sont inférieurs à 12 mètres par rapport à l'axe de la RD, il pourra être admis d'aligner les constructions nouvelles sur le bâti existant.
  Ces dérogations aux reculs préconisés doivent être définies conjointement avec les services territoriaux de la Direction des Routes, et devront s'inscrire dans les objectifs départementaux de maintien de la viabilité et de la sécurité évoqués supra.

- **Gérer les eaux pluviales aux abords des Routes Départementales (RD)**

  Les fossés des Routes Départementales sont des dispositifs d'assainissement propres à la chaussée et ne sont pas prévus pour accueillir le déversement des eaux pluviales concentrées par l'urbanisation des bassins versants supérieurs.

  Afin d'éviter que les eaux pluviales issues de l'imperméabilisation des terrains urbanisés n'endommagent la structure de la chaussée ou le cas échéant n'inondent celle-ci, le Département propose à la commune d'intégrer au règlement de chaque zone le paragraphe suivant :

« *Lorsque les eaux pluviales collectées par les aménagements réalisés sur l'assiette foncière (eaux de toiture, surfaces imperméabilisées, voiries privées…) ne peuvent pas être rejetées dans le réseau public d'assainissement dimensionné à cet effet (réseau EP ou réseau unitaire), elles devront être traitées par un dispositif individuel d'évacuation dimensionné pour les besoins de l'opération, et ne pas être rejetées dans le réseau d'assainissement propre de la voirie départementale.* »

Toutefois, le rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement propre à la voirie départementale pourrait être autorisé à titre dérogatoire par le Département au regard d'une étude spécifique menée par la commune sur le bassin versant considéré. Cette étude devra démontrer que :

- le réseau d'assainissement de la route ne sera pas saturé,
- le surplus d'eau rapporté ne déstabilisera pas la structure de la chaussée,
- les travaux de redimensionnement du réseau nécessaires à écouler le surplus d'eau pluviale seront effectués avant l'urbanisation du secteur (conformément aux exigences).

- **Intégrer dans le règlement un point sur l'aspect des clôtures situées à proximité des carrefours et des accès**

L'édification des clôtures le long des voies publiques peut impacter fortement la sécurité des usagers, notamment au regard des conditions de visibilité. Afin de prendre en compte cet aspect, le Département propose à la commune d'intégrer au règlement de chaque zone le paragraphe suivant :

" *L'implantation des dispositifs de clôture (qu'ils soient édifiés ou végétaux) le long des Routes Départementales ne doit pas créer une gêne pour la circulation publique en empiétant sur les emprises de la voie et en diminuant la visibilité à l'approche des carrefours. A proximité des carrefours et des accès, la hauteur de ces dispositifs de clôture ne devra pas excéder la cote de 0,80 mètre en tout point du dégagement de visibilité.*"

Le Département rappelle que l'implantation des dispositifs de clôture le long des voies publiques doit être soumise à l'avis préalable du gestionnaire de la voie concernée notamment en vue de déterminer l'alignement au-delà duquel peuvent s'implanter ces dispositifs dans les conditions prévues par le PLU ou le document en tenant lieu.
S'il n'existe pas de plan d'alignement annexé au PLU, les dispositifs de clôture doivent s'établir au-delà de l'alignement individuel délivré par l'autorité gestionnaire de la voie concernée.

Le Département rappelle que les plantations (arbres d'alignement, haies…) doivent également respecter les dispositions définies par le Code de la Voirie Routière quant à leur recul par rapport à la limite du Domaine Public (article R.116-2 5°).

- **Consulter le Département sur les Emplacements Réservés (ER) à proximité des Routes Départementales**

Le Département demande à être consulté préalablement à l'aménagement des Emplacements Réservés au bénéfice de la commune qui jouxtent une Route Départementale, notamment pour des questions d'accès et/ou de sécurité. Cette demande vaut notamment pour les Emplacements Réservés suivants :

| ER | Aménagement |
|---|---|
| 51 | Aménagement de la voirie de la rue Hector Berlioz |

## 2. Rappels sur les plans et schémas institutionnels réalisés par le Département

### 2.1. Le schéma des Espaces Naturels Sensibles (ENS)

- **Préserver les sites ENS et permettre les travaux de conservation de la biodiversité**
  De manière générale, les sites ENS et acquisitions foncières ayant été soutenues par le Département dans le cadre de la politique ENS (Conservatoire des Terres Agricoles, Conservatoire des Terres Pastorales...) ont vocation à bénéficier d'un classement en zone naturelle, voire dans certains cas, en zone agricole, accompagné d'un règlement précisant les occupations du sol possibles compatibles avec leur caractère d'ENS Il est recommandé que le règlement associé à ces espaces et aux ENS déjà classés permette les travaux de conservation de la biodiversité et des paysages ainsi que les aménagements légers pour l'ouverture au public.

  Pour information, le Département a inscrit le site de « La Feuillée » au Réseau Ecologique Départemental (RED) des Espaces Naturels Sensibles.

  Par ailleurs, la mise en œuvre du plan de gestion transfrontalière a été réalisée au titre du Contrat Corridor Champagne Genevois.

## IV/ REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) D'ANNEMASSE (canton d'Annemasse)

La commune a soumis son projet aux personnes publiques associées, pour avis, par courrier du 30 novembre 2016, arrivé au Conseil départemental le 5 décembre 2016.

Le Département, après avoir pris connaissance du dossier de PLU arrêté, formule les remarques suivantes.

Tout d'abord, le Département constate la convergence des différentes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) avec ses propres préoccupations qui sont relayées par le document de référence « Haute-Savoie 2030 », document guidant l'action du Département autour de cinq orientations stratégiques pour le territoire :

- maîtriser le développement du département,
- accompagner les mutations de l'économie,
- organiser une mobilité plus durable,
- organiser les solidarités,
- redéfinir les modalités d'intervention du Département.

Par ailleurs, le Département a mis en place un document intitulé « politiques, projets et prescriptions », envoyé aux communes qui prescrivent l'élaboration ou la révision générale de leur PLU. Ce document présente les demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires, de rappels sur les plans et schémas institutionnels et de recommandations relatives aux politiques départementales. Dans ce cadre, le Conseil départemental souhaite apporter les compléments suivants :

## 1. Demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires

### 1.1. Les Routes Départementales (RD)

- **Limiter la création de nouveaux accès sur les Routes Départementales**
  Les accès sur les Routes Départementales, hors agglomération, doivent être limités, en privilégiant ceux existants, si les conditions de sécurité sont satisfaisantes.
  Ils devront autant que possible, faire l'objet d'un regroupement en un carrefour unique aménagé afin d'assurer la sécurité des usagers et la fluidité du trafic.

Les accès prévus dans les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que par les Emplacements Réservés devront ainsi être cohérents avec ces recommandations.

Il convient que la commune se rapproche de la Direction des Routes du Conseil départemental pour valider l'implantation des accès ainsi que leurs conditions de visibilité et de sécurité.

D'une manière générale, le Département souhaite être associé aux réflexions menées par la commune pour l'accessibilité des futures Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) situées le long des Routes Départementales.

- **Intégrer la notion d'accès sécurisés dans le règlement**

  A cet effet, le Département propose à la commune d'intégrer le paragraphe suivant à l'article 3 du règlement de toutes les zones du PLU :
  « *L'autorisation d'occupation du sol (permis de construire, d'aménager…) sera conditionnée par la prise en compte dans la desserte, du risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant les accès crées ou existants. Cette sécurité doit être appréciée au regard de la position de l'accès, des conditions de visibilité, de la configuration, de l'utilisation projetée ainsi que de l'intensité du trafic. La délivrance de l'autorisation d'occuper le sol peut être subordonnée à la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers spécifiques nécessaires au respect des conditions de sécurité mentionnées ci-dessus.* »

  Le Département rappelle que, préalablement à toute intervention sur le Domaine Public Routier, dans le cadre des travaux de réalisation d'un accès le bénéficiaire doit obtenir une permission de voirie délivrée à titre précaire et révocable par le gestionnaire de la voirie concernée (article L.113-2 du Code de la Voirie Routière).

  Lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme, le service instructeur des autorisations du droit des sols devra saisir, pour avis, les services du Département chargés de la gestion des Routes Départementales (Centres Techniques Départementaux) afin de préciser les caractéristiques techniques et les aménagements nécessaires à garantir la sécurité des trafics générés par l'opération foncière. Au titre de l'article R.111-5 du Code de l'Urbanisme, l'autorité gestionnaire de la voie peut refuser un accès si les garanties de sécurité ne sont pas obtenues ou si le tènement peut être desservi par une voie secondaire sur laquelle la gêne pour la circulation est moindre.

- **Réfléchir à la perception des limites d'agglomération pour influencer le comportement des automobilistes**

  Les limites d'agglomération ont pour effet de déterminer des règles différenciées en termes de vitesse autorisée, d'accès et de recul des constructions.
  L'agglomération est l'espace sur lequel sont regroupés des immeubles bâtis rapprochés, et à l'intérieur duquel les règles en matière d'urbanisme (densification, accès, reculs) et en matière d'aménagement de l'espace public (trottoirs, effets de porte, partage de l'espace) doivent contribuer à marquer sans ambigüité la rupture entre la rase campagne et le milieu urbain, et à influer le comportement des automobilistes (modération des vitesses, attention soutenue…).

  Ainsi, le Département recommande à la commune d'accorder une attention particulière à l'aménagement des entrées de ville dans les objectifs du PADD afin que la perception visuelle d'entrée dans un secteur urbanisé coïncide avec les limites d'agglomération. Pour cela, le Département souhaite que la détermination, par le Maire, des limites d'agglomération (article R.411-2 du Code de la Route) se fasse en concertation avec les services territoriaux de la Direction des Routes, afin de veiller au respect des dispositions de l'article R.110-2 du Code de la Route.

Le Département propose que la commune se rapproche de la Direction des Routes pour rechercher des dispositifs « à effet de porte » à mettre en place aux entrées d'agglomération afin que l'usager perçoive mieux les séquences routières « en agglomération » et « hors agglomération ».

- **Respecter un recul entre les Espaces Boisés Classés (EBC) et les Routes Départementales (RD)**

  Les limites du périmètre des Espaces Boisés Classés(au titre de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme) le long des Routes Départementales, devront respecter un recul de 10 mètres par rapport à la limite du Domaine Public, afin de permettre, le cas échéant, des aménagements de voirie.

- **Respecter un recul entre les constructions et les Routes Départementales (RD)**

  Les reculs préconisés par le Département permettent de :
  - maintenir une différenciation entre agglomération et hors agglomération,
  - garantir un maximum de sécurité aux usagers et aux habitants,
  - limiter les nuisances sonores générées par le trafic routier,
  - faciliter les opérations de viabilité hivernale,
  - aménager la plateforme sans démolition des constructions riveraines.

  Sur les sections de RD classées hors agglomération, afin de garantir des conditions de sécurité, tant aux usagers qu'aux riverains des Routes Départementales, le Département demande que les reculs ci-après soient intégrés au règlement et inscrits au plan de zonage :
  - **25 m de l'axe des Routes Départementales classées à grande circulation ou hiérarchisées en niveau Structurant (S), à savoir les RD2, 15, 19, 905A, 907, 1205 et 1206,**
  - **18 m de l'axe des Routes Départementales hiérarchisées en niveau ou Local (L), à savoir les RD15, 15A, 159 et 165.**

  Dans le cadre de la procédure d'élaboration ou de révision du PLU, des dérogations aux prescriptions de reculs préconisées ci-dessus pourront être envisagées, sans pouvoir être inférieures à 12 mètres par rapport à l'axe de la Route Départementale.
  Toutefois, dans les secteurs d'habitat diffus classés hors agglomération présentant une certaine densité, et où les reculs existants sont inférieurs à 12 mètres par rapport à l'axe de la RD, il pourra être admis d'aligner les constructions nouvelles sur le bâti existant.
  Ces dérogations aux reculs préconisés doivent être définies conjointement avec les services territoriaux de la Direction des Routes, et devront s'inscrire dans les objectifs départementaux de maintien de la viabilité et de la sécurité évoqués supra.

  **Il est par ailleurs rappelé à la commune que l'amendement Dupont (article L.111-6 du Code de l'Urbanisme) s'applique aux RD2 et 1206, classée route à grande circulation.**

- **Gérer les eaux pluviales aux abords des Routes Départementales (RD)**

  Les fossés des Routes Départementales sont des dispositifs d'assainissement propres à la chaussée et ne sont pas prévus pour accueillir le déversement des eaux pluviales concentrées par l'urbanisation des bassins versants supérieurs.

  Afin d'éviter que les eaux pluviales issues de l'imperméabilisation des terrains urbanisés n'endommagent la structure de la chaussée ou le cas échéant n'inondent celle-ci, le Département propose à la commune d'intégrer au règlement de chaque zone le paragraphe suivant :
  « *Lorsque les eaux pluviales collectées par les aménagements réalisés sur l'assiette foncière (eaux de toiture, surfaces imperméabilisées, voiries privées…) ne peuvent pas être rejetées dans le réseau public d'assainissement dimensionné à cet effet (réseau EP ou réseau unitaire), elles devront être traitées par un dispositif individuel d'évacuation dimensionné pour les besoins de l'opération, et ne pas être rejetées dans le réseau d'assainissement propre de la voirie départementale.* »

Toutefois, le rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement propre à la voirie départementale pourrait être autorisé à titre dérogatoire par le Département au regard d'une étude spécifique menée par la commune sur le bassin versant considéré. Cette étude devra démontrer que :

- le réseau d'assainissement de la route ne sera pas saturé,
- le surplus d'eau rapporté ne déstabilisera pas la structure de la chaussée,
- les travaux de redimensionnement du réseau nécessaires à écouler le surplus d'eau pluviale seront effectués avant l'urbanisation du secteur (conformément aux exigences).

➢ **Intégrer dans le règlement un point sur l'aspect des clôtures situées à proximité des carrefours et des accès**

L'édification des clôtures le long des voies publiques peut impacter fortement la sécurité des usagers, notamment au regard des conditions de visibilité. Afin de prendre en compte cet aspect, le Département propose à la commune d'intégrer au règlement de chaque zone le paragraphe suivant :

" *L'implantation des dispositifs de clôture (qu'ils soient édifiés ou végétaux) le long des Routes Départementales ne doit pas créer une gêne pour la circulation publique en empiétant sur les emprises de la voie et en diminuant la visibilité à l'approche des carrefours. A proximité des carrefours et des accès, la hauteur de ces dispositifs de clôture ne devra pas excéder la cote de 0,80 mètre en tout point du dégagement de visibilité.*"

Le Département rappelle que l'implantation des dispositifs de clôture le long des voies publiques doit être soumise à l'avis préalable du gestionnaire de la voie concernée notamment en vue de déterminer l'alignement au-delà duquel peuvent s'implanter ces dispositifs dans les conditions prévues par le PLU ou le document en tenant lieu.
S'il n'existe pas de plan d'alignement annexé au PLU, les dispositifs de clôture doivent s'établir au-delà de l'alignement individuel délivré par l'autorité gestionnaire de la voie concernée.

Le Département rappelle que les plantations (arbres d'alignement, haies…) doivent également respecter les dispositions définies par le Code de la Voirie Routière quant à leur recul par rapport à la limite du Domaine Public (article R.116-2 5°).

## 2. Recommandations du Département au titre des ses politiques départementales

### 2.1. <u>La pratique du vélo</u>

➢ **Sécuriser la pratique cyclable**

Le Département rappelle que conformément à l'article R.151-44 du Code de l'Urbanisme, il est possible de fixer dans le règlement du PLU des dispositions spécifiques pour le stationnement des deux-roues.
Si les articles R.111-14-4 et R.111-14-5 du Code la Construction imposent désormais des obligations aux constructeurs en matière de stationnement sécurisé des vélos pour les bâtiments neufs à usage principal d'habitation ou de bureaux, la commune peut étendre ces obligations pour les constructions à destination d'activités et d'équipements.
Des dispositions peuvent également être prises par le biais des OAP et des Emplacements Réservés pour développer le stationnement des vélos dans les espaces ouverts au public.

➢ **Accompagner le développement des loisirs**

Il est rappelé que la commune est concernée par des boucles cyclotouristiques balisées :

- Parcours n° 20 : Circuit du Salève
- Parcours n° 22 : Plateau des Bornes Nord
- Parcours n° 23 : Annemasse / Thonon
- Parcours n° 24 : Circuit de la Pierre aux Fées
- Parcours n° 26 : Balcons d'Annemasse
- Parcours n° 27 : Tour des Voirons
- Parcours n° 28 : Circuit de la Vallée Verte
- Parcours n° 49 : Thonon / Annemasse

Le Département encourage la commune à se rapprocher de ses services avant tout projet d'aménagement pouvant impacter ces tracés.

Il est recommandé à la commune de veiller à assurer une bonne qualité paysagère aux abords des différents itinéraires cyclables. Des prescriptions paysagères peuvent utilement être prévues dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), **notamment à l'arrière des zones d'activités, quand elles sont bordées par une voie verte,** afin d'atténuer les vues sur les zones de stockage de matériaux.

**après en avoir délibéré et enregistré l'abstention de Mme DULIEGE sur l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté de Communes du Pays d'Alby,**
**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**à l'unanimité,**

**I/ ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUI) DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'ALBY (canton de Rumilly)**

**DONNE** un avis favorable à la Communauté de Communes du Pays d'Alby sur le projet d'élaboration du PLUi et invite la collectivité à tenir compte des observations et recommandations formulées ci-dessus.

**II/ REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE CHARVONNEX (canton de Annecy-le-Vieux)**

**DONNE** un avis favorable à la commune de CHARVONNEX sur le projet de révision du PLU et invite la commune à tenir compte des observations et recommandations formulées ci-dessus.

**III/ REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS (canton de Saint-Julien-en-Genevois)**

**DONNE** un avis favorable à la commune de SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS sur le projet de révision du PLU et invite la commune à tenir compte des observations et recommandations formulées ci-dessus.

**IV/ REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) D'ANNEMASSE (canton d'Annemasse)**

**DONNE** un avis favorable à la commune d'ANNEMASSE sur le projet de révision du PLU et invite la commune à tenir compte des observations et recommandations formulées ci-dessus.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0074

**OBJET : I/ RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) D'EVIAN-LES-BAINS (CANTON D'EVIAN-LES-BAINS)**
**II/ RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE SAINT-MARTIN-BELLEVUE (CANTON D'ANNECY-LE-VIEUX)**
**III/ ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE MEGEVE (CANTON DE SALLANCHES)**
**IV/ ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE DINGY-EN-VUACHE (CANTON DE SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS)**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu l'article L.153-16 1 du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération n° CP-2014-0043 du 06 janvier 2014 portant sur la procédure d'association du Conseil départemental à l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme,

Vu la délibération du 26 juillet 2016 du Conseil municipal de la commune d'EVIAN-LES-BAINS portant sur l'arrêt du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme,

Vu la délibération du 26 juillet 2016 du Conseil municipal de la commune de SAINT-MARTIN-BELLEVUE portant sur l'arrêt du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme,

Vu la délibération du 02 août 2016 du Conseil municipal de la commune de MEGEVE portant sur l'arrêt du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme,

Vu la délibération du 06 septembre 2016 du Conseil municipal de la commune de DINGY-EN-VUACHE portant sur l'arrêt du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme,

Vu l'avis favorable émis par la 7ème Commission Aménagement du Territoire, Politique de l'Habitat, Développement Durable, Environnement, Agriculture, Forêt, Coopérations Européennes et Transfrontalières lors de sa réunion du 23 janvier 2017.

**I/ REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) D'EVIAN-LES-BAINS (canton d'Evian-les-Bains)**

La commune a soumis son projet aux personnes publiques associées, pour avis, par courrier du 15 septembre 2016, arrivé au Conseil départemental le 19 septembre 2016.

Le Département, après avoir pris connaissance du dossier de PLU arrêté, formule les remarques suivantes :

Tout d'abord, le Département constate la convergence des différentes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) avec ses propres préoccupations qui sont relayées par le document de référence « Haute-Savoie 2030 », document guidant l'action du Département autour de cinq orientations stratégiques pour le territoire :

- maîtriser le développement du département,
- accompagner les mutations de l'économie,
- organiser une mobilité plus durable,
- organiser les solidarités,
- redéfinir les modalités d'intervention du Département.

Par ailleurs, le Département a mis en place un document intitulé « politiques, projets et prescriptions », envoyé aux communes qui prescrivent l'élaboration ou la révision générale de leur PLU. Ce document présente les demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires, de rappels sur les plans et schémas institutionnels et de recommandations relatives aux politiques départementales. Dans ce cadre, le Conseil départemental souhaite apporter les compléments suivants :

## 1. Demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires

### 1.1. Les Routes Départementales (RD)

- **Limiter la création de nouveaux accès sur les Routes Départementales**

  Les accès sur les Routes Départementales, hors agglomération, doivent être limités, en privilégiant ceux existants, si les conditions de sécurité sont satisfaisantes. Ils devront autant que possible, faire l'objet d'un regroupement en un carrefour unique aménagé afin d'assurer la sécurité des usagers et la fluidité du trafic.
  Les accès prévus dans les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que par les Emplacements Réservés devront ainsi être cohérents avec ces recommandations.

  Il convient que la commune se rapproche de la Direction des Routes du Conseil départemental pour valider l'implantation des accès ainsi que leurs conditions de visibilité et de sécurité.

  D'une manière générale, le Département souhaite être associé aux réflexions menées par la commune pour l'accessibilité des futures Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) situées le long des Routes Départementales.

  Plus particulièrement, le Département attire l'attention de la commune sur les OAP « Grande-Rive » (2AUd) et « Verdannes / Tours » (1AUc / +150logts). Les dessertes de ces OAP via les RD1005 « carrefour Cygnes » et RD21 « carrefour St Thomas » (ER n°26) devront être étudiées en concertation avec l'Arrondissement des Routes de Thonon.

- **Réfléchir à la perception des limites d'agglomération pour influencer le comportement des automobilistes**

  Les limites d'agglomération ont pour effet de déterminer des règles différenciées en termes de vitesse autorisée, d'accès et de recul des constructions.

  L'agglomération est l'espace sur lequel sont regroupés des immeubles bâtis rapprochés, et à l'intérieur duquel les règles en matière d'urbanisme (densification, accès, reculs) et en matière d'aménagement de l'espace public (trottoirs, effets de porte, partage de l'espace) doivent contribuer à marquer sans ambigüité la rupture entre la rase campagne et le milieu urbain, et à influer le comportement des automobilistes (modération des vitesses, attention soutenue…).

  Ainsi, le Département recommande à la commune d'accorder une attention particulière à l'aménagement des entrées de ville dans les objectifs du PADD afin que la perception visuelle d'entrée dans un secteur urbanisé coïncide avec les limites d'agglomération. Pour cela, le Département souhaite que la détermination, par le Maire, des limites d'agglomération (article R.411-2 du Code de la Route) se fasse en concertation avec les services territoriaux de la Direction des Routes, afin de veiller au respect des dispositions de l'article R.110-2 du Code de la Route.

  Le Département propose que la commune se rapproche de la Direction des Routes pour rechercher des dispositifs « à effet de porte » à mettre en place aux entrées d'agglomération afin que l'usager perçoive mieux les séquences routières « en agglomération » et « hors agglomération ».

- **Respecter un recul entre les Espaces Boisés Classés (EBC) et les Routes Départementales (RD)**

  Les limites du périmètre des Espaces Boisés Classés (au titre de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme) le long des Routes Départementales, devront respecter un recul de 10 mètres par rapport à la limite du Domaine Public, afin de permettre, le cas échéant, des aménagements de voirie.

Le Département attire l'attention de la commune sur le respect de ces reculs notamment aux abords des RD1005, 11 et 21 (et plus particulièrement pour la RD21 aux abords du « Bois de Cuir »).

- **Respecter un recul entre les constructions et les Routes Départementales (RD)**

Les reculs préconisés par le Département permettent de :

- maintenir une différenciation entre agglomération et hors agglomération,
- garantir un maximum de sécurité aux usagers et aux habitants,
- limiter les nuisances sonores générées par le trafic routier,
- faciliter les opérations de viabilité hivernale,
- aménager la plateforme sans démolition des constructions riveraines.

Sur les sections de RD classées hors agglomération, afin de garantir des conditions de sécurité, tant aux usagers qu'aux riverains des routes départementales, le Département demande que les reculs ci-après soient intégrés au règlement et inscrits au plan de zonage :

- **25 m de l'axe des routes départementales classées à grande circulation ou hiérarchisées en niveau Structurant (S), à savoir les RD 1005, 11 et 21;**
- **18 m de l'axe des routes départementales hiérarchisées en niveau Economique (E) ou Local (L), à savoir la RD 24 ;**

Dans le cadre de la procédure d'élaboration ou de révision du PLU, des dérogations aux prescriptions de reculs préconisées ci-dessus pourront être envisagées, sans pouvoir être inférieures à 12 mètres par rapport à l'axe de la route départementale.
Toutefois, dans les secteurs d'habitat diffus classés hors agglomération présentant une certaine densité, et où les reculs existants sont inférieurs à 12 mètres par rapport à l'axe de la RD, il pourra être admis d'aligner les constructions nouvelles sur le bâti existant.
Ces dérogations aux reculs préconisés doivent être définies conjointement avec les services territoriaux de la Direction des Routes, et devront s'inscrire dans les objectifs départementaux de maintien de la viabilité et de la sécurité évoqués supra.

Plus particulièrement, le Département souhaite attirer l'attention de la commune sur le fait que l'article 6 des zones UD et UE semble instaurer le long des sections de la RD21 et la RD11 classées hors agglomération, des reculs inférieurs à ceux préconisés par le Département pour ce type d'itinéraire (recul par rapport à l'axe des routes structurantes = 25 m).

Ces reculs moindres peuvent être envisagés dans la mesure où ils s'inscriraient dans une volonté communale de densification urbaine conduisant à conférer aux itinéraires concernés un caractère d'agglomération. À cet effet, il souhaitable que les orientations du futur PLU intègrent dès à présent les besoins en équipements publics visant à partager l'espace public, sécuriser les modes actifs de déplacement et développer l'intermodalité transports collectifs / modes actifs.

Dans le cas où les itinéraires concernés seraient pressentis pour rester hors agglomération, il convient de rappeler que des reculs en deçà des minima préconisés par le Département, sans justification particulière (topographie contraignante, alignement architectural existant…), ne permettent pas de garantir aux usagers et aux riverains le niveau de sécurité et de confort qu'ils sont en droit d'attendre, voire sont susceptibles de compromettre les politiques départementales d'aménagement et d'exploitation de la route.

- **Intégrer dans le règlement un point sur l'aspect des clôtures situées à proximité des carrefours et des accès.**

L'édification des clôtures le long des voies publiques peut impacter fortement la sécurité des usagers, notamment au regard des conditions de visibilité.
Le Département rappelle que l'implantation des dispositifs de clôture le long des voies publiques doit être soumise à l'avis préalable du gestionnaire de la voie concernée notamment en vue de déterminer l'alignement au-delà duquel peuvent s'implanter ces dispositifs dans les conditions prévues par le PLU ou le document en tenant lieu.

S'il n'existe pas de plan d'alignement annexé au PLU, les dispositifs de clôture doivent s'établir au-delà de l'alignement individuel délivré par l'autorité gestionnaire de la voie concernée.

Étant admis que les plantations établies en vue de délimiter une propriété privée ne sont pas considérées comme des clôtures au sens du Code de l'Urbanisme, le Département rappelle que ces dernières sont également soumises à l'autorisation préalable du gestionnaire de la voie et devront satisfaire aux exigences de visibilité évoquées supra.
Conformément à l'article R.116-2 du Code de la Voirie Roulière, aucune plantation de plus de 2 mètres de haut ne pourra s'établir à moins de 2 mètres de la limite du domaine public.
En outre, le long des routes hors agglomération, en l'absence d'un dispositif de clôture édifié dans les formes exigées par le PLU, les plantations d'une hauteur inférieure ou égale à 2 mètres qui présenteraient un tronc à l'âge adulte de plus de 10 cm de diamètre, doivent s'établir à plus de 4 mètres du bord de chaussée.

Afin de prendre en compte cet aspect, le Département propose à la commune d'intégrer au règlement de chaque zone le paragraphe suivant :
" *L'implantation des dispositifs de clôture (qu'ils soient édifiés ou végétaux) le long des routes départementales ne doit pas créer une gêne pour la circulation publique en empiétant sur les emprises de la voie et en diminuant la visibilité à l'approche des carrefours. A proximité des carrefours et des accès, la hauteur de ces dispositifs de clôture ne devra pas excéder la cote de 0,80 mètre en tout point du dégagement de visibilité.*"
**Ainsi, la rédaction des articles UA 11 (aspect des clôtures) et UB 11 (aspect des clôtures) dans sa mention « aucun dispositif occultant autre que végétal » semble peu compatible avec les exigences de visibilité.**

- **Consulter le Département sur les Emplacements Réservés (ER) à proximité des routes départementales.**
  Le Département demande à être consulté préalablement à l'aménagement des emplacements réservés au bénéfice de la commune qui jouxtent une route départementale, notamment pour des questions d'accès et/ou de sécurité. Cette demande vaut notamment pour les emplacements réservés suivants :

| ER | Aménagement |
|---|---|
| 8 | Création d'un parking public |
| 9 | Aménagement d'un espace public à Grande Rive |
| 10 | Aménagement d'une voie à Grande Rive |
| 12 | Création d'un accès pour l'opération de Grande Rive |
| 26 | Aménagement de sécurisation du carrefour entre RD 21 et la route de Saint-Thomas |
| 16+16bis | Aménagement d'un sentier littoral de 3.25 m de largeur |

## II/ REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE SAINT-MARTIN-BELLEVUE (canton d'Annecy-le-Vieux)

La commune a soumis son projet aux personnes publiques associées, pour avis, par courrier du 22 septembre 2016, arrivé au Conseil départemental le 27 septembre 2016.

Le Département, après avoir pris connaissance du dossier de PLU arrêté, formule les remarques suivantes :

Tout d'abord, le Département constate la convergence des différentes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) avec ses propres préoccupations qui sont relayées par le document de référence « Haute-Savoie 2030 », document guidant l'action du Département autour de cinq orientations stratégiques pour le territoire :

- maîtriser le développement du département,
- accompagner les mutations de l'économie,
- organiser une mobilité plus durable,
- organiser les solidarités,
- redéfinir les modalités d'intervention du Département.

Par ailleurs, le Département a mis en place un document intitulé « politiques, projets et prescriptions », envoyé aux communes qui prescrivent l'élaboration ou la révision générale de leur PLU. Ce document présente les demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires, de rappels sur les plans et schémas institutionnels et de recommandations relatives aux politiques départementales. Dans ce cadre, le Conseil départemental souhaite apporter les compléments suivants :

## 1. Demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires

### 1.1. Les Routes Départementales (RD)

- **Limiter la création de nouveaux accès sur les Routes Départementales**

  Les accès sur les Routes Départementales, hors agglomération, doivent être limités, en privilégiant ceux existants, si les conditions de sécurité sont satisfaisantes. Ils devront autant que possible, faire l'objet d'un regroupement en un carrefour unique aménagé afin d'assurer la sécurité des usagers et la fluidité du trafic.
  Les accès prévus dans les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que par les Emplacements Réservés devront ainsi être cohérents avec ces recommandations.

  Il convient que la commune se rapproche de la Direction des Routes du Conseil départemental pour valider l'implantation des accès ainsi que leurs conditions de visibilité et de sécurité.

  D'une manière générale, le Département souhaite être associé aux réflexions menées par la commune pour l'accessibilité des futures Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) situées le long des Routes Départementales.

  **Plus particulièrement, le Département (arrondissement d'Annecy) devra être consulté à l'occasion de l'ouverture à l'urbanisation des OAP 1 « Le Villaret » (RD114), OAP 2 « Les Diacquenods » (RD14), OAP 6 « Eco-hameau Mercier » (RD14), OAP 7 « Les Sauts » (RD175, RD174).**

- **Intégrer la notion d'accès sécurisés dans le règlement**

  A cet effet, le Département propose à la commune d'intégrer le paragraphe suivant à l'article 3 du règlement de toutes les zones du PLU :
  « *L'autorisation d'occupation du sol (permis de construire, d'aménager…) sera conditionnée par la prise en compte dans la desserte, du risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant les accès crées ou existants. Cette sécurité doit être appréciée au regard de la position de l'accès, des conditions de visibilité, de la configuration, de l'utilisation projetée ainsi que de l'intensité du trafic. La délivrance de l'autorisation d'occuper le sol peut être subordonnée à la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers spécifiques nécessaires au respect des conditions de sécurité mentionnées ci-dessus.* ».

  Le Département rappelle que, préalablement à toute intervention sur le Domaine Public Routier, dans le cadre des travaux de réalisation d'un accès le bénéficiaire doit obtenir une permission de voirie délivrée à titre précaire et révocable par le gestionnaire de la voirie concernée (article L.113-2 du Code de la Voirie Routière).

Lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme, le service instructeur des autorisations du droit des sols devra saisir, pour avis, les services du Département chargés de la gestion des Routes Départementales (Centres Techniques Départementaux) afin de préciser les caractéristiques techniques et les aménagements nécessaires à garantir la sécurité des trafics générés par l'opération foncière. Au titre de l'article R.111-5 du Code de l'Urbanisme, l'autorité gestionnaire de la voie peut refuser un accès si les garanties de sécurité ne sont pas obtenues ou si le tènement peut être desservi par une voie secondaire sur laquelle la gêne pour la circulation est moindre.

- **Réfléchir à la perception des limites d'agglomération pour influencer le comportement des automobilistes**

  Les limites d'agglomération ont pour effet de déterminer des règles différenciées en termes de vitesse autorisée, d'accès et de recul des constructions.

  L'agglomération est l'espace sur lequel sont regroupés des immeubles bâtis rapprochés, et à l'intérieur duquel les règles en matière d'urbanisme (densification, accès, reculs) et en matière d'aménagement de l'espace public (trottoirs, effets de porte, partage de l'espace) doivent contribuer à marquer sans ambigüité la rupture entre la rase campagne et le milieu urbain, et à influer le comportement des automobilistes (modération des vitesses, attention soutenue…)

  Ainsi, le Département recommande à la commune d'accorder une attention particulière à l'aménagement des entrées de ville dans les objectifs du PADD afin que la perception visuelle d'entrée dans un secteur urbanisé coïncide avec les limites d'agglomération. Pour cela, le Département souhaite que la détermination, par le Maire, des limites d'agglomération (article R.411-2 du Code de la Route) se fasse en concertation avec les services territoriaux de la Direction des Routes, afin de veiller au respect des dispositions de l'article R.110-2 du Code de la Route.

  Le Département propose que la commune se rapproche de la Direction des Routes pour rechercher des dispositifs « à effet de porte » à mettre en place aux entrées d'agglomération afin que l'usager perçoive mieux les séquences routières « en agglomération » et « hors agglomération ».

- **Respecter un recul entre les Espaces Boisés Classés (EBC) et les Routes Départementales (RD)**

  Les limites du périmètre des Espaces Boisés Classés(au titre de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme) le long des Routes Départementales, devront respecter un recul de 10 mètres par rapport à la limite du Domaine Public, afin de permettre, le cas échéant, des aménagements de voirie.

- **Respecter un recul entre les constructions et les Routes Départementales (RD)**

  Les reculs préconisés par le Département permettent de :
  - maintenir une différenciation entre agglomération et hors agglomération,
  - garantir un maximum de sécurité aux usagers et aux habitants,
  - limiter les nuisances sonores générées par le trafic routier,
  - faciliter les opérations de viabilité hivernale,
  - aménager la plateforme sans démolition des constructions riveraines.

  Sur les sections de RD classées hors agglomération, afin de garantir des conditions de sécurité, tant aux usagers qu'aux riverains des Routes Départementales, le Département demande que les reculs ci-après soient intégrés au règlement et inscrits au plan de zonage :
  - **40 mètres de part et d'autre de l'axe des déviations d'agglomération et des routes express, à savoir la RD1201, 1203 ;**
  - **25 m de l'axe des Routes Départementales classées à grande circulation ou hiérarchisées en niveau Structurant (S), à savoir les RD1201, 1203 et RD2 ;**
  - **18 m de l'axe des Routes Départementales hiérarchisées en niveau Local (L), à savoir la/les RD14, 114, 172, 173 ;**

Dans le cadre de la procédure d'élaboration ou de révision du PLU, des dérogations aux prescriptions de reculs préconisées ci-dessus pourront être envisagées, sans pouvoir être inférieures à 12 mètres par rapport à l'axe de la Route Départementale.
Toutefois, dans les secteurs d'habitat diffus classés hors agglomération présentant une certaine densité, et où les reculs existants sont inférieurs à 12 mètres par rapport à l'axe de la RD, il pourra être admis d'aligner les constructions nouvelles sur le bâti existant.
Ces dérogations aux reculs préconisés doivent être définies conjointement avec les services territoriaux de la Direction des Routes, et devront s'inscrire dans les objectifs départementaux de maintien de la viabilité et de la sécurité évoqués supra.

Il est par ailleurs rappelé à la commune que l'amendement Dupont (article L.111-1-4 du Code de l'Urbanisme) s'applique à la RD1201 et 1203, classée route à grande circulation.

- **Gérer les eaux pluviales aux abords des Routes Départementales (RD)**

Les fossés des Routes Départementales sont des dispositifs d'assainissement propres à la chaussée et ne sont pas prévus pour accueillir le déversement des eaux pluviales concentrées par l'urbanisation des bassins versants supérieurs.

Afin d'éviter que les eaux pluviales issues de l'imperméabilisation des terrains urbanisés n'endommagent la structure de la chaussée ou le cas échéant n'inondent celle-ci, le Département propose à la commune d'intégrer au règlement de chaque zone le paragraphe suivant :
« *Lorsque les eaux pluviales collectées par les aménagements réalisés sur l'assiette foncière (eaux de toiture, surfaces imperméabilisées, voiries privées…) ne peuvent pas être rejetées dans le réseau public d'assainissement dimensionné à cet effet (réseau EP ou réseau unitaire), elles devront être traitées par un dispositif individuel d'évacuation dimensionné pour les besoins de l'opération, et ne pas être rejetées dans le réseau d'assainissement propre de la voirie départementale.* ».

Toutefois, le rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement propre à la voirie départementale pourrait être autorisé à titre dérogatoire par le Département au regard d'une étude spécifique menée par la commune sur le bassin versant considéré. Cette étude devra démontrer que :
- le réseau d'assainissement de la route ne sera pas saturé,
- le surplus d'eau rapporté ne déstabilisera pas la structure de la chaussée,
- les travaux de redimensionnement du réseau nécessaires à écouler le surplus d'eau pluviale seront effectués avant l'urbanisation du secteur (conformément aux exigences).

- **Intégrer dans le règlement un point sur l'aspect des clôtures situées à proximité des carrefours et des accès**

L'édification des clôtures le long des voies publiques peut impacter fortement la sécurité des usagers, notamment au regard des conditions de visibilité. Afin de prendre en compte cet aspect, le Département propose à la commune d'intégrer au règlement de chaque zone le paragraphe suivant :
" *L'implantation des dispositifs de clôture (qu'ils soient édifiés ou végétaux) le long des Routes Départementales ne doit pas créer une gêne pour la circulation publique en empiétant sur les emprises de la voie et en diminuant la visibilité à l'approche des carrefours. A proximité des carrefours et des accès, la hauteur de ces dispositifs de clôture ne devra pas excéder la cote de 0,80 mètre en tout point du dégagement de visibilité.*"

Le Département rappelle que l'implantation des dispositifs de clôture le long des voies publiques doit être soumise à l'avis préalable du gestionnaire de la voie concernée notamment en vue de déterminer l'alignement au-delà duquel peuvent s'implanter ces dispositifs dans les conditions prévues par le PLU ou le document en tenant lieu.
S'il n'existe pas de plan d'alignement annexé au PLU, les dispositifs de clôture doivent s'établir au-delà de l'alignement individuel délivré par l'autorité gestionnaire de la voie concernée.

Le Département rappelle que les plantations (arbres d'alignement, haies…) doivent également respecter les dispositions définies par le Code de la Voirie Routière quant à leur recul par rapport à la limite du Domaine Public (article R.116-2 5°).

- **Consulter le Département sur les Emplacements Réservés (ER) à proximité des Routes Départementales.**
  Le Département attire l'attention de la commune sur **l'emplacement réservé n°11 : ce dernier doit être au profit de la commune et non pas à celui du Département**.

**III/ ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE MEGEVE (canton de Sallanches)**

La commune a soumis son projet aux personnes publiques associées, pour avis, par courrier du 11 août 2016, arrivé au Conseil départemental le 16 août 2016.

Le Département, après avoir pris connaissance du dossier de PLU arrêté, formule les remarques suivantes :

Tout d'abord, le Département constate la convergence des différentes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) avec ses propres préoccupations qui sont relayées par le document de référence « Haute-Savoie 2030 », document guidant l'action du Département autour de cinq orientations stratégiques pour le territoire :

- maîtriser le développement du département,
- accompagner les mutations de l'économie,
- organiser une mobilité plus durable,
- organiser les solidarités,
- redéfinir les modalités d'intervention du Département.

Par ailleurs, le Département a mis en place un document intitulé « politiques, projets et prescriptions », envoyé aux communes qui prescrivent l'élaboration ou la révision générale de leur PLU. Ce document présente les demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires, de rappels sur les plans et schémas institutionnels et de recommandations relatives aux politiques départementales. Dans ce cadre, le Conseil départemental souhaite apporter les compléments suivants :

**1. Demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires**

**1.1. <u>Les Routes Départementales</u> (RD)**

- **Limiter la création de nouveaux accès sur les Routes Départementales**
  Les accès sur les Routes Départementales, hors agglomération, doivent être limités, en privilégiant ceux existants, si les conditions de sécurité sont satisfaisantes. Ils devront autant que possible, faire l'objet d'un regroupement en un carrefour unique aménagé afin d'assurer la sécurité des usagers et la fluidité du trafic.
  Les accès prévus dans les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que par les Emplacements Réservés devront ainsi être cohérents avec ces recommandations.

  D'une manière générale, il convient que la commune se rapproche de la Direction des Routes du Conseil Départemental pour valider l'implantation des accès ainsi que leurs conditions de visibilité et de sécurité.

  D'une manière générale, le Département souhaite être associé aux réflexions menées par la commune pour l'accessibilité des futures Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) situées le long des Routes Départementales.

**La commune prévoit un développement important de l'urbanisation dans le secteur entrée ouest de l'agglomération (Secteur Les Veriaz), deux OAP sont présentées dans le projet de PLU. En 2013, un projet de carrefour giratoire avait été étudié par la commune et présenté en commission voirie. Le PLU ne fait aucune mention de ce projet de carrefour et les OAP n'en tiennent pas compte. Au vu des enjeux importants sur ce secteur, le CD74 reste dans l'attente de précisions quant aux dessertes des projets, des éventuels impacts en termes d'aménagement sur la RD1212, et sur les limites d'agglomération.**

Plus particulièrement, le Département attire l'attention de la commune sur :

- OAP n° 1 « Les Abords du Palais des Sports » : le Département souhaite être associé aux réflexions concernant la mise en œuvre de cette OAP : accès et dessertes modes doux et motorisés (RD1212).

- OAP n° 3 et 4 « La Contamine » : la desserte du tènement est envisagée depuis RD1212. Le Département souhaite être associé à la mise en œuvre de cette OAP.

- OAP n° 6 « Les Veriaz Ouest » : La Route de Prariand se connecte à l'ouest sur la RD1212 par un carrefour aménagé avec voies de « tourne à gauche » et par un autre carrefour plus confidentiel. A l'est, la route de Prariand rejoint la route du Villaret puis la RD1212. Un projet de carrefour avait été envisagé par la commune, projet dont il n'est plus fait mention aujourd'hui. Le CD 74 reste donc dans l'attente de précisions quant à la desserte de ce secteur à forts enjeux.

- OAP n °7 « Les Veriaz Est » : le Département souhaite être associé aux réflexions concernant la mise en œuvre de cette OAP : l'accès principal est envisagé depuis la RD1212, via le délaissé existant le long de la RD. L'OAP prévoit un complexe touristique de 600 lits, le projet de desserte nécessitera une étude approfondie. Comme indiqué plus haut, un projet de carrefour avait été envisagé par la commune, projet dont il n'est plus fait mention aujourd'hui. Le CD 74 reste donc dans l'attente de précisions quant à la desserte de ce secteur à forts enjeux.

- OAP n °8 « Dessous le Calvaire » : le Département souhaite être associé aux réflexions concernant la mise en œuvre de cette OAP : accès sur la RD309A et soutènements nécessaires au vu de la topographie du tènement.

- **Réfléchir à la perception des limites d'agglomération pour influencer le comportement des automobilistes**

Les limites d'agglomération ont pour effet de déterminer des règles différenciées en termes de vitesse autorisée, d'accès et de recul des constructions.

L'agglomération est l'espace sur lequel sont regroupés des immeubles bâtis rapprochés, et à l'intérieur duquel les règles en matière d'urbanisme (densification, accès, reculs) et en matière d'aménagement de l'espace public (trottoirs, effets de porte, partage de l'espace) doivent contribuer à marquer sans ambigüité la rupture entre la rase campagne et le milieu urbain, et à influer le comportement des automobilistes (modération des vitesses, attention soutenue…).

Ainsi, le Département recommande à la commune d'accorder une attention particulière à l'aménagement des entrées de ville dans les objectifs du PADD afin que la perception visuelle d'entrée dans un secteur urbanisé coïncide avec les limites d'agglomération.
Pour cela, le Département souhaite que la détermination, par le Maire, des limites d'agglomération (article R.411-2 du Code de la Route) se fasse en concertation avec les services territoriaux de la Direction des Routes, afin de veiller au respect des dispositions de l'article R.110-2 du Code de la Route

Le Département propose que la commune se rapproche de la Direction des Routes pour rechercher des dispositifs « à effet de porte » à mettre en place aux entrées d'agglomération afin que l'usager perçoive mieux les séquences routières « en agglomération » et « hors agglomération ».

**Un attention particulière devra être accordée concernant l'entrée Est de la commune (coté Praz-sur-Arly).**

- **Respecter un recul entre les Espaces Boisés Classés (EBC) et les Routes Départementales (RD)**

  Les limites du périmètre des Espaces Boisés Classés(au titre de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme) le long des Routes Départementales, devront respecter un recul de 10 mètres par rapport à la limite du Domaine Public, afin de permettre, le cas échéant, des aménagements de voirie.

- **Gérer les eaux pluviales aux abords des Routes Départementales (RD)**

  Les fossés des Routes Départementales sont des dispositifs d'assainissement propres à la chaussée et ne sont pas prévus pour accueillir le déversement des eaux pluviales concentrées par l'urbanisation des bassins versants supérieurs.

  Afin d'éviter que les eaux pluviales issues de l'imperméabilisation des terrains urbanisés n'endommagent la structure de la chaussée ou le cas échéant n'inondent celle-ci, le Département propose à la commune d'intégrer au règlement de chaque zone le paragraphe suivant :

  « *Lorsque les eaux pluviales collectées par les aménagements réalisés sur l'assiette foncière (eaux de toiture, surfaces imperméabilisées, voiries privées…) ne peuvent pas être rejetées dans le réseau public d'assainissement dimensionné à cet effet (réseau EP ou réseau unitaire), elles devront être traitées par un dispositif individuel d'évacuation dimensionné pour les besoins de l'opération, et ne pas être rejetées dans le réseau d'assainissement propre de la voirie départementale.* »

  Toutefois, le rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement propre à la voirie départementale pourrait être autorisé à titre dérogatoire par le Département au regard d'une étude spécifique menée par la commune sur le bassin versant considéré. Cette étude devra démontrer que :

  - le réseau d'assainissement de la route ne sera pas saturé,
  - le surplus d'eau rapporté ne déstabilisera pas la structure de la chaussée,
  - les travaux de redimensionnement du réseau nécessaires à écouler le surplus d'eau pluviale seront effectués avant l'urbanisation du secteur (conformément aux exigences).

- **Intégrer dans le règlement un point sur l'aspect des clôtures situées à proximité des carrefours et des accès**

  L'édification des clôtures le long des voies publiques peut impacter fortement la sécurité des usagers, notamment au regard des conditions de visibilité. Afin de prendre en compte cet aspect, le Département propose à la commune d'intégrer au règlement de chaque zone le paragraphe suivant :

  " *L'implantation des dispositifs de clôture (qu'ils soient édifiés ou végétaux) le long des Routes Départementales ne doit pas créer une gêne pour la circulation publique en empiétant sur les emprises de la voie et en diminuant la visibilité à l'approche des carrefours. A proximité des carrefours et des accès, la hauteur de ces dispositifs de clôture ne devra pas excéder la cote de 0,80 mètre en tout point du dégagement de visibilité.*"

  Le Département rappelle que l'implantation des dispositifs de clôture le long des voies publiques doit être soumise à l'avis préalable du gestionnaire de la voie concernée notamment en vue de déterminer l'alignement au-delà duquel peuvent s'implanter ces dispositifs dans les conditions prévues par le PLU ou le document en tenant lieu.

S'il n'existe pas de plan d'alignement annexé au PLU, les dispositifs de clôture doivent s'établir au-delà de l'alignement individuel délivré par l'autorité gestionnaire de la voie concernée.

Le Département rappelle que les plantations (arbres d'alignement, haies…) doivent également respecter les dispositions définies par le Code de la Voirie Routière quant à leur recul par rapport à la limite du Domaine Public (article R.116-2 5°).

- **Consulter le Département sur les Emplacements Réservés (ER) à proximité des Routes Départementales**

  Le Département demande à être consulté préalablement à l'aménagement des Emplacements Réservés au bénéfice de la commune qui jouxtent une Route Départementale, notamment pour des questions d'accès et/ou de sécurité. Cette demande vaut notamment pour les Emplacements Réservés suivants :

| ER | Aménagement | RD concernée |
|---|---|---|
| 7 | Retornes – Création d'une route de 8m | RD1212 |
| 11 | Elargissement de la plate-forme entre « Les Epennis » et le « Nant Valais » | RD309 |
| 12 | Route d'Odier : Elargissement à 8 mètres | |
| 14 | Création d'un cheminement piéton Route du Mont d' Arbois | RD309 |
| 16 | Création d'une plateforme arrêt bus, point de tri sélectif, et d'une décharge à neige | |
| 20 | Création d'un point de tri sélectif | RD309 |
| 23 | Création d'un point de tri sélectif | RD309 |
| 27 | La Contamine – création d'un accès à 5.5 m de plate-forme | |

Le Département souhaite attirer l'attention de la commune sur l'ER n°16 « Création d'une plateforme arrêt bus, point de tri sélectif, et d'une décharge à neige » : le département souhaite être consulté préalablement. Ce secteur est situé hors agglomération, le CD 74 n'autorise à priori pas un aménagement commun arrêt bus/point de tri.

**IV/ ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE DINGY-EN-VUACHE (canton de Saint-Julien-en-Genevois)**

La commune a soumis son projet aux personnes publiques associées, pour avis, par courrier du 13 septembre 2016, arrivé au Conseil départemental le 13 septembre 2016.

Le Département, après avoir pris connaissance du dossier de PLU arrêté, formule les remarques suivantes :

Tout d'abord, le Département constate la convergence des différentes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) avec ses propres préoccupations qui sont relayées par le document de référence « Haute-Savoie 2030 », document guidant l'action du Département autour de cinq orientations stratégiques pour le territoire :

- maîtriser le développement du département,
- accompagner les mutations de l'économie,
- organiser une mobilité plus durable,
- organiser les solidarités,
- redéfinir les modalités d'intervention du Département.

Par ailleurs, le Département a mis en place un document intitulé « politiques, projets et prescriptions », envoyé aux communes qui prescrivent l'élaboration ou la révision générale de leur PLU. Ce document présente les demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires, de rappels sur les plans et schémas institutionnels et de recommandations relatives aux politiques départementales. Dans ce cadre, le Conseil départemental souhaite apporter les compléments suivants :

## 1. Demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires

### 1.1. Les Routes Départementales (RD)

- **Limiter la création de nouveaux accès sur les Routes Départementales**

Les accès sur les Routes Départementales, hors agglomération, doivent être limités, en privilégiant ceux existants, si les conditions de sécurité sont satisfaisantes. Ils devront autant que possible, faire l'objet d'un regroupement en un carrefour unique aménagé afin d'assurer la sécurité des usagers et la fluidité du trafic.
Les accès prévus dans les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que par les Emplacements Réservés devront ainsi être cohérents avec ces recommandations.

Il convient que la commune se rapproche de la Direction des Routes du Conseil Départemental pour valider l'implantation des accès ainsi que leurs conditions de visibilité et de sécurité.

D'une manière générale, le Département souhaite être associé aux réflexions menées par la commune pour l'accessibilité des futures Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) situées le long des Routes Départementales.

- **Intégrer la notion d'accès sécurisés dans le règlement**

A cet effet, le Département propose à la commune d'intégrer le paragraphe suivant à l'article 3 du règlement de toutes les zones du PLU :
« *L'autorisation d'occupation du sol (permis de construire, d'aménager…) sera conditionnée par la prise en compte dans la desserte, du risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant les accès crées ou existants. Cette sécurité doit être appréciée au regard de la position de l'accès, des conditions de visibilité, de la configuration, de l'utilisation projetée ainsi que de l'intensité du trafic. La délivrance de l'autorisation d'occuper le sol peut être subordonnée à la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers spécifiques nécessaires au respect des conditions de sécurité mentionnées ci-dessus.* ».

Le Département rappelle que, préalablement à toute intervention sur le Domaine Public Routier, dans le cadre des travaux de réalisation d'un accès le bénéficiaire doit obtenir une permission de voirie délivrée à titre précaire et révocable par le gestionnaire de la voirie concernée (article L.113-2 du Code de la Voirie Routière).

Lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme, le service instructeur des autorisations du droit des sols devra saisir, pour avis, les services du Département chargés de la gestion des Routes Départementales (Centres Techniques Départementaux) afin de préciser les caractéristiques techniques et les aménagements nécessaires à garantir la sécurité des trafics générés par l'opération foncière. Au titre de l'article R.111-5 du Code de l'Urbanisme, l'autorité gestionnaire de la voie peut refuser un accès si les garanties de sécurité ne sont pas obtenues ou si le tènement peut être desservi par une voie secondaire sur laquelle la gêne pour la circulation est moindre.

- **Réfléchir à la perception des limites d'agglomération pour influencer le comportement des automobilistes**

Les limites d'agglomération ont pour effet de déterminer des règles différenciées en termes de vitesse autorisée, d'accès et de recul des constructions.

L'agglomération est l'espace sur lequel sont regroupés des immeubles bâtis rapprochés, et à l'intérieur duquel les règles en matière d'urbanisme (densification, accès, reculs) et en matière d'aménagement de l'espace public (trottoirs, effets de porte, partage de l'espace) doivent contribuer à marquer sans ambigüité la rupture entre la rase campagne et le milieu urbain, et à influer le comportement des automobilistes (modération des vitesses, attention soutenue…).

Ainsi, le Département recommande à la commune d'accorder une attention particulière à l'aménagement des entrées de ville dans les objectifs du PADD afin que la perception visuelle d'entrée dans un secteur urbanisé coïncide avec les limites d'agglomération. Pour cela, le Département souhaite que la détermination, par le Maire, des limites d'agglomération (article R.411-2 du Code de la Route) se fasse en concertation avec les services territoriaux de la Direction des Routes, afin de veiller au respect des dispositions de l'article R.110-2 du Code de la Route.

Le Département propose que la commune se rapproche de la Direction des Routes pour rechercher des dispositifs « à effet de porte » à mettre en place aux entrées d'agglomération afin que l'usager perçoive mieux les séquences routières « en agglomération » et « hors agglomération ».

- **Respecter un recul entre les Espaces Boisés Classés (EBC) et les Routes Départementales (RD)**

  Les limites du périmètre des Espaces Boisés Classés(au titre de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme) le long des Routes Départementales, devront respecter un recul de 10 mètres par rapport à la limite du Domaine Public, afin de permettre, le cas échéant, des aménagements de voirie.

- **Respecter un recul entre les constructions et les Routes Départementales (RD)**

  Les reculs préconisés par le Département permettent de :
  - maintenir une différenciation entre agglomération et hors agglomération,
  - garantir un maximum de sécurité aux usagers et aux habitants,
  - limiter les nuisances sonores générées par le trafic routier,
  - faciliter les opérations de viabilité hivernale,
  - aménager la plateforme sans démolition des constructions riveraines.

  Sur les sections de RD classées hors agglomération, afin de garantir des conditions de sécurité, tant aux usagers qu'aux riverains des Routes Départementales, le Département demande que les reculs ci-après soient intégrés au règlement et inscrits au plan de zonage :
  - 18 m de l'axe des Routes Départementales hiérarchisées en niveau Local (L), à savoir les RD7, 47 et 347 ;

  Dans le cadre de la procédure d'élaboration ou de révision du PLU, des dérogations aux prescriptions de reculs préconisées ci-dessus pourront être envisagées, sans pouvoir être inférieures à 12 mètres par rapport à l'axe de la Route Départementale.
  Toutefois, dans les secteurs d'habitat diffus classés hors agglomération présentant une certaine densité, et où les reculs existants sont inférieurs à 12 mètres par rapport à l'axe de la RD, il pourra être admis d'aligner les constructions nouvelles sur le bâti existant.
  Ces dérogations aux reculs préconisés doivent être définies conjointement avec les services territoriaux de la Direction des Routes, et devront s'inscrire dans les objectifs départementaux de maintien de la viabilité et de la sécurité évoqués supra.

- **Gérer les eaux pluviales aux abords des Routes Départementales (RD)**

  Les fossés des Routes Départementales sont des dispositifs d'assainissement propres à la chaussée et ne sont pas prévus pour accueillir le déversement des eaux pluviales concentrées par l'urbanisation des bassins versants supérieurs.
  Afin d'éviter que les eaux pluviales issues de l'imperméabilisation des terrains urbanisés n'endommagent la structure de la chaussée ou le cas échéant n'inondent celle-ci, le Département propose à la commune d'intégrer au règlement de chaque zone le paragraphe suivant :
  « *Lorsque les eaux pluviales collectées par les aménagements réalisés sur l'assiette foncière (eaux de toiture, surfaces imperméabilisées, voiries privées…) ne peuvent pas être rejetées dans le réseau public d'assainissement dimensionné à cet effet (réseau EP ou réseau unitaire), elles devront être traitées par un dispositif individuel d'évacuation dimensionné pour les besoins de l'opération, et ne pas être rejetées dans le réseau d'assainissement propre de la voirie départementale.* »

Toutefois, le rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement propre à la voirie départementale pourrait être autorisé à titre dérogatoire par le Département au regard d'une étude spécifique menée par la commune sur le bassin versant considéré. Cette étude devra démontrer que :

- le réseau d'assainissement de la route ne sera pas saturé,
- le surplus d'eau rapporté ne déstabilisera pas la structure de la chaussée,
- les travaux de redimensionnement du réseau nécessaires à écouler le surplus d'eau pluviale seront effectués avant l'urbanisation du secteur (conformément aux exigences).

- **Intégrer dans le règlement un point sur l'aspect des clôtures situées à proximité des carrefours et des accès**

  L'édification des clôtures le long des voies publiques peut impacter fortement la sécurité des usagers, notamment au regard des conditions de visibilité. Afin de prendre en compte cet aspect, le Département propose à la commune d'intégrer au règlement de chaque zone le paragraphe suivant :

  "*L'implantation des dispositifs de clôture (qu'ils soient édifiés ou végétaux) le long des Routes Départementales ne doit pas créer une gêne pour la circulation publique en empiétant sur les emprises de la voie et en diminuant la visibilité à l'approche des carrefours. A proximité des carrefours et des accès, la hauteur de ces dispositifs de clôture ne devra pas excéder la cote de 0,80 mètre en tout point du dégagement de visibilité.*"

  Le Département rappelle que l'implantation des dispositifs de clôture le long des voies publiques doit être soumise à l'avis préalable du gestionnaire de la voie concernée notamment en vue de déterminer l'alignement au-delà duquel peuvent s'implanter ces dispositifs dans les conditions prévues par le PLU ou le document en tenant lieu.
  S'il n'existe pas de plan d'alignement annexé au PLU, les dispositifs de clôture doivent s'établir au-delà de l'alignement individuel délivré par l'autorité gestionnaire de la voie concernée.

  Le Département rappelle que les plantations (arbres d'alignement, haies…) doivent également respecter les dispositions définies par le Code de la Voirie Routière quant à leur recul par rapport à la limite du Domaine Public (article R.116-2 5°).

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**I/ REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) D'EVIAN-LES-BAINS (canton d'Evian-les-Bains)**

**DONNE** un avis favorable à la commune d'EVIAN-LES-BAINS sur le projet de révision du PLU et invite la commune à tenir compte des observations et recommandations formulées ci-dessus.

**II/ REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE SAINT-MARTIN-BELLEVUE (canton d'Annecy-le-Vieux)**

**DONNE** un avis favorable à la commune de SAINT-MARTIN-BELLEVUE sur le projet de révision du PLU et invite la commune à tenir compte des observations et recommandations formulées ci-dessus.

**III/ ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE MEGEVE (canton de Sallanches)**

**DONNE** un avis favorable à la commune de MEGEVE sur le projet d'élaboration du PLU et invite la commune à tenir compte des observations et recommandations formulées ci-dessus.

**IV/ ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE DINGY-EN-VUACHE (canton de Saint-Julien-en-Genevois)**

**DONNE** un avis favorable à la commune de DINGY-EN-VUACHE sur le projet d'élaboration du PLU et invite la commune à tenir compte des observations et recommandations formulées ci-dessus.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0075

**OBJET : FORETS D'AVENIR EN PAYS DE SAVOIE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - MME MARIE-CLAIRE OTTONI**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération en date du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice 2017 adoptées jusqu'à ce jour,

Vu la délibération n° CP-2014-0728 du 03 novembre 2014 qui valide le dispositif d'aides intitulé FAPS « Forêts d'Avenir en Pays de Savoie » dont l'objectif est de soutenir la réalisation de plantations forestières adaptées aux évolutions climatiques, tout en permettant un stockage du carbone atmosphérique,

Vu la demande de subvention de Mme Marie-Claire OTTONI en date du 28 mai 2016,

Vu l'avis favorable émis par la 7ème Commission Aménagement du Territoire, Politique de l'Habitat, Développement Durable, Environnement, Agriculture, Forêt, Coopérations Européennes et Transfrontalières lors de sa réunion du 23 janvier 2017.

Dans le cadre de ce dispositif, il est proposé d'approuver les dossiers présentés ci-après :

## I. PERSONNES DE DROIT PRIVE

### 1. Mme Marie-Claire OTTONI

| Bénéficiaire | Type d'opération | Coût HT € | Plafond du coût éligible HT | Subvention CD 74 en € | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Taux | Montant |
| Mme Marie-Claire OTTONI<br><br>Commune d'Annecy-le-Vieux<br><br>Canton d'Annecy-le-Vieux | Préparation/nettoyage de la parcelle avant plantation (1,2 ha) | 1 500,00 | 1 000 €/ha si pente en travers de moins de 35 % | 50 % | 600,00 |
| | Plantation feuillus (0,6 ha) | 2 800,00 | 2 200 €/ha | 50 % | 660,00 |
| | Plantation résineux (0,6 ha) | 1 500,00 | 1 800 €/ha | 50 % | 540,00 |
| | Fourniture et mise en place de 1 060 protections | 3 180,00 | 3 € par protection | 50 % | 1 590,00 |
| | **Total opération** | **8 980,00** | **Total de l'aide** | | **3 390,00** |

Considérant que le Comité de Pilotage « FAPS », dans sa séance du 15 novembre 2016, a jugé ce dossier recevable.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

## I. PERSONNES DE DROIT PRIVE

**DECIDE** d'affecter l'Autorisation de Programme n° 04050003021 intitulée : « Actions expérimentales PCE » à l'opération définie ci-dessous :

| **Code Imputation (clé)** Pour information et non voté | **Code affectation** | **Code de l'opération** | **Libellé de l'Opération** | **Montant affecté à l'opération** | **Echéancier de l'affectation** Pour information et non voté |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 2017 |
| CLD1D00006 | AF17CLD006 | 17CLD00182 | FAPS – Mme Marie-Claire OTTONI | 3 390,00 | 3 390,00 |
| | | | Total | 3 390,00 | 3 390,00 |

**AUTORISE** le versement de la subvention d'équipement au bénéficiaire figurant dans le tableau ci-après :

| **Imputation : CLD1D00006** | | |
|---|---|---|
| **Nature** | **AP** | **Fonct.** |
| 20421 | 04050003021 | 738 |
| Subventions d'équipement – Pers. de droit privé – Biens mobiliers, matériels et études | Actions expérimentales PCE | |

| **Code affectation** | **N° d'engagement CP** Obligatoire sauf exception justifiée | **Bénéficiaires de la répartition** | **Montant global de la subvention** |
|---|---|---|---|
| AF17CLD0006 | | Mme Marie-Claire OTTONI | 3 390,00 |
| | | **Total de la répartition** | 3 390,00 |

**PRECISE** que le versement s'effectuera au fur et à mesure des travaux réalisés, au vu d'un état récapitulatif des dépenses réalisées, accompagné d'une copie des factures acquittées.

Dans le cas où les dépenses réelles sont inférieures aux dépenses prévisionnelles prises en compte pour le calcul de la subvention, cette dernière sera ajustée en conséquence.

Les demandes de paiement devront intervenir dans un délai de 2 ans à compter de la date de notification de la subvention au bénéficiaire.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0076

**OBJET : GUICHET UNIQUE : SUBVENTIONS DE L'AGENCE DE L'EAU - AIDES AUX ÉTUDES EN MATIÈRE D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT - CONVENTION 2016-1511**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Environnement, notamment l'article L.211-7,

Vu la délibération n° CG-2002-114 de l'Assemblée départementale du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu les délibérations n° CP-2016-0439 du 04 juillet 2016 et n° CP-2016-0532 du 22 août 2016,
Vu la délibération du Budget Primitif n° CD-2016-080 du 12 décembre 2016,

Vu l'accord-cadre signé le 1er juillet 2013 entre le Département et l'Agence de l'Eau,

Vu l'avis favorable émis par la 7ème Commission, Aménagement du Territoire, Politique de l'Habitat, Développement Durable, Agriculture, Forêt, Environnement, Coopérations Européennes et Transfrontalières, dans ses séances du 23 mai et du 27 juin 2016.

Les collectivités suivantes ont sollicité une subvention de l'Agence de l'Eau pour l'élaboration d'un schéma directeur de gestion des eaux pluviales :

- la commune de MONT-SAXONNEX,
- la commune de THUSY.

La Commission des aides de l'Agence de l'Eau a autorisé le versement des subventions, dans le cadre du guichet unique figurant dans le tableau ci-dessous :

| **Canton** | **Maître d'ouvrage** | **Opération** | **Montant € HT** | **Subventions Agence de l'Eau** | | **Subventions Conseil départemental** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | **Taux** | **Montant** | **Montant** |
| CLUSES | MONT-SAXONNEX | Schéma Directeur de Gestion des eaux pluviales | 24 324 | 50 % | 12 162 | 4 864,90 € CP-2016-0439 |
| RUMILLY | THUSY | Schéma Directeur de Gestion des eaux pluviales | 23 547 | 50 % | 11 773 | 4 709,50 € CP-2016-0532 |

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**ATTRIBUE** deux subventions d'investissement d'un montant de 12 162 € à la commune de MONT-SAXONNEX et de 11 773 € à la commune de THUSY.

**DECIDE** d'affecter l'Autorisation de Programme n°04021021026 Intitulée : « Financement des études eau/asst des collectivités » à l'opération définie ci-dessous.

| **Code Imputation (clé)** Pour information et non voté | **Code affectation** | **Code de l'opération** | **Libellé de l'Opération** | **Montant affecté à l'opération** | **Echéancier de l'affectation** Pour information et non voté |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 2017 |
| ADO1D00040 | AF17ADO003 | 17ADO000172 | Financement des études eau/asst des collectivités | 23 935,00 | 23 935,00 |
| | | | Total | 23 935,00 | 23 935,00 |

**AUTORISE** le versement des subventions aux communes figurant dans le tableau ci-après :

| **Imputation : ADO1D00040** | | |
|---|---|---|
| **Nature** | **AP** | **Fonct.** |
| 204141 | 04021021026 | 61 |
| Subvention Communes et EPCI – Biens mobiliers, matériel et études | Financement des études eau/assainissement des collectivités | |

| **Code affectation** | **N° d'engagement CP** Obligatoire sauf exception justifiée | **Bénéficiaires de la répartition** | **Montant global de la subvention** |
|---|---|---|---|
| AF17ADO003 | | MONT-SAXONNEX | 12 162,00 |
| | | THUSY | 11 773,00 |
| | | **Total de la répartition** | **23 935,00** |

Selon les modalités suivantes :

- un acompte de 30 % après la signature de la convention,
- le solde sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses, visé par le percepteur, pour l'opération considérée.

Si le montant des travaux réellement exécutés n'atteint pas le montant de la dépense retenue pour le calcul de la subvention, le versement du solde sera ajusté en conséquence.

**PRECISE** que les demandes de paiement devront être effectuées dans un délai maximum de trois ans à compter de la notification de la subvention au pétitionnaire.

Au-delà de ce délai, la subvention sera considérée comme caduque et sera annulée.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0077

**OBJET : GUICHET UNIQUE : SUBVENTIONS DE L'AGENCE DE L'EAU - AIDES AUX ÉTUDES EN MATIÈRE D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT - CONVENTION 2016-1094**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Environnement, notamment l'article L.211-7,

Vu la délibération n° CG-2002-114 de l'Assemblée départementale du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu les délibérations n° CP-2016-0293 du 09 mai 2016 et n° CP-2016-0363 du 06 juin 2016,

Vu la délibération du Budget Primitif n° CD-2016-080 du 12 décembre 2016,

Vu l'accord-cadre signé le 1er juillet 2013 entre le Département et l'Agence de l'Eau,

Vu l'avis favorable émis par la 7ème Commission, Aménagement du Territoire, Politique de l'Habitat, Développement Durable, Agriculture, Forêt, Environnement, Coopérations Européennes et Transfrontalières, dans ses séances du 25 janvier, du 29 mars et du 25 avril 2016.

Les collectivités suivantes ont sollicité une subvention de l'Agence de l'Eau :

- la commune de FAVERGES-SEYTHENEX pour l'étude de connaissance et de l'amélioration du fonctionnement du réseau d'eau potable de Seythenex,

- le Syndicat Intercommunal Eau Peillonnex et alentours pour l'étude de transfert de compétence eau potable,

- la communauté de communes des Sources du Lac d'Annecy pour l'étude du transfert de la compétence eau potable à la Communauté de communes des Sources du Lac d'Annecy.

La Commission des aides de l'Agence de l'Eau a autorisé le versement des subventions, dans le cadre du guichet unique figurant dans le tableau ci-dessous :

| **Canton** | **Maître d'ouvrage** | **Opération** | **Montant en €** | **Subventions Agence de l'Eau** | | **Subventions Conseil départemental** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | **Taux** | **Montant** | **Montant** |
| FAVERGES | FAVERGES-SEYTHENEX | Etude de connaissance et amélioration du fonctionnement du réseau AEP de Seythenex | 34 653 HT | 50 % | 17 326 | 5 520 € CP-2016-0293 |
| BONNEVILLE | SIE Peillonnex et alentours | Etude de transfert de compétence eau potable : demande aide complémentaire | 20 900 HT | 50 % | 10 450 | 6 270 € CP-2016-0293 |
| FAVERGES | Sources du Lac d'Annecy | Etudes transfert compétence eau potable | 80 000 TTC | 50 % | 40 000 | 24 000 € CP-2016-0363 |

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**ATTRIBUE** trois subventions de fonctionnement d'un montant de 17 326 € à la commune de FAVERGES-SEYTHENEX, de 10 450 € au Syndicat Intercommunal Eau Peillonnex et alentours et de 40 000 € à la Communauté de communes des Sources du Lac d'Annecy.

**AUTORISE** le versement des subventions aux collectivités figurant dans le tableau ci-après :

| **Imputation : ADO2D00057** | | |
|---|---|---|
| **Nature** | **Programme** | **Fonct.** |
| 65734 | 04021023 | 61 |
| Subventions aux communes et aux Intercommunalités | Appui aux collectivités et associations - Fonctionnement | |

| **N° d'engagement CP** | **Bénéficiaires de la répartition** | **Montant à verser dans l'exercice** |
|---|---|---|
| 17ADO00003 | COMMUNE FAVERGES-SEYTHENEX – Etude connaissance et amélioration du fonctionnement du réseau d'AEP de Seythenex | 17 236,00 |
| 17ADO00004 | SIE Peillonnex et alentour - Etude transfert de compétence eau potable – demande aide complémentaire | 10 450,00 |
| 17ADO00005 | CC Sources du Lac d'Annecy – Etudes du transfert compétence eau potable | 40 000,00 |
| | **Total de la répartition** | **67 686,00** |

Selon les modalités suivantes :

- un acompte de 30 % après la signature de la convention,
- le solde sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses, visé par le percepteur, pour l'opération considérée.

Si le montant des travaux réellement exécutés n'atteint pas le montant de la dépense retenue pour le calcul de la subvention, le versement du solde sera ajusté en conséquence.

**PRECISE** que les demandes de paiement devront être effectuées dans un délai maximum de trois ans à compter de la notification de la subvention au pétitionnaire.

Au-delà de ce délai, la subvention sera considérée comme caduque et sera annulée.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0078

**OBJET : GUICHET UNIQUE : SUBVENTIONS DE L'AGENCE DE L'EAU - AIDES AUX ÉTUDES EN MATIÈRE D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT - CONVENTION N° 2016-1513**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Environnement, notamment l'article L.211-7,

Vu la délibération n° CG-2002-114 de l'Assemblée départementale du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération n° CP-2016-0439 du 04 juillet 2016,

Vu la délibération du Budget Primitif n° CD-2016-080 du 12 décembre 2016,

Vu l'accord-cadre signé le 1er juillet 2013 entre le Département et l'Agence de l'Eau,

Vu l'avis favorable émis par la 7ème Commission, Aménagement du Territoire, Politique de l'Habitat, Développement Durable, Agriculture, Forêt, Environnement, Coopérations Européennes et Transfrontalières, dans sa séance du 23 mai 2016.

La Communauté de communes du Genevois a sollicité une subvention de l'Agence de l'Eau pour le choix du mode de gestion futur du service de l'eau potable.

La Commission des aides de l'Agence de l'Eau a autorisé le versement de la subvention, dans le cadre du guichet unique figurant dans le tableau ci-dessous :

| Canton | Maître d'ouvrage | Opération | Montant € HT | Subventions Agence de l'Eau | | Subventions Conseil départemental |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Taux | Montant | Montant |
| SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS | CC du Genevois | Missions d'assistance pour le choix du mode de gestion futur du service de l'eau potable | 30 000 | 50 % | 15 000 | 9 000 € CP-2016-0439 |

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**ATTRIBUE** une subvention de fonctionnement d'un montant de 15 000 € à la Communauté de communes du Genevois.

**AUTORISE** le versement de la subvention à la collectivité figurant dans le tableau ci-après :

| Imputation : ADO2D00057 | | |
|---|---|---|
| **Nature** | **Programme** | **Fonct.** |
| 65734 | 04021023 | 61 |
| Subventions aux communes et aux Intercommunalités | Appui aux collectivités et associations - Fonctionnement | |

| N° d'engagement CP | Bénéficiaires de la répartition | Montant à verser dans l'exercice |
|---|---|---|
| 17ADO00002 | CC du Genevois – Missions d'assistance pour le choix du mode de gestion futur du service de l'eau potable | 15 000,00 |
| | **Total de la répartition** | **15 000,00** |

Selon les modalités suivantes :

- un acompte de 30 % après la signature de la convention,
- le solde sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses, visé par le percepteur, pour l'opération considérée.

Si le montant des travaux réellement exécutés n'atteint pas le montant de la dépense retenue pour le calcul de la subvention, le versement du solde sera ajusté en conséquence.

**PRECISE** que les demandes de paiement devront être effectuées dans un délai maximum de trois ans à compter de la notification de la subvention au pétitionnaire.

Au-delà de ce délai, la subvention sera considérée comme caduque et sera annulée.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0079

**OBJET : GUICHET UNIQUE : SUBVENTIONS DE L'AGENCE DE L'EAU - AIDES AUX ÉTUDES EN MATIÈRE D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT - CONVENTION N° 2016-1645**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Environnement, notamment l'article L.211-7,

Vu la délibération n° CG-2002-114 de l'Assemblée départementale du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu les délibérations n° CP-2016-0439 du 04 juillet 2016, n° CP 2016-0532 du 22 août 2016, n° CP 2016-0656 du 10 octobre 2016,

Vu la délibération du Budget Primitif n° CD-2016-080 du 12 décembre 2016,

Vu l'accord-cadre signé le 1er juillet 2013 entre le Département et l'Agence de l'Eau,

Vu l'avis favorable émis par la 7ème Commission, Aménagement du Territoire, Politique de l'Habitat, Développement Durable, Agriculture, Forêt, Environnement, Coopérations Européennes et Transfrontalières, dans ses séances du 25 avril, du 27 juin et du 22 août 2016.

Les collectivités suivantes ont sollicité une subvention de l'Agence de l'Eau, pour l'élaboration d'un schéma directeur de gestion des eaux pluviales et de gestion d'eau potable.

- la commune de LA MURAZ,
- la commune de LA ROCHE-SUR-FORON,
- la commune de SAINT-SIXT,
- la commune d'ALEX,
- la commune de THYEZ.

La Commission des Aides de l'Agence de l'Eau a autorisé le versement des subventions dans le cadre du guichet unique figurant dans le tableau ci-dessous :

| **Canton** | **Maître d'ouvrage** | **Opération** | **Montant en €** | **Subventions Agence de l'Eau** | | **Subventions Conseil départemental** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | **Taux** | **Montant** | **Montant** |
| LA ROCHE-SUR-FORON | LA MURAZ | Schéma Directeur de Gestion des eaux pluviales | 30 000 TTC | 50 % | 15 000 | 4 500 € CP-2016-0656 |
| LA ROCHE-SUR-FORON | LA ROCHE-SUR-FORON | Schéma Directeur de Gestion des eaux pluviales | 29 865 TTC | 50 % | 14 932 | 4 479,75€ CP-2016-0439 |
| LA ROCHE-SUR-FORON | SAINT-SIXT | Schéma Directeur de Gestion des eaux pluviales | 8 556 TTC | 50 % | 4 278 | 1 283,40 € CP-2016-0532 |
| FAVERGES | ALEX | Etude diagnostic du réseau eau potable | 50 000 TTC | 50 % | 25 000 | 3 500 € CP-2016-0532 |
| CLUSES | THYEZ | Etude diagnostic du réseau d'eau potable | 37 188 HT | 50 % | 18 594 | 2 719,28 € CP-2016-0656 |

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**ATTRIBUE** cinq subventions d'investissement d'un montant de 15 000 € à la commune de LA MURAZ, de 14 932 € à la commune de LA ROCHE-SUR-FORON, de 4 278 € à la commune de SAINT-SIXT, de 25 000 € à la commune d'ALEX et de 18 594 € à la commune de THYEZ.

**DECIDE** d'affecter l'Autorisation de Programme n° 04021021026 Intitulée : « Financement des études eau/asst des collectivités » à l'opération définie ci-dessous.

| **Code Imputation (clé)** Pour information et non voté | **Code affectation** | **Code de l'opération** | **Libellé de l'Opération** | **Montant affecté à l'opération** | **Echéancier de l'affectation** Pour information et non voté |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 2017 |
| ADO1D00040 | AF17ADO002 | 17ADO000172 | Financement des études eau/asst des collectivités | 77 804,00 | 77 804,00 |
| | | | Total | 77 804,00 | 77 804,00 |

**AUTORISE** le versement des subventions aux communes figurant dans le tableau ci-après :

| **Imputation : ADO1D00040** | | |
|---|---|---|
| **Nature** | **AP** | **Fonct.** |
| 204141 | 04021021026 | 61 |
| Subventions communes et EPCI – Biens mobiliers, matériel et études | Financement des études eau et assainissement des collectivités | |

| **Code affectation** | **N° d'engagement CP** Obligatoire sauf exception justifiée | **Bénéficiaires de la répartition** | **Montant global de la subvention** |
|---|---|---|---|
| AF17ADO002 | | LA MURAZ | 15 000,00 |
| | | LA ROCHE-SUR-FORON | 14 932,00 |
| | | SAINT-SIXT | 4 278,00 |
| | | ALEX | 25 000,00 |
| | | THYEZ | 18 594,00 |
| | | **Total de la répartition** | **77 804,00** |

Selon les modalités suivantes :

- un acompte de 30 % après la signature de la convention,
- le solde sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses, visé par le percepteur, pour l'opération considérée.

Si le montant des travaux réellement exécutés n'atteint pas le montant de la dépense retenue pour le calcul de la subvention, le versement du solde sera ajusté en conséquence.

**PRECISE** que les demandes de paiement devront être effectuées dans un délai maximum de trois ans à compter de la notification de la subvention au pétitionnaire.

Au-delà de ce délai, la subvention sera considérée comme caduque et sera annulée.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0080

**OBJET : POLITIQUE ESPACES NATURELS SENSIBLES : ÉTUDE DE FAISABILITÉ POUR LA PROTECTION DU HAMEAU DE BIONNAY A SAINT-GERVAIS-LES-BAINS**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.113-8 et suivants,

Vu le Code de l'Environnement, notamment l'article L.211-7,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération du Budget Primitif 2017 n° CD-2016-080 du 12 décembre 2016,

Vu la délibération n° CP-2014-0410 du 16 juin 2014 validant l'approbation du Programme d'Action pour la Prévention des Inondations (PAPI) de l'Arve,

Vu la délibération n° CP-2016-0513 du 04 juillet 2016 validant le Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles 2016-2022,

Vu la demande de subvention du Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents en date du 13 mai 2016,

Vu l'avis favorable de la 7ème Commission Aménagement du Territoire, Politique de l'Habitat, Développement Durable, Environnement, Agriculture, Forêt, Coopérations Européennes et Transfrontalières du 22 août 2016,

Vu l'avis favorable de la 3ème Commission Infrastructures Routières, Transports et Mobilité, Bâtiments du 18 novembre 2016.

Le Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents sollicite le Département pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour la protection du hameau de Bionnay vis-à-vis des évènements torrentiels du torrent de Bionnassay sur la Commune de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS.

Dans un premier temps, le Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents lancera une étude diagnostic du fonctionnement du torrent et de faisabilité des aménagements de prévention et de protection des crues torrentielles sur le hameau de Bionnay ; et dans un second temps, la mise en œuvre des aménagements au travers du lancement d'une étude de maîtrise d'œuvre.

Le projet contribuera également à la préservation du franchissement de la RD902.

Le montant global de l'opération est évalué à 40 000 € HT.

Le plan prévisionnel de financement est le suivant :

| Opération | Etat | Agence de l'Eau | **Département de la Haute-Savoie** | SM3A | Total HT |
|---|---|---|---|---|---|
| Etude de faisabilité pour la protection du hameau de Bionnay sur la Commune de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS | 20 000 € soit 50 % | 8 000 € soit 20 % | **4 000 € soit 10 %** | 8 000 € soit 20 % | 40 000 € |

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**DEMANDE** d'associer l'arrondissement des Routes Départementales de Bonneville aux comités techniques de cette étude.

**ATTRIBUE** une aide de 4 000 € au Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour la protection du hameau de Bionnay.

**DECIDE** d'affecter l'Autorisation de Programme n° 04031030028 intitulée : " Subvention d'Equipement ENS PAPI Arve " à l'opération définie ci-dessous :

| **Code Imputation (clé)** Pour information et non voté | **Code affectation** | **Code de l'opération** | **Libellé de l'Opération** | **Montant affecté à l'opération** | **Echéancier de l'affectation** Pour information et non voté |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 2017 |
| ADE1D00108 | AF17ADE002 | 17ADE00015 | Etude de faisabilité pour la protection du hameau de Bionnay sur la Commune de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS | 4 000,00 | 4 000,00 |
| | | | Total | 4 000,00 | 4 000,00 |

**AUTORISE** le versement de la subvention d'équipement à la collectivité figurant dans le tableau ci-après :

| **Imputation : ADE1D00108** | | |
|---|---|---|
| **Nature** | **AP** | **Fonct.** |
| 204142 | 04031030028 | 738 |
| Subventions aux communes et structures intercommunales - Bâtiments et Installations | Subvention d'Equipement ENS PAPI Arve | |

| **Code affectation** | **N° d'engagement CP** Obligatoire sauf exception justifiée | **Bénéficiaire de la répartition** | **Montant global de la subvention** |
|---|---|---|---|
| AF17ADE002 | | Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents | 4 000,00 |
| | | **Total de la répartition** | **4 000,00** |

**PRECISE** que le versement s'effectuera en une seule fois sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses engagées, visé en original par le percepteur.

Si le montant de la dépense s'avère inférieur aux prévisions, le montant de la subvention sera réajusté à 10 % des dépenses réelles.

**PRECISE** que la demande devra être effectuée dans un délai de 2 ans à compter de la notification de la subvention au pétitionnaire. Au-delà de ce délai, la subvention sera considérée comme caduque et sera annulée.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0081

**OBJET : ARCHIVES DÉPARTEMENTALES - REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS ET D'HÉBERGEMENT DE CONFÉRENCIERS OU D'EXPERTS**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, art. L.1421-1, et le Code du Patrimoine, art L.212-6,

Vu la délibération n° CD-2016-074 sur le Budget Primitif 2017 pour les Archives départementales,

Vu la délibération de l'Assemblée départementale n° CG-2002-114 du 08 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu l'avis favorable émis par la 4ème Commission Éducation, Jeunesse, Sport, Culture, Patrimoine lors de sa réunion du 16 janvier 2017.

En 2017, des conférences sont prévues aux Archives départementales, ainsi que l'organisation de conseils scientifiques et comités de relecture. Les intervenants extérieurs (conférenciers, experts) ne sont pas rémunérés pour leurs interventions. Aussi, il est proposé de leur rembourser leurs frais de déplacement, de repas, d'hébergement sur présentation des justificatifs originaux.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**AUTORISE** le défraiement des intervenants relatif à leurs déplacements, hébergements et repas sur présentation des justificatifs originaux.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0082

**OBJET : FONCTIONNEMENT DES COLLÈGES PUBLICS : REMBOURSEMENT DE FRAIS**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Education et notamment ses articles R.216-4 à R.216-19,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article R.2124-78,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 2 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 de l'Assemblée départementale adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2016-075 du 12 décembre 2016 adoptant le Budget Primitif 2017 de la politique départementale en faveur de l'éducation,

Vu l'arrêté portant concession de logement par nécessité absolue de service à Mme PELTRIAUX,

Vu l'avis favorable émis par la 4ème Commission Education, Jeunesse, Sport, Culture, Patrimoine lors de sa réunion du 16 janvier 2016.

Madame Catherine PELTRIAUX a été nommée principale du collège Raoul Blanchard à ANNECY à la rentrée 2016.

A ce titre, elle bénéficie d'un appartement de fonction en nécessité absolue de service dont elle a pris possession en août 2016.

La cuisine de cet appartement n'étant pas équipée, elle a engagé sur ses deniers personnels des frais d'aménagement de mobilier pour un montant de **842,50 € TTC**.

Elle sollicite le remboursement de cette facture, précisant que ce mobilier restera propriété du département lorsqu'elle quittera les lieux.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**AUTORISE** le remboursement à Madame Catherine PELTRIAUX de 842,50 € au vu de la présente délibération.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0083

**OBJET : BOURSE DE FORMATION A L'ANIMATION (BAFA/BAFD) - 1ERE RÉPARTITION - ANNÉE 2017**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2016-076 du 12 décembre 2016, attribuant une subvention de 40 000 € destinée à financer les bourses à la formation BAFA/BAFD,

Vu l'avis favorable de la 4ème commission Education, Jeunesse, Sports, Culture, Patrimoine, lors de sa réunion du 16 janvier 2017.

Considérant que dans le cadre de sa politique jeunesse le Conseil départemental accorde, sous forme de bourses, une aide de 250 € aux jeunes haut-savoyards qui ont suivi la formation BAFA/BAFD (Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur ou de Directeur de Centre de Vacances) et qui ont effectué les deux stages réglementaires : stage théorique et stage d'approfondissement.

Il est proposé à la Commission Permanente d'allouer une première répartition de crédits d'un montant total de **3 250 €** en faveur des stagiaires figurant dans le tableau ci-après :

| TITRE | NOM – PRENOM | ADRESSE | MONTANT |
|---|---|---|---|
| Madame | BERSOULT Victoria | 2 avenue de la Gare<br>74500 EVIAN-LES-BAINS | 250 € |
| Madame | BETOUX Manon<br>c/o BETOUX Fabien | 17 rue des Framboisiers<br>74520 VALLEIRY | 250 € |
| Madame | BOUALI Myriam | 38 avenue Montaigne<br>74600 SEYNOD | 250 € |
| Madame | BUISSON Maïlys | 465 avenue de Saint Martin<br>74700 SALLANCHES | 250 € |
| Madame | DIJEAU Inès<br>c/o DIJEAU Philippe | 417 route de Chaunu<br>74150 MARCELLAZ-ALBANAIS | 250 € |
| Monsieur | FOUCHET Duncan | 745 chemin de Verdisse<br>74380 BONNE | 250 € |
| Madame | GOMES Marlène<br>c/o GOMES Jose Manuel | 50 impasse du Planey<br>74440 TANINGES | 250 € |
| Monsieur | MERLE Hugo<br>c/o MERLE Jérôme | 290 route de Charny<br>74490 SAINT-JEOIRE | 250 € |
| Madame | MOCHKAAI Kamilia | 98 route du Linga<br>74390 CHATEL | 250 € |
| Monsieur | MOREL Etienne | 583 route de Ferrières<br>74350 CUVAT | 250 € |
| Madame | NICOUD Audrey | 39 rue du Val Vert<br>74600 SEYNOD | 250 € |
| Madame | SAKER Afissa | 26 rue de la Pérollière<br>74960 CRAN-GEVRIER | 250 € |
| Madame | TAVARES SOUSA Joana | 1 avenue du Rhône<br>74000 ANNECY | 250 € |
| **TOTAL** | | | **3 250 €** |

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**AUTORISE** le versement des bourses aux bénéficiaires figurant dans le tableau ci-après :

| Imputation : ANI2D00002 | | | |
|---|---|---|---|
| **Gest.** | **Nature** | **Programme** | **Fonction** |
| ANI | 6513 | 06 03 0001 | 33 |
| Aides individuelles / Animation | | Bourses BAFA / BAFD | |

| N° engagement CP | Bénéficiaires de la répartition | Montant |
|---|---|---|
| 17ANI00001 | BERSOULT Victoria | 250,00 |
| 17ANI00002 | BETOUX Fabien | 250,00 |
| 17ANI00003 | BOUALI Myriam | 250,00 |
| 17ANI00004 | BUISSON Maïlys | 250,00 |
| 17ANI00005 | DIJEAU Philippe | 250,00 |
| 17ANI00006 | FOUCHET Duncan | 250,00 |
| 17ANI00007 | GOMES Jose Manuel | 250,00 |
| 17ANI00008 | MERLE Jérôme | 250,00 |
| 17ANI00009 | MOCHKAAI Kamilia | 250,00 |
| 17ANI00010 | MOREL Etienne | 250,00 |
| 17ANI00011 | NICOUD Audrey | 250,00 |
| 17ANI00012 | SAKER Afissa | 250,00 |
| 17ANI00013 | TAVARES SOUSA Joana | 250,00 |
| | | **3 250,00** |

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0084

**OBJET : PRÊTS D'HONNEUR AUX ÉTUDIANTS**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Education et notamment son article L.821-1,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 2 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération du Budget Primitif, n° CD-2016-077 du 12 décembre 2016, relative à la politique Economie, Enseignement Supérieur, Recherche et Aménagement Numérique adoptant les crédits budgétaires à répartir sur l'exercice 2017 et autorisant la poursuite des prêts d'honneur aux étudiants en 2017, avec un montant de prêt unique de 1 800 €,

Vu les avis favorables émis par la 5ème Commission Economie, Enseignement Supérieur, Recherche, Aménagement Numérique lors de ses réunions du 4 octobre et du 21 novembre 2016.

**1) Attribution de prêts d'honneur aux étudiants**

Dans le cadre de la politique en faveur des étudiants haut-savoyards, l'Assemblée Départementale propose **un prêt d'honneur départemental à 0 %**, d'un montant de 1 800 €, remboursable par moitié la 6ème et 7ème année après son obtention.

Une Autorisation de Programme de 450 000 € a été votée au budget 2017; le disponible sur la ligne budgétaire est de 390 600 €.

Il est proposé d'effectuer une 6ème répartition au titre de l'année universitaire 2016-2017 concernant **50 demandes pour 90 000 € :**

| Canton | Nom | Prénom | Etudes | Ecole/Université |
|---|---|---|---|---|
| Annecy 1 | **BONIFAY** | Lisa | Orthophoniste | Université de Lorraine |
| | **COSTA** | Marina | Diplôme de comptabilité et gestion | Lycée Gabriel Fauré - Annecy |
| | **LAGGOUNE** | Amelle | Master 1 communication institutionnelle | ISCPA Lyon |
| | **OFFNER** | Alphonse | Licence 1 Science et Vie de la Terre | Université Savoie Mont-Blanc - Le Bourget du Lac |
| Annecy 2 | **BENAGLIA MALBUISSON** | Léo | Bachelor 3 relations internationales | Université de Genève |
| | **BENAGLIA MALBUISSON** | Luca | Bachelor 3 sciences politiques | Université de Genève |
| | **MELONE** | Laetitia | Institut Etudes Judiciaires | Université de Versailles |
| | **MUGNIER MELONE** | Tiffany | BTS Design Graphique | Ecole de Conde - Lyon |
| Annecy-le-Vieux | **CHANET** | Thomas | DUT Informatique | IUT Annecy le Vieux |
| | **LUHANGU** | Jessica | Préparation CFPA études judiciaires | Sorbonne - Paris |
| | **MERMILLOD** | Baptiste | Bachelor marketing de la mode et du luxe | SUPDEMOD Fashion, Design & Business School - Lyon |

| Canton | Nom | Prénom | Etudes | Ecole/Université |
|---|---|---|---|---|
| Annecy-le-Vieux | **QUATRACCIONI** | Maylis | Master recherches lettres | Université de Rennes |
| | **UNAL** | David | Double master journalisme/sciences Po | Insttitut de la Communication et des Médias - Echirolles |
| | **UNAL** | Rémi | BTS Service Informatique aux organisations | Lycée Saint Michel - Annecy |
| Annemasse | **KHEMICI** | Jugurta | Master Droit Economie Gestion | Université Savoie Mont-Blanc - Chambéry |
| Bonneville | **COLLAS** | Océane | Marketing | Université de Santa-Barbara - Etats-Unis |
| | **GAGNEAUD** | Romane | Licence langue et civilisation japonaise | Université Jean Moulin - Lyon 3 |
| Cluses | **BERCHERY** | Stephan | Master informatique | Université Savoie Mont-Blanc - Le Bourget du Lac |
| | **CHAPPEX** | Jovien | Technologie numérique | Association 42 - Paris |
| | **JAMMET** | Romain | 2ème année DUT QLIO | IUT d'Annecy |
| Evian-les-Bains | **BOSSE** | Bruno | BTS Design Graphique | Lycée léonard de Vincy - Villefontaine (38) |
| | **CLAVELIN** | Adélaïde | Licence Science et Technique | Université Savoie Mont Blanc - Chambéry |
| | **GALLAY** | Laura | Diplôme universitaire en hydrothérapie | Centre thermalisme et biologie de Thonon |
| Faverges | **CAVAGNOUD** | Léo | Ingénieur Génie Mécanique 3ème année | INSA Lyon |
| | **DA MUTTEN** | Corentin | Bachelor management marketing | Université de l'Alabama Huntsville - Etats-Unis |
| | **THIOLLIERE** | Manon | BTS service et prestation sanitaire et social | CNED Saint-Martin d'Hères |
| | **TOUCHAIS** | Virgile | Licence Entreprendre en Territoire Rural | IUT de Moulins |
| Gaillard | **LE BELLEGUIC** | Maxime | STAPS | Université C. Bernard - Lyon |
| | **POTTIER** | Marion | Bachelor en licence de journalisme | HEJ Lyon |
| La Roche sur Foron | **GOUTALAND** | Camille | Sciences Po | Sciences Po - le Puy en Velay (43) |
| | **SINAMOUNTRY** | Adeline | Diplôme d'odontologie | Universidad Europea de Valencia - Espagne |
| Mont Blanc | **GAUZENS-CHIESA** | Sacha | Licence droit privé | Université Jean Moulin - Lyon 3 |
| | **GAUZENS-CHIESA** | Tessilia | Master 1 MEEF Professorat des Ecoles | Université Jean Moulin - Lyon 3 |
| | **RUIN** | Lucile | Doctorat en médecine | Université Claude Bernard - Lyon 1 |

| Canton | Nom | Prénom | Etudes | Ecole/Université |
|---|---|---|---|---|
| Rumilly | **CHAPSAL** | Hugo | Master ingénierie économique | Université Grenoble Alpes et ERASMUS Studeb=nteadministratie Campus Brussel en Belgique |
| | **LEFEBRE DE PLINVAL** | Aude | Master 1 management | EM - Lyon |
| | **ROBERJOT** | Tanguy | Ingénieur 4ème année ESISAR | Institut Polytechnique de Grenoble |
| | **SANZARI** | Mélanie | Préparation concours d'avocat | Université Grenoble Alpes |
| | **THIBAUD** | Noémie | Concours PACES | Université Grenoble Alpes |
| | **TRUONG** | Céline | Docteur en médecine | Université Grenoble Alpes |
| | **TRUONG** | Cindy | 3ème année de médecine | Université Grenoble Alpes |
| Saint-Julien - en-Genevois | **BAH** | Hannatou | Bachelor en droit | Université de Genève |
| | **THOMAS** | Samuel | Préparation entrée école de commerce | Lycée Condorcet - Lyon |
| Sallanches | **ROGER** | Marie | Licence 3 LEA | Université Lumière-Lyon 2 |
| | **ROGER** | Thomas | Licence 3 Musicologie | Université Lumière-Lyon 2 |
| Sciez | **JOULAIN** | Dylan | Licence économie gestion | IAE Savoie Mont-Blanc - Annecy-le-Vieux |
| | **MEYNET CORDONNIER** | Baptiste | Master 2 management durable de l'urbanisme, immobilier et mobilité | ISEADD - Marne-la-Vallée |
| | **RABINO** | Célia | Master 1 droit des affaires | Université Lyon 2 |
| Seynod | **BABAARSLAN** | Fatih Mickael | Licence 2 STS | Université Savoie Mont Blanc - Chambéry |
| | **HENRIOT** | Matthieu | Master en management | EM Lyon |

### 2) Remboursement de prêts d'honneur : annulation de titre et report de dette

L'étudiant ayant souscrit un prêt s'engage à le rembourser la 6ème et 7ème année suivant son obtention. De nombreuses demandes de reports, d'échelonnement de dettes ou de remise gracieuse arrivent au service chaque année.
La majorité des demandes est traitée directement en lien avec la Paierie Départementale (échéancier sur l'année, règlement en plusieurs fois …), pour les autres, présentant des situations particulières difficiles, leurs demandes sont présentées à la 5ème Commission Economie, Enseignement Supérieur, Recherche, Aménagement Numérique pour avis.

Au vu d'une situation présentée, les élus ont émis un avis favorable à l'annulation de titre émis en 2016 et propose **le report de dette suivant** :

| Demandeur | N° titre | Montant du titre | Proposition de report |
|---|---|---|---|
| LM | 3500 | 725 € | 2019 |

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**ALLOUE** un prêt d'honneur de 1 800 € à :

| Nom | Prénom |
|---|---|
| **BABAARSLAN** | Fatih Mickael |
| **BAH** | Hannatou |
| **BENAGLIA MALBUISSON** | Léo |
| **BENAGLIA MALBUISSON** | Luca |
| **BERCHERY** | Stephan |
| **BONIFAY** | Lisa |
| **BOSSE** | Bruno |
| **CAVAGNOUD** | Léo |
| **CHANET** | Thomas |
| **CHAPPEX** | Jovien |
| **CHAPSAL** | Hugo |
| **CLAVELIN** | Adélaïde |
| **COLLAS** | Océane |
| **COSTA** | Marina |
| **DA MUTTEN** | Corentin |
| **GAGNEAUD** | Romane |
| **GALLAY** | Laura |
| **GAUZENS-CHIESA** | Sacha |
| **GAUZENS-CHIESA** | Tessilia |
| **GOUTALAND** | Camille |
| **HENRIOT** | Matthieu |
| **JAMMET** | Romain |
| **JOULAIN** | Dylan |
| **KHEMICI** | Jugurta |
| **LAGGOUNE** | Amelle |
| **LE BELLEGUIC** | Maxime |
| **LEFEBRE DE PLINVAL** | Aude |
| **LUHANGU** | Jessica |
| **MELONE** | Laetitia |
| **MERMILLOD** | Baptiste |
| **MEYNET CORDONNIER** | Baptiste |
| **MUGNIER MELONE** | Tiffany |
| **OFFNER** | Alphonse |
| **POTTIER** | Marion |

| Nom | Prénom |
|---|---|
| **QUATRACCIONI** | Maylis |
| **RABINO** | Célia |
| **ROBERJOT** | Tanguy |
| **ROGER** | Marie |
| **ROGER** | Thomas |
| **RUIN** | Lucile |
| **SANZARI** | Mélanie |
| **SINAMOUNTRY** | Adeline |
| **THIBAUD** | Noémie |
| **THIOLLIERE** | Manon |
| **THOMAS** | Samuel |
| **TOUCHAIS** | Virgile |
| **TRUONG** | Céline |
| **TRUONG** | Cindy |
| **UNAL** | David |
| **UNAL** | Rémi |

**AUTORISE** M. le Président à signer l'ensemble des documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**DECIDE** d'annuler le titre 2016 et de le reporter de la manière suivante :

| Demandeur | N° titre | Montant du titre | Report en : |
|---|---|---|---|
| LM | 3500 | 725 € | 2019 |

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0085

**OBJET : ACHAT DE CONSOMMABLES ET MATÉRIELS MÉDICAUX POUR LES SERVICES MÉDICO-SOCIAUX DU DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE - LANCEMENT DE LA CONSULTATION**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.3221-11-1, L.1424-35 et suivants,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux Marchés Publics,

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics, notamment ses articles 25, 66, 67, 78 et 80,

Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu l'avis favorable de la 3ème Commission Infrastructures Routières, Transports et Mobilité, Bâtiments réunie en date du 13 janvier 2017.

M. le Président rappelle que le marché d'achat de consommables et de matériels médicaux destinés à l'usage des services sociaux et médico-sociaux du Département a été résilié fin 2015, en raison de la mauvaise exécution du contrat par le titulaire, notamment la livraison répétée de produits non conformes au cahier des charges.

Par conséquent, il convient de relancer une consultation selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics.

Le marché comprend la fourniture et la livraison, essentiellement :

- de produits désinfectants,
- de compresses et pansements,
- de gants d'examen,
- de spéculums,
- d'aiguilles et seringues,
- de collecteurs de déchets,
- d'appareils divers (otoscopes, stéthoscopes, pèse-personnes, thermomètres…).

S'agissant de besoins difficiles à évaluer, ce contrat sera un accord-cadre à bons de commande avec minimum et maximum (en vertu de l'article 78-I alinéa 3 du Décret n° 2016-360), conclu pour une durée de 3 ans fermes à compter de la date de notification du 1er bon de commande :

| Estimation jugement des offres sur 3 ans | Montant minimum sur 3 ans | Montant maximum sur 3 ans |
|---|---|---|
| 22 000.00 €HT | 8 000.00 €HT | 24 900.00 €HT |

Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées :

- des prix unitaires des articles figurant au BPU (80 % des besoins),
- pour les articles ne figurant pas au BPU, des tarifs des catalogues assortis des rabais consentis par gamme d'articles (20 % des besoins).

Les prix du BPU sont révisables tous les 12 mois à compter de la date de démarrage du contrat.
Les rabais consentis pour les articles hors BPU et figurant dans le catalogue sont fixes sur la durée du contrat.

Les variantes ne sont pas autorisées.

Aucune avance n'est accordée au titulaire.

Aucune forme de groupement n'est imposée.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**AUTORISE** M. le Président à lancer la consultation relative à l'achat de consommables et matériels médicaux pour les services médico-sociaux du Département.

**AUTORISE,** à l'issue de la consultation, M. le Président à signer le contrat et les actes d'exécution subséquents avec le candidat retenu.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0086

**OBJET : LOCATION DE BLOCS SANITAIRES AUTONOMES POUR LES SAISONS ESTIVALES DU CHÂTEAU DE CLERMONT - LANCEMENT DE LA CONSULTATION**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.3221-11-1, L.1424-35 et suivants,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux Marchés Publics,

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics, notamment ses articles 27, 78 et 80,

Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération n° CD-2016-099 du 13 décembre 2016 portant adoption du Budget Primitif 2017,

Vu l'avis favorable de la 3ème Commission Infrastructures Routières, Transports et Mobilité, Bâtiments réunie en date du 13 janvier 2017.

M. le Président indique qu'il est nécessaire de lancer une consultation relative à la location de blocs sanitaires autonomes pour les saisons estivales du Château de Clermont.

Cette opération consiste en la mise à disposition (location) et à l'entretien bihebdomadaire (vidange et nettoyage) de modules sanitaires.

La période de mise à disposition est estimée du 29 avril au 03 octobre pour chaque saison.

En fonction de la fréquentation sur le site du château, le nombre de location de blocs sanitaires pourra varier.

Les besoins ne pouvant donc être définis avec précision, il est proposé de lancer un accord-cadre à bons de commande, en vertu de l'article 78 - I alinéa 3 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, d'une durée d'un an renouvelable trois fois par tacite reconduction, comprenant des montants minimum et maximum définis comme suit :
- montant minimum annuel : 4 000 € HT,
- montant maximum annuel : 12 000 € HT.

Cet accord-cadre est composé d'un lot unique. Les variantes ne sont pas autorisées et aucune option ni avance n'est prévue.

Le contrat sera traité à prix unitaires; les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix figurant au Bordereau des Prix Unitaires (BPU). Les prix du BPU sont révisables tous les 12 mois.

L'estimation du DQE sur un an est de 6 300 € HT.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**AUTORISE** M. le Président à lancer la consultation pour la passation d'un accord-cadre à bons de commande relatif à la location de blocs sanitaires autonomes pour la saison estivale du Château de Clermont.

**AUTORISE,** à l'issue de la consultation, M. le Président à signer l'accord-cadre et les actes d'exécution subséquents avec l'entreprise retenue.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0087

**OBJET : RÉGULARISATION FONCIÈRE**
**RD228 - PR 1.955 - COMMUNE DE MONTRIOND**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. HEISON, Mme PETEX, M. MIVEL, Mme BEURRIER, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. DUVERNAY, M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **29** | **Voix Pour** | **32** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **32** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération du Budget Primitif 2017 n° CD-2016-070 du 12 décembre 2016,

Vu le marché opérateur foncier n° 2015-114 conclu avec TERACTEM.

Suite à l'alignement de sa propriété cadastrée section AE n° 287, Mme Danielle MUFFAT sollicite le Département de la Haute-Savoie afin de régulariser le tènement d'une surface d'environ 55 m² situé dans l'emprise de la RD228 au PR 1.955 sur la Commune de MONTRIOND.

Il est proposé aux membres de la Commission Permanente d'acquérir le tènement précité en vue de l'incorporer dans le Domaine Public routier départemental.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**AUTORISE** l'acquisition foncière du tènement d'une surface d'environ 55 m² situé dans l'emprise de la RD228 au PR 1.955 empiétant la parcelle privée cadastrée section AE n° 287 appartenant à Mme Danielle MUFFAT en vue de l'incorporer au domaine public routier départemental.

**CONFIE** à TERACTEM la procédure de négociations foncières amiables dans le cadre de son marché opérateur foncier n° 2015-114.

**AUTORISE** M. le Président à signer les actes ou documents à intervenir dans le cadre de ce dossier.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0088

**OBJET : AFFECTATION D'AUTORISATION DE PROGRAMME 10020004017 ET CONVENTION D'ENTRETIEN ET FINANCIÈRE**
**RD1205 / RD12 - AMÉNAGEMENT DU CARREFOUR GIRATOIRE DE LA COTE D'HYOT**
**PR 20.230 A 20.280 (RD1205) ET PR 46.820 A 46.870 (RD12)**
**COMMUNE DE BONNEVILLE**
**PTOME 051008**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération du Budget Primitif 2017 n° CD-2016-070 du 12 décembre 2016,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Faucigny-Glières du 28 septembre 2016,

Vu la délibération du Conseil municipal de la commune de BONNEVILLE du 19 décembre 2016,

Vu l'avis favorable émis par la 3ème Commission Infrastructures Routières, Transports et Mobilité, Bâtiments lors de sa réunion du 14 février 2013.
Le département de la Haute-Savoie a réalisé l'aménagement du carrefour giratoire de la Côte d'Hyot, entre les RD1205 (PR 20.230 à 20.280) et RD12 (PR 46.820 à 46.870), sur le territoire de la commune de BONNEVILLE.

Cette opération prévoyait notamment la réalisation des travaux suivants :
- le carrefour giratoire à trois branches de 18m de rayon, axé sur la RD1205,
- le rabattement de la RD12 perpendiculairement à la RD1205,
- la construction d'une paroi clouée de 85 m de long à l'amont,
- la consolidation à l'aval par bêche géotechnique + éperons drainants.

La maîtrise d'ouvrage des études et des travaux a été assurée par le Département, la maîtrise d'ouvrage des acquisitions foncières a été assurée par la Commune.

Cet aménagement étant situé hors agglomération et selon les règles de financement édictées par le Département en la matière, la répartition financière de l'opération a été établie sur les bases suivantes :

- **Etudes et Travaux d'aménagement du giratoire**
  - 86 % du montant HT + TVA .....Département
  - 14 % du montant HT .....CCFG
- **Acquisitions foncières strictement nécessaire à l'aménagement**
  - 50 % du montant HT .....Département
  - 50 % du montant HT + TVA .....Commune

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à :

- **Pour les études et travaux à 1 235 000 € TTC** soit **1 029 167 € HT** dont :
  - **1 090 917 €** à la charge du Département (dont **205 833 €** de TVA),
  - **144 083 €** à la charge de la Communauté de Communes de Faucigny-Glières.
- **Pour les acquisitions foncières à 68 320 € HT** dont :
  - **34 160 €** à la charge du Département,
  - **34 160 €** à la charge de la Commune.

Ainsi, sur cette base, un projet de convention d'entretien et financière, joint en annexe, a été établi entre la Communauté de Communes Faucigny-Glières, la commune de BONNEVILLE et le département de la Haute-Savoie.

Considérant l'intérêt de cet aménagement pour la sécurisation du secteur.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**DECIDE** d'affecter l'Autorisation de Programme n° **10020004017** intitulée : " Aménagement Ouvrage – RD 2017 – SUB " à l'opération définie ci-dessous :

| **Code Imputation (clé)** Pour information et non voté | **Code affectation** | **Code de l'opération** | **Libellé de l'Opération** | **Montant affecté à l'opération** | **Echéancier de l'affectation** Pour information et non voté |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 2017 |
| VTV1D00144 | AF17VTV011 | 17VTV00228 | RD1205 – RD12 – Aménagement du carrefour giratoire de la Côte d'Hyot – Commune de BONNEVILLE | 34 160,00 | 34 160,00 |
| | | | Total | 34 160,00 | 34 160,00 |

**APPROUVE** la répartition financière de l'opération, la passation de la convention d'entretien et financière jointe en annexe, entre la Communauté de Communes Faucigny-Glières, la commune de BONNEVILLE et le département de la Haute-Savoie.

**AUTORISE** M. le Président à signer la convention jointe en annexe.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

# Commune de BONNEVILLE

# CONVENTION D'ENTRETIEN ET FINANCIERE

Relative à l'aménagement d'un carrefour giratoire de la Côte d'Hyot entre les RD 1205 et RD 12 – **Commune de BONNEVILLE**

**RD 1205 (PR 20+230 à 20+280)**

**RD 12 (PR 46+820 à 46+870)**

**ENTRE**

La **Commune de BONNEVILLE**, représentée par son Maire, Monsieur **Stéphane VALLI,** en vertu de la délibération n°..... du Conseil Municipal en date du ..... et désignée dans ce qui suit par « La Commune »

**D'UNE PART**,

La **Communauté de Communes de Faucigny Glières**, représentée par son Président, Monsieur **Stéphane VALLI,** en vertu de la délibération n°..... du Conseil Communautaire en date du ..... et désignée dans ce qui suit par « La CCFG »

**ET**

Le **Département de la Haute-Savoie** représenté par son Président, Monsieur **Christian MONTEIL**, en vertu de la délibération n°..... de la Commission Permanente en date du ..... et désigné dans ce qui suit par « Le Département »

**D'AUTRE PART.**

Il a été convenu ce qui suit :

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de :

- ✓ Définir les caractéristiques de l'ouvrage à réaliser et son financement,
- ✓ Déterminer les maîtrises d'ouvrage,
- ✓ Répartir les charges d'entretien et d'exploitation lors de la mise en service,

entre la CCFG, la Commune et le Département, pour l'aménagement du carrefour giratoire de la Côte d'Hyot entre les RD 1205 et RD 12, sur le territoire de la Commune de BONNEVILLE.

## ARTICLE 2 – DESCRIPTION DE L'AMENAGEMENT – CONSISTANCE DES TRAVAUX

Cette opération d'aménagement prévoit la réalisation des travaux suivants :

- Carrefour giratoire à trois branches de 18m de rayon, axé sur la RD 1205.
- Rabattement de la RD12 perpendiculairement à la RD1205.
- Construction d'une paroi clouée de 85 m de long à l'amont.
- Consolidation à l'aval par bêche géotechnique + éperons drainants.

## ARTICLE 3 – MAÎTRISE D'OUVRAGE DE L'OPERATION

La maîtrise d'ouvrage des études et des travaux est assurée par le Département.
La maitrise d'ouvrage des acquisitions foncières est assurée par la Commune

## ARTICLE 4 – ACQUISITIONS FONCIERES

Les acquisitions foncières éventuelles nécessaires à la réalisation du projet seront effectuées par la Commune.

## ARTICLE 5 – REPARTITION FINANCIERE DE L'OPERATION

La répartition financière a été établie comme suit :

- **Etudes et Travaux d'aménagement du giratoire**
  - ✓ 86 % du montant H.T. + T.V.A.....Département
  - ✓ 14 % du montant H.T .....CCFG
- **Acquisitions foncières strictement nécessaire à l'aménagement**
  - ✓ 50 % du montant H.T. .....Département
  - ✓ 50 % du montant H.T + T.V.A.....Commune

## ARTICLE 6 – COÛT PREVISIONNEL

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à :

- **Pour les études et travaux à 1 235 000 € T.T.C. soit 1 029 167 € HT dont :**
  - ✓ **1 090 917 €** à la charge du Département (dont 205 833 € de T.V.A.),
  - ✓ **144 083 €** à la charge de la Communauté de Communes de Faucigny Glières.

✓ **Pour les acquisitions foncières à 68 320€ HT dont :**

- ✓ **34 160 €** à la charge du Département
- ✓ **34 160 €** à la charge de la Commune,

Il est précisé que ces chiffres sont obtenus à partir d'une estimation prévisionnelle et que les participations réelles et définitives de chacune des trois parties seront établies d'après les quantités réellement constatées dans le décompte final de l'opération.

## ARTICLE 7 - MODALITES DE VERSEMENT

➢ **Pour les études et travaux,**

La participation de la CCFG sera sollicitée par le Département en deux parties :

- Un acompte de **72 042 € en 2016** sur présentation de l'ordre de service de démarrage des travaux ou de la notification ou du bon de commande.
- **Le solde en 2017** sur présentation du décompte final de l'opération approuvé par la Commission Permanente du Conseil Départemental ou validé par le trésorier payeur

➢ **Pour les acquisitions foncières,**

La participation du Département sera versée à la Commune en une seule fois sur présentation du bilan des dépenses visé du receveur municipal.

## ARTICLE 8 - REPARTITION DES DEPENSES D'ENTRETIEN ET D'EXPLOITATION

| REPARTITION DES TACHES D'ENTRETIEN ET D'EXPLOITATION DES AMENAGEMENTS REALISES SUR RD HORS AGGLOMERATION | Exécution et règlement de la dépense à la charge | | |
|---|---|---|---|
| | du DEPARTEMENT | de la COMMUNE | de la CCFG |
| **CHAUSSEES** | | | |
| Entretien et renouvellement des couches de surface (hors revêtements spécifiques, pavés, plateaux) | X | | |
| Nettoyage et balayage de la chaussée | X | | |
| Entretien et renouvellement des revêtements spécifiques (autre qu'enrobés noirs traditionnels) | | X | |
| Entretien des bordures d'îlots (séparateurs ou de position) | X | | |
| Entretien des bordures d'îlots du giratoire (séparateurs ou de position) | X | | |
| Entretien des bordures de l'anneau central du giratoire | X | | |
| Entretien des bordures extérieures du giratoire | | | X |
| Salage et déneigement de la chaussée d'un niveau équivalent aux sections correspondantes de rase campagne | X | | |
| **ACCOTEMENTS - TROTTOIRS** | | | |
| Entretien courant et réparation des trottoirs, espaces piétons et espaces de stationnement (bordures et revêtements) | | | X |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Entretien et renouvellement des revêtements spécifiques (autre qu'enrobés noirs traditionnels) | | X | |
| Nettoyage et balayage des trottoirs, espaces piétons et espaces de stationnement | | | X |
| Salage et déneigement complémentaires induits par les équipements urbains, les trottoirs, les zones de stationnements, les dépendances | | | X |
| **RESEAUX** | | | |
| Entretien et remplacement du système d'assainissement de la chaussée (regards, collecteurs, drains, caniveaux, grilles, avaloirs...) | X | | |
| Réseaux eaux usées et eau potable | | X | |
| Consommations électriques, maintenance, surveillance et remplacement des installations d'éclairage publics | | X | |
| **SIGNALISATION DIRECTIONNELLE ET DE POLICE** | | | |
| Marquage des lignes d'effet de régime de priorité concernant les RD | X | | |
| Marquage conventionnel de l'axe des RD y compris les îlots des carrefours aménagés | X | | |
| Autres prestations de marquage | X | | |
| Entretien de la signalisation directionnelle qui assure la continuité des jalonnements hors agglomération et selon les prestations définies au marché départemental | X | | |
| Autres signalisations de direction | | X | |
| Signalétique locales | | X | |
| Entretien et remplacement de la signalisation de police | X | | |
| Entretien et remplacement des panneaux d'entrée et sortie d'agglo EB10-EB20 selon les prestations définies au marché départemental | X | | |
| **EQUIPEMENTS** | | | |
| Entretien et remplacement des équipements urbains (mobilier, barrières, abribus...) | | X | |
| Entretien des glissières | X | | |

| ESPACES VERTS - AMENAGEMENTS PAYSAGERS | | | |
|---|---|---|---|
| Fauchage des dépendances de la RD selon politique départementale (y compris giratoire) | X | | |
| Tonte plus soignée | | X | |
| Entretien, remplacement, arrosage des aménagements paysagers | | X | |

Chacune des collectivités réglant directement les dépenses afférentes aux tâches dont elle a la charge.

## ARTICLE 9 – RESPONSABILITE

Chaque signataire est responsable de la sécurité et de la surveillance des ouvrages dont il a la charge conformément à l'article 8 *Répartition des dépenses d'entretien et d'exploitation*.

## ARTICLE 10 - GARANTIE D'ENTRETIEN

En cas de défaut d'entretien d'un ou de plusieurs équipements à la charge de la Commune ou de la CCFG qui pourrait porter atteinte à la sécurité des usagers et des riverains, à l'écoulement du trafic routier ainsi qu'à la pérennité d'ouvrages du Département, ce dernier pourra se substituer à la Commune et à la CCFG pour faire exécuter aux frais de celles-ci les travaux d'entretien nécessaires.

## ARTICLE 11 – ENTREE EN VIGUEUR - DUREE DE VALIDITE ET RESPECT DES TERMES DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à la date de signature du dernier signataire et durera tant que les équipements resteront en service.

## ARTICLE 12 – LITIGES

Les litiges résultant de l'application ou de l'exécution de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif compétent.

| | | |
|---|---|---|
| **BONNEVILLE, le**<br>**Le Président de la Communauté de Communes de Faucigny Glières**<br><br>***Stéphane VALLI*** | **BONNEVILLE, le**<br>**Le Maire,**<br><br>***Stéphane VALLI*** | **ANNECY, le**<br>**Le Président du Conseil Départemental de la Haute-Savoie,**<br><br>***Christian MONTEIL*** |

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0089

**OBJET : AFFECTATION D'AUTORISATION DE PROGRAMME 10020003021, MODIFICATION D'AFFECTATION D'AUTORISATION DE PROGRAMME 10020003026, CONVENTIONS ET AVENANT**
**I. RD992 - VIRY - PTOME 131006**
**II. RD902 - SAINT-GERVAIS-LES-BAINS - PTOME 101032**
**III. RD903 - BRENTHONNE - PTOME 151035**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment son article L.113-2,

Vu la délibération du Bureau du Conseil Général du 09 mars 1992 relative aux modalités du financement des RD en traversée d'agglomération,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CG-2009-024 du 27 avril 2009 relative aux modalités du financement des arrêts de cars,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération du Budget Primitif 2017 n° CD-2016-070 du 12 décembre 2016,

Vu la délibération de la Commission Permanente n° CP-2016-0567 du 22 août 2016 adoptant l'affectation de l'Autorisation de Programme n° **10020003026**,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Commune de VIRY du 13 décembre 2016,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Commune de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS du 14 décembre 2016,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Commune de BRENTHONNE du 20 décembre 2016,

Vu la convention d'autorisation de voirie, de financement et d'entretien n° CONV16-013 du 25 août 2016 établie entre la Commune de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS et le Département,

Vu les avis favorables émis par la 3ème Commission Infrastructures Routières, Transports et Mobilité, Bâtiments lors de ses réunions des 09 septembre, 03 juin 2016,

## I. RD 992 – AMENAGEMENT DU CARREFOUR AVEC LA ROUTE DE FAGOTIN PR 29.040 A 29.180 - COMMUNE DE VIRY – PTOME 131106

La Commune de VIRY a prévu l'aménagement du carrefour avec la route de Fagotin sur la RD 992, du PR 29.040 à 29.180, sur son territoire.

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par la Commune de VIRY.

Cet aménagement étant situé en agglomération et selon les règles de financement édictées par le Département en la matière, la répartition financière de l'opération a été établie sur les bases suivantes :

- **Travaux de type rase campagne (emprise RD)**
  - 40 % du montant HT .....Département
  - 60 % du montant HT + TVA..... Commune

- ***Revêtement de chaussée de la RD***
  - 50 % du montant HT ..... Département
  - 50 % du montant HT + TVA ..... Commune
- **Travaux de type urbain et hors emprise RD**
  - 100 % du montant HT + TVA ..... Commune
- **Frais de maîtrise d'œuvre, coordination sécurité et prix généraux**

  Au prorata du montant HT des travaux incombant à chaque Collectivité
  - TVA ..... Commune
- **Acquisitions foncières**
  - 100 % de la dépense ..... Commune

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à **567 397,92 € TTC**, soit **472 831,60 € HT**.

Ainsi, sur cette base, un projet de convention d'autorisation de voirie, de financement et d'entretien a été établi entre la Commune de VIRY et le Département de la Haute-Savoie.

Par délibération de son Conseil Municipal du 13 décembre 2016, la Commune de VIRY a approuvé la convention ainsi que la répartition financière de l'opération établie dans le tableau ci-dessous :

haute savoie
le Département

# PLAN DE FINANCEMENT
## (sur base estimatif)

Maîtrise d'ouvrage : **COMMUNE**

**Objet :** RD 992 - Aménagement du carrefour route de Fagotin
Commune de **VIRY**

| SECTION | NATURE DES TRAVAUX | CLE DE FINANCEMENT | MONTANT DES TRAVAUX | TVA | REPARTITION FINANCIERE | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Département Haute-Savoie | TVA | Commune | TVA |
| **1** | **TRAVAUX TYPE RASE CAMPAGNE** | | | | | | | |
| **1a.** | Terrassements et assainissement pluvial | *40 % Dépt 60 % Cne* | 22 350,60 | 4 470,12 | 8 940,24 | | 13 410,36 | 4 470,12 |
| **1b.** | Signalisation verticale et horizontale | | 1 900,00 | 380,00 | 760,00 | | 1 140,00 | 380,00 |
| **1c.** | Revêtement de chaussée | *50% Dépt 50% Cne* | 20 145,00 | 4 029,00 | 10 072,50 | | 10 072,50 | 4 029,00 |
| | **MONTANT H.T. (1)** | | **44 395,60** | **8 879,12** | **19 772,74** | | **24 622,86** | **8 879,12** |
| | **MONTANT T.T.C. (1)** | | **53 274,72** | | **19 772,74** | | **33 501,98** | |
| **2** | **TRAVAUX TYPE URBAIN** | | | | | | | |
| **2a.** | Bordures, enrobés trottoirs et remise à niveau | *100% Cne* | 23 922,50 | 4 784,50 | | | 23 922,50 | 4 784,50 |
| **2b.** | Signalisation verticale et horizontale | | 42 727,00 | 8 545,40 | | | 42 727,00 | 8 545,40 |
| **2c.** | Espaces verts | | 715,00 | 143,00 | | | 715,00 | 143,00 |
| **2d.** | Eclairage public, télécom | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 |
| **2e.** | Route de Fagotin | | 294 294,00 | 58 858,80 | | | 294 294,00 | 58 858,80 |
| **2f.** | Chemin piéton | | 51 977,50 | 10 395,50 | | | 51 977,50 | 10 395,50 |
| | **MONTANT H.T. (2)** | | **413 636,00** | **82 727,20** | | | **413 636,00** | **82 727,20** |
| | **MONTANT T.T.C. (2)** | | **496 363,20** | | | | **496 363,20** | |
| **3** | **MAÎTRISE D'ŒUVRE, CONTRÔLES** | | | | | | | |
| **3a.** | Honoraires maîtrise d'œuvre | *Au prorata* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| **3b.** | Coordination sécurité et contrôles divers | *du coût des Tx* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| **3c.** | Prix généraux | | 14 800,00 | 2 960,00 | 638,90 | | 14 161,10 | 2 960,00 |
| | **MONTANT H.T. (3)** | | **14 800,00** | **2 960,00** | **638,90** | | **14 161,10** | **2 960,00** |
| | **MONTANT T.T.C. (3)** | | **17 760,00** | | **638,90** | | **17 121,10** | |
| **4** | **ACQUISITIONS FONCIERES** | | | | | | | |
| **4a.** | Acquisitions Foncières | *100% Cne* | 0,00 | NON | | NON | 0,00 | NON |
| **4b.** | Frais | | 0,00 | | | | | |
| | **MONTANT H.T. (4)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **MONTANT T.T.C. (4)** | | **0,00** | | **0,00** | | **0,00** | |
| | **MONTANT Total (1) + (2) + (3) + (4)** | | **567 397,92** | | **20 411,64** | | **546 986,28** | |

La participation financière du Département, d'un montant de **20 411,64 €**, correspond à la prise en charge des travaux de type rase campagne.

## II. RD 902 – SECURISATION DE L'AVENUE DE MIAGE – CREATION DE TROTTOIRS PR 88.700 A 89.670 - COMMUNE DE SAINT-GERVAIS-LES-BAINS – PTOME 101032

Par délibérations respectivement en date du 22 août 2016 et du 08 juin 2016, la Commission Permanente et le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS ont approuvé la répartition financière et la passation d'une convention d'autorisation de voirie, de financement et d'entretien, relative à l'opération de sécurisation de l'avenue de Miage, création de trottoirs sur la RD 902.

Cette convention a pris effet à la dernière date de signature des deux parties, le 25 août 2016.

Il est proposé la passation d'un avenant n° 1 à la convention d'autorisation de voirie, de financement et d'entretien afin de fixer le nouveau coût prévisionnel de l'opération et les modalités de versement de la participation du Département.

Par délibération de son Conseil Municipal du 14 décembre 2016, la Commune de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS, a approuvé l'avenant à la convention d'autorisation de voirie, de financement et d'entretien, joint en annexe C.

## III. RD 903 – AMENAGEMENT DE LA TRAVERSEE DU CHEF-LIEU – TRANCHE 2 PR 63.780 A 64.780 - COMMUNE DE BRENTHONNE – PTOME 151035

La Commune de BRENTHONNE a prévu l'aménagement de la deuxième tranche de la traversée du chef-lieu sur la RD 903, du PR 63.780 à 64.780 sur son territoire.

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par la Commune de BRENTHONNE.

Cet aménagement étant situé en agglomération et selon les règles de financement édictées par le Département en la matière, la répartition financière de l'opération a été établie sur les bases suivantes :

- **Travaux de type rase campagne (emprise RD)**
  - 50 % du montant HT.....Département
  - 50 % du montant HT + TVA.....Commune

  ***Revêtement de chaussée de la RD***
  - 80 % du montant HT.....Département
  - 20 % du montant HT + TVA.....Commune
- **Travaux de type urbain et hors emprise RD**
  - 100 % du montant HT + TVA.....Commune
- **Frais de maîtrise d'œuvre, coordination sécurité et prix généraux**

  Au prorata du montant HT des travaux incombant à chaque Collectivité
  - TVA.....Commune
- **Acquisitions foncières**
  - 100 % de la dépense.....Commune

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à **658 466,30 € TTC**, soit **548 721,92 € HT**.

Ainsi, sur cette base, un projet de convention de financement a été établi entre la Commune de BRENTHONNE et le Département de la Haute-Savoie.

Par délibération de son Conseil Municipal du 20 décembre 2016, la Commune de BRENTHONNE a approuvé la convention ainsi que la répartition financière de l'opération établie dans le tableau ci-dessous :

haute savoie
le Département

# PLAN DE FINANCEMENT (Tranche 2)
## (sur base estimatif)

:

Maîtrise d'ouvrage : **COMMUNE**

**Objet :** RD 903 - Aménagement de la traverse Tranche 2
Commune de **BRENTHONNE**

| SECTION | NATURE DES TRAVAUX | CLE DE FINANCEMENT | MONTANT DES TRAVAUX | TVA | REPARTITION FINANCIERE | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Département Haute-Savoie | TVA | Commune | TVA |
| **1** | **TRAVAUX TYPE RASE CAMPAGNE** | | | | | | | |
| **1a.** | Terrassements et assainissement pluvial | *50 % Dépt 50 % Cne* | 159 877,00 | 31 975,40 | 79 938,50 | | 79 938,50 | 31 975,40 |
| **1b.** | Signalisation verticale et horizontale | | 5 180,00 | 1 036,00 | 2 590,00 | | 2 590,00 | 1 036,00 |
| **1c.** | Revêtement de chaussée | *80% Dépt 20% Cne* | 101 497,30 | 20 299,46 | 81 197,84 | | 20 299,46 | 20 299,46 |
| | **MONTANT H.T. (1)** | | **266 554,30** | **53 310,86** | **163 726,34** | | **102 827,96** | **53 310,86** |
| | **MONTANT T.T.C. (1)** | | **319 865,16** | | **163 726,34** | | **156 138,82** | |
| **2** | **TRAVAUX TYPE URBAIN** | | | | | | | |
| **2a.** | Bordures, enrobés trottoirs et remise à niveau | *100% Cne* | 166 728,00 | 33 345,60 | | | 166 728,00 | 33 345,60 |
| **2b.** | Signalisation verticale et horizontale | | 18 824,80 | 3 764,96 | | | 18 824,80 | 3 764,96 |
| **2c.** | Eau potable | | 5 000,00 | 1 000,00 | | | 5 000,00 | 1 000,00 |
| **2d.** | Espaces verts | | 7 640,00 | 1 528,00 | | | 7 640,00 | 1 528,00 |
| **2e.** | Eclairage public, télécom | | 17 291,00 | 3 458,20 | | | 17 291,00 | 3 458,20 |
| | **MONTANT H.T. (2)** | | **215 483,80** | **43 096,76** | | | **215 483,80** | **43 096,76** |
| | **MONTANT T.T.C. (2)** | | **258 580,56** | | | | **258 580,56** | |
| **3** | **MAÎTRISE D'ŒUVRE, CONTRÔLES** | | | | | | | |
| **3a.** | Honoraires maîtrise d'œuvre | *Au prorata du coût des Tx* | 24 941,91 | 4 988,38 | 8 471,63 | | 16 470,28 | 4 988,38 |
| **3b.** | Coordination sécurité et contrôles divers | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| **3c.** | Prix généraux | | 41 741,91 | 8 348,38 | 14 177,82 | | 27 564,09 | 8 348,38 |
| | **MONTANT H.T. (3)** | | **66 683,82** | **13 336,76** | **22 649,45** | | **44 034,37** | **13 336,76** |
| | **MONTANT T.T.C. (3)** | | **80 020,58** | | **22 649,45** | | **57 371,13** | |
| **4** | **ACQUISITIONS FONCIERES** | | | | | | | |
| **4a.** | Acquisitions Foncières | *100% Cne* | 0,00 | NON | | NON | 0,00 | NON |
| **4b.** | Frais | | 0,00 | | | | | |
| | **MONTANT H.T. (4)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **MONTANT T.T.C. (4)** | | **0,00** | | **0,00** | | **0,00** | |
| | **MONTANT Total (1) + (2) + (3) + (4)** | | **658 466,30** | | **186 375,80** | | **472 090,51** | |

La participation financière du Département, d'un montant de **186 375,80 €**, correspond à la prise en charge des travaux de type rase campagne.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

## I. RD 992 – AMENAGEMENT DU CARREFOUR AVEC LA ROUTE DE FAGOTIN PR 29.040 A 29.180 - COMMUNE DE VIRY – PTOME 131106

**APPROUVE** la répartition financière de l'opération, la passation de la convention d'autorisation de voirie, de financement et d'entretien jointe en annexe A entre la Commune de VIRY et le Département de la Haute-Savoie.

**AUTORISE** M. le Président à signer la convention jointe en annexe A.

**DECIDE** d'affecter l'Autorisation de Programme n° **10020003021** intitulée : "Aménagement réseau RD 2012 – FDI" à l'opération définie ci-dessous :

| **Code Imputation (clé)** Pour information et non voté | **Code affectation** | **Code de l'opération** | **Libellé de l'Opération** | **Montant affecté à l'opération** | **Echéancier de l'affectation** Pour information et non voté |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 2017 |
| VTV1D00071 | AF17VTV010 | 17VTV00226 | RD 992 – Aménagement du carrefour avec la route du Fagotin – Commune de VIRY | 20 411,64 | 20 411,64 |
| | | | Total | 20 411,64 | 20 411,64 |

## II. RD 902 – SECURISATION DE L'AVENUE DE MIAGE – CREATION DE TROTTOIRS PR 88.700 A 89.670 - COMMUNE DE SAINT-GERVAIS-LES-BAINS – PTOME 101032

**AUTORISE** les termes de l'avenant n° 1 à la convention d'autorisation de voirie, de financement et d'entretien entre la Commune de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS et le Département de la Haute-Savoie, relatif à la prise en charge du coût des arrêts de cars et au modalités de versement de la participation du Département, le plan de financement étant joint en annexe B.

**AUTORISE** M. le Président à signer l'avenant joint en annexe C.

**DECIDE** de modifier l'affectation de l'Autorisation de Programme n° **10020003026** intitulée « Aménagement réseau RD 2014 » à l'opération définie ci-dessous :

| **N° de l'affectation initiale** | **N° de l'opération** | **Libellé de l'opération** | **Montant initial (en €)** | **Montant de la modification de l'affectation** | **Montant Modifié** |
|---|---|---|---|---|---|
| **AF16VTV039** | **16VTV01696** | **RD 902 – Sécurisation de l'avenue de Miage – Création de trottoirs – Commune de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS** | **269 014,01** | **116 927,47** | **+ 385 941,48** |

Affectation modifiée :

| **Code Imputation (clé)** Pour information et non voté | **Nature** | **Libellé de l'Opération** | **Montant affecté à l'opération** | **Echéancier de l'affectation** Pour information et non voté | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 2016 | 2017 |
| VTV1D00071 | 23151 | RD 902 – Sécurisation de l'avenue de Miage – Création de trottoirs – Commune de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS | 385 941,48 | 134 507,00 | 251 434,48 |
| | | Total | 385 941,48 | 134 507,00 | 251 434,48 |

## III. RD 903 – AMENAGEMENT DE LA TRAVERSEE DU CHEF-LIEU – TRANCHE 2 PR 63.780 A 64.780 - COMMUNE DE BRENTHONNE – PTOME 151035

**APPROUVE** la répartition financière de l'opération, la passation de la convention de financement entre la Commune de BRENTHONNE et le Département de la Haute-Savoie.

**AUTORISE** M. le Président à signer la convention jointe en annexe D.

**Délibération télétransmise en Préfecture le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

**Commune de VIRY**

# CONVENTION D'AUTORISATION DE VOIRIE, DE FINANCEMENT ET D'ENTRETIEN

Relative à l'aménagement du carrefour avec la route de Fagotin, RD 992

**PR 29.040 à 29.180 - Commune de VIRY**

**ENTRE**

La **Commune de VIRY**, représentée par son Maire, Monsieur **André BONAVENTURE,** en vertu de la délibération du Conseil Municipal n°..... en date du ..... et désignée dans ce qui suit par « La Commune »

**D'UNE PART**,

**ET**

Le **Département de la Haute-Savoie** représenté par son Président, Monsieur **Christian MONTEIL**, en vertu de la délibération de la Commission Permanente n°..... en date du ..... et désigné dans ce qui suit par « Le Département »

**D'AUTRE PART.**

Il est préalablement exposé ce qui suit :

**ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de :

- ✓ Définir les caractéristiques de l'ouvrage à réaliser et son financement,
- ✓ Déterminer la maîtrise d'ouvrage,
- ✓ Répartir les charges d'entretien et d'exploitation lors de la mise en service,

entre le Département et la Commune, pour l'aménagement du carrefour avec la route de Fagotin sur la RD 992 du PR 29.040 à 29.180, sur le territoire de la Commune de VIRY.

**ARTICLE 2 – DESCRIPTION DE L'AMENAGEMENT – CONSISTANCE DES TRAVAUX**

Cette opération d'aménagement prévoit la réalisation des travaux suivants :

- reprise du raccord de la route de Fagotin sur la RD 992 avec des rayons de bordures de 8 m en sortie et 10 m en entrée,
- aménagement de la voirie de la RD 992 sur 20 ml à 9,80 m de largeur avec 2 voies circulables de 3 m, 1 voie de stockage de 2,30 m et 1 trottoir de 1,50 m,
- création d'un trottoir de 1,50 m de largeur en prolongement de celui existant en direction du chef et aménagement d'une traversée au niveau du feu pour rejoindre la route de Fagotin,
- conservation du gabarit de la largeur de voirie à 6,30 m côté Viry et côté Vers,
- mise en place d'îlots gravillonnés,
- positionnement des feux en recul du carrefour pour permettre la giration des véhicules.

**ARTICLE 3 – AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

En vertu de l'article L113.2 du Code de la Voirie Routière, le Département met à disposition de la Commune l'emprise nécessaire aux aménagements décrits à l'article 2.

**ARTICLE 4 – MAÎTRISE D'OUVRAGE DE L'OPERATION**

La maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de l'opération est assurée par la Commune.

**ARTICLE 5 – ACQUISITIONS FONCIERES**

Les acquisitions foncières éventuelles nécessaires à la réalisation du projet, seront effectuées par la Commune.
Il appartiendra à la Commune de procéder aux formalités nécessaires auprès des Services du cadastre compétent en vue de l'incorporation des emprises affectées au domaine public (chaussée, trottoirs…).

**ARTICLE 6 – REPARTITION FINANCIERE DE L'OPERATION**

La répartition financière a été établie comme suit :

- **Travaux de type rase campagne (emprise RD)**
  - ✓ 40 % du montant HT. ..... Département
  - ✓ 60 % du montant HT + TVA..... Commune

  ***Revêtement de chaussée de la RD***
  - ✓ 50 % du montant HT..... Département
  - ✓ 50 % du montant HT + TVA..... Commune
- **Travaux de type urbain et hors emprise RD**
  - ✓ 100 % du montant HT + TVA..... Commune
- **Frais de maîtrise d'œuvre, coordination sécurité et prix généraux**

  Au prorata du montant HT des travaux incombant à chaque Collectivité
  - ✓ TVA ..... Commune
- **Acquisitions foncières**
  - ✓ 100 % de la dépense ..... Commune

Les participations sont chiffrées dans le plan de financement joint à la présente convention. Il est précisé que ces chiffres sont obtenus à partir d'une estimation prévisionnelle et que les participations réelles et définitives de chacune des deux parties seront établies d'après les quantités réellement constatées dans le décompte final de l'opération.

**ARTICLE 7 – COÛT PREVISIONNEL**

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à **567 397 ,92 € T.T.C.** dont :

- ✓ **546 986,28 €** à la charge de la Commune
- ✓ **20 411,64 €** à la charge du Département

**ARTICLE 8 - MODALITES DE VERSEMENT**

Seule une participation du Département sera versée en deux parties :

* Un premier acompte de 50 %, soit **10 206 €**, sur présentation d'une situation d'état d'acompte de règlement, au minimum équivalente à la moitié du coût de l'estimation prévisionnelle.
* Un second acompte de 20 %, soit **4 082 €**, sur présentation d'une situation d'état d'acompte de règlement, au minimum équivalente à 70 % du coût de l'estimation prévisionnelle.
* **Le solde** sur présentation du décompte final des travaux visé du Receveur Municipal ou sur présentation de la délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental approuvant le décompte final de l'opération.

**ARTICLE 9 – DEVOLUTION, SUIVI ET MODIFICATION DES TRAVAUX**

La Commune, Maître d'ouvrage, tiendra informé le Département du déroulement des différentes phases de l'opération et devra transmettre une copie des pièces suivantes :

- Ordre de service de démarrage des travaux à l'entreprise titulaire du marché
- Comptes-rendus de chantier

En cas de modifications des dispositions techniques et géométriques du projet apportées par la Commune en cours de travaux, celle-ci devra systématiquement recueillir l'accord préalable du Département avant la poursuite des travaux.

En cas de non-respect d'une des dispositions portées dans les différents articles de la présente convention, la participation financière du Département sera suspendue.

**ARTICLE 10 – ESSAI – CONTRÔLE DE CHAUSSEE**

Le Département se réserve le droit en cours de chantier de réaliser ou de faire réaliser tout contrôle qu'il jugera utile. Les commandes et les dépenses inhérentes à ces prestations seront assurées directement par le Département et seront répercutées au plan de financement lors de l'établissement du bilan financier de l'opération.

Ces contrôles ne se substituent en aucun cas aux opérations de contrôle intérieur (contrôle interne et externe) de l'entreprise, ni au contrôle extérieur que doit effectuer la commune (en tant que maître d'ouvrage) durant le chantier.

**ARTICLE 11 – RECEPTION ET MISE A DISPOSITION DES OUVRAGES**

La Commune est tenue d'obtenir l'accord préalable du Département avant de prendre la décision de **réception de l'ouvrage**. En conséquence, les réceptions d'ouvrages seront organisées par la Commune selon les modalités suivantes :

- La Commune accepte d'adopter les clauses du CCAG « Travaux » lors de la rédaction des marchés afférents à cette opération.

  Avant les opérations préalables à la réception prévue à l'article 41.2 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux, la Commune organisera une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participeront les représentants habilités des deux signataires de la présente convention et le maître d'œuvre chargé du suivi du chantier. Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte rendu qui reprendra les observations présentées par le Département et qu'il entend voir réglées avant d'accepter la réception.
- La Commune s'assurera ensuite de la bonne mise en œuvre des opérations préalables à la réception.
- La Commune transmettra ses propositions au Département en ce qui concerne la décision de réception. Le Département fera connaître sa décision à la Commune dans les vingt jours suivant la réception des propositions de cette dernière. Le défaut de décision du Département dans ce délai vaudra accord tacite sur les propositions de la Commune.
- La Commune établira ensuite la décision de réception (ou de refus) et la notifiera à l'entreprise. Copie en sera notifiée au Département.
- La réception transfère à la Commune la garde des ouvrages. La Commune en sera libérée dans les conditions fixées ci-dessous par la mise à disposition des ouvrages au Département.

Les ouvrages sont **mis à disposition** du Département après réception des travaux notifiés aux entreprises et à condition que la Commune ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate de l'ouvrage.

Si le Département demande une mise à disposition partielle, celle-ci ne peut intervenir qu'après la réception partielle correspondante.

Toute mise à disposition ou occupation anticipée d'ouvrage doit faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux, consigné dans un procès-verbal signé par les deux parties. Ce constat doit notamment faire mention des réserves de réception levées ou restant à lever à la date du constat.

La mise à disposition de l'ouvrage transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant au Département, dans le respect de la convention de répartition des charges citée dans l'article 12.

**ARTICLE 12 - REPARTITION DES DEPENSES D'ENTRETIEN ET D'EXPLOITATION**

| **REPARTITION DES TACHES D'ENTRETIEN ET D'EXPLOITATION DES AMENAGEMENTS REALISES SUR RD EN AGGLOMERATION (panneaux d'agglo ou zone constructible du PLU)** | **Exécution et règlement de la dépense à la charge** | |
|---|---|---|
| | **du DEPARTEMENT** | **de la COMMUNE** |
| **CHAUSSEES** | | |
| Entretien et renouvellement des couches de surface (hors revêtements spécifiques, pavés, plateaux) | X | |
| Nettoyage et balayage de la chaussée | | X |
| Entretien des bordures d'îlots de la chaussée (séparateurs ou de position ou passage piéton) | | X |
| **ACCOTEMENTS -TROTTOIRS** | | |
| Entretien courant et réparation des trottoirs, espaces piétons et espaces de stationnement (bordures et revêtements) | | X |
| Nettoyage et balayage des trottoirs, espaces piétons et espaces de stationnement | | X |
| **ASSAINISSEMENT EAUX PLUVIALES** | | |
| Entretien et remplacement du système d'assainissement de la chaussée (regards, collecteurs, drains, caniveaux, grilles, avaloirs…) | | X |
| **SIGNALISATION HORIZONTALE** | | |
| Marquage des lignes d'effet de régime de priorité concernant les RD dans les agglomérations | | X |
| Marquage conventionnel de l'axe des RD y compris les îlots des carrefours aménagés dans les agglomérations | | X |
| Autres prestations de marquage | | X |
| **SIGNALISATION DE DIRECTION** | | |
| Entretien de la signalisation directionnelle qui assure la continuité des jalonnements hors agglomération et selon les prestations définies au marché départemental | X | |
| Autres signalisations de direction | | X |

| | | |
|---|---|---|
| **SIGNALISATION DE POLICE** | | |
| Entretien et remplacement de la signalisation de police | | X |
| Entretien et remplacement des panneaux d'entrée et sortie d'agglo EB10-EB20 selon les prestations définies au marché départemental | X | |
| **EQUIPEMENTS** | | |
| Entretien et remplacement des équipements urbains (mobilier, barrières, abribus…) | | X |
| Entretien des glissières | | X |
| **ECLAIRAGE PUBLIC** | | |
| Entretien, consommations électriques, maintenance, surveillance et remplacement des installations | | X |
| **ESPACES VERTS-PLANTATIONS** | | |
| Fauchage, entretien et remplacement des végétaux (espaces verts, plantations) | | X |
| **VIABILITE HIVERNALE** | | |
| Salage et déneigement de la chaussée d'un niveau équivalent aux sections correspondantes de rase campagne | X | |
| Salage et déneigement complémentaires induits par les équipements urbains, notamment les trottoirs | | X |

Chacune des collectivités réglant directement les dépenses afférentes aux tâches dont elle a la charge.

**ARTICLE 13 – RESPONSABILITE**

Chaque signataire est responsable de la sécurité et de la surveillance des ouvrages dont il a la charge conformément à l'article 12 *Répartition des dépenses d'entretien et d'exploitation*.

**ARTICLE 14 - GARANTIE D'ENTRETIEN**

En cas de défaut d'entretien d'un ou de plusieurs équipements à la charge de la Commune qui pourrait porter atteinte à la sécurité des usagers et des riverains, à l'écoulement du trafic routier ainsi qu'à la pérennité d'ouvrages du Département, ce dernier pourra se substituer à la Commune pour faire exécuter aux frais de celle-ci les travaux d'entretien nécessaires.

**ARTICLE 15 – ENTREE EN VIGUEUR - DUREE DE VALIDITE ET RESPECT DES TERMES DE LA CONVENTION**

La présente convention prendra effet à la date de signature du dernier signataire et durera tant que les équipements resteront en service.

**ARTICLE 16 – LITIGES**

Les litiges résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Grenoble.

| | |
|---|---|
| **VIRY, le** | **ANNECY, le** |
| **Le Maire,** | **Le Président du Conseil Départemental de la Haute-Savoie,** |
| ***André BONAVENTURE*** | ***Christian MONTEIL*** |

haute savoie
le Département

## PLAN DE FINANCEMENT (V2)

Maîtrise d'ouvrage : **COMMUNE**

**Objet :** RD 902 - Avenue de Miage création de trottoirs
Commune de **SAINT-GERVAIS-LES-BAINS**

| SECTION | NATURE DES TRAVAUX | CLE DE FINANCEMENT | MONTANT DES TRAVAUX | TVA | REPARTITION FINANCIERE | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Département Haute-Savoie | TVA | Commune | TVA |
| 1 | **TRAVAUX TYPE RASE CAMPAGNE** | | | | | | | |
| | **MJC au camping de Miage - Chemin du Bonnant - Chemin des Crocus** | | | | | | | |
| 1.1 | Terrassements et assainissement pluvial | *20% Dépt 80% Cne* | 214 758,62 | 42 951,72 | 42 951,72 | - | 171 806,90 | 42 951,72 |
| 1.2 | Revêtement de chaussée (reprise et BB sur tranchées) | | 20 017,69 | 4 003,54 | 4 003,54 | - | 16 014,15 | 4 003,54 |
| 1.3 | Revêtement de chaussée (tapis général) | *50% Dépt 50% Cne* | 343 709,22 | 68 741,84 | 171 854,61 | - | 171 854,61 | 68 741,84 |
| 1.4 | **Reprise structure de la plate-forme** | *100% Dépt* | 47 113,95 | 9 422,79 | 47 113,95 | - | - | 9 422,79 |
| 1.5 | **Aménagement et sécurisation des arrêts cars** | | | | | | - | |
| | **Arrêt Assomption** | | 21 743,57 | 4 348,71 | 21 743,57 | - | - | 4 348,71 |
| | **Arrêt Panloup** | | 43 980,97 | 8 796,19 | 43 980,97 | - | - | 8 796,19 |
| | **Arrêt Pratz** | | 50 387,46 | 10 077,49 | 50 387,46 | - | - | 10 077,49 |
| | **MONTANT H.T. (1)** | | **741 711,48** | **148 342,30** | **382 035,82** | **-** | **359 675,66** | **148 342,30** |
| | **MONTANT T.T.C (1)** | | **890 053,78** | | **382 035,82** | | **508 017,95** | |
| 2 | **TRAVAUX TYPE URBAIN** | | | | | | | |
| | **MJC au camping de Miage - Chemin du Bonnant - Chemin des Crocus** | | | | | | | |
| 2.1 | Bordures, enrobés trottoirs et remise à niveau | *100% Cne* | 222 667,81 | 44 533,56 | - | - | 222 667,81 | 44 533,56 |
| 2.2 | Espaces verts | | 1 260,00 | 252,00 | - | - | 1 260,00 | 252,00 |
| | **MONTANT H.T. (2)** | | **223 927,81** | **44 785,56** | **-** | **-** | **223 927,81** | **44 785,56** |
| | **MONTANT T.T.C (2)** | | **268 713,37** | | **0,00** | | **268 713,37** | |
| 3 | **MAITRISE D'ŒUVRE, CONTRÔLES** | | | | | | | |
| 3.1 | Honoraires maîtrise d'œuvre | *Au prorata du coût des Tx* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 | 0,00 |
| 3.2 | Coordination sécurité et contrôles divers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 | 0,00 |
| 3.3 | Prix généraux | | 9 872,00 | 1 974,40 | 3 905,66 | - | 5 966,34 | 1 974,40 |
| | **MONTANT H.T. (3)** | | **9 872,00** | **1 974,40** | **3 905,66** | **-** | **5 966,34** | **1 974,40** |
| | **MONTANT T.T.C. (3)** | | **11 846,40** | | **3 905,66** | | **7 940,74** | |
| | **MONTANT Total TTC (1) + (2) + (3)** | | **1 170 613,55** | | **385 941,48** | | **784 672,07** | |

# Commune de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS

## AVENANT N° 1 A LA CONVENTION D'AUTORISATION DE VOIRIE, DE FINANCEMENT ET D'ENTRETIEN

Relative à la sécurisation de l'avenue de Miage, création de trottoirs, sur la RD 902.

**PR 88.700 à 89.670 - Commune de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS**

**ENTRE**

La **Commune de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS**, représentée par son Maire, Monsieur **Jean-Marc PEILLEX,** dûment habilitée par la délibération n°..... du Conseil municipal en date du..... et désignée dans ce qui suit par « La Commune »

**D'UNE PART**,

**ET**

Le **Département de la Haute-Savoie** représenté par son Président, Monsieur **Christian MONTEIL**, dûment habilité par la délibération n° CP.....en date du..... et désigné dans ce qui suit par « Le Département »

**D'AUTRE PART.**

PREAMBULE :

Il est rappelé ce qui suit :

La Commission Permanente, par délibération n° CP-2016-0567 en date du 22 août 2016 et le Conseil Municipal, par délibération du 08 juin 2016, ont approuvé la répartition financière et la passation d'une convention d'autorisation de voirie, de financement et d'entretien entre la Commune de Saint-Gervais-Les-Bains et le Département de la Haute-Savoie.

Cette convention a pris effet à la dernière date de signature des deux parties, le 25 août 2016.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT**

Le présent avenant a pour objet de **fixer le nouveau coût prévisionnel de l'opération et les modalités de versement de la participation du Département,** consécutif à la prise en charge du financement des arrêts cars (Assomption, Panloup, Les Pratz)**.** Il modifie les articles 6, 7 et 8 de la convention d'autorisation de voirie, de financement et d'entretien initiale.

**ARTICLE 2 – REPARTITION FINANCIERE DE L'OPERATION**

La répartition financière est établie comme suit :

- **Travaux de type rase campagne (emprise RD)**
  - ✓ 20 % du montant H.T. ..... Département
  - ✓ 80 % du montant H.T. + T.V.A ..... Commune

  ***Revêtement de chaussée de la RD***
  - ✓ 50 % du montant H.T. ..... Département
  - ✓ 50 % du montant H.T. + T.V.A ..... Commune

  ***Reprise structure de la plate-forme***
  - ✓ 100 % du montant H.T. ..... Département
  - ✓ T.V.A.. ..... Commune

  ***Aménagement et sécurisation des arrêts cars (Assomption, Panloup, Les Pratz)***
  - ✓ 100 % du montant H.T. ..... Département
  - ✓ T.V.A.. ..... Commune
- **Travaux de type urbain et hors emprise RD**
  - ✓ 100 % du montant H.T. + T.V.A ..... Commune
- **Acquisitions foncières**
  - ✓ 100 % de la dépense ..... Commune

**ARTICLE 3 – COÛT PREVISIONNEL**

Le nouveau coût prévisionnel de l'opération s'élève **à 1 170 613,55 € TTC, soit** 975 511,30 € HT.

Ainsi, la répartition financière de l'opération de l'opération s'établit comme suit :

- ✓ **784 672,07 €** à la charge de la Commune (dont 195 102,26 € de TVA)
- ✓ **385 941,48 €** à la charge du Département dont :
  - 21 743,57 € - Arrêt Assomption
  - 43 980,97 € - Arrêt Panloup
  - 50 387 ,46 € - Arrêt Les Pratz

Le plan de financement modifié est annexé et fait partie intégrante du présent avenant.

**ARTICLE 4 - MODALITES DE VERSEMENT**

La participation du Département sera versée en trois fois :

- Un acompte de 30 %, soit **115 782 €**, sur présentation d'une situation d'état d'acompte de règlement, au minimum équivalente à 50 % du coût de l'estimation prévisionnelle
- Un acompte de 50 %, soit **192 970 €**, sur présentation d'une situation d'état d'acompte de règlement, au minimum équivalente à 80 % du coût de l'estimation prévisionnelle
- **Le solde** sur présentation du décompte final des travaux visé du Receveur Municipal ou sur présentation de la délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental approuvant le décompte final de l'opération.

**ARTICLE 5– ENTREE EN VIGUEUR –DUREE DE VALIDITE ET RESPECT DES TERMES DE L'AVENANT**

Le présent avenant prendra effet à la date de signature du dernier signataire.

Il fait partie intégrante de la convention de financement initiale.

*Tous les autres articles de la convention restent inchangés.*

| | |
|---|---|
| **SAINT-GERVAIS-LES-BAINS, le** | **ANNECY, le** |
| **Le Maire,** | **Le Président du Conseil Départemental de la Haute-Savoie,** |
| ***Jean-Marc PEILLEX*** | ***Christian MONTEIL*** |

## Commune de BRENTHONNE

# CONVENTION DE FINANCEMENT

Relative à l'aménagement de la traversée du chef-lieu sur la RD 903 – Tranche 2

**PR 63.780 à 64.780- Commune de BRENTHONNE**

**ENTRE**

La **Commune de BRENTHONNE**, représentée par son Maire, Monsieur **Michel BURGNARD,** en vertu de la délibération du Conseil Municipal n°..... en date du ..... et désignée dans ce qui suit par « La Commune »

**D'UNE PART**,

**ET**

Le **Département de la Haute-Savoie** représenté par son Président, Monsieur **Christian MONTEIL**, en vertu de la délibération de la Commission Permanente n°..... en date du ..... et désigné dans ce qui suit par « Le Département »

**D'AUTRE PART.**

PREAMBULE :

*Il est rappelé ce qui suit :*

**VU** la *Convention d'Autorisation de Voirie et d'Entretien* approuvée par la Commission Permanente n°CP-2016-0407 du 06 juin 2016 et par le Conseil Municipal de la Commune de BRENTHONNE du 26 avril 2016,

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de financement entre le Département et la Commune pour l'aménagement de la 2ème tranche de la traversée du chef-lieu sur la RD 903, sur le territoire de la Commune de BRENTHONNE.

**ARTICLE 2 – DESCRIPTION DE L'AMENAGEMENT – CONSISTANCE DES TRAVAUX**

Cette opération d'aménagement prévoit la réalisation des travaux suivants :

- Phase 2 : sécurisation de l'entrée Est du chef-lieu

**ARTICLE 3 – MAÎTRISE D'OUVRAGE DE L'OPERATION**

La maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de l'opération est assurée par la Commune.

**ARTICLE 4 – REPARTITION FINANCIERE DE L'OPERATION**

La répartition financière a été établie comme suit :

- **Travaux de type rase campagne (emprise RD)**
  - ✓ 50 % du montant HT. ..... Département
  - ✓ 50 % du montant HT + TVA. ..... Commune

  ***Revêtement de chaussée de la RD***
  - ✓ 80 % du montant HT ..... Département
  - ✓ 20 % du montant HT + TVA. ..... Commune
- **Travaux de type urbain et hors emprise RD**
  - ✓ 100 % du montant HT + TVA. ..... Commune
- **Frais de maîtrise d'œuvre, coordination sécurité et prix généraux**

  Au prorata du montant HT des travaux incombant à chaque Collectivité
  - ✓ TVA ..... Commune
- **Acquisitions foncières**
  - ✓ 100 % de la dépense ..... Commune

Les participations sont chiffrées dans le plan de financement joint à la présente convention. Il est précisé que ces chiffres sont obtenus à partir d'une estimation prévisionnelle et que les participations réelles et définitives de chacune des deux parties seront établies d'après les quantités réellement constatées dans le décompte final de l'opération.

**ARTICLE 5 – COÛT PREVISIONNEL**

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à **658 466,30 € TTC** dont :

- ✓ **186 375,80 €** à la charge du Département
- ✓ **472 090,51 €** à la charge de la Commune

**ARTICLE 6 - MODALITES DE VERSEMENT**

La participation du Département sera versée en **quatre** parties :

- Un premier acompte de 30 %, soit **55 913 €**, sur présentation d'une situation d'état d'acompte de règlement, au minimum équivalente à 30 % du coût de l'estimation prévisionnelle,
- Un second acompte de 20 %, soit **37 275 €**, sur présentation d'une situation d'état d'acompte de règlement, au minimum équivalente à 50 % du coût de l'estimation prévisionnelle,
- Un troisième acompte de 30 %, soit **55 913 €**, sur présentation d'une situation d'état d'acompte de règlement, au minimum équivalente à 80 % du coût de l'estimation prévisionnelle,
- **Le solde** sur présentation du décompte final des travaux visé du Receveur Municipal. ou sur présentation de la délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental approuvant le décompte final de l'opération.

**ARTICLE 7 – ENTREE EN VIGUEUR - DUREE DE VALIDITE ET RESPECT DES TERMES DE LA CONVENTION**

La présente convention prendra effet à la date de signature du dernier signataire et durera tant que les équipements resteront en service.

**ARTICLE 8 – LITIGES**

Les litiges résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Grenoble.

| | |
|---|---|
| **BRENTHONNE, le** | **ANNECY, le** |
| **Le Maire,** | **Le Président du Conseil Départemental de la Haute-Savoie,** |
| ***Michel BURGNARD*** | ***Christian MONTEIL*** |

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0090

**OBJET : MODIFICATIONS D'AFFECTATIONS D'AUTORISATIONS DES PROGRAMMES 10020003021, 10020003026, 04032030026 ET 04032030029**
**I. RD1203 / 12 - COMMUNES DE BONNEVILLE ET SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY - PTOME 051025**
**II. RD6 / 6A - COMMUNES DE SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY ET AMANCY - PTOME 111039**
**III. RD1205 / 12 - COMMUNE DE BONNEVILLE - PTOME 051008**
**IV. RD991 - COMMUNE DE SEYSSEL - PTOME 131062**
**V. RD909 - COMMUNE DE LA BALME-DE-THUY**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération du Budget Supplémentaire n° CD-2016-016 du 25 avril 2016 adoptant l'affectation de l'Autorisation de Programme n° **04032030029** relative aux travaux de protection des berges du Fier,

Vu la délibération du Budget Primitif 2017 n° CD-2016-070 du 12 décembre 2016,

Vu la délibération de la Commission Permanente n° CP-2012-0565 du 17 septembre 2012, adoptant l'affectation de l'Autorisation de Programme n° **10020003021**,

Vu la délibération de la Commission Permanente n° CP-2014-0105 du 17 février 2014, adoptant l'affectation de l'Autorisation de Programme n° **10020003021**,

Vu la délibération de la Commission Permanente n° CP-2015-0093 du 16 février 2015, adoptant l'affectation de l'Autorisation de Programme n° **10020003026**,

Vu la délibération de la Commission Permanente n° CP-2015-0396 du 13 juillet 2015 adoptant l'affectation de l'Autorisation de Programme n° **04032030026**,

Vu la délibération de la Commission Permanente n° CP-2016-046 du 07 mars 2016 adoptant la modification de l'affectation de l'Autorisation de Programme n° **10020003021**,

Vu la délibération de la Commission Permanente n° CP-2016-0464 du 04 juillet 2016 adoptant la modification de l'affectation de l'Autorisation de Programme n° **10020003021**,

Vu la délibération de la Commission Permanente n° CP-2016-0539 du 22 août 2016 adoptant la modification de l'affectation de l'autorisation de programme n° **04032030029**.

**I. RD1203 / 12 – AMENAGEMENT DU CARREFOUR DU PONT DU BORNE – COMMUNES DE BONNEVILLE ET SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY – PTOME 051025**

Une Autorisation de Programme d'un montant de **5 234 557,39 € TTC** a été affectée pour la réalisation des travaux d'aménagement du carrefour du Pont du Borne entre les RD1203 et RD12 sur le territoire des Communes de BONNEVILLE et de SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY.

Les travaux adjugés au groupement d'entreprises BR et à l'entreprise SERPOLET sont quasi terminés et le coût définitif s'élève à **5 132 898,38 € TTC** soit une économie de **101 659,01 € TTC**.

**II. RD6 / 6A – CALIBRAGE ET ASSAINISSEMENT – PHASE 1 – PR 27.700 A 29.070 – COMMUNES DE SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY ET AMANCY – PTOME 111039**

Une Autorisation de Programme d'un montant de **1 562 596,97 € TTC** a été affectée pour la réalisation des travaux d'aménagement de calibrage et d'assainissement pour la phase 1 entre les PR 27.700 à 29.070 entre les RD6 et RD6A sur le territoire des Communes de SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY et d'AMANCY.

Les travaux adjugés à l'entreprise SMTP SAS sont terminés et le coût définitif s'élève à **1 557 820,05 € TTC** soit une économie de **4 776,92 € TTC**.

**III. RD1205 / 12 – AMENAGEMENT DU CARREFOUR DE LA COTE D'HYOT – PR 20.190 – COMMUNE DE BONNEVILLE – PTOME 051008**

Une Autorisation de programme d'un montant de **1 719 000,00 € TTC** a été affectée pour la réalisation des travaux d'aménagement du carrefour de la Côte d'Hyot au PR 20.190 entre les RD1205 et RD12 sur le territoire de la Commune de BONNEVILLE.

Les travaux adjugés aux entreprises BENEDETTI, GUELPA, EIFFAGE et RESIREP sont terminés et le coût définitif s'élève à **1 305 610,21 € TTC** soit une économie de **413 389,79 € TTC**.

**IV. RD991 – AMENAGEMENT DE PROTECTION DU CAPTAGE D'EAU POTABLE DU FIER COMMUNE DE SEYSSEL – PTOME 131062**

Une Autorisation de Programme d'un montant de **860 000 € TTC** a été affectée pour la réalisation des travaux d'aménagement de protection du captage d'eau potable du Fier de la RD991 sur le territoire de la Commune de SEYSSEL.

Les travaux adjugés à l'entreprise BORTOLUZZI sont terminés et le coût définitif s'élève à **501 361,07 € TTC** soit une économie de **358 638,93 € TTC**.

**V. RD909 – PROTECTION DES BERGES DU FIER – PR 16.500 – COMMUNE DE LA BALME-DE-THUY**

Une Autorisation de Programme d'un montant de **123 300 € TTC** a été affectée pour la réalisation de travaux de protection des berges du Fier au PR 16.500 de la RD909 sur le territoire de la Commune de LA BALME-DE-THUY.

Les travaux sont terminés et le coût définitif s'élève à **119 976,03 € TTC** soit une économie de **3 323,97 € TTC**.

Considérant l'achèvement des travaux et les soldes des crédits dégagés.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**I. RD1203 / 12 – AMENAGEMENT DU CARREFOUR DU PONT DU BORNE – COMMUNES DE BONNEVILLE ET SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY – PTOME 051025**

**DECIDE** de modifier l'affectation de l'Autorisation de Programme n° **10020003021** intitulée « Aménagement du réseau routier départemental – RD2012 » comme ci-dessous :

| N° de l'affectation initiale | N° de l'opération | Libellé de l'opération | Montant initial | Montant de la modification de l'affectation | Montant modifié |
|---|---|---|---|---|---|
| AF12VTV054 | 12VTV01440 | RD1203 / 12 – Aménagement du carrefour du Pont du Borne – Communes de BONNEVILLE et SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY | 5 234 557,39 | - 101 659,01 | 5 132 898,38 |

**Affectation modifiée :**

| Code Imputation (clé) | Nature | Libellé de l'Opération | Montant affecté à l'opération | Echéancier de l'affectation Pour information et non voté | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pour information et non voté | | | | Antérieur à 2015 | 2015 | 2016 | 2017 |
| VTV1D00071 | 23151 | RD1203 / 12 – Aménagement du carrefour du Pont du Borne – Communes de BONNEVILLE et SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY | 5 132 898,38 | 4 547 061,72 | 524 495,67 | 57 481,56 | 3 859,43 |
| | | Total | 5 132 898,38 | 4 547 061,72 | 524 495,67 | 57 481,56 | 3 859,43 |

## II. RD6 / 6A – CALIBRAGE ET ASSAINISSEMENT – PHASE 1 – PR 27.700 A 29.070 – COMMUNES DE SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY ET AMANCY – PTOME 111039

**DECIDE** de modifier l'affectation de l'Autorisation de Programme n° **10020003021** intitulée « Aménagement du réseau routier départemental – RD2012 » comme ci-dessous :

| N° de l'affectation initiale | N° de l'opération | Libellé de l'opération | Montant initial | Montant de la modification de l'affectation | Montant modifié |
|---|---|---|---|---|---|
| AF14VTV021 | 14VTV00402 | RD6 / 6A – Calibrage et assainissement – Phase 1 Communes de SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY et AMANCY | 1 562 596,97 | - 4 776,92 | 1 557 820,05 |

**Affectation modifiée :**

| Code Imputation (clé) | Nature | Libellé de l'Opération | Montant affecté à l'opération | Echéancier de l'affectation Pour information et non voté | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Pour information et non voté | | | | Antérieur à 2015 | 2015 | 2016 |
| VTV1D00071 | 23151 | RD6 / 6A – Calibrage et assainissement – Phase 1 Communes de SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY et AMANCY | 1 557 820,05 | 915 110,83 | 640 486,14 | 2 223,08 |
| | | Total | 1 557 820,05 | 915 110,83 | 640 486,14 | 2 223,08 |

## III. RD1205 / 12 – AMENAGEMENT DU CARREFOUR DE LA COTE D'HYOT – PR 20.190 – COMMUNE DE BONNEVILLE – PTOME 051008

**DECIDE** de modifier l'affectation de l'Autorisation de Programme n° **10020003026** intitulée « Aménagement du réseau routier départemental – RD2014 » comme ci-dessous :

| N° de l'affectation initiale | N° de l'opération | Libellé de l'opération | Montant initial | Montant de la modification de l'affectation | Montant modifié |
|---|---|---|---|---|---|
| AF15VTV025 | 15VTV00676 | RD1205 / 12 – Aménagement du carrefour de la Côte d'Hyot – Commune de BONNEVILLE | 1 719 000,00 | - 413 389,79 | 1 305 610,21 |

**Affectation modifiée :**

| Code Imputation (clé) | Nature | Libellé de l'Opération | Montant affecté à l'opération | Echéancier de l'affectation Pour information et non voté | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Pour information et non voté | | | | 2015 | 2016 | 2017 |
| VTV1D00071 | 23151 | RD1205 / 12 – Aménagement du carrefour de la Côte d'Hyot – Commune de BONNEVILLE | 1 305 610,21 | 474 424,26 | 828 585,95 | 2 600,00 |
| | | Total | 1 305 610,21 | 474 424,26 | 828 585,95 | 2 600,00 |

## IV. RD991 – AMENAGEMENT DE PROTECTION DU CAPTAGE D'EAU POTABLE DU FIER COMMUNE DE SEYSSEL – PTOME 131062

**DECIDE** de modifier l'affectation de l'Autorisation de Programme n° **04032030026** intitulée « Aménagement environnemental – RD2014» comme ci-dessous :

| N° de l'affectation initiale | N° de l'opération | Libellé de l'opération | Montant initial | Montant de la modification de l'affectation | Montant modifié |
|---|---|---|---|---|---|
| AF15VTV030 | 15VTV01214 | RD991 – Aménagement de protection du captage d'eau potable du Fier – Commune de SEYSSEL | 860 000,00 | - 358 638,93 | 501 361,07 |

**Affectation modifiée :**

| Code Imputation (clé) | Nature | Libellé de l'Opération | Montant affecté à l'opération | Echéancier de l'affectation Pour information et non voté | |
|---|---|---|---|---|---|
| Pour information et non voté | | | | 2015 | 2016 |
| VTV1D00150 | 23151 | RD991 – Aménagement de protection du captage d'eau potable du Fier – Commune de SEYSSEL | 501 361,07 | 40 320,22 | 461 040,85 |
| | | Total | 501 361,07 | 40 320,22 | 461 040,85 |

## V. RD909 – PROTECTION DES BERGES DU FIER – PR 16.500 - COMMUNE DE LA BALME-DE-THUY

**DECIDE** de modifier l'affectation de l'Autorisation de Programme n° **04032030029** intitulée « Aménagement environnemental – RD2015» comme ci-dessous :

| N° de l'affectation initiale | N° de l'opération | Libellé de l'opération | Montant initial | Montant de la modification de l'affectation | Montant modifié |
|---|---|---|---|---|---|
| AF16VTV028 | 16VTV01248 | RD909 – Protection des berges du Fier – Commune de LA BALME-DE-THUY | 123 300,00 | - 3 323,97 | 119 976,03 |

**<u>Affectation modifiée</u> :**

| **Code Imputation (clé)** | **Nature** | **Libellé de l'Opération** | **Montant affecté à l'opération** | **Echéancier de l'affectation** Pour information et non voté |
|---|---|---|---|---|
| Pour information et non voté | | | | 2016 |
| VTV1D00150 | 23151 | RD909 – Protection des berges du Fier – Commune de LA BALME-DE-THUY | 119 976,03 | 119 976,03 |
| | | Total | 119 976,03 | 119 976,03 |

**Délibération télétransmise en Préfecture le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0091

**OBJET : MODIFICATIONS D'AFFECTATIONS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES 10020003026 ET 10020003027 ET BILANS D'OPÉRATIONS ET RÉPARTITIONS DES DÉPENSES ENTRE LE DÉPARTEMENT ET LES COMMUNES**
**I. RD 190 - COMMUNE DE BOGEVE - PTOME 151005**
**II. RD 1212 - COMMUNE DE PRAZ-SUR-ARLY - PTOME 141017**
**III. RD 3 / 63 - COMMUNE D'ALBY-SUR-CHERAN - PTOME 121015**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Bureau du Conseil général du 09 mars 1992 relative aux modalités du financement des Routes Départementales en traversée d'agglomération,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CG-2009-024 du 27 avril 2009 relative aux modalités du financement des arrêts de cars,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération du Budget Primitif 2017 n° CD-2016-070 du 12 décembre 2016,

Vu les délibérations de la Commission Permanente n° CP-2014-0005 du 06 janvier 2014 et n° CP-2016-0407 du 06 juin 2016, adoptant les affectations d'Autorisation de Programme n° **10020003026**,

Vu la délibération de la Commission Permanente n° CP-2015-0394 du 13 juillet 2015 adoptant l'affectation d'Autorisation de Programme n° **10020003027**,

Vu la convention d'autorisation de voirie, de financement et d'entretien n° CONV13-058 du 09 janvier 2014 établie entre la commune de BOGEVE et le Département de la Haute-Savoie, autorisant le partenariat financier,

Vu la convention de financement n° CONV15-051 du 20 juillet 2015 établie entre la commune d'ALBY-SUR-CHERAN et le Département de la Haute-Savoie, autorisant le partenariat financier,

Vu la convention d'autorisation de voirie, de financement et d'entretien n° CONV16-026 du 10 juin 2016 établie entre la commune de PRAZ-SUR-ARLY et le Département de la Haute-Savoie, autorisant le partenariat financier,

## I. RD190 – AMENAGEMENT AU CHEF-LIEU ENTRE LES PR 0.000 ET 0.300 COMMUNE DE BOGEVE – PTOME 151005

Une Autorisation de Programme d'un montant de **209 315 €** a été affectée pour la réalisation de l'aménagement au chef-lieu entre les PR 0.000 et 0.300 sur la RD190 sur le territoire de la commune de BOGEVE.

La participation prévisionnelle du Département s'élève à **209 314,47 €,** pour un coût total d'opération initialement estimé à **1 055 913,87 € TTC.**

La maîtrise d'ouvrage de cette opération a été assurée par la commune de BOGEVE.

Cette collectivité présente le décompte final des dépenses dans le tableau ci-après :

haute savoie
le Département

# DECOMPTE GENERAL

Maîtrise d'ouvrage : **COMMUNE**

**Objet :** RD 190 - Aménagement au chef-lieu
Commune de **BOGEVE**

| SECTION | NATURE DES TRAVAUX | CLE DE FINANCEMENT | MONTANT DES TRAVAUX | TVA | REPARTITION FINANCIERE | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Département Haute-Savoie | TVA | Commune de BOGEVE | TVA |
| **1** | **TRAVAUX TYPE RASE CAMPAGNE** | | | | | | | |
| **1a.** | Terrassements et assainissement pluvial | *50 % Dépt* | 215 934,12 | 43 186,82 | 107 967,06 | | 107 967,06 | 43 186,82 |
| **1b.** | Revêtement de chaussée | *50 % Cne* | 178 694,23 | 35 738,85 | 89 347,11 | | 89 347,11 | 35 738,85 |
| **1c.** | Signalisation verticale et horizontale | | 1 128,26 | 225,65 | 564,13 | | 564,13 | 225,65 |
| | **MONTANT H.T. (1)** | | **395 756,60** | **79 151,32** | **197 878,30** | | **197 878,30** | **79 151,32** |
| | **MONTANT T.T.C. (1)** | | **474 907,92** | | **197 878,30** | | **277 029,62** | |
| **2** | **TRAVAUX TYPE URBAIN** | | | | | | | |
| **2a.** | Bordures, enrobés trottoirs et remise à niveau | *100 % Cne* | 283 846,99 | 56 769,40 | | | 283 846,99 | 56 769,40 |
| **2b.** | Signalisation verticale et horizontale | | 10 431,33 | 2 086,27 | | | 10 431,33 | 2 086,27 |
| **2c.** | Eau potable | | 6 673,90 | 1 334,78 | | | 6 673,90 | 1 334,78 |
| **2d.** | Espaces verts | | 8 848,10 | 1 769,62 | | | 8 848,10 | 1 769,62 |
| **2e.** | Eclairage public, télécom | | 84 166,78 | 16 833,36 | | | 84 166,78 | 16 833,36 |
| | **MONTANT H.T. (2)** | | **393 967,09** | **78 793,42** | | | **393 967,09** | **78 793,42** |
| | **MONTANT T.T.C. (2)** | | **472 760,50** | | | | **472 760,50** | |
| **3** | **MAÎTRISE D'ŒUVRE, CONTRÔLES** | | | | | | | |
| **3a.** | Honoraires maîtrise d'œuvre | *Au prorata* | 34 958,00 | 6 991,60 | 8 759,30 | | 26 198,70 | 6 991,60 |
| **3b.** | Coordination sécurité et contrôles divers | *du coût des Tx* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | **MONTANT H.T. (3)** | | **34 958,00** | **6 991,60** | **8 759,30** | | **26 198,70** | **6 991,60** |
| | **MONTANT T.T.C. (3)** | | **41 949,60** | | **8 759,30** | | **33 190,30** | |
| | **MONTANT Total (1) + (2) + (3)** | | **989 618,03** | | **206 637,61** | | **782 980,42** | |

Le coût final de l'opération s'élève à **989 618,03 € TTC** portant ainsi la participation du Département à **206 637,61 €**, soit une économie de **2 677,39 €**.

Considérant le partenariat financier avec la commune de BOGEVE,

## II. RD1212 – AMENAGEMENT D'UN PLATEAU SURELEVE DEVANT L'ECOLE LES ETERLOUS – PR 17.370 A 17.430 - COMMUNE DE PRAZ-SUR-ARLY - PTOME 141017

Une Autorisation de Programme d'un montant de **149 086,72 €** a été affectée pour la réalisation de l'aménagement d'un plateau surélevé devant l'école « Les Eterlous » entre les PR 17.370 et 17.430 sur la RD1212 sur le territoire de la commune de PRAZ-SUR-ARLY.

La participation prévisionnelle du Département s'élève à **149 086,72 €,** pour un coût total d'opération initialement estimé à **440 917,80 € TTC.**

La maîtrise d'ouvrage de cette opération a été assurée par la commune de PRAZ-SUR-ARLY.

Cette collectivité présente le décompte final des dépenses dans le tableau ci-après :

haute savoie
le Département

# DECOMPTE GENERAL

Maîtrise d'ouvrage : **COMMUNE**

**Objet :** Aménagement plateau surélevé école Les Eterlous
Commune de **PRAZ-SUR-ARLY**

| SECTION | NATURE DES TRAVAUX | CLE DE FINANCEMENT | MONTANT DES TRAVAUX | TVA | REPARTITION FINANCIERE | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Département Haute-Savoie | TVA | Commune | TVA |
| **1** | **TRAVAUX TYPE RASE CAMPAGNE** | | | | | | | |
| **1a.** | Terrassements et assainissement pluvial | *50 % Dépt 50 % Cne* | 37 877,50 | 7 575,50 | 18 938,75 | | 18 938,75 | 7 575,50 |
| **1b.** | Signalisation verticale et horizontale | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| **1c.** | Revêtement de chaussée | *100 % Dépt* | 79 408,73 | 15 881,75 | 79 408,73 | | 0,00 | 15 881,75 |
| | **MONTANT H.T. (1)** | | **117 286,23** | **23 457,25** | **98 347,48** | | **18 938,75** | **23 457,25** |
| | **MONTANT T.T.C.(1)** | | **140 743,48** | | **98 347,48** | | **42 396,00** | |
| **2** | **TRAVAUX TYPE URBAIN** | | | | | | | |
| | **Tranche ferme plateau surélevé** | | | | | | | |
| **2a.** | Bordures, enrobés trottoirs et remise à niveau | | 52 593,78 | 10 518,76 | | | 52 593,78 | 10 518,76 |
| **2b.** | Signalisation verticale et horizontale | | 24 784,20 | 4 956,84 | | | 24 784,20 | 4 956,84 |
| **2c.** | Eau potable | | 24 488,07 | 4 897,61 | | | 24 488,07 | 4 897,61 |
| **2d.** | Réseaux secs | | 2 754,16 | 550,83 | | | 2 754,16 | 550,83 |
| **2e.** | Prix généraux | *100% Cne* | 3 014,65 | 602,93 | | | 3 014,65 | 602,93 |
| | **TRAVAUX TYPE URBAIN** | | | | | | | |
| | **Tranche conditionnelle cour école** | | | | | | | |
| **2f.** | Eau potable cour d'école | | 8 102,38 | 1 620,48 | | | 8 102,38 | 1 620,48 |
| **2g.** | Revêtement | | 1 342,00 | 268,40 | | | 1 342,00 | 268,40 |
| **2h.** | Prix généraux - prix nouveaux | | 2 337,36 | 467,47 | | | 2 337,36 | 467,47 |
| | **MONTANT H.T. (2)** | | **119 416,61** | **23 883,32** | | | **119 416,61** | **23 883,32** |
| | **MONTANT T.T.C. (2)** | | **143 299,93** | | | | **143 299,93** | |
| **3** | **MAÎTRISE D'ŒUVRE, CONTRÔLES** | | | | | | | |
| **3a.** | Honoraires maîtrise d'œuvre | *Au prorata du coût des Tx* | 11 190,00 | 2 238,00 | 4 649,32 | | 6 540,68 | 2 238,00 |
| **3b.** | Coordination sécurité et contrôles divers | | 1 669,40 | 333,88 | 693,62 | | 975,78 | 333,88 |
| **3c.** | Prix généraux | | 2 731,77 | 546,35 | 1 135,02 | | 1 596,75 | 546,35 |
| | **MONTANT H.T. (3)** | | **15 591,17** | **3 118,23** | **6 477,96** | | **9 113,21** | **3 118,23** |
| | **MONTANT T.T.C. (3)** | | **18 709,41** | | **6 477,96** | | **12 231,44** | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **4** | **ACQUISITIONS FONCIERES** | | | | | | | |
| **4a.** | Acquisitions Foncières | *100% Cne* | 0,00 | NON | | NON | 0,00 | NON |
| **4b.** | Frais | | 0,00 | | | | | |
| | **MONTANT H.T. (4)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **MONTANT T.T.C. (4)** | | **0,00** | | **0,00** | | **0,00** | |
| | **MONTANT Total (1) + (2) + (3) + (4)** | | **302 752,81** | | **104 825,45** | | **197 927,37** | |

Le coût final de l'opération s'élève à **302 752,81 € TTC** portant ainsi la participation du Département à **104 825,45 €**, soit une économie de **44 261,27 €**.

Considérant le partenariat financier avec la commune de PRAZ-SUR-ARLY,

## III. RD3 / 63 – AMENAGEMENT D'UN CARREFOUR GIRATOIRE – PR 6.500 A 6.700 - COMMUNE D'ALBY-SUR-CHERAN - PTOME 121015

Une Autorisation de Programme d'un montant de **680 526 €** a été affectée pour la réalisation de l'aménagement d'un carrefour giratoire entre les PR 6.500 et 6.700 sur les RD3 et RD63 sur le territoire de la commune d'ALBY-SUR-CHERAN.

La participation prévisionnelle du Département s'élève à **741 721,32 €,** pour un coût total d'opération initialement estimé à **1 614 931,03 € TTC.**

La maîtrise d'ouvrage de cette opération a été assurée par la commune d'ALBY-SUR-CHERAN.

Cette collectivité présente le décompte final des dépenses dans le tableau ci-après :

haute savoie
le Département

# DECOMPTE GENERAL

Maîtrise d'ouvrage : **COMMUNE**

**Objet :** RD 3/63 - Aménagement d'un carrefour giratoire et d'un cheminement mixte piétons cycles
Commune d'**ALBY-SUR-CHERAN**

| SECTION | NATURE DES TRAVAUX | CLE DE FINANCEMENT | MONTANT DES TRAVAUX | TVA | REPARTITION FINANCIERE | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Département Haute-Savoie | TVA | Commune | TVA |
| **1** | **TRAVAUX TYPE RASE CAMPAGNE** | | | | | | | |
| **1a.** | Terrassements et assainissement pluvial | *75% Dépt 25% Cne* | 320 010,63 | 64 002,13 | 240 007,97 | | 80 002,66 | 64 002,13 |
| **1b.** | Revêtement de chaussée | | 209 779,40 | 41 955,88 | 157 334,55 | | 52 444,85 | 41 955,88 |
| **1c.** | Mur de soutènement | | 107 720,13 | 21 544,03 | 80 790,10 | | 26 930,03 | 21 544,03 |
| **1d.** | Signalisation verticale et horizontale | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | **MONTANT H.T. (1)** | | **637 510,16** | **127 502,03** | **478 132,62** | | **159 377,54** | **127 502,03** |
| | **MONTANT T.T.C. (1)** | | **765 012,19** | | **478 132,62** | | **286 879,57** | |
| **2** | **TRAVAUX TYPE URBAIN** | | | | | | | |
| **2a.** | Bordures, enrobés trottoirs et remise à niveau | *100% Cne* | 134 792,00 | 26 958,40 | | | 134 792,00 | 26 958,40 |
| **2b.** | Signalisation verticale et horizontale | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 |
| **2c.** | Eau potable | | 3 579,11 | 715,82 | | | 3 579,11 | 715,82 |
| **2d.** | Espaces verts | | 18 559,46 | 3 711,89 | | | 18 559,46 | 3 711,89 |
| **2e.** | Mobilier urbain | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 |
| **2f.** | Eclairage public, télécom | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 |
| **2g.** | Liaison mixte piétons cycles | | 109 124,17 | 21 824,83 | | | 109 124,17 | 21 824,83 |
| **2h.** | SYANE | | 127 344,40 | 25 469,00 | | | 127 344,40 | 25 469,00 |
| | **MONTANT H.T. (2)** | | **393 399,13** | **78 679,95** | | | **393 399,13** | **78 679,95** |
| | **MONTANT T.T.C. (2)** | | **472 079,08** | | | | **472 079,08** | |
| **3** | **ARRÊTS DE CARS** | | | | | | | |
| **3a.** | Installation, terrassements, assainissement pluvial, bordures | *100% Dépt* | 24 745,54 | 4 949,11 | 24 745,54 | | | 4 949,11 |
| **3b.** | Revêtement de chaussée | | 11 536,74 | 2 307,35 | 11 536,74 | | | 2 307,35 |
| **3c.** | Mur | | 17 655,40 | 3 531,08 | 17 655,40 | | | 3 531,08 |
| **3d.** | Signalisation verticale et horizontale | | | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| **3e.** | Espaces verts | | | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| **3f.** | Abri bus | *100% Cne* | 11 153,89 | 2 230,78 | | | 11 153,89 | 2 230,78 |
| **3g.** | Eclairage public, télécom | | 6 373,12 | 1 274,62 | | | 6 373,12 | 1 274,62 |
| | **MONTANT H.T. (3)** | | **71 464,68** | **14 292,94** | **53 937,67** | | **17 527,01** | **14 292,94** |
| | **MONTANT T.T.C. (3)** | | **85 757,62** | | **53 937,67** | | **31 819,95** | |
| **4** | **MAÎTRISE D'ŒUVRE, CONTRÔLES** | | | | | | | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **4a.** | Honoraires maîtrise d'œuvre | *Au prorata du coût des travaux* | 41 957,18 | 8 391,44 | 20 250,99 | | 21 706,19 | 8 391,44 |
| **4b.** | Coordination sécurité et contrôles divers | | 3 125,00 | 625,00 | 1 508,31 | | 1 616,69 | 625,00 |
| | **MONTANT H.T. (4)** | | **45 082,18** | **9 016,44** | **21 759,30** | | **23 322,88** | **9 016,44** |
| | **MONTANT T.T.C. (4)** | | **54 098,62** | | **21 759,30** | | **32 339,31** | |
| **5** | **ACQUISITIONS FONCIERES** | *50% Dépt 50% Cne* | | | | | | |
| **5a.** | Acquisitions Foncières | | 34 308,53 | 435,16 | 17 154,27 | | 17 154,27 | 435,16 |
| **5b.** | Frais | | 2 234,89 | 194,84 | 0,00 | | 2 234,89 | 194,84 |
| | **MONTANT H.T. (5)** | | **36 543,42** | **630,00** | **17 154,27** | | **19 389,16** | **630,00** |
| | **MONTANT T.T.C. (5)** | | **37 173,42** | | **17 154,27** | | **20 019,16** | |
| | **MONTANT Total (1) + (2) + (3) + (4) + (5)** | | **1 414 120,92** | | **570 983,86** | | **843 137,06** | |

Le coût final de l'opération s'élève à **1 414 120,92 € TTC** portant ainsi la participation du Département à **570 983,86 €**, soit une économie de **109 542,14 €.**

Considérant le partenariat financier avec la commune d'ALBY-SUR-CHERAN,

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**I. RD190 – AMENAGEMENT AU CHEF-LIEU ENTRE LES PR 0.000 ET 0.300 COMMUNE DE BOGEVE – PTOME 151005**

**DECIDE** de modifier l'affectation de l'Autorisation de Programme n° **10020003026** intitulée "Aménagement réseau RD2014" comme ci-dessous :

| N° de l'affectation initiale | N° de l'opération | Libellé de l'opération | Montant initial | Montant de la modification de l'affectation | Montant modifié |
|---|---|---|---|---|---|
| AF14VTV006 | 14VTV00050 | RD 190 – Aménagement du chef lieu – Commune de BOGEVE | 209 315,00 | - 2 677,39 | 206 637,61 |

**Affectation modifiée :**

| Code Imputation (clé) | Nature | Libellé de l'Opération | Montant affecté à l'opération | Echéancier de l'affectation Pour information et non voté | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Pour information et non voté | | | | 2014 | 2015 | 2016 |
| VTV1D00071 | 23151 | RD190 – Aménagement du chef lieu – Commune de BOGEVE | 206 637,61 | 104 658,00 | 62 800,00 | 39 179,61 |
| | | Total | 206 637,61 | 104 658,00 | 62 800,00 | 39 179,61 |

**II. RD1212 – AMENAGEMENT D'UN PLATEAU SURELEVE DEVANT L'ECOLE LES ETERLOUS – PR 17.370 A 17.430 - COMMUNE DE PRAZ-SUR-ARLY - PTOME 141017**

**DECIDE** de modifier l'affectation de l'Autorisation de Programme n° **10020003026** intitulée "Aménagement réseau RD2014" comme ci-dessous :

| N° de l'affectation initiale | N° de l'opération | Libellé de l'opération | Montant initial | Montant de la modification de l'affectation | Montant modifié |
|---|---|---|---|---|---|
| AF16VTV030 | 16VTV01365 | RD1212 – Aménagement d'un plateau surélevé devant l'école « Les Eterlous » - Commune de PRAZ-SUR-ARLY | 149 086,72 | - 44 261,27 | 104 825,45 |

**Affectation modifiée :**

| Code Imputation (clé) | Nature | Libellé de l'Opération | Montant affecté à l'opération | Echéancier de l'affectation Pour information et non voté |
|---|---|---|---|---|
| Pour information et non voté | | | | 2016 |
| VTV1D00071 | 23151 | RD1212 – Aménagement d'un plateau surélevé devant l'école « Les Eterlous » - Commune de PRAZ-SUR-ARLY | 104 825,45 | 104 825,45 |
| | | Total | 104 825,45 | 104 825,45 |

**III. RD3 / 63 – AMENAGEMENT D'UN CARREFOUR GIRATOIRE – PR 6.500 A 6.700 - COMMUNE D'ALBY-SUR-CHERAN - PTOME 121015**

**DECIDE** de modifier l'affectation de l'Autorisation de Programme n° **10020003027** intitulée "Aménagement réseau RD2015" comme ci-dessous :

| N° de l'affectation initiale | N° de l'opération | Libellé de l'opération | Montant initial | Montant de la modification de l'affectation | Montant modifié |
|---|---|---|---|---|---|
| AF15VTV036 | 15VTV01269 | RD3 / 63 – Aménagement d'un carrefour giratoire – Commune d'ALBY-SUR-CHERAN | 680 526,00 | - 109 542,14 | 570 983,86 |

**Affectation modifiée :**

| Code Imputation (clé) | Nature | Libellé de l'Opération | Montant affecté à l'opération | Echéancier de l'affectation Pour information et non voté | |
|---|---|---|---|---|---|
| Pour information et non voté | | | | 2015 | 2016 |
| VTV1D00071 | 23151 | RD3 / 63 – Aménagement d'un carrefour giratoire – Commune d'ALBY-SUR-CHERAN | 570 983,86 | 102 079,00 | 468 904,86 |
| | | Total | 570 983,86 | 102 079,00 | 468 904,86 |

**Délibération télétransmise en Préfecture le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire, le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0092

**OBJET : CONVENTION DE MANDAT N° 2015-114 AVEC TERACTEM**
**ÉTAT MENSUEL DES PROPRIÉTAIRES DEVANT FAIRE L'OBJET D'UN ACTE**
**MOIS DE MI-NOVEMBRE 2016, MI-DÉCEMBRE 2016 ET MI-JANVIER 2017**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. HEISON, Mme PETEX, M. MIVEL, Mme BEURRIER, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. DUVERNAY, M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **29** | **Voix Pour** | **32** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **32** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu les délibérations de la Commission Permanente n° CP-2013-0512 du 26 août 2013, n° CP-2014-0050 du 20 janvier 2014, n° CP-2016-0309 et n° CP-2016-0310 du 09 mai 2016 et n° CP-2016-0383 du 06 juin 2016 autorisant les acquisitions foncières nécessaires aux différents travaux ou demandes de régularisations foncières,

Vu le marché opérateur foncier n° 2015-114 conclu avec TERACTEM.

Dans le cadre de leur mission et préalablement à la rédaction de l'acte notarié, TERACTEM prépare les levées d'option par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, signée par M. le Président, suivant le tableau récapitulatif des promesses de vente signées avec les différents propriétaires concernés :

**ETAT RECAPITULATIF DES COURRIERS DE LEVEE D'OPTION A ENVOYER**

**Date :** **16/01/2017**

**MOIS DE :**
Mi-décembre 2016 à mi-janvier 2017

| Code Land | RD | Libellé | Commune | Date Délib. C.D | N° Terrier | Noms Propriétaires | Parcelles | Surface emprise | Date signature PV | Montant PV |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| VOIRIE DEPARTEMENTALE - MANDAT 2011 | | | | | | | | | | |
| V13-250009 | RD 907 | Carrefours La Pallud et Plonnex<br>PR 30.700 à 31.250 | TANINGES | 20/01/2014 | 0004b | TORNIER Gérard Jean Alphonse,<br>TOURNIER Adrien | F 1852 | 51 | 12/12/2016 | 2 550,00 € |
| | | | | 20/01/2014 | 4 | TORNIER Gérard Jean Alphonse | F 1851 | 309 | 12/12/2016 | 15 600,00 € |
| V13-300051-6 | RD 909 /<br>909 A | PC Rive Est Lac Annecy<br>"Glière-Verthier" | DOUSSARD | 26/08/2013 | D008b | CLAESSENS Anna Catharina Gertrudis,<br>COTTERLAZ-RENNAZ Marcel Jean,<br>COTTERLAZ-RENNAZ Philippe Pierre Marcel,<br>HINTERMANN Barbara Caroline Joëlle,<br>HOLOPHERNE Véronique Hélène Germaine,<br>JAMES Bernadette Solange Aimée,<br>KRAMER Franciscus Antonius Gerardus,<br>LEVAVASSEUR Antoine François Jean-Marie,<br>MEESTERS Johanna,<br>MIKHAILOFF Igor Nicolas Yves,<br>MORENAS Pascale Marie-Anne,<br>OUVRIER BONNAZ Patrick Thierry,<br>PRUD'HOMME Henri Claude,<br>PRUD'HOMME Nadine Suzanne,<br>ROCHEFORT Nathalie Corinne Simonne,<br>SCHROOTS Théodorus Jacobus Bernardus,<br>SCI IMGA IV __,<br>SCI MISHPAHAH _,<br>SEGOND Delphine Kathleen Mary | A 2692 | 69 | 12/12/2016 | 4 140,00 € |
| | | | | | D071 | MOLLIERE Sylvain Francois Marcel | A 1053 | 95 | 05/12/2016 | 228,00 € |

**ETAT RECAPITULATIF DES COURRIERS DE LEVEE D'OPTION A ENVOYER**

**Date :** **16/01/2017**

**MOIS DE :**
Mi-novembre 2016 à Mi-janvier 2017

| Code Land | RD | Libellé | Commune | Date Délib. C.D | N° Terrier | Noms Propriétaires | Parcelles | Surface emprise | Date signature PV | Montant PV |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **VOIRIE DEPARTEMENTALE - MANDAT 2015** | | | | | | | | | | |
| V16-161021 | RD 1508 / RD 8 | Réalisation d'un giratoire | DUINGT | 09/05/2016 | 3 | DUCLOS François Gérard Emile, HOSTACHE Nelly Claude, KIEFFER Agnès, Marie, Angèle | AB 209 | 4 | 19/11/2016 | 24,00 € |
| V16-131092 | RD 1206 | Confortement talus lieu dit La Boutique PR 8.700 | CHENEX | 06/06/2016 | 2 | DUVAL Léon, Marie, Pierre, DUVAL Marie-Christine | ZK 2 | 272 | 23/12/2016 | 330,00 € |
| **VOIRIE DEPARTEMENTALE - MANDAT 2015 - REGULARISATION** | | | | | | | | | | |
| V16-102003 | RD 43 | Régularisation foncière - "Orsin Devant" | SAINT GERVAIS LES BAINS | 09/05/2016 | 1 | BARLUET DE BEAUCHESNE Sabine, JACQUAND Véronique, Françoise, Marie, LAURAS Jérôme, Jacques, Marie, LAURAS Pierre, Marie, Xavier, LAURAS Vincent, Jean, Marie | F 3396 | 29 | 18/12/2016 | 1 073,00 € |

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**APPROUVE** la passation des actes à intervenir avec les propriétaires récapitulés dans le tableau ci-avant.

**AUTORISE** M. le Président à signer les actes ou documents à intervenir dans le cadre de ce dossier.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0093

**OBJET : RD1508 - NÉGOCIATIONS FONCIÈRES POUR ZONE HUMIDE DANS LE CADRE DE L'AMÉNAGEMENT D'UN CARREFOUR GIRATOIRE ENTRE LA RD1508 ET LA RD8 SUR LA COMMUNE DE DUINGT**
**COMMUNE DE SAINT-JORIOZ**
**PTOME 161021**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. HEISON, Mme PETEX, M. MIVEL, Mme BEURRIER, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. DUVERNAY, M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **29** | **Voix Pour** | **32** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **32** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.103-2 à L.103-6,

Vu le Code de l'Environnement, notamment l'article L.211-1,

Vu les articles L.11-1 et R.11-3 et suivants du Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération du Budget Primitif 2017 n° CD-2016-070 du 12 décembre 2016,

Vu la délibération de la Commission Permanente n° CP-2017-0936 du 09 janvier 2017 sollicitant M. le Préfet de la Haute-Savoie au lancement de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP),

Vu le marché opérateur foncier n° 2015-114 conclu avec TERACTEM,

Vu l'estimation de la valeur vénale des emprises par le Service de France Domaine en date du 16 janvier 2017,

Dans le cadre de l'aménagement d'un carrefour giratoire à l'intersection entre la RD1508 et la RD8 sur le territoire de la Commune de DUINGT, il a été sollicité à M. le Préfet de la Haute-Savoie le lancement de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) afin d'engager les procédures d'enquête parcellaire pour l'acquisition du foncier par voie d'expropriation.

Le projet prévoit la reconduction des fossés humides et des ouvrages hydrauliques assurant la transparence du point de vue hydraulique et écologique.

Le projet n'impacte pas de zone humide inscrite à l'inventaire départementale mais des dépendances routières (fosses de collectes des eaux pluviales) identifiées comme humides sur environ 2 000 m².

Toutefois, il est nécessaire d'obtenir en compensation une zone humide ; le secteur se situe sur la Commune de SAINT-JORIOZ entre la RD1508 et la voie verte au Nord du lieu dit « Bordon ».

Le site est classé en zone N (espace naturel) au PLU. Il est également affiché dans les prescriptions surfaciques comme zone humide, zone d'intérêt paysager et écologique et inscrit comme corridor écologique qui relie le lac et le piémont du massif des Bauges.
Le marais de Pré Lombard est inclus dans le périmètre du Parc Naturel Régional du Massif des Bauges.

Il se répartit sur 25 parcelles cadastrales, représentant un total de 15 propriétaires différents.

Il s'agit d'obtenir la maîtrise d'ouvrage sur l'ensemble de ce site. Cette maîtrise passe soit par la signature d'une convention entre le porteur de projet et les propriétaires, soit par l'acquisition foncière si les propriétaires souhaitent vendre leurs biens.

L'estimation de la valeur vénale des tènements est évaluée globalement à **38 123,60 €** ; celle-ci étant susceptible d'évoluer en fonction des négociations ou des adaptations éventuelles du projet.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**AUTORISE** les négociations foncières ou les acquisitions foncières afin d'obtenir une zone humide située entre la RD1508 et la voie verte au Nord du lieu dit « Bordon » sur la Commune de SAINT-JORIOZ dans le cadre du dossier préalable à la DUP de l'aménagement d'un carrefour giratoire à l'intersection entre la RD1508 et la RD8 sur la Commune de DUINGT sur la base de l'estimation de France Domaine soit une valeur globale de **38 123,60 €.**

**CONFIE** à TERACTEM la procédure de négociations foncières amiables dans le cadre de son marché opérateur foncier n° 2015-114.

**AUTORISE** M. le Président à signer les actes ou documents à intervenir dans le cadre de ce dossier.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0094

**OBJET : SUPPRESSION DE L'EMPLACEMENT RÉSERVÉ AU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS (POS) POUR LA DÉVIATION DE LA RD909**
**COMMUNE LES VILLARDS-SUR-THONES**
**PTOME 081024**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment l'article L.151-41,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu l'avis favorable émis par la 3ème Commission Infrastructures Routières, Transports et Mobilité, Bâtiments, lors de sa réunion du 09 décembre 2016 relatif à la suppression de l'emplacement réservé au Plan d'Occupation des Sols (POS) pour la déviation de la RD909, Commune LES VILLARDS-SUR-THONES.

Par courrier du 30 juin 2016, le Maire de la Commune LES VILLARDS-SUR-THONES interroge le Département à propos de son Plan Local d'Urbanisme en cours d'élaboration.

Le Département rappelle que le POS actuel, approuvé le 12 octobre 2001, indique un emplacement réservé relatif au projet d'aménagement de la déviation de la RD909 et souhaite connaître le devenir de cet emplacement réservé, sachant que la Commune de THONES ne l'a pas maintenu.

C'est finalement un projet d'aménagement sur place de la RD909 qui a été retenu, et non une déviation. Il a été déclaré d'utilité publique par arrêté du 13 mai 2005. Il fait l'objet d'un programme de travaux depuis 2009. La cinquième et dernière tranche est prévue pour 2017.

Ce programme d'une dizaine de millions d'euros, dont une participation de **600 000 €** de la commune, aura permis la création d'un giratoire et d'une voie nouvelle permettant un accès sécurisé au chef lieu, et un recalibrage général de la RD 909 avec trottoirs dans la traversée LES VILLARDS-SUR-THONES.

Les acquisitions foncières nécessaires à ce projet, qui étaient intégrées à l'emplacement réservé n° 3, sont terminées.

Il est donc confirmé que le projet de déviation, qui faisait l'objet de l'emplacement réservé n° 12 au POS de la Commune LES VILLARDS-SUR-THONES, n'a plus lieu d'être retenu.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**DEMANDE** à la Commune LES VILLARDS-SUR-THONES la prise en compte :

- de la suppression de l'emplacement réservé n° 12 pour la déviation de la RD909 sur la Commune LES VILLARDS-SUR-THONES,

- de la suppression des parties de l’emplacement réservé n° 3 dans les sections qui ont fait l’objet d’acquisition pour les travaux d’aménagement et de sécurisation sur la Commune LES VILLARDS-SUR-THONES.

dans l’élaboration de son Plan Local d’Urbanisme (PLU).

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0095

**OBJET : TRAVAUX DE RÉPARATIONS, ENTRETIENS, AMÉLIORATIONS, RÉHABILITATIONS ET CONSTRUCTIONS DES DISPOSITIFS CONTRE LES CHUTES DE PIERRES - ARRONDISSEMENTS D'ANNECY ET SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.3221-11-1,

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux Marchés Publics,

Vu la délibération budgétaire de l'Assemblée départementale du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

L'accord-cadre à bons de commande pour les travaux de réparations, entretiens, améliorations, réhabilitations et constructions des dispositifs contre les chutes de pierres sur les arrondissements d'Annecy et de Saint-Julien-en-Genevois a pris fin.

Par conséquent Il convient, en application de l'article 79 et des articles 25-I.1 ; 66 à 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics, de relancer par la procédure de l'Appel d'Offre Ouvert Européen, un accord-cadre à bons de commande afin de réaliser principalement les prestations et travaux suivants :

- la réalisation des études d'exécution,
- la réalisation et la gestion d'un PAQ et l'établissement du PPSPS,
- les plans de récolement,
- la mise en place et l'entretien de la signalisation routière et les installations de chantier,
- aménagement, entretien et déplacements des dispositifs de protections provisoires,
- purge manuelle en paroi, déblai rocheux en paroi et travaux de minage,
- réalisation d'ancrage en talus, réhabilitation d'ouvrages existants,
- grillages ;écrans de filets,
- paroi clouée en béton projeté armé,
- dégagement de la chaussée et évacuation des matériaux provenant des travaux de débroussaillage.

L'accord-cadre à bons de commande comporte 2 lots géographiques, dont les montants minimum et maximum sont les suivants

| Lot | Montant Minimum par période en € HT | Montant Maximum par période en € HT | Estimation par période en € HT |
|---|---|---|---|
| Lot 1 – arrondissement d'Annecy | 200 000 | 1 500 000 | 899 170,50 |
| Lot 2 – arrondissement de Saint – Julien-en-Genevois | 20 000 | 300 000 | 292 579,50 |

Les contrats sont conclus de la date de notification au 31 décembre 2017.

Ils seront reconductibles expressément trois fois, pour une année supplémentaire pour se terminer le 31 décembre 2020.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**PREND CONNAISSANCE** des éléments de la consultation.

**AUTORISE** M. le Président à lancer la consultation relative aux travaux de réparations, entretiens, améliorations, réhabilitations et constructions des dispositifs contre les chutes de pierres sur les arrondissements d'Annecy et de Saint-Julien-en-Genevois.

**AUTORISE** à l'issue de la consultation, M. le Président à signer les accords-cadres et les actes d'exécution subséquents, sur les bases de l'indication des besoins et des estimations prévisionnelles ci-dessus, avec les candidats retenus à l'issue de la consultation.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0096

**OBJET : RD909 - DU PR 3+000 AU PR 3+3530 - TRANSFERT DES DÉPENDANCES DANS LE DOMAINE PUBLIC DE LA COMMUNE DE VEYRIER-DU-LAC**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété de la Personne Publique (CG3P),

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment son article L.131-4,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu l'avis favorable émis par la 6ème Commission Infrastructures Routières – Bâtiments Départementaux, lors de sa réunion du 24 juin 2010,

Vu l'avis favorable émis par la 6ème Commission Infrastructures Routières, Bâtiments, lors de sa réunion du 4 octobre 2012.

La commune de VEYRIER-DU-LAC, a réalisé des aménagements paysagers et cyclables sur la rive Est du Lac d'Annecy, sur la RD909, dans sa section comprise entre le PR 3+000 et le PR 3+530 (de l'ilot de Chavoire et jouxtant la parcelle cadastrée n°AB 167, y compris le hangar à bateaux).

Ces travaux ont été validés par les commissions de voirie du 24 juin 2010 et 04 octobre 2012 et contractualisés par convention du 27 septembre 2013.

En accord avec la commune de VEYRIER-DU-LAC et comme stipulé à l'article 5 de cette convention, il a été convenu que l'emprise des dépendances de la RD909, d'une superficie de 2419 m² environ, du PR 3+000 au PR 3+530 (y compris le hangar à bateaux) seraient transférées, sans contrepartie financière, dans le domaine public communal, à l'achèvement des travaux.

Les travaux étant terminés, il convient de procéder au transfert de domanialité.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

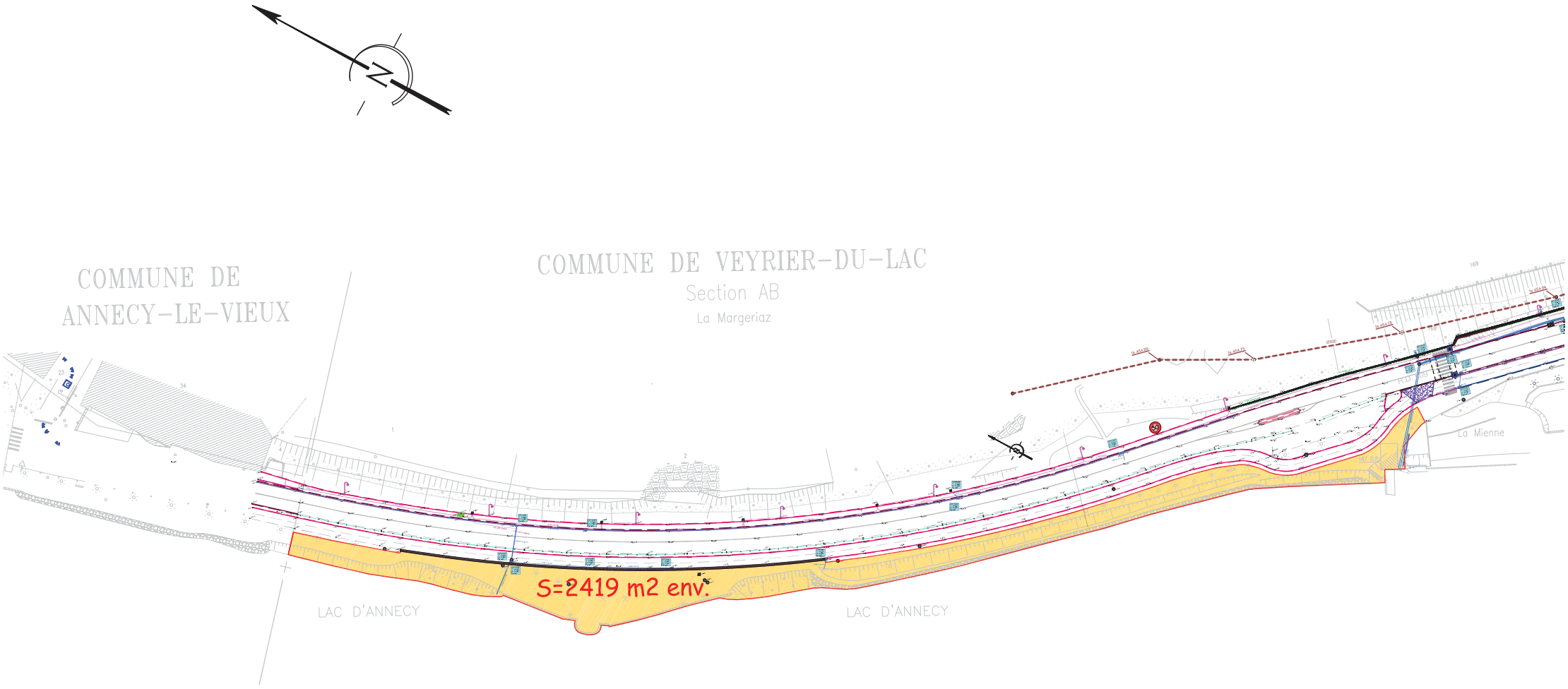
**AUTORISE** le transfert de l'emprise des dépendances de la RD909, d'une superficie de 2419 m² environ, du PR 3+000 au PR 3+530 y compris le hangar à bateaux dans le domaine public de la commune de VEYRIER-DU-LAC, sans contrepartie financière, conformément au plan joint en annexe A.

Ce transfert sera effectif à compter du 20 février 2017.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**




Domaine public départemental
transféré a la commune de Veyrier du Lac

Echelle: 1/1000 ème

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0097

**OBJET : PONTAGE PAR SCELLEMENT DE FISSURES SUR CHAUSSÉES DU RÉSEAU ROUTIER DÉPARTEMENTAL ET AÉROPORT**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.3221-11-1,

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux Marchés Publics,

Vu la délibération budgétaire de l'Assemblée départementale du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente.

L'accord-cadre à bons de commande pour le pontage par scellement de fissures sur chaussées du réseau routier départemental se terminera le 31 décembre 2017.

Par conséquent, il convient de relancer un accord cadre à bons de commande.

En effet, le département de la Haute-Savoie a en charge la gestion d'un réseau routier d'environ 3 000 km de longueur dont la répartition en fonction de l'altitude est la suivante :

- 48 % est situé à une altitude inférieure à 600 m,
- 36 % est situé à une altitude comprise entre 600 et 900 m,
- 16 % est situé à une altitude supérieure à 900m.

Ces travaux de pontage permettront de traiter notamment des dégradations superficielles de chaussées du type suivant :

- fissuration, joints transversaux,
- joints longitudinaux faiblement ouverts.

Ces opérations de pontage visent également à rétablir l'étanchéité en surface des chaussées.

Cet accord-cadre à bons de commande comporte un lot unique, avec un montant minimum de 120 000 € HT, et un montant maximum de 600 000 € HT par période.

L'estimation administrative s'élève à 266 100 € HT pour une période.

Le contrat sera conclu du 1er janvier au 31 décembre 2018.

Il sera reconductible expressément trois fois, pour une année supplémentaire pour se terminer le 31 décembre 2021.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**PREND CONNAISSANCE** des éléments de la consultation.

**AUTORISE** M. le Président à lancer la consultation relative aux travaux de pontage par scellement de fissures sur chaussées du réseau routier départemental et aéroport.

**AUTORISE** à l'issue de la consultation, M. le Président à signer l'accord-cadre et les actes d'exécution subséquents, sur les bases de l'indication des besoins et de l'estimation prévisionnelle ci-dessus, avec le candidat retenu à l'issue de la consultation.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0098

**OBJET : CONVENTION RELATIVE A LA PARTICIPATION DE L'ADATEEP AUX ACTIONS DE SENSIBILISATION A LA SÉCURITÉ ET LA DISCIPLINE DANS LES TRANSPORTS PAR AUTOCARS**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération du Budget Primitif n° CD-2016-071 du 12 décembre 2016,

Vu la demande de subvention de 15 000 € reçue le 19 juillet 2016,

Vu l'avis favorable émis par la 3ème Commission Infrastructures Routières, Transports et Mobilité, Bâtiments lors de sa réunion du 9 septembre 2016.

En 2015-2016, l'ADATEEP (Association Départementale pour les Transports Educatifs de l'Enseignement Public) a sensibilisé près de 14 295 élèves sur l'ensemble du département, grâce au partenariat avec le Département et le SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours).

Afin de permettre à l'Association de continuer à promouvoir la sécurité dans les transports scolaires auprès des élèves de notre département, il est proposé de reconduire le versement de la subvention annuelle qui s'élèverait à 15 000 €.

Les membres de la 3ème Commission Infrastructures Routières, Transports et Mobilité, Bâtiments lors de la séance du 09 septembre 2016 ont émis un avis favorable sur le versement de la subvention d'un montant de 15 000 €.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**ACCEPTE** les dispositions de la convention jointe à la présente annexe.

**AUTORISE** M. le Président à signer la convention transitoire de coopération intermodale (jointe en annexe) avec les Agglomérations.

**AUTORISE** le versement des subventions aux organismes ou associations figurant dans le(s) tableau(x) ci-après :

| Imputation : VTI2D00015 | | |
|---|---|---|
| **Nature** | **Programme** | **Fonct.** |
| 6574 | 11030003 | 94 |
| Subventions de fonct. Pers droit privé | Déplacements Intermodalité Trpts. | |

| N° d'engagement CP | Bénéficiaires de la répartition | Montant à verser dans l'exercice |
|---|---|---|
| 17VTI00011 | ADATEEP 74 | **15 000,00** |
| | | |
| | **Total de la répartition** | **15 000,00** |

**Délibération télétransmise en Préfecture le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

**CONVENTION entre le Département de la Haute-Savoie et l'ADATEEP**

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie – sis 1 rue du 30ème RI - 74041 Annecy Cedex, représenté par Monsieur Christian MONTEIL, Président, dûment habilité par délibération CP n°,

Ci après désigné « le Département »

**Et**

L'ADATEEP 74, représentée par Monsieur Georges THULLIEZ, sis 6 avenue de la Mandallaz – 74000 ANNECY, d'autre part.

**VU** la demande de subvention présentée par l'ADATEEP 74,

**VU** l'intervention du Département dans le cadre de sa politique en matière de sécurité, en tant qu'autorité organisatrice des transports, via des sessions de sensibilisation à la sécurité et la discipline dans les transports par autocar dispensées dans les établissements scolaires,

**VU** l'implication de l'ADATEEP 74 dans ce domaine,

**Il est convenu ce qui suit**

## ARTICLE 1 : OBJET

Le Département accorde une subvention à l'ADATEEP 74, afin d'assurer l'organisation et l'animation des séances de préventions.

## ARTICLE 2 : DURÉE

La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2016-2017, et rentre en vigueur à compter de sa notification.

## ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Le Département versera à l'ADATEEP, en une seule fois, en fin d'année scolaire, une subvention d'un montant forfaitaire de 15 000€.

**ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE L'ADATEEP**

L'ADATEEP fournira au plus tard le 15 juillet, un compte-rendu d'activité concernant l'année scolaire écoulée.

Celui-ci devra contenir la liste des établissements ayant reçu la formation, avec pour chaque établissement la précision du nombre de classes et d'élèves ayant participé.

L'ADATEEP fournira également les comptes de l'association à cette occasion.

Fait en un seul exemplaire original,

A Annecy, le

| | |
|---|---|
| Pour le Département<br>de la Haute-Savoie | Pour l'ADATEEP |
| Le Président<br>Christian MONTEIL | Le Président<br>Georges THULLIEZ |

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0099

**OBJET : MARCHÉS PUBLICS PASSÉS PAR DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.3221-11,

Vu la délibération n° CG-2002-114 de l'Assemblée départementale du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-005 en date du 02 avril 2015 donnant délégation d'attributions du Conseil départemental à son Président,

L'article L.3221-11 du Code Général des Collectivités Territoriales autorise M. le Président du Conseil départemental à recevoir délégation de l'Assemblée départementale pour passer seul des marchés de travaux, fournitures et services, dès lors que les crédits sont inscrits au budget, à charge pour lui de rendre compte de l'exercice de cette compétence.

Par délibération n° CD-2015-005 en date du 02 avril 2015, le Conseil départemental de la Haute-Savoie a donné délégation à son Président en la matière, pendant toute la durée de son mandat pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement de tous les marchés et des accords-cadres, et les avenants s'y rapportant. L'exécutif est tenu d'informer mensuellement la Commission Permanente de l'utilisation de cette délégation.

Afin de satisfaire à cette information, est produite en annexe les listes des marchés et avenants passés par délégation de l'Assemblée départementale dans la période du 1er au 31 décembre 2016.

Il est demandé à la Commission Permanente de bien vouloir donner acte à M. le Président de la communication de cette information.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**PREND ACTE** des marchés et avenants passés par délégation de l'Assemblée départementale dans la période du 1er au 31 décembre 2016.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

| Marchés passés par délégation de l'Assemblée Départementale | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pôles Directions ou Services | Libellé mode de passation | N° d'affaire | Libellé de l'affaire | N° de lot | N° de marché | Nom de l'entreprise | Code postal de l'entreprise | Montant du marché HT | Date de signature du marché |
| DITM | Procédure adaptée simple | 16F0485 | RD1508. SILLINGY. Propriété Balleydier. Implantation d'emprises | 01 | 20160960 | ROSTAND CABINET | 74940 | 545,00 | 01/12/2016 |
| DR | Procédure adaptée simple | 16F0488 | Mission CSPS RD238 - Aménagement de la traversée du Bioley PR 1 + 500 au PR 1 + 730 - ETERCY | 01 | 20160968 | AEDI | 74370 | 385,00 | 02/12/2016 |
| PCP | Marché fondé sur un accord-cadre (procédure simplifiée) | 16S0457 | Restauration de peintures murales romaines | 01 | 20160964 | APPA/CEPMR | 02200 | 18 865,00 | 02/12/2016 |
| DITM | Procédure adaptée simple | 16F0484 | RD1508. EPAGNY METZ TESSY. Modifiction d'un accès riverain en entrée d'agglomération - Route de Bellegarde. | 01 | 20160959 | COLAS RHONE ALPES AUVERGNE | 74330 | 10 500,00 | 05/12/2016 |
| DR | Procédure adaptée simple | 16F0487 | RD486 Busage fossé La Chare MT SAXONNEX-PR 3+900 à 4+000 | 01 | 20160966 | ETABLISSEMENTS VALLIER JOSEPH | 74970 | 7 398,00 | 05/12/2016 |
| PISIUN | Marché fondé sur un accord-cadre (procédure simplifiée) | 16S0451 | MS03-Mise à jour en masse des structures hiérarchique ASTRE RH | 01 | 20160965 | GFI PROGICIELS | 93400 | 1 530,00 | 05/12/2016 |
| PEJS | Procédure adaptée simple | 16F0504 | FAVERGES Travaux supplémentaires VDI | 01 | 20161021 | ALCIATO BOUVARD TP | 74210 | 12 339,00 | 06/12/2016 |
| DITM | Procédure adaptée simple | 16S0346 | RD1508-Tunnel sous le Semnoz - Maitrise d'Oeuvre pour la déconstruction de l'Hôtel Riant Port à SEVRIER | 01 | 20160969 | INGEOS | 74370 | 19 875,00 | 06/12/2016 |
| PISIUN | Marché négocié sans mise en concurrence | 16S0354 | Solution hébergée inforoute 74 : abonnement et prestations complémentaires | 01 | 20160915 | LOGIPRO.COM | 43000 | ACBC Mini : 1 000 Maxi : 200 000 | 06/12/2016 |
| PEJS | Procédure adaptée ouverte | 16S0378 | Travaux de construction du collège de l'Albanais et de 5 logements sur la commune de RUMILLY. Reconsultation lots 13, 14 et 17 | 13 | 20160925 | ACOUST ISOL EURL | 73000 | 365 576,61 | 07/12/2016 |
| PEJS | Procédure adaptée ouverte | 16S0378 | Travaux de construction du collège de l'Albanais et de 5 logements sur la commune de RUMILLY. Reconsultation lots 13, 14 et 17 | 14 | 20160926 | SPCP | 25480 | 107 421,33 | 07/12/2016 |

| Marchés passés par délégation de l'Assemblée Départementale | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pôles Directions ou Services | Libellé mode de passation | N° d'affaire | Libellé de l'affaire | N° de lot | N° de marché | Nom de l'entreprise | Code postal de l'entreprise | Montant du marché HT | Date de signature du marché |
| PEJS | Procédure adaptée ouverte | 16S0378 | Travaux de construction du collège de l'Albanais et de 5 logements sur la commune de RUMILLY. Reconsultation lots 13, 14 et 17 | 17 | 20160927 | EMP | 74330 | 248 000,00 | 07/12/2016 |
| PEJS | Procédure adaptée simple | 16F0489 | BALMETTES Mise en place sonorisation PPMS | 01 | 20160970 | SADOUX SOCIETE SAS | 74330 | 5 485,68 | 08/12/2016 |
| PEJS | Procédure adaptée simple | 16F0490 | RUMILLY Travaux mise en place alarme PPMS | 01 | 20160973 | SADOUX SOCIETE SAS | 74330 | 5 695,28 | 08/12/2016 |
| COM | Procédure adaptée simple | 16F0482 | Appui à la politique de communication institutionnelle du Département liée au projet de liaison autoroutière MACHILLY THONON | 01 | 20160976 | NEW DEAL | 38027 | 20 400,00 | 09/12/2016 |
| COM | Marché fondé sur un accord-cadre (procédure simplifiée) | 16F0493 | 93/ Gestion complète des supports de signalétique évènementielle du Département de la Haute-Savoie | 01 | 20160978 | CAIRN | 44119 | 657,72 | 09/12/2016 |
| COM | Marché fondé sur un accord-cadre (procédure simplifiée) | 16F0494 | 94/ Gestion complète des supports de signalétique évènementielle du Département de la Haute-Savoie | 01 | 20160979 | CAIRN | 44119 | 916,92 | 09/12/2016 |
| PEJS | Procédure adaptée simple | 16F0507 | PASSY Travaux liaisons fourreaux entre portail et VS | 01 | 20161024 | GOJON CONSTRUCTION | 74270 | 8 138,50 | 09/12/2016 |
| PB | Appel d'offres ouvert | 16S0237 | Travaux d'entretien et d'aménagement sur les batiments du Département de la Haute Savoie | 01 | 20160940 | FPCP SARL | 74960 | ACBC Mini : 15 000 Sans Maxi | 09/12/2016 |
| PB | Appel d'offres ouvert | 16S0237 | Travaux d'entretien et d'aménagement sur les batiments du Département de la Haute Savoie | 02 | 20160941 | FPCP SARL | 74960 | ACBC Mini : 40 000 Sans Maxi | 09/12/2016 |
| PB | Appel d'offres ouvert | 16S0237 | Travaux d'entretien et d'aménagement sur les batiments du Département de la Haute Savoie | 03 | 20160942 | ABC ISOLATION | 74960 | ACBC Mini : 75 000 Sans Maxi | 09/12/2016 |
| DR | Procédure adaptée simple | 16S0447 | RD909 - Etudes de faisabilité pour créer un nouvel ouvrage de franchissement sur le Fier sur la commune de THONES | 01 | 20160989 | SCE | 69500 | 16 895,00 | 09/12/2016 |

| Marchés passés par délégation de l'Assemblée Départementale | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pôles Directions ou Services | Libellé mode de passation | N° d'affaire | Libellé de l'affaire | N° de lot | N° de marché | Nom de l'entreprise | Code postal de l'entreprise | Montant du marché HT | Date de signature du marché |
| DR | Procédure adaptée simple | 16F0496 | Fourniture plaques de recouvrement et avaloirs | 01 | 20160991 | ETABLISSEMENTS VALLIER JOSEPH | 74970 | 7 400,00 | 12/12/2016 |
| DITM | Procédure adaptée simple | 16F0497 | RD1005. ST GINGOLPH - Etude préliminaire SNCF | 01 | 20160990 | SNCF RESEAU | 93418 | 26 000,00 | 12/12/2016 |
| PB | Procédure concurrentielle avec négociation | 16S0135 | Réhabilitation de l'auberge des Glières - Mission de maitrise d'oeuvre | 01 | 20160916 | AER ARCHITECTES | 74000 | 386 990,00 | 12/12/2016 |
| PEJS | Procédure adaptée simple | 16S0455 | Collège Jean-Jacques Rousseau à THONON LES BAINS : travaux de sonorisation globale (PPMS). | 01 | 20160995 | MUGNIER ELEC | 74890 | 23 740,18 | 13/12/2016 |
| DITM | Procédure adaptée ouverte | 16S0369 | Exploitation des gares routières d'ANNECY, de CLUSES et de BONNEVILLE | 01 | 20160956 | KISIO SERVICES CONSULTING | 13290 | 183 816,48 | 14/12/2016 |
| COM | Procédure adaptée simple | 16F0492 | Location et installation de matériel, prestations divers - soirée des lauréats sportifs 2016 | 01 | 20160997 | PIX POCKET SARL | 74370 | 14 404,50 | 15/12/2016 |
| PEJS | Procédure adaptée simple | 17F0001 | SEYSSEL Travaux mise en place occultations dans les salles de classe | 01 | 20170001 | VISION RENOV | 74330 | 14 958,00 | 16/12/2016 |
| DR | Appel d'offres ouvert | 16S0209 | Fourniture de pièces de rechange neuves, d'origine ou qualité équivalente, et maintenance occasionnelle pour matériels de voirie | 01 | 20160981 | H2S ANNECY - RENAULT ANNECY | 74602 | ACBC Sans Mini Sans Maxi | 19/12/2016 |
| DR | Appel d'offres ouvert | 16S0209 | Fourniture de pièces de rechange neuves, d'origine ou qualité équivalente, et maintenance occasionnelle pour matériels de voirie | 02 | 20160982 | SVI 74 | 74370 | ACBC Sans Mini Sans Maxi | 19/12/2016 |
| DR | Appel d'offres ouvert | 16S0209 | Fourniture de pièces de rechange neuves, d'origine ou qualité équivalente, et maintenance occasionnelle pour matériels de voirie | 03 | 20160983 | BOGEY BONNEVILLE | 74130 | ACBC Sans Mini Sans Maxi | 19/12/2016 |
| DR | Appel d'offres ouvert | 16S0209 | Fourniture de pièces de rechange neuves, d'origine ou qualité équivalente, et maintenance occasionnelle pour matériels de voirie | 05 | 20160992 | CHAVANEL | 73290 | ACBC Sans Mini Sans Maxi | 19/12/2016 |
| DR | Appel d'offres ouvert | 16S0209 | Fourniture de pièces de rechange neuves, d'origine ou qualité équivalente, et maintenance occasionnelle pour matériels de voirie | 06 | 20160984 | FRAMATEQ RHONE ALPES | 69804 | ACBC Sans Mini Sans Maxi | 19/12/2016 |
| DR | Appel d'offres ouvert | 16S0209 | Fourniture de pièces de rechange neuves, d'origine ou qualité équivalente, et maintenance occasionnelle pour matériels de voirie | 08 | 20160985 | ARVEL INDUSTRIES | 63114 | ACBC Sans Mini Sans Maxi | 19/12/2016 |

| Marchés passés par délégation de l'Assemblée Départementale | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pôles Directions ou Services | Libellé mode de passation | N° d'affaire | Libellé de l'affaire | N° de lot | N° de marché | Nom de l'entreprise | Code postal de l'entreprise | Montant du marché HT | Date de signature du marché |
| DR | Appel d'offres ouvert | 16S0209 | Fourniture de pièces de rechange neuves, d'origine ou qualité équivalente, et maintenance occasionnelle pour matériels de voirie | 09 | 20160987 | EUROPE SERVICE SA | 15000 | ACBC Sans Mini Sans Maxi | 19/12/2016 |
| DR | Appel d'offres ouvert | 16S0209 | Fourniture de pièces de rechange neuves, d'origine ou qualité équivalente, et maintenance occasionnelle pour matériels de voirie | 10 | 20160996 | RABAUD | 85110 | ACBC Sans Mini Sans Maxi | 19/12/2016 |
| DR | Appel d'offres ouvert | 16S0209 | Fourniture de pièces de rechange neuves, d'origine ou qualité équivalente, et maintenance occasionnelle pour matériels de voirie | 12 | 20160988 | EUROLINERS | 57220 | ACBC Sans Mini Sans Maxi | 19/12/2016 |
| DR | Appel d'offres ouvert | 16S0209 | Fourniture de pièces de rechange neuves, d'origine ou qualité équivalente, et maintenance occasionnelle pour matériels de voirie | 13 | 20160994 | AXIMUM | 33140 | ACBC Sans Mini Sans Maxi | 19/12/2016 |
| DR | Appel d'offres ouvert | 16S0209 | Fourniture de pièces de rechange neuves, d'origine ou qualité équivalente, et maintenance occasionnelle pour matériels de voirie | 14 | 20160986 | PALFINGER FRANCE | 26800 | ACBC Sans Mini Sans Maxi | 19/12/2016 |
| DR | Appel d'offres ouvert | 16S0209 | Fourniture de pièces de rechange neuves, d'origine ou qualité équivalente, et maintenance occasionnelle pour matériels de voirie | 15 | 20160993 | SMA FAUCHEUX | 28110 | ACBC Sans Mini Sans Maxi | 19/12/2016 |
| DITM | Procédure concurrentielle avec négociation | 16S0246 | RD 1005 - Marché de maitrise d'oeuvre pour la réalisation d'un BHNS | 01 | 20160971 | SCE | 69500 | 952 692,43 | 19/12/2016 |
| DR | Appel d'offres ouvert | 16S0377 | Fourniture de pneumatiques, accessoires et prestations associées | 01 | 20160922 | EUROMASTER | 38330 | ACBC Mini : 100 000 Maxi : 400 000 | 19/12/2016 |
| DITM | Procédure adaptée simple | 16F0498 | YVOIRE-Détection et marquage des réseaux-Véloroute NERNIER YVOIRE TC2 | 01 | 20161009 | GEOPROCESS | 74600 | 4 070,00 | 20/12/2016 |
| PB | Appel d'offres ouvert | 16S0336 | Entretien et maintenance des appareils élévateurs des bâtiments du Conseil Départemental de Haute-Savoie | 01 | 20160954 | OTIS | 74960 | ACBC Mini : 10 000 Maxi : 30 000 | 20/12/2016 |
| DITM | Procédure adaptée simple | 16F0502 | Tunnel de SOMMAND - Médiation CD74-VINCI | 01 | 20161014 | LANDMARK CONSEIL | 75008 | 7 300,00 | 21/12/2016 |
| PEJS | Procédure adaptée simple | 16F0505 | FAVERGES Travaux chauffage logements | 01 | 20161022 | ROSSET SARL | 73101 | 15 729,42 | 21/12/2016 |

| Marchés passés par délégation de l'Assemblée Départementale | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pôles Directions ou Services | Libellé mode de passation | N° d'affaire | Libellé de l'affaire | N° de lot | N° de marché | Nom de l'entreprise | Code postal de l'entreprise | Montant du marché HT | Date de signature du marché |
| PISIUN | Marché négocié sans mise en concurrence | 16S0411 | Maintenance et assistance pour le logiciel GEOMAP | 01 | 20161005 | GEOMAP-IMAGIS | 73370 | ACBC Sans Mini Maxi : 240 000 | 21/12/2016 |
| DITM | Procédure adaptée simple | 16F0501 | Fourniture et pose D cache MB2 + tire fonds | 01 | 20161013 | PASS | 03300 | 4 034,00 | 23/12/2016 |
| DR | Procédure adaptée simple | 16S0413 | Rénovation du RDC du Centre de BOEGE | 02 | 20160904 | ROSSI RAPHAEL MENUISERIE ALU SAS | 74380 | 3 328,00 | 23/12/2016 |
| PB | Procédure adaptée ouverte | 16S0059 | Fourniture de plaques signalétiques pour le Département de la Haute-Savoie | 01 | 20160974 | DUSSERT | 38170 | ACBC Mini : 30 000 Maxi : 150 000 | 26/12/2016 |
| DR | Appel d'offres ouvert | 16S0209 | Fourniture de pièces de rechange neuves, d'origine ou qualité équivalente, et maintenance occasionnelle pour matériels de voirie | 07 | 20161003 | ACMAR SAS | 53400 | ACBC Sans Mini Sans Maxi | 26/12/2016 |
| DR | Procédure adaptée simple | 16S0415 | Récupération et évacuation de véhicules par grue mobile ou camion grue | 01 | 20161020 | SE LEVAGE | 74270 | ACBC Mini : 0 Maxi : 25 000 | 27/12/2016 |
| DR | Procédure adaptée simple | 16S0415 | Récupération et évacuation de véhicules par grue mobile ou camion grue | 02 | 20161019 | SE LEVAGE | 74270 | ACBC Mini : 0 Maxi : 12 000 | 27/12/2016 |
| DR | Procédure adaptée simple | 16S0415 | Récupération et évacuation de véhicules par grue mobile ou camion grue | 03 | 20161018 | BARATAY ET CIE LEMAN POIDS LOURD | 74200 | ACBC Mini : 0 Maxi : 12 000 | 27/12/2016 |
| DR | Procédure adaptée simple | 16S0443 | Fourniture de gaz industriels | 01 | 20161017 | AIR LIQUIDE | 69310 | ACBC Mini : 0 Maxi : 49 000 | 27/12/2016 |
| PATDD | Appel d'offres ouvert | 16S0182 | Elaboration de la base de données de l'observatoire départemental - Années 2016 - 2017 - 2018 | 01 | 20161004 | TERACTEM | 74014 | 267 050,00 | 28/12/2016 |
| DITM | Procédure adaptée ouverte | 16S0213 | RD 909 Aménagements cyclables rive Est du lac d'Annecy - section Chavoires / giratoire des Pérouzes (planche 3) - Lots 2 et 3 -Commune de VEYRIER-DU-LAC | 02 | 20161001 | COLAS RHONE ALPES AUVERGNE | 74330 | 164 754,05 | 28/12/2016 |

| Marchés passés par délégation de l'Assemblée Départementale | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pôles Directions ou Services | Libellé mode de passation | N° d'affaire | Libellé de l'affaire | N° de lot | N° de marché | Nom de l'entreprise | Code postal de l'entreprise | Montant du marché HT | Date de signature du marché |
| DITM | Procédure adaptée ouverte | 16S0213 | RD 909 Aménagements cyclables rive Est du lac d'Annecy - section Chavoires / giratoire des Pérouzes (planche 3) - Lots 2 et 3 -Commune de VEYRIER-DU-LAC | 03 | 20161002 | ALPES JARDINS PAYSAGES | 74604 | 29 489,25 | 28/12/2016 |
| DR | Procédure adaptée simple | 16S0393 | Fourniture équipements électriques professionnels/ Domaines Industriel - Bâtiment - Tertiaire | 01 | 20161025 | REXEL FRANCE | 74601 | ACBC<br>Mini : 0<br>Maxi : 49 900 | 28/12/2016 |
| PEJS | Procédure adaptée ouverte | 16S0406 | Collège Jacques Prévert à GAILLARD: Travaux de restructuration-Lot 07 Menuiseries extérieures -stores-fermetures | 07 | 20161008 | EPBI | 74200 | 538 636,85 | 28/12/2016 |
| DITM | Procédure adaptée simple | 16F0506 | Expertise Problèmatique couverture de la NVU Tunnel Semnoz | 01 | 20161023 | 15 AVENUE DU CENTRE | 78280 | 9 740,00 | 29/12/2016 |

| Avenants passés par délégation de l'Assemblée Départementale | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pôle Direction ou Service | N° de marché | Libellé du marché | Montant du marché HT | Date de notification du marché | Raison sociale | Montant de l'avenant, de la DP, du paiement... | Date de signature | Libellé |
| DITM | 2007083 | Déviation de MARIGNIER - Maîtrise d'Oeuvre-Lot unique | 3 496 437,00 | 26/03/2007 | ARCADIS ESG | 0,00 | 07/12/2016 | Fusion des deux agences UGUET SAVOIE et UGUET HAUTE-SAVOIE |
| DITM | 2007083 | Déviation de MARIGNIER - Maîtrise d'Oeuvre-Lot unique | 3 496 437,00 | 26/03/2007 | ARCADIS ESG | 151 872,00 | 07/12/2016 | Mission comp.MA4-Mise au point et organ. Travaux désamiantage-plan de gestion zone confluence - adaptation terrassement - suivi travaux confluence par drone |
| DITM | 2008323 | RD 909/909 A Aménagements cyclables rive EST du lac d' Annecy - Missions de maîtrise d' oeuvre-Lot unique | 514 825,00 | 07/07/2008 | INGEROP Seynod | 16 200,00 | 07/12/2016 | Prestations complémentaires et annulation des missions DCE/OPC/AOR de TC1 section B |
| DITM | 2009006 | VV CLUSES LE FAYET - Maîtrise d'œuvre global et DUP-Lot unique | 262 200,00 | 23/01/2009 | SITETUDES Challes les Eaux | -2 570,68 | 30/12/2016 | Augmentation de l'AVP d'un montant de 9 050 € HT - Diminution de la TC2 de 11 199,40 € HT |
| PB | 2010843 | Construction d'un Centre d'Exploitation des Routes Départementales (C.E.R.D.) d'AYZE | 5 600,00 | 11/02/2011 | AREA TECHNOLOGIES | 0,00 | 19/12/2016 | Avenant de transfert |
| PEJS | 2011037 | Collège Raoul Blanchard - ANNECY : maîtrise d'oeuvre pour réhabilitation | 378 450,00 | 12/02/2011 | RAIMOND ANNE ARCHITECTE | 86 829,42 | 20/12/2016 | Missions complémentaires suite liquidation judiciaires de 3 entreprises et travaux supplémentaires dus à des modifications de programmes |
| DR | 2013481 | RD19 - Aménagement du carrefour giratoire des Rossés du PR 8+380 au PR 9+160 - Commune de MARIGNIER-Lot unique | 1 149 258,90 | 11/07/2013 | BENEDETTI-GUELPA | 229 446,60 | 12/12/2016 | Avenant 3 : prix supplémentaires n° 121 à 135 |
| DITM | 20140840 | Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Marché d'études d'ingénierie du projet global tunnel sous le Semnoz, nouvelle voirie urbaine et bus à haut niveau de service section ANNECY FAVERGES | 169 885,00 | 02/12/2014 | BG INGENIEURS CONSEILS | -14 604,00 | 20/12/2016 | Prestation supplémentaire réponse aux associations |
| PEJS | 20150084 | Travaux de mise en conformité de l'accessibilité dans les collèges publics du bassin d'ANNECY.-Gros oeuvre - Démolitions - Aménagements extérieurs | 73 102,61 | 25/03/2015 | CECCON BTP | 539,87 | 06/12/2016 | Modifications dans tous les collèges de la tranche 2 pour s'adapter à l'existant |
| PEJS | 20150085 | Travaux de mise en conformité de l'accessibilité dans les collèges publics du bassin d'ANNECY.-Serrurerie - Menuiserie extérieure | 148 986,92 | 25/03/2015 | SOCIETE DU VILLARET | -887,76 | 06/12/2016 | Modifications de travaux dans les collèges de Cran, Thônes, St Jorioz et moins value travaux supprimé au collège des Balmettes |
| PEJS | 20150185 | Travaux de mise en conformité de l'accessibilité dans les collèges publics du bassin d'ANNEMASSE.-Sols souples | 27 821,90 | 25/04/2015 | ARTI SOLS SARL | -277,20 | 06/12/2016 | Modifications de travaux concernant des adaptations à l'existant |
| PEJS | 20150190 | Travaux de mise en conformité de l'accessibilité dans les collèges publics du bassin d'ANNEMASSE.-Gros oeuvre - Démolitions - Aménagements extérieurs | 140 000,00 | 24/04/2015 | EIFFAGE CONSTR CHABLAIS SERVICES | 1 878,00 | 06/12/2016 | Reprise d'une partie de l'enrobé affaissé par dallage en tête d'un escalier et réfection des arêtes latérales du caniveau |

| Avenants passés par délégation de l'Assemblée Départementale | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pôle Direction ou Service | N° de marché | Libellé du marché | Montant du marché HT | Date de notification du marché | Raison sociale | Montant de l'avenant, de la DP, du paiement... | Date de signature | Libellé |
| PEJS | 20150191 | Travaux de mise en conformité de l'accessibilité dans les collèges publics du bassin d'ANNEMASSE.-Electricité | 29 822,87 | 24/04/2015 | SDEL SAVOIE LEMAN | 358,27 | 06/12/2016 | Remplacement des luminaires au collège de Reignier |
| DITM | 20150339 | Contournement de MARIGNIER-THYEZ - TOARC - Giratoires RD 19 et RD 26 | 3 693 239,49 | 26/05/2015 | BENEDETTI-GUELPA | 0,00 | 12/12/2016 | Prolongation des délais TF et TC |
| PEJS | 20150375 | Travaux de mise en conformité de l'accessibilité dans les collèges publics du bassin d'ANNEMASSE : Reconsultation lots 03, 04 et 10.-Paillasses | 34 805,29 | 24/06/2015 | MATERLABO | -8 570,08 | 06/12/2016 | Modification des paillasses PMR |
| PEJS | 20150954 | Collège Jean-Jacques Gallay à SCIONZIER : Construction de 6 logements de fonction.-Maçonnerie - Gros œuvre | 209 875,28 | 26/11/2015 | MACONNERIE DU FAUCIGNY SARL | 900,00 | 19/12/2016 | Sciage des tetes de murs des balcons |
| PEJS | 20150961 | Collège Jean-Jacques Gallay à SCIONZIER : Construction de 6 logements de fonction.-Serrurerie - Portes de garages | 29 431,10 | 26/11/2015 | REMI ROCHE SAS - (CM) | 2 148,00 | 19/12/2016 | Ajout charnières pour les panneaux solaires et ajout d'un plancher technique |
| DR | 20160421 | RD 1205 - Aménagement carrefour avec RD 198 et entre les PR 8+420 et PR 8+740 - commune d'ARTHAZ PONT NOTRE DAME | 273 065,05 | 10/06/2016 | SMTP SAS | 0,00 | 19/12/2016 | Avenant n°1 Prix nouveaux n°73 à 80 sans incidence financière ( déjà notifiés en prix provisoires par OS n°16.42 du 28/11/2016 ) |
| DR | 20160468 | RD 31 - Pont de Pyrimont sur le Rhône - Restauration de la travée centrale PR 48,1 - Communes de CHALLONGES et SURJOUX-Moyens d'accès et protection anti-corrosion | 175 747,00 | 28/06/2016 | PREZIOSO | 33 788,47 | 12/12/2016 | Du fait de travaux supplémentaires imprévisibles à la préparation du chantier, introduction dans l'avenant 1 les prix nouveaux PN1-PN02.01 -PN3-PN4-PN5 |
| PEJS | 20160483 | Collège Bas Chablais à DOUVAINE : travaux de mise en accessibilité-Ascenseur | 17 300,00 | 16/06/2016 | JEAN LEON ELEVATION | 0,00 | 06/12/2016 | Prolongation délai intervention jusqu'au 30 novembre 2016 |
| PEJS | 20160484 | Collège Bas Chablais à DOUVAINE : travaux de mise en accessibilité-Démolition - Terrassement - Gros Œuvre - VRD | 52 741,60 | 16/06/2016 | GILETTO SAS | 4 104,38 | 06/12/2016 | Suppression des travaux de remplacement des grilles de regard EP, création d'une porte, découpe d'une chape pour encastrer bac douche, recharge palier pour facilier accès salle polyvalente... |
| PEJS | 20160484 | Collège Bas Chablais à DOUVAINE : travaux de mise en accessibilité-Démolition - Terrassement - Gros Œuvre - VRD | 52 741,60 | 16/06/2016 | GILETTO SAS | 0,00 | 06/12/2016 | Prolongation délai intervention jusqu'au 30 novembre 2016 |
| PEJS | 20160485 | Collège Bas Chablais à DOUVAINE : travaux de mise en accessibilité | 16 971,27 | 17/06/2016 | BONGLET SA | 0,00 | 06/12/2016 | Prolongation délai intervention jusqu'au 30 novembre 2016 |
| PEJS | 20160486 | Collège Bas Chablais à DOUVAINE : travaux de mise en accessibilité-Menuiseries extérieur alu - serrurerie | 35 212,40 | 16/06/2016 | MODERN ALU | 0,00 | 09/12/2016 | Prolongation des délais jusqu'au 30 novembre 2016 inclus |
| PEJS | 20160487 | Collège Bas Chablais à DOUVAINE : travaux de mise en accessibilité-Menuiseries - agencement intérieur | 21 545,33 | 16/06/2016 | MENUIS'ART | 1 845,72 | 06/12/2016 | Travaux divers sur des portes dans les sanitaires, le secrétariat de l'intendance et suppression de la porte du self |

| Avenants passés par délégation de l'Assemblée Départementale | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pôle Direction ou Service | N° de marché | Libellé du marché | Montant du marché HT | Date de notification du marché | Raison sociale | Montant de l'avenant, de la DP, du paiement... | Date de signature | Libellé |
| PEJS | 20160487 | Collège Bas Chablais à DOUVAINE : travaux de mise en accessibilité-Menuiseries - agencement intérieur | 21 545,33 | 16/06/2016 | MENUIS'ART | 0,00 | 09/12/2016 | Prolongation des délais jusqu'au 30 novembre inclus |
| PEJS | 20160488 | Collège Bas Chablais à DOUVAINE : travaux de mise en accessibilité-Carrelage - Revêtement mural | 34 963,60 | 16/06/2016 | BOUJON DENIS SAS | 0,00 | 06/12/2016 | Prolongation délai intervention jusqu'au 30 novembre 2016 |
| PEJS | 20160489 | Collège Bas Chablais à DOUVAINE : travaux de mise en accessibilité | 8 408,72 | 17/06/2016 | BONGLET SA | 0,00 | 06/12/2016 | Prolongation délai intervention jusqu'au 30 novembre 2016 |
| PEJS | 20160490 | Collège Bas Chablais à DOUVAINE : travaux de mise en accessibilité-Electricité | 42 565,67 | 16/06/2016 | ALPES TRADITION ELECTRICITE | -6 529,80 | 06/12/2016 | Suppression travaux dans le préau, la rampe de service et l'asservissement de la porte coursive |
| PEJS | 20160490 | Collège Bas Chablais à DOUVAINE : travaux de mise en accessibilité-Electricité | 42 565,67 | 16/06/2016 | ALPES TRADITION ELECTRICITE | 0,00 | 06/12/2016 | Prolongation délai intervention jusqu'au 30 novembre 2016 |
| PEJS | 20160492 | Collège Bas Chablais à DOUVAINE : travaux de mise en accessibilité | 16 407,00 | 16/06/2016 | MOKRANI SARL | -6 122,40 | 06/12/2016 | Suppression des travaux dans le préau clos/foyers |
| PEJS | 20160519 | Collège Val d'Abondance à ABONDANCE : travaux de mise en conformité de l'accessibilité effective.-Démolition/VRD/Gros Œuvre | 27 000,00 | 29/06/2016 | EIFFAGE CONSTRUCT CHABLAIS SERVI | 5 022,00 | 06/12/2016 | Remplace grilles EP et Réparation casquette béton et support portillon |
| PEJS | 20160520 | Collège Val d'Abondance à ABONDANCE : travaux de mise en conformité de l'accessibilité effective.-Plâtrerie | 6 762,57 | 28/06/2016 | BONDAZ CHARLES ET FILS SARL | 3 744,00 | 06/12/2016 | Déplacement parois acoustiques et réalisation d'un faux plafond |
| PEJS | 20160521 | Collège Val d'Abondance à ABONDANCE : travaux de mise en conformité de l'accessibilité effective.-Carrelage - Faïence | 16 688,00 | 28/06/2016 | BOUJON DENIS SAS | 3 192,00 | 06/12/2016 | Réalisation chapes zone sanitaire, pose de carrlage sous les escaliers |
| PEJS | 20160524 | Collège Val d'Abondance à ABONDANCE : travaux de mise en conformité de l'accessibilité effective.-Chauffage - Ventilation - Sanitaire | 18 318,00 | 29/06/2016 | MOKRANI SARL | 3 321,60 | 06/12/2016 | Dévoiement de réseaux et sorties de ventilation |
| DITM | 20160572 | Etude de refonte des lignes scolaires et interurbaines dans le cadre du projet THNS RD 1005 | 0,00 | 11/07/2016 | CITEC INGENIEURS CONSEILS | 0,00 | 19/12/2016 | Augmentation du délai du marché de 2 mois soit un global de 7 mois - fin du marché 11 février 2017 |
| PEJS | 20160574 | Collèges Anthonioz à CLUSES et Claudel à MARIGNIER : Travaux de mise en accessibilité PMR-Gros-œuvre-Démolition-Aménagement extérieur | 31 309,95 | 13/07/2016 | SECA | 2 392,68 | 12/12/2016 | Seuil pour porte automatique reprise enrobé devant accueil et ligne de stationnement |
| PEJS | 20160579 | Collèges Anthonioz à CLUSES et Claudel à MARIGNIER : Travaux de mise en accessibilité PMR-Plomberie-Sanitaire-Chauffage-Ventilation | 22 992,81 | 13/07/2016 | DETEC SAS | 4 229,66 | 12/12/2016 | Plus value pour fourniture et pose de lavabos PMR |
| PEJS | 20160581 | Collèges Anthonioz à CLUSES et Claudel à MARIGNIER : Travaux de mise en accessibilité PMR-Paillasses | 8 325,00 | 13/07/2016 | DELAGRAVE | 6 429,12 | 12/12/2016 | Modification emplacement paillasses dans salles de TP en fonction des places PMR |

| Avenants passés par délégation de l'Assemblée Départementale | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pôle Direction ou Service | N° de marché | Libellé du marché | Montant du marché HT | Date de notification du marché | Raison sociale | Montant de l'avenant, de la DP, du paiement... | Date de signature | Libellé |
| PEJS | 20160849 | Visites d'entretien, désincarcération et dépannage des ascenseurs et de leurs téléalarmes des collèges publics du Département de la Haute-Savoie.-Secteur SUD du département de la Haute-Savoie | 24 340,32 | 24/11/2016 | SCHINDLER | 0,00 | 09/12/2016 | Point départ délai validité contrat au 1er janvier 2017 |
| PEJS | 20160850 | Visites d'entretien, désincarcération et dépannage des ascenseurs et de leurs téléalarmes des collèges publics du Département de la Haute-Savoie.-Secteur NORD du département de la Haute-Savoie | 24 140,00 | 24/11/2016 | THYSSENKRUPP ASCENSEURS | 0,00 | 09/12/2016 | Point départ délai validité contrat au 1er janvier 2017 |

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0100

**OBJET : POLITIQUE GÉRONTOLOGIQUE DÉPARTEMENTALE - CONVENTIONS A INTERVENIR AVEC L'ARS AUVERGNE RHÔNE-ALPES ET AVEC LES HÔPITAUX DU PAYS DU MONT-BLANC POUR LE FINANCEMENT ET L'INSTALLATION D'UN DISPOSITIF INTERFACE MAIA**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. MORAND | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **30** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Action Sociale et des familles et notamment son article L.113-3,

Vu la circulaire ministérielle du 18 avril 2016, relative aux appels à candidature pour le déploiement des dispositifs des Maisons pour l'Autonomie et l'Intégration des malades d'Alzheimer (MAIA),

Vu la délibération du 25 mars 2016 adoptant la Schéma Gérontologique « Bien Vieillir en Haute-Savoie 2013-2017 »,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération n° CD-2016-064 du 12 décembre 2016 adoptant la Politique départementale en faveur du Grand Age - Budget Primitif 2017,

Vu l'avis favorable émis par la 1ère Commission Enfance, Famille, Grand Age et Handicap lors de sa réunion du 11 janvier 2017.

Un premier dispositif intégré de type MAIA a été mis en place dès 2011 sur le Bassin Annécien. A la faveur de la consolidation des filières gérontologiques au sein des pôles gérontologiques, espaces de référence pour le Programme Régional de Santé, le Schéma Gérontologique Départemental « Bien Vieillir en Haute-Savoie 2013-2017 », adopté le 25 mars 2013, a prévu la couverture progressive de l'ensemble du département par des dispositifs intégrés.

Un second dispositif a été mis en place en 2014 sur le territoire du Chablais en partenariat avec les hôpitaux du Léman, puis un troisième en 2015 sur le territoire du Genevois en partenariat avec le centre Hospitalier Alpes Léman.

Un bilan positif est dressé de cette organisation, dont l'objectif est de renforcer l'articulation des intervenants sanitaires, sociaux et médico-sociaux pour faciliter le parcours de soins et d'accompagnement de la personne et les démarches de ses aidants. Aussi, le Département de Haute-Savoie a répondu à l'appel à candidatures lancé le 26 juillet 2016 par l'Agence Régionale de Santé Auvergne Rhône-Alpes, pour la création d'une 4ème MAIA sur le territoire de la filière gérontologique du mont-Blanc, maillant ainsi l'ensemble du territoire départemental.

Le projet présenté, qui s'appuie sur les travaux de la filière gérontologique et la dynamique de travail impulsée avec les Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc autour des sorties d'hôpital, a été retenu par décision de l'ARS notifiée le 28 novembre 2016.

Pour sa mise en œuvre opérationnelle, il convient de conclure une convention avec l'Agence Régionale de Santé Auvergne Rhône-Alpes par laquelle le Département s'engage à la consolidation de l'organisation grâce au financement octroyé par l'ARS, qui est prévu à hauteur de 122 000 € pour 2017.

Ce financement inclut le partenariat entre le Département et les Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc qu'il s'agit de formaliser par une convention spécifique.

Aussi, il est proposé de signer un accord conventionnel avec les Hôpitaux du pays du Mont-Blanc, afin d'affirmer la volonté partagée de développer ce dispositif. Cet accord porte sur le financement du fonctionnement d'un poste de gestionnaire de cas, pour un montant maximum annuel de 51 000 €.

La durée des 2 conventions est volontairement limitée à un an, en accord avec l'ARS, afin de caler les échéances des 4 dispositifs MAIA au 31 décembre 2017 et de conclure de nouvelles conventions triennales au 1er janvier 2018.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**AUTORISE** M. le Président à signer les documents suivants (ci-annexés) :

- la convention annuelle 2017 avec l'ARS Auvergne Rhône-Alpes,
- la convention annuelle avec les Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

**CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN OEUVRE DU DISPOSITIF DE TYPE MAIA SUR LE TERRITOIRE DU MONT-BLANC**

**Entre d'une part :**

- Les Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc représentés par Monsieur Vincent PEGEOT, Directeur Général par intérim,

**Et d'autre part :**

- Le Département de la Haute-Savoie, représenté par Monsieur Christian MONTEIL, son Président, dûment habilité par délibération n°CP-2017- de la Commission Permanente du 6 février 2017.

**Vu :**

- Le Plan Alzheimer 2008-2012,

- La loi N° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour 2011,

- L'article 113-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles : « Les institutions et les professionnels de santé intervenant dans le secteur social, médico-social et sanitaire, sur un même territoire, auprès des personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou d'une maladie apparentée ou en perte d'autonomie coordonnent leurs activités au sein de maisons pour l'autonomie et l'intégration des malades d'Alzheimer. Les conditions de leur fonctionnement répondent à un cahier des charges approuvé par décret, qui fixe notamment les modalités selon lesquelles sont évalués les besoins ainsi que les méthodes mises en œuvre pour assurer le suivi des personnes concernées ».

- La convention en cours avec l'ARS Rhône-Alpes et le Département pour l'installation et le financement d'un dispositif d'intégration de type MAIA.

**Et au regard :**

- Du Schéma Gérontologique Départemental 2013-2017,

- Du partenariat entre le Département de Haute-Savoie et les Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc développé dans le cadre de la filière gérontologique du Mont-Blanc,

- De la réponse du Département de Haute-Savoie le 25 septembre 2016 à l'appel à candidature du 26 juillet 2016 de l'ARS Auvergne Rhône Alpes en vue de la mise en place d'un dispositif intégré dit « MAIA » sur le territoire du pôle gérontologique Arve Faucigny Mont-Blanc.

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**PREAMBULE** :

Le Schéma gérontologique départemental 2013-2017 promeut dans son action n°17 « Mieux articuler les dispositifs et coordonner les acteurs », une meilleure fluidité des parcours des personnes âgées sur les territoires, en évitant en particulier les situations de rupture entre hôpital et domicile.

Dans le cadre de la filière gérontologique du Mont-Blanc, le partenariat développé entre le Conseil départemental et les Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc a abouti à la mise en place en décembre 2014 d'une cellule « Interface », composée d'un temps (30%) d'assistante sociale de l'équipe médico-sociale du pôle gérontologique de la Vallée de l'Arve dédié à ce dispositif, en interface avec un temps (30%) d'assistante sociale des HPMB, sous la responsabilité des médecins du pôle gérontologique Arve Faucigny Mont-Blanc. Le périmètre d'intervention couvre le territoire de la filière du Mont-Blanc.

Cette organisation a apporté une valeur ajoutée aux dispositifs sanitaires et médico-sociaux sur les aspects suivants :

- Une amélioration du repérage, de l'anticipation et de la préparation des retours à domicile après hospitalisation ;
- Une meilleure insertion de la personne âgée dans la filière gériatrique, avec une structuration et une formalisation des parcours ;
- Une meilleure connaissance mutuelle de la filière gériatrique intra-hospitalière et des acteurs du domicile (connaissance des pratiques, des moyens et des outils).

Fort de cette expérience, le Conseil départemental de la Haute-Savoie a répondu à l'appel à projet lancé par l'ARS pour l'installation d'un dispositif de type MAIA sur la base du développement de la cellule Interface de la filière gérontologique du Pays du Mont-Blanc. Le dispositif de type MAIA proposé est donc conçu en consolidation et déploiement de l'existant, en s'appuyant sur l'organisation mise en place par le Conseil départemental et les Hôpitaux du Mont-Blanc. Le projet a été retenu par l'ARS Rhône Alpes en novembre 2016.

Impulser un dispositif de type MAIA est avant tout la mise en place d'un processus, d'une méthodologie. Il n'implique pas la création d'une structure nouvelle. La mise en œuvre de ce dispositif a pour objectif de mener un projet collaboratif en vue de l'obtention d'un label MAIA. Le Département de Haute-Savoie est le porteur du dispositif qui est intégré au pôle gérontologique.

Par la présente convention, le Département de Haute-Savoie et les Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc entendent donc affirmer leur volonté de :

- Consolider le partenariat mis en place et intégrer les contenus de l'appel à projet formulé par le Département de Haute-Savoie,
- Développer le dispositif sur le territoire concerné.

**Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de mise en place et le fonctionnement d'un dispositif de type MAIA sur le pôle gérontologique Arve Faucigny Mont-Blanc du Département de Haute-Savoie en partenariat avec les Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc.

**Article 2 : le territoire du dispositif**

Il est convenu que le territoire du dispositif de type MAIA concerne le territoire du pôle gérontologique Arve Faucigny Mont-Blanc du Département de Haute-Savoie.

**Article 3 : le pilotage du dispositif**

Le dispositif est piloté par le pilote du dispositif de type MAIA, recruté par le Département. Celui-ci intervient pour mi-temps sur la MAIA de la filière des Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc et pour mi-temps sur celle du Centre Hospitalier Alpes Léman. Il fait le lien entre l'ARS Auvergne Rhône Alpes et le porteur de projet.

Le pilote met en place et anime les tables de concertation : la table stratégique et la table tactique. Le Département de Haute-Savoie et les Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc partagent le souci et la volonté de rendre cohérentes les différentes instances existantes sur le territoire au bénéfice de la gérontologie, notamment celle concernant la Filière, des liens peuvent être établis avec les instances de territoire de la MAIA du Centre Hospitalier Alpes Léman.

**Article 4 : durée et date d'effet**

La présente convention est conclue pour la durée de l'expérimentation du dispositif, c'est-à-dire 1 an, à savoir du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017.

**Article 5** : **organisation des gestionnaires de cas et financement des postes**

Le gestionnaire de cas est dédié à la gestion de cas. Il est mandaté pour intervenir auprès des personnes en situation complexes suite à l'inclusion de ces personnes dans le dispositif. L'inclusion dans le dispositif se fait en fonction de la définition d'une « situation complexe » et de la procédure validées par le Conseil Départemental de la Haute-Savoie et les Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc.

Les gestionnaires de cas sont recrutés par les structures auxquelles ils seront rattachés administrativement. Afin de répondre à l'objectif de constitution d'une équipe pluridisciplinaire, le Département et les Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc s'informeront en amont du profil des gestionnaires qui seront recrutés soit un choix entre : assistant social, conseiller en économie sociale et familiale ou infirmier diplômé d'Etat. Les gestionnaires de cas devront s'engager à suivre le Diplôme Inter Universitaire de gestion de cas.

Le projet adopté par l'ARS Auvergne Rhône Alpes comprend les moyens suivants dédiés à la gestion de cas :

- 1 ETP travailleur médico-social pour le Département de la Haute-Savoie,
- 1 ETP travailleur médico-social pour les Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc.

A ce titre, le Département de Haute-Savoie, porteur du projet, reversera forfaitairement aux Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc, la somme reçue de l'ARS Auvergne Rhône Alpes, correspondant au montant d'un poste en équivalent temps plein de travailleur médico-social, soit 43 000 €.

Le gestionnaire de cas recruté par le Département de Haute-Savoie est hiérarchiquement rattaché au responsable de l'équipe médico-sociale du pôle gérontologique Arve/Faucigny/Mont-Blanc.

Le gestionnaire de cas recruté par les Hôpitaux du Léman est hiérarchiquement rattaché à la directrice du pôle gériatrique des Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc.

L'ensemble des gestionnaires de cas est sous la responsabilité fonctionnelle du pilote du dispositif. Le Département de Haute-Savoie met à disposition de l'équipe, un espace de travail au sein du pôle gérontologique.

**Article 6 : modalités pratiques de paiements**

Les Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc transmettent annuellement un état récapitulatif des sommes engagées au bénéfice de son gestionnaire de cas. Le Département de Haute-Savoie s'engage à rembourser les frais engagés dans la limite de 43 000 € annuels au titre des salaires, charges, formations… et de 8 000 € annuels au titre des frais de déplacements. A la demande des Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc, un acompte de 15 000 € pourra être versé au cours du deuxième trimestre.

**Article 7 : communication**

Les Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc s'engagent à faire apparaître le Département en qualité de financeur et partenaire de ses actions dans les communications qu'il réalise sur le dispositif de type MAIA, par l'apposition notamment du logo Conseil départemental.

**Article 8 : le suivi de la convention**

Le suivi de cette convention est assuré lors d'une réunion de la table stratégique du dispositif.

**Article 9 : révision de la convention et dénonciation**

La présente convention est liée à celle passée entre le Département et l'ARS Auvergne Rhône Alpes. Elle peut être modifiée par voie d'avenant.
Elle peut être dénoncée à tout moment pour l'une ou l'autre des parties avec un délai de deux mois avant la date d'échéance ou en cas de non renouvellement de l'accord entre le Département de Haute-Savoie et l'ARS Auvergne Rhône Alpes.
Dans ce cas, la dénonciation intervient par lettre recommandée adressée par la partie qui souhaite dénoncer.
La présente convention peut prendre fin si elle a perdu tout objet du fait d'une évolution législative et/ou règlementaire.

**Article 10 : Litiges**

En cas de litiges et à défaut de conciliation, le tribunal compétent pour en juger est le Tribunal Administratif de Grenoble.

Etabli en deux exemplaires,
Fait à Annecy, le

Le Président
du Conseil départemental de la Haute-Savoie

Christian MONTEIL

Le Directeur Général par intérim
des Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc

Vincent PEGEOT

**Convention annuelle 2017**
**pour le fonctionnement**
**du dispositif d'intégration MAIA**

**Entre**

**D'une part,**

**L'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes**
Etablissement public à caractère administratif
N° SIRET: 130 008 071 00016
Dont le siège est situé : 241, rue Garibaldi CS 93383 – 69418 Lyon Cedex 03
Représentée par son directeur général, Monsieur Jean-Yves GRALL

Ci-après désignée « **l'ARS** »,

**Et**

**D'autre part,**

**Le Département de la Haute-Savoie**
Désigné comme porteur du dispositif MAIA de la filière gérontologique du Mont-Blanc
Dont le siège est situé : 1 rue du 30me Régiment d'Infanterie 74041 ANNECY Cedex
Représenté par son Président, Monsieur Christian MONTEIL dûment habilité par la délibération n°CP-2017- de la Commission Permanente du 6 février 2017
N° SIRET **: 227 400017 00074**
Statut juridique : Collectivité territoriale

Ci-après désigné « le porteur du dispositif **MAIA** »

**Cadre juridique** :

Vu l'article L.113-3 du code de l'action sociale et des familles donnant une base légale aux dispositifs d'intégration MAIA et l'article L.14-10-5 du même code prévoyant leur financement dans le budget de la CNSA ;

Vu les articles L.1431-2 et L.1432-6 du code de la santé publique, concernant les compétences et missions des ARS ainsi que leur budget ;

Vu le décret n°2011-1210 du 29 septembre 2011 approuvant le cahier des charges national des dispositifs intégrés dits MAIA ;

Vu le cahier des charges des dispositifs intégrés dits MAIA publié au Bulletin officiel Protection sociale, Santé et Solidarité n°2011-10 du 15 novembre 2011 ;

Vu l'instruction du 18 avril 2016 relative aux appels à candidatures pour le déploiement des dispositifs MAIA au titre de l'année 2016 ;

Vu l'appel à candidatures régional lancé le 23 septembre 2016 par l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu le dossier de candidature présenté par le Conseil départemental de la Haute-Savoie ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes du 28 novembre 2016 retenant le projet de du Département de la Haute-Savoie ;

Il est convenu ce qui suit :

**Préambule**

La méthode MAIA est une méthode innovante qui permet de développer un processus « d'intégration » des soins et des aides participant au maintien à domicile des personnes âgées de plus de 60 ans en perte d'autonomie.
Le cahier des charges national publié par décret n° 2011-1210 du 29 septembre 2011 définit les mécanismes de cette méthode d'organisation.

La méthode MAIA est confiée à un dispositif existant sur le territoire choisi, « le porteur » du projet. Elle est impulsée par un pilote MAIA.

**Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de déterminer les engagements et les relations entre, d'une part, le porteur du dispositif **MAIA** et, d'autre part, l'**ARS** qui le finance et s'assure du respect du cahier des charges national et des textes susmentionnés.

**Article 2 : Engagements du porteur du dispositif MAIA**

Les engagements du porteur concernent l'installation du dispositif MAIA sur le territoire de la filière du Mont-Blanc et le respect de la méthodologie définie dans le cahier des charges national des dispositifs d'intégration dits MAIA.

A cette fin, il s'engage à :

- organiser dans les plus brefs délais le pilotage pour mener le travail d'intégration sur le territoire concerné, décrit en annexe 1 de la présente convention. A cet effet, il dédie à la MAIA du Mont-Blanc 0,50 ETP du poste de pilote initialement totalement affecté sur la filière du CHAL. Celui-ci a bénéficié de la formation nationale.

- recruter des gestionnaires de cas, à les inscrire au diplôme inter- universitaire « gestionnaire de cas ».

- transmettre à l'ARS copie des conventions qu'il a pu signer ou qu'il signera avec d'autres co-financeurs ou tout autre document formalisant ces co- financements.

Le pilote du dispositif ayant été recruté, le porteur doit s'assurer que celui-ci :

- réalise le diagnostic organisationnel approfondi des ressources du territoire réalisé,

- installe et réunit régulièrement, en lien avec le référent de l'**ARS,** la « concertation stratégique » qui rassemble les décideurs et les financeurs et la « concertation tactique ». Le pilote assure la formalisation de ces réunions : composition (en s'assurant que les personnes présentes ont reçu une délégation écrite), invitations, ordres du jour et compte- rendus,

- rend compte de l'installation du dispositif MAIA lors des réunions de « concertation stratégique »,

- réalise les travaux en vue de la constitution du guichet intégré et de l'élaboration de procédures et d'outils communs,

- structure, pilote et coordonne l'activité de l'équipe de gestionnaires de cas, accompagne les gestionnaires de cas dans la mise en œuvre de leurs fonctions de suivi des cas complexes notamment,

- s'assure que les gestionnaires de cas rendent compte de leur activité afin qu'il collige et analyse ces données pour en rendre compte en réunions de concertation tactique et stratégique.

A la fin de chaque année civile, le pilote rédige un **rapport d'étape** afin de rendre compte en réunion de table stratégique et en particulier à l'ARS de la montée en charge de la mise en œuvre de l'intégration sur le territoire.

De façon plus générale pour la durée de la convention, le porteur du dispositif MAIA s'engage :

- à utiliser les outils mis à sa disposition par l'ARS ou la CNSA;

- à fournir toutes les données sollicitées relevant de son activité ;

- à renseigner les indicateurs d'activité sollicités par l'ARS ou la CNSA;

- à transmettre les données demandées dans le cadre de la procédure de validation prévue dans le cahier des charges national.

**Article 3 : Engagement de l'ARS à l'égard du porteur du dispositif MAIA**

L'**ARS** s'engage à :

- accompagner le porteur du dispositif **MAIA** pendant la durée de la convention afin d'asseoir et de renforcer la légitimité du pilote auprès des autres partenaires dans la mise en œuvre du processus d'intégration,

- accompagne spécifiquement le pilote dans ses fonctions et notamment dans la constitution de la « concertation stratégique »,

- répond aux sollicitations du porteur et du pilote liées à la mise en œuvre du cahier des charges national et peut, à cette fin, solliciter la CNSA,

- procède à la validation du dispositif MAIA, en s'appuyant sur l'analyse du rapport d'étape annuel, selon les modalités définies dans le cahier des charges national. La non validation du dispositif MAIA par l'ARS est un motif de résiliation de la convention et d'arrêt des financements.

**Article 4 : Dispositions financières**

Les dépenses financées par l'ARS sont conformes aux dépenses éligibles fixées dans le cahier des charges national des dispositifs d'intégration MAIA.

Au titre de l'exercice 2017, le financement prévisionnel du dispositif **MAIA** par **l'ARS** est arrêté à la somme **de 122 000 € (**cent vingt-deux mille euros)**,** selon le budget joint en annexe 2 et sous réserve de la mise à disposition des fonds sur le budget de l'**ARS** au titre du Fonds d'intervention régional (FIR). Un tableau des effectifs figure également en annexe 2.

Le directeur général de l'**ARS** engage et ordonnance les crédits mentionnés au 2nd alinéa du présent article à la réception d'un exemplaire de la présente convention signé par les parties.

Les versements sont effectués par virement au compte bancaire du porteur du dispositif **MAIA**, dont les coordonnées sont les suivantes :

| Identification Internationale (IBAN) | | | | | | | Domiciliation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FR | 16 | 3000 | 1001 | 36C7 | 4100 | 0000 | 097 |

Conformément à la nomenclature du FIR, le code d'exécution comptable visé est le compte n°657-213-422-50 intitulé : MAIA (Méthode d'Action pour l'Intégration des services d'aide et de soins à domicile dans le champ de l'Autonomie)

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent comptable de l'**ARS.**

**Article 5: Justification de l'emploi des financements octroyés par l'ARS**

Le porteur du dispositif **MAIA** s'engage à utiliser les crédits perçus uniquement pour les opérations décrites dans le cadre de la présente convention et dans le respect du cahier des charges réglementaire.

Le porteur du dispositif **MAIA** produira, signé en original par son représentant légal, le rapport d'activité annuel du dispositif, accompagné d'un compte rendu financier faisant apparaître pour l'exercice concerné l'emploi des crédits reçus au titre de la présente convention ainsi que, le cas échéant, les contributions des organismes co-financeurs du dispositif **MAIA**, **au plus tard le 31 mars de l'année qui suit**. Le rapport d'activité et le compte rendu financier donneront lieu à une validation par courrier du Directeur général de l'**ARS** intervenant au plus tard le 30 juin.

Le compte rendu financier comprendra notamment un compte d'emploi, un rapport expliquant les variations de dépenses ou de recettes au regard du budget prévisionnel annexé à la présente convention, et un tableau des effectifs détaillé accompagné d'un bilan social.

Ces documents attesteront la conformité des dépenses à l'objet du financement.

L'examen du compte rendu financier pourra donner lieu à récupération par l'**ARS** des sommes non consommées ou sans rapport avec l'objet de la présente convention et à due concurrence de sa participation au financement du projet.

L'**ARS** aura la faculté de demander au porteur du dispositif **MAIA** la communication de toute pièce justificative attestant de la réalité de la dépense et de sa conformité à l'objet de la présente convention et du cahier des charges national.

A défaut de la production de ces pièces dans les délais susvisés ou dans le cas où ces pièces n'attestent pas de tout ou partie des dépenses, l'**ARS** pourra procéder au recouvrement de tout ou partie des financements versés et considérés comme non justifiés.

Dans le cadre du contrôle de l'exécution financière de cette convention, l'**ARS** pourra également procéder à des contrôles sur place. Le porteur du dispositif **MAIA** s'engage à faciliter l'accès aux pièces justificatives de la dépense nécessaires à ce contrôle.

**Article 6 : Durée de la convention**

La présente convention prend effet au 1er janvier 2017 et s'achève le 31 décembre 2017.

**Article 7 : Conditions d'exécution**

Le porteur du dispositif **MAIA** met tout en œuvre, par le recrutement de personnels, ainsi que par l'engagement des moyens nécessaires pour que le dispositif intégré MAIA fonctionne selon les dispositions de l'article 2 de la présente convention.

Il s'engage à remplir seul ses obligations légales, réglementaires et conventionnelles d'employeur, vis-à-vis des personnels recrutés dans le cadre du dispositif MAIA.

**Article 8 : Résiliation et remboursement éventuel**

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements de la présente convention, celle-ci est résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie dans un délai de deux mois, après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de résiliation de la présente convention, le porteur du dispositif **MAIA** s'engage à rembourser à l'**ARS** la part des financements perçus non consommées.

**Article 9 : Règlement des litiges**

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lyon, après épuisement des voies amiables.

**Article 10 : Avenants**

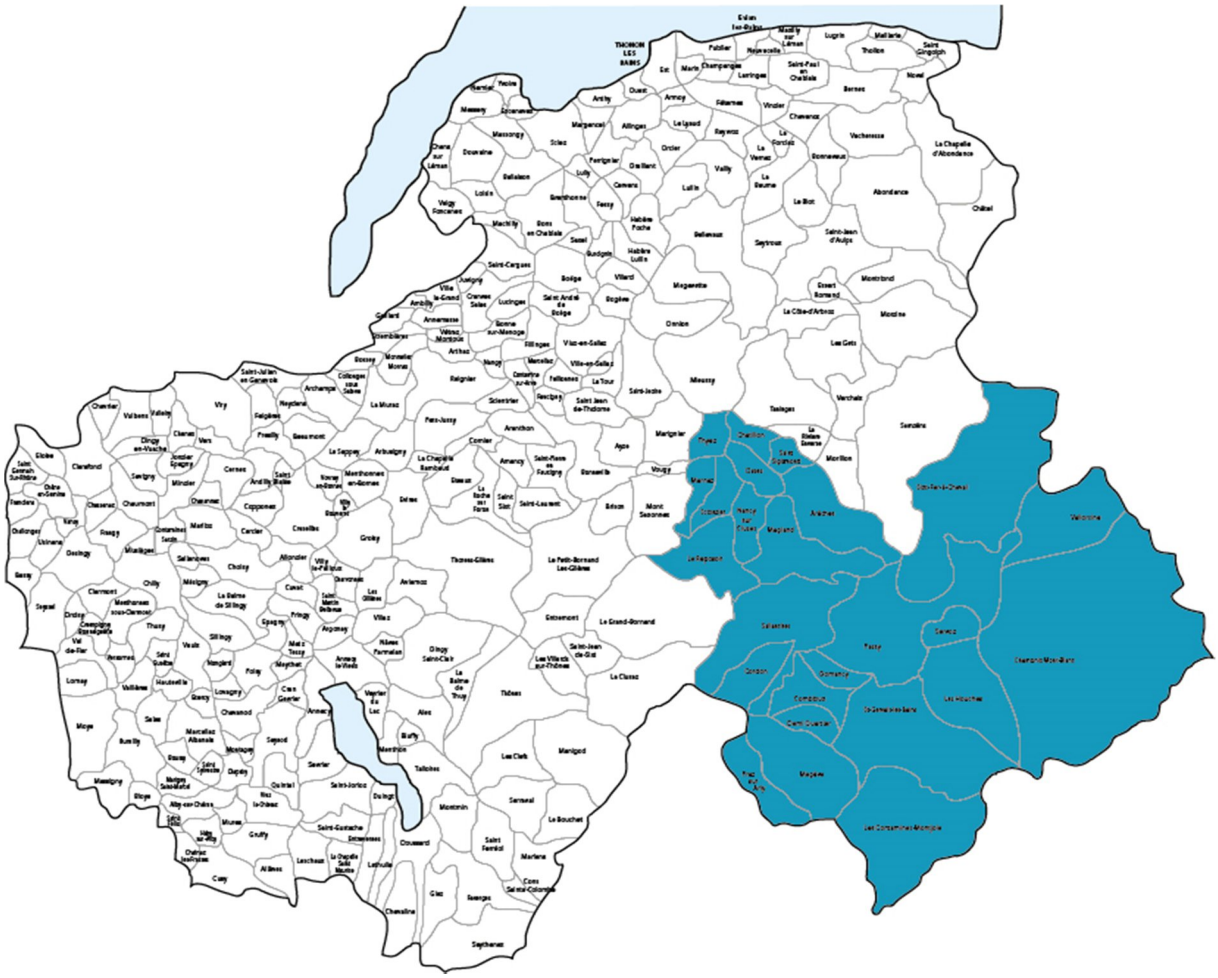
Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

**Fait à Lyon, en trois exemplaires originaux, le**

| Pour le porteur du site **MAIA** | Pour l'**ARS Auvergne-Rhône-Alpes** |
|---|---|
| Christian MONTEIL | Jean-Yves GRALL |

**ANNEXE 1**
**Description du territoire du dispositif MAIA**

*(insérer une carte identifiant les communes et les cantons concernés ou les lister)*



Communes couvertes par la MAIA Mont-Blanc

Arâches
Chamonix Mont-Blanc
Châtillon
Cluses
Combloux
Cordon
Demi Quartier
Domancy
Le Reposoir
Les Contamines-Montjoie
Les Houches
Magland
Marnaz
Megève
Nancy sur Cluses
Passy
Praz sur Arly
Saint Sigismond
Sixt-Fer-à-Cheval
Saint-Gervais-les-Bains
Sallanches
Scionzier
Servoz
Thyez
Vallorcine

## ANNEXE 2

| Charges | Montant en Euros (1) | Produits | Montant en Euros (1) |
|---|---|---|---|
| **60 Achats** | 1000 | **70 Rémunération des services** | 0 |
| Prestations de services | | Rémunération pour prestations de services | |
| Achats matières et fournitures | | Participation des usagers | |
| Autres fournitures | 1 000 | Autres (à préciser) | |
| **61 Services externes** | 8 500 | **74 Subventions** | 146 400 |
| Locations immobilières et mobilières | 4 500 | Etat (à détailler) | |
| Entretien et réparation | | CNSA (à détailler) | |
| Assurance | | Région(s) : | |
| Documentation | | ARS | 122 000 |
| Autres | | Département(s) : | 12 200 |
| Frais de formation agents CD 74 | 4 000 | Commune(s) : | |
| **62 Autres services externes** | 63 700 | Organismes sociaux : (à détailler) | |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires | | Fonds européens | |
| Publicités et publications | 500 | ASP (emplois aidés) | |
| Déplacements et missions agents HPMB | 8 000 | Autres établissements publics : HPMB | 12 200 |
| Déplacements et missions agents CD74 | | | |
| Rémunérations agents HPMB | 55 200 | | |
| Services bancaires, autres | | Aides privées : | |
| | | Autres (à préciser) | |
| **63 Impôts et taxes** | 0 | **75 Autres produits de gestion courante** | 0 |
| Impôts et taxes sur rémunérations | | Cotisations des adhérents | |
| Autres impôts et taxes | | Autres (à préciser) | |
| **64 Frais du personnel (2)** | 73 200 | | |
| Rémunération des personnels CD74 | 73 200 | **76 Produits financiers** | 0 |
| Charges sociales | | (Préciser) | |
| Autres charges de personnel | | | |
| **65 Autres charges de gestion** | 0 | **77 Produits exceptionnels** | 0 |
| (Préciser) | | (Préciser) | |
| **66 Charges financières** | 0 | | |
| (Préciser) | | | |
| **67 Charges exceptionnelles** | 0 | **78 Reprises** | 0 |
| (Préciser) | | Reprise sur amortissement | |
| **68 Dotation aux amortissements et aux provisions** | 0 | Reprise sur provision | |
| (Préciser) | | | |
| CHARGES INDIRECTES | | | |
| **Charges fixes de fonctionnement** | | | |
| **Frais financiers** | | | |
| **Autres** | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **TOTAL DES CHARGES** | **146 400** | **TOTAL DES PRODUITS** | **146 400** |
| **CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES (3)** | | | |
| **86 Emplois des contributions volontaires en nature** | **0** | **87 Contributions volontaires en nature** | **0** |
| Secours en nature | | Bénévolat | |
| Mise à disposition gratuite de biens et prestations | | Prestations en nature | |
| personnel bénévole | | Dons en nature | |
| **TOTAL** | **146 400** | **TOTAL** | **146 400** |

*(1) Ne pas indiquer les centimes d'euros, appliquez la règle de l'arrondi*
*(2) Détailler dans le tableau ci-après*
*(3) Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements "hors bilan" et "au pied" du compte de résultat*

| QUALITE | PROFIL | ETP | STATUT | Salaire brut | Charges soc | Coût total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Pilote | Attaché territorial | 0,5 | Personnel CD 74 | | | 20 000 |
| GC n°1 | Infirmière ou assistante sociale | 1 | Personnel CD 74 | | | 41 000 |
| GC n°2 | Infirmière ou assistante sociale | 1 | Personnel HPMB | | | 43 000 |
| GC n°3 | | | | | | 104 000 |
| **TOTAL financement ARS** | | **2,5** | | | | **0** |
| Médecin | Médecin territorial | 0,2 | Personnel CD 74 | | | 12 200 |
| Médecin | Médecin Hospitalier | 0,2 | Personnel HPMB | | | 12 200 |
| **TOTAL projet** | | **0,4** | | **0** | **0** | **24 400** |

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0101

**OBJET : RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT, LA FORMATION ET L'ANIMATION - ACCUEILLIR, ASSOCIER, ACCOMPAGNER (ALFA3A) POUR LA MISE EN ŒUVRE DE DIAGNOSTICS SOCIAUX AVANT ÉVACUATION DE CAMPEMENTS ILLICITES ET DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DES PERSONNES AYANT LE STATUT DE RÉFUGIÉS**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. MORAND, Mme TERMOZ, M. PACORET, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. PUTHOD, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **31** | **Voix Pour** | **34** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **34** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CD-2015–003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération de l'Assemblée départementale n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le règlement budgétaire et financier,

Vu la délibération n° CD-2016-067 du 12 décembre 2016 adoptant le Budget Primitif 2017 – Prévention et Développement Social,

Vu la demande de subvention de l'Association pour le Logement, la Formation et l'Animation – Accueillir, Associer, Accompagner (ALFA3A) en date du 05 décembre 2016,

Vu l'avis favorable émis par la 2ème Commission Action Sociale, Santé, Prévention, Insertion, Logement Social du 14 décembre 2016,

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**AUTORISE** M. le Président à signer la convention, ci-annexée, à intervenir avec l'association ALFA3A.

**AUTORISE** le versement de la participation de 150 000 € à l'association ALFA3A, au titre de l'année 2017 selon les modalités prévues dans l'article 4 de la convention en vigueur, soit : 80 % dès l'accord de la Commission Permanente et le solde au cours du 4ème trimestre 2017 sur demande de l'association.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

# CONVENTION

**ENTRE :**

L'Etat représenté par le Préfet de la Haute Savoie, Monsieur Pierre LAMBERT,

Le Département de la Haute Savoie représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du

**ET :**

L'Association pour le Logement, la Formation et l'Animation – Accueillir, Associer, Accompagner (ALFA3A), 14 rue Aguétant – 01500 AMBERIEU-EN-BUGEY, représentée par son Président, Monsieur Jacques DUPOYET, dûment habilitée par décision du Conseil d'Administration.

**IL EST TOUT D'ABORD RAPPELE QUE :**

Lorsqu'il est ordonné par le juge qu'il soit mis fin aux occupations illicites de terrain constituant des campements illégaux, il revient à l'Etat de décider d'octroyer au besoin le concours de la force publique pour exécuter les décisions de justice.

Dans cette perspective, il revient à l'Etat d'établir un diagnostic de la situation de chacune des familles ou personnes isolées afin de prendre en considération leurs besoins, sans préjudice du respect des règles régissant le droit de séjour en France ni des dispositions de la loi pénale susceptibles de leur être appliquées.

A cet effet, l'Etat peut rechercher des solutions d'accompagnement en mobilisant en priorité les moyens de droit commun de chacun des partenaires, dont les collectivités territoriales.

Par ailleurs, face à l'augmentation des flux migratoires, le Gouvernement a adopté le 17 juin 2015 un « plan migrants » qui prévoit la création de 11 000 places d'hébergement supplémentaires.

Dans ce contexte, la France est sollicitée pour accueillir, en deux ans, 24 000 personnes en besoin manifeste de protection, en plus des 6 750 personnes qu'elle a acceptées en juillet 2015 d'accueillir dans le cadre de la première décision de relocalisation de réfugiés en Europe.

Ainsi, dans un geste de solidarité envers l'Allemagne, la France a décidé d'organiser l'accueil immédiat en France de 1 000 personnes issues de Syrie, d'Irak ou d'Érythrée en besoin manifeste de protection.

Dans cette perspective, les collectivités, en lien avec l'Etat, doivent assurer l'accueil et l'accompagnement des réfugiés politiques de manière la plus adaptée à leur caractéristique et en complémentarité avec les dispositifs existants.

**IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

**Article 1 : Objet de la Convention**

L'Etat et le Département font appel à l'Association pour le Logement, la Formation et l'Animation – Accueillir, Associer, Accompagner (ALFA3A), 14 rue Aguétant – 01500 AMBERIEU-EN-BUGEY pour :

- réaliser un diagnostic de la situation de chacune des familles ou personnes isolées avant l'évacuation des campements illicites sur lesquelles celles-ci se sont installées.
- assurer un accompagnement social du public migrant statutaire.

Le Département apporte un concours pour le financement de trois postes de travailleurs sociaux dédiés à ces missions.
Dans le cadre de ses compétences, le Département missionne ses services médico-sociaux pour intervenir en aval des diagnostics et des accompagnements spécifiques réalisés afin de suivre en tant que de besoin les personnes et/ou familles éligibles au droit commun.

**Article 2 : Contenu des missions confiées à l'association**

- Les diagnostics avant l'évacuation des campements illicites

La mission confiée par l'Etat à l'association s'exerce sur l'ensemble du territoire départemental et sous la responsabilité des services de l'Etat.

La mission consiste à réaliser, sur demande des services de l'Etat, les pré-diagnostics sociaux visés dans le cadre défini à l'article 1 de la convention.

Principalement, il s'agit d'apprécier la situation de chacune des familles ou personnes isolées afin de prendre en compte l'ensemble des problématiques (situation administrative, état de santé, logement, emploi, scolarisation, ...). Ce diagnostic sera individualisé pour appréhender les spécificités de chacune des familles et leur projet.

Une attention particulière devra être apportée au repérage des personnes les plus fragiles (personnes malades, jeunes enfants, …).

Les situations seront transmises après validation par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS), aux services – dont ceux du Département – en mesure d'apporter les réponses adaptées en aval du pré-diagnostic social. Un échange entre services des suites données sera effectué.

- L’accompagnement social du public migrant statutaire bénéficiaire d’une protection internationale

Cette action s’inscrit dans la compétence du Département en matière d’action sociale, orientée sur une prise en compte globale des individus et des familles rendue possible par des complémentarités d’intervention. Pour conduire cet axe fort de la politique départementale, le Département est en recherche d’un partenariat diversifié, à même de contribuer à la connaissance, à l’analyse et à l’accompagnement des problématiques spécifiques liées au parcours de migration et au statut des réfugiés.

L’accompagnement social à mettre en œuvre devra tenir compte des difficultés rencontrées par ce public pour accéder à ses droits fondamentaux et aux dispositifs de droit commun, compte tenu de ses caractéristiques et spécificités, notamment la non maitrise de la langue, la détresse psychologique et les problèmes de mobilité.

**Article 3 : Les moyens**

L'Association s'engage à mettre en œuvre les moyens et les compétences nécessaires à la réalisation des missions définies à l’article 2.

A cet effet, elle mobilise trois travailleurs sociaux dédiés à ces missions. Ces travailleurs sociaux devront avoir des compétences spécifiques et notamment une bonne connaissance des problématiques liées à ce public, pour permettre un premier accompagnement.

**Article 4 : Financement et modalités de règlement**

Pour que l’association puisse mener à bien la mission définie à l’article 2 :

- l’Etat s’engage à verser à l’association une participation de 10 000 €, complémentaire des autres moyens humains et compétences qu’il est susceptible de mobiliser dans les domaines de la scolarisation, de la santé, de l’hébergement et de l’insertion professionnelle ;

- le Département s’engage à verser à l’association une participation de 150 000 € maximum, dans la limite des charges globales réellement engagées par l'association.

La participation du Département sera versée à la signature de la convention pour un montant de 120 000 € (80%).

Le solde, soit 30 000 € (20%), sera honoré au cours du 4ème trimestre sur demande de l’association, adressée au Département, au plus tard le 10 décembre 2017, au vu d’un bilan provisoire quantitatif et qualitatif et d’un bilan financier anticipé au 31 décembre de l’action à laquelle le Département a apporté son concours.

**Article 5** : **Obligations comptables**

L'association s'engage :

- à fournir les documents financiers (Bilan, Compte de Résultat et Annexe) de l'association attestant de la conformité des dépenses effectuées avec l'objet de la convention et certifiés par un Commissaire aux Comptes. Ils devront être transmis à la fin de l'année civile et au plus tard au 30 juin 2018 ainsi qu'un rapport d'activité permettant d'évaluer l'action telle que définie dans la convention et les fiches techniques.
- à respecter le cadre budgétaire et comptable, validé par le Comité de la Réglementation Comptable dans son règlement n° 99-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999.

**Article 6 : Sanctions**

En cas de non exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention par l'association, l'Etat ou le Département peuvent suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la participation ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

**Article 7 : Contrôle**

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'Etat et le Département du contenu de la mission, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et autre document dont la production serait jugée utile.

**Article 8 : Conditions de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée d'un an et prend effet à compter du 1er janvier 2017.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

A l'issue, il sera procédé à un bilan définitif des actions mises en œuvre dans le cadre de la présente convention.

**<u>Article 9</u> : Résiliation de la convention**

En cas de non respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit avant le terme par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Etablie en 4 exemplaires

Fait à ANNECY, le

| | | |
|---|---|---|
| Le Président<br>d'ALFA 3A | Le Président<br>du Conseil Départemental<br>de la Haute Savoie | Le Préfet<br>de la Haute Savoie |
| J DUPOYET | C. MONTEIL | P. LAMBERT |

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0102

**OBJET : DISPOSITIF DÉPARTEMENTAL D'INSERTION - CONVENTION DE PARTENARIAT PORTANT EXPÉRIMENTATION POUR LA CRÉATION DE PARCOURS FAVORISANT LE RETOUR A L'EMPLOI DES BÉNÉFICIAIRES DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. MORAND, Mme TERMOZ, M. PACORET, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. PUTHOD, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **31** | **Voix Pour** | **34** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **34** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du Travail,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu la délibération de l'Assemblée départementale n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération n° CD-2016-067 du 12 décembre 2016 adoptant le Budget Primitif 2017 - Prévention et Développement Social,

Vu l'avis favorable émis par la 2ème Commission Action Sociale, Santé, Prévention, Insertion, Logement Social du 11 janvier 2017,

Vu la délibération de l'assemblée plénière n° 1163 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 17 novembre 2017.

La Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département, pilote de l'insertion et chef de file pour l'action sociale, se proposent de renforcer leur collaboration, conscients que leurs champs de compétence définis par la loi, la formation professionnelle pour la Région et le suivi des publics bénéficiaires du rSa pour les Départements, les conduisent naturellement à intervenir pour partie auprès des mêmes publics dans une perspective de construire des parcours permettant le retour à l'emploi.

Les personnes allocataires du rSa ont déjà accès aux formations financées par la Région selon les modalités communes à tous les autres bénéficiaires. Aujourd'hui, les deux collectivités recherchent une meilleure articulation entre leurs interventions respectives dans l'objectif de permettre à des publics allocataires du rSa d'avoir une entrée facilitée dans des parcours de formation débouchant sur des besoins d'emploi localement identifiés.

Ainsi, à titre expérimental, par un suivi renforcé d'un groupe identifié d'allocataires du rSa désigné par le Département, il s'agira, pour une synergie renforcée entre le Département et la Région de favoriser un retour à l'emploi, en facilitant leur accès aux formations de droit commun ou en permettant la mise en œuvre d'actions innovantes ad hoc dans le champ de la formation professionnelle, par la mutualisation de moyens.

Il sera demandé aux participants l'engagement de suivre les actions de formation proposées conduisant à une insertion professionnelle avérée. Ainsi une responsabilisation des publics par une reprise en main volontariste de leur parcours d'insertion sera recherchée.

Enfin, il est précisé qu'il s'agit d'une expérimentation relative à la complémentarité de deux politiques publiques mises en œuvre par les deux collectivités territoriales, chacune dans le domaine de compétence dévolue par la loi, et tenant compte du rôle en amont des Commissions Locales d'Insertion par l'Emploi (CLIE) présidées par les élus départementaux.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**APPROUVE** la convention de partenariat jointe en annexe, à conclure entre le Département de la Haute-Savoie et la Région Auvergne-Rhône-Alpes portant expérimentation pour la création de parcours favorisant le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à signer ladite convention.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

**CONVENTION DE PARTENARIAT**
**PORTANT EXPERIMENTATION POUR LA CREATION DE PARCOURS FAVORISANT LE RETOUR A L'EMPLOI DES BENEFICIAIRES DU REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE**

ENTRE

**La REGION AUVERGNE RHONE ALPES,** représentée par le Président du Conseil régional, Monsieur Laurent WAUQUIEZ, dûment habilité par délibération de l'Assemblée Plénière n°1163 du 17 novembre 2016, ci-après désignée « la Région »,

ET

**Le DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE,** représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente n° du 6 février 2017, ci-après désigné « le Département »,

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

La Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département de la Haute-Savoie se proposent de renforcer leur collaboration, conscients que leurs champs de compétence définis par la loi, la formation professionnelle pour la Région et le suivi des publics bénéficiaires du RSA pour les Départements, les conduisent naturellement à intervenir pour partie auprès des mêmes publics dans une perspective de construire des parcours permettant le retour à l'emploi.

Les personnes bénéficiaires du RSA ont déjà accès aux formations financées par la Région selon les modalités communes à tous les autres bénéficiaires. Aujourd'hui les deux collectivités recherchent une plus grande articulation entre leurs interventions respectives dans l'objectif ultime de permettre à des publics allocataires du RSA d'avoir une entrée facilitée dans des parcours de formation débouchant sur des besoins d'emploi localement identifiés.

Ainsi, à titre expérimental, par un suivi renforcé d'une cohorte de bénéficiaires RSA désignée par le Département ou, le cas échéant, les structures habilitées par le Département, il s'agira de valider l'hypothèse qu'une synergie renforcée entre acteurs (Département/ Région) garantit un

meilleur retour à l'emploi, en facilitant l'accès aux formations de droit commun ou en permettant la mise en œuvre d'actions innovantes ad hoc dans le champ de la formation professionnelle, par la mutualisation de moyens.
Il sera demandé aux participants de cette cohorte l'engagement formel, via la signature d'un contrat d'engagements réciproques, de suivre les actions de formation proposées conduisant à une insertion professionnelle avérée. Ainsi une responsabilisation des publics par une reprise en main volontariste de leur parcours d'insertion sera recherchée.

Enfin, il est précisé qu'il s'agit d'une expérimentation relative à la complémentarité de deux politiques publiques mises en œuvre par les deux collectivités territoriales, chacune dans le domaine de compétence dévolue par la loi.

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Cette convention a pour objectif de renforcer le partenariat, à titre d'expérimentation, entre la Région et le Département afin d'assurer le suivi d'une cohorte de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) vers leur retour à l'emploi durable.

Il s'agit de rechercher les moyens de valoriser l'engagement des bénéficiaires à suivre une formation dans une logique de retour à l'emploi. A contrario, en cas de manquement au respect des obligations inhérentes à tout parcours d'insertion ou de formation des sanctions financières pourront être prises.

La taille et la constitution (profil des publics) de cette cohorte seront définies par les deux parties en fonction des spécificités des territoires. Ces bénéficiaires seront orientés sur ce groupe par leur référent, prestataire habilité par le Département ou par le Département lui-même selon les cas, qui aura fait ressortir la capacité de ces personnes à entreprendre une démarche d'insertion professionnelle.

Le suivi de la cohorte sera assuré de manière conjointe entre la Région et le Département à travers toutes les étapes du retour à l'emploi (de la mobilisation des candidats jusqu'à l'intégration dans l'emploi.)

A l'issue de l'expérimentation, un bilan des résultats en termes d'insertion pour ces bénéficiaires sera conduit conformément à l'article 5 définissant les modalités de suivi.

## Article 2 : ENGAGEMENTS COMMUNS

- La Région et le Département s'engagent à désigner des référents techniques pour la Haute-Savoie pour suivre cette cohorte et à organiser conjointement les modalités de leur suivi et le partage des résultats obtenus.

- La Région et le Département s'engagent conjointement à suivre de manière régulière cette cohorte (cf article 6) pour identifier et réduire les points de blocage dans les parcours de retour à l'emploi de ces publics.

- La Région et le Département veilleront à ce que les membres de cette cohorte expérimentale s'engagent formellement via le contrat d'engagements réciproques et plus précisément au travers de l'annexe qui sera jointe au contrat d'engagements. Un modèle d'annexe est joint à la présente convention. L'objectif est de s'assurer que les droits et devoirs qui incombent à tout bénéficiaire de parcours d'insertion et de formation soient pleinement respectés.

- En cas de besoin en formation non couverts par l'offre régionale existante, des actions complémentaires pourront être recherchées notamment via des cofinancements Départements, Régions, Europe...

- Les métiers en tension seront particulièrement ciblés.

## ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

**Le Département de la Haute-Savoie** s'engage à :

- Repérer et mobiliser les bénéficiaires retenus pour ce suivi, prêts à entrer dans un parcours d'accès à l'emploi, en s'appuyant sur les quatre Commissions Locales d'Insertion par l'Emploi (CLIE) présidées chacune par un élu départemental et qui se réunissent mensuellement.

- Indiquer au Comité de pilotage (COPIL) les personnes ou les structures habilitées pour assurer le suivi des bénéficiaires du RSA en charge de la mise en œuvre et du suivi de cette opération.

- Assurer le suivi et l'accompagnement social et professionnel des bénéficiaires du RSA de cette cohorte par les équipes pluridisciplinaires de chaque CLIE afin d'éviter les ruptures et les échecs dans les parcours d'insertion professionnelle, en lien avec la Région.

- Faciliter la mise à l'emploi ou en stage en ouvrant son réseau d'entreprises susceptibles de recruter au bénéfice de cette expérimentation.

- A sanctionner tout manquement injustifié à l'assiduité et/ou à la poursuite de la formation par le bénéficiaire et à avertir la Région des décisions prises par le Président du Conseil départemental sur proposition des CLIE et sur la base du contrat d'engagements réciproques signé par le bénéficiaire avec le Département.

## ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

**La Région Auvergne Rhône-Alpes** s'engage à :

- Désigner le-les référent-s en charge du suivi opérationnel pour travailler avec les référents ou structures habilitées désignés par le Conseil départemental.

- Faciliter l'entrée dans les dispositifs régionaux de droit commun de formation par un suivi renforcé des publics et une intervention au fil de l'eau pour régler les problèmes périphériques à l'entrée en formation (logement, mobilité,...). Toute l'offre de formation régionale sera mobilisée, qu'il s'agisse d'une formation de remise à niveau (savoirs de base...), qualifiante, certifiante, ou une formation en lien avec un besoin d'entreprise clairement identifié (comme le Contrat d'Aide au Retour à l'Emploi Durable (CARED) ou Fonds d'Intervention Formation (FIF)...).

- Mobiliser les réseaux d'employeurs (plateforme...), opérateurs économiques et les opérateurs emploi insertion pour favoriser l'insertion des publics de cette cohorte.

- Ne pas autoriser un bénéficiaire ayant arrêté sa formation sans justification à accéder à une nouvelle formation financée par la Région dans un délai de deux ans.

## ARTICLE 5 : SUIVI DE LA CONVENTION

Cette convention de partenariat fera l'objet d'un suivi technique dans le cadre d'un comité d'entrée et de suivi et d'une démarche d'évaluation en lien avec les CLIE.

Le comité technique d'entrée et de suivi aura pour mission de rendre compte mensuellement du suivi de cette cohorte, de la bonne mobilisation des dispositifs identifiés, des difficultés individuelles rencontrées résolues et à résoudre. Il se réunira tous les mois et associera en tant que de besoin les partenaires pertinents et tout organisme qualifié.

Au fil de l'eau et en dehors de cette instance la Région et le Département s'engagent à tout mettre en œuvre afin de fluidifier les échanges entre les deux administrations.

Les résultats observés seront restitués dans le cadre d'un comité de pilotage (COPIL) présidé, une fois par an par les élus régionaux et départementaux désignés à cet effet.

Les indicateurs de réussite de cette expérimentation feront l'objet d'une méthodologie partagée. A titre d'exemple les critères retenus pourront être :

<u>En terme quantitatif :</u>

- Nombre de bénéficiaires prescrits sur une formation.
- Nombre de bénéficiaires entrés en emploi.
- Nombre d'abandons en cours de parcours (et motifs des abandons)

En terme qualitatif :

- Typologie du public et typologie de parcours de formations réalisés (outil mobilisé, etc. nature de la formation qualifiante, certifiante, etc.).
- Typologie des emplois occupés (secteur, type de contrat, quotité, durée...etc.).

## ARTICLE 6 : COMMUNICATION

L'ensemble des partenaires s'engage réciproquement à communiquer largement sur le contenu de cette convention de partenariat et sur les résultats en termes d'accès à la formation et à l'emploi des publics visés.

## ARTICLE 7 : DUREE D'APPLICATION

La présente convention prend effet à compter de sa signature et pour une durée de deux ans. Elle pourra être prorogée ou modifiée par voie d'avenant.

## ARTICLE 8 : RESILIATION ET LITIGES

En cas de non respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, ou en cas de force majeure ou pour tout autre motif d'intérêt général, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Tout litige pouvant résulter de l'application de la présente convention relève du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en quatre exemplaires à ANNECY, le

| | |
|---|---|
| **Le Président du Conseil départemental de la Haute-Savoie** | **Le Président du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes,** |
| **Christian MONTEIL** | **Laurent WAUQUIEZ** |

**Modèle d'annexe au contrat d'engagements réciproques**

Ce contrat s'inscrit dans le cadre de la convention portant expérimentation pour la création de parcours favorisant le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active conclue entre la Région et le Département de la Haute-Savoie.

L'objectif de cette expérimentation est de permettre un retour durable à l'emploi des bénéficiaires du RSA. Pour sa bonne marche, il est proposé au bénéficiaire de s'engager sur une charte de droits et devoirs afin de clarifier les engagements de chacune des parties.

**Les droits du bénéficiaire**

Avec l'accord du Département, dans le respect des règles du droit commun, cumuler tout ou partie du RSA perçu avec la rémunération des stagiaires de la formation continue versée par la Région (par exemple pour une personne seule cela peut représenter jusqu'à 400 € brut supplémentaires mensuels par rapport à l'indemnité RSA).

**Les devoirs du bénéficiaire**

Plusieurs formations seront proposées par le Département et la Région, en ciblant les métiers en tension (voir liste ci-après), et en particulier dans les secteurs suivants :

- métallurgie (décolletage)
- tourisme
- services à la personne (personnes âgées, personnes handicapées)
- agriculture et forêt (filière bois)
- numérique (soudeurs de fibre optique, technicien boucle locale...) plasturgie
- industrie agro-alimentaire
- métiers de l'hygiène et du nettoyage.

Si le bénéficiaire refuse successivement 2 formations qui lui sont proposées, le Département pourra prévoir une suspension partielle ou totale du versement du RSA.

En cas de manquement injustifié à l'assiduité d'une formation payée par la Région, le bénéficiaire pourrait également se voir priver, conformément à la législation en vigueur :

- De tout ou partie du RSA ;
- De la possibilité de bénéficier d'une autre formation financée par la Région, pendant une période maximale de 2 ans ;
- De se voir suspendre les réductions tarifaires accordées dans les transports régionaux.

Liste des métiers en tension

| Niveau | Code | Libellé |
|---|---|---|
| **A : Agriculture, marine, pêche** | | |
| FAP | **A0Z** | Agriculteurs, éleveurs, sylviculteurs, bûcherons |
| FAP | **A1Z** | Maraîchers, jardiniers, viticulteurs |
| **B : Bâtiment, travaux publics** | | |
| FAP | **B1Z** | Ouvriers qualifiés des travaux publics, du béton et de l'extraction |
| ROME | **F1610** | Pose et restauration de couvertures |
| ROME | **F1605** | Montage réseaux électriques et télécoms |
| FAP | **B6Z** | Techniciens et agents de maîtrise du bâtiment et des travaux publics |
| **C : Électricité, électronique** | | |
| FAP | **C0Z** | Ouvriers non qualifiés de l'électricité et de l'électronique |
| FAP | **C2Z** | Techniciens et agents de maîtrise de l'électricité et de l'électronique |
| **D : Mécanique, travail des métaux** | | |
| FAP | **D1Z** | Ouvriers qualifiés travaillant par enlèvement de métal |
| FAP | **D2Z** | Ouvriers qualifiés travaillant par formage du métal |
| ROME | **H2901** | Ajusteurs de fabrication |
| ROME | **I1603** | Maintenance d'engins de chantier, de levage, manutention et agricoles |
| FAP | **D6Z** | Techniciens et agents de maîtrise des industries mécaniques |
| **E : Industries de process** | | |
| ROME | **H2102** | Conduite d'équipement de production alimentaire |
| ROME | **H2301** | Conduite d'équipement de production chimique ou pharmaceutique |
| FAP | **E2Z** | Techniciens et agents de maîtrise des industries de process |
| **F : Matériaux souples, bois, industries graphiques** | | |
| FAP | **F2Z** | Ouvriers non qualifiés du travail du bois et de l'ameublement |
| **G : Maintenance** | | |
| FAP | **G0B** | Ouvriers qualifiés de la réparation automobile |
| FAP | **G1Z** | Techniciens et agents de maîtrise de la maintenance |
| **J : Transports, logistique et tourisme** | | |
| ROME | **N1103** | Magazinage et préparation de commandes |
| ROME | **N1603** | Agents de distribution |
| ROME | **N4101** | Conduite de transport de marchandises sur longue distance |
| ROME | **N4103** | Conduite de transport en commun sur route |

| | | |
|---|---|---|
| **K : Artisanat** | | |
| ROME | **D1205** | Nettoyage d'articles textiles ou cuirs |
| **L : Gestion, administration des entreprises** | | |
| ROME | **D1401** | Assistanat commercial |
| FAP | **L1Z** | Employés de la comptabilité |
| ROME | **M1401** | Agents d'enquêtes |
| ROME | **M1203** | Comptabilité (technicien) |
| ROME | **M1202** | Audit et contrôle comptables et financiers |
| **M : Informatique et télécommunications** | | |
| FAP | **M1Z** | Techniciens de l'informatique |
| FAP | **M2Z** | Ingénieurs de l'informatique |
| **P : Administration publique, professions juridiques, armée et police** | | |
| FAP | **P4Z** | Armée, police, pompiers |
| **Q : Banque et assurances** | | |
| ROME | **C1102** | Conseil clientèle en assurances |
| FAP | **Q1Z** | Techniciens de la banque et des assurances |
| **R : Commerce** | | |
| ROME | **D1501** | Animation de vente |
| FAP | **R2Z** | Attachés commerciaux et représentants |
| FAP | **R3Z** | Maîtrise des magasins et intermédiaires du commerce |
| **S : Hôtellerie, restauration, alimentation** | | |
| FAP | **S0Z** | Bouchers, charcutiers, boulangers |
| FAP | **S1Z** | Cuisiniers |
| FAP | **S2Z** | Employés et agents de maîtrise de l'hôtellerie et de la restauration |
| ROME | **G1404** | Responsable d'établissement de restauration collective |
| **T : Services aux particuliers et aux collectivités** | | |
| FAP | **T1Z** | Employés de maison |
| FAP | **T2A** | Aides à domicile et aides ménagères |
| FAP | **T3Z** | Agents de gardiennage et de sécurité |
| **V : Santé, action sociale, culturelle et sportive** | | |
| ROME | **J1501** | Aides-soignants |
| ROME | **J1304** | Aides en puériculture |
| FAP | **V1Z** | Infirmiers, sages-femmes |
| ROME | **J1403** | Ergothérapie |

| | | |
|---|---|---|
| ROME | **J1404** | Kinésithérapie |
| ROME | **J1406** | Orthophonie |
| ROME | **K1202** | Education de jeunes enfants |
| ROME | **K1204** | Facilitation de la vie sociale |
| ROME | **K1307** | Educateurs spécialisés |
| FAP | **V5Z** | Professionnels de l'action culturelle, sportive et surveillants |
| **W : Enseignement, formation** | | |
| ROME | **K2110** | Formation en conduite de véhicules |

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0103

**OBJET : CONVENTIONS A INTERVENIR AVEC LES HÔPITAUX DU DÉPARTEMENT POUR LE FONCTIONNEMENT DES CENTRES DE PLANIFICATION ET D'ÉDUCATION FAMILIALE (CPEF)**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. MORAND, Mme TERMOZ, M. PACORET, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. PUTHOD, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **31** | **Voix Pour** | **34** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **34** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les dispositions du Code de la Santé Publique et plus particulièrement celles du Livre I, titre I, chapitre II, article L.2112-2, Livre III, titre I, chapitre 1er, articles L.2311-1, L.2311-2, L.2311-3, L.2311-4, L.2311-5 et L.2311-6, articles R.2311-7, R.2311-8, R.2311-9, R.2311-10, R.2311-11, R.2311-12, R.2311-13, R.2311-14, R.2311-15, R.2311-16, R.2311-17, R.2311-18, R.2311-19, R.2311-20, R.2311-21,

Vu l'article L.5134 -1 du Code de la Santé Publique relatif à la contraception et à l'IVG,

Vu l'article 4 de la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 modifiée relative à la régulation des naissances,

Vu le décret n° 83-1067 du 08 décembre 1983, relatif aux transferts de compétence en matière d'éducation sociale et de santé,

Vu l'arrêté du 05 novembre 1992 relatif aux Centres de Planification et d'Education Familiale (CPEF),

Vu la loi n° 2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015 et notamment son article 47,

Vu le décret n° 2015-796 du 1er juillet 2015 et l'arrêté du même jour relatifs aux Centres Gratuits d'Information, de Dépistage et de Diagnostic (CeGIDD) des infections par les virus de l'immunodéficience humaine et des hépatites virales et des infections sexuellement transmissibles,

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de « modernisation de notre système de santé » modifiant les articles L.2212-1 à 8, Art L.5134-1 du Code de la Santé Publique,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération n° CD-2016-068 du 12 décembre 2016 adoptant le Budget Primitif 2017 de la Direction PMI-Promotion de la Santé,

Vu l'avis favorable émis par la 2ème Commission Action Sociale, Santé, Prévention, Insertion, Logement Social lors de sa séance du 11 janvier 2017.

Les missions de planification et d'éducation familiale font partie des compétences obligatoires du Département inscrites dans le Code de la Santé Publique.

Considérant l'obligation légale pour le Département de mettre en place des actions individuelles et collectives de prévention et d'information portant sur l'éducation familiale et la sexualité, des consultations médicales relatives à la maîtrise de la fécondité et des entretiens de conseil conjugal et parental,

Considérant le manque d'infrastructures et de médecins à orientation gynécologique pour assumer ces missions directement,

Considérant l'obligation pour le Département de prendre en charge financièrement les actes médicaux, les examens complémentaires et la délivrance de produits ou objets contraceptifs pour les mineurs ou les personnes ne bénéficiant pas d'une couverture sociale,

Considérant les rapports d'activité transmis par les centres hospitaliers chargés de ces missions par voie de convention depuis plusieurs années, révélant une augmentation de la fréquentation des consultations notamment pour des problématiques liées à la maîtrise de la fécondité, la vie affective des publics cibles,

Considérant la nouvelle réglementation mettant en place les Centres Gratuits d'Information de Dépistage et de Diagnostic (CeGIDD) et leur nécessaire articulation avec les Centres de Planification et d'Education Familiale (CPEF).

Il est proposé aux élus de la Commission Permanente d'approuver le renouvellement pour l'année 2017 des conventions avec les centres hospitaliers ci-dessous pour leur déléguer la mise en œuvre de cette mission. Ces conventions prévoient la mise à disposition de locaux adaptés et de personnel qualifié, selon les budgets arrêtés suivants pour 2017 :

- **le Centre Hospitalier ANnecy-GEnevois (CHANGE)** basé sur deux centres hospitaliers à METZ-TESSY et SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS, avec un CPEF sur ces deux sites et une antenne sur le pôle médico-social de RUMILLY.

  Le budget total de fonctionnement 2017 alloué au CHANGE pour la gestion du CPEF s'élève à 293 600 € réparti comme suit :

  - 192 350 € pour les sites d'ANNECY et RUMILLY,
  - 101 250 € pour le site de SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS.

- **Le Centre Hospitalier Alpes Léman (CHAL)** à CONTAMINE-SUR-ARVE (secteur ANNEMASSE-BONNEVILLE) avec un CPEF au sein du CHAL, et des antennes sur le pôle médico-social de BONNEVILLE, à AMBILLY et à la Maison des Adolescents de VETRAZ-MONTHOUX.

  Le budget de fonctionnement 2017 alloué au CHAL pour la gestion du CPEF s'élève à 157 384 €.

- **Les Hôpitaux du Mont-Blanc** à SALLANCHES avec un CPEF au sein des hôpitaux et une antenne au pôle médico-social de CLUSES.

  Le budget de fonctionnement 2017 alloué aux Hôpitaux du Mont-Blanc pour la gestion du CPEF s'élève à 67 200 €.

- **Les Hôpitaux du Léman** à THONON-LES-BAINS (secteur du Chablais) avec un CPEF au sein des hôpitaux et une antenne au pôle médico-social d'EVIAN.

  Le budget de fonctionnement 2017 alloué aux Hôpitaux du Léman pour la gestion du CPEF s'élève à 166 323 €.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**APPROUVE** le renouvellement des conventions avec le Centre Hospitalier ANnecy-GEnevois (CHANGE), le Centre Hospitalier Alpes Léman (CHAL), les Hôpitaux du Mont-Blanc et les Hôpitaux du Léman, relatives au fonctionnement des Centres de Planification et d'Education Familiale.

**AUTORISE** M. le Président à signer les conventions avec ces quatre centres hospitaliers et à procéder au versement des montants alloués selon les modalités suivantes :

- la participation financière du Département est versée sur demandes des centres hospitaliers, adressées à la fin de chaque trimestre. Chaque acompte sera égal au ¼ des 90 % du budget établi pour l'année 2017,

- le solde est versé à la fin de l'exercice, sur demandes des centres hospitaliers, au vu des dépenses réalisées et dans la limite du budget arrêté.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

**CONVENTION**
**relative au Centre de Planification et d'Education Familiale**
**géré par le Centre Hospitalier ANNECY-GENEVOIS (CHANGE)**

**ENTRE :**

Le Département de la Haute-Savoie, représenté par Monsieur Christian MONTEIL, Président, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente n° CP-2017- du 6 février 2017,

d'une part,

**ET**

Le Centre Hospitalier ANnecy GEnevois (CHANGE), 1 rue de l'Hôpital, METZ-TESSY – PRINGY - 74370 ANNECY, représenté par Monsieur Nicolas BEST, Directeur Général,

d'autre part.

**EN CONSIDERATION DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR ET NOTAMMENT :**

- Vu les dispositions du Code de la Santé Publique et plus particulièrement celles du Livre I, titre I, chapitre II, article L 2112-2, Livre III, titre I, chapitre 1er, articles L 2311-1, L 2311-2, L2311-3, L 2311-4, L 2311-5 et L 2311-6, articles R2311-7, R2311-8, R2311-9, R2311-10, R2311-11, R2311-12, R2311-13, R2311-14, R2311-15, R2311-16, R2311-17, R2311-18, R2311-19, R2311-20, R2311-21,

- Vu l'article L5134 -1 du Code de la Santé Publique relatif à la contraception et à l'IVG,

- Vu l'article 4 de la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 modifiée relative à la régulation des naissances,

- Vu le décret n° 83-1067 du 8 décembre 1983, relatif aux transferts de compétences en matière d'action sociale et de santé,

- Vu l'arrêté du 5 novembre 1992 relatif aux Centres de Planification et d'Education Familiale (CPEF),

- Vu la loi n° 2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015 et notamment son article 47,

- Vu le décret n°2015-796 du 1er juillet 2015 et l'arrêté du même jour, relatifs aux Centres Gratuits d'Information de Dépistage et de Diagnostic (CeGIDD) des infections par les virus de l'immunodéficience humaine et des hépatites virales et des infections sexuellement transmissibles,

- Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de « modernisation de notre système de santé » modifiant les articles L2212-1 à 8, Art L5134-1 du Code de la Santé Publique,

**IL EST TOUT D'ABORD RAPPELE :**

Les missions de planification et d'éducation familiale font partie des compétences obligatoires du Département inscrites dans le Code de la Santé Publique.

A ce titre, le Département est tenu de mettre en place des actions individuelles et collectives de prévention et d'information portant sur l'éducation familiale et la sexualité, des consultations médicales relatives à la maîtrise de la fécondité et des entretiens de conseil conjugal et parental et des actions d'information, de dépistage des infections sexuellement transmissibles au sein de ces centres.

Le Département délègue la mise en place des Centres de Planification et d'Education Familiale, par voie de convention aux centres hospitaliers du département.

Ainsi ces centres mettent à disposition de ces missions des locaux et les personnels qualifiés.

Tout public peut être accueilli dans ces centres, le Département prend en charge financièrement les actes médicaux, les examens complémentaires et la délivrance de produits ou objets contraceptifs pour les mineurs ou les personnes ne bénéficiant pas d'une couverture sociale.

Pour l'année 2017, le Département de la Haute-Savoie a décidé de poursuivre son partenariat avec l'établissement hospitalier multi-sites Centre Hospitalier ANnecy-GEnevois (CHANGE) dans le cadre de la mission des Centres de Planification et d'Education Familiale.

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités selon lesquelles le Département confie au CHANGE l'exercice des missions du CPEF ainsi que les moyens mis en œuvre.

## ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU CHANGE

Le Centre de Planification et d'Education Familiale, géré par le Centre Hospitalier ANnecy-GEnevois, s'engage à exercer les activités suivantes :

**1** – Consultations médicales relatives à la maîtrise de la fécondité qui peuvent conduire à la prescription et à la délivrance, à titre gratuit, de produits ou objets contraceptifs.

**2** – Diffusion d'informations et actions collectives de prévention gratuites pour tous les consultants, portant sur la sexualité et l'éducation familiale, organisées dans le centre et à l'extérieur de celui-ci en liaison avec les autres organismes et collectivités concernés et pratiquées par le médecin et (ou) la sage-femme et (ou) la personne qualifiée en conseil conjugal et familial.

**3** – Préparation à la vie de couple et à la fonction parentale, entretiens de conseil conjugal et familial.

**4 –** Entretiens facultatifs préalables à l'interruption volontaire de grossesse, à la demande et obligatoires pour les mineures.

**5 –** Entretiens relatifs à la régulation des naissances faisant suite à une interruption volontaire de grossesse.

Ces activités se développent sur plusieurs sites :

- au sein des locaux du CHANGE (Annecy et Saint-Julien-en-Genevois),
- au sein de la Maison du Département sur la commune de Rumilly. Cette antenne a été créée suite au constat de l'absence d'un lieu de prévention en matière d'éducation à la vie et à la sexualité sur ce secteur. Ce territoire est caractérisé par une population jeune et peu mobile. En conséquence, le besoin d'un accueil de prévention et de dépistage est ressenti par les usagers et les acteurs médico-sociaux.

## **ARTICLE 3** : **ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT**

Pour permettre le fonctionnement du Centre de Planification géré par le Centre Hospitalier ANnecy-GEnevois sur les sites d'Annecy, Rumilly et Saint-Julien-en-Genevois, le Département prendra en charge :

**a)** La rémunération du personnel assurant des actions de prévention et d'éducation sanitaire, appartenant aux catégories suivantes, selon les accords définis :

- conseillères conjugales et familiales,
- secrétaires médicales,
- médecins,
- psychologues.

Les personnes énumérées ci-dessus, selon les accords définis, sont prises en charge par le Département pour la part de rémunération et frais de déplacement correspondant au temps qu'elles consacrent effectivement aux activités du Centre de Planification et d'Education Familiale y compris les actions collectives de prévention mentionnées à l'article 2.

Pour le site d'Annecy :

- 1 E.T.P. de conseillère conjugale et familiale
- 1,15 E.T.P. de secrétaire médicale
- 0,16 E.T.P. de médecin

Pour le site de Rumilly :

- 0,09 E.T.P. de conseillère conjugale et familiale
- 0,0865 E.T.P de médecin

Pour la coordination du site d'Annecy :

- 0.0125 ETP de conseillère conjugale et familiale
- 0,0125 E.T.P de médecin
- 0.015 ETP de cadre de santé

Pour le site de Saint-Julien-en-Genevois:

- 0,3 E.T.P de médecin,
- 0,80 E.T.P. de conseillère conjugale et familiale
- 0,50 E.T.P. de secrétaire médicale
- 0,10 E.T.P. de psychologue

Pour la coordination du site de St Julien-en-Genevois :

- 0,0125 E.T.P de médecin

La sage-femme du Pôle PMI-Promotion de la Santé du secteur interviendra au Centre de Planification et d'Education Familiale quatre heures par semaine dans le cadre de sa mission de prévention, définie par un protocole technique soumis au responsable du Centre de Planification et d'Education Familiale.

**b)** Le remboursement des médicaments, produits ou objets contraceptifs prescrits aux mineures désirant garder le secret ainsi qu'aux personnes majeures ne bénéficiant pas de prestations maladie assurées par un régime légal ou réglementaire. Seront pris en charge également par le Département, les frais d'analyses et d'examens de laboratoire, les radiographies et les échographies, ordonnés en vue de prescriptions contraceptives pour ces mêmes consultantes.

Pour les majeures citées à l'alinéa b, le Département prendra en charge le ticket modérateur pour les frais hors forfait, avant IVG entrant dans la catégorie des actes de planification.

**c)** Les frais de téléphone propres aux centres.

## ARTICLE 4 : MISE A DISPOSITION DES LOCAUX

Pour les sites d'Annecy et Saint-Julien-en-Genevois:

Le CHANGE met à disposition du Centre de Planification et d'Education Familiale :

- un local identifié au sein du Centre Hospitalier,
- le mobilier, une armoire à pharmacie fermant à clef et le matériel médical nécessaire,
- le matériel de bureau,
- la documentation utile au Centre.

L'entretien des locaux est à la charge du Centre Hospitalier.

Pour le site de Rumilly :

Le local, le mobilier et matériel de bureau, la photocopieuse et l'équipement mobilier médical sont mis à disposition par le Département dans la Maison du Département.

Le matériel médical, notamment à usage unique, est fourni par le Centre Hospitalier ANnecy-GEnevois. Les prélèvements seront acheminés par la sage-femme de la Direction-PMI-Promotion de la Santé jusqu'à l'Hôpital d'Annecy.

En cas d'absence de la sage-femme de la DPMI-PS, la conseillère conjugale et familiale ou le médecin du CPEF assureront le transport des prélèvements jusqu'à l'hôpital d'Annecy.

## ARTICLE 5 : PARTENARIAT CPEF / CENTRE GRATUIT D'INFORMATION DE DEPISTAGE ET DIAGNOSTIC (CeGIDD)

Dans le cadre du partenariat, les professionnels du CPEF et du Centre Gratuit d'Information, de Dépistage et Diagnostic (CeGIDD) s'engagent à être en lien fonctionnel en cas de besoin de conseil et/ou de prise en charge urgente d'un ou d'une patiente.
Le CPEF s'engage à mettre à disposition du CeGIDD :

- 20 tests de grossesse urinaires
- 20 plaquettes de contraception d'urgence

Ces achats seront intégrés sur le budget du CPEF attribué par le Département.

Le CeGIDD s'engage à mettre à disposition du CPEF (sites éloignés du CHANGE) :

- 20 TRODs (Tests Rapides à Orientation Diagnostique) VIH.

Une estimation de ces quantités pourra être réévaluée, si nécessaire.

Ces achats seront intégrés sur le budget du CeGIDD attribué par le CHANGE.

## **ARTICLE 6** : **FINANCEMENT ET MODALITES DE REGLEMENT**

Le budget 2017 est arrêté par le Médecin directeur du Pôle PMI-PS sur la base du budget prévisionnel présenté par le CHANGE.

Pour l'année 2017, il est arrêté à 293 600 € répartis comme suit :

- 192 350 € pour le site d'Annecy / Rumilly
- 101 250 € pour le site de Saint-Julien-en-Genevois

Le CHANGE adresse à la fin de chaque trimestre, via le portail de facturation « Chorus Pro », ses demandes de versement d'acompte au Département. Chaque acompte sera égal au quart des 90 % du budget établi pour l'année.

A la fin de l'exercice et au plus tard le 31 mars 2018, le CHANGE transmettra au Département, selon la même procédure, la demande de versement du solde sur la base des dépenses réelles mises à sa charge, déduction faite des acomptes, dans la limite du budget approuvé.
Les pièces justificatives de ces dépenses devront être jointes à l'appui de la dernière facturation.

Les avis de sommes à payer devront mentionner les références suivantes :

- Code service : ASP
- Code engagement : 17ASP00025
- N° SIRET du Département : 22740001700074

## **ARTICLE 7 : CONTROLE DU CPEF**

Le contrôle du Centre est exercé par le Médecin directeur du Pôle PMI-Promotion de la Santé ou son représentant.

## **ARTICLE 8** : **RENOUVELLEMENT DU PARTENARIAT**

Pour qu'un éventuel renouvellement de ce partenariat soit approuvé par le Département (Pôle PMI-Promotion de la Santé), un budget prévisionnel établi pour l'année 2018 devra être transmis avant le 30 juin 2017.

Le document devra indiquer avec précision les pourcentages proposés pour la participation du Département aux dépenses de l'organisme telles qu'elles sont définies à l'article 3. Toute modification devra être présentée et motivée au Médecin directeur du Pôle PMI-Promotion de la Santé.

**ARTICLE 9** : **AUTRES ENGAGEMENTS DU CHANGE**

a) Bilans

Avant fin janvier 2018, le Directeur du Centre devra adresser au Président du Conseil départemental un rapport sur le fonctionnement technique, administratif et financier du CPEF et un rapport d'activité, indiquant entre autres, le nombre de consultants répartis suivant l'âge et la catégorie socio-professionnelle ainsi que le type des procédés contraceptifs utilisés et le nombre moyen de consultations par personne. Une trame de rapport est proposée par le Médecin Directeur du Pôle PMI-Promotion de la Santé.

b) Modifications de l'organigramme interne

Tout changement dans l'activité, l'installation, l'organisation et le fonctionnement du Centre ainsi que tout changement dans le personnel doit donner lieu à un avis préalable du Conseil départemental.

Si le Centre de Planification et d'Education Familiale estime nécessaire d'augmenter l'activité d'un ou de plusieurs agents des catégories citées à l'article 3, la charge supplémentaire ne pourra être prise en compte par le Département qu'après l'avis favorable du Médecin directeur de la PMI-Promotion de la Santé et passation d'un avenant à la présente convention.

c) Communication

Le Centre Hospitalier s'engage à faire apparaître sur toute communication institutionnelle (plaquettes, rapports d'activité, informations d'ordre général…) son agrément en tant que centre de planification et à mentionner la compétence du Département (PPMI-Promotion de la Santé), responsable de la mission et financeur, en faisant apparaitre le logo du Département.

**ARTICLE 10 : DUREE**

La présente convention est conclue pour un an à compter du 1er Janvier 2017.

**ARTICLE 11 : MODALITES DE RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée.

Par ailleurs, la présente convention pourra être modifiée ou résiliée de plein droit dans le cas où interviendrait un changement dans les textes législatifs ou réglementaires sur lesquels elle se fonde, qui rendrait sa modification ou sa résiliation nécessaire.

**ARTICLE 12 : LITIGES**

En cas de litige et à défaut de règlement amiable, le tribunal compétent pour en juger sera le Tribunal Administratif de Grenoble.

Fait à Annecy, le

Le Directeur Général du Centre Hospitalier ANnecy GEnevois,

Nicolas BEST

Le Président du Conseil départemental,

Christian MONTEIL

**CONVENTION**
**relative au Centre de Planification et d'Education Familiale géré par le Centre Hospitalier Alpes Léman (CHAL)**

ENTRE

Le Département de la Haute-Savoie, représenté par Monsieur Christian MONTEIL, Président, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente n° CP-2017- du 6 février 2017 ;

d'une part,

ET

Le Centre Hospitalier Alpes Léman, représenté par Monsieur Bruno VINCENT, Directeur Général,

d'autre part,

**EN CONSIDERATION DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR ET NOTAMMENT :**

- Vu les dispositions du Code de la Santé Publique et plus particulièrement celles du Livre I, titre I, chapitre II, article L 2112-2, Livre III, titre I, chapitre 1er, articles L 2311-1, L 2311-2, L2311-3, L 2311-4, L 2311-5 et L 2311-6, articles R2311-7, R2311-8, R2311-9, R2311-10, R2311-11, R2311-12, R2311-13, R2311-14, R2311-15, R2311-16, R2311-17, R2311-18, R2311-19, R2311-20, R2311-21,

- Vu l'article L5134 -1 du Code de la Santé Publique relatif à la contraception et à l'IVG,

- Vu l'article 4 de la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 modifiée relative à la régulation des naissances,

- Vu le décret n° 83-1067 du 8 décembre 1983, relatif aux transferts de compétences en matière d'action sociale et de santé,

- Vu l'arrêté du 5 novembre 1992 relatif aux Centres de Planification et d'Education Familiale (CPEF),

- Vu la loi n° 2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015 et notamment son article 47,

- Vu le décret n°2015-796 du 1er juillet 2015 et l'arrêté du même jour, relatifs aux Centres Gratuits d'Information de Dépistage et de Diagnostic (CeGIDD) des infections par les virus de l'immunodéficience humaine et des hépatites virales et des infections sexuellement transmissibles,

- Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de « modernisation de notre système de santé » modifiant les articles L2212-1 à 8, Art L5134-1 du Code de la Santé Publique,

**IL EST TOUT D'ABORD RAPPELE :**

Les missions de planification et d'éducation familiale font partie des compétences obligatoires du Département inscrites dans le Code de la Santé Publique.

A ce titre, le Département est tenu de mettre en place des actions individuelles et collectives de prévention et d'information portant sur l'éducation familiale et la sexualité, des consultations médicales relatives à la maitrise de la fécondité et des entretiens de conseil conjugal et parental.

Le Département délègue la mise en place des Centres de Planification et d'Education Familiale, par voie de convention, aux centres hospitaliers du département.

Ainsi ces centres mettent à disposition de ces missions des locaux et les personnels qualifiés.

Tout public peut être accueilli dans ces centres, le Département prend en charge financièrement les actes médicaux, les examens complémentaires et la délivrance de produits ou objets contraceptifs pour les mineurs ou les personnes ne bénéficiant pas d'une couverture sociale.

Pour l'année 2017, le Département de la Haute-Savoie a décidé de poursuivre son partenariat avec le Centre Hospitalier Alpes Léman dans le cadre de la mission des Centres de Planification et d'Education Familiale.

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1** : **OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les modalités selon lesquelles le Département confie au Centre Hospitalier Alpes Léman (CHAL) l'exercice des missions du CPEF ainsi que les moyens mis en œuvre.

**ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU CHAL**

Le Centre de Planification et d'Education Familiale géré par le Centre Hospitalier Alpes Léman (CHAL) s'engage à exercer les activités suivantes :

1 – Consultations médicales relatives à la maîtrise de la fécondité ;

2 – Diffusion d'informations et actions individuelles et collectives de prévention gratuites pour tous les consultants, portant sur la sexualité et l'éducation familiale, organisées dans le centre et à l'extérieur de celui-ci en liaison avec les autres organismes et collectivités concernés ;

3 – Préparation à la vie de couple et à la fonction parentale, entretiens de conseil conjugal et familial ;

4 – Entretiens facultatifs préalables à l'interruption volontaire de grossesse, à la demande et obligatoires pour les mineures ;

5 – Entretiens relatifs à la régulation des naissances faisant suite à une interruption volontaire de grossesse.

Ces activités se développent sur plusieurs sites :

- au sein des locaux du Centre Hospitalier Alpes Léman, 558 route de findrol - 74130 CONTAMINE SUR ARVE ;
- à Ambilly, rue du Jura ;
- au sein de la Maison départementale des Adolescents "Rouge Cargo" 2 rue P et M CURIE - 74100 VETRAZ MONTHOUX ;
- au sein du pôle médico-social de Bonneville, 50 rue Ste Catherine - 74130 BONNEVILLE.

**ARTICLE 3** : **ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT**

Pour permettre le fonctionnement du Centre de Planification géré par le CHAL, le Département prendra en charge :

**a)** La rémunération du personnel assurant des actions de prévention et d'éducation sanitaire appartenant aux catégories suivantes :

- sage-femme
- conseillère conjugale et familiale
- secrétaire médicale
- pédiatre / médecin

**b)** Le remboursement des médicaments, produits ou objets contraceptifs prescrits aux mineures désirant garder le secret ainsi qu'aux personnes ne bénéficiant pas de prestations-maladie assurées par un régime légal ou réglementaire. Seront pris en charge également par le Département, les frais d'analyses et d'examens de laboratoire, les radiographies et les échographies ordonnés en vue de prescriptions contraceptives pour ces mêmes consultantes.

Pour les majeures citées à l'alinéa b, le Département prendra en charge le ticket modérateur pour les frais hors forfait, avant IVG entrant dans la catégorie des actes de planification.

**c)** Les actes de consultation, au tarif en vigueur, assurés par les médecins.

**d)** Les frais de téléphone propres au Centre.

Les personnes énumérées ci-dessous, en fonction dans l'établissement, sont prises en charge par le Département pour la part de rémunération et frais de déplacement correspondant au temps qu'elles consacrent effectivement aux activités du Centre de Planification et d'Education Familiale.

Pour le CPEF du CHAL et la consultation d'Ambilly :

Le temps hebdomadaire pris en charge pour chacune des catégories s'établit comme suit :

- 0,10 ETP médecin
- 1,40 ETP de conseillères conjugales
- 0,60 ETP de secrétaire médicale
- 0,50 ETP de sage-femme

Leurs frais de formation ainsi que leurs frais de déplacement liés aux formations dans les établissements scolaires sont pris en charge par le Département.
Dans le cadre de leur formation, les conseillères conjugales doivent bénéficier impérativement de séances de supervision.

Pour l'antenne située à la MDA de Vétraz-Monthoux :

- 0,05 ETP médecin (auquel s'ajoute une mise à disposition de 0,05 ETP médecin de la DPMIPS) ;
- 0,10 ETP de conseillère conjugale

Les frais de formation et d'inscription liés au Diplôme Universitaire de Planification pour les deux médecins qui assureront les consultations (à raison d'un médecin pour 2017).

Le Département remboursera les dépenses liées à ces frais de formation sur demande du Centre Hospitalier. Ces dépenses devront figurer dans les états de frais trimestriels adressés par le Centre Hospitalier tels que prévus dans l'article 6.

Modalités d'application :

- Personnel :

La conseillère conjugale et familiale (CCEF) sera présente de 12h à 15h pour assurer l'accueil des adolescents.
Le médecin hospitalier, sera également présent de 12h à 15h pour assurer la consultation.

- Prélèvement :

La conseillère conjugale se chargera d'effectuer et de transporter au laboratoire du Centre Hospitalier Alpes-Léman les prélèvements biologiques nécessaires, si besoin.
Une valisette de transport du laboratoire est prévue à cet effet et contiendra tout le matériel nécessaire (consommable, réapprovisionnement par le service de pédiatrie).

**Pour l'antenne située au PMS de Bonneville :**

- 0,10 ETP médecin
- 0,10 ETP de conseillère conjugale

Les frais de formation et d'inscription liés au Diplôme Universitaire de Planification pour le médecin qui assurera les consultations.

Modalités d'application :

- Personnel :

La conseillère conjugale et familiale (CCEF) sera présente les mardis matin de 8h45 à 12h pour assurer l'accueil des adolescents.
Le médecin hospitalier, sera également présent de 8h45 à 12h pour assurer la consultation.

- Prélèvement :

La conseillère conjugale se chargera d'effectuer et de transporter au laboratoire du CHAL les prélèvements biologiques nécessaires, si besoin.
Une valisette de transport du laboratoire est prévue à cet effet et contiendra tout le matériel nécessaire (consommable, réapprovisionnement par le service de pédiatrie).

La sage-femme du Pôle PMI-PS (PPMI-PS) du secteur interviendra au Centre de Planification et d'Education Familiale quatre heures par semaine dans le cadre de sa mission de prévention, définie par un protocole technique soumis au responsable du Centre de Planification et d'Education Familiale.

## **ARTICLE 4** : **MISE A DISPOSITION DES LOCAUX**

Le Centre Hospitalier Alpes Léman met à disposition du Centre de Planification et d'Education Familiale :

**Pour le site du CHAL :**

- un local identifié au sein du Centre Hospitalier
- le mobilier et le matériel médical nécessaires, notamment un fichier et une armoire à pharmacie fermant à clef
- le matériel de bureau
- la documentation utile au Centre

L'entretien des locaux est à la charge du Centre Hospitalier.

**Pour le site d'Ambilly :**

- un local identifié situé au 1 rue du jura à AMBILLY
- le mobilier et le matériel médical nécessaires,
- le matériel de bureau

L'entretien des locaux est à la charge du Centre Hospitalier.

**Pour le site de la Maison départementale des adolescents :**
La Maison Départementale des Adolescents (MDA) met à disposition une salle de consultation équipée d'un divan d'examen et d'une salle d'entretien équipée notamment d'un placard fermant à clef pour les dossiers et les contraceptifs, le matériel médical est mis à disposition par le CHAL.

Cette consultation aura lieu dans les locaux de l'Etablissement Public de Santé Mentale de la Vallée de l'Arve, Maison départementale des Adolescents « Rouge Cargo » situés 2 rue Pierre et Marie Curie à VETRAZ-MONTHOUX.

**Pour le site du Pôle Médico-Social (PMS) de BONNEVILLE :**
Le Département met à disposition gratuitement des locaux situés au sein du PMS de Bonneville, situé 50 rue Sainte Catherine à BONNEVILLE, pour le personnel du CHAL et la sage-femme de la PPMI-PS.

Sont mises à disposition :

- une salle de consultation équipée d'un divan d'examen ;
- une salle d'entretien équipée notamment d'un placard fermant à clef pour les dossiers et les contraceptifs et le matériel médical.

Le local, le mobilier et matériel de bureau, la photocopieuse et l'équipement mobilier médical sont mis à disposition par le Département dans le pôle médico-social.

## ARTICLE 5 : PARTENARIAT CPEF / CENTRE GRATUIT D'INFORMATION, DE DEPISTAGE ET DIAGNOSTIC (CEGIDD)

Dans le cadre du partenariat, les professionnels du CPEF et du Centre Gratuit d'Information, de Dépistage et Diagnostic (CeGIDD) s'engagent à être en lien fonctionnel en cas de besoin de conseil et/ou de prise en charge urgente d'un ou d'une patiente.

Le CPEF s'engage à mettre à disposition du CeGIDD :

- 10 tests de grossesse urinaires
- 10 plaquettes de contraception d'urgence

Ces achats seront intégrés sur le budget du CPEF attribué par le Département.

Le CeGIDD s'engage à mettre à disposition du CPEF (sites éloignés du CHAL) :

- 20 TRODs (Tests Rapides à Orientation Diagnostique) VIH.

Une estimation de ces quantités sera revue après 6 mois (juin 2017) pour réévaluation des quantités si nécessaire.

Ces achats seront intégrés sur le budget du CeGIDD attribué par le CHAL.

**ARTICLE 6 : FINANCEMENT ET MODALITES DE REGLEMENT**

Le budget 2017 est arrêté par le Médecin Directeur du Pôle PMI-PS sur la base du budget prévisionnel présenté par le CHAL pour son activité CPEF uniquement (précisées dans l'article 2). Seront exclues de ce budget toutes les dépenses en lien avec l'orthogénie relevant du financement de l'Agence Régionale de Santé.

Pour l'année 2017, le budget est arrêté à **157 384 €** .

Le CHAL adresse à la fin de chaque trimestre, via le portail de facturation « Chorus Pro », ses demandes de versement d'acompte au Département. Chaque acompte sera égal au quart des 90 % du budget établi pour l'année.

A la fin de l'exercice et au plus tard le 31 mars 2018, le CHAL transmettra au Département, selon la même procédure, la demande de versement du solde sur la base des dépenses réelles mises à sa charge, déduction faite des acomptes dans la limite du budget approuvé.

Les pièces justificatives de ces dépenses devront être jointes à l'appui de la dernière facturation.

Les avis de sommes à payer devront mentionner les références suivantes :

- Code service : ASP
- Code engagement : 17ASP00026
- N° SIRET du Département : 22740001700074

**ARTICLE 7** : **CONTROLE DU CPEF**

Le contrôle du Centre est exercé par le Médecin Directeur du Pôle PMI-PS ou son représentant.

**ARTICLE 8** : **RENOUVELLEMENT DU PARTENARIAT**

Pour qu'un éventuel renouvellement de ce partenariat soit approuvé par le Département (Pôle PMI-Promotion de la Santé), un budget prévisionnel établi pour l'année suivante devra être transmis avant le 30 juin 2017 et devra mentionner l'identité des personnes affectées sur les postes ainsi que leur indice et leur ETP.

Le document devra indiquer avec précision les pourcentages proposés pour la participation du Département aux dépenses de l'organisme telles qu'elles sont définies à l'article 3. Toute modification devra être présentée et motivée au Médecin Directeur du Pôle PMI-Promotion de la Santé.

**ARTICLE 9** : **AUTRES ENGAGEMENTS DU CHAL**

a) Bilans

Avant fin janvier 2018, le Directeur du Centre devra adresser au Président du Conseil départemental un rapport sur le fonctionnement technique, administratif et financier du Centre et un rapport d'activité, indiquant entre autres, le nombre de consultants répartis suivant l'âge et la catégorie socio-professionnelle ainsi que le type des procédés contraceptifs utilisés et le nombre moyen de consultations par personne. Une trame de rapport est proposée par le Médecin Directeur du Pôle PMI-PS.

b) Modifications de l'organigramme interne

Tout changement dans l'activité, l'installation, l'organisation et le fonctionnement du Centre ainsi que tout changement dans le personnel doit donner lieu à un agrément préalable.
Si le Centre de Planification et d'Education Familiale estime nécessaire d'augmenter l'activité d'un ou de plusieurs agents des catégories citées à l'article 3, la charge supplémentaire ne pourra être prise en compte par le Département qu'après l'avis favorable du Médecin Directeur du Pôle PMI-PS et passation d'un avenant à la présente convention.

c) Communication

Le Centre Hospitalier s'engage à faire apparaître sur toute communication institutionnelle (plaquettes, rapports d'activité, informations d'ordre général…) son agrément en tant que centre de planification et la compétence du Département (PPMI-Promotion de la Santé), responsable de la mission et financeur.

**ARTICLE 10 : DUREE**

La présente convention est conclue pour un an à compter du 1er Janvier 2017.

**ARTICLE 11 : MODALITES DE RESILIATION**

En cas de non respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée.

Par ailleurs, la présente convention pourra être modifiée ou résiliée de plein droit dans le cas où interviendrait un changement dans les textes législatifs ou réglementaires sur lesquels elle se fonde, qui rendrait sa modification ou sa résiliation nécessaire.

**ARTICLE 12 : LITIGES**

En cas de litige et à défaut de règlement amiable, le tribunal compétent pour en juger sera le Tribunal Administratif de Grenoble.

Fait à Annecy, le

Le Directeur Général du Centre Hospitalier, Alpes Léman

Bruno VINCENT

Le Président du Conseil départemental,

Christian MONTEIL

**CONVENTION**
**relative au Centre de Planification et d'Education Familiale (CPEF) géré par les Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc**

**ENTRE :**

Le Département de la Haute-Savoie, représenté par Monsieur Christian MONTEIL, Président, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente n° CP-2017- du 6 février 2017,

d'une part,

**ET**

Les Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc, représentés par Monsieur Stéphane MASSARD, Directeur Général,

d'autre part,

**EN CONSIDERATION DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR ET NOTAMMENT :**

- Vu les dispositions du Code de la Santé Publique et plus particulièrement celles du Livre I, titre I, chapitre II, article L 2112-2, Livre III, titre I, chapitre 1er, articles L 2311-1, L 2311-2, L2311-3, L 2311-4, L 2311-5 et L 2311-6, articles R2311-7, R2311-8, R2311-9, R2311-10, R2311-11, R2311-12, R2311-13, R2311-14, R2311-15, R2311-16, R2311-17, R2311-18, R2311-19, R2311-20, R2311-21,

- Vu l'article L5134 -1 du Code de la Santé Publique relatif à la contraception et à l'IVG,

- Vu l'article 4 de la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 modifiée relative à la régulation des naissances,

- Vu le décret n° 83-1067 du 8 décembre 1983, relatif aux transferts de compétences en matière d'action sociale et de santé,

- Vu l'arrêté du 5 novembre 1992 relatif aux Centres de Planification et d'Education Familiale (CPEF),

- Vu la loi n° 2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015 et notamment son article 47,

- Vu le décret n°2015-796 du 1er juillet 2015 et l'arrêté du même jour, relatifs aux Centres Gratuits d'Information de Dépistage et de Diagnostic (CeGIDD) des infections par les virus de l'immunodéficience humaine et des hépatites virales et des infections sexuellement transmissibles,

- Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de « modernisation de notre système de santé » modifiant les articles L2212-1 à 8, Art L5134-1 du Code de la Santé Publique,

**IL EST TOUT D'ABORD RAPPELE :**

Les missions de planification et d'éducation familiale font partie des compétences obligatoires du Département inscrites dans le Code de la Santé Publique.

A ce titre, le Département est tenu de mettre en place des actions individuelles et collectives de prévention et d'information portant sur l'éducation familiale et la sexualité, des consultations médicales relatives à la maitrise de la fécondité et des entretiens de conseil conjugal et parental.

Le Département délègue la mise en place des Centres de Planification et d'Education Familiale, par voie de convention, aux centres hospitaliers du département.

Ainsi ces centres mettent à disposition de ces missions des locaux et les personnels qualifiés.

Tout public peut être accueilli dans ces centres, le Département prend en charge financièrement les actes médicaux, les examens complémentaires et la délivrance de produits ou objets contraceptifs pour les mineurs ou les personnes ne bénéficiant pas d'une couverture sociale.

Pour l'année 2017, le Département de la Haute-Savoie a décidé de poursuivre son partenariat avec les Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc dans le cadre de la mission des Centres de Planification et d'Education Familiale.

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités selon lesquelles le Département confie aux Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc l'exercice des missions du CPEF ainsi que les moyens mis en œuvre.

## ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DES HOPITAUX DU PAYS DU MONT-BLANC

Le Centre de Planification et d'Education Familiale géré par les Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc s'engage à exercer les activités suivantes :

**1** – Consultations médicales relatives à la maîtrise de la fécondité ;

**2** – Diffusion d'informations et actions individuelles et collectives de prévention gratuites pour tous les consultants portant sur la sexualité et l'éducation familiale, organisées dans le centre et à l'extérieur de celui-ci en liaison avec les autres organismes et collectivités concernés ;

**3** – Préparation à la vie de couple et à la fonction parentale, entretiens de conseil conjugal et familial ;

**4 –** Entretiens préalables à l'interruption volontaire de grossesse, à la demande et obligatoires pour les mineures ;

**5 –** Entretiens relatifs à la régulation des naissances faisant suite à une interruption volontaire de grossesse.

Ces activités se développent :

- au sein des locaux des Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc (Sallanches),
- et dans les locaux du Pôle Médico-Social, 37 A rue du Docteur Jacques Arnaud à Cluses, qui comprend deux cabinets de consultation et une salle d'attente.

**ARTICLE 3** : **ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT**

Pour permettre le fonctionnement du Centre de Planification géré par les Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc, le Département prendra en charge :

**a)** La rémunération du personnel assurant des actions de prévention et d'éducation sanitaire appartenant aux catégories suivantes :
- médecin
- conseillère conjugale et familiale
- secrétaire médicale

**b)** Le remboursement des médicaments, produits ou objets contraceptifs prescrits aux mineures désirant garder le secret ainsi qu'aux personnes ne bénéficiant pas de prestations-maladie assurées par un régime légal ou réglementaire.
Seront pris en charge également par le Département, les frais d'analyses et d'examens de laboratoire, les radiographies et les échographies ordonnés en vue de prescriptions contraceptives pour ces mêmes consultantes.

Pour les majeures citées à l'alinéa b, le Département prendra en charge le ticket modérateur pour les frais hors forfait, avant IVG entrant dans la catégorie des actes de planification.

**c)** Les consultations assurées par le personnel médical spécialisé ou le remboursement des frais de ce même personnel concerné par un temps partiel.

**d)** Les frais de téléphone propres au Centre.

Les personnes énumérées ci-dessous, en fonction dans l'établissement, sont prises en charge par le Département pour la part de rémunération correspondant au temps qu'elles consacrent effectivement aux activités du Centre de Planification et d'Education Familiale soit :

- 0,25 ETP de médecin
- 0,60 ETP de conseillère conjugale et familiale
- 0,30 ETP de secrétaire médicale

Prise en charge des frais de formation d'un DU médecin pour 2017.

La sage-femme du Pôle PMI-Promotion de la Santé intervient au Centre de Planification 4 heures par semaine dans le cadre de sa mission de prévention. Madame Aline PANDRAUD, puéricultrice employée par le Conseil départemental, également titulaire du diplôme de Conseillère Conjugale et Familiale, intervient au Centre de Planification et d'Education Familiale 4 h par semaine en consultation et 4 h par semaine en collectif.

**ARTICLE 4 : MISE A DISPOSITION DES LOCAUX**

Le Centre Hospitalier met à disposition du Centre de Planification et d'Education Familiale :

- un local identifié au sein des Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc,
- le mobilier et le matériel médical nécessaires, notamment un fichier et une armoire à pharmacie fermant à clef,
- le matériel de bureau,
- la documentation utile au Centre.

L'entretien des locaux est à la charge du Centre Hospitalier.

Pour l'antenne au sein du pôle médico-social de CLUSES, le local, le mobilier et l'équipement mobilier médical sont mis à disposition par le Département. Le matériel médical notamment à usage unique est fourni par les Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc. Les prélèvements seront acheminés par le médecin responsable du CPEF jusqu'aux Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc.

En cas d'absence du médecin, la conseillère conjugale et familiale ou la sage-femme du Pôle PMI - Promotion de la Santé assureront le transport des prélèvements jusqu'à l'hôpital.

**ARTICLE 5 : FINANCEMENT ET MODALITES DE REGLEMENT**

Le budget 2017 est arrêté par le Médecin Directeur du Pôle PMI-PS sur la base du budget prévisionnel présenté par les Hôpitaux du Mont-Blanc.

Pour l'année 2017, le budget est arrêté à **67 200 €.**

Les Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc adressent à la fin de chaque trimestre, via le portail de facturation « Chorus Pro », ses demandes de versement d'acompte au Département. Chaque acompte sera égal au quart des 90 % du budget établi pour l'année.

A la fin de l'exercice et au plus tard le 31 mars 2018, les Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc transmettront au Département, selon la même procédure, la demande de versement du solde sur la base des dépenses réelles mises à sa charge, déduction faite des acomptes, dans la limite du budget approuvé.

Les pièces justificatives de ces dépenses devront être jointes à l'appui de la dernière facturation.

Les avis de sommes à payer devront mentionner les références suivantes :

- Code service : ASP
- Code engagement : 17ASP00027
- N° SIRET du Département : 22740001700074

**ARTICLE 6 : CONTROLE DU CPEF**

Le contrôle du Centre est exercé par le Médecin Directeur du Pôle PMI-Promotion de la Santé ou son représentant.

**ARTICLE 7** : **RENOUVELLEMENT DU PARTENARIAT**

Pour qu'un éventuel renouvellement de ce partenariat soit approuvé par le Département (Pôle PMI-Promotion de la Santé), un budget prévisionnel établi pour l'année suivante devra être transmis avant le 30 juin 2017 et devra mentionner l'identité des personnes affectées sur les postes ainsi que leur indice et leur ETP.

Le document devra indiquer avec précision les pourcentages proposés pour la participation du Département aux dépenses de l'organisme telles qu'elles sont définies à l'article 3. Toute modification devra être présentée et motivée au Médecin Directeur du Pôle PMI-Promotion de la Santé.

**ARTICLE 8** : **AUTRES ENGAGEMENTS DES HOPITAUX DU PAYS DU MONT-BLANC**

a) Bilans

Avant fin janvier 2018, le Directeur du Centre devra adresser au Président du Conseil départemental un rapport sur le fonctionnement technique, administratif et financier du Centre et un rapport d'activité, indiquant entre autres, le nombre de consultants répartis suivant l'âge et la catégorie socio-professionnelle ainsi que le type des procédés contraceptifs utilisés et le nombre moyen de consultations par personne. Une trame de rapport est proposée par le Médecin Directeur du Pôle PMI-Promotion de la Santé.

b) Modifications de l'organigramme interne

Tout changement dans l'activité, l'installation, l'organisation et le fonctionnement du Centre ainsi que tout changement dans le personnel doit donner lieu à un agrément préalable.
Si le Centre de Planification et d'Education Familiale estime nécessaire d'augmenter l'activité d'un ou de plusieurs agents des catégories citées à l'article 3, la charge supplémentaire ne pourra être prise en compte par le Département qu'après l'avis favorable du Médecin Directeur du Pôle PMI-Promotion de la Santé et passation d'un avenant à la présente convention.

c) Communication

Le Centre Hospitalier s'engage à faire apparaître sur toute communication institutionnelle (plaquettes, rapports d'activité, informations d'ordre général…) son agrément en tant que centre de planification et la compétence du Département (PPMI-Promotion de la Santé), responsable de la mission et financeur.

**ARTICLE 9 : DUREE**

La présente convention est conclue pour un an à compter du 1er Janvier 2017.

**ARTICLE 10 : MODALITES DE RESILIATION**

En cas de non respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée.

Par ailleurs, la présente convention pourra être modifiée ou résiliée de plein droit dans le cas où interviendrait un changement dans les textes législatifs ou réglementaires sur lesquels elle se fonde, qui rendrait sa modification ou sa résiliation nécessaire.

**ARTICLE 11 : LITIGES**

En cas de litige et à défaut de règlement amiable, le tribunal compétent pour en juger sera le Tribunal Administratif de Grenoble.

Fait à Annecy, le

Le Directeur Général des Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc

Stéphane MASSARD

Le Président du Conseil départemental,

Christian MONTEIL

**CONVENTION**
**relative au Centre de Planification et d'Education Familiale**
**géré par les Hôpitaux du Léman**

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, représenté par Monsieur Christian MONTEIL, Président, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente n° CP-2017- du 6 février 2017,

d'une part,

**ET**

Les Hôpitaux du Léman, représentés par Monsieur Stéphane MASSARD, Directeur Général,

d'autre part,

**EN CONSIDERATION DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR ET NOTAMMENT :**

- Vu les dispositions du Code de la Santé Publique et plus particulièrement celles du Livre I, titre I, chapitre II, article L 2112-2, Livre III, titre I, chapitre 1er, articles L 2311-1, L 2311-2, L2311-3, L 2311-4, L 2311-5 et L 2311-6, articles R2311-7, R2311-8, R2311-9, R2311-10, R2311-11, R2311-12, R2311-13, R2311-14, R2311-15, R2311-16, R2311-17, R2311-18, R2311-19, R2311-20, R2311-21,

- Vu l'article L5134 -1 du Code de la Santé Publique relatif à la contraception et à l'IVG,

- Vu l'article 4 de la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 modifiée relative à la régulation des naissances,

- Vu le décret n° 83-1067 du 8 décembre 1983, relatif aux transferts de compétences en matière d'action sociale et de santé,

- Vu l'arrêté du 5 novembre 1992 relatif aux Centres de Planification et d'Education Familiale (CPEF),

- Vu la loi n° 2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015 et notamment son article 47,

- Vu le décret n°2015-796 du 1er juillet 2015 et l'arrêté du même jour, relatifs aux Centres Gratuits d'Information de Dépistage et de Diagnostic (CeGIDD) des infections par les virus de l'immunodéficience humaine et des hépatites virales et des infections sexuellement transmissibles,

- Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de « modernisation de notre système de santé » modifiant les articles L2212-1 à 8, Art L5134-1 du Code de la Santé Publique,

**IL EST TOUT D'ABORD RAPPELE :**

Les missions de planification et d'éducation familiale font partie des compétences obligatoires du Département inscrites dans le Code de la Santé Publique et du Code de l'Action Sociale et de la Famille.

A ce titre, le Département est tenu de mettre en place des actions individuelles et collectives de prévention et d'information portant sur l'éducation familiale et la sexualité, des consultations médicales relatives à la maitrise de la fécondité et des entretiens de conseil conjugal et parental.

Le Département délègue la mise en place des Centres de Planification et d'Education Familiale, par voie de convention, aux centres hospitaliers du département.

Ainsi ces centres mettent à disposition de ces missions des locaux et les personnels qualifiés.

Tout public peut être accueilli dans ces centres, le Département prend en charge financièrement les actes médicaux, les examens complémentaires et la délivrance de produits ou objets contraceptifs pour les mineurs ou les personnes ne bénéficiant pas d'une couverture sociale.

Pour l'année 2017, le Département de la Haute-Savoie a décidé de poursuivre son partenariat avec les Hôpitaux du Léman dans le cadre de la mission des Centres de Planification et d'Education Familiale.

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les modalités selon lesquelles le Département confie aux Hôpitaux du Léman l'exercice des missions du CPEF ainsi que les moyens mis en œuvre.

**ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DES HOPITAUX DU LEMAN**

Le Centre de Planification et d'Education Familiale géré par les Hôpitaux du Léman s'engage à exercer les activités suivantes :

**1** – Consultations médicales relatives à la maîtrise de la fécondité, qui peuvent conduire à la prescription et à la délivrance, à titre gratuit, de produits ou objets contraceptifs.

**2** – Diffusion d'informations et actions collectives de prévention gratuites pour tous les consultants portant sur la sexualité et l'éducation familiale, organisées dans le centre et à l'extérieur de celui-ci en liaison avec les autres organismes et collectivités concernés et pratiquées par le médecin et (ou) la sage-femme du Pôle PMI-Promotion de la Santé et (ou) la personne qualifiée en conseil conjugal et familial.

**3** – Préparation à la vie de couple et à la fonction parentale, entretiens de conseil conjugal et familial.

**4 –** Entretiens facultatifs préalables à l'interruption volontaire de grossesse, à la demande et obligatoires pour les mineures.

**5 –** Entretiens relatifs à la régulation des naissances faisant suite à une interruption volontaire de grossesse.

## **ARTICLE 3** : **ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT**

Pour permettre le fonctionnement du Centre de Planification géré par les Hôpitaux du Léman sur les sites de Thonon-Les-Bains et Evian-Les-Bains, le Département prendra en charge :

**a)** La rémunération du personnel assurant des actions de prévention et d'éducation sanitaire appartenant aux catégories suivantes :
- conseillère conjugale et familiale,
- secrétaire médicale,
- sages-femmes,
- médecin.

**b)** Le remboursement des médicaments, produits ou objets contraceptifs prescrits aux mineures désirant garder le secret ainsi qu'aux personnes ne bénéficiant pas de prestations-maladie assurées par un régime légal ou réglementaire. Seront pris en charge également par le département, les frais d'analyses et d'examens de laboratoire, les radiographies et les échographies, ordonnés en vue de prescriptions contraceptives pour ces mêmes consultantes.

Pour les majeures citées à l'alinéa b, le Département prendra en charge le ticket modérateur pour les frais hors forfait, avant IVG entrant dans la catégorie des actes de planification.

**c)** Les consultations assurées par le personnel médical spécialisé ou le remboursement des frais de ce même personnel concerné par un temps partiel.

**d)** Les frais de téléphone propres au Centre.

Les personnes énumérées ci-dessous, en fonction dans l'établissement, sont prises en charge par le Département pour la part de rémunération (et frais de déplacement) correspondant au temps qu'elles consacrent effectivement aux activités du Centre de Planification et d'Education Familiale y compris les actions collectives de prévention mentionnées à l'article 2, soit :

- 0,60 E.T.P. de médecin,
- 1 E.T.P. de conseillère conjugale et familiale,
- 0,60 E.T.P. de sage-femme hospitalière,
- 0,60 E.T.P. de secrétaire.

La sage-femme du Pôle PMI-Promotion de la Santé du secteur interviendra au Centre de Planification et d'Education Familiale à raison de 0,10 E.T.P. dans le cadre de sa mission de prévention, définie par un protocole technique soumis au responsable du Centre de Planification et d'Education Familiale.

**ARTICLE 4 : MISE A DISPOSITION DES LOCAUX**

Pour le site de Thonon-Les-Bains, les Hôpitaux du Léman mettent à disposition du Centre de Planification et d'Education Familiale :

- un local identifié au sein de l'Hôpital,
- le mobilier et le matériel médical nécessaires, notamment un fichier et une armoire à pharmacie fermant à clef,
- le matériel de bureau,
- la documentation utile au Centre.

L'entretien des locaux est à la charge des Hôpitaux du Léman.

Pour le site d'Evian-Les-Bains, le Département met à disposition gratuitement des locaux au sein du PMS, situés 26 avenue des sources - 74500 Evian-Les-Bains, pour le personnel des Hôpitaux du Léman.

Sont mises à disposition :

- une salle de consultation équipée d'une table d'examen ;
- une salle d'entretien équipée notamment d'un placard fermant à clef pour les dossiers et les contraceptifs et le matériel médical pour la conseillère conjugale.

Le local, le mobilier et matériel de bureau, la photocopieuse et l'équipement mobilier médical sont mis à disposition par le Département dans le pôle médico-social.

**ARTICLE 5** : **FINANCEMENT ET MODALITES DE REGLEMENT**

Le budget 2017 est arrêté par le Médecin Directeur du Pôle DPMI-PS sur la base du budget prévisionnel présenté par les Hôpitaux du Léman.

Pour l'année 2017, le budget est arrêté à **166 323 €.**

Les Hôpitaux du Léman adressent à la fin de chaque trimestre, via le portail de facturation « Chorus Pro », ses demandes de versement d'acompte au Département. Chaque acompte sera égal au quart des 90 % du budget établi pour l'année.

A la fin de l'exercice et au plus tard le 31 mars 2018, les Hôpitaux du Léman transmettront au Département, selon la même procédure, la demande de versement du solde sur la base des dépenses réelles mises à sa charge, déduction faite des acomptes, dans la limite du budget approuvé.

Les pièces justificatives de ces dépenses devront être jointes à l'appui de la dernière facturation.

Les avis de sommes à payer devront mentionner les références suivantes :

- Code service : ASP
- Code engagement : 17ASP00028
- N° SIRET du Département : 22740001700074

**ARTICLE 6 : CONTROLE DU CPEF**

Le contrôle du Centre est exercé par le Médecin Directeur du Pôle PMI-Promotion de la Santé ou son représentant.

**ARTICLE 7** : **RENOUVELLEMENT DU PARTENARIAT**

Pour qu'un éventuel renouvellement de ce partenariat soit approuvé par le Département (Pôle PMI-Promotion de la Santé), un budget prévisionnel établi pour l'année suivante devra être transmis avant le 30 juin 2017 et devra mentionner l'identité des personnes affectées sur les postes ainsi que leur indice et leur ETP.

Le document devra indiquer avec précision les pourcentages proposés pour la participation du Département aux dépenses de l'organisme telles qu'elles sont définies à l'article 3. Toute modification devra être présentée et motivée au Médecin Directeur du Pôle PMI-Promotion de la Santé.

**ARTICLE 8** : **AUTRES ENGAGEMENTS DES HOPITAUX DU LEMAN**

a) Bilans

Avant fin janvier 2018, le Directeur du Centre devra adresser au Président du Conseil Départemental un rapport sur le fonctionnement technique, administratif et financier du Centre et un rapport d'activité, indiquant entre autres, le nombre de consultants répartis suivant l'âge et la catégorie socio-professionnelle ainsi que le type des procédés contraceptifs utilisés et le nombre moyen de consultations par personne. Une trame de rapport est proposée par le Médecin Directeur du Pôle PMI-Promotion de la Santé.

b) Modifications de l'organigramme interne

Tout changement dans l'activité, l'installation, l'organisation et le fonctionnement du Centre ainsi que tout changement dans le personnel doit donner lieu à un agrément préalable.
Si le Centre de Planification et d'Education Familiale estime nécessaire d'augmenter l'activité d'un ou de plusieurs agents des catégories citées à l'article 3, la charge supplémentaire ne pourra être prise en compte par le Département qu'après l'avis favorable du Médecin Directeur du Pôle PMI-Promotion de la Santé et passation d'un avenant à la présente convention.

c) Communication

Le Centre Hospitalier s'engage à faire apparaître sur toute communication institutionnelle (plaquettes, rapports d'activité, informations d'ordre général…) son agrément en tant que centre de planification et la compétence du Département (PPMI-Promotion de la Santé), responsable de la mission et financeur.

**ARTICLE 9 : Durée**

La présente convention est conclue pour un an à compter du 1er Janvier 2017.

**ARTICLE 10 : Modalités de résiliation**

En cas de non respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée.

Par ailleurs, la présente convention pourra être modifiée ou résiliée de plein droit dans le cas où interviendrait un changement dans les textes législatifs ou réglementaires sur lesquels elle se fonde, qui rendrait sa modification ou sa résiliation nécessaire.

**ARTICLE 11 : LITIGES**

En cas de litige et à défaut de règlement amiable, le tribunal compétent pour en juger sera le Tribunal Administratif de Grenoble.

Fait à Annecy, le

**Le Directeur Général des Hôpitaux du Léman,**

**Le Président du Conseil départemental,**

**Stéphane MASSARD**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0104

**OBJET : PLAN D'ACTION DÉPARTEMENTAL POUR LE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DE L'OFFRE DE SOINS DE PREMIERS RECOURS - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA VALLÉE DE CHAMONIX-MONT-BLANC POUR LA CONSTRUCTION D'UNE MAISON DE SANTE PLURISICIPLINAIRE**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme LHUILLIER, M. BAUD, Mme MAHUT, M. BAUD-GRASSET, Mme METRAL, M. BOCCARD, Mme REY, M. DAVIET, Mme TEPPE-ROGUET, M. EXCOFFIER, Mme TERMOZ, M. MORAND, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. PACORET, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| Mme GONZO-MASSOL, M. PUTHOD | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **29** | **Voix Pour** | **32** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **32** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1111-10, L.1511-8 et L.1611-8,

Vu les dispositions du Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1411-11, L.1411-11-1 et L.6323-3,

Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération n° CG-2012-182 du 05 novembre 2012 relative au plan d'action départemental pour le soutien au développement de l'offre de soins de premiers recours en Haute-Savoie et approuvant son règlement d'intervention,

Vu la délibération n° CD-2016-028 du 25 avril 2016 relative à la prolongation du plan d'action départemental pour le soutien au développement de l'offre de soins de premiers recours en Haute-Savoie, et approuvant son règlement d'intervention,

Vu la délibération n° CD-2016-068 du 12 décembre 2016 adoptant le Budget Primitif 2017 de la Direction PMI-Promotion de la Santé,

Vu l'avis favorable émis par la 2ème Commission Action Sociale, Santé, Prévention, Insertion, Logement Social lors de sa séance du 11 janvier 2017.

Par délibération n° CD-2016-028 du 25 avril 2016, l'Assemblée départementale a décidé de prolonger le plan d'action départemental pour le soutien au développement de l'offre de soins de premiers recours. Ce plan a pour objectif de favoriser le renouvellement et le maintien des services médicaux nécessaires à la satisfaction des besoins, lorsqu'est constatée une carence qualitative ou quantitative de l'offre de soins, notamment par le remplacement du ou des médecin(s) généralistes(s) déjà installé(s) et partant en retraite, et/ou par l'installation de jeunes professionnels.

Dans ce cadre, la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc, a sollicité par un courrier initial en date du 11 novembre 2015, le concours financier du Département pour la création d'une maison de santé pluridisciplinaire sur la commune des HOUCHES. Depuis, des modifications ont été apportées sur le plan de financement de ce projet afin de pouvoir bénéficier de financements complémentaires de l'Etat.

Le projet de création d'une maison de santé est issu du diagnostic du territoire mettant en exergue :

- une offre de soins insuffisante à mettre en perspective avec :
    - la fermeture en intersaison du service d'urgence des hôpitaux du Mont-Blanc où les professionnels assurent l'accueil de premier secours et des gestes techniques (gestes techniques, régulation, participation au tour de garde week-end et soirées), avec un report massif de la petite urgence sur les médecins de ville,

- le départ de 5 généralistes et d'un spécialiste non remplacés depuis 2011 qui n'ont pu être compensés "poste pour poste" par l'ouverture de la maison de santé pluridisciplinaire de CHAMONIX-MONT-BLANC en 2013, alors que les départs à la retraite de 4 généralistes et de 3 spécialistes sont d'ores et déjà prévus d'ici à 2019 sur le territoire de la communauté de communes.

- Les besoins renvoyant à plusieurs facteurs :

  - l'afflux touristique conséquent sur le territoire pendant les saisons hivernale et estivale avec une variation démographique d'une moyenne de 120 000 personnes dans la vallée,
  - le suivi médico-social des travailleurs saisonniers à mettre en lien avec l'ouverture et gestion pour la deuxième année d'un accueil de saisonniers en camion d'une quinzaine de place avec des problématiques de santé et de suivi particuliers pour lesquels le Pôle PMI-Promotion de la Santé du département intervient également,
  - le développement sur le village de services de proximité pour la population permanente (projet de nouvelle crèche, projet de 40 nouveaux logements en locatifs aidés, école maternelle et élémentaire accueillant aujourd'hui la classe ULIS et les enfants du Foyer du Bettex confiés au Département dans le cadre de la protection de l'enfance), sans oublier le travail effectué en lien avec 2 infirmiers pour une meilleure prise en charge des publics, notamment personnes âgées (labellisation ARS confortant cette pratique) et prenant appui sur la pharmacie.

La création d'une maison de santé vise à apporter une réponse aux besoins de la population en constante progression. L'objectif professionnel de ce projet est double :

- conserver et pérenniser l'offre médicale de la commune en permettant aux professionnels de santé de poursuivre leur activité dans un cadre sécurisé et adaptable pour l'accueil d'autres praticiens et d'internes en médecine en stage (l'un des médecins est agréé maître de stage),

- favoriser la continuité et la permanence des soins par une prise en charge coordonnée du patient sur toute la vallée avec la mise en place d'un logiciel commun.

Ce projet porté par 5 professionnels de santé (3 médecins généralistes avec la possibilité d'en accueillir un quatrième, 2 infirmiers) et 5 kinésithérapeutes qui travailleront en exercice coordonné depuis leurs propres cabinets, doit permettre de satisfaire les besoins croissants par un exercice coordonné entre les professionnels. Le projet est évolutif et reste susceptible d'intégrer d'autres professionnels de santé tels que les sages-femmes, les podologues ou les orthophonistes. Des espaces de soins supplémentaires permettront d'accueillir à la fois un nouveau médecin et également de proposer un service d'urgences.

Afin de mener à bien ce projet, la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc, maître d'ouvrage, est en charge du projet de réhabilitation d'une partie de l'ancien office de tourisme d'une surface totale de 200 $m^2$ de plein pied composée de 4 cabinets médicaux, d'un accueil, une salle de soin, une salle de vie et d'un local pour les infirmiers.

Le coût prévisionnel de cette opération se monte à 592 740,88 € HT. Les recettes escomptées sont constituées du concours du Département (100 000 €), de dotations de l'Etat au titre de l'Equipement des Territoires Ruraux (102 849,20 €), d'une part, et du Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte (97 145,00 €), d'autre part, d'une réserve parlementaire (10 000 €), du concours de la commune et d'autres financeurs publics (136 147,86 €), et d'un emprunt (146 598,82 €).

Le plan de financement de ce projet est le suivant :

| Nom de la commune ou de l'EPCI | Projet faisant l'objet d'une demande de financement | Coût du projet HT |
|---|---|---|
| Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc | Maison de santé pluridisciplinaire | 592 740,88 |

| COFINANCEMENTS ATTENDUS | MONTANT HT | en % du coût HT |
|---|---|---|
| **ETAT - DETR** | 102 849,20 € | 17,35 |
| **ETAT - TEPCV** | 97 145,00 € | 16,39 |
| **Département de la Haute-Savoie** | 100 000,00 € | 16,87 |
| **Réserve parlementaire** | 10 000,00 € | 1,69 |
| **Commune des HOUCHES** | 136 147,86 € | 22,97 |
| **TOTAL DES COFINANCEMENTS** | **446 142,06 €** | **75,27** |

| PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES | MONTANT EN HT | en % du coût HT |
|---|---|---|
| **Emprunt** | 146 598,82 € | 24,73 |
| **TOTAL DES FINANCEMENTS** | **592 740,88 €** | **42,37** |

Ce projet répond aux critères du règlement d'intervention du Département au titre de l'aide à la création d'une maison de santé pluridisciplinaire.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**DECIDE** d'attribuer à la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc une subvention de 100 000 € pour la construction d'une maison de santé pluridisciplinaire dans le cadre du plan d'action départemental de soutien au développement de l'offre de soins de premiers recours.

**AUTORISE** le versement de la subvention d'équipement à l'EPCI figurant dans le(s) tableau(x) ci-après :

| Imputation : ASP1D00003 | | |
|---|---|---|
| **Nature** | **AP** | **Fonct.** |
| 204142 | 12090003005 | 42 |
| Subventions aux communes et structures intercommunales - Bâtiments et installations | Construction de maisons de santé | |

| Code affectation | N° d'engagement CP Obligatoire sauf exception justifiée | Bénéficiaires de la répartition | Montant global de la subvention |
|---|---|---|---|
| AF17ASP001 | 17ASP00031 | Communauté de communes de la Vallée de Chamonix Mont-blanc | 100 000,00 |
| | | **Total de la répartition** | **100 000,00** |

**AUTORISE** M. le Président à signer la convention avec la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc, jointe en annexe.

**AUTORISE** Le versement de la subvention à effectuer en trois fois, comme suit :

- 20 % sur présentation de l'ordre de service,
- 30 % sur justification de la réalisation de 50 % des dépenses prévues à laquelle sera jointe la photographie d'un panneau mentionnant la participation du Département,
- 50 % sur présentation d'un certificat d'achèvement des travaux.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

# CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE CHAMONIX MONT-BLANC

**ENTRE :**

Le Département de la Haute-Savoie, représenté par son Président, M. Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente n° du 6 février 2017,

Ci-dessous désigné « le Département »,

*D'une part*

**ET :**

La Communauté de communes de la Vallée de Chamonix Mont-blanc, représentée par son Président, Monsieur Eric FOURNIER, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-dessous désigné « le bénéficiaire »

*D'autre part*

Vu les dispositions de la loi prévoyant la possibilité pour la collectivité d'intervenir dans ce domaine (article L.1511-8 du Code Général des Collectivités Territoriales), et précisant le cadre de cette intervention (art. L.1411-11, L.1434-2, L.1434-7, L.6323-3 du Code de la Santé Publique) ;

Vu la délibération du Conseil Général n° CG-2012-182 du 5 novembre 2012, approuvant le plan d'action départemental pour le soutien au développement de l'offre de soins de 1er recours et son règlement d'intervention ;

Vu la délibération de la Communauté de communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc, approuvant la création d'une maison de santé pluriprofessionnelle sur la commune des Houches et sollicitant le concours financier du Département ;

Considérant la mise en place d'un plan d'action départemental de soutien au développement de l'offre de soins de 1er recours dans le but de favoriser le renouvellement et le maintien des services médicaux nécessaires à la satisfaction des besoins en soins de la population, notamment par la création de maisons de santé pluriprofessionnelle ;

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT** :

## ARTICLE 1er : OBJET DE LA CONVENTION

Afin d'assurer le renouvellement et le maintien des services médicaux nécessaires à la satisfaction des besoins en soins de la population de la Communauté de communes de la Vallée de Chamonix Mont-blanc, et d'apporter son soutien au projet de création d'une maison de santé pluriprofessionnelle sur la commune des Houches, le Département décide d'accorder au bénéficiaire une subvention, dans la cadre de son plan d'action départemental de soutien au développement de l'offre de soins de 1er recours.

## ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Le Département accorde au bénéficiaire une subvention d'un montant de 100 000 €, calculée sur la base de 20 % du montant HT de la dépense subventionnable plafonnée à 500 000 €.

La subvention du Département contribuera expressément et uniquement à financer l'opération précédemment citée.

Le montant de la subvention accordée sera réduit au prorata des dépenses réellement exécutées, si le coût réel des travaux est inférieur au coût prévisionnel indiqué au moment de la présentation du dossier en commission permanente. Si le coût définitif des travaux est supérieur au coût prévisionnel, la subvention ne fera l'objet d'aucune revalorisation.

La décision d'octroi de la subvention est conditionnée à un démarrage des travaux dans un délai d'un an à compter de la signature de la présente convention.

## ARTICLE 3 : PUBLICITE

Le bénéficiaire s'engage à mentionner le concours du Département de la Haute-Savoie dans tous ses documents et lors de ses opérations de communication.

Ainsi, pendant la durée des travaux, le bénéficiaire sera tenu d'apposer à la vue du public et à proximité du chantier un panneau précisant l'action du Département de la Haute-Savoie.

## ARTICLE 4 : VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le versement de la subvention est effectué en trois fois, comme suit :

- 20% sur présentation de l'ordre de service ;
- 30% sur justification de la réalisation de 50 % des dépenses prévues à laquelle sera jointe la photographie d'un panneau mentionnant la participation du Département ;
- 50% sur présentation d'un certificat d'achèvement des travaux.

## ARTICLE 5 : MODALITES DE CONTRÔLE ET DE REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le Département se réserve le droit de procéder à tout contrôle, notamment sur place, avant et après le versement de la subvention.

Le Département sera en droit d'exiger du bénéficiaire le remboursement en tout ou partie des sommes indûment versées, en cas :

- d'utilisation différente de la finalité pour laquelle la subvention a été allouée ;

- d'inexécution partielle ou totale des travaux ;

- de non-respect des dispositions du règlement d'intervention du Département précisées dans la présente convention.

La subvention devient caduque si, à compter de la date de la signature de la convention attribuant la subvention :

- le démarrage des travaux n'est pas intervenu dans un délai d'1 an ;

- les travaux ne sont pas achevés dans un délai de 3 ans.

Ce délai pourra être toutefois prorogé par la Commission Permanente pour une durée d'un an supplémentaire dans la mesure où le retard n'incombe pas au bénéficiaire et sous réserve que la demande de prolongation soit présentée avec justificatifs à l'appui avant la date d'expiration du délai initial.

En cas d'inachèvement des travaux et de manquement du bénéficiaire à ses obligations, le Département peut demander le reversement total ou partiel de la subvention.

## ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature par les deux parties pour une durée de 3 ans maximum.

Cette convention devient caduque si, à compter de la date de sa signature :
- le démarrage des travaux n'est pas intervenu dans un délai d'un an,
- les travaux ne sont pas achevés dans un délai de trois ans.

## **ARTICLE 7** : COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

En cas de litige et à défaut de conciliation, le tribunal compétent pour en juger est le tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Annecy,
En deux exemplaires originaux,

Le

| | |
|---|---|
| Le Président de la Communauté de communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc | Le Président du Département de la Haute-Savoie, |
| Eric FOURNIER | Christian MONTEIL |

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0105

**OBJET : POLITIQUE ÉNERGIES - FONDS AIR INDUSTRIE POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES INDUSTRIELS DANS LA DÉPOLLUTION DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES - CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIF ET DE PARTENARIAT 2017-2021 AVEC LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES FAUCIGNY GLIERES**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme DUBY-MULLER, M. MUDRY, Mme PETEX, M. DUVERNAY, Mme BEURRIER, M. HEISON, Mme LEI, M. MIVEL |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme LHUILLIER, M. BAUD, Mme MAHUT, M. BAUD-GRASSET, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. MORAND, Mme TERMOZ, M. PACORET, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| Mme CAMUSSO, M. BOCCARD, Mme GONZO-MASSOL, M. PUTHOD | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **27** | **Voix Pour** | **30** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **30** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les circulaires ministérielles en date du 02 août 2013, du 15 novembre 2013 et du 31 juillet 2014 fixant le cadre du volet territorial des Contrats de Plan Etat-Région 2015-2020,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CG-2015-499 du 19 février 2015 portant adoption du contrat départemental du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice 2017 adoptées à ce jour,

Vu le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 et le Contrat Départemental pour la Haute-Savoie signé le 31 août 2015,

Vu le volet Transition Ecologique et Energétique du contrat et, en particulier, le projet d'initiatives conjointes ADEME – Région – Département « Extension du Fonds Air Bois »,

Vu l'avis favorable émis par la 7ème Commission Aménagement du Territoire, Politique de l'Habitat, Développement Durable, Environnement, Agriculture, Forêt, Coopérations Européennes et Transfrontalières lors de ses réunions du 3 octobre et du 24 octobre 2016.

M. le Président rappelle que la lutte contre la pollution atmosphérique est devenue un véritable enjeu de santé publique, notamment en Haute-Savoie, où la dispersion des polluants est contrariée par le relief. Cette pollution est fortement dépendante de la météorologie (vent, pluie) et s'accroit en période anticyclonique et hivernale.

Des actions significatives ont été déployées dans le cadre du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) de la Vallée de l'Arve, notamment en direction des transports (limitation de vitesse par exemple) et des dispositifs de chauffage (Fonds Air Bois). Par ailleurs, des mesures ont été prises pour abaisser les valeurs limites d'émissions de poussières pour les installations de combustion relevant de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

En complément des actions mises en œuvre dans le cadre des plans de protection de l'atmosphère, le ministère chargé de l'environnement a lancé en 2015 l'appel à projets « Villes respirables en 5 ans » pour mobiliser et accompagner les territoires en faveur de la qualité de l'air.

Aujourd'hui, la Communauté de Communes Faucigny Glières (CCFG), lauréate de cet appel à projet, et ses partenaires souhaitent aller plus loin que le droit commun imposé par le régime ICPE en proposant un Fonds Air Industrie qui accompagnera les industries dans la mise en place de procédés efficaces favorisant la diminution de leurs rejets de polluants atmosphériques (amélioration des process, captation des émissions diffuses de particules, mise en place de dispositifs de filtration, effacement des fumées, etc.). Il s'agit notamment de rendre acceptable l'ensemble des efforts consentis par les autres émetteurs (chauffage au bois, brûlage à l'air libre) en encourageant les industriels à contribuer davantage et à renforcer leurs actions pour réduire plus encore leurs émissions de polluants.

L'objectif du fonds est d'aider les industriels à canaliser les fumées et à les épurer en respectant un abattement supérieur à 99 % des particules PM (notamment PM 2,5 et PM 1) de façon durable. Par exemple, pour les brouillards d'huile, les dispositifs de filtration seront conformes à la norme EN1822 ou équivalent, et couplés à un filtre à charbon actif (cibles : les COV et HAP). Les équipements devront permettre d'atteindre des résultats dépassant les contraintes réglementaires.

L'innovation réside dans l'objectif de traiter les particules les plus fines et aux impacts sanitaires élevés (PM 2,5 et PM 1).

Novateur et expérimental, ce projet labellisé par l'Etat, s'inscrit comme une action forte du projet « Villes respirables en 5 ans » porté par la CCFG.

A ce titre, les partenaires veilleront notamment à ce que chaque projet soutenu par le fonds présente un intérêt environnemental fort, qu'il soit reproductible, et, évidemment, conforme au droit européen en matière d'aide aux entreprises

La CCFG et ses partenaires financiers affecteront des moyens humains et financiers pour la mise en œuvre du fonds air-industrie. Le SM3A, qui n'est pas assimilé aux « partenaires financiers » de cette opération, apportera une assistance technique auprès de la CCFG par la mise à disposition de moyens humains valorisables au projet dans la limite de 50 jours ETP durant la durée du programme eu égard à son expérience dans le cadre du fonds air-bois et d'Arve pure ainsi qu'en préparation d'un possible déploiement territorial du fonds au-delà du territoire de la CCFG et/ou à d'autres typologies d'industries.

Les partenaires financiers et la CCFG prévoient de mobiliser ensemble 1 000 000 € en numéraire en complément des 810 000 € provenant de l'enveloppe spéciale de la transition énergétique dans le cadre du projet « Villes respirables en 5 ans. ».

L'ensemble des partenaires contribuent au financement du fonds air-industrie tel que décrit ci-après :

| Sources de financement | Montant en € | % |
|---|---|---|
| Etat au titre du fonds de transition énergétique | 810 000 | 45,00 |
| Région Auvergne Rhône Alpes | 500 000 | 27,50 |
| Département de la Haute-Savoie | 250 000 | 13,75 |
| Communauté de Communes Faucigny Glières | 250 000 | 13,75 |
| **TOTAL** | **1 810 000** | **100,00** |

Le montant total du fonds « air-industrie » s'élève à 1 810 000 € et permettra de mobiliser **3 620 000 €** à destination de l'amélioration de la qualité de l'air sur le territoire de la CCFG, les industriels participant à hauteur de 1 810 000 €.

Une convention pluriannuelle d'objectif et de partenariat 2017-2021 formalise les engagements financiers des différents partenaires et les modalités de gestion du fonds par la CCFG.

Il est envisagé que d'autres territoires se lancent dans la mise en œuvre d'un Fonds Air Industrie. Le Département pourrait les accompagner selon les mêmes modalités que pour la CCFG.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**APPROUVE** la convention pluriannuelle 2017-2021 ci-annexée.

**AUTORISE** M. le Président à la signer.

**DECIDE** d'affecter l'Autorisation de Programme n° 04050001013 intitulée « Subvention Fonds Air Industrie » à l'opération définie ci-dessous :

| **Code Imputation (clé)** Pour information et non voté | **Code affectation** | **Code de l'opération** | **Libellé de l'Opération** | **Montant affecté à l'opération** | **Echéancier de l'affectation** Pour information et non voté | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 2017 | 2018 | 2019 |
| CLD1D00010 | AF17CLD007 | 17CLD00037 | Fonds Air Industrie | 250 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 50 000,00 |
| | | | Total | 250 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 50 000,00 |

**AUTORISE** le versement de la subvention d'équipement à l'organisme figurant dans le tableau ci-après :

| **Imputation : CLD1D00010** | | |
|---|---|---|
| **Nature** | **AP** | **Fonct.** |
| 204142 | 04050001013 | 738 |
| Subventions aux communes et structures intercommunales – Bâtiments et installations | Subvention Fonds Air Industrie | |

| **Code affectation** | **N° d'engagement CP** Obligatoire sauf exception justifiée | **Bénéficiaires de la répartition** | **Montant global de la subvention** |
|---|---|---|---|
| AF17CLD007 | | Communauté de Communes Faucigny Glières | 250 000,00 |
| | | **Total de la répartition** | **250 000,00** |

**DIT** que les versements s'effectueront au fur et à mesure des besoins sur appel de fonds de la CCFG, au plus tard dès l'approbation des conventions conclues entre la CCFG et chacune des entreprises lauréates et pour la totalité du montant de l'aide attribuée à chaque entreprise. Une convention sera conclue entre la CCFG et le Département pour définir de manière précise les modalités selon lesquelles la CCFG adressera ses demandes de fonds.

**APPROUVE** le principe d'élargissement de la participation du Département aux intercommunalités qui mettraient en place un Fonds Air Industrie.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIF ET DE PARTENARIAT

2017 – 2021

# FONDS AIR-INDUSTRIE

Entre :

La Région Auvergne Rhône-Alpes, représentée par son Président, Laurent WAUQUIEZ

Et :

Le Département de la Haute-Savoie, représenté par son Président, Christian MONTEIL, dûment habilité à signer la présente convention par délibération n° CP-2017-xxxx du 6 février 2017

Désignés ci-après « les Partenaires Financiers»

Ainsi que :

Le Syndicat National du Décolletage, représenté par son Président, Lionel BAUD

Et :

Le Syndicat Mixte de l'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents, représenté par son Président, Bruno FOREL

Désignés ci-après « les Partenaires Techniques»

L'ensemble étant désigné ci-après par « les Partenaires »

Et :

La Communauté de Communes Faucigny Glières, représentée par son Président, Stéphane VALLI

Désignée ci-après « la CCFG », opérateur du fonds en sa qualité de lauréat de l'Appel à Projet « Villes Respirables en 5 ans »

- ✓ Vu l'arrêté préfectoral n° 2012047-0004 du 16 février 2012 portant approbation du Plan de Protection de l'atmosphère (PPA) de la Vallée de l'Arve
- ✓ Vu la candidature de la CCFG à l'appel à projet du ministère « Villes Respirables en 5 ans » et notamment la fiche action « fonds air-industrie »
- ✓ Vu le courrier de notification des résultats de l'appel à projet « Villes Respirables en 5 ans » du 15 novembre 2015,
- ✓ Vu la convention particulière d'appui financier entre la CCFG et le Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer (désigné ci-après « le MEEM »), dans le cadre de l'appel à projets « Villes respirables en 5 ans », signée le à préciser
- ✓ Vu la convention pour la mise en œuvre des aides économiques par les communes, leurs groupements, et la Métropole de Lyon dans le cadre de la loi NOTRe pour l'année 2016, entre la CCFG et la Région Auvergne Rhône-Alpes, signée le à préciser
- ✓ Vu le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 et le Contrat départemental pour la Haute-Savoie signé le 31 août 2015,

## Il est convenu ce qui suit

Etant préalablement exposé que :

*La Région Auvergne Rhône-Alpes est fortement impliquée dans le développement économique des entreprises et dans la diffusion de l'innovation en leur sein, notamment quand elle permet de réduire leur empreinte environnementale et leur impact sanitaire pour les populations riveraines ; elle exerce une compétence spécifique dans le domaine de la qualité de l'air et de l'énergie et fait, à ce titre, partie des collectivités territoriales associées au Plan de Protection de l'Atmosphère de la Vallée de l'Arve et des partenaires financiers de son fonds air-bois.*

*Le Département de la Haute Savoie, en lançant dès 2004 sa démarche d'Excellence Environnementale, a intégré les principes de développement durable à son action dans l'objectif de répondre à deux problématiques majeures : contribuer à diminuer les émissions de gaz à effet de serre et préserver les ressources naturelles (eau, air, espace naturel, biodiversité…). Il s'est engagé sur la préservation de la qualité de l'air, notamment au travers de l'amélioration de la connaissance et de la sensibilisation du grand public (participation au financement d'Air Rhône-Alpes et des Espaces Info Energie).*

*Le Département contribue au financement du Fonds Air-Bois expérimental de la Vallée de l'Arve depuis son lancement en juin 2013 et a mis en œuvre des actions spécifiques au territoire de la vallée de l'Arve, comme le renouvellement anticipé de son parc de camions pour répondre aux normes « Euro IV ». Il participe à la gouvernance du Grand Genève dont le projet d'agglomération 2016-2030 fait de la qualité de l'air un axe prioritaire de son volet environnemental.*

*Enfin dans le cadre du volet « transition écologique et énergétique » du Contrat de Plan Etat Région (CPER) 2015-2020, le Département s'est engagé à poursuivre l'extension du dispositif du Fonds Air à deux autres territoires prioritaires que sont Annecy et Annemasse.*

*La Communauté de Communes Faucigny Glières et la Commune de Bonneville sont depuis plusieurs années engagées au travers de leurs documents de planification (SCOT, PLU…) mais aussi de leurs actions opérationnelles dans une démarche de développement durable.*

*Les collectivités se sont appuyées sur les nombreux projets engagés qui contribuent tant à la sobriété et à l'efficacité énergétique qu'au développement des énergies renouvelables pour poursuivre leur implication dans cette dynamique au travers de la démarche Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte.*

*En cohérence, le déploiement de l'appel à projet « Villes Respirables » sur le territoire de la CCFG traduit la volonté d'agir concrètement et rapidement sur la qualité de l'air du territoire.*

*Le Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents (SM3A) est un acteur du territoire et un partenaire de la CCFG ayant développé un savoir-faire opérationnel en matière d''animation et de gestion d'un dispositif d'aide aux particuliers pour améliorer la qualité de l'air (« Fonds Air Bois », action du plan de protection de l'atmosphère de la vallée de l'Arve) d'une part et d'accompagnement des entreprises dans la réduction des émissions de micropolluants dans l'eau dans le cadre du dispositif « Arve Pure » d'autre part. Il est à ce titre un partenaire technique du dispositif qui sera associé dans les instances de gouvernance du dispositif.*

*Le Syndicat National du Décolletage, SNDEC, est fortement engagé depuis 1997 dans des actions collectives pour accompagner l'ensemble des entreprises de décolletage et autres activités connexes à prévenir et réduire les pollutions toxiques liées à l'eau. Sur la Vallée de l'Arve, on citera les différentes opérations ARVE PURE en partenariat avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, le SM3A et les communautés de communes associées. En 2013, dans le cadre du PPA, en partenariat avec le CETIM CTDEC, le SNDEC a déployé le dispositif MOBIL'ARVE, destiné à favoriser des solutions alternatives à l'autosolisme pour les déplacements « domicile-travail » des salariés.*

*Créé en 1962, le CETIM-CTDEC est implanté à Cluses en Haute-Savoie (74), au cœur de la Vallée de l'Arve où se concentrent plus de 2/3 des entreprises du décolletage. Ce centre technique des industries mécaniques et du décolletage mutualise les moyens matériels et les compétences au service des industries, promeut les progrès techniques et contribue à la garantie de la qualité et à l'amélioration de la productivité. Il offre des activités collectives au service de la profession et des services aux entreprises dans les domaines de la conception produit / process, de l'industrialisation, de la production / contrôle et de l'organisation / système de management.*

La présente convention intervient dans un contexte européen exigeant en matière d'évaluation et de gestion de la qualité de l'air. Ce contexte conduit à des contraintes réglementaires qui appellent des réponses adaptées dans le cadre des plans de protection de l'atmosphère (PPA).

Des actions significatives ont été déployées dans le cadre du PPA de la Vallée de l'Arve, notamment en direction des transports (limitation de vitesse par exemple) et des dispositifs de chauffage (Fonds Air Bois). Par ailleurs, des mesures ont été prises pour abaisser les valeurs limites d'émissions de poussières pour les installations de combustion relevant de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

En complément des actions mises en œuvre dans le cadre des plans de protection de l'atmosphère, le ministère chargé de l'environnement a lancé en 2015 l'appel à projets « Villes respirables en 5 ans » pour mobiliser et accompagner les territoires en faveur de la qualité de l'air.

## ARTICLE 1 : OBJECTIFS DE LA CONVENTION

Aujourd'hui, la communauté de communes Faucigny Glières, lauréate de cet appel à projet, et ses partenaires souhaitent aller plus loin que le droit commun imposé par le régime ICPE en proposant un fonds « air – industrie » qui accompagnera les industries dans la mise en place de procédés efficaces favorisant la diminution de leurs rejets de polluants atmosphériques (amélioration des process, captation des émissions diffuses de particules, mise en place de dispositifs de filtration, effacement des fumées, etc.). Il s'agit notamment de rendre acceptable l'ensemble des efforts consentis par les autres émetteurs (chauffage au bois, brûlage à l'air libre) en encourageant les industriels à contribuer davantage et à renforcer leurs actions pour réduire plus encore leurs émissions de polluants.

L'objectif du fonds est d'aider les industriels à canaliser les fumées et à les épurer en respectant un abattement supérieur à 99 % des PM (notamment PM 2,5 et PM 1) de façon durable. Par exemple, pour les brouillards d'huile, les dispositifs de filtration seront conformes à la norme EN1822 ou équivalent, et couplés à un filtre à charbon actif (cibles : les COV et HAP). Les équipements devront permettre d'atteindre des résultats dépassant les contraintes réglementaires. L'innovation réside dans l'objectif de traiter les particules les plus fines et aux impacts sanitaires élevés (PM 2,5 et PM 1).

Novateur et expérimental, ce projet, labellisé par l'Etat, s'inscrit comme une action forte du projet « Ville respirable en 5 ans » porté par la CCFG.

A ce titre, les partenaires veilleront notamment à ce que chaque projet soutenu par le fonds présente un intérêt environnemental fort, qu'il soit reproductible et, évidemment, conforme au droit européen en matière d'aide aux entreprises.

A ce titre, les partenaires veilleront notamment à ce que le fonds :

- soit reproductible ;
- soit conforme au droit européen en matière d'aide aux entreprises ;
- soutienne des projets présentant un intérêt environnemental fort.

## ARTICLE 2 : MODALITES D'INTERVENTION

La CCFG et ses partenaires financiers affecteront des moyens humains et financiers pour la mise en œuvre du fonds air-industrie et financeront le fonds air-industrie selon les modalités définies à l'article 4.

Le SM3A, qui n'est pas assimilé aux « partenaires financiers » de cette opération, apportera une assistance technique auprès de la CCFG par la mise à disposition de moyens humains valorisables au projet dans la limite de 50 jours ETP durant la durée du programme, eu égard à son expérience dans le cadre du fonds air-bois et d'Arve pure ainsi qu'en préparation d'un possible déploiement territorial du fonds au-delà du territoire de la CCFG et/ou à d'autres typologies d'industries (voir article 7). Au-delà de cet investissement temps, une convention de mise à disposition avec remboursement des frais devra être établie avec la CCFG.

Le coût des moyens humains qui seront engagés par la CCFG et le SM3A pour la mise en œuvre du fonds air-industrie est évalué à 10 000 € par an.

L'ADEME pourra accompagner les entreprises bénéficiant du fonds air-industrie pour solliciter d'autres aides de l'ADEME sur des diagnostics énergétiques de leurs process industriels ou des projets d'utilisation de chaleur renouvelable (y compris la chaleur « fatale ») conformément aux règles en vigueur du fonds chaleur.

Les aides du fonds air-industrie sont complémentaires à celles du dispositif Arve Pure mais ne sauraient en aucun cas se cumuler sur les mêmes opérations. Toute opération déjà lauréate dans le cadre d'Arve Pure, sera, de fait, inéligible au fonds Air-Industrie.

Les partenaires encourageront toutes les solutions permettant de rationaliser et d'optimiser les coûts, par exemple, les groupements de commande.

## ARTICLE 3 : DUREE D'EXECUTION DE LA CONVENTION

La présente convention est signée pour une durée maximum de 5 ans, à compter de sa signature par les parties, conformément à l'échéance de mise en œuvre du plan d'actions « Villes respirables en 5 ans ».

Au cours de ces 5 ans, les 4 premières années sont réservées au déploiement du dispositif d'aide aux entreprises de la Communauté de Communes Faucigny Glières et la dernière année permettra d'évaluer l'opération (prévue dans le cadre d'une autre action du plan d'actions « Villes respirables en 5 ans » porté par la CCFG).

Pour autant, un bilan d'activité sera réalisé chaque année pour établir l'avancement du programme, préciser les modalités d'aide, prévoir les budgets nécessaires et les éventuels redéploiements de crédits.

## ARTICLE 4 : MONTANT DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE

Les partenaires financiers et la CCFG prévoient de mobiliser ensemble 1 000 000 € en numéraire en complément des 810 000 € provenant de l'enveloppe spéciale de la transition énergétique dans le cadre du projet « Villes respirables en 5 ans ».

L'ensemble des partenaires contribuent au financement du fonds air-industrie tel que décrit ci-après :

| Sources de financement | Montant en € | % |
|---|---|---|
| Etat au titre du fonds de transition énergétique | 810 000 | 45,00 |
| Région Auvergne Rhône Alpes | 500 000 | 27,50 |
| Département de la Haute-Savoie | 250 000 | 13,75 |
| Communauté de Communes Faucigny Glières | 250 000 | 13,75 |
| TOTAL | 1 810 000 | 100 |

Le montant total du fond air-industrie s'élève à 1 810 000 € et permettra de mobiliser 3 620 000 € à destination de l'amélioration de la qualité de l'air sur le territoire de la CCFG, grâce à la contribution des partenaires privés.

Ces montants correspondent à des montants prévisionnels qui pourront être ajustés en fonction des modalités prévues à l'article 6.

*4.1. Rappel de l'engagement financier de l'Etat*

Dans le cadre de l'appel à projets « Villes respirables en 5 ans », l'Etat s'est engagé à mobiliser le fonds de transition énergétique à hauteur de 810 000 €, considérant que cette action est innovante du fait des process envisagés et des polluants ciblés qui, au-delà des PM10, vont également concerner les particules les plus fines que sont les PM 2,5 et les PM 1.

*4.2 Engagement financier de la Région Auvergne-Rhône-Alpes (ci-après désignée « la Région »)*

Le total de la dotation de la Région pendant toute la durée de la convention s'élève au maximum à 500 000 €.

*4.3 Engagement financier du Département de la Haute-Savoie (ci-après désigné « Le Département »)*

Le Département de la Haute-Savoie s'engage à financer 250 000 € pour le fonds air-industrie.

*4.4 Engagement financier de la CCFG*

La CCFG s'engage à financer 250 000 € pour le fonds air-industrie.

## ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DES CONTRIBUTIONS FINANCIERES DES PARTENAIRES

La contribution financière des partenaires financiers est directement versée à la CCFG, qui reversera le montant au bénéficiaire de l'aide. Les sommes seront versées sur la ligne budgétaire ouverte à cet effet dans les comptes de la CCFG et constituant le fonds air industrie.

L'appel des fonds se fera auprès des différents partenaires au plus tard dès l'approbation des conventions avec chacune des entreprises lauréates, et pour la totalité du montant de l'aide attribuée à l'entreprise.

Les partenaires financiers définiront avec la CCFG, chacun pour ce qui le concerne et en dehors de la présente convention, les modalités selon lesquelles la CCFG leur adressera les demandes d'affectation et les appels de fonds selon les règles administratives et financières propres à chacun.

S'il restait des crédits non engagés dans les comptes de la CCFG à la fin de la convention pluriannuelle, cette dernière s'engage à les reverser aux partenaires financiers au prorata de la répartition indiquée dans l'article 4, dans les 6 mois suivant la fin du dispositif.

En tout état de cause, les engagements financiers des partenaires seront subordonnés à l'inscription des crédits correspondants dans leurs budgets annuels.

## ARTICLE 6 : MODALITES GENERALES DE FONCTIONNEMENT

### *6-1. Gouvernance*

Un comité technique associera a minima les services environnement et développement économique de la CCFG, la DREAL, la DDT, le syndicat mixte d'aménagement de l'Arve et de ses affluents (SM3A), l'ADEME, le Conseil régional et le Conseil départemental, ainsi que le SNDEC.

Il interviendra autant que de besoin pour la préparation des différents documents ainsi qu'en préparation des comités de pilotage.

Un comité de pilotage sera mis en place, comprenant outre la CCFG, les services de l'État (Sous-Préfet de Bonneville - DREAL – DDT) et l'ADEME, les partenaires financiers que sont le Conseil régional et le Conseil départemental et les partenaires techniques que sont le SM3A, mais aussi les industriels au travers du CETIM/CTDEC (Centre Technique des Industries Mécaniques) et de l'Agence de l'Eau.

Le Comité de pilotage rédigera le cahier des charges fixant les règles de fonctionnement du fonds. Il se réunira pour valider l'éligibilité des dossiers soumis et définir le montant des aides. Il suivra l'avancement du dispositif, validera les bilans annuels et procédera aux réorientations nécessaires à l'atteinte des objectifs.

La CCFG est en charge, dans le cadre du dispositif « Villes respirables en 5 ans », d'animer ce programme et de gérer le fonds.

Elle pourra s'appuyer sur l'expertise des partenaires et en particulier du SM3A, de l'Etat et de l'ADEME.

Les partenaires s'engagent à désigner un binôme élu référent / technicien qui suivra le programme.

### *6-2. Instruction des dossiers, éligibilité au fonds, mise en œuvre*

Les candidats au fonds air–industrie déposeront un dossier présentant leur projet et répondant aux conditions décrites ci-après.

Les industries susceptibles de candidater relèvent, de façon privilégiée, des secteurs d'activités :

- de la mécatronique ;
- du travail du bois ;
- du BTP ;
- des carrières.

*Sans exclure les autres secteurs, dans un premier temps, et dans une démarche d'expérimentation, compte-tenu de la sensibilité de la population vis-à-vis des industries de la mécatronique, de la valeur pédagogique que pourra avoir une action ciblant ce secteur et de la volonté de ce secteur pour agir, il fera l'objet du premier volet de ce dispositif qui pourra ensuite, dans un second temps, être étendu par voie d'avenant à la présente convention aux autres secteurs. Une étude de l'extension du périmètre géographique pourra également être menée dans le cadre du présent dispositif.*

Les conditions d'éligibilité prévoient que seuls peuvent candidater les industriels :

- dont les unités de production (i.e. les sources d'émission de polluants atmosphériques) sont situées sur le territoire de la communauté de communes de Faucigny-Glières et ;
- dont les niveaux d'émissions atmosphériques sont, au moment du dépôt du dossier, conformes au regard de la règlementation ICPE, et ;

- qui se sont engagés à réaliser une caractérisation de leurs émissions de polluants atmosphériques (inventaire exhaustif des sources d'émissions canalisées et diffuses, caractérisation en concentration et en flux, et spéciation des polluants atmosphériques inventoriés).

Un cahier des charges ainsi qu'une convention-type d'accompagnement financier des entreprises par le fonds air-industrie seront remis aux candidats

Le comité de pilotage analysera si les conditions d'éligibilité sont remplies.

La mise en œuvre du fonds air–industrie comportera trois étapes :

Étape 1 : le site industriel réalise un diagnostic de ses process et de ses émissions afin de définir les solutions techniques les plus efficientes pour diminuer durablement les rejets de polluants atmosphériques. Le cas échéant, il fournit une description détaillée de ces dispositifs – à mettre en place pour améliorer significativement les rejets, ainsi qu'une estimation des coûts afférents.

La liste des points à aborder sera détaillée dans le cahier des charges du fonds air-industrie.

Il justifie en quoi ce process est le plus efficient pour agir sur l'amélioration de la qualité de l'air rejeté.

A l'issue de cette étape, le comité de pilotage définira si le projet du candidat est recevable et évaluera le montant global de l'aide attribuable au titre du fonds air-industrie.

Ce montant tiendra compte des coûts d'investissement et de fonctionnement au regard de l'efficacité de la technologie retenue.

Une convention sera signée entre le lauréat et la CCFG, en présence de l'ensemble des partenaires.

Étape 2 : en fonction des résultats de l'étude sur les process, pour les entreprises qui le justifient, mise en place de dispositifs innovants de canalisation et/ou de filtration des rejets atmosphériques. À titre d'exemple, la réduction des brouillards d'huile devra se faire par des dispositifs conformes à la norme EN1822, ou équivalent, (objectif de réduction de 99 % des émissions de PM et notamment les PM2,5 et PM1) couplé à un filtre à charbon actif (cibles : les COV et HAP). Les équipements devront permettre d'atteindre des résultats dépassant les contraintes réglementaires ; ces résultats seront attestés par des analyses dont les coûts sont éligibles au fonds air-industrie.

A l'issue de cette étape et sur présentation de la facture justifiant de la mise en service des équipements, 80 % du montant global de l'aide sera versée au bénéficiaire.

Étape 3 : les entreprises ayant bénéficié du fonds « air – industrie » pour s'équiper de dispositifs de canalisation et/ou de filtration devront mesurer annuellement les émissions de polluants atmosphériques afin de rendre compte de l'abaissement des émissions, pendant 5 ans. L'objectif visé est un abattement durable de 99 % des émissions canalisées.

Les résultats seront annuellement transmis à la CCFG et au comité de pilotage.

A l'issue de la première année, et si les analyses confirment l'abaissement des émissions, 10 % de l'aide sera versée au bénéficiaire.

Au terme des 5 ans, et si les résultats sont maintenus, le solde de 10 % sera versé.

À toutes les étapes, la mise en œuvre du fonds air-industrie fera l'objet d'un retour d'expérience diffusable et valorisable (synthèses annuelles et évaluation des impacts) dans la perspective d'une possible extension du fonds air–industrie au territoire du PPA de la vallée de l'Arve. Les bénéficiaires du fonds air-industrie devront s'engager à contribuer à ce retour d'expérience, dans la limite de confidentialité nécessaire pour le respect de la concurrence.

A l'échelle du territoire de la CCFG, les actions de communication seront coordonnées par la CCFG mais associeront systématiquement l'ensemble des partenaires.

Comme prévu à l'article 6 de la convention particulière d'appui financier « la mention du financement par le ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, au titre de l'appel à projets « Villes respirables en 5 ans » sera apposée de manière visible, avec le logo du ministère, sur tout document et toute réalisation et panneau de chantier ».

L'évaluation du dispositif fera l'objet d'une action spécifique dans le cadre de l'appel à projet « villes respirables ».

### 6.3 Calendrier prévisionnel

- 1er semestre 2016 : lancement des réflexions, rencontre avec les partenaires ;
- 2e semestre 2016 : définition du cahier des charges du fonds « air-industrie » ;
- 1er semestre 2017 : lancement de l'appel à candidature au fonds « air-industrie » et sélection des lauréats ;
- 2e semestre 2017 : diagnostic des process des industries lauréates au fonds « air-industrie » ;
- 2018-2022 : pour les entreprises qui le justifient après analyse approfondie du diagnostics des émissions, acquisition, installation et entretien des systèmes de filtration et/ou de captation des polluants atmosphériques et suivi de l'efficacité du dispositif pendant 5 ans.

Chaque industriel qui remplirait les conditions d'éligibilité se verrait octroyer une aide allant jusqu'à :

- 50 % de l'installation de filtration (fourniture + raccordements + pose + filtre à charbon)
  - ➔ Dans le respect de la règlementation européenne, l'aide, pour les grandes entreprises ne pourra excéder 40%.
- plafonnée à 400 000 € par entreprise

## ARTICLE 7 : ENGAGEMENTS DE LA CCFG ET DES PARTENAIRES

La CCFG s'engage à :

- mobiliser et mettre en œuvre les moyens qui lui sont alloués pour atteindre les objectifs fixés dans la présente convention,
- gérer le fonds de manière optimale,
- mentionner l'aide des partenaires dans tout support d'information et de communication. A ce titre, chaque partenaire fournira à la CCFG le logotype à utiliser,
- faciliter à tout moment la vérification par les partenaires de la bonne application de la convention pluriannuelle d'objectif et de partenariat et des conventions particulières passées avec chacun d'entre eux,
- faire valider toute communication par tous les partenaires financiers du fonds,
- associer les partenaires à tout évènement ou communication lié au Fonds Air Industrie.

La Région, le Département de la Haute-Savoie, le SM3A et le CTDEC/CETIM s'engagent à :

- participer régulièrement au suivi du Fonds air-industrie et notamment à participer aux comités techniques et de pilotage,
- participer régulièrement aux attributions des aides,
- valider les éléments de communication qui seraient proposés par la CCFG dans les délais nécessaires à leur mise en œuvre.

## ARTICLE 8 : AVENANTS

A la demande de l'un des partenaires ou de la CCFG, ou pour étendre la convention à de nouveaux partenaires (autres branches professionnelles, etc.), il pourra être procédé à une révision de la convention sur demande écrite du partenaire demandeur.

Après accord préalable sur les modifications proposées, et à l'unanimité des partenaires, la CCFG et ses partenaires conviendront de modifier par voie d'avenant les dispositions de la présente convention en conséquence. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

## ARTICLE 9 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par une autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi à la partie défaillante d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée dans effet.

## ARTICLE 10 : LITIGES

A défaut d'accord amiable, le tribunal compétent pour tout litige lié à la présente convention est le tribunal administratif de Grenoble.

Fait en 6 exemplaires originaux

A Bonneville , le

Le Président de la CCFG, Stéphane VALLI

Le Président de la Région Auvergne Rhône Alpes, Laurent WAUQUIEZ

Le Président du Conseil Départemental de Haute-Savoie, Christian MONTEIL

Le Président du Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et ses Affluents, Bruno FOREL

Le Président du Syndicat National du Décolletage, Lionel BAUD

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0106

**OBJET : VOIRIE COMMUNALE - DÉGÂTS EXCEPTIONNELS :**
**- DÉSAFFECTATION ET AFFECTATION D'AUTORISATION DE PROGRAMME**
**- PROROGATIONS DE VALIDITÉ DE SUBVENTIONS**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme LHUILLIER, M. BAUD, Mme MAHUT, M. BAUD-GRASSET, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. EXCOFFIER, Mme TEPPE-ROGUET, M. MORAND, Mme TERMOZ, M. PACORET, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| Mme GONZO-MASSOL, M. BOCCARD, M. PUTHOD | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **28** | **Voix Pour** | **31** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **31** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 21 janvier 2002 fixant les modalités de paiement des subventions d'investissement aux communes et aux EPCI,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération n° CD-2016-079 du 12 décembre 2016 portant sur le Budget Primitif 2017,

Vu la délibération n° CP-2015-0690 du 30 novembre 2015 relative au soutien post-catastrophe et précisant la participation financière du Département,

Vu la délibération n° CP-2016-0247 du 04 avril 2016 relative au soutien post-catastrophe pour la commune de DOMANCY,

Vu la délibération n° CP-2016-0321 du 09 mai 2016 autorisant le versement de la participation financière du Département dans le cadre du soutien post-catastrophe,

Vu l'avis favorable émis par la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale lors de sa réunion du 09 janvier 2017.

## 1. Désaffectation et affectation d'Autorisation de Programme

En 2015, la commune de NANCY-SUR-CLUSES a dû faire face à un problème d'instabilité et d'affaissement de la voie communale n° 11 provoqué par l'érosion du talus et la déstabilisation du dispositif de retenue aval. Cette voie présente un intérêt particulier puisqu'elle permet aux poids lourds le contournement du chef-lieu.
Une participation évaluée à 27 195 €, alimentée par le reliquat non consommé d'une subvention initialement attribuée à la commune de DOMANCY sur l'Autorisation de Programme n° 01040007003 (voirie 2015), pourrait être affectée à cette opération par transfert d'affectation.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

| Nom de la commune | Projet faisant l'objet d'une demande de financement | Coût du projet en € HT | Montant subventionnable retenu en € HT par le CD |
|---|---|---|---|
| NANCY-SUR-CLUSES | Dégâts exceptionnels de voirie | 66 315,54 | 54 390,00 |

| Cofinancements attendus | Montant en € | en % du coût du projet en € HT |
|---|---|---|
| **Département de la Haute-Savoie** | **27 195,00** | 41,01 |
| Etat : Calamités naturelles | 12 777,00 | 19,27 |
| TOTAL DES COFINANCEMENTS | 39 972,00 | 60,28 |

| | | |
|---|---|---|
| Participation de la collectivité | 26 343,54 | 39,72 |

## 2. Prorogations de validité de subventions

Compte tenu des aléas rencontrés par le SIVOM de la Vallée d'Aulps et la commune de SAINT-PAUL-EN-CHABLAIS dans la réalisation des travaux de sécurisation et remise en état de la voirie, il est proposé de proroger la validité des conventions qui lient le Département à ces deux maîtres d'ouvrage bénéficiaires d'une subvention.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

## 1. Désaffectation et affectation d'Autorisation de Programme

**DECIDE** de modifier l'affectation de l'Autorisation de Programme n° 01040007003 intitulée « Aide exceptionnelle de voirie communale » comme ci-dessous :

| N° de l'affectation initiale | N° de l'opération | Libellé de l'opération | Montant initial | Montant de la modification de l'affectation | Montant modifié |
|---|---|---|---|---|---|
| AF15CLO017 | 15CLO01997 | DOMANCY – Sécurisation route « Vers le Nant d'Avrillon | 143 200,00 | -27 195,00 | 116 005,00 |

**Affectation modifiée :**

| Code Imputation (clé) | Nature | Libellé de l'Opération | Montant affecté à l'opération | Echéancier de l'affectation Pour information et non voté |
|---|---|---|---|---|
| Pour information et non voté | | | | 2016 |
| CLO1D00044 | 204142 | DOMANCY – Sécurisation route « Vers le Nant d'Avrillon » | 116 005,00 | 116 005,00 |
| | | Total | 116 005,00 | 116 005,00 |

**DECIDE** d'attribuer une subvention d'un montant de 27 195 € à la commune de NANCY-SUR-CLUSES afin de participer au financement des travaux de la VC n° 11.

**DECIDE** d'affecter l'Autorisation de Programme n° 01040007003 intitulée « Aide exceptionnelle de voirie communale » à l'opération définie ci-dessous :

| Code Imputation (clé) Pour information et non voté | Code affectation | Code de l'opération | Libellé de l'Opération | Montant affecté à l'opération | Echéancier de l'affectation Pour information et non voté |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 2017 |
| CLO1D00044 | AF15CLO017 | 17CLO00158 | NANCY-SUR-CLUSES : sécurisation VC n° 11 | 27 195,00 | 27 195,00 |
| | | | Total | 27 195,00 | 27 195,00 |

**AUTORISE** le versement de la subvention d'équipement à l'organisme figurant dans le tableau ci-après :

| Imputation : CLO1D00044 | | |
|---|---|---|
| **Nature** | **AP** | **Fonct.** |
| 204142 | 01040007003 | 628 |
| Subvention communes et structures intercommunales – Bâtiments et installations | Subvention équipement – aide exceptionnelle voirie communale | |

| **Code affectation** | **N° d'engagement CP** Obligatoire sauf exception justifiée | **Bénéficiaire de la répartition** | **Montant global de la subvention** |
|---|---|---|---|
| AF15CLO017 | | Commune de Nancy-sur-Cluses | 27 195,00 |
| | | **Total de la répartition** | **27 195,00** |

**AUTORISE** M. le Président à signer la convention dont un exemplaire est ci-annexé pour la commune de NANCY-SUR-CLUSES.

**PRECISE** que le versement s'effectuera selon les modalités précisées à l'article 3 de la convention.

## 2. Prorogations de validité de subventions

**DONNE** son accord aux propositions de prorogations.

**AUTORISE** M. le Président à signer les avenants, ci-annexés, aux conventions entre le Département et le SIVOM de la Vallée d'Aulps, d'une part, et la commune de SAINT-PAUL-EN-CHABLAIS, d'autre part.

**PRECISE** que les demandes de paiement devront être effectuées selon les modalités précisées à l'article 2 des avenants à la convention.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

CONVENTION FINANCIERE

EXERCICE 2017

ENTRE

D'UNE PART,

Le Département de la Haute-Savoie, sis au 1, avenue d'Albigny 74041 ANNECY Cedex, représenté par M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental de la Haute-Savoie, agissant conformément à la délibération de la commission permanente n° CP-2017- du 6 février 2017

ET

D'AUTRE PART,

La commune de Nancy-sur-Cluses, sise au Chef-Lieu, 74300 Nancy-sur-Cluses, représentée par son maire, Mme Sylviane NOEL.

PREAMBULE

Suite aux importantes précipitations survenues en 2014-2015 et aux dégradations ayant entrainé l'affaissement communale n°11, la commune de Nancy-sur-Cluses sollicite l'aide exceptionnelle du Département de la Haute-Savoie afin de remettre en état et de sécuriser le tronçon de voirie ayant subis d'importants dégâts. L'aide financière apportée par le Département permettra l'accomplissement des travaux rendus nécessaires.

*****

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de versement par le Département de la Haute-Savoie d'une aide exceptionnelle allouée à la commune de Nancy-sur-Cluses afin de l'aider à engager les travaux de sécurisation et de remise en état de la voirie suite aux dégâts exceptionnels provoqués par les intempéries survenues sur la période 2014-2015.

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Le Département accorde une subvention de 50 % d'une dépense subventionnable de 54 390 euros HT.

Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à 27 195 euros.

La subvention sera créditée au compte bancaire de la commune selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 3 : MODALITE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention sera versée en deux fois selon les modalités suivantes :

- 50%, soit 13 597,50 euros, sur présentation du procès verbal d'appel d'offres, de commandes signées et/ou de factures acquittées qui doivent représenter 50% de la dépense subventionnable,

- 50%, soit 13 597,50 euros, sur présentation de l'état récapitulatif des dépenses visé en original par le trésorier payeur.

Dans l'éventualité où les travaux effectivement réalisés par la commune n'atteindraient pas le montant prévisionnel pris en compte pour le calcul de la subvention, le montant total de la subvention accordée par le Département sera réajusté.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE LA COMMUNE DE NANCY-SUR-CLUSES :

La commune de Nancy-sur-Cluses, maître d'ouvrage des travaux de sécurisation et de remise en état de la voirie s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne réalisation des travaux de sécurisation et de remise en état de la voirie,
- fournir un compte rendu d'exécution de cet engagement dans les 12 mois suivant la réalisation des travaux,
- faciliter le contrôle par les services du Département de la Haute-Savoie de la réalisation effective des travaux, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables.
- communiquer, sur demande du Département, tout document utile lui permettant de contrôler l'utilisation faite de la subvention.

De manière générale, la Commune de Nancy-sur-Cluses s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département de la réalisation des objectifs, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 5 : COMMUNICATION SUR L'AIDE DEPARTEMENTALE

L'aide du Département doit être mentionnée dans tout support d'information et de communication, et apparaître en tout lieu en ayant bénéficié. Le Département devra être associé et représenté dans toute manifestation ou inauguration concernant la réalisation faisant l'objet d'une aide départementale.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La convention prend effet à compter de sa signature et s'achèvera au 1er janvier 2018.

ARTICLE 7 : CADUCITE DE LA SUBVENTION

La demande de paiement devra être effectuée avant le 1er janvier 2018. Au-delà de ce délai, la subvention sera considérée comme caduque et donc annulée. Il en sera de même en cas de non réalisation des travaux.

ARTICLE 8 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention ainsi que de ses annexes, définies d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

ARTICLE 9 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non–respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie dans un délai de 2 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Annecy, en deux exemplaires, le

| Pour le Département de la Haute-Savoie<br>le Président | Pour la Commune de Nancy-sur-Cluses<br>le Maire |
|---|---|
| Christian MONTEIL | Sylviane NOEL |

# Avenant à la convention entre le Département de la HAUTE-SAVOIE et le SIVOM de la VALLEE D'AULPS

Entre

Le Département de la Haute-Savoie, ci-après désigné par « le Département », représenté par son Président Christian MONTEIL, dûment habilité à signer le présent avenant par délibération de la Commission Permanente n° CP-2017- du 6 février 2017, d'une part,

Et

Le SIVOM de la Vallée d'Aulps, représentée par son président, Monsieur Gérard BERGER, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

La convention du 8 décembre 2015 fixe les modalités du soutien financier du Département au SIVOM de la Vallée d'Aulps pour la sécurisation et la remise en état de la voirie communale suite aux événements climatiques du début mai 2015. L'aide départementale y est fixée à 19 882,60 €.

L'article 6 de cette convention d'origine précise que la demande de paiement devra être effectuée avant le 30 juin 2017.

Le syndicat ne pouvant pas justifier des dépenses réalisées dans les délais impartis, il sollicite par conséquent un report de la date limite de demande de paiement.

Article 1 : Objet de l'avenant

L'objet du présent avenant est de reporter la date limite de demande de paiement inscrite dans la convention initiale du 8 décembre 2015 établie entre le Département de la Haute-Savoie et le SIVOM de la Vallée d'Aulps.

Article 2 : Date de demande de paiement

L'article 6 de la convention initiale est modifié comme suit :
La demande de paiement devra être effectuée avant le 30 juin 2018.
Au-delà de ce délai, la subvention sera réputée caduque et donc sera annulée. Il en sera de même en cas de non réalisation des travaux.
Le présent avenant entre en vigueur au jour de sa signature.

Article 3 : Durée de la convention

La convention prend effet à compter du 8 décembre 2015 et s'achèvera au 30 juin 2018.

Article 4 : Autres articles

Tous les autres articles de la convention d'origine restent inchangés et demeurent applicables de plein droit.

Fait à Annecy, en deux exemplaires, le

| Pour le Département de la Haute-Savoie<br>Le Président | Pour le SIVOM de la Vallée d'Aulps<br>Le Président |
|---|---|
| Christian MONTEIL | Gérard BERGER |

# Avenant à la convention entre le Département de la HAUTE-SAVOIE et la commune de SAINT-PAUL-EN-CHABLAIS

Entre

Le Département de la Haute-Savoie, ci-après désigné par « le Département », représenté par son Président Christian MONTEIL, dûment habilité à signer le présent avenant par délibération de la Commission Permanente n° CP-2017- du 6 février 2017, d'une part,

Et

La commune de Saint-Paul-en-Chablais, représentée par son maire, Monsieur Bruno GILLET, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

La convention du 8 décembre 2015 fixe les modalités du soutien financier du Département à la commune de Saint-Paul-en-Chablais pour la sécurisation et la remise en état de la voirie communale suite aux événements climatiques du début mai 2015. L'aide départementale y est fixée à 60 922,20 €.

L'article 6 de cette convention d'origine précise que la demande de paiement devra être effectuée avant le 30 juin 2017.

La commune ne pouvant pas justifier des dépenses réalisées dans les délais impartis, elle sollicite par conséquent un report de la date limite de demande de paiement.

Article 1 : Objet de l'avenant

L'objet du présent avenant est de reporter la date limite de demande de paiement inscrite dans la convention initiale du 8 décembre 2015 établie entre le Département de la Haute-Savoie et la commune de Saint-Paul-en-Chablais.

Article 2 : Date limite de paiement

L'article 6 de la convention initiale est modifié comme suit :
La demande de paiement devra être effectuée avant le 30 juin 2018.
Au-delà de ce délai, la subvention sera réputée caduque et donc sera annulée. Il en sera de même en cas de non réalisation des travaux.
Le présent avenant entre en vigueur au jour de sa signature.

Article 3 : Durée de la convention

La convention prend effet à compter du 8 décembre 2015 et s'achèvera au 30 juin 2018.

Article 4 : Autres articles

Tous les autres articles de la convention d'origine restent inchangés et demeurent applicables de plein droit.

Fait à Annecy, en deux exemplaires, le

| Pour le Département de la Haute-Savoie<br>Le Président | Pour la commune de Saint-Paul-en-Chablais<br>Le Maire |
|---|---|
| Christian MONTEIL | Bruno GILLET |

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0107

**OBJET : FONDS DÉPARTEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES (FDDT) - ANNÉE 2017 - MONTANT DES DOTATIONS CANTONALES**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme LHUILLIER, M. BAUD, Mme MAHUT, M. BAUD-GRASSET, Mme METRAL, M. BOCCARD, Mme REY, M. DAVIET, Mme TEPPE-ROGUET, M. EXCOFFIER, Mme TERMOZ, M. MORAND, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. PACORET, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| Mme GONZO-MASSOL, M. PUTHOD | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **29** | **Voix Pour** | **32** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **32** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 21 janvier 2002 fixant les modalités de paiement des subventions d'investissements aux communes et aux EPCI,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CG-2012-127 du 19 mars 2012 créant le Fonds Départemental pour le Développement des Territoires dans le cadre de l'évolution du dispositif des aides aux communes et intercommunalités,

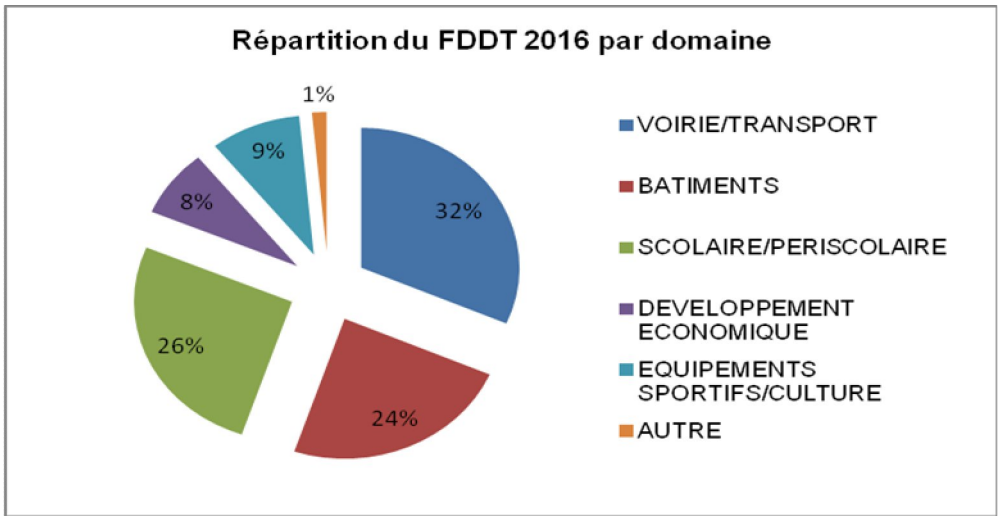
Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

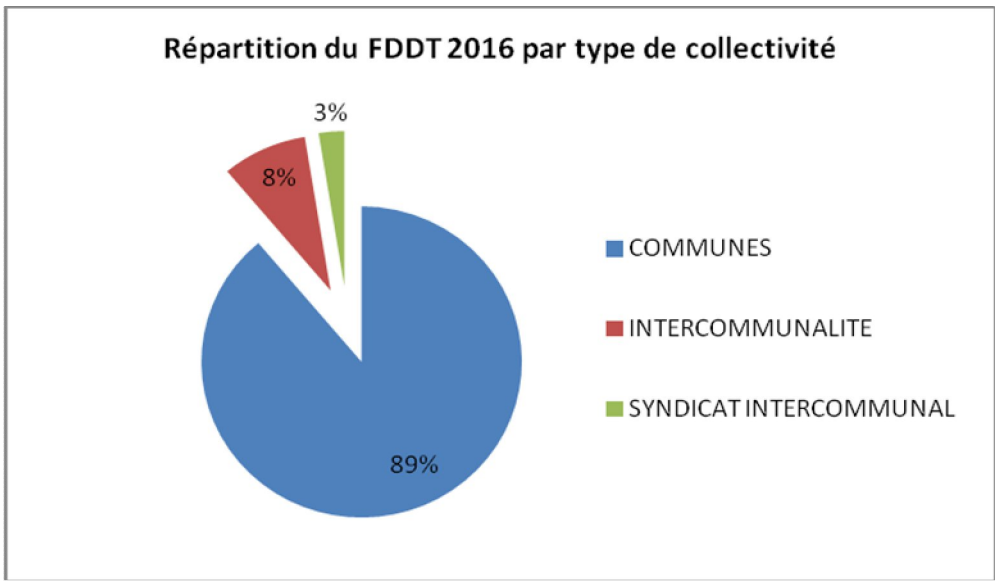
Vu la délibération n° CD-2016-079 du 12 décembre 2016 reconduisant pour 2017 le Fonds Départemental pour le Développement des Territoires et inscrivant au Budget Primitif 2017 une Autorisation de Programme et des Crédits de Paiement à hauteur de 20 000 000 €,

Vu l'avis favorable émis par la 7ème Commission Aménagement du Territoire, Politique de l'Habitat, Développement Durable, Environnement, Agriculture, Forêt, Coopérations Européennes et Transfrontalières lors de sa réunion du 23 janvier 2017.

Le Conseil départemental, lors du vote du Budget Primitif 2017, a décidé de reconduire le Fonds Départemental pour le Développement des Territoires et de doter ce fonds d'une enveloppe globale de 20 000 000 € (Autorisation de Programme et Crédits de Paiement). Pour mémoire, ces 20 000 000 € sont alimentés à part égale par la Compensation Financière Genevoise et le Budget Général.

En 2016, la répartition du FDDT par domaine et par type de collectivité a été la suivante :






## I. ENVELOPPES CANTONALES

Il est proposé à la Commission Permanente de reconduire pour 2017 la répartition entre cantons de l'enveloppe globale de 20 millions du FDDT, conformément au tableau ci-dessous :

| Cantons | Montants |
|---|---|
| ANNECY 1 | 672 390 € |
| ANNECY 2 | 304 666 € |
| ANNECY-LE-VIEUX | 894 071 € |
| ANNEMASSE | 1 414 862 € |
| BONNEVILLE | 1 502 760 € |
| CLUSES | 1 252 343 € |
| EVIAN-LES-BAINS | 1 559 545 € |
| FAVERGES | 987 115 € |
| GAILLARD | 1 307 181 € |
| LA ROCHE-SUR-FORON | 1 824 934 € |
| MONT-BLANC | 555 297 € |
| RUMILLY | 1 130 445 € |
| SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS | 2 437 424 € |
| SALLANCHES | 485 090 € |
| SCIEZ | 1 970 670 € |
| SEYNOD | 662 058 € |
| THONON-LES-BAINS | 1 039 149 € |
| TOTAL | **20 000 000 €** |

## II. DEPOT ET INSTRUCTION DES DEMANDES DE SUBVENTION

Toute demande de subvention dans le cadre du FDDT devra nécessairement comporter :

- une fiche de demande de subvention dûment remplie, datée et signée,
- la délibération du conseil municipal ou communautaire adoptant l'opération et sollicitant l'aide du Département,
- le (ou les) devis ou rapport(s) estimatif(s).

Les demandes de subvention devront être adressées aux conseillers départementaux concernés ainsi qu'au service des solidarités territoriales au plus tard le 17 avril 2017.

Il appartiendra aux conseillers départementaux de faire parvenir au service des solidarités territoriales leur proposition de programmation des projets à financer au plus tard le 30 juin 2017.

L'objectif de ce calendrier de travail est de soumettre l'ensemble des propositions de programmations cantonales au vote de la Commission Permanente lors de ses sessions des mois de juillet à septembre 2017.

### III. MODALITES DE GESTION DU FONDS DEPARTEMENTAL POUR LE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

Par ailleurs, il est proposé à la Commission Permanente de préciser certaines modalités de gestion du FDDT. Ainsi :

- les programmations établies par les conseillers départementaux devront proposer d'affecter au moins 10 % de l'enveloppe globale de chaque dotation cantonale à des projets favorisant la transition énergétique,

- seules les dépenses postérieures au dépôt du dossier de demande de subvention sont éligibles. A titre exceptionnel, si la date de commencement de l'opération est antérieure à la date de réception du dossier, il sera possible de retenir des dépenses effectuées à une date antérieure de moins de 6 mois à la date de réception du dossier,

- l'aide globale du Département (FDDT et autres programmes) pour un projet d'investissement ne peut excéder la part d'autofinancement du maître d'ouvrage. Exception peut être faite pour les communes de moins de 1 000 habitants (population DGF), pour lesquelles la part d'aide publique est plafonnée à 80 % du coût de l'opération, le maître d'ouvrage devant nécessairement assumer au moins 20 % du financement, conformément à la législation en vigueur,

- la durée de validité des subventions est de 3 ans à compter de la date de la délibération de la Commission Permanente. Exceptionnellement, ce délai peut être prolongé d'une année supplémentaire sur demande dûment justifiée du Maire de la commune ou du Président de la structure intercommunale. Au-delà de ce délai, la subvention sera annulée,

- le transfert de la subvention sur un autre projet ne peut être qu'exceptionnel et doit être dûment justifié par la collectivité concernée. Il ne peut avoir comme effet de prolonger le délai de validité de la subvention initiale au-delà d'une année supplémentaire. Il ne peut y avoir transfert si un acompte a déjà été versé. Le transfert ne peut intervenir qu'au bénéfice d'un projet qui n'a pas été commencé,

- les travaux concernant les réseaux d'adduction en eau potable, de collecte et de traitement des eaux usées ainsi que les travaux sur les réseaux d'électricité, de gaz et de télécommunication ne sont pas éligibles au FDDT,

- le bénéficiaire d'une subvention, désigné dans la délibération, doit supporter effectivement la dépense correspondant à l'objet subventionné. Toutefois, si, à titre exceptionnel, le bénéficiaire de la subvention prévoit de reverser tout ou partie de la subvention à d'autres tiers, le Département formalisera son accord dans le cadre d'une convention prévoyant expressément le reversement,

- le montant de subvention versé se calcule en appliquant le taux retenu aux dépenses HT éligibles justifiées. La TVA récupérable par le bénéficiaire est exclue de la dépense subventionnable.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**ADOPTE** les propositions fixant le montant des dotations cantonales et les modalités de gestion du Fonds Départemental pour le Développement des Territoires 2017.

**PRECISE** que chaque dotation cantonale fera l'objet d'une affectation par la Commission Permanente, sur proposition des conseillers départementaux et après avis de la 7ème Commission Aménagement du Territoire, Politique de l'Habitat, Développement Durable, Environnement, Agriculture, Forêt, Coopérations Européennes et Transfrontalières.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0108

**OBJET : COMPENSATION FINANCIÈRE GENEVOISE - 44EME TRANCHE - RÉPARTITION DU FONDS DÉPARTEMENTAL D'INTERVENTIONS STRUCTURANTES (FDIS)**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme LHUILLIER, M. BAUD, Mme MAHUT, M. BAUD-GRASSET, Mme METRAL, M. BOCCARD, Mme REY, M. DAVIET, Mme TEPPE-ROGUET, M. EXCOFFIER, Mme TERMOZ, M. MORAND, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. PACORET, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| Mme GONZO-MASSOL, M. PUTHOD | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **29** | **Voix Pour** | **32** |
| **Représenté(e)(s) :** | **3** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **32** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération n° CD-2016-105 du 13 décembre 2016 portant sur la répartition de la 44ème tranche de la Compensation Financière Genevoise,

Vu l'avis favorable du Groupe mixte frontalier du 6 janvier 2017.

Le Conseil départemental, par délibération n° CD-2016-105 du 13 décembre 2016, a établi la répartition de la dotation de 198 826 116 € reçue au titre de la Compensation Financière Genevoise (44ème tranche).

La dotation a été répartie ainsi :

→ **allocations directes aux communes** ..... **108 356 345 €**
→ **allocations directes aux EPCI** ..... **9 850 577 €**
→ **allocation directe au Département** ..... **29 551 730 €**
→ **part affectée au Fonds Départemental pour le Développement des Territoires (FDDT)** ..... **10 000 000 €**
→ **part réservée au financement de l'aménagement sur site de la RD 903** ..... **1 814 580 €**
→ **Fonds Départemental d'Interventions Structurantes (FDIS)** ..... **39 252 884 €**

Le Fonds Départemental d'Interventions Structurantes pourrait être affecté aux projets et actions ci-dessous.

| Libellé de l'opération | 44ème TR |
|---|---|
| Nouvelle ligne de transport (Le Fayet - Genève) | **Transfert Région** |
| Ligne TPG (Genève-Veigy) | **Transfert Région** |
| CGN | **539 356** |
| Désenclavement du Chablais de A40 à Thonon-les-Bains et aménagement de la RD903 | **7 669 839** |
| Tram Annemasse | **4 176 500** |
| Gares CEVA : | |
| Paso gare d'Annemasse | **2 000 000** |
| Amélioration ferroviaire vallée de l'Arve | **968 334** |
| BHNS RD 1005 - Thonon - Genève | **500 000** |
| BHNS RD 1508 Nord et Sud | **500 000** |
| PN 68 Allinges | **1 000 000** |
| PN 46 Sallanches | **145 000** |
| PN 90 - 91 Reignier et PN 93 Etrembières (Part CD74 17,810 M€) | **3 000 000** |
| PEM Annemasse : | |
| Plateforme intermodale | **2 493 855** |
| Déviation routière en rive droite de l'Arve entre Bonnevile et Cluses (CD74) | **2 000 000** |
| RD 3508 doublement entre Gillon et la sortie Annecy Nord A41 | **500 000** |

| Libellé de l'opération | 44ème TR |
|---|---|
| Traitement itinéraires secteur Genevois | **1 500 000** |
| Accompagnement projets routiers secteur Genevois | **500 000** |
| Aménagement voie verte ViA Rhôna Sud Léman | **260 000** |
| Déviation de Pringy | **2 500 000** |
| Restructuration du collège Jacques Prévert à Gaillard | **2 000 000** |
| Construction du nouveau collège de l'agglomération d'Annemasse | **500 000** |
| Construction du nouveau collège du Genevois | **500 000** |
| Rénovation/restructuration du collège de Cranves-Sales | **500 000** |
| Acquisition de locaux pour les pôles de la DGA ASS - Bâtiment Celeno à Annemasse | **2 000 000** |
| Aménagement du site du CERD/Parc/Arrondissement Thonon-les-Bains | **1 500 000** |
| Aménagement des locaux de Savoie Biblio à Bons-en-Chablais | **500 000** |
| Reclassement de voiries dans l'agglomération d'Annemasse (versé aux communes) | **1 500 000** |
| **TOTAL GENERAL** | **39 252 884** |

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**ADOPTE** les propositions de répartition du Fonds Départemental d'Interventions Structurantes (FDIS).

**AUTORISE** le versement du FDIS du budget annexe de la Compensation Financière Genevoise vers le budget principal du Département pour les opérations en maîtrise d'ouvrage départementale.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0109

**OBJET : POLITIQUE MÉTHANISATION - DEMANDE D'AIDE POUR UN PROJET DE PURIFICATION, DE TRANSPORT ET D'INJECTION DANS LE RÉSEAU DE GRDF DU BIO-MÉTHANE ISSU DES BOUES DE LA STATION D'ÉPURATION D'ARENTHON - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS ROCHOIS**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. MORAND, Mme TEPPE-ROGUET, M. RUBIN, Mme TERMOZ |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY, M. EXCOFFIER à Mme DION, Mme TOWNLEY-BAZAILLE à M. BAUD-GRASSET | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. PACORET, M. PUTHOD | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **27** | **Voix Pour** | **32** |
| **Représenté(e)(s) :** | **5** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **32** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.1111-10,

Vu le Code de l'Environnement, notamment l'article L.211-7,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CG-2015-499 du 19 février 2015, concernant le contrat Plan Etat-Région 2015-2020 pour le département de la Haute-Savoie,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération du Budget Primitif n° CD-2016-080 du 12 décembre 2016,

Vu la demande de subvention de la Communauté de Communes du Pays Rochois en date du 20 septembre 2016,

Vu l'avis favorable de la 7ème Commission Aménagement du Territoire, Politique de l'Habitat, Développement Durable, Environnement, Agriculture, Forêt, Coopérations Européennes et Transfrontalières du 28 novembre 2016.

La Communauté de Communes du Pays Rochois a fait une demande de financement au département de la Haute-Savoie en date du 20 septembre 2016 relative à un projet d'injection de bio-méthane dans le réseau de gaz de l'opérateur GRDF.

Actuellement, la production du bio-gaz est rendue possible par l'existence du méthaniseur en service à la station d'épuration ARVEA située à ARENTHON. Afin de « doper » la production et de rentabiliser ainsi l'injection, le digesteur va ingérer d'autres intrants que les boues d'épuration. Le projet prévoit en effet d'accepter des gisements issus d'industriels locaux (ENILV, Fruité, Leztroy).
Le projet comprend la purification, le transport, la livraison et la mise à la pression au réseau avant l'injection du bio-méthane.

Cette opération est globalement innovante et constitue une première en France. En effet, la production et l'injection de bio-méthane à partir de co-produits (boues et déchets agro-alimentaires) ne s'est encore jamais faite sur le territoire. Il faut noter de plus l'intérêt territorial de la construction d'un réseau de gaz structurant dans une zone non desservie ainsi que l'utilisation de gaz éco-certifié et valorisé comme tel par les transporteurs locaux (biocarburant – Gaz Naturel Comprimé).

Ce type de travaux s'inscrit dans la politique du département au développement de la méthanisation et est donc éligible au dispositif d'aides départementales.

Le montant global de l'opération est de 2 627 000 € HT et compte tenu des règles internes de financement d'une telle opération, le montant de la subvention pourrait être de 10% du total, soit 262 700 € HT selon le plan de financement prévisionnel ci-dessous :

| | Montant (HT) | Taux |
|---|---|---|
| Coût total opération | 2 627 000 € | |
| Aide AE RMC | 500 000 € | 19 % |
| Aide Région | 450 000 € | 17 % |
| Proposition aide du Département | 262 700 € | 10 % |
| Reste à charge de la CC du Pays Rochois | 1 414 300 € | 54 % |

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**ATTRIBUE** une aide de 262 700 € pour les travaux permettant la production, le transport et l'injection de bio-méthane dans le réseau de GRDF.

**DECIDE** d'affecter l'Autorisation de Programme n° 04010001016 Intitulée : « Subvention méthanisation CPER » à l'opération définie ci-dessous.

| **Code Imputation (clé)** Pour information et non voté | **Code affectation** | **Code de l'opération** | **Libellé de l'Opération** | **Montant affecté à l'opération** | **Echéancier de l'affectation** Pour information et non voté | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 2017 | 2018 |
| ADO1D00042 | AF17ADO001 | 17ADO00159 | Injection bio-gaz CCPR | 262 700,00 | 157 620,00 | 105 080,00 |
| | | | Total | 262 700,00 | 157 620,00 | 105 080,00 |

**AUTORISE** le versement de la subvention d'équipement à la collectivité figurant dans le tableau ci-dessous :

| **Imputation : ADO1D00042** | | |
|---|---|---|
| **Nature** | **AP** | **Fonct.** |
| 204142 | 04010001016 | 731 |
| Subventions aux communes et structures intercommunales | Subvention méthanisation CPER | |

| **Code affectation** | **N° d'engagement CP** Obligatoire sauf exception justifiée | **Bénéficiaires de la répartition** | **Montant global de la subvention** |
|---|---|---|---|
| AF17ADO001 | | COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS ROCHOIS | 262 700,00 |
| | | **Total de la répartition** | **262 700,00** |

**PRECISE** que le versement se fera selon les modalités suivantes :

- un acompte de 60 % au vu du bon de commande ou de l'ordre de service, ou de l'acte d'engagement ;

- le solde sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses, visé par le percepteur, pour l'opération considérée. Si le montant des travaux réellement exécutés n'atteint pas le montant de la dépense retenue pour le calcul de la subvention, le versement du solde sera ajusté en conséquence.

Les demandes de paiement devront être effectuées dans un délai maximum de trois ans à compter de la notification de la subvention au pétitionnaire.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0110

**OBJET : PLAN TOURISME**
**COMMUNE DE CHATEL – ACCOMPAGNEMENT FINANCIER DU PROJET NEIGE DE CULTURE 2016-2017**
**COMMUNE DE PRAZ SUR ARLY – PLAN D'EAU DE CASSIOZ « 4 SAISONS »**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. MORAND, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY, M. EXCOFFIER à Mme DION, Mme TOWNLEY-BAZAILLE à M. BAUD-GRASSET | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. PUTHOD | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **28** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **5** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu la loi NOTRe n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CG-2012-236 du 11 décembre 2012 qui définit la mise en œuvre du Plan Tourisme pour 2013-2022,

Vu la délibération n° CG-2013-271 du 24 juin 2013, portant sur les modalités administratives et financières de mise en œuvre du Plan Tourisme 2013-2022,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 donnant délégation à la Commission Permanente du Conseil départemental,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2016-078 du 12 décembre 2016, portant sur le vote du Budget Primitif 2017,

Vu la demande de subvention présentée par la Commune de CHATEL, auprès du Département de la Haute-Savoie, en date du 25 mai 2016,

Vu la demande de subvention de la Commune de PRAZ-SUR-ARLY, auprès du Département de la Haute-Savoie en date du 1er juillet 2016,

Vu les avis favorables émis par la 6ème Commission Tourisme, Lacs et Montagne lors de ses séances des 24 juin et 26 août 2016.

**I – <u>Commune de CHATEL – Programme Neige de culture 2016/2017</u>**

Après les nouvelles liaisons inter-domaines ouvertes en 2015 et qui permettent une meilleure répartition de la clientèle sur l'ensemble des deux domaines skiables, la commune de CHATEL s'engage à conforter la qualité du manteau neigeux. L'objectif poursuivi est de pouvoir garantir l'activité ski, tout en limitant et simplifiant les temps de trajet de ses skieurs par une meilleure lisibilité de son offre. Son programme neige de culture cible les espaces débutants, les pistes retours et de liaisons et les fronts de neige ; le tout en optimisant la gestion des ressources (eau et énergie).

<u>Plan d'actions 2016/2022</u> :

| Phase | Date de réalisation | Intitulé | Moyens / Objectifs opérationnels | Budget H.T |
|---|---|---|---|---|
| Phase 1 | 2016 | Enneigement piste retour station secteur débutant Pré-La-Joux | Installation d'une snow factory | 406 600 € |
| Phase 2 | 2016 | Rénovation de l'installation existante | Gain de productivité en neige<br>Economie d'énergie | 1 094 670 € |
| Phase 3 | 2017-2018 | Enneigement de 2 pistes retour station (Piste forestière à la zone de confluence / piste Aity au parking du Linga) | Equipement en neige de culture pour une production cumulée de 26 000 $m^3$ de neige par campagne | 2 610 075 € |
| Phase 4 | 2019-2022 | Requalification du secteur de super Châtel avec création d'un front de neige avec espace dédié aux familles | Bonne exposition,<br>Secteur au cœur du domaine grâce aux liaisons interdomaines,<br>Répond aux attentes du label famille +,<br>Secteur ouvert au développement "montagne 4 saisons" | non chiffré à ce jour |
| | | | TOTAL HORS PHASE 4 | 4 111 345 € |

La commune de CHATEL sollicite un accompagnement financier d'un montant global de 600 000 € auprès du Département au titre du plan tourisme, axe 2 « Soutenir la dynamique de nos stations de sport d'hiver », action 2.1 « Programme de neige de culture », pour les trois premières phases de son programme Neige de culture 2016/2022, sur un budget d'opération de 4 111 345 €.

La présente délibération porte sur l'accompagnement du Département d'un montant de 450 381 € au titre du Plan Tourisme, axe 2 « Soutenir la dynamique de nos stations de sport d'hiver », action 2.1 « Programme de neige de culture », **des phases 1 et 2 du programme communal Neige de culture 2016/2022**, soit sur un budget d'opération de 1 501 270 €.

| Nom de la commune ou de l'EPCI : | Commune de Châtel | |
|---|---|---|
| Projet faisant l'objet d'une demande de financement : | Phases 1 et 2 du programme Neige de Culture 2016/2022 | |
| Coût du projet H.T : | 1 501 270 € | |
| COFINANCEMENTS | Montant H.T | En % du coût H.T |
| Département de la Haute-Savoie - Plan Tourisme | 450 381 € | 30% |
| Région Auvergne-Rhône Alpes | 345 292 € | 23% |
| TOTAL DES COFINANCEMENTS | 795 673 € | 53% |

| | | |
|---|---|---|
| Participation de la Commune de Châtel | 705 597 € | 47% |
| Durée du conventionnement | 4 ans soit 2016-2019 | |

Dès lors, le Département, au titre du Plan Tourisme, apporte une aide financière d'un montant total de : **450 381 € (30 %)**.

Le versement de l'aide départementale interviendra selon les modalités indiquées dans le projet de convention joint en annexe.

## II – Commune de PRAZ-SUR-ARLY – Plan d'eau de Cassioz « 4 saisons »

La commune de PRAZ-SUR-ARLY a confié la gestion de son domaine skiable, via un contrat de délégation de service public, à l'opérateur Val d'Arly Labellemontagne, mais garde à sa charge les investissements en matière de neige de culture, dont la création de retenue collinaire.

Devant la nécessité de conforter et diversifier son développement touristique « 4 saisons », elle s'engage dans la création d'une retenue collinaire qui permettra :

- d'assurer un approvisionnement en eau pour la fabrication de neige de culture sur la partie front de neige des Varins, et si les essais sont favorables, à substituer la prise d'eau de l'Arly,
- de proposer un lac de baignade qui viendra conforter la base de loisirs située de l'autre côté de l'Arly en proposant de nouvelles activités.

La commune sollicite un accompagnement financier d'un montant de 797 580 € auprès du Département au titre du plan tourisme, axe 2 « Soutenir la dynamique de nos stations de sport d'hiver », action 2.1 « Programme de neige de culture » et action 2.2 « Programme de modernisation, diversification, qualité d'accueil des stations et des sites été/hiver », sur un budget global d'opération de 2 658 600 €.

La présente délibération porte sur l'accompagnement du Département, d'un montant de 586 080 €, au titre du Plan Tourisme, axe 2 « Soutenir la dynamique de nos stations de sport d'hiver », action 2.2 « Programme de modernisation, diversification, qualité d'accueil des stations et des sites été/hiver », sur un budget d'opération de dépenses éligibles s'élevant à 1 953 600 €.

| Nom de la commune ou de l'EPCI : | Commune de Praz sur Arly | |
|---|---|---|
| Projet faisant l'objet d'une demande de financement : | Plan d'eau de Cassioz "4 saisons" dépenses éligibles Plan Tourisme | |
| Coût du projet H.T : | 1 953 600 € | |
| COFINANCEMENTS | Montant H.T | En % du coût H.T |
| Région Auvergne-Rhône Alpes | 324 000 € | 17% |
| Département de la Haute-Savoie - Plan Tourisme | 586 080 € | 30% |
| TOTAL DES COFINANCEMENTS | 910 080 € | 47% |

| | | |
|---|---|---|
| Participation de la Commune de Praz sur Arly | 1 043 520 € | 53% |
| Durée du conventionnement | 4 ans soit 2016-2019 | |

Dès lors, le Département, au titre du Plan Tourisme, apporte une aide financière d'un montant total de : 586 080 € (30 %) sur les dépenses éligibles au Plan Tourisme.

Le versement de l'aide départementale interviendra selon les modalités indiquées dans le projet de convention joint en annexe

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**I – <u>Commune de CHATEL – Programme Neige de culture 2016/2017</u>**

**ACCORDE** une subvention de 450 381 € à la commune de CHATEL.

**AUTORISE** la passation d'une convention entre le Département et la commune de CHATEL portant sur le programme neige de culture 2016-2017.

**AUTORISE** M. le Président à signer la convention jointe en annexe A.

**DECIDE** d'affecter l'Autorisation de Programme n° 08050002009 intitulée « PLAN TOURISME » à l'opération définie ci-dessous :

| **Code Imputation (clé)** Pour information et non voté | **Code affectation** | **Code de l'opération** | **Libellé de l'Opération** | **Montant affecté à l'opération** | **Echéancier de l'affectation** Pour information et non voté | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 2017 | 2018 | 2019 |
| TOU1D00033 | AF17TOU004 | 17TOU00161 | Subvention Commune de CHATEL programme neige de culture 2016/2017 | 450 381,00 | 80 000,00 | 200 000,00 | 170 381,00 |
| | | | Total | 450 381,00 | 80 000,00 | 200 000,00 | 170 381,00 |

**AUTORISE** le versement de la subvention d'équipement à l'organisme figurant dans le tableau ci-après :

| Imputation : TOU1D00033 | | |
|---|---|---|
| **Nature** | **AP** | **Fonct.** |
| 204142 | 08050002009 | 94 |
| Subventions aux communes et structures intercommunales – Bâtiments et installations | Plan tourisme | |

| **Code affectation** | **N° d'engagement CP** Obligatoire sauf exception justifiée | **Bénéficiaires de la répartition** | **Montant global de la subvention** |
|---|---|---|---|
| AF17TOU004 | Exception justifiée | Commune de Châtel | 450 381,00 |
| | | **Total de la répartition** | **450 381,00** |

**DIT** que le versement s'effectuera selon les modalités indiquées dans le projet de convention ci-annexé.

**II – <u>Commune de PRAZ SUR ARLY – Plan d'eau de Cassioz « 4 saisons »</u>**

**ACCORDE** une subvention de 586 080 € à la commune de PRAZ-SUR-ARLY.

**AUTORISE** M. le Président à signer la convention jointe en annexe B.

**DECIDE** d'affecter l'Autorisation de Programme n° 08050002009 intitulée « PLAN TOURISME » à l'opération définie ci-dessous :

| **Code Imputation (clé)** Pour information et non voté | **Code affectation** | **Code de l'opération** | **Libellé de l'Opération** | **Montant affecté à l'opération** | **Echéancier de l'affectation** Pour information et non voté | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 2017 | 2018 | 2019 |
| TOU1D00033 | AF17TOU005 | 17TOU00167 | Subvention Commune de PRAZ SUR ARLY plan d'eau de Cassioz « 4 saisons » | 586 080,00 | 117 000,00 | 140 000,00 | 329 080,00 |
| | | | Total | 586 080,00 | 117 000,00 | 140 000,00 | 329 080,00 |

**AUTORISE** le versement de la subvention d'équipement à l'organisme figurant dans le tableau ci-après :

| Imputation : TOU1D00033 | | |
|---|---|---|
| **Nature** | **AP** | **Fonct.** |
| 204142 | 08050002009 | 94 |
| Subventions aux communes et structures intercommunales – Bâtiments et installations | Plan Tourisme | |

| **Code affectation** | **N° d'engagement CP** Obligatoire sauf exception justifiée | **Bénéficiaires de la répartition** | **Montant global de la subvention** |
|---|---|---|---|
| AF17TOU005 | Exception justifiée | Commune de PRAZ-SUR-ARLY | 586 080,00 |
| | | **Total de la répartition** | **586 080,00** |

**DIT** que le versement s’effectuera selon les modalités indiquées dans le projet de convention ci-annexé.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE – DEVELOPPEMENT TERRITORIAL**
Pôle Animation territoriale et Développement durable
Service Tourisme et Attractivité
20 avenue du Parmelan CS 32444
74041 ANNECY CEDEX
Tél. : 04.50.33.58.67

# CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE ET LA COMMUNE DE CHATEL RELATIVE AU PROGRAMME NEIGE DE CULTURE 2016 – 2017

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, sis à l'Hôtel du Département, CS 32444 – 74041 Annecy, représenté par son Président, M. Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente n° CP-2017- du 6 février 2017,

Et désigné sous le terme « le Conseil Départemental », d'une part

**ET**

La commune de Châtel, sis 109 route du Centre – 74390 CHATEL, représentée par son Maire, M. Nicolas RUBIN, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal n° en date du

Et désigné sous le terme « la commune de Châtel », d'autre part.

---

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite loi NOTRe),

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n° CG-2012-236 du 11/12/2012 qui définit la mise en œuvre du Plan Tourisme pour 2013-2022,

VU la délibération CG 2013-271 du 24 juin 2013, portant sur les modalités administratives et financières de mise en œuvre du Plan Tourisme 2013-2022,

VU la délibération n°CD-2015-003 du 02 avril 2015 donnant délégation à la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU la délibération n° CD 2015-092 du 05 décembre 2016, portant sur le vote du Budget Primitif 2017,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Haute-Savoie n° CP-2017- du 6 février 2017,

VU la demande de subvention présentée auprès du Conseil Départemental de la Haute-Savoie en date du 24 mai 2016,

VU l'avis favorable émis par la 6ème Commission Tourisme, Lac et Montagne lors de sa séance du 24 juin 2016,

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

## *PREAMBULE*

Lors des séances du 11 décembre 2012 et du 24 juin 2013, l'Assemblée départementale, en continuité du Plan Montagne initié en 2006, a validé le Plan Tourisme 2013-2022 dont les grandes orientations s'adressent désormais à l'ensemble du territoire haut-savoyard dans le but d'encourager un développement humain, social, économique et culturel.

Dans ce cadre, le Département de la Haute-Savoie a décidé d'encourager les actions de développement touristique menées par les collectivités, dans un esprit de solidarité et d'intérêt d'aménagement du territoire.

Pour ce faire, il est proposé que des conventions définissant les modalités de l'aide et la nature des actions soutenues soient établies avec les communes et les intercommunalités.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités d'attribution de la subvention octroyée à la commune de Châtel, par le Conseil Départemental, pour son programme de neige de culture 2016/2017.

## *Article 1 - OBJET DU CONVENTIONNEMENT*

La station de Châtel, station du domaine skiable international des Portes du Soleil, est composée de deux domaines skiables, Super Châtel et Linga, connectés depuis 2015 par des liaisons inter-domaines cofinancées par le Département à hauteur de 1 000 000 € au titre des Grands Projets du Plan Tourisme, sur un budget global de 15 748 319 € H.T.

Ces nouvelles liaisons permettent une meilleure répartition de la clientèle sur l'ensemble des deux domaines skiables. La commune de Châtel tient maintenant à conforter, dans la mesure du possible, la qualité du manteau neigeux fortement impacté par des débuts de saison difficiles, tout en limitant et simplifiant les temps de trajet de ses skieurs par une meilleure lisibilité de l'offre. Son programme cible les espaces débutants, les pistes retours et de liaisons et les fronts de neige ; le tout en optimisant la gestion des ressources (eau et énergie).

<u>Objectifs du programme Neige de culture 2016/2022</u> :

- Supprimer une grande partie des navettes bus reliant les trois secteurs du domaine skiable par la sécurisation en neige de deux pistes retours et liaison,

- Améliorer la circulation intra station afin de faire gagner du temps sur la pratique du ski par rapport au temps actuel de transport,

- Sécuriser au maximum la pratique du ski débutant en sectorisant la pratique (familiale, compétitive, sportive, etc.) sur l'ensemble du domaine,

- Faciliter l'organisation familiale des vacanciers et usagers des cours de ski débutants pour limiter leurs déplacements.

Plan d'actions 2016/2022 :

| Phase | Date de réalisation | Intitulé | Moyens / Objectifs opérationnels | Budget H.T |
|---|---|---|---|---|
| Phase 1 | 2016 | Enneigement piste retour station secteur débutant Pré-La-Joux | Installation d'une snow factory | 406 600 € |
| Phase 2 | 2016 | rénovation de l'installation existante | Gain de productivité en neige<br>Economie d'énergie | 1 094 670 € |
| Phase 3 | 2017-2018 | Enneigement de 2 pistes retour station (Piste forestière à la zone de confluence / piste Aity au parking du Linga) | Equipement en neige de culture pour une production cumulée de 26 000 $m^3$ de neige par campagne | 2 610 075 € |
| Phase 4 | 2019-2022 | requalification du secteur de super Châtel avec création d'un front de neige avec espace dédié aux familles | Bonne exposition,<br>Secteur au cœur du domaine grâce aux liaisons interdomaines,<br>Répond aux attentes du label famille +,<br>Secteur ouvert au développement "montagne 4 saisons" | non chiffré à ce jour |
| | | | TOTAL HORS PHASE 4 | 4 111 345 € |

La commune de Châtel sollicite un accompagnement financier d'un montant global de 600 000 € auprès du Département au titre du plan tourisme, axe 2 « Soutenir la dynamique de nos stations de sport d'hiver », action 2.1 « Programme de neige de culture », pour les trois premières phases de son programme Neige de culture 2016/2022, sur un budget d'opération de 4 111 345 €.

La présente convention porte sur l'accompagnement du Département, au titre du Plan Tourisme, axe 2 « Soutenir la dynamique de nos stations de sport d'hiver », action 2.1 « Programme de neige de culture », des phases 1 et 2 du programme communal Neige de culture 2016/2022, soit sur un budget d'opération de 1 501 270 €.

### *Article 2 - INTERVENTION FINANCIERE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL*

Cette convention précise les engagements de la commune de Châtel et du Conseil Départemental pour l'attribution de la subvention octroyée. La commune de Châtel s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, le programme d'actions détaillé ci-dessous :

| Phase | Date de réalisation | Intitulé | Moyens / Objectifs opérationnels | Budget H.T |
|---|---|---|---|---|
| Phase 1 | 2016 | Enneigement piste retour station secteur débutant Pré-La-Joux | Installation d'une snow factory | 406 600 € |
| Phase 2 | 2016 | Rénovation de l'installation existante | Gain de productivité en neige<br>économie d'énergie | 1 094 670 € |
| | | | TOTAL | 1 501 270 € |

**Plan de financement :**

| Nom de la commune ou de l'EPCI : | Commune de Châtel | |
|---|---|---|
| Projet faisant l'objet d'une demande de financement : | Phases 1 et 2 du programme Neige de Culture 2016/2022 | |
| Coût du projet H.T : | 1 501 270 € | |
| COFINANCEMENTS | Montant H.T | En % du coût H.T |
| Département de la Haute-Savoie - Plan Tourisme | 450 381 € | 30% |
| Région Auvergne-Rhône Alpes | 345 292 € | 23% |
| TOTAL DES COFINANCEMENTS | 795 673 € | 53% |
| | | |
| Participation de la Commune de Châtel | 705 597 € | 47% |
| Durée du conventionnement | 4 ans soit 2016-2019 | |

Dès lors, le Département, au titre du Plan Tourisme, apporte une aide financière d'un montant total de : **450 381 € (30 %)**.

L'opération est prévue à l'échéancier 2016-2019.

### *Article 3 – DUREE DU CONTRAT*

Ce contrat prendra effet à partir de la date de signature du dernier signataire de la présente convention.

Il est conclu pour la durée 2016-2019 soit jusqu'au 31 décembre 2019. L'envoi des pièces justificatives pour versement de la subvention devra quant à lui intervenir avant le 31 octobre 2019 en raison de la clôture de l'exercice budgétaire du Département.

### *Article 4 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION DEPARTEMENTALE*

Les paiements interviendront sur présentation des factures acquittées et visées par le comptable du Trésor Public, **sous réserve de la disponibilité des crédits au budget départemental**. Le solde sera versé au vu d'une déclaration d'achèvement de l'opération, établie et certifiée par le maître d'ouvrage, et du décompte final de l'action subventionnée visé par le comptable du Trésor Public.

Dans l'éventualité où le montant final de l'opération s'avèrerait inférieur au prévisionnel annoncé (1 501 270 € HT), le solde de versement de la subvention sera réajusté de manière à ce que le montant maximal de l'aide apportée par le Conseil Départemental soit proratisé, conformément aux dispositifs du Plan Tourisme « 2013-2022 » en vigueur, à un taux de 30 % pour les phases 1 et 2 du programme Neige de Culture 2016-2022 engagée par la commune de Châtel. De la même manière et dans l'éventualité où le montant final de l'opération serait supérieur à 1 501 270 € HT, l'aide apportée par le Conseil Départemental ne pourra excéder 450 381 €.

S'il advenait qu'un autre partenaire financier attribue une subvention modifiant le plan de financement initial, le taux d'intervention du Département pourra être revu à la baisse afin de respecter le critère suivant : « Le Département ne peut en aucun cas apporter une participation supérieure au montant financé par le maître d'ouvrage ».

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par la Commune, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer le Département sans délai par courrier. Le Département pourra diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par la Commune et avoir préalablement entendu ses représentants.

### *Article 5 - CONTROLE*

La Commune s'engage à répondre sans délai à toute demande d'information et à se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, diligenté par le Département.

### *Article 6 - COMMUNICATION*

La Commune devra apposer une plaque mentionnant la participation du Département à la réalisation de l'équipement subventionné. Celle-ci sera installée au plus tard lors du versement de la subvention à l'achèvement du projet.

Le Département devra être associé et représenté dans toutes actions de communication entreprises par la commune de Châtel, que ce soit la publication de tout document (brochures, dépliants, lettres d'information), l'organisation de manifestations d'information (conférences, séminaires, foires, expositions, concours) ou inauguration, et devra mentionner que l'investissement a été réalisé avec le soutien financier du Département.

### *Article 7 – SUIVI ANNUEL DU CONVENTIONNEMENT - EVALUATION*

Un bilan intermédiaire annuel sera établi systématiquement par tout moyen (rapport intermédiaire adressé au Conseil Départemental par le porteur de projet, réunion, visite sur place, etc.). Ce ou ces bilan(s) intermédiaire(s) étant du ressort du porteur de projet, il(s) ser(a)(ont) adressés aux élus et techniciens des parties concernées.

A l'issue de l'opération, le maître d'ouvrage procèdera à l'évaluation des effets des actions entreprises au vu de vérifier l'atteinte des objectifs préalablement définis dans l'article 1.

### *Article 8 – RESILIATION DE LA CONVENTION*

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Le Département pourra suspendre le paiement, voire exiger le reversement partiel ou total en cas de :

- non-respect des clauses de la présente convention,
- manquements graves de la commune de Châtel aux obligations définies dans la présente convention, notamment en cas de non-exécution partielle ou totale de l'opération et de non-respect de l'obligation de publicité.

Au cas où les contrôles prévus feraient apparaître que tout ou partie des sommes versées n'ont pas été utilisées ou ont été utilisées à des fins autres que celles prévues dans la présente convention, en particulier dans le cas ou certaines dépenses seraient reconnues inéligibles, le Département exigera le remboursement des sommes indûment perçues par l'émission d'un titre de reversement. La commune de Châtel reversera les sommes indûment perçues dans les plus brefs délais et au plus tard dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

***Article 9 – RECOURS***

En cas de litige lié à l'exécution de la présente convention, les parties privilégieront une résolution amiable. A défaut d'accord, le litige sera porté devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Fait à Annecy, en deux exemplaires originaux, le

| | |
|---|---|
| Le Président<br>du Conseil Départemental de la Haute-Savoie, | Le Maire<br>de la commune de Châtel, |
| **Christian MONTEIL** | **Nicolas RUBIN** |

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE – DEVELOPPEMENT TERRITORIAL**
Pôle Animation territoriale et Développement durable
Service Tourisme et Attractivité
20 avenue du Parmelan CS 32444
74041 ANNECY CEDEX
Tél. : 04.50.33.58.67

# CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE ET LA COMMUNE DE PRAZ SUR ARLY RELATIVE AU PLAN D'EAU DE CASSIOZ « 4 SAISONS »

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, sis à l'Hôtel du Département, CS 32444 – 74041 Annecy, représenté par son Président, M. Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente n° CP-2017- du 6 février 2017,

Et désigné sous le terme « le Département », d'une part

**ET**

La commune de Praz sur Arly, sis 36 route de Megève – 74120 PRAZ SUR ARLY, représentée par son Maire, M. Yann JACCAZ, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal n°2015-03 en date du 17 septembre 2015.

Et désigné sous le terme « la Commune», d'autre part.

---

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite loi NOTRe),

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n° CG-2012-236 du 11/12/2012 qui définit la mise en œuvre du Plan Tourisme pour 2013-2022,

VU la délibération n° CG-2013-271 du 24 juin 2013, portant sur les modalités administratives et financières de mise en œuvre du Plan Tourisme 2013-2022,

VU la délibération n°CD-2015-003 du 02 avril 2015 donnant délégation à la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU la délibération n° CD-2016-078 du 12 décembre 2016, portant sur le vote du Budget Primitif 2017,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Haute-Savoie n° CP-2017- du 6 février 2017,

VU la demande de subvention présentée auprès du Conseil Départemental de la Haute-Savoie en date du 1er juillet 2016,

VU l'avis favorable émis par la 6ème Commission Tourisme, Lac et Montagne lors de sa séance du 26 août 2016,

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

## *PREAMBULE*

Lors des séances du 11 décembre 2012 et du 24 juin 2013, l'Assemblée départementale, en continuité du Plan Montagne initié en 2006, a validé le Plan Tourisme 2013-2022 dont les grandes orientations s'adressent désormais à l'ensemble du territoire haut-savoyard dans le but d'encourager un développement humain, social, économique et culturel.

Dans ce cadre, le Département de la Haute-Savoie a décidé d'encourager les actions de développement touristique menées par les collectivités, dans un esprit de solidarité et d'intérêt d'aménagement du territoire.

Pour ce faire, il est proposé que des conventions définissant les modalités de l'aide et la nature des actions soutenues soient établies avec les communes et les intercommunalités.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités d'attribution de la subvention octroyée à la commune de Praz sur Arly, par le Département, pour son projet de plan d'eau de Cassioz « 4 saisons ».

## *Article 1 - OBJET DU CONVENTIONNEMENT*

La Commune a confié la gestion de son domaine skiable, via un contrat de délégation de service public à l'opérateur Val d'Arly Labellemontagne, mais garde à sa charge les investissements en matière de neige de culture, incluant la création de retenue collinaire.

Devant la nécessité de conforter et diversifier son développement touristique « 4 saisons », la Commune s'engage dans la création d'une retenue collinaire qui permettra :

- D'assurer un approvisionnement en eau pour la fabrication de neige de culture sur la partie front de neige des Varins, et ne plus faire appel au réseau d'eau potable,
- De proposer un lac de baignade qui viendra conforter la base de loisirs située de l'autre côté de l'Arly en proposant de nouvelles activités.

La Commune sollicite un accompagnement financier d'un montant de 797 580 € auprès du Département au titre du plan tourisme, axe 2 « Soutenir la dynamique de nos stations de sport d'hiver », action 2.1 « Programme de neige de culture » et action 2.2 « Programme de modernisation, diversification, qualité d'accueil des stations et des sites été/hiver », sur un budget global d'opération de 2 658 600 €.

La présente convention porte sur l'accompagnement du Département, au titre du Plan Tourisme, axe 2 « Soutenir la dynamique de nos stations de sport d'hiver », action 2.2 « Programme de modernisation, diversification, qualité d'accueil des stations et des sites été/hiver », sur un budget d'opération de dépenses éligibles s'élevant à **1 953 600 €**.

## *Article 2 - INTERVENTION FINANCIERE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL*

Cette convention précise les engagements de la Commune et du Département pour l'attribution de la subvention octroyée. La Commune s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, le programme d'actions détaillé ci-dessous :

| Année de réalisation | Nature de l'opération | **Montant H.T** |
|---|---|---|
| 2015 | Forage d'essais | 85 000 € |
| 2016 | Pompage définitif et études | 100 000 € |
| 2017 | Adduction (forage / lac / Salle des machines) | 320 000 € |
| 2017 | création retenue (28 000 $m^3$) hors zone de baignade et équipement estival | 1 080 000 € |
| 2018 | augmentation du pompage et installation en neige de culture | 200 000 € |
| 2018 | Aménagement baignade | 403 600 € |
| 2018 | bâtiment d'accueil | 120 000 € |
| 2018 | passerelle | 350 000 € |
| | **TOTAL** | **2 658 600 €** |

Ventilation des actions de la Commune selon l'axe 2, action 2.2 du Plan Tourisme :

| Année de réalisation | Nature de l'opération | **Montant H.T** | Praz sur Arly | | **CD74** | | Région | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Montant H.T | % | Montant H.T | % | Montant H.T | % |
| 2017 | création retenue (28 000 $m^3$) hors zone de baignade et équipement estival | 1 080 000 € | 432 000 € | 40% | 324 000 € | 30% | 324 000 € | 30% |
| 2018 | Aménagement baignade | 403 600 € | 282 520 € | 70% | 121 080 € | 30% | | |
| 2018 | bâtiment d'accueil | 120 000 € | 84 000 € | 70% | 36 000 € | 30% | | |
| 2018 | passerelle | 350 000 € | 245 000 € | 70% | 105 000 € | 30% | | |
| | **TOTAL** | **1 953 600 €** | **1 043 520 €** | **53%** | **586 080 €** | **30%** | **324 000 €** | **17%** |

**Plan de financement / délibération départementale de la commission permanente du 5 décembre 2016 :**

| Nom de la commune ou de l'EPCI : | Commune de Praz sur Arly | |
|---|---|---|
| Projet faisant l'objet d'une demande de financement : | Plan d'eau de Cassioz "4 saisons" dépenses éligibles Plan Tourisme | |
| Coût du projet H.T : | 1 953 600 € | |
| COFINANCEMENTS | Montant H.T | En % du coût H.T |
| Région Auvergne-Rhône Alpes | 324 000 € | 17% |
| Département de la Haute-Savoie - Plan Tourisme | 586 080 € | 30% |
| TOTAL DES COFINANCEMENTS | 910 080 € | 47% |
| | | |
| Participation de la Commune de Passy | 1 043 520 € | 53% |
| Durée du conventionnement | 4 ans soit 2016-2019 | |

Dès lors, le Département, au titre du Plan Tourisme, apporte une aide financière d'un montant total de : **586 080 € (30 %)**.

L'opération est prévue à l'échéancier 2016-2019.

### *Article 3 – DUREE DU CONTRAT*

Ce contrat prendra effet à partir de la date de signature du dernier signataire de la présente convention.

Il est conclu pour la durée 2016-2019 soit jusqu'au 31 décembre 2019. L'envoi des pièces justificatives pour versement de la subvention devra quant à lui intervenir **avant le 31 octobre 2019** en raison de la clôture de l'exercice budgétaire du Département.

### *Article 4 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION DEPARTEMENTALE*

Les paiements interviendront sur présentation des factures acquittées et visées par le comptable du Trésor Public, **sous réserve de la disponibilité des crédits au budget départemental**. Le solde sera versé au vu d'une déclaration d'achèvement de l'opération, établie et certifiée par le maître d'ouvrage, et du décompte final de l'action subventionnée visé par le comptable du Trésor Public.

Dans l'éventualité où le montant final de l'opération s'avèrerait inférieur au prévisionnel annoncé (1 953 600 € HT), le solde de versement de la subvention sera réajusté de manière à ce que le montant maximal de l'aide apportée par le Département soit proratisé, conformément aux dispositifs du Plan Tourisme « 2013-2022 » en vigueur, à un taux de 30 % pour le projet du plan d'eau de Cassioz « 4 saisons » engagé par la Commune. De la même manière et dans l'éventualité où le montant final de l'opération serait supérieur à 1 953 600 € HT, l'aide apportée par le Département ne pourra excéder 586 080 €.

S'il advenait qu'un autre partenaire financier attribue une subvention modifiant le plan de financement initial, le taux d'intervention du Département pourra être revu à la baisse afin de respecter le critère suivant : « Le Département ne peut en aucun cas apporter une participation supérieure au montant financé par le maître d'ouvrage ».

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par la Commune, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer le Département sans délai par courrier.

Le Département pourra diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par la Commune et avoir préalablement entendu ses représentants.

### *Article 5 - CONTROLE*

La Commune s'engage à répondre sans délai à toute demande d'information et à se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, diligenté par le Département.

### *Article 6 - COMMUNICATION*

La Commune devra apposer une plaque mentionnant la participation du Département à la réalisation de l'équipement subventionné. Celle-ci sera installée au plus tard lors du versement de la subvention à l'achèvement du projet.

Le Département devra être associé et représenté dans toutes actions de communication entreprises par la Commune, que ce soit la publication de tout document (brochures, dépliants, lettres d'information), l'organisation de manifestations d'information (conférences, séminaires, foires, expositions, concours) ou inauguration, et devra mentionner que l'investissement a été réalisé avec le soutien financier du Département.

### *Article 7 – SUIVI ANNUEL DU CONVENTIONNEMENT - EVALUATION*

Un bilan intermédiaire annuel sera établi systématiquement par tout moyen (rapport intermédiaire adressé au Département par la Commune, réunion, visite sur place, etc.). Ce ou ces bilan(s) intermédiaire(s) étant du ressort de la Commune, il(s) ser(a)(ont) adressés aux élus et techniciens des parties concernées.

A l'issue de l'opération, la Commune procèdera à l'évaluation des effets des actions entreprises au vu de vérifier l'atteinte des objectifs préalablement définis dans l'article 1.

### *Article 8 – RESILIATION DE LA CONVENTION*

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Le Département pourra suspendre le paiement, voire exiger le reversement partiel ou total en cas de :

- non-respect des clauses de la présente convention,
- manquements graves de la Commune aux obligations définies dans la présente convention, notamment en cas de non-exécution partielle ou totale de l'opération et de non-respect de l'obligation de publicité.

Au cas où les contrôles prévus feraient apparaître que tout ou partie des sommes versées n'ont pas été utilisées ou ont été utilisées à des fins autres que celles prévues dans la présente convention, en particulier dans le cas ou certaines dépenses seraient reconnues inéligibles, le Département exigera le remboursement des sommes indûment perçues par l'émission d'un titre de reversement. La Commune reversera les sommes indûment perçues dans les plus brefs délais et au plus tard dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

***Article 9 – RECOURS***

En cas de litige lié à l'exécution de la présente convention, les parties privilégieront une résolution amiable. A défaut d'accord, le litige sera porté devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Fait à Annecy, en deux exemplaires originaux, le

| | |
|---|---|
| Le Président<br>du Conseil Départemental de la Haute-Savoie, | Le Maire<br>de la commune de Praz sur Arly, |
| **Christian MONTEIL** | **Yann JACCAZ** |

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0111

**OBJET : ARCHIVES DÉPARTEMENTALES - RÉUTILISATION DES INFORMATIONS PUBLIQUES : ADOPTION D'UN MODÈLE DE LICENCE COMMERCIALE, DE MODALITÉS DE CALCUL DES REDEVANCES, D'UNE NOUVELLE GRILLE TARIFAIRE**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. MORAND, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY, M. EXCOFFIER à Mme DION, Mme TOWNLEY-BAZAILLE à M. BAUD-GRASSET | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. PUTHOD | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **28** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **5** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.1421-1, et le Code du Patrimoine, article L.212-6,

Vu le Code des Relations entre le Public et l'Administration, titre II du livre III,

Vu la loi n° 2016-1321 du 07 octobre 2016 pour une République Numérique,

Vu le décret n° 2016-1036 du 28 juillet 2016 précisant les modalités de calcul des redevances,

Vu la délibération CP n° 2010-1106 du 17 décembre 2010,

Vu l'avis favorable émis par la 4ème Commission Éducation, Jeunesse, Sports, Culture, Patrimoine dans sa réunion du 16 janvier 2017.

Considérant que la loi du 28 décembre 2015 relative à la gratuité et aux modalités de réutilisation des informations du secteur public et la loi pour une République Numérique du 07 octobre 2016 ont changé le régime juridique de la réutilisation des informations publiques,

Considérant que l'ensemble des dispositions législatives et règlementaires relatives à la réutilisation sont désormais codifiées dans le code des relations entre le public et l'administration (CRPA, titre II du livre III),

Considérant dans ce contexte qu'il n'est plus nécessaire d'accompagner les licences d'un règlement de réutilisation tel celui que le Département avait adopté dans sa délibération n° CP-2010-1106,

Considérant que les Collectivités Territoriales peuvent établir des redevances de réutilisation (CRPA, articles L.300-2 et L.324-1) notamment lorsque la réutilisation porte sur des informations issues des opérations de numérisation des fonds d'archives (L.324-2), à condition que le montant de la redevance n'excède pas le montant total des coûts de collecte, production, mise à disposition, diffusion, conservation des informations.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**DECIDE** d'appliquer le principe de gratuité prévu par la loi, en particulier pour les réutilisations non commerciales.

**DECIDE** de réserver le paiement de redevances aux réutilisations commerciales des fichiers-images issus du programme de numérisation des Archives départementales, au-delà de 100 fichiers.

**DECIDE** d'adopter une licence de réutilisation gratuite, de type Licence ouverte, qui sera choisie dans une liste fixée par un décret à paraître ou homologuée par l'État (CRPA, art. L.323-2).

**APPROUVE** le modèle de licence payante joint en annexe (annexe A).

**APPROUVE** les modalités de fixation des redevances et la grille de tarification des reproductions et des redevances jointes en annexe (B et C).

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

**Licence de réutilisation commerciale avec redevance des informations publiques détenues par les Archives départementales de Haute-Savoie**

Entre le Département de Haute-Savoie, représenté par son Président, dûment habilité par la délibération n°CP -……..…… du ……..,
et
[désignation de la personne morale ou de la personne privée, identifiant, coordonnées]
ci-après nommé le Réutilisateur

Le droit de la réutilisation des informations publiques est régi par le code des relations entre le public et l'administration (CRPA - articles L. 321-1 à L. 327-1).

Est une « information publique », pour l'application de la présente licence, une information figurant dans des documents communiqués ou publiés par les Archives départementales de Haute-Savoie, sauf :

- si leur communication ne constitue pas un droit pour toute personne ;
- si un tiers détient sur eux des droits de propriété intellectuelle, au sens du code de la propriété intellectuelle.

Les informations visées dans ces deux cas sont exclues du champ d'application de la présente licence.

La « réutilisation » est l'utilisation des informations publiques à d'autres fins que celles de la mission de service public pour les besoins de laquelle les documents précités ont été produits ou reçus.

En application de l'article L. 324-2 du CRPA, le Département de Haute-Savoie est autorisé à établir une redevance pour la réutilisation des informations publiques qu'il détient lorsque celles-ci sont issues d'opérations de numérisation qu'il a réalisées ou fait réaliser. Il peut également établir une redevance pour les informations qui y sont associées lorsqu'elles sont commercialisées conjointement.

## Informations faisant l'objet de la réutilisation

### Description des informations réutilisées

[description détaillée et cote des documents concernés]

### Finalité de la réutilisation

Le Réutilisateur souhaite réutiliser les informations citées sous la forme de :
[précisez]

## La réutilisation de l'information sous cette licence

Le Réutilisateur peut réutiliser, dans les conditions prévues par la présente licence, les informations contenues dans les documents librement communicables et décrits ci-dessus, mis à disposition par les Archives départementales de Haute-Savoie dans le cadre défini par le code des relations entre le public et l'administration et le code du patrimoine.

Le Département de Haute-Savoie concède au Réutilisateur un droit personnel, non exclusif et soumis à redevance de réutilisation d'informations publiques encadré par la présente licence, dans le monde entier et pour une durée limitée, dans les libertés et conditions exprimées ci-dessous.

Cette durée est fixée à :

- ☐ [à compléter] ans (de 1 à 5 ans au choix du Réutilisateur)
- ☐ durée d'exploitation en cas d'usage ponctuel

Le droit de réutilisation consenti par la présente licence n'est pas cessible à un tiers.

Le licencié exploite les informations sous sa seule responsabilité. Tout dommage subi par le licencié ou par des tiers, résultant de la réutilisation des informations par le licencié, est de la seule responsabilité de ce dernier.

**Le Réutilisateur est libre de réutiliser les informations** :

- de les reproduire, les diffuser, les transmettre ;
- de les adapter, les modifier, les extraire et les transformer ;
- de les exploiter à titre commercial.

**Sous réserve :**

- de se conformer aux dispositions de l'article L. 322-1 du code des relations entre le public et l'administration : les informations ne doivent pas être altérées, ni leur sens dénaturé, et la source des informations (sous la forme : Arch. dép. Haute-Savoie, cote), leur date ou la date de leur dernière mise à jour doivent être mentionnées, sauf dispense expresse de la part des Archives départementales.
- de se conformer aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés pour toute réutilisation d'informations comportant des données à caractère personnel.

  Est une donnée à caractère personnel toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable, c'est-à-dire qui peut être identifiée, directement ou indirectement. Le Réutilisateur doit accomplir, le cas échéant, les formalités nécessaires auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (déclaration normale, demande d'autorisation ou engagement de conformité à un texte de référence) :
  https://www.declaration.cnil.fr/declarations/declaration/accueil.action.
  Le Département de Haute-Savoie ne peut être tenu pour responsable du non-respect par le Réutilisateur des obligations prévues par la loi du 6 janvier 1978 précitée.

## Paiement de la redevance de réutilisation

Le montant de la redevance de réutilisation est fixé en application des tarifs adoptés par le Département de Haute-Savoie dans sa délibération n°CP - 2017……..du 6 février 2017, conformément aux articles L. 324-2 à R. 324-4-4 du code des relations entre le public et l'administration.

Dans le cadre de la présente licence, le Réutilisateur acquittera la somme de [à compléter] €.

Le paiement de la redevance sera effectué par le Réutilisateur, [en une seule fois ou selon l'échéancier ci-dessous], à réception du titre de paiement correspondant émis par le comptable du Département de Haute-Savoie et selon les modalités qui y figurent.

[échéancier]

## Mise à disposition des informations

La mise à disposition des informations par les Archives départementales interviendra, le cas échéant, dans un délai de 30 jours après le paiement de tout ou partie de la redevance. Les frais techniques de mise à disposition (reproduction, extraction, coût du support...) ne sont pas couverts par le montant de la redevance de réutilisation et demeurent à la charge du Réutilisateur.

Les informations sont fournies par les Archives départementales en l'état, telles que détenues par le service d'archives, sans autre garantie.

À compter de la mise à disposition des informations, le Réutilisateur dispose d'un délai d'un mois pour vérifier la conformité de ces dernières ; c'est-à-dire la correspondance entre sa demande et la fourniture (nombre et nature des informations).
En cas de non-conformité avérée, les Archives départementales disposent d'un délai d'un mois pour remettre à disposition du Réutilisateur les informations conformes à sa demande.

## Fin de la licence

La licence prend fin de plein droit à l'expiration de sa durée, en cas de décès du Réutilisateur personne physique ou de liquidation judiciaire du Réutilisateur personne morale. Elle prend également fin de plein droit en cas de révision des tarifs de redevance par le Département.

À l'expiration de la licence, la réutilisation des informations peut être prolongée par conclusion d'une nouvelle licence entre le Réutilisateur et le Département de Haute-Savoie.

Toute modification affectant la forme du Réutilisateur personne morale, notamment celles aboutissant à la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, etc.), devra être notifiée sans délai au Département de Haute-Savoie.

La présente licence peut être résiliée par le Département de Haute-Savoie**,** en cas de non-respect de ses obligations par le Réutilisateur. Cette résiliation sera effective dans un délai d'un mois après envoi, par lettre recommandée avec accusé de réception par le Département de Haute-Savoie au Réutilisateur d'une mise en demeure de satisfaire à ses obligations et restée sans effet.

La présente licence peut également être résiliée à la demande du Réutilisateur. Cette résiliation intervient après un préavis d'un mois, envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception, au Département de Haute-Savoie. Le Réutilisateur percevra le remboursement de la redevance correspondant aux années couvertes par sa licence qui n'auraient pas encore commencé. Les éventuels frais techniques de reproduction et de mise à disposition ne seront en revanche pas remboursés.

À l'expiration de la licence, quelle qu'en soit la raison, le Réutilisateur s'engage à ne plus réutiliser les informations faisant l'objet de celle-ci.

## Droit applicable et sanctions

La présente licence est régie par le droit français.
En cas de non-respect de ses dispositions, le Réutilisateur s'expose aux sanctions définies à l'article L. 326-1 du code des relations entre le public et l'administration et, le cas échéant, aux articles 45 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

### Litiges

En cas de litige et à défaut de règlement amiable, le tribunal compétent pour en juger sera le Tribunal Administratif de Grenoble.

Fait le [date] à [lieu]

Le Département de Haute-Savoie Le Réutilisateur

Modalités de fixation des redevances

Le Code des relations entre le public et les administrations, ainsi que le décret n°2016-1036, encadrent précisément les modalités de fixation des redevances en établissant un plafond annuel. Le montant total des redevances perçues sur une année ne peut pas dépasser le cumul de quatre coûts :

- Le coût de numérisation (moyenne calculée au maximum sur les 10 années précédentes),
- Les coûts de conservation des fichiers images et de leurs métadonnées (moyenne calculée sur les trois années précédentes),
- Le coût de diffusion sur Internet si le téléchargement des documents est possible (moyenne calculée sur les trois années précédentes),
- Le coût de mise à disposition si le téléchargement n'est pas possible.

| | Coût de numérisation | Coût d'hébergement des images | Coût de diffusion en ligne | Plafond |
|---|---|---|---|---|
| 2009 | 18000,00 | | | |
| 2010 | 0,00 | | | |
| 2011 | 60000,00 | | | |
| 2012 | 330000,00 | | | |
| 2013 | 300000,00 | | | |
| 2014 | 200000,00 | 5784,00 | 3376,00 | 211174,00 |
| 2015 | 90000,00 | 5784,00 | 3376,00 | 101175,00 |
| 2016 | 235000,00 | 5784,00 | 3376,00 | 246176,00 |
| Moyenne des 8 et 3 dernières années | 154125,00 | 5784,00 | 3376,00 | 163285,00 |

Le plafond annuel est fixé à 163 285 €.

**DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE**
**(ARCHIVES DEPARTEMENTALES)**

## Tarifs de reproduction et de réutilisation

La reproduction n'est possible qu'à condition que les documents soient :

- aisément identifiables et librement communicables ;
- et dans un état matériel permettant leur manipulation et leur numérisation.

Les Archives départementales ne prennent pas en charge la reproduction des supports supérieurs au format A3, ni des plans calques, ni des films.
Les documents reliés, fragiles ou dont l'encre requiert des mesures particulières de conservation ne sont pas photocopiables et ne peuvent faire l'objet que d'une numérisation.
L'appréciation des conditions de reproduction est à la discrétion des Archives départementales.

### TARIFS DE REPRODUCTION

Les administrations de l'État, des collectivités ou de leurs groupements sont exonérées en-deçà de 20 reproductions et sont exonérées pour leurs fonds, dans le cadre de demandes ponctuelles.
Déposants et donateurs de fonds privés sont exonérés pour leurs fonds, dans le cadre de demandes ponctuelles.

Photocopies

Dans la limite de 100 copies maximum par an.

- 0,15 € le format A4 en noir et blanc
- 0,35 € le format A3 en noir et blanc

En cas d'envoi postal : 5 € (minimum de perception)

Prises de vues numériques

De 1 à 100 vues, documents jusqu'au format A3 (numérisation par appareil photographique numérique ou scanner) : 0.25 € la vue avec un tarif forfaitaire plancher de 1 €.

Au-delà du format A3 ou de 100 vues : les demandeurs sont invités à se déplacer pour procéder eux-mêmes aux photographies en salle de lecture ou de recourir aux services d'un prestataire privé, qui assurera, aux frais du demandeur, la prise de vue aux Archives départementales, selon les conditions fixées par l'établissement.

Les vues sont livrées sous forme numérique uniquement.
Le transfert sur un support amovible fourni par le demandeur est gratuit.
En cas d'envoi par mail (dans la limite de 10 vues) ou via la plate-forme d'échanges de fichiers du Département de la Haute-Savoie (dans la limite des possibilités techniques de la plate-forme) : gratuit.
2,75 € le CD ou 5 € le DVD. En cas d'envoi postal : 5 € par CD ou DVD (minimum de perception).

Fourniture des fichiers-images issus des campagnes de numérisation

Si l'image est déjà en ligne sur Internet : il est possible de la télécharger gratuitement.
Si l'image n'est pas en ligne sur Internet : si les Archives départementales disposent néanmoins déjà d'une reproduction, elles peuvent la faire parvenir selon les moyens cités ci-dessus (gratuitement par mail, via la plateforme d'échanges de fichiers ou par téléchargement sur un support fourni par le demandeur).

S'il s'agit d'images numérisées consultables en ligne, le demandeur doit indiquer le nombre d'images souhaitées avec la description précise de leur contenu (exemple : images du recensement de la population de la commune de XXX pour l'année 1872).

La mise à disposition peut entraîner un coût lié aux moyens techniques mis en œuvre. Les Archives peuvent prendre en charge directement la fourniture des images portant sur un faible volume dans la mesure de leurs moyens. En revanche, en cas de demande portant sur un nombre important de fichiers, leur mise à disposition pourra être assurée par l'hébergeur, dans la mesure de ses disponibilités, qui pourra facturer cette opération.

**TARIFS DE RÉUTILISATION COMMERCIALE DES IMAGES ISSUES DES CAMPAGNES DE NUMERISATION**

La redevance est fixée conformément à la grille ci-dessous :
De 1 à 100 vues : gratuit.
De 101 à 10 000 vues 0,5 € par vue et par an
De 10 001 à 50 000 vues 0,1 € par vue et par an
De 50 001 à 100 000 vues 0,05 € par vue et par an
De 100 001 à 500 000 vues 0,02 € par vue et par an
De 500 001 à 1 000 000 vues 0,01 € par vue et par an
Au-delà de 1 000 000 vues 0,008 € par vue et par an

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0112

**OBJET : INVESTISSEMENTS DANS LES COLLÈGES PUBLICS : SÉCURISATION DES ABORDS**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. MORAND, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY, M. EXCOFFIER à Mme DION, Mme TOWNLEY-BAZAILLE à M. BAUD-GRASSET | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. PUTHOD | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **28** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **5** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 de l'Assemblée départementale adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2016-075 du 12 décembre 2016 adoptant le Budget Primitif 2017 de la politique départementale en faveur de l'éducation,

Vu l'avis favorable de la 4ème Commission Education, Jeunesse, Sports, Culture, Patrimoine lors de sa réunion du 19 décembre 2016.

L'Assemblée départementale, lors du vote du BP 2017, a décidé de soutenir financièrement les collectivités qui engagent des opérations de sécurisation des abords des collèges, selon les modalités suivantes :

- **maîtrise d'ouvrage de l'opération** : collectivité locale,
- **établissements éligibles** : sécurisation des abords des collèges publics et privés,
- **foncier** : la collectivité reste propriétaire des terrains aux abords des collèges et le Département ne prend pas en charge les dépenses liées à l'acquisition du foncier nécessaire aux opérations d'aménagement,
- **taux d'intervention** : le Département prend en charge 50 % du montant HT des travaux et des études liés à l'aménagement des espaces aux abords des collèges. Néanmoins, le cumul de l'intervention n'excédera pas 500 000 € HT.

Une Autorisation de Programme de **2 M€** a été votée à cet effet.

12 projets sont d'ores et déjà recensés pour les collèges de BONS-EN-CHABLAIS, DOUVAINE, MARGENCEL, PASSY, SALLANCHES, THONON-LES-BAINS (Champagne et Jean-Jacques Rousseau), BOEGE, FAVERGES, FRANGY, CRANVES-SALES, ABONDANCE.

**Quelques dossiers sont aboutis sur le plan technique et financier et il est proposé les financements suivants :**

**1.Collège Jean Lachenal – FAVERGES-SEYTHENEX** (canton de Faverges)

Le collège Jean Lachenal accueille environ 742 élèves en provenance des 8 communes de secteur, à savoir CHEVALINE, DOUSSARD, FAVERGES-SEYTHENEX, GIEZ, LATHUILE, TALLOIRES-MONTMIN (seulement les élèves de MONTMIN), SAINT-FERREOL et VAL DE CHAISE (CONS-STE-COLOMBE et MARLENS).

Près de 475 élèves sont transportés par les services scolaires et réguliers gérés par la Communauté de Communes du Pays de Faverges.

Les travaux de sécurisation nécessitent un aménagement pour le stationnement des cars scolaires évalué à 940 073 € HT ; la commune porte le projet et il est proposé de lui attribuer une subvention d'équipement de 50 %, soit **470 036,50 €**.

**2.Collège Jean-Jacques Rousseau – THONON-LES-BAINS** (canton de Thonon-les-Bains)

Le projet consiste à sécuriser les accès côté rue Alexandre Gander ; le parvis piéton est destiné aux collégiens mais sert également aux livraisons de la ½ pension : les travaux sont chiffrés à 16 517 € HT.

Il est proposé d'allouer à la commune une subvention de **8 258,50 €**.

**3.Collège Paul-Emile Victor – CRANVES-SALES** (canton de Gaillard)

Le projet global, estimé à 1,2 M€ HT, consiste à sécuriser les abords du collège et de la nouvelle école primaire par la création d'une voie nouvelle, d'un parking mutualisé et d'une aire consacrée aux transports collectifs.

Il est proposé de financer la desserte des bus (278 000 € HT) et 50 % des stationnements mutualisés entre collège et école (311 500 € HT) ; sur la base d'un coût global de 589 500 € HT, la subvention du département est proposée à hauteur de **294 500 €**.

Le montant global des subventions proposées s'élève à **772 795 €**.

Une convention est à passer avec chaque collectivité pour fixer les modalités d'exécution des opérations et de versement des subventions.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**AUTORISE** M. le Président à signer les conventions passées avec les collectivités bénéficiaires.

**AUTORISE** le versement des subventions d'équipement aux organismes ou associations figurant dans le tableau ci-après, au vu de la présente délibération et selon les modalités prévues dans les conventions :

| **Imputation :** EFF1D00035 | | | |
|---|---|---|---|
| **Gest.** | **Nature** | **AP** | **Fonct.** |
| EFF | 204142 | 05021001104 | 221 |
| Sécurisation des abords | | | |

| **Code affectation** | **N° d'engagement AP** Obligatoire sauf exception justifiée | **Bénéficiaires de la répartition** | **Montant global de la subvention** |
|---|---|---|---|
| AF17EFF003 | E17EFF0001 | Commune de FAVERGES-SEYTHENEX | 470 036,50 |
| AF17EFF003 | E17EFF0001 | Commune de THONON-LES-BAINS | 8 258,50 |
| AF17EFF003 | E17EFF0001 | Commune de CRANVES-SALES | 294 500,00 |
| | | **Total de la répartition** | **772 795,00** |

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

DGA DEVELOPPEMENT TERRITORIAL
Pôle Education Jeunesse Sport
15 rue du 30ème Régiment d'Infanterie - CS 32444 - 74041 Annecy Cedex

# Convention de financement

**Entre**
La commune de FAVERGES-SEYTHENEX, représentée par Marcel CATTANEO, Maire, autorisé par la délibération du Conseil Municipal du _____numéro _____,
et désignée dans ce qui suit par « La Commune »

**d'une part**,

**ET**
**Le Département de la Haute-Savoie**,
représenté par Monsieur Christian MONTEIL, Président du Conseil Départemental de la Haute-Savoie,
autorisé par la délibération de la Commission Permanente du ....., numéro .....,
et désigné dans ce qui suit par « Le Département »

**d'autre part.**

OBJET : SECURISATION DES ABORDS DU COLLEGE JEAN LACHENAL A FAVERGES-SEYTHENEX

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION....2
ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES AMENAGEMENTS – CONSISTANCE DES TRAVAUX....2
ARTICLE 3 – ACQUISITIONS FONCIERES....2
ARTICLE 4 – MAITRISE D'OUVRAGE....2
ARTICLE 5 – COUT, SUBVENTION ET PLAFONNEMENT DES AIDES PUBLIQUES....2
ARTICLE 6- GESTION DES ECARTS....3
ARTICLE 7 - DATE D'EFFET ET ACHEVEMENT DES TRAVAUX....3
ARTICLE 8 - DEPENSES D'ENTRETIEN ET D'EXPLOITATION....3
ARTICLE 9 - REFERENCES BANCAIRES....3
ARTICLE 10 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE....3
ARTICLE 11 - COMMUNICATION....3
ARTICLE 12 - RESPECT DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR....3
ARTICLE 13 - CONTROLES....3
ARTICLE 14 - RESILIATION....3
ARTICLE 15 - TRIBUNAL COMPETENT....3

PREAMBULE

L'Assemblée départementale, par délibération du 12 décembre 2016, a décidé une nouvelle politique d'intervention pour les opérations de sécurisation des abords des collèges.

Les modalités sont les suivantes :

- **La nature du réseau de transport**, c'est-à-dire relevant d'une Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) ou de la Région, ne pourra pas faire l'objet d'une distinction.
- **La nature de l'établissement**, public ou privé, ne pourra pas faire l'objet d'une distinction.
- La collectivité qui portera les études et les travaux devra s'assurer de disposer dans ses statuts de la **capacité ad'hoc**.
- **Concernant le foncier :** la collectivité reste propriétaire des terrains aux abords des collèges ; le Département ne prend pas en charge les dépenses liées à l'acquisition du foncier nécessaire aux opérations d'aménagement.
- **Pour la maitrise d'ouvrage :** la collectivité sera maître d'ouvrage des travaux de rénovation des aires de stationnement aux abords des collèges ; le Département sera maître d'ouvrage des travaux d'aménagement pour les nouveaux collèges.
- **Pour le taux d'intervention :** Le Département prend en charge 50 % du montant HT des travaux et des études liés à l'aménagement des espaces aux abords des collèges. Néanmoins, le cumul de l'intervention n'excédera pas 500 000 € HT.

Il est ainsi décidé ce qui suit :

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les caractéristiques des ouvrages réalisés ainsi que leurs financements, et d'affecter la maîtrise d'ouvrage.

## ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES AMENAGEMENTS – CONSISTANCE DES TRAVAUX

Le collège Jean Lachenal accueille 742 élèves en provenance de 8 communes de secteur et ce transport, pour 475 collégiens, mobilise 5 services d'adaptations scolaires départementales et 5 circuits spéciaux. Les travaux de sécurisation nécessitent un aménagement pour le stationnement des cars scolaires et la création d'une voie bus.

Les modalités particulières de réalisation pourront évoluer en fonction du prestataire retenu sans remettre en cause les attendus et l'économie générale de l'étude et des travaux.

## ARTICLE 3 – ACQUISITIONS FONCIERES

Les acquisitions foncières éventuelles nécessaires à la réalisation du projet, seront effectuées et prises en charge par la commune de FAVERGES-SEYTHENEX.

## ARTICLE 4 – MAITRISE D'OUVRAGE

La maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de l'opération est assurée par la commune qui est réputée compétente.

## ARTICLE 5 – COUT, SUBVENTION ET PLAFONNEMENT DES AIDES PUBLIQUES

Le coût prévisionnel de l'opération est fixé à 940 073 €HT.

La subvention prévisionnelle est de 470 036.50 €HT.

Sachant que le montant de la subvention ne peut avoir pour effet de porter le montant des aides publiques directes à plus de 80% du montant prévisionnel de la dépense subventionnable engagée par la commune, **le plan de financement de l'opération est le suivant :**

| **Coût de l'opération : 940 073 € HT** | |
|---|---|
| **Participation de la commune** ..... | |
| **Participation du Département 50 %** ..... | **470 036,50 €** |

Dans le cas où le cumul des aides publiques dépasserait 80% du montant de la dépense subventionnable, les subventions faisant l'objet de la présente convention seraient ajustées pour respecter ce plafond.

**Le versement de la subvention interviendra selon les modalités suivantes :**

- **acompte de 60 % à la signature de la présente convention**
- **le solde à la fin des travaux, au vu des pièces justificatives suivantes :**
  - **un état récapitulatif des dépenses certifié par le comptable public et le Maire de la commune de FAVERGES-SEYTHENEX,**
  - **la justification de la réalisation de l'opération et de sa conformité avec les caractéristiques annoncées dans le dossier de demande,**
  - **un état récapitulatif certifié exact par le Maire de la commune de FAVERGES-SEYTHENEX de l'ensemble des subventions publiques accordées au titre de l'opération.**

## ARTICLE 6- GESTION DES ECARTS

En cas d'économies, c'est-à-dire si le montant des dépenses courantes à l'échéance de la réalisation de l'opération reste inférieur ou égal au besoin de financement défini à l'article 5.2., la participation du Département sera réajustée au prorata de sa part de financement.

En cas de prévision de dépassement du total du besoin de financement défini à l'article 5.1. avec ou sans modification du programme, le maître d'ouvrage doit obtenir l'accord préalable du Département pour la mobilisation, le cas échéant, d'un financement complémentaire.

Pour cela, la commune de FAVERGES-SEYTHENEX doit communiquer au Département tout élément nécessaire à l'instruction de la demande de mobilisation d'un financement complémentaire. Dans cette hypothèse, et en cas d'accord du Département, la présente convention fera l'objet d'un avenant.

## ARTICLE 7 - DATE D'EFFET ET ACHEVEMENT DES TRAVAUX

La présente convention prend effet à la date de signature du dernier signataire.

La commune de FAVERGES-SEYTHENEX devra déclarer l'achèvement des travaux et transmettre les pièces justificatives correspondantes dans les 6 mois maximum après la fin des travaux. A défaut, à l'expiration d'un délai de 2 ans à compter de la déclaration du début d'exécution, l'opération est considérée comme terminée et le Département procédera à la liquidation de la subvention.

## ARTICLE 8 - DEPENSES D'ENTRETIEN ET D'EXPLOITATION

Les dépenses d'entretien et d'exploitation des ouvrages seront à la charge exclusive de la commune de FAVERGES-SEYTHENEX.

## ARTICLE 9 - REFERENCES BANCAIRES

Les versements seront effectués sur le compte :

| Bénéficiaire | Etablissement / Agence | Code / Etablissement | Code guichet | N° de compte | Clé RIB |
|---|---|---|---|---|---|
| Commune de FAVERGES-SEYTHENEX | | | | | |

## ARTICLE 10 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur départemental de la Haute Savoie.

## ARTICLE 11 - COMMUNICATION

La commune de FAVERGES-SEYTHENEX s'engage à faire mention de la participation du Département sur les panneaux de chantier, précisant le financement de l'opération, ainsi que dans les publications institutionnelles ou grand public relatives à l'opération.

## ARTICLE 12 - RESPECT DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR

La commune de FAVERGES-SEYTHENEX s'engage à respecter la totalité des textes en vigueur, notamment en ce qui concerne les règles de concurrence et de passation des marchés publics, d'urbanisme, de protection de l'environnement et de sécurité.

## ARTICLE 13 - CONTROLES

La commune de FAVERGES-SEYTHENEX s'engage à se soumettre à tout contrôle sur pièces et sur place, effectué par le Département ou par toute autorité mandatée.

## ARTICLE 14 - RESILIATION

En cas de non-respect d'une ou plusieurs clauses de la présente convention, le Département peut décider de mettre fin à la subvention et d'exiger le reversement partiel ou total des sommes versées. Il en est de même en cas de non-exécution de l'opération, d'une utilisation des fonds non-conforme à l'objet de la convention ou de refus de se soumettre aux contrôles.

Pour quelque raison que ce soit, si la commune de FAVERGES-SEYTHENEX, doit renoncer au projet, elle peut demander la résiliation de la convention. Elle s'engage à procéder au reversement des sommes indûment perçues dans les meilleurs délais et, au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

## ARTICLE 15 - TRIBUNAL COMPETENT

En cas de litige, le tribunal administratif de Grenoble est compétent.

Fait à Annecy, en 2 exemplaires originaux, le

Pour le Département de la Haute Savoie,
Le Président du Conseil Départemental,

Christian MONTEIL

Pour la commune de FAVERGES-SEYTHENEX,
Le Maire,

Marcel CATTANEO

DGA DEVELOPPEMENT TERRITORIAL
Pôle Education Jeunesse Sport
15 rue du 30ème Régiment d'Infanterie - CS 32444 - 74041 Annecy Cedex

# Convention de financement

**Entre**
La commune de THONON-LES-BAINS, représentée par Jean DENAIS, Maire, autorisé par la délibération du Conseil Municipal du _____numéro _____,
et désignée dans ce qui suit par « La Commune »

**d'une part**,

**ET**
**Le Département de la Haute-Savoie**,
représenté par Monsieur Christian MONTEIL, Président du Conseil Départemental de la Haute-Savoie,
autorisé par la délibération de la Commission Permanente du ....., numéro .....,
et désigné dans ce qui suit par « Le Département »

**d'autre part.**

**OBJET : SECURISATION DES ABORDS DU COLLEGE JEAN-JACQUES ROUSSEAU A THONON-LES-BAINS**

**SOMMAIRE**

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION....2
ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES AMENAGEMENTS – CONSISTANCE DES TRAVAUX....2
ARTICLE 3 – ACQUISITIONS FONCIERES....2
ARTICLE 4 – MAITRISE D'OUVRAGE....2
ARTICLE 5 – COUT, SUBVENTION ET PLAFONNEMENT DES AIDES PUBLIQUES....2
ARTICLE 6- GESTION DES ECARTS....3
ARTICLE 7 - DATE D'EFFET ET ACHEVEMENT DES TRAVAUX....3
ARTICLE 8 - DEPENSES D'ENTRETIEN ET D'EXPLOITATION....3
ARTICLE 9 - REFERENCES BANCAIRES....3
ARTICLE 10 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE....3
ARTICLE 11 - COMMUNICATION....3
ARTICLE 12 - RESPECT DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR....3
ARTICLE 13 - CONTROLES....3
ARTICLE 14 - RESILIATION....4
ARTICLE 15 - TRIBUNAL COMPETENT....4

PREAMBULE

L'Assemblée départementale, par délibération du 12 décembre 2016, a décidé une nouvelle politique d'intervention pour les opérations de sécurisation des abords des collèges.

Les modalités sont les suivantes :

- **La nature du réseau de transport**, c'est-à-dire relevant d'une Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) ou de la Région, ne pourra pas faire l'objet d'une distinction.
- **La nature de l'établissement**, public ou privé, ne pourra pas faire l'objet d'une distinction.
- La collectivité qui portera les études et les travaux devra s'assurer de disposer dans ses statuts de la **capacité ad'hoc**.
- **Concernant le foncier :** la collectivité reste propriétaire des terrains aux abords des collèges ; le Département ne prend pas en charge les dépenses liées à l'acquisition du foncier nécessaire aux opérations d'aménagement.
- **Pour la maitrise d'ouvrage :** la collectivité sera maître d'ouvrage des travaux de rénovation des aires de stationnement aux abords des collèges ; le Département sera maître d'ouvrage des travaux d'aménagement pour les nouveaux collèges.
- **Pour le taux d'intervention :** Le Département prend en charge 50 % du montant HT des travaux et des études liés à l'aménagement des espaces aux abords des collèges. Néanmoins, le cumul de l'intervention n'excédera pas 500 000 € HT.

Il est ainsi décidé ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les caractéristiques des ouvrages réalisés ainsi que leurs financements, et d'affecter la maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES AMENAGEMENTS – CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les aménagements consistent à sécuriser le parvis du collège Jean-Jacques Rousseau, rue Alexandre Gander, avec la mise en place de trois bornes amovibles et 12 potelets. Cet aménagement se situe sur le domaine public communal et vise néanmoins à sécuriser les collégiens usagers d'un service public départemental.
Cet aménagement consiste à empêcher toute circulation automobile sur ce parvis piétonnier servant d'accès au collège et pour compléter ce dispositif et sécuriser les usagers, deux déposes minute et deux stationnements de bus ainsi qu'un passage piéton seront implantés de part et d'autre de ce parvis. Les 3 bornes escamotables semi-automatiques pourront être manipulées par le personnel du collège. L'accès pompier est autonome.
Les modalités particulières de réalisation pourront évoluer en fonction du prestataire retenu sans remettre en cause les attendus et l'économie générale de l'étude et des travaux.

ARTICLE 3 – ACQUISITIONS FONCIERES

Les acquisitions foncières éventuelles nécessaires à la réalisation du projet, seront effectuées et prises en charge par la commune de THONON-LES-BAINS.

ARTICLE 4 – MAITRISE D'OUVRAGE

La maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de l'opération est assurée par la commune qui est réputée compétente.

ARTICLE 5 – COUT, SUBVENTION ET PLAFONNEMENT DES AIDES PUBLIQUES

Le coût prévisionnel de l'opération est fixé à 16 517 €HT .

**La subvention prévisionnelle est calculé au taux de 50 % et s'élève à 8 258.50 €HT.**

Sachant que le montant de la subvention ne peut avoir pour effet de porter le montant des aides publiques directes à plus de 80% du montant prévisionnel de la dépense subventionnable engagée par la commune, **le plan de financement de l'opération est le suivant :**

| Coût de l'opération : 16 517 € HT | |
|---|---|
| **Participation de la commune .....** | **8 258,50 €** |
| **Participation du Département .....** | **8 258,50 €** |

Dans le cas où le cumul des aides publiques dépasserait 80% du montant de la dépense subventionnable, les subventions faisant l'objet de la présente convention seraient ajustées pour respecter ce plafond.

**Le versement de la subvention interviendra en un seul versement, au vu d'un état récapitulatif des dépenses certifié par Monsieur le Maire et par Monsieur le receveur municipal.**

## ARTICLE 6- GESTION DES ECARTS

En cas d'économies, c'est-à-dire si le montant des dépenses courantes à l'échéance de la réalisation de l'opération reste inférieur ou égal au besoin de financement défini à l'article 5.2., la participation du Département sera réajustée au prorata de sa part de financement.

En cas de prévision de dépassement du total du besoin de financement défini à l'article 5.1. avec ou sans modification du programme, le maître d'ouvrage doit obtenir l'accord préalable du Département pour la mobilisation, le cas échéant, d'un financement complémentaire.

Pour cela, la commune de THONON-LES-BAINS doit communiquer au Département tout élément nécessaire à l'instruction de la demande de mobilisation d'un financement complémentaire. Dans cette hypothèse, et en cas d'accord du Département, la présente convention fera l'objet d'un avenant.

## ARTICLE 7 - DATE D'EFFET ET ACHEVEMENT DES TRAVAUX

La présente convention prend effet à la date de signature du dernier signataire.

La commune de THONON-LES-BAINS devra déclarer l'achèvement des travaux et transmettre les pièces justificatives correspondantes dans les 6 mois maximum après la fin des travaux. A défaut, à l'expiration d'un délai de 2 ans à compter de la déclaration du début d'exécution, l'opération est considérée comme terminée et le Département procédera à la liquidation de la subvention.

## ARTICLE 8 - DEPENSES D'ENTRETIEN ET D'EXPLOITATION

Les dépenses d'entretien et d'exploitation des ouvrages seront à la charge exclusive de la commune de THONON-LES-BAINS.

## ARTICLE 9 - REFERENCES BANCAIRES

Les versements seront effectués sur le compte :

| Bénéficiaire | Etablissement / Agence | Code / Etablissement | Code guichet | N° de compte | Clé RIB |
|---|---|---|---|---|---|
| Commune de THONON-LES-BAINS | | | | | |

## ARTICLE 10 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur départemental de la Haute Savoie.

## ARTICLE 11 - COMMUNICATION

La commune de THONON-LES-BAINS s'engage à faire mention de la participation du Département sur les panneaux de chantier, précisant le financement de l'opération, ainsi que dans les publications institutionnelles ou grand public relatives à l'opération.

## ARTICLE 12 - RESPECT DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR

La commune de THONON-LES-BAINS s'engage à respecter la totalité des textes en vigueur, notamment en ce qui concerne les règles de concurrence et de passation des marchés publics, d'urbanisme, de protection de l'environnement et de sécurité.

## ARTICLE 13 - CONTROLES

La commune de THONON-LES-BAINS s'engage à se soumettre à tout contrôle sur pièces et sur place, effectué par le Département ou par toute autorité mandatée.

## ARTICLE 14 - RESILIATION

En cas de non-respect d'une ou plusieurs clauses de la présente convention, le Département peut décider de mettre fin à la subvention et d'exiger le reversement partiel ou total des sommes versées. Il en est de même en cas de non-exécution de l'opération, d'une utilisation des fonds non-conforme à l'objet de la convention ou de refus de se soumettre aux contrôles.

Pour quelque raison que ce soit, si la commune de THONON-LES-BAINS, doit renoncer au projet, elle peut demander la résiliation de la convention. Elle s'engage à procéder au reversement des sommes indûment perçues dans les meilleurs délais et, au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

## ARTICLE 15 - TRIBUNAL COMPETENT

En cas de litige, le tribunal administratif de Grenoble est compétent.

Fait à Annecy, en 2 exemplaires originaux, le

Pour le Département de la Haute Savoie,
Le Président du Conseil Départemental,

Christian MONTEIL

Pour la commune de THONON-LES-BAINS,
Le Maire,

Jean DENAIS

DGA DEVELOPPEMENT TERRITORIAL
Pôle Education Jeunesse Sport
15 rue du 30ème Régiment d'Infanterie - CS 32444 - 74041 Annecy Cedex

# Convention de financement

**Entre**
La commune de CRANVES-SALES, représentée par Bernard BOCCARD, Maire, autorisé par la délibération du Conseil Municipal du _____numéro _____,
et désignée dans ce qui suit par « La Commune »

**d'une part**,

**ET**
**Le Département de la Haute-Savoie**,
représenté par Monsieur Christian MONTEIL, Président du Conseil Départemental de la Haute-Savoie,
autorisé par la délibération de la Commission Permanente du ....., numéro .....,
et désigné dans ce qui suit par « Le Département »

**d'autre part.**

OBJET : SECURISATION DES ABORDS DU COLLEGE PAUL EMILE VICTOR A CRANVES-SALES

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION....2
ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES AMENAGEMENTS – CONSISTANCE DES TRAVAUX....2
ARTICLE 3 – ACQUISITIONS FONCIERES....2
ARTICLE 4 – MAITRISE D'OUVRAGE....2
ARTICLE 5 – COUT, SUBVENTION ET PLAFONNEMENT DES AIDES PUBLIQUES....2
ARTICLE 6- GESTION DES ECARTS....3
ARTICLE 7 - DATE D'EFFET ET ACHEVEMENT DES TRAVAUX....3
ARTICLE 8 - DEPENSES D'ENTRETIEN ET D'EXPLOITATION....3
ARTICLE 9 - REFERENCES BANCAIRES....3
ARTICLE 10 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE....3
ARTICLE 11 - COMMUNICATION....3
ARTICLE 12 - RESPECT DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR....3
ARTICLE 13 - CONTROLES....3
ARTICLE 14 - RESILIATION....4
ARTICLE 15 - TRIBUNAL COMPETENT....4

PREAMBULE

L'Assemblée départementale, par délibération du 12 décembre 2016, a décidé une nouvelle politique d'intervention pour les opérations de sécurisation des abords des collèges.

Les modalités sont les suivantes :

- **La nature du réseau de transport**, c'est-à-dire relevant d'une Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) ou de la Région, ne pourra pas faire l'objet d'une distinction.
- **La nature de l'établissement**, public ou privé, ne pourra pas faire l'objet d'une distinction.
- La collectivité qui portera les études et les travaux devra s'assurer de disposer dans ses statuts de la **capacité ad'hoc**.
- **Concernant le foncier :** la collectivité reste propriétaire des terrains aux abords des collèges ; le Département ne prend pas en charge les dépenses liées à l'acquisition du foncier nécessaire aux opérations d'aménagement.
- **Pour la maitrise d'ouvrage :** la collectivité sera maître d'ouvrage des travaux de rénovation des aires de stationnement aux abords des collèges ; le Département sera maître d'ouvrage des travaux d'aménagement pour les nouveaux collèges.
- **Pour le taux d'intervention :** Le Département prend en charge 50 % du montant HT des travaux et des études liés à l'aménagement des espaces aux abords des collèges. Néanmoins, le cumul de l'intervention n'excédera pas 500 000 € HT.

Il est ainsi décidé ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les caractéristiques des ouvrages réalisés ainsi que leurs financements, et d'affecter la maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES AMENAGEMENTS – CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les aménagements projetés par la commune consistent à sécuriser les abords du collège et de la nouvelle école primaire pour un montant global de 1,2 M€ HT, comprenant :

- la création d'une voie nouvelle,
- d'un parking mutualisé et d'une aire consacrée aux transports collectifs avec desserte bus et raquette de retournement,
- des équipements de stationnements mutualisés et chemins piétons attenants.

Le financement du Département concerne les travaux d'équipements utilisés par les usagers des collèges : desserte de bus avec raquette de retournement et création d'équipements de stationnement.
Les modalités particulières de réalisation pourront évoluer en fonction du prestataire retenu sans remettre en cause les attendus et l'économie générale de l'étude et des travaux.

ARTICLE 3 – ACQUISITIONS FONCIERES

Les acquisitions foncières éventuelles nécessaires à la réalisation du projet, seront effectuées et prises en charge par la commune de CRANVES-SALES.

ARTICLE 4 – MAITRISE D'OUVRAGE

La maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de l'opération est assurée par la commune qui est réputée compétente.

ARTICLE 5 – COUT, SUBVENTION ET PLAFONNEMENT DES AIDES PUBLIQUES

Le coût prévisionnel de l'opération est fixé à **589 500 € HT :**

- **Desserte de bus : 278 000 €**
- **Stationnements mutualisés : 311 500 €**

Le Département prend en charge 50 % du montant HT des travaux et des études, sachant que le plafond de la subvention d'équipement n'excédera pas 500 000 € HT.

**La subvention prévisionnelle est de 294 750 €HT.**

Sachant que le montant de la subvention ne peut avoir pour effet de porter le montant des aides publiques directes à plus de 80% du montant prévisionnel de la dépense subventionnable engagée par la commune, **le plan de financement de l'opération est le suivant :**

| **Coût de l'opération : 589 500 € HT** | |
|---|---|
| **Participation de la commune .....** | |
| **Participation du Département 50 % .....** | **294 750** |

Dans le cas où le cumul des aides publiques dépasserait 80% du montant de la dépense subventionnable, les subventions faisant l'objet de la présente convention seraient ajustées pour respecter ce plafond.

**Le versement de la subvention interviendra selon les modalités suivantes :**

- **acompte de 60 % à la signature de la présente convention**
- **le solde à la fin des travaux, au vu des pièces justificatives suivantes :**
  - **un état récapitulatif des dépenses certifié par le comptable public et le Maire de la commune de CRANVES-SALES,**
  - **la justification de la réalisation de l'opération et de sa conformité avec les caractéristiques annoncées dans le dossier de demande,**
  - **un état récapitulatif certifié exact par le Maire de la commune de CRANVES-SALES de l'ensemble des subventions publiques accordées au titre de l'opération.**

## ARTICLE 6- GESTION DES ECARTS

En cas d'économies, c'est-à-dire si le montant des dépenses courantes à l'échéance de la réalisation de l'opération reste inférieur ou égal au besoin de financement défini à l'article 5.2., la participation du Département sera réajustée au prorata de sa part de financement.

En cas de prévision de dépassement du total du besoin de financement défini à l'article 5.1. avec ou sans modification du programme, le maître d'ouvrage doit obtenir l'accord préalable du Département pour la mobilisation, le cas échéant, d'un financement complémentaire.

Pour cela, la commune de CRANVES-SALES doit communiquer au Département tout élément nécessaire à l'instruction de la demande de mobilisation d'un financement complémentaire. Dans cette hypothèse, et en cas d'accord du Département, la présente convention fera l'objet d'un avenant.

## ARTICLE 7 - DATE D'EFFET ET ACHEVEMENT DES TRAVAUX

La présente convention prend effet à la date de signature du dernier signataire.
La commune de CRANVES-SALES devra déclarer l'achèvement des travaux et transmettre les pièces justificatives correspondantes dans les 6 mois maximum après la fin des travaux. A défaut, à l'expiration d'un délai de 2 ans à compter de la déclaration du début d'exécution, l'opération est considérée comme terminée et le Département procédera à la liquidation de la subvention.

## ARTICLE 8 - DEPENSES D'ENTRETIEN ET D'EXPLOITATION

Les dépenses d'entretien et d'exploitation des ouvrages seront à la charge exclusive de la commune de CRANVES-SALES.

## ARTICLE 9 - REFERENCES BANCAIRES

Les versements seront effectués sur le compte :

| Bénéficiaire | Etablissement / Agence | Code / Etablissement | Code guichet | N° de compte | Clé RIB |
|---|---|---|---|---|---|
| Commune de CRANVES-SALES | | | | | |

## ARTICLE 10 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur départemental de la Haute Savoie.

## ARTICLE 11 - COMMUNICATION

La commune de CRANVES-SALES s'engage à faire mention de la participation du Département sur les panneaux de chantier, précisant le financement de l'opération, ainsi que dans les publications institutionnelles ou grand public relatives à l'opération.

## ARTICLE 12 - RESPECT DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR

La commune de CRANVES-SALES s'engage à respecter la totalité des textes en vigueur, notamment en ce qui concerne les règles de concurrence et de passation des marchés publics, d'urbanisme, de protection de l'environnement et de sécurité.

## ARTICLE 13 - CONTROLES

La commune de CRANVES-SALES s'engage à se soumettre à tout contrôle sur pièces et sur place, effectué par le Département ou par toute autorité mandatée.

## ARTICLE 14 - RESILIATION

En cas de non-respect d'une ou plusieurs clauses de la présente convention, le Département peut décider de mettre fin à la subvention et d'exiger le reversement partiel ou total des sommes versées. Il en est de même en cas de non-exécution de l'opération, d'une utilisation des fonds non-conforme à l'objet de la convention ou de refus de se soumettre aux contrôles.

Pour quelque raison que ce soit, si la commune de CRANVES-SALES, doit renoncer au projet, elle peut demander la résiliation de la convention. Elle s'engage à procéder au reversement des sommes indûment perçues dans les meilleurs délais et, au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

## ARTICLE 15 - TRIBUNAL COMPETENT

En cas de litige, le tribunal administratif de Grenoble est compétent.

Fait à Annecy, en 2 exemplaires originaux, le

Pour le Département de la Haute Savoie,
Le Président du Conseil Départemental,

Christian MONTEIL

Pour la commune de CRANVES-SALES,
Le Maire,

Bernard BOCCARD

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0113

**OBJET : INVESTISSEMENTS DANS LES COLLÈGES PUBLICS - GROS TRAVAUX ET ENTRETIEN 2017**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. MORAND, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY, M. EXCOFFIER à Mme DION, Mme TOWNLEY-BAZAILLE à M. BAUD-GRASSET | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| M. PUTHOD | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **28** | **Voix Pour** | **33** |
| **Représenté(e)(s) :** | **5** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **33** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 de l'Assemblée départementale adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2016-075 du 12 décembre 2016 adoptant le Budget Primitif 2017 de la politique départementale en faveur de l'éducation,

Vu l'avis favorable de la 4ème Commission Education, Jeunesse, Sports, Culture, Patrimoine lors de sa réunion du 16 janvier 2017.

L'Assemblée départementale a voté, dans le cadre du Budget Primitif 2017, une Autorisation de Programme de 2 000 000 € pour la réalisation des gros travaux 2017 dans les collèges publics. En complément, un crédit de 800 000 € a été voté pour les travaux d'entretien.

Les opérations recensées suite à l'enquête annuelle auprès des établissements et à l'analyse faite par les services conduisent à un premier programme prévisionnel de **1 916 000 €** en travaux et **234 800 €** en entretien réparti comme suit par collège :

| CANTON | COLLEGE | TRAVAUX | Montant prévisionnel TRAVAUX | ENTRETIEN | Montant prévisionnel ENTRETIEN |
|---|---|---|---|---|---|
| *Evian-les-Bains* | **Val d'Abondance**<br>**ABONDANCE** | **Travaux** | **25 000 €** | **Entretien** | **3 000 €** |
| | | Diagnostic toiture | sur AP études | Réfection carrelage dans deux logements de fonction | 3 000 € |
| | | Mise en place de 100 m² de bardage extérieur | 15 000 € | | |
| | | Mise en place éclairage LED dans les circulations | 10 000 € | | |
| *Rumilly* | **René Long**<br>**ALBY-SUR-CHERAN** | **Travaux** | **45 000 €** | **Entretien** | **1 000 €** |
| | | Mise en place éclairage LED dans les circulations | 30 000 € | Reprise tampon EP dans cour de récréation | 1 000 € |
| | | Sécurisation de la cour de récréation | 10 000 € | | |
| | | Mise en place de BAES à LED | 5 000 € | | |
| *Annecy 2* | **Les Balmettes**<br>**ANNECY** | **Travaux** | **135 000 €** | **Entretien** | **10 000 €** |
| | | Remplacement des chaudières et reprise des réseaux de distribution | 80 000 € | Réfection toiture terrasse atelier | 10 000 € |
| | | Création salle inter-disciplinaire dans ancienne salle techno | 50 000 € | | |
| | | Amélioration des éclairages sous péau | 5 000 € | | |
| *Annecy-le-Vieux* | **Les Barattes**<br>**ANNECY-LE-VIEUX** | **Travaux** | **23 000 €** | **Entretien** | **6 500 €** |
| | | Mise place des éclairages Led RDC | 10 000 € | Nettoyage des vitrages extérieurs | 3 500 € |
| | | Création douche dans infirmerie | 5 000 € | Fourniture de revêtements muraux posés par OP | 3 000 € |
| | | Réfection couverture salle culturelle | 8 000 € | | |
| | **Evire**<br>**ANNECY-LE-VIEUX** | **Travaux** | **13 000 €** | **Entretien** | **5 000 €** |
| | | Mise en place d'un garde-corps extérieur accès SEGPA | 3 000 € | 1/2 pension : fourniture de protection murale pour mise en place par OP | 5 000 € |
| | | Réfection des plafonds d'avants toits (forget) et nettoyage des gouttières | 10 000 € | | |
| *Annemasse* | **Michel Servet**<br>**ANNEMASSE** | **Travaux** | **8 000 €** | **Entretien** | **2 700 €** |
| | | Création local ménage | 5 000 € | Remise en état interphone | 1 200 € |
| | | Abattage d'arbre | 3 000 € | Réparation VMC logement | 1 500 € |
| *Sciez* | **Jean-Marie Molliet**<br>**BOEGE** | **Travaux** | **12 000 €** | **Entretien** | **0 €** |
| | | Mise en place éclairage LED dans circulation | 12 000 € | / | |
| *Bonneville* | **Samivel**<br>**BONNEVILLE** | **Travaux** | **15 000 €** | **Entretien** | **28 500 €** |
| | | Mise en place de PC cf et CF dans 2 salles de techno | 10 000 € | Fourniture de revêtements muraux posés par l'OP dans circulations | 4 500 € |
| | | Diagnostic pour amélioration locaux vie scolaire | 5 000 € | Réfection de deux appartements de fonction | 24 000 € |

| *CANTON* | *COLLEGE* | *TRAVAUX* | *Montant prévisionnel TRAVAUX* | *ENTRETIEN* | *Montant prévisionnel ENTRETIEN* |
|---|---|---|---|---|---|
| *Sciez* | **François Mugnier BONS-EN-CHABLAIS** | **Travaux** | **65 000 €** | **Entretien** | **0 €** |
| | | Mise en place d'éclairage LED | 15 000 € | | |
| | | MOE GTC | | | |
| | | Modernisation des menuiseries logements de fonction | 50 000 € | | |
| *Mont-Blanc* | **Roger Frison Roche CHAMONIX-MONT-BLANC** | **Travaux** | **45 000 €** | **Entretien** | **12 000 €** |
| | | Mise en place de VR | 20 000 € | Remplacement vannes chaufferie | 12 000 € |
| | | Mise en sécurité des portes extérieures | 20 000 € | | |
| | | Mise en place de carrelage en cuisine | 5 000 € | | |
| *Cluses* | **G.Anthonioz-de Gaulle CLUSES** | **Travaux** | **50 000 €** | **Entretien** | **0 €** |
| | | provision divers travaux | 50 000 € | | |
| *Seynod* | **Beauregard ANNECY/CRAN-GEVRIER** | **Travaux** | **11 000 €** | **Entretien** | **12 000 €** |
| | | Mise en place de PC CF pour alimentation vidéoprojecteur et en salle de musique | 8 000 € | Réfection peinture appartement du principal | 12 000 € |
| | | Abattage d'arbre | 3 000 € | | |
| *Gaillard* | **Paul Emile Victor CRANVES-SALES** | **Travaux** | **93 000 €** | **Entretien** | **0 €** |
| | | Travaux d'enrobés sur terrain de sport | 5 000 € | | |
| | | Divers travaux de VRD | 8 000 € | | |
| | | Mise en conformité SSI | 50 000 € | | |
| | | Mise en place de chaudière à condensation | 30 000 € | | |
| *La Roche-sur-Foron* | **Louis Armand CRUSEILLES** | **Travaux** | **20 000 €** | **Entretien** | **2 800 €** |
| | | Etude pour réfection toiture et isolation bâtiment 3 y/c CT+CSPS | 20 000 € | Réfection peinture salle techno | 2 800 € |
| *Sciez* | **Bas-Chablais DOUVAINE** | **Travaux** | **78 000 €** | **Entretien** | **0 €** |
| | | MOE pour remplacement SSI et autocom | 15 000 € | | |
| | | Mise en place sol PVC dans le CDI | 15 000 € | | |
| | | Aménagement infirmerie | 10 000 € | | |
| | | Remplacement menuiseries ext. (2 portes, menuiseries préau et couloir techno) | 38 000 € | | |

| *CANTON* | *COLLEGE* | *TRAVAUX* | *Montant prévisionnel TRAVAUX* | *ENTRETIEN* | *Montant prévisionnel ENTRETIEN* |
|---|---|---|---|---|---|
| *Evian-les-Bains* | **Les Rives du Léman**<br>**EVIAN-LES-BAINS** | **Travaux** | **49 000 €** | **Entretien** | **5 000 €** |
| | | Mise en sécurité des portes CF dans les circulations | 15 000 € | Remplacement de menuiseries ext. Logements 3 et 5 | 5 000 € |
| | | Aménagement d'un escalier ext. (talus amont du collège) | 15 000 € | | |
| | | Réfection des éclairages du préau | 5 000 € | | |
| | | Remplacement de trois menuiseries ext. | 14 000 € | | |
| *Faverges* | **Jean Lachenal**<br>**FAVERGES** | **Travaux** | **0 €** | **Entretien** | **0 €** |
| | | Etude pour réfection verrière rue couverte | surAP études | | |
| *St- Julien-en-Genevois* | **Val des Usses**<br>**FRANGY** | **Travaux** | **17 000 €** | **Entretien** | **5 000 €** |
| | | Autocom | 7 000 € | Remplacement de stores extérieurs | 5 000 € |
| | | Signalétique extérieure | 10 000 € | | |
| | | Aménagements extérieurs (100 000 €) | sur crédits sureté | | |
| *Annecy-le-Vieux* | **Le Parmelan**<br>**GROISY** | **Travaux** | **35 000 €** | **Entretien** | **0 €** |
| | | MOE pour opération d'économies d'énergie | AP études énergie | | |
| | | Mise en place d'éclairage LED | 15 000 € | | |
| | | Occultations des logements de fonction | 20 000 € | | |
| *Sciez* | **Théodore Monod**<br>**MARGENCEL** | **Travaux** | **58 000 €** | **Entretien** | **0 €** |
| | | Mise en conformité des cloisons salles techno sur circulation | 3 000 € | | |
| | | Réfection des BAES à LED | 5 000 € | | |
| | | Aménagement cour de récréation | 50 000 € | | |
| *Bonneville* | **Camille Claudel**<br>**MARIGNIER** | **Travaux** | **18 000 €** | **Entretien** | **0 €** |
| | | MOE pour remplacement SSI | 10 000 € | | |
| | | Réfection des murs du CDI | 8 000 € | | |
| *Sallanches* | **Emile Allais**<br>**MEGEVE** | **Travaux** | **19 000 €** | **Entretien** | **0 €** |
| | | Mise en place LED et faux-plafonds RDC | 15 000 € | | |
| | | Création local ménage | 4 000 € | | |

| *CANTON* | *COLLEGE* | *TRAVAUX* | *Montant prévisionnel TRAVAUX* | *ENTRETIEN* | *Montant prévisionnel ENTRETIEN* |
|---|---|---|---|---|---|
| *Annecy 1* | **Jacques Prévert ANNECY/MEYTHET** | **Travaux** | **20 000 €** | **Entretien** | **0 €** |
| | | Mise en place éclairages et BAES à LED dans circulations R+1 bât A et B et accueil y/c faux plafonds | 20 000 € | | |
| *Mont-Blanc* | **Varens PASSY** | **Travaux** | **10 000 €** | **Entretien** | **0 €** |
| | | Travaux divers : ballon ECS, VMC et conformité ascenseur | 10 000 € | | |
| *Annecy 1* | **POISY** | **Travaux** | **25 000 €** | | |
| | | provision pour travaux divers | 25 000 € | | |
| *La Roche-sur-Foron* | **La Pierre aux Fées REIGNIER-ESERY** | **Travaux** | **250 000 €** | **Entretien** | **0 €** |
| | | Aménagement toilettes sur cour et dépôt de la cour haute, aménagement local facto et création de locaux de stockage, dépose des RIA, études pour création GTC | 223 000 € | | |
| | | Etanchéité terrasse salles techno | 27 000 € | | |
| | **Les Allobroges LA ROCHE-SUR-FORON** | **Travaux** | **3 000 €** | **Entretien** | **0 €** |
| | | Réhausse du portail demi-pension | 3 000 € | | |
| *Rumilly* | **Le Clergeon RUMILLY** | **Travaux** | **54 000 €** | **Entretien** | **5 000 €** |
| | | Réfection éclairage extérieur | 10 000 € | Reprise réseaux EU, logement gardien | 5 000 € |
| | | Travaux de ravalement sur façade entrée collège | 2 000 € | | |
| | | Remplacement de 22 skydomes | 20 000 € | | |
| | | Travaux sur menuiseries extérieures en salles techno | 10 000 € | | |
| | | Etude pour Création d'un préau attente self | 12 000 € | | |
| *Evian-les-Bains* | **Henri Corbet SAINT-JEAN D'AULPS** | **Travaux** | **13 000 €** | **Entretien** | **0 €** |
| | | Création réseau évacuation toiture garage | 2 000 € | | |
| | | Mise en place de VR dans appartements gestionnaire et principal | 5 000 € | | |
| | | Remplacement de 3 menuiseries extérieures | 6 000 € | | |
| *Seynod* | **Jean Monnet SAINT-JORIOZ** | **Travaux** | **14 000 €** | **Entretien** | **0 €** |
| | | Mise en place éclairage LED dans les circulations | 10 000 € | | |
| | | Mise en place plaques protection dans les circulations | 4 000 € | | |

| *CANTON* | *COLLEGE* | *TRAVAUX* | *Montant prévisionnel TRAVAUX* | *ENTRETIEN* | *Montant prévisionnel ENTRETIEN* |
|---|---|---|---|---|---|
| *Bonneville* | **Gaspard Monge SAINT-JEOIRE** | **Travaux** | **29 200 €** | **Entretien** | **9 300 €** |
| | | Remplacement centrale SSI | 4 000 € | Remplacement chassis de toiture dans appartement du principal | 5 600 € |
| | | Isolation mur réserve sèche | 1 000 € | Fourniture et revêtement mural dans hall du gymnase | 3 700 € |
| | | Mise en place éclairages LED circulations RDC | 4 000 € | Remplacement moquette dans appartement de fonction | |
| | | Mise en place de BAES à LED autotestable | 7 000 € | | |
| | | Mise en place de carrelage dans la loge et salle d'étude | 8 500 € | | |
| | | Réfection des couvertines des murets extérieurs | 2 700 € | | |
| | | Réfection étanchéité terrasse | 2 000 € | | |
| *St-Julien-en-Genevois* | **Arthur Rimbaud SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS** | **Travaux** | **17 000 €** | **Entretien** | **36 500 €** |
| | | Mise en place LED dans le hall d'entrée | 15 000 € | Elagage | 3 000 € |
| | | Mise en place PC | 2 000 € | Nettoyage des vitres | 6 000 € |
| | | | | Reprises diverses sur évacuation EU | 7 500 € |
| | | | | Rénovation appartement de fonction | 20 000 € |
| | **Jean-Jacques Rousseau SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS** | **Travaux** | **38 000 €** | **Entretien** | **17 000 €** |
| | | Mise en place avancées de toit | 18 000 € | Rénovation salle des professeurs | 9 000 € |
| | | Amélioration portes palières métalliques | 20 000 € | Reprises de plinthes | 3 000 € |
| | | | | Réparation joints huisseries des logements de fonction | 5 000 € |
| *Evian-les-Bains* | **Pays de Gavot SAINT-PAUL-EN-CHABLAIS** | **Travaux** | **20 000 €** | **Entretien** | **0 €** |
| | | Divers travaux de serrurerie | 3 000 € | | |
| | | Rénovation d'appareils sanitaires dans WC collectifs | 10 000 € | | |
| | | Réfection carrelage et faïence dans circulation et salle techno | 7 000 € | | |
| *Bonneville* | **Karine Ruby SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY** | **Travaux** | **45 500 €** | **Entretien** | **16 000 €** |
| | | Remplacement de vannes en chaufferie | 3 000 € | Réparation de gouttières inaccessibles par OP | 4 000 € |
| | | Mise en place de VR en salle sciences physiques | 7 500 € | Rénovation appartement de fonction | 12 000 € |
| | | Mise en place éclairage LED couloir RDC | 10 000 € | | |
| | | Mise en place SAS vie scolaire | 25 000 € | | |

| *CANTON* | *COLLEGE* | *TRAVAUX* | *Montant prévisionnel TRAVAUX* | *ENTRETIEN* | *Montant prévisionnel ENTRETIEN* |
|---|---|---|---|---|---|
| *Sallanches* | **Le Verney SALLANCHES** | **Travaux** | **35 000 €** | **Entretien** | **0 €** |
| | | Aménagement sortie de secours en salle d'animation | 20 000 € | | |
| | | Isolation au feu de locaux | 15 000 € | | |
| *Cluses* | **André Corbet SAMOENS** | **Travaux** | **18 500 €** | **Entretien** | **4 000 €** |
| | | Remplacement autocom | 8 000 € | Fourniture de faux-plafonds pour mise en place par OP | 4 000 € |
| | | Mise en place LED dans les circulations | 7 500 € | | |
| | | Mise en place porte CF dans la salle arts plastiques | 1 000 € | | |
| | | Mise en place de Presto dans sanitaires collectifs | 2 000 € | | |
| | **Jean-Jacques Gallay SCIONZIER** | **Travaux** | **40 000 €** | **Entretien** | **0 €** |
| | | Modernisation de portes palières | 20 000 € | | |
| | | Abri vélo | 20 000 € | | |
| *Seynod* | **Le Semnoz SEYNOD** | **Travaux** | **20 000 €** | **Entretien** | **0 €** |
| | | Mise en place de PC CF dans salles B107, 108 et 112 | 4 000 € | | |
| | | Aménagement vie scolaire | 3 000 € | | |
| | | Aménagement VRD extérieur, aire de lavage conteners | 5 000 € | | |
| | | Mise en sécurité du parc arboré | 3 000 € | | |
| | | Isolation de l'atelier SEGPA | 5 000 € | | |
| *St- Julien-en-Genevois* | **Le Mont des Princes SEYSSEL** | **Travaux** | **10 000 €** | **Entretien** | **8 500 €** |
| | | Mise en place de LED dans les circulations | 10 000 € | Reprise sol de la chambre froide | 6 000 € |
| | | | | Elagage | 2 500 € |
| *Annecy 1* | **La Mandallaz SILLINGY** | **Travaux** | **14 500 €** | **Entretien** | **20 000 €** |
| | | Isolation des combles (logement) | 7 500 € | Réfection appartement de fonction (gardienne) | 20 000 € |
| | | Diagnostic énergétique logements | 7 000 € | | |
| *Cluses* | **Jacques Brel TANINGES** | **Travaux** | **253 000 €** | **Entretien** | **0 €** |
| | | Mise en sécurité 2 portes CF | 20 000 € | | |
| | | Mise en conformité électrique | 3 000 € | | |
| | | Création sanitaire sur cour, amélioration des systèmes de chauffage et reprise des VRD | 230 000 € | | |

| *CANTON* | *COLLEGE* | *TRAVAUX* | *Montant prévisionnel TRAVAUX* | *ENTRETIEN* | *Montant prévisionnel ENTRETIEN* |
|---|---|---|---|---|---|
| *Faverges* | **Les Aravis THONES** | **Travaux** | **55 000 €** | **Entretien** | **4 000 €** |
| | | Etudes pour rénovation des espaces techno | 10 000 € | Remplacement d'une cheminée | 1 000 € |
| | | Occultation des salles 115, 116, salles animation et réunion | 25 000 € | Remplacement porte extérieure accès dépôt arts plastiques | 3 000 € |
| | | Aménagement du local ménage | 5 000 € | | |
| | | Réfection des appareils sanitaires des logements 1 et 4 | 15 000 € | | |
| *Thonon-les-Bains* | **Champagne THONON-LES-BAINS** | **Travaux** | **46 300 €** | **Entretien** | **15 000 €** |
| | | Création d'un parc à vélo couvert | 20 000 € | Réfection de logements | 15 000 € |
| | | Réfection serre SEGPA | 12 300 € | | |
| | | Mise en sécurité mur extérieur | 4 000 € | | |
| | | Mise en place occultation | 10 000 € | | |
| | **Jean-Jacques Rousseau THONON-LES-BAINS** | **Travaux** | **26 000 €** | **Entretien** | **0 €** |
| | | Portes escaliers B, C et D | 16 000 € | | |
| | | Travaux de peintures divers | 10 000 € | | |
| *Annemasse* | **Paul Langevin VILLE-LA-GRAND** | **Travaux** | **25 000 €** | **Entretien** | **6 000 €** |
| | | Etude pour la création d'un préau | 25 000 € | Elagage | 2 000 € |
| | | | | Rénovation du logement du principal | 4 000 € |
| | | **TOTAL GENERAL** | **1 916 000 €** | | **234 800 €** |

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**DONNE** son accord au programme de travaux et d'entretien proposé et à l'engagement des opérations correspondantes.

**AUTORISE** M. le Président à lancer les consultations nécessaires et à signer les marchés de maîtrise d'œuvre et autres prestataires de services et de travaux.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0114

**OBJET : AVENANTS AUX CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. MORAND, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY, M. EXCOFFIER à Mme DION, Mme TOWNLEY-BAZAILLE à M. BAUD-GRASSET | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **29** | **Voix Pour** | **34** |
| **Représenté(e)(s) :** | **5** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **34** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu Le Code de l'Education et notamment les articles L.442-5, L.442-9, L.442-16 et L.151-4,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 de l'Assemblée départementale adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu la délibération n° CP-2016-0180 du 07 mars 2016 relative aux conventions de partenariat avec l'enseignement privé,

Vu la délibération n° CD-2016-075 du 12 décembre 2016 adoptant le Budget Primitif 2017 de la politique départementale en faveur de l'éducation,

Vu les conventions initiales de partenariat signées le 06 avril 2016 avec l'UDOGEC (l'Union Départementale des Organismes de Gestion des Etablissements Catholiques d'enseignement) et la DDEC (Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique) et le 18 mai 2016 avec le collège privé Maurice Tièche de COLLONGES-SOUS-SALEVE,

Vu l'avis favorable émis par la 4ème Commission Education, Jeunesse, Sport, Culture, Patrimoine lors de sa réunion du 16 janvier 2017.

Le Département de la Haute-Savoie a formalisé en 2016 un principe de conventionnement avec l'enseignement privé pour définir les modalités de ses interventions en faveur des établissements privés sous contrat d'association avec l'Etat.

Les conventions signées en 2016 prévoient une actualisation annuelle par voie d'avenant.

A cette fin, il est proposé la passation des avenants joints qui précisent le montant des aides financières apportées au titre de l'exercice 2017 pour les interventions suivantes :

1. le forfait d'externat part « matériel », correspondant au coût matériel d'un collégien du réseau public (article 1),

2. le forfait d'externat part départementale « personnel », correspondant au coût du personnel d'externat du réseau public (article 2),

3. les actions éducatives et dotations spécifiques du département (article 3),

4. les subventions d'investissement et la dotation pour l'équipement informatique (article 4).

Les différents types d'aides feront l'objet d'une délibération spécifique pour leur attribution et leur versement.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**AUTORISE** M. le Président à signer les avenants aux conventions passées avec les représentants de la Direction diocésaine, l'Union Départementale des Organismes de Gestion des Etablissements Catholiques d'enseignement pour les établissements catholiques et le directeur du collège Maurice Tièche à COLLONGES-SOUS-SALEVE.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

# AVENANT N°1

## RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE DEPARTEMENT, L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE ET L'UNION DEPARTEMENTALE DES ORGANISMES DE GESTION DES ETABLISSEMENTS CATHOLIQUES D'ENSEIGNEMENT ANNEE 2017

**ENTRE**

**Le Département de la Haute-Savoie**, représenté par son Président en exercice, Monsieur Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération CP-2017 en date du 6 février 2017 ;

**d'une part**

**ET**

**L'Enseignement Catholique de Haute-Savoie,** représenté par Monsieur Marc HERITIER, Directeur Diocésain, dûment habilité par une délibération du Conseil d'Administration en date du ;

**ET**

**L'Union Départementale des Organismes de Gestion des Établissements Catholiques d'Enseignement UDOGEC** représentée par son Président, Monsieur Paul BASSON, dûment habilité par une délibération du Conseil d'Administration de l'UDOGEC en date du 8 mars 2016

**d'autre part**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu Le Code de l'Education et notamment les articles L442-5, L442-9, L442-16 et L 151-4,
Vu la convention initiale de partenariat entre le Département et l'UDOGEC signée en date du 6 avril 2016.

**PREAMBULE**

Le Département de la Haute-Savoie, l'Enseignement Catholique et l'Union Départementale des Organismes de Gestion des Etablissements Catholiques d'Enseignement ont souhaité établir un partenariat **au service de l'enseignement et de l'éducation des collégiens**, dans le cadre du Service Public de l'Education Nationale, auquel les établissements catholiques sont associés par contrat, dans le respect de leur caractère propre.
A cette fin, ce partenariat a été formalisé au moyen d'une convention posant les règles de base.
Il est prévu que cette convention, établie pour la première fois en 2016, serait mise à jour annuellement par avenant.
**2017 est donc l'année dénommée N dans le présent avenant.**

**Il est donc convenu ce qui suit :**
Le présent avenant a pour objet d'actualiser la convention qui comporte quatre volets :

1. Le forfait d'externat part « matériel » , correspondant au coût matériel d'un collégien du réseau public (article 1);
2. Le forfait d'externat part départementale « personnel » , correspondant au coût du personnel d'externat du réseau public (article 2) ;
3. Les actions éducatives et dotations spécifiques du département (article 3) ;
4. Les subventions d'investissement relevant de la loi Falloux et la dotation pour l'équipement informatique (article 4) .

**ARTICLE 1 - LE FORFAIT D'EXTERNAT PART « MATERIEL »:**
Le forfait **d'externat part « matériel »** correspond au "coût matériel » d'un collégien du réseau public.
L'assiette de calcul de cette contribution comprend :

- la dotation de fonctionnement versée aux collèges publics
- la prime d'assurances payée par le Département
- les dépenses d'entretien et les frais d'abonnement internet constatés pour l'année N-2, soit 2015.

Modalités de calcul de la dotation de l'année 2017 :

*Il est proposé de prendre en compte dans l'assiette de calcul :*

1. *la participation au fonctionnement des collèges publics prévue pour l'année N,( déduction faite des dotations spécifiques traitées au point 5 et allouées aux classes ULIS et aux ateliers SEGPA), selon les effectifs de l'année scolaire en cours, soit 2016/2017 qui compte 29 637 élèves en collèges publics et 10 542 élèves en collèges privés, répartis pour 10 492 dans l'enseignement catholique et 50 pour le collège Maurice TIECHE.*
2. *les dépenses complémentaires liées aux frais d'entretien des bâtiments des collèges publics: entretien de bâtiments, maintenance informatique, sur la base du compte administratif N-2 , hors frais liés aux logements et à la restauration, et selon les effectifs de l'année scolaire N-2/N-1.*
3. *la prime d'assurances aux biens de l'année N-2, et selon les effectifs de l'année scolaire N-2/N-1*
4. *les frais d'abonnement informatique année N-2 et selon les effectifs de l'année scolaire N-2/N-1*
5. *un forfait de 1 000 € prévu pour chaque classe ULIS et chaque atelier SEGPA du réseau public.*

Pour 2017 :

- Enveloppe prévisionnelle 2017 réservée au fonctionnement des collèges publics : 5 846 000 €, déduction faite des 54 000 € prévus pour les classes ULIS et les ateliers SEGPA ;
- Enveloppe prévisionnelle réservée aux collèges privés, hors ULIS et SEGPA : 2 079 446 €
- Quote-part aux frais d'entretien des collèges publics, s'élevant à 984 832 €, dont :
  - *maintenance courante : 656 389 €*
  - *prime d'assurances aux biens : 204 446 €*
  - *frais d'abonnement informatique : 124 000 €.*

La quote-part au prorata des effectifs 2015/2016 (29 425 en public pour 10 371 en privé) s'élève à ***347 110 €.***

- La dotation aux classes ULIS et SEGPA : **3 000 €**

La dotation prévisionnelle 2017 s'établit donc sur ces bases à **2 426 556 €,** augmentés de **3 000 €** pour les ULIS et SEGPA.

**La dotation destinée aux établissements de l'enseignement catholique accueillant 10 492 collégiens , s'élève à (2 427 000 € /10542X10492), soit 2 415 500 € + 3 000 € pour 1 classe ULIS et 2 ateliers SEGPA, soit 2 418 500 €.**

Son montant définitif sera réajusté en fin d'exercice en fonction de la dotation réellement versée aux collèges publics fin 2017.

**Modalités de versement :**
Le versement de cette subvention répond aux modalités suivantes :
- Le budget primitif du département de l'année N doit être voté ;
- Le montant des dotations de chaque établissement sera calculé au prorata des effectifs ;
- Le taux de répartition de l'enveloppe prévisionnelle sera le même que celui appliqué pour les collèges publics ;
- Le montant versé à chaque établissement est calculé au prorata des effectifs.

## ARTICLE 2 : LE FORFAIT D'EXTERNAT PART DEPARTEMENTALE « PERSONNEL »

*L'article L.442-9 du Code de l'Education dispose que les collectivités territoriales compétentes assument, pour les classes sous contrat des collèges et lycées privés, la charge des dépenses de fonctionnement relatives aux personnels non enseignants afférentes à l'externat.*

Les textes affirment le principe de « parité » avec l'enseignement public, à savoir que le versement aux établissements privés doit correspondre au prorata du coût des personnels techniques des collèges publics affectés exclusivement à l'externat.
Depuis 2012, le département a mis à niveau cette contribution qui est recalculée chaque année en fonction des évolutions de la masse salariale des ATTEE (adjoints techniques des établissements d'enseignement) et des effectifs.
Pour simplifier les calculs, il est proposé de raisonner par ratio/élève (année N-2/ année scolaire N-2/N-1), augmenté annuellement du pourcentage d'évolution de la masse salariale entre les années N-3 et N-2 (dernière année connue) lors de la préparation des budgets.
Ce ratio élève est à multiplier par le nombre d'élèves de l'année 2015/2016.

Modalités de calcul de la dotation de l'année 2017 :
Le ratio élève appliqué pour le calcul de la dotation 2016 était de 294,83 €.
La masse salariale a évolué de 2,6 % entre 2014 et 2015.
Le forfait à l'élève retenu pour le calcul de la subvention 2017 est donc 302,50 €
Sur la base de 10 345 élèves de l'enseignement privé catholique en 2015/2016, la dotation prévisionnelle s'élève à **3 129 363 €**.

**Modalités de versement :**
Le versement de cette subvention répond aux modalités suivantes :
- Le budget primitif du département de l'année 2017 doit être voté ;
- Le montant versé à chaque établissement est calculé au prorata des effectifs, avec un taux majoré pour les 80 premiers élèves pour ne pas pénaliser les petits établissements qui ont un montant de charges incompressibles; Ce forfait est fixé à 500€ pour 2017. Le forfait au-dessus de 80 élèves est calculé sur la base de l'enveloppe restante. Le forfait SEGPA et ULIS n'est plus différencié dans la mesure où une subvention spécifique est versée au titre de la part matériel.
- Le versement intervient courant du premier trimestre de l'année 2017.

## ARTICLE 3 - LES ACTIONS EDUCATIVES ET DOTATIONS SPECIFIQUES DU DEPARTEMENT

*3.1 Les actions éducatives :*
Pour l'année scolaire 2016/2017, le Département poursuit l'intégralité du programme et ne modifie pas les modalités des aides apportées aux établissements.
Les établissements auront donc à constituer leurs projets notamment dans le cadre du dossier SIEL.
L'action *savoir secourir* est maintenue pour l'année scolaire 2016/2017 en collaboration avec le SDIS et l'UGSEL, et prise en charge par le département au taux de 22 € par élève.

*3.2 les participations aux utilisations d'équipements sportifs*
Pour l'année scolaire 2016/2017, cette aide est maintenue.
Pour les collèges privés ayant des installations sportives couvertes intégrées à leurs bâtiments, le département verse à ces établissements une subvention de fonctionnement calculée sur les mêmes bases que celle attribuées aux collectivités.

## ARTICLE 4 - AIDE A L'INVESTISSEMENT

**Pour 2017, le Département a inscrit une enveloppe prévisionnelle de 1 800 000 €.**
**En fonction des justificatifs produits, l'Assemblée départementale décidera du montant de l'aide définitive pour l'année 2017.**

*4.2 Equipement informatique*
Pour 2017, le Département a inscrit une enveloppe prévisionnelle de **200 000 €.**
Le versement sera effectué au vu des justificatifs des dépenses.

4.3 Numérique éducatif

Le département a répondu à l'appel à projet numérique lancé par le Ministère de l'Education en 2016 et a équipé 1 collège privé, *Présentation de Marie à St Julien en Genevois*, de 2 classes mobiles, soit 38 tablettes.

Pour 2017, si le Département dans les collèges publics soutient les éventuels appels à projet lancés par l'Etat, il soutiendra les collèges privés dans la limite des crédits inscrits au budget.

**ARTICLE 5 – ENTRÉE EN VIGUEUR, MODE DE RÉVISION DE LA PRÉSENTE CONVENTION**
Le présent avenant vaut à compter du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017.

Fait en trois exemplaires, à ....., le

| | | |
|---|---|---|
| **Le Président du Conseil Départemental,** | **Le Directeur Diocésain,** | **Le Président de l'UDOGEC,** |

,

# AVENANT N°1

## RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE DEPARTEMENT ET L'ENSEMBLE SCOLAIRE ADVENTISTE MAURICE TIECHE A COLLONGES-SOUS-SALEVE

**ENTRE**

**Le Département de la Haute-Savoie**, représenté par son Président en exercice, Monsieur Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération CP-2017- en date du 6 février 2017.

**d'une part**
**ET**

**L'ensemble scolaire adventiste Maurice TIECHE, à COLLONGES-SOUS-SALEVE, représenté par son Directeur, Monsieur Jean Philippe LEHMANN,**

**d'autre part**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu Le Code de l'Education et notamment les articles L442-5, L442-9, L442-16 et L 151-4,

Vu la convention initiale de partenariat entre le Département et le Collège privé Maurice Tièche de COLLONGES-SOUS-SALEVE signée en date du 18 mai 2016.

**PREAMBULE**

Le Département de la Haute-Savoie et le collège privé Maurice TIECHE à COLLONGES-SOUS-SALEVE, ont souhaité établir un partenariat **au service de l'enseignement et de l'éducation des collégiens**, dans le cadre du Service Public de l'Education Nationale , auquel les établissements privés sont associés par contrat, dans le respect de leur caractère propre.

A cette fin, ce partenariat a été formalisé au moyen d'une convention posant les règles de base.

Il est prévu que cette convention, établie pour la première fois en 2016, serait mise à jour annuellement par avenant.

**2017 est donc l'année dénommée N dans le présent avenant.**

**Il est donc convenu ce qui suit :**

Le présent avenant a pour objet d'actualiser la convention qui comporte quatre volets :

1. Le forfait d'externat part « matériel », correspondant au coût matériel d'un collégien du réseau public (article 1) ;
2. Le forfait d'externat part départementale « personnel » , correspondant au coût du personnel d'externat du réseau public (article 2) ;
3. Les actions éducatives et dotations spécifiques du département (article 3) ;
4. Les subventions d'investissement et la dotation pour l'équipement informatique (article 4).

ARTICLE 1 - LE FORFAIT D'EXTERNAT PART « MATERIEL »:

Le forfait **d'externat part « matériel »** correspond au « coût matériel » d'un collégien du réseau public.
L'assiette de calcul de cette contribution comprend :

- la dotation de fonctionnement versée aux collèges publics,
- la prime d'assurances payée par le Département,
- les dépenses d'entretien et les frais d'abonnement internet constatés pour l'année N-2, soit 2015.

**Modalités de calcul de la dotation de l'année 2017 :**

*Il est proposé de prendre en compte dans l'assiette de calcul :*

1. *la participation au fonctionnement des collèges publics prévue pour l'année N,( déduction faite des dotations spécifiques traitées au point 5 et allouées aux classes ULIS et aux ateliers SEGPA), selon les effectifs de l'année scolaire en cours 2016/2017 qui compte 29 637 élèves en collèges publics et 10 542 élèves en collèges privés, dont 50 scolarisés au collège Maurice TIECHE.*
2. *les dépenses complémentaires liées aux frais d'entretien des bâtiments des collèges publics: entretien de bâtiments, maintenance informatique, sur la base du compte administratif N-2 , hors frais liés aux logements et à la restauration, et selon les effectifs de l'année scolaire N-2/N-1, soit 2015/2016, qui comptait 29 425 élèves en collèges publics et 10 371 élèves en collèges privés dont 26 scolarisés au collège Maurice TIECHE.*
3. *la prime d'assurances aux biens de l'année N-2, et selon les effectifs de l'année scolaire 2015/2016 (idem ci-dessus)*
4. *les frais d'abonnement informatique année N-2 et selon les effectifs de l'année scolaire 2015/2016(idem ci-dessus)*
5. *un forfait de 1 000 € prévu pour chaque classe ULIS et chaque atelier SEGPA du réseau public.*

**Pour 2017 :**

- Enveloppe prévisionnelle 2017 réservée au fonctionnement des collèges publics : 5 846 000 €, déduction faite des 54 000 € prévus pour les classes ULIS et les ateliers SEGPA ;
- Enveloppe prévisionnelle réservée aux collèges privés, hors ULIS et SEGPA : 2 079 446 €
- Quote-part aux frais d'entretien des collèges publics, s'élevant à 984 832 €, dont :
  - *maintenance courante : 656 389 €*
  - *prime d'assurances aux biens : 204 446 €*
  - *frais d'abonnement informatique : 124 000 €.*

La quote-part au prorata des effectifs 2015/2016 (29 425 en public pour 10 371 en privé) s'élève à ***347 110 €.***

- La dotation aux classes ULIS et SEGPA : **3 000 €**

La dotation prévisionnelle 2017 s'établit donc sur ces bases à **2 426 556 €,** augmentés de **3 000 €** pour les ULIS et SEGPA.

**La dotation au collège Maurice TIECHE accueillant 50 collégiens , s'élève à (2 427 000 € /10542X50), soit 11 511 € .**

**Son montant définitif sera réajusté en fin d'exercice en fonction de la dotation réellement versée aux collèges publics fin 2017.**

Modalités de versement :
Le versement de cette subvention répond aux modalités suivantes :
- Le budget primitif du département de l'année N doit être voté,
- Le montant des dotations de chaque établissement sera calculé au prorata des effectifs,
- Le taux de répartition de l'enveloppe prévisionnelle sera le même que celui appliqué pour les collèges publics,
- Le montant versé à chaque établissement est calculé au prorata des effectifs.

**Pour le collège Maurice TIECHE, le montant initial de la dotation 2017, sur la base de 50 collégiens , s'élève à 11 312 €.**

ARTICLE 2 : LE FORFAIT D'EXTERNAT PART DEPARTEMENTALE « PERSONNEL »
*L'article L.442-9 du Code de l'Education dispose que les collectivités territoriales compétentes assument, pour les classes sous contrat des collèges et lycées privés, la charge des dépenses de fonctionnement relatives aux personnels non enseignants afférentes à l'externat.*

Les textes affirment le principe de « parité » avec l'enseignement public, à savoir que le versement aux établissements privés doit correspondre au prorata du coût des personnels techniques des collèges publics affectés exclusivement à l'externat.
Depuis 2012, le département a mis à niveau cette contribution qui est recalculée chaque année en fonction des évolutions de la masse salariale des ATTEE (adjoints techniques des établissements d'enseignement) et des effectifs.
Pour simplifier les calculs, il est proposé de raisonner par ratio/élève (année N-2/ année scolaire N-2/N-1), augmenté annuellement du pourcentage d'évolution de la masse salariale entre les années N-3 et N-2 (dernière année connue) lors de la préparation des budgets.
Ce ratio élève est à multiplier par le nombre d'élèves de l'année N-1/N-2.

Modalités de calcul de la dotation de l'année 2016 , dénommée année N :
Le ratio élève appliqué pour le calcul de la dotation 2016 était de 294,83 €.
La masse salariale a évolué de 2,6 % entre 2014 et 2015.
Le forfait à l'élève retenu pour le calcul de la subvention 2017 est donc 302,50 €
Sur la base de 26 élèves de l'enseignement privé catholique en 2015/2016, la dotation prévisionnelle s'élève à **7 685 €.**

Modalités de versement :
Le versement de cette subvention répond aux modalités suivantes :
- Le budget primitif du département de l'année 2017 doit être voté ;
- Le montant versé à chaque établissement est calculé au prorata des effectifs, avec un taux majoré pour les 80 premiers élèves pour ne pas pénaliser les petits établissements qui ont un montant de charges incompressibles; Ce forfait est fixé à 500 € pour 2017. Le forfait au-dessus de 80 élèves est calculé sur la base de l'enveloppe restante. Le forfait SEGPA et ULIS n'est plus différencié dans la mesure où une subvention spécifique est versée au titre de la part matériel.
- Le versement intervient courant du premier trimestre de l'année 2017.

ARTICLE 3 - LES ACTIONS EDUCATIVES ET DOTATION SPECIFIQUES DU DEPARTEMENT

*3.1 Les actions éducatives :*
Pour l'année scolaire 2016/2017, le Département poursuit l'intégralité du programme et ne modifie pas les modalités des aides apportées aux établissements.
Les établissements auront donc à constituer leurs projets notamment dans le cadre du dossier SIEL.
L'action *savoir secourir* est maintenue pour l'année scolaire 2016/2017 et prise en charge par le département au taux de 22 € par élève.

*3.2 les participations aux utilisations d'équipements sportifs*
Pour l'année scolaire 2016/2017, cette aide est maintenue.

Pour les collèges privés ayant des installations sportives couvertes intégrées à leurs bâtiments, le département verse à ces établissements une subvention de fonctionnement calculée sur les mêmes bases que celle attribuées aux collectivités.

ARTICLE 4 - AIDE A L'INVESTISSEMENT

**Pour 2017, le Département a inscrit une enveloppe prévisionnelle de 1 800 000 €.**
**En fonction des justificatifs produits, l'Assemblée départementale décidera du montant de l'aide définitive pour l'année 2017.**

*4.2 Equipement informatique*
Pour 2017, le Département a inscrit une enveloppe prévisionnelle de **200 000 €.**
Le versement sera effectué au vu des justificatifs des dépenses.

4.3 Numérique éducatif

Le département a répondu à l'appel à projet numérique lancé par le Ministère de l'Education en 2016 et a équipé 1 collège privé, Présentation de Marie à St Julien en Genevois, de 2 classes mobiles, soit 38 tablettes.

Pour 2017, si le Département dans les collèges publics soutient les éventuels appels à projet lancés par l'Etat, il soutiendra les collèges privés dans la limite des crédits inscrits au budget.

**ARTICLE 5 – ENTRÉE EN VIGUEUR, MODE DE RÉVISION DE LA PRÉSENTE CONVENTION**
Le présent avenant vaut à compter du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017.

Fait en trois exemplaires, à ....., le

**Le Président du Conseil Départemental,** **Le Directeur du Collège Maurice Tièche,**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0115

**OBJET : POLITIQUE SPORTIVE DÉPARTEMENTALE - SECTIONS FONCTIONNEMENT - PREMIÈRE RÉPARTITION DE L'EXERCICE 2017 - ET INVESTISSEMENT**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. MORAND, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY, M. EXCOFFIER à Mme DION, Mme TOWNLEY-BAZAILLE à M. BAUD-GRASSET | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **29** | **Voix Pour** | **34** |
| **Représenté(e)(s) :** | **5** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **34** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu le protocole d'accord entre le Département et la Fédération Française de Ski en 2015,

Vu la délibération n° CD-2016-076 du 12 décembre 2016 adoptant les décisions de l'exercice budgétaire 2017,

Vu l'avis favorable émis par la 4ème Commission Education Jeunesse Sports Culture Patrimoine lors de sa réunion du 16 janvier 2017.

Considérant qu'en vertu de la loi Notre adoptée le 07 août 2015, le sport reste une compétence partagée entre chaque niveau de collectivité,

Considérant ainsi que le Conseil départemental a toute capacité à poursuivre son action engagée depuis de nombreuses années en direction du sport,

Considérant que dans ce contexte, le Conseil départemental poursuit sa politique de soutien au mouvement sportif haut-savoyard (sportifs, clubs, associations, comités),

Considérant le protocole d'accord signé en 2015 avec la Fédération Française de Ski.

Il est rappelé :

A – Section fonctionnement

**I – <u>Manifestations sportives et aides diverses</u>**

- **95 000 €** à la Fédération Française de Ski, dans le cadre du partenariat signé en 2015 et courant jusqu'en 2017, portant sur le maintien de son siège à Annecy,
- **2 500 €** au Ski Club du Grand-Bornand pour l'organisation du Championnat de France de ski alpin U18 (13 mars) et du Championnat de France de Snowboard (5-7 avril),
- **7 000 €** à l'interclub de ski de fond du bassin annécien pour l'organisation du 31ème marathon des Glières, dont les épreuves se dérouleront les 18 et 19 mars 2017 sur le Plateau des Glières,
- **2 000 €** au Comité Départemental de Course d'Orientation pour l'organisation du Championnat de France de course d'orientation à VTT sprint et relais, les 15-17 avril prochains à ANNECY/EPAGNY/POISY,
- **3 000 €** au Comité Départemental UGSEL pour l'organisation des Championnats de France UGSEL « Ski Nordique/Biathlon », les 30 et 31 mars 2017 au Praz-de-Lys et « escalade », les 11 et 12 mai 2017 à CHAMONIX-MONT-BLANC.

**II – <u>Bourse de formation professionnelle</u>**

- **500 €** à Lila BUI, lauréate du DEJEPS (Diplôme d'Etat de la Jeunesse, de l'Education Populaire et su Sport), spécialité « perfectionnement sportif » Karaté et disciplines associées.

## III – Comités sportifs départementaux

Versement des subventions annuelles de fonctionnement (saison sportive 2016/2017) :

**a. Le Ski**
- **168 500 €** au Comité Régional de Ski du Mont-Blanc pour lui permettre d'assumer les différentes missions qui lui sont conférées par la FFS,
- **45 740 €** à Haute-Savoie Nordic pour l'ensemble des actions de promotion et de développement de la filière nordique sur le territoire.

**b. Le Cyclisme**
- **23 000 €** au Comité Départemental de Cyclisme pour le fonctionnement du « Team Haute-Savoie Cyclisme ».

**c. Les Sports Scolaires**
- **32 000 €** au Comité départemental UNSS, service départemental qui fédère les établissements scolaires du second degré,
- **21 000 €** au Comité départemental USEP, service départemental qui fédère les établissements scolaires du premier degré,
- **42 300 €** au Comité départemental UGSEL, service départemental qui fédère les établissements scolaires du premier et du second degré.

**d. La maison départementale des sports**
- **52 000 €** au Comité Départemental Olympique et Sportif,
- **64 000 €** à Sport Emploi Animation pour ses actions en faveur de la vie associative et la structuration de l'emploi sportif sur le territoire,
- **20 000 €** au Groupement Employeurs Associatifs pour ses actions en faveur du développement de l'emploi sur le territoire.

**e. Référents sportifs départementaux**
- **3 570 €** au Comité départemental de Vol à Voile.

## IV – Les Clubs

Versement des subventions de fonctionnement aux structures d'entraînement labellisées et clubs de haut niveau éligibles au dispositif en vigueur (saison sportive 2016/2017) :

**a. Parcours d'Excellence Sportive de la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade – Centres d'entraînement labellisés**
- **4 000 €** à la section escalade du Club des Sports de Chamonix,
- **15 000 €** au Comité départemental FFME pour le fonctionnement du «Team Haute-Savoie Ski Alpinisme ».

**b. Aide aux clubs**

Lors de sa séance du 14 novembre dernier, par délibération n° CP-2016-0729, l'Assemblée départementale a accordé une subvention de 29 240 € à l'association Evian Thonon Gaillard (ETG FC) dans le cadre de l'aide aux frais de déplacements des clubs.

Suite au dépôt d'un dossier de cessation de paiement, le club a été placé en redressement judiciaire. Le jugement du Tribunal de Commerce de Thonon-les-Bains, rendu le 6 décembre dernier, a rejeté le plan de cession des actifs de la SASP Evian Thonon Gaillard et des actifs de l'association ETG au profit de l'association Thonon Evian Savoie Football Club.

Parallèlement, l'association Thonon Evian Savoie Football Club a été déclarée en sous-préfecture de Thonon-les-Bains, le 31 août 2016 : Président, Monsieur Jean-Louis ESCOFFIER.

500 licenciés seront concernés par ce projet scolaire, éducatif et sportif, avec une implication des établissements scolaires dans le fonctionnement du centre de préformation/formation des catégories U14 et U19.

Au regard de ces éléments, l'Assemblée départementale, lors de sa séance du 05 décembre dernier, par délibération n° CP-2016-0877, a adopté les décisions suivantes :

1. annulation de la subvention de 29 240 € accordée initialement à l'ETG FC,
2. versement d'une subvention exceptionnelle de 29 240 € au nouveau club Thonon Evian Savoie avec une clause de réserve concernant la cessation des actifs.

Dès lors, compte tenu des conditions particulières de versement indiquées dans le rapport n° CP-2016-0877 du 05 décembre, la subvention n'a pu être versée.

Aussi, pour tenir compte de ces éléments et de l'intérêt de ce projet sportif pour la pratique du football de haut niveau chez les jeunes haut-savoyards, il est proposé de verser la subvention de **29 240 €** à l'association Thonon Evian Savoie Football Club.

Il est également proposer de verser une subvention aux clubs sportifs suivant émargeant au dispositif d'aide aux clubs de haut-niveau pour la saison sportive 2016/2017 :

- **49 500 €** à Annecy Football Club
- **42 000 €** à Chamonix-Morzine Hockey Club
- **36 000 €** au FCSR Rumilly Rugby
- **36 000 €** à l'US Annecy Rugby
- **18 000 €** au club Black Panthers – Football Américain
- **30 000 €** au club Thonon Chablais Handibasket
- **27 000 €** au CSAV Handball (équipe masculine) d'ANNECY-LE-VIEUX
- **17 500 €** à Annemasse Basket Club (équipe féminine)

## B – Section investissement

Affectations des crédits d'investissement votés au Budget Primitif 2017 au titre des équipements sportifs utilisés prioritairement par les collégiens :

- Réhabilitation et extension du gymnase intercommunal de Boëge – Construction d'une piste d'athlétisme

Maître d'ouvrage : Communauté de Communes de la Vallée Verte
Coût du projet : 1 154 886 €
Subvention départementale : **187 310 €**

| **NOM DE LA COMMUNE OU DE L'EPCI :** | **CC de la Vallée Verte** |
|---|---|
| Projet faisant l'objet d'une demande de financement : | Construction/Réhabilitation du gymnase intercommunal et de sa piste d'athlétisme |
| Coût du projet HT : | **1 154 886 M€** |

| **COFINANCEMENTS** | **Montant** | **En % du coût HT** |
|---|---|---|
| Département de la Haute-Savoie | **187 310 €** | **16 %** |
| Etat – Soutien à l'investissement public local | 280 000 € | 24 % |
| Syane | 80 000 € | 7 % |
| **TOTAL DES COFINANCEMENTS** | **547 310 €** | **47 %** |
| **Participation de la Communauté de Communes de la Vallée Verte** | **607 576 €** | **53 %** |

 Extension du complexe sportif des Ebeaux

Maître d'ouvrage : Communauté de Communes du Pays de Cruseilles
Coût du projet : 4 799 172 €
Subvention départementale : **285 120 €** (subvention maximale plafonnée)

| **NOM DE LA COMMUNE OU DE L'EPCI :** | **CC du canton du Pays de Cruseilles** |
|---|---|
| Projet faisant l'objet d'une demande de financement : | Extension et réhabilitation du complexe sportif des Ebeaux |
| Coût du projet HT : | **4 799 172 €** |

| **COFINANCEMENTS** | **Montant** | **En % du coût HT** |
|---|---|---|
| Département de la Haute-Savoie – (subvention plafonnée)<br>Pôle Education Jeunesse Sports | **285 120 €** | **6 %** |
| Département de la Haute-Savoie<br>Pôle Animation Territoriale et Développement | 100 000 € | 2 % |
| Etat - Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux | 110 000 € | 2 % |
| **TOTAL DES COFINANCEMENTS** | **495 120 €** | **10 %** |
| **Participation de la Communauté de Communes du Pays de Cruseilles** | **4 304 052 €** | **90 %** |

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

A – Section fonctionnement

**AUTORISE** M. le Président à signer les conventions jointes en annexes :

A - Comité Régional de Ski du Mont-Blanc
B - Haute-Savoie Nordic
C - Comité départemental de Cyclisme
D - Comité départemental UNSS
E - Comité départemental USEP
F - Comité départemental UGSEL
G - Comité départemental Olympique et Sportif
H - Sport Emploi Animation
I - Groupement Employeurs Associatifs
J - Club des Sports de Chamonix
K - Comité départemental FFME 74
L - Annecy Football Club
M - Chamonix-Morzine Hockey Club
N - FSCR Rumilly Rugby
O - US Annecy Rugby
P - Black Panthers Football Américain
Q - Thonon Chablais Handibasket
R - CSAV Handball
S - Annemasse Basket Club
V - Thonon Evian Savoie Football Club

**AUTORISE** le versement des subventions aux organismes ou associations figurant dans les tableaux ci-après :

## I – Manifestations sportives et aides diverses

| Imputation : SPO2D00012 | | |
|---|---|---|
| **Nature** | **Programme** | **Fonct.** |
| 6574 | 06020003 | 32 |
| Subventions de fonctionnement Personnes droit privé | Aides aux manifestations sportives | |

| N° d'engagement CP | Bénéficiaires de la répartition | Montant à verser dans l'exercice |
|---|---|---|
| 17SPO00002 | Fédération Française de Ski | 95 000,00 |
| 17SPO00003 | Ski Club du Grand-Bornand | 2 500,00 |
| 17SPO00004 | Interclub de ski de fond du bassin annécien | 7 000,00 |
| 17SPO00005 | Comité départemental de Course d'Orientation | 2 000,00 |
| 17SPO00006 | Comité départemental UGSEL | 3 000,00 |
| | **Total de la répartition** | **109 500,00** |

## II – Bourse de formation professionnelle

| Imputation : SPO2D00008 | | |
|---|---|---|
| **Nature** | **Programme** | **Fonct.** |
| 6513 | 06020004 | 32 |
| Bourses | Bourses formations professionnelles Associations sportives | |

| N° d'engagement CP | Bénéficiaires de la répartition | Montant à verser dans l'exercice |
|---|---|---|
| 17SPO00007 | Lila BUI | 500,00 |
| | **Total de la répartition** | **500,00** |

## III – Comités sportifs départementaux

| Imputation : SPO2D00004 | | |
|---|---|---|
| **Nature** | **Programme** | **Fonct.** |
| 6574 | 06020001 | 32 |
| Subventions de fonctionnement Personnes droit privé | Aides aux comités départementaux | |

| N° d'engagement CP | Bénéficiaires de la répartition | Montant à verser dans l'exercice |
|---|---|---|
| 17SPO00008 | Comité Régional de Ski du Mont-Blanc | 168 500,00 |
| 17SPO00009 | Haute-Savoie Nordic | 45 740,00 |
| 17SPO00010 | Comité départemental de cyclisme | 23 000,00 |
| 17SPO00011 | Comité départemental UNSS | 32 000,00 |
| 17SPO00012 | Comité départemental USEP | 21 000,00 |
| 17SPO00013 | Comité départemental UGSEL | 42 300,00 |
| 17SPO00014 | Comité départemental olympique et sportif | 52 000,00 |
| 17SPO00015 | Sport Emploi Animation | 64 000,00 |
| 17SPO00016 | Groupement Employeurs Associatifs | 20 000,00 |
| 17SPO00028 | Comité Départemental de Vol à Voile | 3 570,00 |
| | **Total de la répartition** | **472 110,00** |

## IV – Les Clubs

### a. PES de la FFME

| Imputation : SPO2D00044 | | |
|---|---|---|
| **Nature..** | **Programme** | **Fonct.** |
| 6574 | 06020002 | 32 |
| Subventions de fonctionnement Personnes droit privé | Aides aux clubs | |

| N° d'engagement CP | Bénéficiaires de la répartition | Montant à verser dans l'exercice |
|---|---|---|
| 17SPO00017 | Club des Sports de Chamonix – section escalade | 4 000,00 |
| 17SPO00018 | Comité Départemental FFME | 15 000,00 |
| | **Total de la répartition** | **19 000,00** |

### b. Aide aux clubs

| Imputation : SPO2D00036 | | |
|---|---|---|
| **Nature..** | **Programme** | **Fonct.** |
| 6574 | 06020002 | 32 |
| Subventions de fonctionnement Personnes droit privé | Aides aux clubs | |

| N° d'engagement CP | Bénéficiaires de la répartition | Montant à verser dans l'exercice |
|---|---|---|
| 17SPO00001 | Thonon Evian Savoie Football Club | 29 240,00 |
| | **Total de la répartition** | **29 240,00** |

| Imputation : SPO2D00037 | | |
|---|---|---|
| **Nature..** | **Programme** | **Fonct.** |
| 6574 | 06020002 | 32 |
| Subventions de fonctionnement Personnes droit privé | Aides aux clubs | |

| N° d'engagement CP | Bénéficiaires de la répartition | Montant à verser dans l'exercice |
|---|---|---|
| 17SPO00019 | Annecy Football Club | 49 500,00 |
| 17SPO00027 | Chamonix-Morzine Hockey Club | 42 000,00 |
| 17SPO00020 | FCSR Rumilly Rugby | 36 000,00 |
| 17SPO00021 | US Annecy Rugby | 36 000,00 |
| 17SPO00022 | Black Panthers | 18 000,00 |
| 17SPO00023 | Thonon Chablais Handibasket | 30 000,00 |
| 17SPO00024 | CSAV Handball | 27 000,00 |
| 17SPO00025 | Annemasse Basket Club | 17 500,00 |
| | **Total de la répartition** | **256 000,00** |

**ANNULE** la subvention attribuée par la Commission Permanente par délibération n° CP-2016-0877 du 05 décembre 2016,

B – Section investissement

**ACCORDE** aux deux EPCI porteurs de projets d'équipements sportifs utilisés prioritairement par les collégiens, les subventions suivantes :

- **187 310 €** à la Communauté de Communes de la Vallée Verte pour la réhabilitation, l'extension du gymnase intercommunal de Boëge et la création de sa piste d'athlétisme,
- **285 120 €** à la Communauté de Communes du Pays de Cruseilles pour l'extension du complexe sportif des Ebeaux.

**AUTORISE** M. le Président à signer les conventions attributives de subventions avec les EPCI bénéficiaires :

T – Communauté de Communes de la Vallée Verte,
U – Communauté de Communes du Pays de Cruseilles.

**DECIDE** d'affecter l'Autorisation de Programme n° 06010001017 intitulée « Gymnases, mur d'escalade, stade d'athlétisme » aux opérations définies ci-dessous :

| **Code Imputation (clé)** Pour information et non voté | **Code affectation** | **Code de l'opération** | **Libellé de l'Opération** | **Montant affecté à l'opération** | **Echéancier de l'affectation** Pour information et non voté | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 2017 | 2018 |
| SPO1D00012 | AF17SPO001 | 15SPO02286 | Gymnase intercommunal de Boëge + piste d'athlétisme | 187 310,00 | 187 310,00 | |
| SPO1D00012 | AF17SPO002 | 17SPO00166 | Extension du complexe sportif des Ebeaux | 285 120,00 | 142 560,00 | 142 560 ,00 |
| | | | Total | 472 430,00 | 329 870,00 | 142 560,00 |

**AUTORISE** le versement des subventions d'équipement aux organismes ou associations figurant dans le tableau ci-après :

| **Imputation : SPO1D00012** | | |
|---|---|---|
| **Nature** | **AP** | **Fonct.** |
| 204142 | 06010001017 | 32 |
| Subventions aux communes et structures intercommunales – Biens mobiliers, matériels et études | Gymnases, murs escalade, stades d'athlétisme 2017 | |

| **Code affectation** | **N° d'engagement CP** Obligatoire sauf exception justifiée | **Bénéficiaires de la répartition** | **Montant global de la subvention** |
|---|---|---|---|
| AF17SPO001 | exception justifiée | Communauté de Communes de la Vallée Verte | 187 310,00 |
| AF17SPO002 | exception justifiée | Communauté de commune du Pays de Cruseilles | 285 120,00 |
| | | **Total de la répartition** | **472 430,00** |

Modalités de versement des subventions :

- Communauté de Communes de la Vallée Verte : versement de la totalité de la subvention au vu des pièces justificatives.
- Communauté de Communes du Pays de Cruseilles : versement de la subvention en plusieurs fois au vu des pièces justificatives visées.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

Hôtel du Département
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 50 00

# CONVENTION
# ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE ET LE COMITE REGIONAL DE SKI DU MONT-BLANC

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, sis à l'Hôtel du Département, CS 32444 – 74041 Annecy, représenté par son Président, M. Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération n° CP-2017-.... de la Commission Permanente du 06 février 2017, autorisant le Président à signer les actes,

Et désigné sous le terme « le Conseil Départemental », d'une part

**ET**

Le Comité Régional de Ski du Mont-Blanc, dont le siège social est à ANNECY (74000), 2bis, rue Paul Guiton, représenté par sa Présidente Madame Anne-Chantal PIGELET-GREVY,

Et désigné sous le terme « Comité Régional de Ski du Mont-Blanc », d'autre part.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

## Article 1 - OBJET DE L'ASSOCIATION

L'Association Comité Régional de Ski du Mont Blanc a pour mission de favoriser et de promouvoir la pratique du ski sur le territoire de la Haute-Savoie, avec pour objectifs :

- la compétition, priorité du comité; permettre aux meilleurs skieurs du département d'accéder au plus haut niveau,
- la formation des cadres techniques, des moniteurs fédéraux,
- la promotion et le développement du ski loisir,
- la promotion de la licence carte neige,
- le développement de la pratique du ski et la mise en œuvre des moyens de promotion nécessaires à ce développement ;
- de faciliter la création d'associations sportives favorisant la pratique du ski et de ses activités connexes en contrôlant et en coordonnant leur activité.

L'Association se doit également d'assurer la détection des jeunes en vue de leur formation au haut niveau, d'organiser des stages et d'aider les athlètes dans leur suivi médical, scolaire et social.

## Article 2 - OBJET DU CONVENTIONNEMENT

2.1 La présente Convention a pour objet de préciser les aides que le Conseil départemental souhaite apporter au Comité Régional de Ski du Mont-Blanc pour lui permettre :

> d'assumer les différentes missions qu'il s'est fixées et qui sont rappelées ci-dessus,
> de valoriser les images réciproques du Département et du Comité Régional de Ski du Mont-Blanc.

2.2 Dans ce cadre, il est convenu que le Conseil départemental pourra utiliser, dans l'objectif décrit dans l'article 2.1, l'image du Comité Régional de Ski du Mont-Blanc sous les formes suivantes :

- Utilisation du titre : Premier partenaire du Comité Régional de Ski du Mont-Blanc
- Utilisation du logo : Comité Régional de Ski du Mont-Blanc (voir Annexe 1)

## Article 3 – ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES PARTIES

Dans le cadre d'application de la présente convention, le Comité Régional de Ski du Mont-Blanc :

3.1 garantit au Conseil départemental la présence de son logo :

- sur les tenues des dirigeants, entraîneurs et coureurs,
- sur les véhicules utilisés pour ses déplacements,
- sur l'ensemble des publications et des supports de promotion,
- sur le site internet à la rubrique « Partenaires »,

3.2 Le Comité Régional de Ski du Mont-Blanc soumettra, entre autre, à la Direction de la Communication du Conseil départemental, un « bon à tirer » pour toute utilisation de son logo et fournira tous les justificatifs comportant son identité visuelle (voir Annexe 2).

3.3 Le Comité Régional de Ski du Mont-Blanc s'engage à :

- valoriser au mieux le Département et évoquer le partenariat établi lors des différents contacts avec la presse,
- respecter une éthique sportive et tout mettre en œuvre pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés,
- fournir en fin d'année sportive une évaluation complète en terme d'image.

3.4 Le Conseil départemental de la Haute-Savoie se réserve la possibilité d'organiser, lors des manifestations se déroulant sur son territoire, des actions en direction des scolaires en relation avec le Comité Régional de Ski du Mont-Blanc.

## Article 4 - COMMUNICATION - PROMOTION

Le Conseil départemental aura le droit d'utiliser l'image du Comité Régional de Ski du Mont-Blanc pour l'ensemble de sa communication, notamment pour ses publications, ses opérations de promotion, de publicité, de relations publiques en France et dans le monde entier.

Le Comité Régional de Ski du Mont-Blanc soumettra à la Direction Communication institutionnelle du Département de la Haute-Savoie un « bon à Tirer » pour toute utilisation de son logo et fournira tous les justificatifs comportant son identité visuelle.

Logo et charte d'accompagnement disponibles sur simple demande à sophie.peyrat@hautesavoie.fr
Toute reproduction ou utilisation du logo du Département de la Haute-Savoie à quelque titre et sur quelque support que ce soit devra avoir été préalablement approuvée par écrit ou « Bon à Tirer » par le Département de la Haute-Savoie – contact : Direction de la communication institutionnelle / **sophie.peyrat@hautesavoie.fr**

## Article 5 - INTERVENTION FINANCIERE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

5.4 Dans le cadre du présent contrat le Conseil départemental s'engage à verser la somme de **168 500 Euros** (cent soixante huit mille cinq cent euros) au Comité Régional de Ski du Mont-Blanc.

5.5 Sans remettre en cause les objectifs généraux de la convention, le Comité Régional de Ski du Mont-Blanc pourra bénéficier en cours d'année de subventions spécifiques qui seront versées par voie d'avenants :

- aide à la formation des cadres et des dirigeants sportifs,
- aide à la scolarité des sportifs haut savoyards aspirant au haut niveau,
- aide aux sections sportives scolaires,
- aide à la pérennisation des emplois « cadres référents départementaux »,
- aide aux équipes de ski du Département.

L'Association devra faire parvenir au Conseil départemental, dans les six mois suivant la fin de l'exercice, un compte-rendu financier qui attestera de la conformité des dépenses effectuées en rapport avec l'objet de la subvention.

## Article 6 – DUREE DU CONTRAT

Ce contrat prendra effet à partir de la date de signature du dernier signataire de la présente convention. Il est conclu au titre de la saison sportive 2016-2017, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

## Article 7 - DROITS

Le Comité Régional de Ski du Mont-Blanc assure et garantit que tous les droits d'exclusivité concédés au Conseil départemental sont libres de tout droit de préemption ou d'option en faveur de tiers, et qu'aucun mandat n'a été attribué à des tiers pour la cession des droits ci-dessus et que, par conséquent, ils sont propriété pleine et exclusive du Comité Régional de Ski du Mont-Blanc, lequel peut légitimement en disposer.

## Article 8 – Résiliation

L'attribution de la subvention du Conseil départemental est liée au respect des termes de la convention, à défaut son reversement pourra être exigé.

De même, dans le cadre d'une inexécution grave de la part de l'une des parties, l'autre partie pourra demander la résiliation de la convention, ainsi que des dommages et intérêts pour les préjudices provoqués par l'inexécution, par l'intermédiaire d'une mise en demeure, qui devra être notifiée à la partie adverse par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis minimum de quinze jours.

Fait à Annecy, en deux exemplaires originaux, le

Le Président du Conseil Départemental,

**Christian MONTEIL**

La Présidente du Comité Régional de Ski du Mont-Blanc,

**Anne-Chantal PIGELET GREVY**

# ANNEXE 1

## Logo du Comité Régional de Ski du Mont-Blanc

# ANNEXE 2

## Logo Conseil départemental

haute savoie
le Département

Hôtel du Département
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 50 00

# CONVENTION
# ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE ET L'ASSOCIATION HAUTE-SAVOIE NORDIC

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, sis à l'Hôtel du Département, CS 32444 – 74041 Annecy, représenté par son Président, M. Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération n° CP-2017-.... de la Commission Permanente du 06 février 2017 , autorisant le Président à signer les actes,

Et désigné sous le terme « le Département de la Haute-Savoie», d'une part

**ET**

L'Association Haute-Savoie Nordic, dont le siège social est à ANNECY (74000), 20, avenue du Parmelan, représentée par son Président, Monsieur Gilles PERRET,

Et désigné sous le terme « Haute-Savoie Nordic », d'autre part.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

## Article 1 - OBJET DE L'ASSOCIATION

Créée depuis 1992, l'Association Haute Savoie Nordic, assure la gestion départementale de la redevance d'accès aux pistes de ski de fond en application de l'article 84 de la loi montagne, de la délibération du Conseil départemental n°1998-0841 en date du 6 juillet 1998 et conformément à l'article 2 des statuts de l'association.

Haute Savoie Nordic contribue sur le territoire départemental de la Haute-Savoie, à toutes actions propres à faciliter la pratique du ski de fond et notamment le développement des équipements, la coordination et l'organisation d'actions de promotion auprès des jeunes et du grand public, la qualification des acteurs du ski nordique (formation pisteur, BEES...) et un soutien à la pratique de compétition. Elle peut être amenée à gérer les sites nordiques dont la responsabilité pourrait lui être confiée par les collectivités locales.

## Article 2 - OBJET DU CONVENTIONNEMENT

2.1 La présente Convention a pour objet de préciser les aides que le Département de la Haute-Savoie souhaite apporter à Haute-Savoie Nordic pour lui permettre :

- d'assumer les différentes missions que l'association s'est fixées et qui sont rappelées ci-dessus,
- de valoriser les images réciproques du le Département de la Haute-Savoie et de Haute-Savoie Nordic.

2.2 Dans ce cadre, il est convenu que le Département de la Haute-Savoie pourra utiliser, dans l'objectif décrit dans l'article 2.1, l'image de Haute-Savoie Nordic sous les formes suivantes :

- Utilisation du titre : premier partenaire de Haute-Savoie Nordic
- Utilisation du logo : Haute-Savoie Nordic (voir Annexe 1)

## Article 3 – ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES PARTIES

Dans le cadre d'application de la présente convention, l'association Haute-Nordic :

3.1 garantit au Département de la Haute-Savoie la présence de son logo :

- sur les tenues des dirigeants, entraîneurs et coureurs,
- sur les véhicules utilisés pour ses déplacements,
- sur l'ensemble des publications et des supports de promotion,
- sur le site internet à la rubrique « Partenaires ».

Contact : Direction de la communication institutionnelle / **nicolas.guzzo@hautesavoie.fr**

3.2 Haute-Savoie Nordic soumettra, entre autre, à la Direction institutionnelle du Département, un « bon à tirer » pour toute utilisation de son logo et fournira tous les justificatifs comportant son identité visuelle (voir Annexe 2).

Logo et charte d'accompagnement disponibles sur simple demande à sophie.peyrat@hautesavoie.fr
Toute reproduction ou utilisation du logo du Département à quelque titre et sur quelque support que ce soit devra avoir été préalablement approuvée par écrit ou « Bon à Tirer » par le Département de la Haute-Savoie – contact : Direction de la communication institutionnelle / **sophie.peyrat@hautesavoie.fr**

3.3 Haute-Savoie Nordic s'engage à :

- valoriser au mieux le Département de la Haute-Savoie et évoquer le partenariat établi lors des différents contacts avec la presse,
- respecter une éthique sportive et tout mettre en œuvre pour atteindre les objectifs que l'association s'est fixés,
- fournir en fin d'année sportive une évaluation complète en terme d'image.

3.4 Le Département se réserve la possibilité d'organiser, lors des manifestations se déroulant sur son territoire, des actions en direction des scolaires (rencontre avec les sportifs, rencontre thématique autour des valeurs du sport, etc.) en relation avec Haute-Savoie Nordic.

## Article 4 - COMMUNICATION - PROMOTION

Le Département de la Haute-Savoie aura le droit d'utiliser l'image de Haute-Savoie Nordic pour l'ensemble de sa communication, notamment pour ses publications, ses opérations de promotion, de publicité, de relations publiques en France et dans le monde entier.

## Article 5 - INTERVENTION FINANCIERE DU DEPARTEMENT

5.1 Dans le cadre du présent contrat le Département de la Haute-Savoie s'engage à verser à Haute-Savoie Nordic les subventions suivantes :

- **45 740 €** pour le fonctionnement de l'association,
- au cours de l'exercice 2017, une subvention similaire aux frais engagés par l'association pour s'acquitter de son loyer.

5.2 Sans remettre en cause les objectifs généraux de la convention, l'association pourra bénéficier en cours d'année de subventions spécifiques qui seront versées par voie d'avenants ou convention :

- l'organisation du challenge départemental des longues distances,
- la formation de cadres et de dirigeants sportifs,
- l'aide aux structures pédagogiques de ski de fond,
- la participation à la rémunération du "cadre référent".

L'Association devra faire parvenir au Département de la Haute-Savoie, dans les six mois suivant la fin de l'exercice, un compte-rendu financier qui attestera de la conformité des dépenses effectuées en rapport avec l'objet de la subvention.

## Article 6 – DUREE DU CONTRAT

Ce contrat prendra effet à partir de la date de signature du dernier signataire de la présente convention. Il est conclu au titre de la saison sportive 2016-2017, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

## Article 7 - DROITS

Haute-Savoie Nordic assure et garantit que tous les droits d'exclusivité concédés au Département de la Haute-Savoie sont libres de tout droit de préemption ou d'option en faveur de tiers, et qu'aucun mandat n'a été attribué à des tiers pour la cession des droits ci-dessus et que, par conséquent, ils sont propriété pleine et exclusive de Haute-Savoie Nordic, lequel peut légitimement en disposer.

## Article 8 – Résiliation

L'attribution de la subvention du Département de la Haute-Savoie est liée au respect des termes de la convention, à défaut son reversement pourra être exigé.
De même, dans le cadre d'une inexécution grave de la part de l'une des parties, l'autre partie pourra demander la résiliation de la convention, ainsi que des dommages et intérêts pour les préjudices provoqués par l'inexécution, par l'intermédiaire d'une mise en demeure, qui devra être notifiée à la partie adverse par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis minimum de quinze jours.

Fait à Annecy, en deux exemplaires originaux, le

Le Président du Conseil Départemental, Le Président de Haute-Savoie Nordic

Christian MONTEIL Gilles PERRET

# ANNEXE 1

## Logo de Haute-Savoie Nordic

# ANNEXE 2

## Logo du Département de la Haute-Savoie

haute savoie
le Département

Hôtel du Département
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 50 00

# CONVENTION
# ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE ET LE COMITE DEPARTEMENTAL DE CYCLISME PORTANT SUR L'AIDE AU TEAM HAUTE-SAVOIE CYCLISME

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, sis à l'Hôtel du Département, CS 32444 – 74041 Annecy, représenté par son Président, M. Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération n° CP-2017-.... de la Commission Permanente du 06 février 2017, autorisant le Président à signer les actes,

Et désigné sous le terme « le Conseil départemental », d'une part

**ET**

Le Comité dDépartemental de Cyclisme, dont le siège est à ETREMBIERES (74100), 82, route de Saint-Julien, représenté par son Président, Monsieur Jean-Yves VOISIN,

Et désigné sous le terme « Comité départemental de Cyclisme », d'autre part.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale n°CD-2016-076 du 12 décembre 2016,

## Article 1 - OBJET DE L'ASSOCIATION

Le Comité départemental de cyclisme de Haute-Savoie, constitué par décision de la Fédération Française de Cyclisme (FFC) en tant qu'organisme déconcentré de celle-ci est régi par les lois et règlements en vigueur, est une association créé en 1980, qui fédère 48 clubs au sein desquels évoluent 2 313 licenciés.

Le Comité départemental a pour objet d'encourager, de développer et de promouvoir l'activité cycliste sur le territoire et de former les jeunes espoirs vers le plus haut niveau de la compétition.

Ainsi, depuis 2006, le comité a mis en place le « Team Haute-Savoie Cyclisme », structure regroupant les jeunes espoirs du cyclisme haut-savoyard, leur encadrement technique et médical.

## Article 2 - OBJET DU CONVENTIONNEMENT

La présente Convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Conseil départemental apporte son soutien au Comité départemental de Cyclisme pour le fonctionnement du Team Haute-Savoie Cyclisme, afin de permettre aux jeunes coureurs d'évoluer au plus haut niveau.

Dans ce cadre, il est convenu que le Conseil départemental pourra utiliser l'image du Comité départemental de Cyclisme sous les formes suivantes :

(a) Utilisation du titre : Partenaire officiel du Comité départemental de Cyclisme
(b) Utilisation du logo figurant en Annexe 1

## Article 3 - ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES PARTIES

Dans l'application de la présente convention, le Comité départemental de Cyclisme :

2.1 Garantit *au* Conseil départemental la présence de son logo :

- sur le devant des maillots, de manière centrée et plus généralement sur les différentes tenues vestimentaires de l'équipe première,
- le véhicule utilisé par l'équipe pour ses déplacements,
- l'ensemble des publications et des supports de promotion,
- le site internet (s'il en existe un) à la rubrique « Partenaires ».

2.2 Le Comité départemental de Cyclisme soumettra *à la* Direction Communication institutionnelle du Conseil dDépartemental un « bon à tirer » pour toute utilisation de son logo et fournira tous les justificatifs comportant son identité visuelle (voir Annexe 2).

Logo et charte d'accompagnement disponibles sur simple demande à sophie.peyrat@hautesavoie.fr
Toute reproduction ou utilisation du logo du Département de la Haute-Savoie à quelque titre et sur quelque support que ce soit devra avoir été préalablement approuvée par écrit ou « Bon à Tirer » par le Département de la Haute-Savoie – contact : Direction de la communication institutionnelle / **sophie.peyrat@hautesavoie.fr**

2.3 Le Conseil départemental se réserve la possibilité d'organiser, lors de manifestations à caractère départemental, des actions en direction des scolaires (rencontre avec les sportifs, rencontre thématique autour des valeurs du sport, etc.) en relation avec le Comité départemental de Cyclisme.

Le Comité départemental de Cyclisme s'engage à :

- valoriser au mieux le Département et évoquer le partenariat établi lors des différents contacts avec la presse,
- respecter une éthique sportive dans le déroulement des compétitions, poursuivre une politique de formation et d'encadrement envers les jeunes licenciés,
- fournir en fin d'année sportive, une évaluation complète en terme d'image (revue de presse),
- transmettre une copie certifiée de ses budgets et de ses comptes de l'exercice écoulé (bilan, compte de résultat et annexe certifiés par le commissaire au compte).

## Article 4 - DISPOSITIONS FINANCIERES

Dans le cadre du présent contrat, le Conseil départemental s'engage à verser la somme de **23 000 €** (vingt trois mille euros) au Comité départemental de Cyclisme.

## Article 5 – COMMUNICATION - PROMOTION

Le Conseil départemental aura le droit d'utiliser l'image du Comité départemental de Cyclisme dans l'ensemble de sa communication, notamment pour ses publications, ses opérations de promotion, de publicité, de relations publiques en France et dans le monde entier.

## Article 6 – DUREE DE LA CONVENTION

Ce contrat prendra effet à partir de la date de signature du dernier signataire de la présente convention. Il est conclu au titre de la saison sportive 2016-2017, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

## Article 7 – DROITS

Le Comité départemental de Cyclisme assure et garantit que tous les droits d'exclusivité concédés au Conseil départemental sont libres de tout droit de préemption ou d'option en faveur de tiers, et qu'aucun mandat n'a été attribué à des tiers pour la cession des droits ci-dessus et que, par conséquent, ils sont propriété pleine et exclusive du Comité départemental de Cyclisme, lequel peut légitimement en disposer.

## Article 8 – RESILIATION

L'attribution de la subvention du Conseil départemental est liée au respect des termes de la convention, à défaut son reversement pourra être exigé.

De même, dans le cadre d'une inexécution grave de la part de l'une des parties, l'autre partie pourra demander la résiliation de la convention, ainsi que des dommages et intérêts pour les préjudices provoqués par l'inexécution, par l'intermédiaire d'une mise en demeure, qui devra être notifiée à la partie adverse par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis minimum de 15 (quinze) jours.

Fait à Annecy, le

Le Président du Conseil départemental,

Christian MONTEIL

Le Président du
Comité départemental de Cyclisme,

Jean-Yves VOISIN

## ANNEXE 1

## Logo Comité Départemental de Cyclisme

Fédération Française de Cyclisme
COMITÉ DÉPARTEMENTAL
HAUTE-SAVOIE

## ANNEXE 2

## Logo Conseil Départemental de la Haute-Savoie

haute savoie
le Département

haute savoie
le Département

Hôtel du Département
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 50 00

# CONVENTION
# ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE
# ET LE SERVICE DEPARTEMENTAL UNSS HAUTE-SAVOIE

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, sis à l'Hôtel du Département, CS 32444 – 74041 Annecy, représenté par son Président, M. Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération n° CP-2017-.... de la Commission Permanente du 06 février 2017, autorisant le Président à signer les actes,

Et désigné sous le terme « Département de la Haute-Savoie », d'une part

**ET**

Le service départemental de l'Union Nationale du Sport Scolaire de Haute-Savoie (U.N.S.S 74), dont le siège social est à Annecy-le-Vieux (74940) 5, avenue de Montfleury, représentée par son Président, Monsieur Christian BOVIER, Directeur Académique des services de l'éducation nationale de Haute-Savoie,

Et désigné sous le terme « Service départemental UNSS Haute-Savoie », d'autre part.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale n° CD-2016-076 du 12 décembre 2016,

## Article 1 - OBJET DE L'ASSOCIATION

L'association dite « Service départemental UNSS Haute-Savoie » a pour objet d'organiser et de développer la pratique d'activités sportives, composantes de l'éducation physique, sportive et de l'apprentissage de la vie associative par les élèves qui ont adhéré aux associations sportives des établissements du second degré.

Cette association qui a son siège social à Paris, est une fédération sportive scolaire, membre de la Confédération du Sport Scolaire et Universitaire, représentée au Comité National Olympique et Sportif Français.

## Article 2 - OBJET DU CONVENTIONNEMENT

La présente Convention a pour objet de préciser les aides que le Département de la Haute-Savoie souhaite apporter au service départemental UNSS Haute-Savoie pour lui permettre d'atteindre ses objectifs :

- soutenir la vitalité des associations sportives, apporter un service aux équipes pédagogiques d'EPS,
- contribuer au bon fonctionnement du service départemental UNSS afin d'offrir au plus grand nombre de jeunes une organisation cohérente de la pratique sportive (multi-activités),
- favoriser le développement de la pratique féminine,
- encourager la formation et la certification de jeunes officiels et l'apprentissage de la vie associative,
- organiser des championnats de district, départementaux, académiques.

## Article 3 - INTERVENTION FINANCIERE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour permettre à cette association d'assurer les charges de fonctionnement lui incombant et résultant des missions qu'elle s'est fixées et qui sont rappelées ci-dessus, le Département de la Haute-Savoie lui attribue au titre de l'exercice 2017 une subvention de fonctionnement de **32 000 €**.

Par ailleurs, et sans remettre en cause les objectifs généraux de la convention, le service départemental UNSS Haute-Savoie pourra bénéficier, après décision de la Commission Permanente en cours d'année, de subventions spécifiques qui seront versées par voie d'avenants :

- l'aide à la formation des cadres et des dirigeants sportifs départementaux,
- l'aide à l'organisation de manifestations sportives,
- l'aide aux frais de déplacements des sportifs scolaires en compétitions nationales.

L'Association devra faire parvenir au Département de la Haute-Savoie, dans les six mois suivant la fin de l'exercice, un compte-rendu financier qui attestera de la conformité des dépenses effectuées en rapport avec l'objet de la subvention.

## Article 4 – COMMUNICATION - PROMOTION

L'aide départementale doit être mentionnée dans tout support d'information et de communication et doit apparaître en tout lieu en ayant bénéficié. Le Département devra être associé et représenté dans toute manifestation ou inauguration, dont la réalisation fait l'objet du soutien financier.

Contact : Direction de la communication institutionnelle / **nicolas.guzzo@hautesavoie.fr**

Le service départemental UNSS Haute-Savoie soumettra, entre autre, à la Direction Communication institutionnelle du Département, un « bon à tirer » pour toute utilisation de son logo et fournira tous les justificatifs comportant son identité visuelle.

Logo et charte d'accompagnement disponibles sur simple demande à sophie.peyrat@hautesavoie.fr
Toute reproduction ou utilisation du logo du Département à quelque titre et sur quelque support que ce soit devra avoir été préalablement approuvée par écrit ou « Bon à Tirer » par le Département de la Haute-Savoie – contact : Direction de la communication institutionnelle / **sophie.peyrat@hautesavoie.fr**

## Article 5 – DUREE DU CONTRAT

Ce contrat prendra effet à partir de la date de signature du dernier signataire de la présente convention. Il est conclu au titre de la saison sportive 2016-2017, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

## Article 6 – Résiliation

L'attribution de la subvention du Département de la Haute-Savoie est liée au respect des termes de la convention, à défaut son reversement pourra être exigé.

De même, dans le cadre d'une inexécution grave de la part de l'une des parties, l'autre partie pourra demander la résiliation de la convention, ainsi que des dommages et intérêts pour les préjudices provoqués par l'inexécution, par l'intermédiaire d'une mise en demeure, qui devra être notifiée à la partie adverse par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis minimum de quinze jours.

Fait à Annecy, en deux exemplaires originaux, le

| | |
|---|---|
| Le Président du Conseil Départemental, | Le Directeur d'Académie<br>Président de l'Union Nationale<br>du Sport Scolaire de Haute-Savoie, |
| Christian MONTEIL | Christian BOVIER |

haute savoie
le Département

Hôtel du Département
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 50 00

# CONVENTION
# ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE
# ET LE COMITE DEPARTEMENTAL USEP HAUTE-SAVOIE

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, sis à l'Hôtel du Département, CS 32444 – 74041 Annecy, représenté par son Président, M. Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération n° CP-2017-.... de la Commission Permanente du 06 février 2017, autorisant le Président à signer les actes,

Et désigné sous le terme « le Département de la Haute-Savoie», d'une part

**ET**

Le Comité départemental de l'Union Sportive de l'Enseignement du Premier Degré de Haute-Savoie (USEP), dont le siège social est à ANNECY (74000) 3, avenue de la Plaine, représenté par sa Présidente, Madame Mireille BERUARD,

Et désigné sous le terme « Comité départemental USEP Haute-Savoie », d'autre part.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale n°CD-2016-076 du 12 décembre 2016,

## Article 1 - OBJET DE L'ASSOCIATION

Le Comité départemental USEP Haute-Savoie a pour objet d'organiser et de développer la pratique d'activités sportives, composantes de l'éducation physique, sportive et l'apprentissage de la vie associative par les élèves qui ont adhéré aux associations sportives des établissements du premier degré.

Cette association qui a son siège social à Paris, est une fédération sportive scolaire, membre de la Confédération du Sport Scolaire et Universitaire, représentée au Comité National Olympique et Sportif Français.

## Article 2 - OBJET DU CONVENTIONNEMENT

La présente Convention a pour objet de préciser les aides que le Département de la Haute-Savoie souhaite apporter au Comité départemental USEP Haute-Savoie pour lui permettre :

- de contribuer au bon fonctionnement du service départemental USEP afin d'offrir au plus grand nombre de jeunes une organisation cohérente de la pratique sportive (multi-activités),
- de développer des rencontres pendant le temps scolaire et hors temps scolaire au niveau des secteurs et du Département.

## Article 3 - INTERVENTION FINANCIERE DU DEPARTEMENT

Pour permettre à cette association d'assurer les charges de fonctionnement lui incombant et résultant des missions qu'elle s'est fixées et qui sont rappelées ci-dessus, le Département de la Haute-Savoie lui attribue au titre de l'exercice 2017 une subvention de fonctionnement de **21 000 €**.

Par ailleurs, et sans remettre en cause les objectifs généraux de la convention, le Comité départemental USEP Haute-Savoie pourra bénéficier, après décision de la Commission Permanente en cours d'année, de subventions spécifiques qui seront versées par voie d'avenants :

- l'aide à la formation des cadres et des dirigeants sportifs départementaux,
- l'aide à l'organisation de manifestations sportives,
- l'aide aux frais de déplacements des sportifs scolaires en compétitions nationales.

L'Association devra faire parvenir au Département de la Haute-Savoie, dans les six mois suivant la fin de l'exercice, un compte-rendu financier qui attestera de la conformité des dépenses effectuées en rapport avec l'objet de la subvention.

## Article 4 – COMMUNICATION - PROMOTION

L'aide départementale doit être mentionnée dans tout support d'information et de communication et doit apparaître en tout lieu en ayant bénéficié. Le Département de la Haute-Savoie devra être associé et représenté dans toute manifestation ou inauguration, dont la réalisation fait l'objet du soutien financier.

Contact : Direction de la communication institutionnelle / **nicolas.guzzo@hautesavoie.fr**

Le Comité départemental USEP Haute-Savoie soumettra, entre autre, à la Direction Communication institutionnelle du Département, un « bon à tirer » pour toute utilisation de son logo et fournira tous les justificatifs comportant son identité visuelle.

Logo et charte d'accompagnement disponibles sur simple demande à sophie.peyrat@hautesavoie.fr
Toute reproduction ou utilisation du logo du Département à quelque titre et sur quelque support que ce soit devra avoir été préalablement approuvée par écrit ou « Bon à Tirer » par le Département de la Haute-Savoie – contact : Direction de la communication institutionnelle / **sophie.peyrat@hautesavoie.fr**

## Article 5 – DUREE DU CONTRAT

Ce contrat prendra effet à partir de la date de signature du dernier signataire de la présente convention. Il est conclu au titre de la saison sportive 2016-2017, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

## Article 6 – Résiliation

L'attribution de la subvention du Département est liée au respect des termes de la convention, à défaut son reversement pourra être exigé.

De même, dans le cadre d'une inexécution grave de la part de l'une des parties, l'autre partie pourra demander la résiliation de la convention, ainsi que des dommages et intérêts pour les préjudices provoqués par l'inexécution, par l'intermédiaire d'une mise en demeure, qui devra être notifiée à la partie adverse par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis minimum de quinze jours.

Fait à Annecy, en deux exemplaires originaux, le

| | |
|---|---|
| Le Président du Conseil Départemental, | La Présidente du<br>Comité départemental USEP Haute-Savoie, |
| Christian MONTEIL | Mireille BERUARD |

haute savoie
le Département

Hôtel du Département
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 50 00

# CONVENTION
# ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE ET LE COMITE DEPARTEMENTAL UGSEL HAUTE-SAVOIE

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, sis à l'Hôtel du Département, CS 32444 – 74041 Annecy, représenté par son Président, M. Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération n° CP-2017-.... de la Commission Permanente du 06 février 2017, autorisant le Président à signer les actes,

Et désigné sous le terme « le Département de la Haute-Savoie », d'une part

**ET**

Le Comité départemental de l'Union Générale Sportive de l'Enseignement Libre de Haute Savoie (UGSEL), dont le siège social est à PRINGY (74370), Collège la Salle, représentée par son Président, Monsieur Jean-Marc CHAUVETET,

Et désigné sous le terme « Comité départemental UGSEL Haute-Savoie », d'autre part.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale n°CD-2016-076 du 12 décembre 2016,

## Article 1 - OBJET DE L'ASSOCIATION

Le Comité départemental UGSEL 74, créée en 1992, a pour mission :

- de promouvoir, orienter, coordonner l'éducation physique et la pratique des sports, d'activités de loisirs et de culture dans les établissements catholiques du premier et du second degré du département,
- d'organiser toutes compétitions sportives et toutes manifestations aptes à développer la pratique des sports et des loisirs,
- de collaborer avec les organismes intéressés, à la formation initiale et continue en éducation physique et sportive des instituteurs et institutrices, à la formation continue des enseignants d'éducation physique et sportive,
- d'assurer la liaison et l'information réciproques entre les associations sportives du département, l'Union Régionale et l'Union Nationale,
- de représenter l'UGSEL auprès des instances politiques, administratives, sportives, ainsi que des instances de l'enseignement catholique du Département.
- de participer à la mise en œuvre de la formation aux premiers secours dans les établissements.

## Article 2 - OBJET DU CONVENTIONNEMENT

La présente Convention a pour objet de préciser les aides que le Département de la Haute-Savoie s'engage à apporter au Comité départemental UGSEL Haute-Savoie pour lui permettre d'assumer les missions que l'association s'est fixée :

- organiser des rencontres sportives au niveau départemental, régional et national,
- engager des actions de formation d'éducation physique et sportive,
- contribuer au financement du poste de "référent départemental" et des animateurs,
- mener des actions auprès des sections sportives scolaires du département,
- mettre en œuvre la formation aux premiers secours dans les établissements.

## Article 3 - INTERVENTION FINANCIERE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour permettre à cette association d'assurer les charges de fonctionnement lui incombant et résultant des missions qu'elle s'est fixées et qui sont rappelées ci-dessus, le Département de la Haute-Savoie lui attribue au titre de l'exercice 2017 :

- une subvention de fonctionnement de **42 300 €** (19 750 € pour le fonctionnement de l'association et 22 550 € pour l'encadrement sportif scolaire),
- une subvention de 3000 € pour la réalisation de deux épreuves sportives, les Championnats de France de Ski de Fond/Biathlon et d'escalade.

Par ailleurs, et sans remettre en cause les objectifs généraux de la convention, le Comité départemental UGSEL Haute-Savoie pourra bénéficier en cours d'année de subventions spécifiques qui seront versées par voie d'avenants :

- l'aide à la formation des cadres et des dirigeants sportifs départementaux,
- l'aide à l'organisation de manifestations sportives,
- l'aide aux frais de déplacements des sportifs scolaires en compétitions nationales.

L'association devra faire parvenir au Conseil Départemental, dans les six mois suivant la fin de l'exercice, un compte-rendu financier qui attestera de la conformité des dépenses effectuées en rapport avec l'objet de la subvention.

## Article 4 – COMMUNICATION - PROMOTION

L'aide départementale doit être mentionnée dans tout support d'information et de communication et doit apparaître en tout lieu en ayant bénéficié. Le Département devra être associé et représenté dans toute manifestation ou inauguration, dont la réalisation fait l'objet du soutien financier.
Contact : Direction de la communication institutionnelle / **nicolas.guzzo@hautesavoie.fr**

Le Comité départemental UGSEL Haute-Savoie soumettra, entre autre, à la Direction Communication institutionnelle du Département, un « bon à tirer » pour toute utilisation de son logo et fournira tous les justificatifs comportant son identité visuelle.

Logo et charte d'accompagnement disponibles sur simple demande à sophie.peyrat@hautesavoie.fr

Toute reproduction ou utilisation du logo du Département à quelque titre et sur quelque support que ce soit devra avoir été préalablement approuvée par écrit ou « Bon à Tirer » par le Département de la Haute-Savoie – contact : Direction de la communication institutionnelle / **sophie.peyrat@hautesavoie.fr**

## Article 5 – DUREE DU CONTRAT

Ce contrat prendra effet à partir de la date de signature du dernier signataire de la présente convention. Il est conclu au titre de la saison sportive 2016-2017, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

## Article 6 – Résiliation

L'attribution de la subvention du Département de la Haute-Savoie est liée au respect des termes de la convention, à défaut son reversement pourra être exigé.

De même, dans le cadre d'une inexécution grave de la part de l'une des parties, l'autre partie pourra demander la résiliation de la convention, ainsi que des dommages et intérêts pour les préjudices provoqués par l'inexécution, par l'intermédiaire d'une mise en demeure, qui devra être notifiée à la partie adverse par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis minimum de quinze jours.

Fait à Annecy, en deux exemplaires originaux, le

Le Président du Conseil Départemental,

Christian MONTEIL

Le Président du Comité départemental
UGSEL Haute-Savoie,

Jean-Marc CHAUVETET

haute savoie
le Département

Hôtel du Département
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 50 00

# CONVENTIONDE PARTENARIAT
# ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE
# ET LE COMITE DEPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, sis à l'Hôtel du Département, CS 32444 – 74041 Annecy, représenté par son Président, M. Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération n° CP-2017-.... de la Commission Permanente du 06 février 2017, autorisant le Président à signer les actes,

Et désigné sous le terme « le Département »

**d'une part**

**ET**

L'association « Comité Départemental Olympique et Sportif », sise 97 A, avenue de Genève – 74000 ANNECY, représentée par son Président Thierry COULON,

Et désignée sous le terme « le CDOS »

**d'autre part**

**IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT**

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale n°CD-2016-076 du 12 décembre 2016,

## PREAMBULE

Depuis de nombreuses années, le Département de la Haute-Savoie mène une politique ambitieuse en faveur du sport, de sa pratique et du mouvement sportif. De par la spécificité de son territoire, il encourage la promotion et le développement des pratiques sportives ainsi que la professionnalisation du secteur associatif afin de répondre aux besoins de l'ensemble de la population.

## ARTICLE 1 - PRESENTATION ET OBJET DE L'ASSOCIATION

Interlocuteur privilégié des collectivités territoriales et des institutions auprès desquelles il représente le mouvement sportif, le CDOS défend les intérêts des comités départementaux qu'il fédère, élabore et met en œuvre des politiques sportives territoriales, tout en s'assurant de leur cohérence avec la politique départementale et fédérale.

Le CDOS de Haute-Savoie, est un des 128 organes déconcentrés du Comité National Olympique et Sportif Français et représente près de 230 000 licenciés évoluant dans plus de 1 940 clubs et regroupe 65 comtés départementaux.

Son rôle :

- Contribuer à la promotion et au développement des pratiques sportives sur le territoire haut-savoyard ;
- Fédérer les acteurs du sport et favoriser le dialogue entre les disciplines ;
- Favoriser les projets communs et la concertation entre les pouvoirs publics et le mouvement olympique.

## ARTICLE 2 - OBJET DU CONVENTIONNEMENT

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat entre les parties afin de promouvoir la pratique sportive et de déterminer les conditions dans lesquelles le Département apporte son soutien au CDOS de Haute-Savoie pour son fonctionnement et ses projets.

## ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DU COMITE DEPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF

Structure déconcentrée du CNOSF, le CDOS représente ce dernier dans son ressort territorial. A ce titre, il a notamment pour mission de décliner, en tenant compte des spécificités locales, les orientations et les actions initiées par le CNOSF.

### 1/ SPORT ET EDUCATION

▶ Le CDOS s'engage à sauvegarder et à développer l'esprit sportif et olympique ainsi que les valeurs afférentes en partenariat avec l'Education Nationale, les fédérations sportives éducatives et le Département avec entre autres l'organisation des :

- Camps olympiques
- Classes olympiques

L'objectif est de proposer des projets d'éducation olympique aux enfants du cycle III.

Dans le cadre de la promotion des valeurs sportives et olympiques, le CDOS doit :

- Etre présent sur certaines manifestations d'envergure à la demande du Département ;
- Contribuer à la commission d'attribution des médaillés de la Jeunesse et des Sports ;
- Représenter le mouvement sportif auprès des collectivités ;
- Etre présent aux assemblées générales des comités départementaux. Le CDOS devra transmettre au Département les documents présentés ainsi qu'un bref compte-rendu.

▶ Le CDOS s'engage à mettre en place des conférences sur l'ensemble du territoire à destination des scolaires (écoliers et collégiens) sur la prévention et la lutte contre les incivilités, les violences et les discriminations dans le sport.

▶ Le Pôle des Référents. Le Conseil Départemental a créé en 1997 des postes de conseillers techniques et pédagogiques au sein de certains comités départementaux. Véritable spécificité du mouvement sportif haut-savoyard, l'objectif est de fédérer les référents au sein d'un pôle afin de développer des actions en concertation avec les fédérations sportives concernées et d'échanger sur des thèmes proposés.

Le CDOS s'engage à animer, organiser les réunions plénières (2 fois par an), les groupes de travail ainsi que la réunion dédiée au rendu des travaux (bilan, perspectives...).

Le CDOS s'engage également à organiser des colloques médico-sportifs dans le cadre des activités du Pôle des Référents. Le Département devra être associé à chaque étape de cette organisation.

## 2/ SPORT ET SANTE

Les actions et opérations suivantes répondent aux projets associatifs du CDOS à savoir la promotion et la mise en place d'actions en lien avec la santé et les handicaps. Le sport, enjeu majeur pour la santé et l'intégration sociale, est synonyme de bien-être et de qualité de vie. Pour cela, le CDOS doit s'employer à mettre en place un réseau d'acteurs œuvrant au quotidien pour le bien-être de tous : réseau sport-santé, sport-handicap et promouvoir l'activité physique.

▶ « Sentez-vous Sport ». Opération visant à sensibiliser le grand public aux bienfaits d'une activité physique et sportive régulière et adaptée pour préserver sa santé. En septembre 2016, organisation de la 7ème édition de cette action nationale et européenne.

▶ « Annecy Court » et « Thonon Court ». Dans le cadre de la promotion et du développement de ces actions sur le territoire, le CDOS peut solliciter un soutien matériel au Département.

▶ Prévention

- Poursuite des interventions sur la prévention des conduites dopantes et des comportements à risque ainsi que des actions d'information et de sensibilisation au sein des sections sportives.
- Mise en place de formations sur l'utilisation des défibrillateurs à destination des clubs sportifs. Un partenariat peut être engagé avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours de Haute-Savoie.

▶ Promotion

- Organisation de conférences avec des intervenants du médical et du paramédical sur des thèmes médico-sportifs à la demande des collectivités, des associations... en lien avec le Département.
- Organisation d'actions « Sport Santé » sur les territoires avec l'appui des comités sportifs départementaux concernés par le thème choisi et en lien avec le Département. L'objectif est de porter des projets destinés à faciliter l'accès à des activités physiques pour le plus grand nombre de personnes.
- Mise en place d'actions expérimentales comme la prescription médicale sportive et d'activité physique. Le CDOS doit apporter une aide au développement de cette action en lien avec la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et les réseaux locaux. Le Département devra être convié au rendu de cette action (bilan et perspectives).

### 3/ SPORT – HANDICAP ET INSERTION

Poursuite du travail engagé par la commission Handi'Cap en lien avec les comités départementaux de Sport Adapté et Handisport afin de sensibiliser le grand public et notamment le milieu scolaire pour que les pratiques sportives « handi » deviennent plus nombreuses et plus diversifiées.

### 4/ SPORT – FEMINITE

Poursuite du travail entrepris par le CDOS en direction des féminines pour leur implication dans les sphères dirigeantes du sport grâce à la commission féminine, le partenariat avec « FEMIX SPORTS ».
Le CDOS devra transmettre au Département les résultats de l'enquête menée sur la féminisation du sport en Haute-Savoie et l'associer au rendu des travaux.

### 5/ SPORT - PRATIQUES ET CITOYENNETE

▶ Afin d'accompagner le mouvement sportif en général, de développer et de promouvoir la pratique sportive en Haute-Savoie, le CDOS met en place des actions d'information, de formation, de sensibilisation des dirigeants sur des thèmes tels que :

- Le développement de nouveaux outils ;
- La recherche de solutions de ressources complémentaires ;
- L'aide à une démarche de structuration et de développement…

▶ Le CDOS est le relais entre le Département et les comités départementaux notamment dans le cadre des dispositifs de la politique sportive départementale. Il apporte un soutien, un accompagnement, une assistance. Pour cela, il met en ligne, à disposition de ses adhérents, les différents formulaires relatifs aux dispositifs départementaux.
Il ne peut en aucun cas traiter, ni répondre aux sollicitations au nom du Département.

▶ Il contribue à la formation et à l'éducation au développement durable soit auprès des comités départementaux soit auprès d'organisateurs de manifestations ou d'évènements sportifs affiliés à une fédération. L'objectif est de valoriser leur action via le label « Développement durable, le sport s'engage ».
Le Département devra être associé à ce partenariat afin de communiquer sur cet évènement.

▶ Nouveaux partenariats. Le CDOS a toute légitimité pour rechercher de nouveaux partenaires privés et/ou publics afin d'asseoir sa compétence ou rechercher de nouvelles ressources financières.
Le Département devra être obligatoirement informé au préalable de tout engagement officiel (signature de convention, protocole d'accords…).

### 6/ MAISON DEPARTEMENTALE DES SPORTS ET DE LA VIE ASSOCIATIVE

La Maison Départementale des Sports et de la Vie Associative est née d'une volonté du Département de proposer aux responsables et animateurs des comités sportifs départementaux, un siège social pérenne, lieu de rencontre et de travail.
De nombreux comités départementaux y ont leur siège social et adresse postale et utilisent les salles de réunion autant que de besoin.

▶ Le CDOS doit assurer l'animation, la gestion de la Maison Départementale des Sports et de la Vie Associative et transmettre en fin d'année au Département un bilan annuel faisant apparaitre les réservations de salles, les problématiques rencontrées… A ce titre, une convention d'occupation de locaux est conclue en parallèle entre le Département et le Comité Départemental Olympique et Sportif.

▶ Poursuite de la mutualisation avec les deux autres associations hébergées à la Maison Départementale des Sports et de la Vie Associative afin de gagner en cohérence et répondre ainsi aux problématiques des associations, de les accompagner dans leur fonctionnement au quotidien soit par le biais de formations, soit pour répondre à leurs questionnements (gestion administrative, règlementation, emplois, aides financières…).

▶ Toutes demandes relatives au fonctionnement et au bâtiment de la Maison Départementale des Sports et de la Vie Associative (travaux, sécurité…) devront être validées et signées par les 3 présidents des structures hébergées (SEA 74 – CDOS – GEA 74) avant envoi à M. le Président du Conseil Départemental de Haute-Savoie.

### 7/ FONCTIONNEMENT ET AUTRES ACTIONS

▶ L'association devra respecter les missions qui lui sont conférées dans ses statuts ainsi que l'objet du présent conventionnement.

▶ L'association se doit d'informer le Département de toutes difficultés financières en mesure de compromettre sa situation et pouvoir répondre à tout moment des fonds publics attribués.
Par ailleurs, l'association est tenue d'adopter une comptabilité normalisée conforme aux règles instaurées par le plan comptable des associations et respectera ses obligations au regard des législations fiscale et sociale ou autre, spécifiques à son activité.

▶ L'association se devra d'informer le Département de toutes modifications à intervenir dans les dispositions statutaires, dans l'administration et dans la direction de l'association.

▶ Le CDOS s'engage à :

- Echanger au préalable et convier le Département aux différentes réunions (préparatoires, rendu des travaux…) pour chaque action ou opération citée dans l'article 3 de la présente convention.
- Communiquer sur le soutien du Conseil Départemental de Haute-Savoie dans chaque action ou opération citée dans l'article 3 de la présente convention (cf article 5 de la présente convention).

## ARTICLE 4 - ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

Le Département s'engage à associer le Président ou un représentant du CDOS à toute réunion sollicitée par un club sportif ou un comité départemental.

En 2017, le Département s'engage à verser au Comité Départemental Olympique et Sportif :

- **52 000 €** pour le fonctionnement de l'association
- en cours d'année, une subvention similaire aux frais engagés par l'association pour s'acquitter de son loyer et de ses charges locatives.

D'autres financements pourront intervenir afin de soutenir des actions particulières sous réserve d'une décision de la Commission Permanente.

## ARTICLE 5 - COMMUNICATION

L'aide départementale doit être mentionnée dans tout support d'information et de communication et doit apparaître en tout lieu en ayant bénéficié. Le Département devra être associé et représenté dans toute manifestation ou inauguration, dont la réalisation fait l'objet du soutien financier. Contact : Direction de la communication institutionnelle / nicolas.guzzo@hautesavoie.fr.

Le Comité Départemental Olympique et Sportif soumettra à la Direction Communication institutionnelle du Département un « bon à tirer » pour toute utilisation de son logo et fournira tous les justificatifs comportant son identité visuelle.

Logo et charte d'accompagnement disponibles sur simple demande à sophie.peyrat@hautesavoie.fr.
Toute reproduction ou utilisation du logo du Département à quelque titre et sur quelque support que ce soit devra avoir été préalablement approuvée par écrit ou « bon à tirer » par le Département de la Haute-Savoie – contact : Direction de la communication institutionnelle / sophie.peyrat@hautesavoie.fr.

## ARTICLE 6 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention de **52 000 €** relative au fonctionnement de l'exercice 2017 de l'association sera versée en une seule fois, dès signature de la présente convention par les deux parties.

## ARTICLE 7 - CONTROLE

Durant la durée de la convention, le Département pourra procéder à tout contrôle ou investigation qu'il jugera utile sur pièces ou sur place. En cas de contrôle, l'association facilitera l'accès aux documents administratifs et comptables relatifs à cette convention.

Conformément à la règlementation, l'association s'engage à transmettre au Département, au plus tard dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été accordée :

- ses comptes annuels approuvés portant sur l'exercice pour lequel la subvention a été accordée si l'association n'est pas soumise à commissariat aux comptes ;
- le rapport général du commissaire aux comptes portant sur l'exercice pour lequel la subvention a été accordée, si l'association est soumise à commissariat aux comptes ;
- le rapport d'activités approuvé portant sur l'exercice pour lequel la subvention a été accordée, accompagné du procès-verbal de la dernière assemblée générale.

Il est rappelé ici que le Département de la Haute-Savoie attend de l'association, dans le délai des six mois impartis, des documents officiels (comptes et rapports) approuvés par l'Assemblée Générale de l'association. En conséquence de quoi, elle s'engage à réunir son Assemblée Générale et à accomplir toutes diligences auprès de son comptable et de son commissaire aux comptes de manière à permettre la transmission des documents attendus en temps et en heure.

Il est également précisé que, conformément à l'article L. 123-12 du Code du Commerce, les comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultat et une annexe, qui forment un tout indissociable.

## ARTICLE 8 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les deux parties, approuvé préalablement par l'Assemblée Départementale.

## ARTICLE 9 - RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tout autre droit qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

La présente convention sera résiliée de plein droit sans préavis, ni indemnité en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité du CDOS.

## ARTICLE 10 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année civile 2017 soit du 1er janvier au 31 décembre 2017.

## ARTICLE 11 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige à l'exécution de la présente convention, les parties privilégieront une résolution amiable. A défaut d'accord, le litige sera porté devant la juridiction administrative compétente.

Fait à Annecy, en deux exemplaires originaux, le

| | |
|---|---|
| Le Président du,<br>Conseil Départemental de Haute-Savoie | Le Président du<br>Comité Départemental Olympique et Sportif, |
| Christian MONTEIL | Thierry COULON |

haute savoie
le Département

Hôtel du Département
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 50 00

# CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE ET L'ASSOCIATION « SPORT EMPLOI ANIMATION 74 »

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, sis à l'Hôtel du Département, CS 32444 – 74041 Annecy, représenté par son Président, M. Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération n° CP-2017-.... de la Commission Permanente du 06 février 2017, autorisant le Président à signer les actes,

Et désigné sous le terme « le Département »

**d'une part**

**ET**

L'association « Sport Emploi Animation 74 », sise 97 A, avenue de Genève – 74000 ANNECY, représentée par son Président Luc HUMEAU,

Et désigné sous le terme « SEA 74 »

**d'autre part**

**IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT**

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale n°CD-2016-076 du12 décembre 2016,

## PREAMBULE

Depuis de nombreuses années, le Département de la Haute-Savoie mène une politique ambitieuse en faveur du sport, de sa pratique et du mouvement sportif. De par la spécificité de son territoire, il encourage la promotion et le développement des pratiques sportives ainsi que la professionnalisation du secteur associatif afin de répondre aux besoins de l'ensemble de la population.

## Article 1 - PRESENTATION ET OBJET DE L'ASSOCIATION

Association Loi 1901 à but non lucratif, Sport Emploi Animation 74 a été créée en 1995 à l'initiative du Ministère de la Jeunesse et des Sports, sous l'impulsion de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale, du Département de la Haute-Savoie et du Comité Départemental Olympique et Sportif.

Elle est au service des professionnels associatifs et de l'emploi, des associations et de leurs bénévoles.

Sa vocation initiale était de structurer l'emploi dans le domaine du sport et d'apporter une aide technique aux employeurs. Ses champs d'intervention se sont élargis aux secteurs de l'animation, de la formation et de la vie associative dans sa globalité sur l'ensemble du territoire départemental.

Elle apporte conseil, formation, aide à la gestion en matière de gouvernance et de fonctionnement statutaire, de gestion comptable, salariale et ressources humaines ainsi que de communication.
C'est également un Centre de ressources pour les associations.

## Article 2 - OBJET DU CONVENTIONNEMENT

La présente convention a pour objet de préciser les modalités pratiques et financières du partenariat entre les parties afin de développer les valeurs de la vie associative et de l'emploi ainsi que de déterminer les conditions dans lesquelles le Département apporte son soutien à SEA 74 pour son fonctionnement et la mise en œuvre de ses actions.

## Article 3 - ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION « SPORT EMPLOI ANIMATION 74 »

### 1/ Missions

SEA 74 s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions suivant :

- Accompagnement à la vie associative par de l'ingénierie de projet (conseil et outils) ;
- Suivi, accompagnement et développement de l'emploi principalement dans le secteur du sport et de l'animation ;
- Accompagnement à la gestion salariale ;
- Appui et accompagnement à la professionnalisation du monde associatif par le biais de formations ;
- Mise à disposition d'intervenants ;
- Gestion et suivi d'une bourse d'emploi dans les secteurs du sport et de l'animation ;
- Gestion et suivi du Centre de Ressources et d'Informations aux Bénévoles « CRIB ».

### 2/ Fonctionnement de la Maison Départementale des Sports et de la Vie Associative

La Maison Départementale des Sports et de la Vie Associative est née d'une volonté du Département de proposer aux responsables et animateurs des comités sportifs départementaux, un siège social pérenne, lieu de rencontre et de travail.
De nombreux comités départementaux y ont leur siège social et adresse postale et utilisent les salles de réunion autant que de besoin.

Dans un souci de bonne gestion de ce lieu d'échanges et afin de gagner en cohérence, SEA 74 doit se positionner dans une démarche de mutualisation avec le Comité Départemental Olympique et Sportif (CDOS) et le Groupement d'Employeurs Associatifs de Haute-Savoie (GEA 74).

Toutes demandes relatives au fonctionnement et au bâtiment de la Maison Départementale des Sports et de la Vie Associative (travaux, sécurité…) devront être validées et signées par les 3 présidents des structures hébergées (SEA 74 – CDOS – GEA 74) avant envoi à M. le Président du Conseil Départemental de Haute-Savoie.

### 3/ Fonctionnement et autres actions

SEA 74 s'engage à :

▶ Respecter les missions qui lui sont conférées dans ses statuts ainsi que l'objet du présent conventionnement.

▶ Informer le Département de toutes difficultés financières en mesure de compromettre sa situation et pouvoir répondre à tout moment des fonds publics attribués. Par ailleurs, SEA 74 est tenue d'adopter une comptabilité normalisée conforme aux règles instaurées par le plan comptable des associations et respectera ses obligations au regard des législations fiscale et sociale ou autre, spécifiques à son activité.

▶ Informer de toutes modifications à intervenir dans les dispositions statutaires et dans la direction de l'association.

▶ Echanger au préalable et convier le Département aux différentes réunions (préparatoires, rendu des travaux…) pour chaque action ou opération mise en œuvre.

▶ Communiquer sur le soutien du Conseil Départemental de Haute-Savoie dans chaque action ou opération (cf article 5 de la présente convention).

## ARTICLE 4 - ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

Le Département s'engage à associer le Président ou un représentant de SEA 74 à toute réunion relative au fonctionnement de la Maison Départementale des Sports et de la Vie Associative.

Au titre de l'exercice 2017, le Département s'engage à verser à l'association « Sport Emploi Animation 74 » une subvention de **64 000 €** pour le fonctionnement de l'association.

Une subvention similaire aux frais engagés par l'association pour s'acquitter de son loyer et de ses charges locatives sera versée par ailleurs en cours d'année, après décision de la Commission Permanente.

## Article 5 - COMMUNICATION

L'aide départementale doit être mentionnée dans tout support d'information et de communication et doit apparaître en tout lieu en ayant bénéficié. Le Département devra être associé et représenté dans toute manifestation ou inauguration, dont la réalisation fait l'objet du soutien financier. Contact : Direction de la communication institutionnelle / nicolas.guzzo@hautesavoie.fr.

SEA 74 soumettra à la Direction Communication institutionnelle du Département un « bon à tirer » pour toute utilisation de son logo et fournira tous les justificatifs comportant son identité visuelle.
Logo et charte d'accompagnement disponibles sur simple demande à sophie.peyrat@hautesavoie.fr.
Toute reproduction ou utilisation du logo du Département à quelque titre et sur quelque support que ce soit devra avoir été préalablement approuvée par écrit ou « bon à tirer » par le Département de la Haute-Savoie. Contact : Direction de la communication institutionnelle / sophie.peyrat@hautesavoie.fr.

## ARTICLE 6 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention de **64 000 €** relative au fonctionnement 2017 de l'association sera versée en une seule fois, dès signature de la présente convention par les deux parties.

## Article 7 – CONTROLE

Durant la durée de la convention, le Département pourra procéder à tout contrôle ou investigation qu'il jugera utile sur pièces ou sur place. En cas de contrôle, l'association facilitera l'accès aux documents administratifs et comptables relatifs à cette convention.

Conformément à la règlementation, l'association s'engage à transmettre au Département, au plus tard dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été accordée :

- ses comptes annuels approuvés portant sur l'exercice pour lequel la subvention a été accordée si l'association n'est pas soumise à commissariat aux comptes ;
- le rapport général du commissaire aux comptes portant sur l'exercice pour lequel la subvention a été accordée, si l'association est soumise à commissariat aux comptes ;
- le rapport d'activités approuvé portant sur l'exercice pour lequel la subvention a été accordée, accompagné du procès-verbal de la dernière assemblée générale.

Il est rappelé ici que le Département de la Haute-Savoie attend de l'association, dans le délai des six mois impartis, des documents officiels (comptes et rapports) approuvés par l'Assemblée Générale de l'association. En conséquence de quoi elle s'engage à réunir son Assemblée Générale et à accomplir toutes diligences auprès de son comptable et de son commissaire aux comptes de manière à permettre la transmission des documents attendus en temps et en heure.

Il est également précisé que, conformément à l'article L. 123-12 du Code du Commerce, les comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultat et une annexe, qui forment un tout indissociable.

## ARTICLE 8 - MODIFICATION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les deux parties, approuvé préalablement par l'Assemblée Départementale.

## Article 9 – RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tout autre droit qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

## ARTICLE 10 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année civile 2017 soit du 1er janvier au 31 décembre 2017.

## Article 11 – RECOURS

En cas de litige à l'exécution de la présente convention, les parties privilégieront une résolution amiable. A défaut d'accord, le litige sera porté devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Fait à Annecy, en deux exemplaires originaux, le

| | |
|---|---|
| Le Président du Conseil Départemental, | Le Président de l'Association Sport Emploi Animation 74 |
| Christian MONTEIL | Luc HUMEAU |

haute savoie
le Département

Hôtel du Département
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 50 00

# CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE ET L'ASSOCIATION « GROUPEMENT D'EMPLOYEURS ASSOCIATIFS 74 »

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, sis à l'Hôtel du Département, CS 32444 – 74041 Annecy, représenté par son Président, M. Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération n° CP-2017-.... de la Commission Permanente du 06 février 2017, autorisant le Président à signer les actes,

Et désigné sous le terme « le Département»

**d'une part**

**ET**

L'association « Groupement d'Employeurs Associatifs 74 », sise 97 A, avenue de Genève – 74000 ANNECY, représentée par son Président, M. Bruno LAFONTAINE,

Et désigné sous le terme « GEA 74 »,

**d'autre part**

**IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT**

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale n°CD-2016-076 du 12 décembre 2016,

## PREAMBULE

Depuis de nombreuses années, le Département de la Haute-Savoie mène une politique ambitieuse en faveur du sport, de sa pratique et du mouvement sportif. De par la spécificité de son territoire, il encourage la promotion et le développement des pratiques sportives ainsi que la professionnalisation du secteur associatif afin de répondre aux besoins de l'ensemble de la population.

## Article 1 - PRESENTATION ET OBJET DE L'ASSOCIATION

Association Loi 1901 à but non lucratif, le Groupement d'Employeurs Associatifs 74 a été créé en 2014, sous l'impulsion de l'association « Sports Emploi Animation 74 » et le Département de la Haute-Savoie, pour répondre au fort taux d'emplois morcelés dans le secteur du sport, de la culture et de l'animation afin de dynamiser la professionnalisation du secteur au profit des projets et des territoires.

Le GEA 74 a pour objet de :

- mettre à disposition de ses membres, un ou plusieurs salariés, liés à ce groupement par un contrat de travail ;
- apporter à ses membres son aide et son conseil en matière d'emploi et de gestion des ressources humaines ou financières.

Ainsi, cette démarche de mutualisation des besoins en compétence permet de faciliter la professionnalisation du secteur associatif en accompagnant les structures par la création d'emplois dans le développement de leurs activités au service d'une dynamique de territoire.
Son champ d'actions s'oriente également sur l'insertion et la qualification des jeunes par le sport, ainsi que l'accompagnement des publics en difficultés (jeunes, chômeurs, etc....).

## Article 2 - OBJET DU CONVENTIONNEMENT

La présente convention a pour objet de préciser les modalités pratiques et financières du partenariat entre les parties afin de développer les valeurs de la vie associative et de l'emploi ainsi que de déterminer les conditions dans lesquelles le Département apporte son soutien à GEA 74 pour son fonctionnement et la mise en œuvre de ses actions.

## Article 3 - ENGAGEMENTS DU GROUPEMENT D'EMPLOYEURS ASSOCIATIFS 74

### 1/ Missions

GEA 74 s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions suivant :

▶ Mutualisation et gestion de l'emploi associatif :

- participation à la définition des fiches de poste et du recrutement ;
- organisation de la mise à disposition ;
- mise en œuvre des conditions d'accueil du salarié et d'exécution de sa mission ;
- suivi et évolution des salariés en fonction des besoins des adhérents...

▶ Professionnalisation du secteur associatif, accompagnement des structures.

▶ Formation et accompagnement des publics.

### 2/ Fonctionnement de la Maison Départementale des Sports et de la Vie Associative

La Maison Départementale des Sports et de la Vie Associative est née d'une volonté du Département de proposer aux responsables et animateurs des comités sportifs départementaux, un siège social pérenne, lieu de rencontre et de travail.
De nombreux comités départementaux y ont leur siège social et adresse postale et utilisent les salles de réunion autant que de besoin.

Dans un souci de bonne gestion de ce lieu d'échanges et afin de gagner en cohérence, GEA 74 doit se positionner dans une démarche de mutualisation avec le Comité Départemental Olympique et Sportif (CDOS) et l'association « Sport Emploi Animation de Haute-Savoie » (SEA 74).

Toutes demandes relatives au fonctionnement et au bâtiment de la Maison Départementale des Sports et de la Vie Associative (travaux, sécurité…) devront être validées et signées par les 3 présidents des structures hébergées (SEA 74 – CDOS – GEA 74) avant envoi à M. le Président du Conseil Départemental de Haute-Savoie.

### 3/ Fonctionnement et autres actions

GEA 74 s'engage à :

▶ Respecter les missions qui lui sont conférées dans ses statuts ainsi que l'objet du présent conventionnement.

▶ Informer le Département de toutes difficultés financières en mesure de compromettre sa situation et pouvoir répondre à tout moment des fonds publics attribués. Par ailleurs, GEA 74 est tenue d'adopter une comptabilité normalisée conforme aux règles instaurées par le plan comptable des associations et respectera ses obligations au regard des législations fiscale et sociale ou autre, spécifiques à son activité.

▶ Informer de toutes modifications à intervenir dans les dispositions statutaires et dans la direction de l'association.

▶ Echanger au préalable et convier le Département aux différentes réunions (préparatoires, rendu des travaux…) pour chaque action ou opération mise en œuvre.

▶ Communiquer sur le soutien du Conseil Départemental de Haute-Savoie dans chaque action ou opération (cf article 5 de la présente convention).

## Article 4 - ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

Le Département s'engage à associer le Président ou un représentant de GEA 74 à toute réunion relative au fonctionnement de la Maison Départementale des Sports et de la Vie Associative.

En 2017, le Département s'engage à verser à l'association « Groupement d'Employeurs Associatifs 74 » une subvention de **20 000 €** pour le fonctionnement de l'association.

Une subvention similaire aux frais engagés par l'association pour s'acquitter de son loyer et de ses charges locatives interviendra en cours d'année, après décision de la Commission Permanente.

## Article 5 - COMMUNICATION

L'aide départementale doit être mentionnée dans tout support d'information et de communication et doit apparaître en tout lieu en ayant bénéficié. Le Département devra être associé et représenté dans toute manifestation ou inauguration, dont la réalisation fait l'objet du soutien financier. Contact : Direction de la communication institutionnelle / nicolas.guzzo@hautesavoie.fr.

GEA 74 soumettra à la Direction Communication institutionnelle du Département un « bon à tirer » pour toute utilisation de son logo et fournira tous les justificatifs comportant son identité visuelle.
Logo et charte d'accompagnement disponibles sur simple demande à sophie.peyrat@hautesavoie.fr.

Toute reproduction ou utilisation du logo du Département à quelque titre et sur quelque support que ce soit devra avoir été préalablement approuvée par écrit ou « bon à tirer » par le Département de la Haute-Savoie – contact : Direction de la communication institutionnelle / sophie.peyrat@hautesavoie.fr.

## ARTICLE 6 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention de **20 000 €** relative au fonctionnement de l'exercice 2017 de l'association sera versée en une seule fois, dès signature de la présente convention par les deux parties.

## Article 7 – CONTROLE

Durant la durée de la convention, le Département pourra procéder à tout contrôle ou investigation qu'il jugera utile sur pièces ou sur place. En cas de contrôle, l'association facilitera l'accès aux documents administratifs et comptables relatifs à cette convention.

Conformément à la règlementation, l'association s'engage à transmettre au Département, au plus tard dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été accordée :

- ses comptes annuels approuvés portant sur l'exercice pour lequel la subvention a été accordée si l'association n'est pas soumise à commissariat aux comptes ;
- le rapport général du commissaire aux comptes portant sur l'exercice pour lequel la subvention a été accordée, si l'association est soumise à commissariat aux comptes ;
- le rapport d'activités approuvé portant sur l'exercice pour lequel la subvention a été accordée, accompagné du procès-verbal de la dernière assemblée générale.

Il est rappelé ici que le Département de la Haute-Savoie attend de l'association, dans le délai des six mois impartis, des documents officiels (comptes et rapports) approuvés par l'Assemblée Générale de l'association. En conséquence de quoi elle s'engage à réunir son Assemblée Générale et à accomplir toutes diligences auprès de son comptable et de son commissaire aux comptes de manière à permettre la transmission des documents attendus en temps et en heure.

Il est également précisé que, conformément à l'article L. 123-12 du Code du Commerce, les comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultat et une annexe, qui forment un tout indissociable.

## ARTICLE 8 - MODIFICATION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les deux parties, approuvé préalablement par l'Assemblée Départementale.

## Article 9 – RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tout autre droit qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

## ARTICLE 10 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année civile 2017 soit du 1er janvier au 31 décembre 2017.

## Article 11 – RECOURS

En cas de litige à l'exécution de la présente convention, les parties privilégieront une résolution amiable. A défaut d'accord, le litige sera porté devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Fait à Annecy, en deux exemplaires originaux, le

| | |
|---|---|
| Le Président du Conseil Départemental, | Le Président de l'Association Groupement d'Employeurs Associatifs 74, |
| Christian MONTEIL | Bruno LAFONTAINE |

haute savoie
le Département

Hôtel du Département
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 50 00

# CONVENTION
# ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE ET LE CLUB DES SPORTS DE CHAMONIX PORTANT SUR L'AIDE AU CENTRE LOCAL D'ENTRAINEMENT « ESCALADE »

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, sis à l'Hôtel du Département, CS 32444 – 74041 Annecy, représenté par son Président, M. Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération n° CP-2017-.... de la Commission Permanente du 06 février 2016, autorisant le Président à signer les actes,

Et désigné sous le terme « le Conseil Départemental », d'une part

**ET**

La section escalade du Club des Sports de Chamonix, support du Centre Local d'Entraînement Escalade, dont le siège social est situé, 99, route de la Plage à CHAMONIX, représenté par son Président, Monsieur Luc VERRIER,

Et désigné sous le terme « CLE escalade de CHAMONIX », d'autre part.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale n° CD-2016-076 du 12 décembre 2016,

## Article 1 - OBJET DE L'ASSOCIATION

La Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade a reçu une délégation du Ministère de la Santé et des Sports pour quatre activités sportives : l'Escalade, le Canyonisme, la Raquette à Neige et le Ski-alpinisme.

La section escalade du Club des Sports de Chamonix, support du Centre Local d'Entraînement Escalade, est une structure appartenant à la filière d'accès au sport de haut niveau de la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade, validée par la commission nationale du sport de haut-niveau.

Le Centre Local d'Entraînement Escalade a pour vocation d'accueillir les jeunes sportifs haut-savoyards à fort potentiel, désireux de tenter l'expérience du haut niveau dans toute sa diversité (entraînement régulier et intensif, stages et compétitions de niveau national et international).

## Article 2 - OBJET DU CONVENTIONNEMENT

La présente Convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Conseil Départemental apporte son soutien à la section « Escalade » du Club des Sports de Chamonix, support du Centre Local d'Entraînement Escalade, pour la mise en œuvre de ces actions en cohérence avec le Parcours d'Excellence Sportive de la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade.

La politique fédérale conduite dans le cadre de ce dispositif comprend :

- le recrutement des athlètes, leur entraînement,
- l'encadrement technique,
- le suivi socioprofessionnel des athlètes,
- le suivi médical.

## Article 3 - INTERVENTION FINANCIERE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

L'intervention financière du Département est liée au respect des critères d'attribution suivants :

- convention signée entre la fédération et le comité départemental/ligue, fixant les modalités de fonctionnement de la structure,
- cahier des charges de la structure validé par le Ministère, dans lequel une attention particulière sera portée :
  - à la mise en œuvre du double projet (sportif/scolaire/universitaire/professionnel),
  - au suivi médical et phycologique des sportifs,
  - à la qualité des conditions d'entraînement,
  - à la qualification de l'encadrement,
  - aux dispositions particulières pour la protection des mineurs.
- liste des sportifs inscrits (âge, niveau sportif et club d'appartenance),
- budget prévisionnel du centre.

A l'issue de la saison sportive, le club adressera un bilan financier et un rapport d'activité au service des sports du Conseil Départemental.

## Article 4 - DISPOSITIONS FINANCIERES

Dans le cadre du présent contrat, le Conseil Départemental s'engage à verser la somme de **4 000 €** (quatre mille euros) à la section « Escalade » du Club des Sports de Chamonix, support du Centre Local d'Entraînement Escalade.

## Article 5 – COMMUNICATION - PROMOTION

Le Club des Sports de Chamonix, support du Centre Local d'Entraînement Escalade, s'engage à valoriser le soutien du Conseil Départemental sur tous les documents informatifs et supports promotionnels édités, présentant son activité ou diffusés à l'occasion d'une manifestation organisée par lui.

Dans cet objectif, il soumettra à la Direction Communication institutionnelle du Département de la Haute-Savoie un « bon à Tirer » pour toute utilisation de son logo et fournira tous les justificatifs comportant son identité visuelle (voir Annexe 2).

Logo et charte d'accompagnement disponibles sur simple demande à sophie.peyrat@hautesavoie.fr
Toute reproduction ou utilisation du logo du Département de la Haute-Savoie à quelque titre et sur quelque support que ce soit devra avoir été préalablement approuvée par écrit ou « Bon à Tirer » par le Département de la Haute-Savoie – contact : Direction de la communication institutionnelle / **sophie.peyrat@hautesavoie.fr**

## Article 6 – DUREE DE LA CONVENTION

Ce contrat prendra effet à partir de la date de signature du dernier signataire de la présente convention. Il est conclu au titre de la saison sportive 2016-2017, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

## Article 7 – Résiliation

L'attribution de la subvention du Conseil départemental est liée au respect des termes de la convention, à défaut son reversement pourra être exigé.

De même, dans le cadre d'une inexécution grave de la part de l'une des parties, l'autre partie pourra demander la résiliation de la convention, ainsi que des dommages et intérêts pour les préjudices provoqués par l'inexécution, par l'intermédiaire d'une mise en demeure, qui devra être notifiée à la partie adverse par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis minimum de quinze jours.

Fait à Annecy, le

Le Président du Conseil Départemental,

Christian MONTEIL

Le Président du
Club des Sports de CHAMONIX,

Luc VERRIER

La Présidente,
du Comité Départemental FFME 74

Réjine POLICARD

haute savoie
le Département

Hôtel du Département
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 50 00

# CONVENTION
# ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE ET LE COMITE DEPARTEMENTAL FFME 74 PORTANT SUR L'AIDE AU CENTRE LOCAL D'ENTRAINEMENT « TEAM HAUTE-SAVOIE SKI ALPINISME »

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, sis à l'Hôtel du Département, CS 32444 – 74041 Annecy, représenté par son Président, M. Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération n° CP-2017-.... de la Commission Permanente du 06 février 2016, autorisant le Président à signer les actes,

Et désigné sous le terme « le Conseil Départemental », d'une part

**ET**

Le Comité Départemental FFME 74, support du Centre Local d'Entraînement « Team Haute-Savoie Ski Alpinisme », dont le siège social est situé, Maison départementale des Sports – 97 A, avenue de Genève à Annecy, représenté par sa Présidente, Madame Régine POLICARD,

Et désigné sous le terme CLE « Team Haute-Savoie Ski Alpinisme », d'autre part.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale n° CD-2016-076 du 06 décembre 2016,

## Article 1 - OBJET DE L'ASSOCIATION

La Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade a reçu une délégation du Ministère de la Santé et des Sports pour quatre activités sportives : l'Escalade, le Canyonisme, la Raquette à Neige et le Ski-alpinisme.

Le CLE « Team Haute-Savoie Ski Alpinisme », porté par le Comité Départemental FFME 74, est une structure appartenant à la filière d'accès au sport de haut niveau de la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade, validée par la commission nationale du sport de haut-niveau.

Le CLE « Team Haute-Savoie Ski Alpinisme » a pour vocation d'accueillir les jeunes sportifs haut-savoyards à fort potentiel, désireux de tenter l'expérience du haut niveau dans toute sa diversité (entraînement régulier et intensif, stages et compétitions de niveau national et international).

## Article 2 - OBJET DU CONVENTIONNEMENT

La présente Convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Conseil Départemental de la Haute-Savoie apporte son soutien au Comité Départemental FFME 74, support du CLE « Team Haute-Savoie Ski Alpinisme », pour la mise en œuvre de ces actions en cohérence avec le Parcours d'Excellence Sportive de la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade.

La politique fédérale conduite dans le cadre de ce dispositif comprend :

- le recrutement des athlètes, leur entraînement,
- l'encadrement technique,
- le suivi socioprofessionnel des athlètes,
- le suivi médical.

## Article 3 - INTERVENTION FINANCIERE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

L'intervention financière du Département est liée au respect des critères d'attribution suivants :

- convention signée entre la fédération et le comité départemental/ligue, fixant les modalités de fonctionnement de la structure,
- cahier des charges de la structure validé par le Ministère, dans lequel une attention particulière sera portée :
  - à la mise en œuvre du double projet (sportif/scolaire/universitaire/professionnel),
  - au suivi médical et phycologique des sportifs,
  - à la qualité des conditions d'entraînement,
  - à la qualification de l'encadrement,
  - aux dispositions particulières pour la protection des mineurs.
- liste des sportifs inscrits (âge, niveau sportif et club d'appartenance),
- budget prévisionnel du centre.

A l'issue de la saison sportive, le club adressera un bilan financier et un rapport d'activité au service des sports du Conseil Départemental.

## Article 4 - DISPOSITIONS FINANCIERES

Dans le cadre du présent contrat, le Conseil Départemental s'engage à verser la somme de **15 000 €** (quinze mille euros) au Comité Départemental FFME 74, support du CLE « Team Haute-Savoie Ski Alpinisme ».

## Article 5 – COMMUNICATION - PROMOTION

Le Comité Départemental FFME 74, support du CLE « Team Haute-Savoie Ski Alpinisme », s'engage à valoriser le soutien du Conseil Départemental sur tous les documents informatifs et supports promotionnels édités, présentant son activité ou diffusés à l'occasion d'une manifestation organisée par lui.

Dans cet objectif, il soumettra à la Direction Communication institutionnelle du Département de la Haute-Savoie un « bon à Tirer » pour toute utilisation de son logo et fournira tous les justificatifs comportant son identité visuelle (voir Annexe 2).

Logo et charte d'accompagnement disponibles sur simple demande à sophie.peyrat@hautesavoie.fr
Toute reproduction ou utilisation du logo du Département de la Haute-Savoie à quelque titre et sur quelque support que ce soit devra avoir été préalablement approuvée par écrit ou « Bon à Tirer » par le Département de la Haute-Savoie – contact : Direction de la communication institutionnelle / **sophie.peyrat@hautesavoie.fr**

## Article 6 – DUREE DE LA CONVENTION

Ce contrat prendra effet à partir de la date de signature du dernier signataire de la présente convention. Il est conclu au titre de la saison sportive 2016-2017, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

## Article 7 – Résiliation

L'attribution de la subvention du Conseil départemental est liée au respect des termes de la convention, à défaut son reversement pourra être exigé.

De même, dans le cadre d'une inexécution grave de la part de l'une des parties, l'autre partie pourra demander la résiliation de la convention, ainsi que des dommages et intérêts pour les préjudices provoqués par l'inexécution, par l'intermédiaire d'une mise en demeure, qui devra être notifiée à la partie adverse par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis minimum de quinze jours.

Fait à Annecy, le

Le Président du Conseil Départemental,

Christian MONTEIL

La Présidente du
Comité Départemental FFME 74,

Réjine POLICARD

Le responsable du CLE
Team Haute-Savoie Ski Alpinisme

Jean-François CHRISTIN

haute savoie
le Département

Hôtel du Département
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 50 00

# CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE ET LE FOOTBALL CLUB ANNECY

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, sis à l'Hôtel du Département, CS 32444 74041 Annecy, représenté par son Président, M. Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération n° CP-2017-.... de la Commission Permanente du ....., autorisant le Président à signer les actes,

Et désigné sous le terme « Département de la Haute-Savoie», d'une part

**ET**

Le Football Club Annecy, dont le siège est à ANNECY, 38, boulevard du Fier, représenté par son Président, Monsieur Stéphane LOISON,

Et désigné sous le terme « Football Club Annecy », d'autre part

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale n° CD-2016-076 du 12 décembre 2016,

## PREAMBULE

Le sport de haut niveau représente une vitrine pour un territoire, il est un facteur d'identification pour les jeunes, d'animation territoriale pour les acteurs publics et privés et générateur d'évènementiel sportif d'excellence dans les équipements sportifs des territoires.
A ce titre, dans le cadre de sa politique sportive, la Département soutient les clubs évoluant dans les championnats élites de leur discipline.

## Article 1 - OBJET

1.1 Le présent contrat a pour objet de préciser l'aide que le Département de la Haute-Savoie souhaite apporter au Football Club Annecy dans le cadre de sa politique de soutien aux clubs de haut niveau.

Il définit les obligations que le Football Club Annecy et le Département de la Haute-Savoie s'imposent, afin de servir ces objectifs pour la saison sportive 2016-2017.

1.2 Dans ce cadre, il est convenu que le Département de la Haute-Savoie pourra utiliser dans l'objectif décrit dans l'article 1.1, l'image du Football Club Annecy sous les formes suivantes :

- Utilisation du titre suivant : Partenaire du Football Club Annecy
- Utilisation du logo suivant : Football Club Annecy (voir en Annexe 1)

## Article 2 – ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES PARTIES

Dans le cadre d'application de la présente convention, le Football Club Annecy :

2.1 Garantit au Département de la Haute-Savoie la présence de son logo, de manière proportionnelle au poids du financement départemental rapporté à celui des autres partenaires publics :

- sur le devant des maillots, de manière centrée et plus généralement sur les différentes tenues vestimentaires de l'équipe première,
- sur le car utilisé par l'équipe pour ses déplacements,
- sur l'ensemble des publications et des supports de promotion,
- sur le site internet (s'il en existe un) à la rubrique « Partenaires »,
- sous la forme d'un espace permanent (panneau fixe) sur le stade (la réalisation du panneau est à la charge du club).

Contact : Direction de la communication institutionnelle / **nicolas.guzzo@hautesavoie.fr**

2.2 Le Football Club Annecy soumettra à la Direction Communication institutionnelle du Département de la Haute-Savoie un « bon à Tirer » pour toute utilisation de son logo et fournira tous les justificatifs comportant son identité visuelle (voir Annexe 2).

Logo et charte d'accompagnement disponibles sur simple demande à sophie.peyrat@hautesavoie.fr
Toute reproduction ou utilisation du logo du Département de la Haute-Savoie à quelque titre et sur quelque support que ce soit devra avoir été préalablement approuvée par écrit ou « Bon à Tirer » par le Département de la Haute-Savoie – contact : Direction de la communication institutionnelle / **sophie.peyrat@hautesavoie.fr**

2.3 Le Football Club Annecy mettra à disposition du Département de la Haute-Savoie, Direction Communication institutionnelle, 30 places exonérées pour les matchs de championnat à domicile pouvant être utilisées dans le cadre de sa communication interne, de ses relations publiques, ou d'actions en direction de la jeunesse.

Le Football Club Annecy invitera M. le Président du Conseil départemental (ou le représentant de son choix) à participer aux opérations et événements organisés par le club – contact : Cabinet du Président / **catherine.soto@hautesavoie.fr**

2.4 Le Département de la Haute-Savoie se réserve la possibilité d'organiser, lors de manifestations à caractère départemental, des actions en direction des scolaires (rencontre avec les sportifs, rencontre thématique autour des valeurs du sport, etc.) en relation avec le Football Club Annecy.

2.5 Le Football Club Annecy s'engage à :

- valoriser au mieux le Département de la Haute-Savoie et évoquer le partenariat établi lors des différents contacts avec la presse,
- respecter une éthique sportive dans le déroulement des compétitions et poursuivre une politique de formation et d'encadrement envers les jeunes licenciés,
- fournir en fin d'année sportive une évaluation complète en terme d'image,
- transmettre une sélection de photos, avec les crédits à mentionner, à l'issue de chaque rencontre, pour utilisation sur les réseaux sociaux du Département de la Haute-Savoie, au tout autre support et publication institutionnelle (Haute-Savoie Mag, annonce presse, etc....)
- transmettre une copie certifiée de ses budgets et de ses comptes de l'exercice écoulé (bilan, compte de résultat et annexe certifiés par le commissaire au compte).
- transmettre un bilan sportif de la saison écoulée.

## Article 3 – COMMUNICATION - PROMOTION

Le Département de la Haute-Savoie aura le droit d'utiliser l'image du Football Club Annecy, ainsi que les éléments visuels mis à disposition (photos, vidéos), dans l'ensemble de sa communication, notamment pour ses publications, ses opérations de promotion, de relations publiques en France et dans le monde entier.

## Article 4 – DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 Dans le cadre du présent contrat le Département de la Haute-Savoie s'engage à verser au Football Club Annecy la somme de **49 500 €** (dix huit mille euros) pour son équipe première.

Cette somme sera créditée sur le compte bancaire de l'association, après le vote du budget primitif 2017 et signature de la présente convention.

4.2 Sans remettre en cause les objectifs généraux de la convention, le Football Club Annecy pourra bénéficier en cours d'année de subventions spécifiques, telle que l'aide aux frais de déplacements des clubs, qui sera versée par voie d'avenant, après décision de la Commission Permanente.

## Article 5 – DUREE DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente Convention de partenariat est conclue au titre de la saison sportive 2016-2017, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Ce contrat prendra effet à partir de la date de signature du dernier signataire de la présente convention.

## Article 6 – DROITS

Le Football Club Annecy assure et garantit que tous les droits d'exclusivité concédés au Département de la Haute-Savoie sont libres de tout droit de préemption ou d'option en faveur de tiers, et qu'aucun mandat n'a été attribué à des tiers pour la cession des droits ci-dessus et que, par conséquent, ils sont propriété pleine et exclusive du Football Club Annecy, lequel peut légitimement en disposer.

## Article 7 – RESILIATION

L'attribution de la subvention du Département de la Haute-Savoie est liée au respect des termes de la convention, à défaut son reversement pourra être exigé.
De même, dans le cadre d'une inexécution grave de la part de l'une des parties, l'autre partie pourra demander la résiliation de la convention, ainsi que des dommages et intérêts pour les préjudices provoqués par l'inexécution, par l'intermédiaire d'une mise en demeure, qui devra être notifiée à la partie adverse par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis minimum de 15 (quinze) jours.

Fait à Annecy, le

| Le Président du Conseil Départemental | Le Président du Football Club Annecy |
|---|---|
| Christian MONTEIL | Stéphane LOISON |

## ANNEXE 1

## Logo FOOTBALL CLUB ANNECY

## ANNEXE 2

## Logo Département de la Haute-Savoie

haute savoie
le Département

Hôtel du Département
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 50 00

# CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE ET CHAMONIX-MORZINE HOCKEY CLUB

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, sis à l'Hôtel du Département, CS 32444 – 74041 Annecy, représenté par son Président, M. Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération n° CP-2017-.... de la Commission Permanente du ....., autorisant le Président à signer les actes,

Et désigné sous le terme « le Département de la Haute-Savoie», d'une part

**ET**

Le CHAMONIX-MORZINE HOCKEY CLUB, dont le siège est à SCIONZIER (74950), 153, rue de l'Arve, représenté par son Président, Monsieur Bernard MOLLIET,

Et désigné sous le terme « Chamonix-Morzine Hockey Club », d'autre part

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale n°CD-2016-076 du 12 décembre 2016,

## PREAMBULE

Le sport de haut niveau représente une vitrine pour un territoire, il est un facteur d'identification pour les jeunes, d'animation territoriale pour les acteurs publics et privés et générateur d'évènementiel sportif d'excellence dans les équipements sportifs des territoires.
A ce titre, dans le cadre de sa politique sportive, le Département de la Haute-Savoie soutient les clubs évoluant dans les championnats élites de leur discipline.

## Article 1 - OBJET

1.1 Le présent contrat a pour objet de préciser l'aide que le Département de la Haute-Savoie souhaite apporter au Chamonix-Morzine Hockey Club dans le cadre de sa politique de soutien aux clubs de haut niveau.
Il définit les obligations que le Chamonix-Morzine Hockey Club et le Département de la Haute-Savoie s'imposent, afin de servir ces objectifs pour la saison sportive 2016-2017.

1.2 Dans ce cadre, il est convenu que le Département de la Haute-Savoie pourra utiliser dans l'objectif décrit dans l'article 1.1, l'image du Chamonix-Morzine Hockey Club sous les formes suivantes :

- Utilisation du titre suivant : Partenaire du Chamonix-Morzine Hockey Club
- Utilisation du logo suivant : Chamonix-Morzine Hockey Club (voir en Annexe 1)

## Article 2 – ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES PARTIES

Dans le cadre d'application de la présente convention, le Chamonix-Morzine Hockey Club :

2.1 Garantit au Département de la Haute-Savoie la présence de son logo :

- sur le devant des maillots, de manière centrée et plus généralement sur les différentes tenues vestimentaires de l'équipe première,
- sur l'ensemble des publications et des supports de promotion,
- sur le car utilisé par l'équipe pour ses déplacements,
- sur le site internet (s'il en existe un) à la rubrique « Partenaires »,
- sous la forme d'un espace permanent (panneau fixe) sur la patinoire (la réalisation du panneau est à la charge du club).

Contact : Direction de la communication institutionnelle / **nicolas.guzzo@hautesavoie.fr**

2.2 Le Chamonix-Morzine Hockey Club soumettra à la Direction Communication institutionnelle du Département un « bon à Tirer » pour toute utilisation de son logo et fournira tous les justificatifs comportant son identité visuelle (voir Annexe 2).

Logo et charte d'accompagnement disponibles sur simple demande à sophie.peyrat@hautesavoie.fr
Toute reproduction ou utilisation du logo du Département à quelque titre et sur quelque support que ce soit devra avoir été préalablement approuvée par écrit ou « Bon à Tirer » par le Département de la Haute-Savoie – contact : Direction de la communication institutionnelle / **sophie.peyrat@hautesavoie.fr**

2.3 Le Chamonix-Morzine Hockey Club mettra à disposition du Département, Direction Communication institutionnelle, 30 places exonérées pour les matchs de championnat à domicile pouvant être utilisées dans le cadre de sa communication interne, de ses relations publiques, ou d'actions en direction de la jeunesse.

Le Chamonix-Morzine Hockey Club invitera M. le Président du Conseil départemental (ou le représentant de son choix) à participer aux opérations et événements organisés par le club – contact : Cabinet du Président **catherine.soto@hautesavoie.fr**

2.4 Le Département de la Haute-Savoie se réserve la possibilité d'organiser, lors de manifestations à caractère départemental, des actions en direction des scolaires (rencontre avec les sportifs, rencontre thématique autour des valeurs du sport, etc.) en relation avec le Chamonix-Morzine Hockey Club.

2.5 Le Chamonix-Morzine Hockey Club s'engage à :

- valoriser au mieux le Département de la Haute-Savoie et évoquer le partenariat établi lors des différents contacts avec la presse,
- respecter une éthique sportive dans le déroulement des compétitions et poursuivre une politique de formation et d'encadrement envers les jeunes licenciés,
- fournir en fin d'année sportive une évaluation complète en terme d'image,
- transmettre une copie certifiée de ses budgets et de ses comptes de l'exercice écoulé (bilan, compte de résultat et annexe certifiés par le commissaire au compte).
- transmettre un bilan sportif de la saison écoulée.

## Article 3 – COMMUNICATION - PROMOTION

3.1 Le Département de la Haute-Savoie aura le droit d'utiliser l'image du Chamonix-Morzine Hockey Club, ainsi que les éléments visuels mis à disposition (photos, vidéos) dans l'ensemble de sa communication, notamment pour ses publications, ses opérations de promotion, de relations publiques en France et dans le monde entier.

## Article 4 – DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 Dans le cadre du présent contrat, le Département de la Haute-Savoie s'engage à verser au Chamonix-Morzine Hockey Club la somme de **42 000 €** (quarante deux mille euros) pour son équipe première.

Cette somme sera créditée sur le compte bancaire de l'association, après le vote du budget primitif 2017 et signature de la présente convention.

4.2 Sans remettre en cause les objectifs généraux de la convention, le Chamonix-Morzine Hockey Club pourra bénéficier en cours d'année de subventions spécifiques, telle que l'aide aux frais de déplacements des clubs, qui sera versée par voie d'avenant, après décision de la Commission Permanente.

## Article 5 – DUREE DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente Convention de partenariat est conclue au titre de la saison sportive 2016-2017, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Ce contrat prendra effet à partir de la date de signature du dernier signataire de la présente convention.

## Article 6 – DROITS

Le Chamonix-Morzine Hockey Club assure et garantit que tous les droits d'exclusivité concédés au Département de la Haute-Savoie sont libres de tout droit de préemption ou d'option en faveur de tiers, et qu'aucun mandat n'a été attribué à des tiers pour la cession des droits ci-dessus et que, par conséquent, ils sont propriété pleine et exclusive du Chamonix-Morzine Hockey Club, lequel peut légitimement en disposer.

## Article 7 – RESILIATION

L'attribution de la subvention du Département de la Haute-Savoie est liée au respect des termes de la convention, à défaut son reversement pourra être exigé.

De même, dans le cadre d'une inexécution grave de la part de l'une des parties, l'autre partie pourra demander la résiliation de la Convention, ainsi que des dommages et intérêts pour les préjudices provoqués par l'inexécution, par l'intermédiaire d'une mise en demeure, qui devra être notifiée à la partie adverse par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis minimum de 15 (quinze) jours.

Fait à Annecy, le

| Le Président du Conseil Départemental | Le Président du Chamonix-Morzine Hockey Club |
|---|---|
| Christian MONTEIL | Bernard MOLLIET |

## ANNEXE 1

## Logo CHAMONIX HOCKEY CLUB

## ANNEXE 2

## Logo Département de la Haute-Savoie

haute savoie
le Département

Hôtel du Département
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 50 00

# CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE ET LE CLUB FCS RUGBY RUMILLY

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, sis à l'Hôtel du Département, CS 32444 – 74041 Annecy, représenté par son Président, M. Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération n° CP-2017-.... de la Commission Permanente du ....., autorisant le Président à signer les actes,

Et désigné sous le terme « le Département de la Haute-Savoie», d'une part

**ET**

Le FCSR RUGBY RUMILLY, dont le siège est à RUMILLY (74150), Stade des Grangettes, représenté par ses Coprésidents, Messieurs Alain REMILLON et Gérard MATHIEU,

Et désigné sous le terme « FCS Rugby Rumilly », d'autre part

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale n°CD-2016-076 du 12 décembre 2016,

## PREAMBULE

Le sport de haut niveau représente une vitrine pour un territoire, il est un facteur d'identification pour les jeunes, d'animation territoriale pour les acteurs publics et privés et générateur d'évènementiel sportif d'excellence dans les équipements sportifs des territoires.
A ce titre, dans le cadre de sa politique sportive, la Département soutient les clubs évoluant dans les championnats élites de leur discipline.

## Article 1 - OBJET

1.1 Le présent contrat a pour objet de préciser l'aide que le Département de la Haute-Savoie souhaite apporter au club FCS Rugby Rumilly dans le cadre de sa politique de soutien aux clubs de haut niveau.
Il définit les obligations que le club FCS Rugby Rumilly et le Département de la Haute-Savoie s'imposent, afin de servir ces objectifs pour la saison sportive 2016-2017.

1.2 Dans ce cadre, il est convenu que le Département de la Haute-Savoie pourra utiliser dans l'objectif décrit dans l'article 1.1, l'image du club FCS Rugby Rumilly sous les formes suivantes :

- Utilisation du titre suivant : Partenaire du club FCS Rugby Rumilly
- Utilisation du logo suivant : FCS Rugby Rumilly (voir en Annexe 1)

## Article 2 – ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES PARTIES

Dans le cadre d'application de la présente convention, le club FCS Rugby Rumilly :

2.1 Garantit au Département de la Haute-Savoie la présence de son logo :

- sur le devant des maillots, de manière centrée et plus généralement sur les différentes tenues vestimentaires de l'équipe première,
- sur l'ensemble des publications et des supports de promotion,
- sur le car utilisé par l'équipe pour ses déplacements,
- sur le site internet (s'il en existe un) à la rubrique « Partenaires ».

Contact : Direction de la communication institutionnelle / **nicolas.guzzo@hautesavoie.fr**

2.2 Le club FCS Rugby Rumilly soumettra à la Direction Communication institutionnelle du Département un « bon à Tirer » pour toute utilisation de son logo et fournira tous les justificatifs comportant son identité visuelle (voir Annexe 2).

Logo et charte d'accompagnement disponibles sur simple demande à sophie.peyrat@hautesavoie.fr
Toute reproduction ou utilisation du logo du Département à quelque titre et sur quelque support que ce soit devra avoir été préalablement approuvée par écrit ou « Bon à Tirer » par le Département de la Haute-Savoie – contact : Direction de la communication institutionnelle / **sophie.peyrat@hautesavoie.fr**

2.3 Le club FCS Rugby Rumilly mettra à disposition du Département de la Haute-Savoie, Direction Communication institutionnelle, 30 places exonérées pour les matchs de championnat à domicile pouvant être utilisées dans le cadre de sa communication interne, de ses relations publiques, ou d'actions en direction de la jeunesse.

Le club FCS Rugby Rumilly invitera M. le Président du Conseil départemental (ou le représentant de son choix) à participer aux opérations et événements organisés par le club – contact : Cabinet du Président **catherine.soto@hautesavoie.fr**

2.4 Le Département se réserve la possibilité d'organiser, lors des manifestations à caractère départemental, des actions en direction des scolaires (rencontre avec les sportifs, rencontre thématique autour des valeurs du sport, etc.) en relation avec le club FCS Rugby Rumilly.

2.5 Le club FCS Rugby Rumilly s'engage à :

- valoriser au mieux le Département de la Haute-Savoie et évoquer le partenariat établi lors des différents contacts avec la presse,
- respecter une éthique sportive dans le déroulement des compétitions et poursuivre une politique de formation et d'encadrement envers les jeunes licenciés,
- fournir en fin d'année sportive une évaluation complète en terme d'image,
- transmettre une copie certifiée de ses budgets et de ses comptes de l'exercice écoulé (bilan, compte de résultat et annexe certifiés par le commissaire au compte),
- transmettre un bilan sportif de la saison écoulée.

## Article 3 – COMMUNICATION - PROMOTION

Le Département de la Haute-Savoie aura le droit d'utiliser l'image du club FCS Rugby Rumilly, ainsi que les éléments visuels mis à disposition (photos, vidéos), dans l'ensemble de sa communication, notamment pour ses publications, ses opérations de promotion, de relations publiques en France et dans le monde entier.

## Article 4 – DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 Dans le cadre du présent contrat le Département de la Haute-Savoie s'engage à verser au club FCS Rugby Rumilly la somme de **36 000 €** (trente six mille euros) pour son équipe première.

Cette somme sera créditée sur le compte bancaire de l'association, après le vote du budget primitif 2017 et signature de la présente convention.

4.2 Sans remettre en cause les objectifs généraux de la convention, le club FCS Rugby Rumilly pourra bénéficier en cours d'année de subventions spécifiques, telle que l'aide aux frais de déplacements des clubs, qui sera versée par voie d'avenant, après décision de la Commission Permanente.

## Article 5 – DUREE DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention de partenariat est conclue au titre de la saison sportive 2016-2017, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Ce contrat prendra effet à partir de la date de signature du dernier signataire de la présente convention.

## Article 6 – DROITS

Le club FCS Rugby Rumilly assure et garantit que tous les droits d'exclusivité concédés au Département de la Haute-Savoie sont libres de tout droit de préemption ou d'option en faveur de tiers, et qu'aucun mandat n'a été attribué à des tiers pour la cession des droits ci-dessus et que, par conséquent, ils sont propriété pleine et exclusive du club FCS Rugby Rumilly, lequel peut légitimement en disposer.

## Article 7 – RESILIATION

L'attribution de la subvention du Département de la Haute-Savoie est liée au respect des termes de la convention, à défaut son reversement pourra être exigé.

De même, dans le cadre d'une inexécution grave de la part de l'une des parties, l'autre partie pourra demander la résiliation de la Convention, ainsi que des dommages et intérêts pour les préjudices provoqués par l'inexécution, par l'intermédiaire d'une mise en demeure, qui devra être notifiée à la partie adverse par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis minimum de 15 (quinze) jours.

Fait à Annecy, le

| Le Président du Conseil Départemental | Les Coprésidents du FCSR Rugby Rumilly |
|---|---|
| Christian MONTEIL | Alain REMILLON et Gérard MATHIEU |

## ANNEXE 1

## Logo FCSR RUGBY RUMILLY

## ANNEXE 2

## Logo Département de la Haute-Savoie

haute savoie
le Département

Hôtel du Département
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 50 00

# CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE ET LE CLUB « US ANNECY RUGBY »

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, sis à l'Hôtel du Département, CS 32444 – 74041 Annecy, représenté par son Président, M. Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération n° CP-2017-.... de la Commission Permanente du ....., autorisant le Président à signer les actes,

Et désigné sous le terme « Département de la Haute-Savoie», d'une part

**ET**

L'US ANNECY RUGBY, dont le siège est à ANNECY (74000), 51, chemin des Fins Nord, représenté par son Président, Monsieur Dominique ROLIN,

Et désigné sous le terme « US Annecy Rugby », d'autre part

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale n°CD-2016-076 du 12 décembre 2016,

## PREAMBULE

Le sport de haut niveau représente une vitrine pour un territoire, il est un facteur d'identification pour les jeunes, d'animation territoriale pour les acteurs publics et privés et générateur d'évènementiel sportif d'excellence dans les équipements sportifs des territoires.

A ce titre, dans le cadre de sa politique sportive, la Département soutient les clubs évoluant dans les championnats élites de leur discipline.

## Article 1 - OBJET

1.1 Le présent contrat a pour objet de préciser l'aide que le Département de la Haute-Savoie souhaite apporter au club US Annecy Rugby dans le cadre de sa politique de soutien aux clubs de haut niveau.

Il définit les obligations que le club US Annecy Rugby et le Département de la Haute-Savoie s'imposent, afin de servir ces objectifs pour la saison sportive 2016-2017.

1.2 Dans ce cadre, il est convenu que le Département de la Haute-Savoie pourra utiliser dans l'objectif décrit dans l'article 1.1, l'image du club US Annecy Rugby sous les formes suivantes :

- Utilisation du titre suivant : Partenaire du club US Annecy Rugby
- Utilisation du logo suivant : US Annecy Rugby (voir en Annexe 1)

## Article 2 – ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES PARTIES

Dans le cadre d'application de la présente convention, le club US Annecy Rugby :

2.1 Garantit au Département de la Haute-Savoie la présence de son logo :

- sur le devant des maillots, de manière centrée et plus généralement sur les différentes tenues vestimentaires de l'équipe première,
- sur l'ensemble des publications et des supports de promotion,
- sur le car utilisé par l'équipe pour ses déplacements,
- sur le site internet (s'il en existe un) à la rubrique « Partenaires »,

Contact : Direction de la communication institutionnelle / **nicolas.guzzo@hautesavoie.fr**

2.2 Le club US Annecy Rugby soumettra à la Direction Communication institutionnelle du Département un « bon à Tirer » pour toute utilisation de son logo et fournira tous les justificatifs comportant son identité visuelle (voir Annexe 2).

Logo et charte d'accompagnement disponibles sur simple demande à sophie.peyrat@hautesavoie.fr
Toute reproduction ou utilisation du logo du Département à quelque titre et sur quelque support que ce soit devra avoir été préalablement approuvée par écrit ou « Bon à Tirer » par le Département de la Haute-Savoie – contact : Direction de la communication institutionnelle / **sophie.peyrat@hautesavoie.fr**

2.3 Le club US Annecy Rugby mettra à disposition du Département de la Haute-Savoie, Direction Communication institutionnelle, 30 places exonérées pour les matchs de championnat à domicile pouvant être utilisées dans le cadre de sa communication interne, de ses relations publiques, ou d'actions en direction de la jeunesse.

Le club US Annecy Rugby invitera M. le Président du Conseil départemental (ou le représentant de son choix) à participer aux opérations et événements organisés par le club – contact : Cabinet du Président **catherine.soto@hautesavoie.fr**

2.4 Le Département se réserve la possibilité d'organiser, lors des manifestations sur le département, des actions en direction des scolaires (rencontre avec les sportifs, rencontre thématique autour des valeurs du sport, etc.) en relation avec le club US Annecy Rugby.

2.5 Le club US Annecy Rugby s'engage à :

- valoriser au mieux le Département de la Haute-Savoie et évoquer le partenariat établi lors des différents contacts avec la presse,
- respecter une éthique sportive dans le déroulement des compétitions et poursuivre une politique de formation et d'encadrement envers les jeunes licenciés,
- fournir en fin d'année sportive une évaluation complète en terme d'image,
- transmettre une copie certifiée de ses budgets et de ses comptes de l'exercice écoulé (bilan, compte de résultat et annexe certifiés par le commissaire au compte),
- transmettre un bilan sportif de la saison écoulée.

## Article 3 – COMMUNICATION - PROMOTION

Le Département de la Haute-Savoie aura le droit d'utiliser l'image du club US Annecy Rugby, ainsi que les éléments visuels mis à disposition (photos, vidéos), dans l'ensemble de sa communication, notamment pour ses publications, ses opérations de promotion, de relations publiques en France et dans le monde entier.

## Article 4 – DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 Dans le cadre du présent contrat le Département de la Haute-Savoie s'engage à verser au club US Annecy Rugby la somme de **36 000 €** (trente six mille euros) pour son équipe première.

Cette somme sera créditée sur le compte bancaire de l'association, après le vote du budget primitif 2017 et signature de la présente convention.

4.2 Sans remettre en cause les objectifs généraux de la convention, le club US Annecy Rugby pourra bénéficier en cours d'année de subventions spécifiques, telle que l'aide aux frais de déplacements des clubs, qui sera versée par voie d'avenant, après décision de la Commission Permanente.

## Article 5 – DUREE DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention de partenariat est conclue au titre de la saison sportive 2016-2017, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Ce contrat prendra effet à partir de la date de signature du dernier signataire de la présente convention.

## Article 6 – DROITS

Le club US Annecy Rugby assure et garantit que tous les droits d'exclusivité concédés au Département de la Haute-Savoie sont libres de tout droit de préemption ou d'option en faveur de tiers, et qu'aucun mandat n'a été attribué à des tiers pour la cession des droits ci-dessus et que, par conséquent, ils sont propriété pleine et exclusive du club US Annecy Rugby, lequel peut légitimement en disposer.

## Article 7 – RESILIATION

L'attribution de la subvention du Département de la Haute-Savoie est liée au respect des termes de la convention, à défaut son reversement pourra être exigé.

De même, dans le cadre d'une inexécution grave de la part de l'une des parties, l'autre partie pourra demander la résiliation de la Convention, ainsi que des dommages et intérêts pour les préjudices provoqués par l'inexécution, par l'intermédiaire d'une mise en demeure, qui devra être notifiée à la partie adverse par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis minimum de 15 (quinze) jours.

Fait à Annecy, le

| Le Président du Conseil Départemental | Le Président du club US Annecy Rugby |
|---|---|
| Christian MONTEIL | Dominique ROLIN |

## ANNEXE 1

## LOGO US ANNECY RUGBY

## ANNEXE 2

## LOGO DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

haute savoie
le Département

haute savoie
le Département

Hôtel du Département
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 50 00

# CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE ET LE CLUB BLACK PANTHERS

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, sis à l'Hôtel du Département, CS 32444 – 74041 Annecy, représenté par son Président, M. Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération n° CP-2017-.... de la Commission Permanente du 06 février 2016, autorisant le Président à signer les actes,

Et désigné sous le terme « Département de la Haute-Savoie», d'une part

**ET**

Le club BLACK PANTHERS, dont le siège est à THONON les BAINS, 56, avenue du Général de Gaulle – Stade Joseph Moynat, représenté par son Président, Monsieur Benoît SIROUET,

Et désigné sous le terme « Black Panthers », d'autre part

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale n°CD-2016-076 du 12 décembre 2016,

## PREAMBULE

Le sport de haut niveau représente une vitrine pour un territoire, il est un facteur d'identification pour les jeunes, d'animation territoriale pour les acteurs publics et privés et générateur d'évènementiel sportif d'excellence dans les équipements sportifs des territoires.
A ce titre, dans le cadre de sa politique sportive, la Département soutient les clubs évoluant dans les championnats élites de leur discipline.

## Article 1 - OBJET

1.1 Le présent contrat a pour objet de préciser l'aide que le Département de la Haute-Savoie souhaite apporter au club Black Panthers dans le cadre de sa politique de soutien aux clubs de haut niveau.
Il définit les obligations que le club Black Panthers et le Département de la Haute-Savoie s'imposent, afin de servir ces objectifs pour la saison sportive 2016-2017.

1.2 Dans ce cadre, il est convenu que le Département de la Haute-Savoie pourra utiliser dans l'objectif décrit dans l'article 1.1, l'image du club Black Panthers sous les formes suivantes :

- Utilisation du titre suivant : Partenaire du club Black Panthers
- Utilisation du logo suivant : Black Panthers (voir en Annexe 1)

## Article 2 – ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES PARTIES

Dans le cadre d'application de la présente convention, le club Black Panthers :

2.1 Garantit au Département de la Haute-Savoie la présence de son logo, de manière proportionnelle au poids du financement départemental rapporté à celui des autres partenaires publics :

- sur le devant des maillots, de manière centrée et plus généralement sur les différentes tenues vestimentaires de l'équipe première,
- sur le car utilisé par l'équipe pour ses déplacements,
- sur l'ensemble des publications et des supports de promotion,
- sur le site internet (s'il en existe un) à la rubrique « Partenaires »,
- sous la forme d'un espace permanent (panneau fixe) sur le stade (la réalisation du panneau est à la charge du club).

Contact : Direction de la communication institutionnelle / **nicolas.guzzo@hautesavoie.fr**

2.2 Le club Black Panthers soumettra à la Direction Communication institutionnelle du Département de la Haute-Savoie un « bon à Tirer » pour toute utilisation de son logo et fournira tous les justificatifs comportant son identité visuelle (voir Annexe 2).

Logo et charte d'accompagnement disponibles sur simple demande à sophie.peyrat@hautesavoie.fr
Toute reproduction ou utilisation du logo du Département de la Haute-Savoie à quelque titre et sur quelque support que ce soit devra avoir été préalablement approuvée par écrit ou « Bon à Tirer » par le Département de la Haute-Savoie – contact : Direction de la communication institutionnelle / **sophie.peyrat@hautesavoie.fr**

2.3 Le club Black Panthers mettra à disposition du Département de la Haute-Savoie, Direction Communication institutionnelle, 30 places exonérées pour les matchs de championnat à domicile pouvant être utilisées dans le cadre de sa communication interne, de ses relations publiques, ou d'actions en direction de la jeunesse.

Le club Black Panthers invitera M. le Président du Conseil départemental (ou le représentant de son choix) à participer aux opérations et événements organisés par le club – contact : Cabinet du Président / **catherine.soto@hautesavoie.fr**

2.4 Le Département de la Haute-Savoie se réserve la possibilité d'organiser, lors de manifestations à caractère départemental, des actions en direction des scolaires (rencontre avec les sportifs, rencontre thématique autour des valeurs du sport, etc.) en relation avec le club Black Panthers.

2.5 Le club Black Panthers s'engage à :

- valoriser au mieux le Département de la Haute-Savoie et évoquer le partenariat établi lors des différents contacts avec la presse,
- respecter une éthique sportive dans le déroulement des compétitions et poursuivre une politique de formation et d'encadrement envers les jeunes licenciés,
- fournir en fin d'année sportive une évaluation complète en terme d'image,
- transmettre une sélection de photos, avec les crédits à mentionner, à l'issue de chaque rencontre, pour utilisation sur les réseaux sociaux du Département de la Haute-Savoie, au tout autre support et publication institutionnelle (Haute-Savoie Mag, annonce presse, etc....)
- transmettre une copie certifiée de ses budgets et de ses comptes de l'exercice écoulé (bilan, compte de résultat et annexe certifiés par le commissaire au compte).
- transmettre un bilan sportif de la saison écoulée.

## Article 3 – COMMUNICATION - PROMOTION

Le Département de la Haute-Savoie aura le droit d'utiliser l'image du club Black Panthers, ainsi que les éléments visuels mis à disposition (photos, vidéos), dans l'ensemble de sa communication, notamment pour ses publications, ses opérations de promotion, de relations publiques en France et dans le monde entier.

## Article 4 – DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 Dans le cadre du présent contrat le Département de la Haute-Savoie s'engage à verser au club Black Panthers la somme de **18 000 €** (dix huit mille euros) pour son équipe première.

Cette somme sera créditée sur le compte bancaire de l'association, après le vote du budget primitif 2017 et signature de la présente convention.

4.2 Sans remettre en cause les objectifs généraux de la convention, le club Black Panthers pourra bénéficier en cours d'année de subventions spécifiques, telle que l'aide aux frais de déplacements des clubs, qui sera versée par voie d'avenant, après décision de la Commission Permanente.

## Article 5 – DUREE DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente Convention de partenariat est conclue au titre de la saison sportive 2016-2017, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Ce contrat prendra effet à partir de la date de signature du dernier signataire de la présente convention.

## Article 6 – DROITS

Le club Black Panthers assure et garantit que tous les droits d'exclusivité concédés au Département de la Haute-Savoie sont libres de tout droit de préemption ou d'option en faveur de tiers, et qu'aucun mandat n'a été attribué à des tiers pour la cession des droits ci-dessus et que, par conséquent, ils sont propriété pleine et exclusive du club Black Panthers, lequel peut légitimement en disposer.

## Article 7 – RESILIATION

L'attribution de la subvention du Département de la Haute-Savoie est liée au respect des termes de la convention, à défaut son reversement pourra être exigé.

De même, dans le cadre d'une inexécution grave de la part de l'une des parties, l'autre partie pourra demander la résiliation de la convention, ainsi que des dommages et intérêts pour les préjudices provoqués par l'inexécution, par l'intermédiaire d'une mise en demeure, qui devra être notifiée à la partie adverse par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis minimum de 15 (quinze) jours.

Fait à Annecy, le

| Le Président du Conseil Départemental | Le Président du club Black Panthers |
|---|---|
| Christian MONTEIL | Benoît SIROUET |

## ANNEXE 1

## Logo BLACK PANTHERS

## ANNEXE 2

## Logo Département de la Haute-Savoie

haute savoie
le Département

Hôtel du Département
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 50 00

# CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE ET LE CLUB THONON CHABLAIS HANDIBASKET

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, sis à l'Hôtel du Département, CS 32444 – 74041 Annecy, représenté par son Président, M. Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération n° CP-2017-.... de la Commission Permanente du ....., autorisant le Président à signer les actes,

Et désigné sous le terme « le Département de la Haute-Savoie», d'une part

**ET**

Le club THONON CHABLAIS HANDIBASKET, dont le siège est à THONON LES BAINS (74200), 17, chemin du Genevray, représenté par son Président, Monsieur Bernard PICUT,

Et désigné sous le terme « Thonon Chablais Handibasket », d'autre part

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale n°CD-2016-076 du 12 décembre 2016,

## PREAMBULE

Le sport de haut niveau représente une vitrine pour un territoire, il est un facteur d'identification pour les jeunes, d'animation territoriale pour les acteurs publics et privés et générateur d'évènementiel sportif d'excellence dans les équipements sportifs des territoires.
A ce titre, dans le cadre de sa politique sportive, la Département soutient les clubs évoluant dans les championnats élites de leur discipline.

## Article 1 - OBJET

1.1 Le présent contrat a pour objet de préciser l'aide que le Département de la Haute-Savoie souhaite apporter au club Thonon Chablais Handibasket dans le cadre de sa politique de soutien aux clubs de haut niveau.
Il définit les obligations que le club Thonon Chablais Handibasket et le Département de la Haute-Savoie s'imposent, afin de servir ces objectifs pour la saison sportive 2016-2017.

1.2 Dans ce cadre, il est convenu que le Département de la Haute-Savoie pourra utiliser dans l'objectif décrit dans l'article 1.1, l'image du club Thonon Chablais Handibasket sous les formes suivantes :

- Utilisation du titre suivant : Partenaire du club Thonon Chablais Handibasket
- Utilisation du logo suivant : Thonon Chablais Handibasket (voir en Annexe 1)

## Article 2 – ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES PARTIES

Dans le cadre d'application de la présente convention, le club Thonon Chablais Handibasket :

2.1 Garantit au Département de la Haute-Savoie la présence de son logo :

- sur le devant des maillots, de manière centrée et plus généralement sur les différentes tenues vestimentaires de l'équipe première,
- sur l'ensemble des publications et des supports de promotion,
- sur le car utilisé par l'équipe pour ses déplacements,
- sur le site internet (s'il en existe un) à la rubrique « Partenaires »,

Contact : Direction de la communication institutionnelle / **nicolas.guzzo@hautesavoie.fr**

2.2 Le club Thonon Chablais Handibasket soumettra à la Direction Communication institutionnelle du Département un « bon à Tirer » pour toute utilisation de son logo et fournira tous les justificatifs comportant son identité visuelle (voir Annexe 2).

Logo et charte d'accompagnement disponibles sur simple demande à sophie.peyrat@hautesavoie.fr
Toute reproduction ou utilisation du logo du Département à quelque titre et sur quelque support que ce soit devra avoir été préalablement approuvée par écrit ou « Bon à Tirer » par le Département de la Haute-Savoie – contact : Direction de la communication institutionnelle / **sophie.peyrat@hautesavoie.fr**

2.3 Le club Thonon Chablais Handibasket mettra à disposition du Département de la Haute-Savoie, Direction Communication institutionnelle, 30 places exonérées pour les matchs de championnat à domicile pouvant être utilisées dans le cadre de sa communication interne, de ses relations publiques, ou d'actions en direction de la jeunesse.

Le club Thonon Chablais Handibasket invitera M. le Président du Conseil départemental (ou le représentant de son choix) à participer aux opérations et événements organisés par le club – contact : Cabinet du Président / **catherine.soto@hautesavoie.fr**

2.4 Le Département se réserve la possibilité d'organiser, lors de manifestations à caractère départemental, des actions en direction des scolaires (rencontre avec les sportifs, rencontre thématique autour des valeurs du sport, etc.) en relation Le club Thonon Chablais Handibasket.

2.5 Le club Thonon Chablais Handibasket s'engage à :

- valoriser au mieux le Département de la Haute-Savoie et évoquer le partenariat établi lors des différents contacts avec la presse,
- respecter une éthique sportive dans le déroulement des compétitions et poursuivre une politique de formation et d'encadrement envers les jeunes licenciés,
- fournir en fin d'année sportive une évaluation complète en terme d'image.
- transmettre une copie certifiée de ses budgets et de ses comptes de l'exercice écoulé (bilan, compte de résultat et annexe certifiés par le commissaire au compte) ;
- transmettre un bilan sportif de la saison écoulée.

## Article 3 – COMMUNICATION - PROMOTION

Le Département de la Haute-Savoie aura le droit d'utiliser l'image du club Thonon Chablais Handibasket, ainsi que les éléments visuels mis à disposition (photos, vidéos), dans l'ensemble de sa communication, notamment pour ses publications, ses opérations de promotion, de relations publiques en France et dans le monde entier.

## Article 4 – DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 Dans le cadre du présent contrat le Département de la Haute-Savoie s'engage à verser au club Thonon Chablais Handibasket la somme de **30 000 €** (trente mille euros) pour son équipe première.

Cette somme sera créditée sur le compte bancaire de l'association, après le vote du budget primitif 2017 et signature de la présente convention.

4.2 Sans remettre en cause les objectifs généraux de la convention, le club Thonon Chablais Handibasket pourra bénéficier en cours d'année de subventions spécifiques, telle que l'aide aux frais de déplacements des clubs, qui sera versée par voie d'avenant, après décision de la Commission Permanente.

## Article 5 – DUREE DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention de partenariat est conclue au titre de la saison sportive 2016-2017, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Ce contrat prendra effet à partir de la date de signature du dernier signataire de la présente convention.

## Article 6 – DROITS

Le club Thonon Chablais Handibasket assure et garantit que tous les droits d'exclusivité concédés au Département de la Haute-Savoie sont libres de tout droit de préemption ou d'option en faveur de tiers, et qu'aucun mandat n'a été attribué à des tiers pour la cession des droits ci-dessus et que, par conséquent, ils sont propriété pleine et exclusive du club Thonon Chablais Handibasket, lequel peut légitimement en disposer.

## Article 7 – RESILIATION

L'attribution de la subvention du Département de la Haute-Savoie est liée au respect des termes de la convention, à défaut son reversement pourra être exigé.

De même, dans le cadre d'une inexécution grave de la part de l'une des parties, l'autre partie pourra demander la résiliation de la Convention, ainsi que des dommages et intérêts pour les préjudices provoqués par l'inexécution, par l'intermédiaire d'une mise en demeure, qui devra être notifiée à la partie adverse par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis minimum de 15 (quinze) jours.

Fait à Annecy, le

| | |
|---|---|
| Le Président du Conseil Départemental | Le Président du club Thonon Chablais Handibasket |
| Christian MONTEIL | Bernard PICUT |

## ANNEXE 1

## LOGO DU CLUB THONON CHABLAIS HANDIBASKET

## ANNEXE 2

## LOGO DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

haute savoie
le Département

haute savoie
le Département

Hôtel du Département
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 50 00

# CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE ET LE CSAV HANDBALL

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, sis à l'Hôtel du Département, CS 32444 – 74041 Annecy, représenté par son Président, M. Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération n° CP-2017-.... de la Commission Permanente du ....., autorisant le Président à signer les actes,

Et désigné sous le terme « le Département de la Haute-Savoie », d'une part

**ET**

Le CSAV Handball, dont le siège est à ANNECY-LE-VIEUX (74940), 6, rue de la Frasse, représenté par son Président, Monsieur Christophe CHYPRE,

Et désigné sous le terme « CSAV Handball », d'autre part

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale n°CD-2016-076 du 12 décembre 2016,

## PREAMBULE

Le sport de haut niveau représente une vitrine pour un territoire, il est un facteur d'identification pour les jeunes, d'animation territoriale pour les acteurs publics et privés et générateur d'évènementiel sportif d'excellence dans les équipements sportifs des territoires.
A ce titre, dans le cadre de sa politique sportive, la Département soutient les clubs évoluant dans les championnats élites de leur discipline.

## Article 1 - OBJET

1.1 Le présent contrat a pour objet de préciser l'aide que le Département de la Haute-Savoie souhaite apporter au CSAV Handball dans le cadre de sa politique de soutien aux clubs de haut niveau.

Il définit les obligations que le CSAV Handball et le Département de la Haute-Savoie s'imposent, afin de servir ces objectifs pour la saison sportive 2016-2017.

1.2 Dans ce cadre, il est convenu que le Département de la Haute-Savoie pourra utiliser dans l'objectif décrit dans l'article 1.1, l'image du CSAV Handball sous les formes suivantes :

- Utilisation du titre suivant : Partenaire du CSAV Handball
- Utilisation du logo suivant : CSAV Handball (voir en Annexe 1)

## Article 2 – ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES PARTIES

Dans le cadre d'application de la présente convention, le CSAV Handball :

2.1 Garantit au Département de la Haute-Savoie la présence de son logo :

- sur le devant des maillots, de manière centrée et plus généralement sur les différentes tenues vestimentaires de l'équipe première,
- sur le véhicule utilisé par l'équipe pour ses déplacements,
- sur l'ensemble des publications et des supports de promotion,
- sur le site internet (s'il en existe un) à la rubrique « Partenaires ».

Contact : Direction de la communication institutionnelle / **nicolas.guzzo@hautesavoie.fr**

2.2 Le CSAV Handball soumettra à la Direction Communication institutionnelle du Département un « bon à Tirer » pour toute utilisation de son logo et fournira tous les justificatifs comportant son identité visuelle (voir Annexe 2),

Logo et charte d'accompagnement disponibles sur simple demande à sophie.peyrat@hautesavoie.fr
Toute reproduction ou utilisation du logo du Département à quelque titre et sur quelque support que ce soit devra avoir été préalablement approuvée par écrit ou « Bon à Tirer » par le Département de la Haute-Savoie – contact : Direction de la communication institutionnelle / **sophie.peyrat@hautesavoie.fr**

2.3 Le club CSAV Handball mettra à disposition du Département, Direction Communication institutionnelle, 30 places exonérées pour les matchs de championnat à domicile pouvant être utilisées dans le cadre de sa communication interne, ou de ses relations publiques, ou d'actions en direction de la jeunesse.

Le club CSAV Handball invitera M. le Président du Conseil départemental (ou le représentant de son choix) à participer aux opérations et événements organisés par le club – contact : Cabinet du Président **catherine.soto@hautesavoie.fr**

2.4 Le Département se réserve la possibilité d'organiser, lors des manifestations à caractère départemental, des actions en direction des scolaires (rencontre avec les sportifs, rencontre thématique autour des valeurs du sport, etc.) en relation avec le CSAV Handball.

2.5 Le CSAV Handball s'engage à :

- valoriser au mieux le Département de la Haute-Savoie et évoquer le partenariat établi lors des différents contacts avec la presse,
- respecter une éthique sportive dans le déroulement des compétitions et poursuivre une politique de formation et d'encadrement envers les jeunes licenciés,
- fournir en fin d'année sportive une évaluation complète en terme d'image,
- transmettre une copie certifiée de ses budgets et de ses comptes de l'exercice écoulé (bilan, compte de résultat et annexe certifiés par le commissaire au compte),
- transmettre un bilan sportif de la saison écoulée.

## Article 3 – COMMUNICATION - PROMOTION

Le Département de la Haute-Savoie aura le droit d'utiliser l'image du CSAV Handball, ainsi que les éléments visuels mis à disposition (photos, vidéos), dans l'ensemble de sa communication, notamment pour ses publications, ses opérations de promotion, de relations publiques en France et dans le monde entier.

## Article 4 – DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 Dans le cadre du présent contrat le Département de la Haute-Savoie s'engage à verser au CSAV Handball la somme de **27 000 Euros** (vingt sept mille euros) pour son équipe première masculine.

Cette somme sera créditée sur le compte bancaire de l'association, après le vote du budget primitif 2017 et signature de la présente convention.

4.2 Sans remettre en cause les objectifs généraux de la convention, le CSAV Handball pourra bénéficier en cours d'année de subventions spécifiques, telle que l'aide aux frais de déplacements des clubs, qui sera versée par voie d'avenant, après décision de la Commission Permanente.

## Article 5 – DUREE DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention de partenariat est conclue au titre de la saison sportive 2016-2017, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Ce contrat prendra effet à partir de la date de signature du dernier signataire de la présente convention.

## Article 6 – DROITS

Le CSAV Handball assure et garantit que tous les droits d'exclusivité concédés au Département de la Haute-Savoie sont libres de tout droit de préemption ou d'option en faveur de tiers, et qu'aucun mandat n'a été attribué à des tiers pour la cession des droits ci-dessus et que, par conséquent, ils sont propriété pleine et exclusive du CSAV Handball , lequel peut légitimement en disposer.

## Article 7 – RESILIATION

L'attribution de la subvention du Département de la Haute-Savoie est liée au respect des termes de la convention, à défaut son reversement pourra être exigé.

De même, dans le cadre d'une inexécution grave de la part de l'une des parties, l'autre partie pourra demander la résiliation de la Convention, ainsi que des dommages et intérêts pour les préjudices provoqués par l'inexécution, par l'intermédiaire d'une mise en demeure, qui devra être notifiée à la partie adverse par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis minimum de 15 (quinze) jours.

Fait à Annecy, le

Le Président du Conseil Départemental — Le Président du CSAV Handball

Christian MONTEIL — Christophe CHYPRE

## ANNEXE 1

## Logo CSAV HANDBALL

## ANNEXE 2

## Logo Département de la Haute-Savoie

haute savoie
le Département

Hôtel du Département
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 50 00

# CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE ET ANNEMASSE BASKET CLUB

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, sis à l'Hôtel du Département, CS 32444 – 74041 Annecy, représenté par son Président, M. Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération n° CP-2017-.... de la Commission Permanente du ....., autorisant le Président à signer les actes,

Et désigné sous le terme « le Département de la Haute-Savoie», d'une part

**ET**

Annemasse Basket Club, dont le siège est à ANNEMASSE (74100), 14, avenue Henri Barbusse, représenté par sa Présidente, Madame Monike PALET,

Et désigné sous le terme « Annemasse Basket Club », d'autre part

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale n°CD-2016-076 du 12 décembre 2016,

## PREAMBULE

Le sport de haut niveau représente une vitrine pour un territoire, il est un facteur d'identification pour les jeunes, d'animation territoriale pour les acteurs publics et privés et générateur d'évènementiel sportif d'excellence dans les équipements sportifs des territoires.
A ce titre, dans le cadre de sa politique sportive, la Département soutient les clubs évoluant dans les championnats élites de leur discipline.

## Article 1 - OBJET

1.1 Le présent contrat a pour objet de préciser l'aide que le Département de la Haute-Savoie souhaite apporter à Annemasse Basket Club dans le cadre de sa politique de soutien aux clubs de haut niveau.
Il définit les obligations que Annemasse Basket Club et le Département de la Haute-Savoie s'imposent, afin de servir ces objectifs pour la saison sportive 2016-2017.

1.2 Dans ce cadre, il est convenu que le Département de la Haute-Savoie pourra utiliser dans l'objectif décrit dans l'article 1.1, l'image d'Annemasse Basket Club sous les formes suivantes :

- Utilisation du titre suivant : Partenaire d'Annemasse Basket Club
- Utilisation du logo suivant : Annemasse Basket Club (voir en Annexe 1)

## Article 2 – ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES PARTIES

Dans le cadre d'application de la présente convention, Annemasse Basket Club:

2.1 Garantit au Département de la Haute-Savoie la présence de son logo :

- sur le devant des maillots, de manière centrée et plus généralement sur les différentes tenues vestimentaires de l'équipe première,
- sur l'ensemble des publications et des supports de promotion,
- sur le car utilisé par l'équipe pour ses déplacements,
- sur le site internet (s'il en existe un) à la rubrique « Partenaires »,

Contact : Direction de la communication institutionnelle / **nicolas.guzzo@hautesavoie.fr**

2.2 Annemasse Basket Club soumettra à la Direction Communication institutionnelle du Département un « bon à Tirer » pour toute utilisation de son logo et fournira tous les justificatifs comportant son identité visuelle (voir Annexe 2).

Logo et charte d'accompagnement disponibles sur simple demande à sophie.peyrat@hautesavoie.fr
Toute reproduction ou utilisation du logo du Département à quelque titre et sur quelque support que ce soit devra avoir été préalablement approuvée par écrit ou « Bon à Tirer » par le Département de la Haute-Savoie – contact : Direction de la communication institutionnelle / **sophie.peyrat@hautesavoie.fr**

2.3 Annemasse Basket Club mettra à disposition du Département de la Haute-Savoie, Direction Communication institutionnelle, 30 places exonérées pour les matchs de championnat à domicile pouvant être utilisées dans le cadre de sa communication interne, de ses relations publiques, ou d'actions en direction de la jeunesse.

Annemasse Basket Club invitera M. le Président du Conseil départemental (ou le représentant de son choix) à participer aux opérations et événements organisés par le club – contact : Cabinet du Président **catherine.soto@hautesavoie.fr**

2.4 Le Département se réserve la possibilité d'organiser, lors des manifestations à caractère départemental, des actions en direction des scolaires (rencontre avec les sportifs, rencontre thématique autour des valeurs du sport, etc.) en relation avec Annemasse Basket Club.

2.5 Annemasse Basket Club s'engage à :

- valoriser au mieux le Département de la Haute-Savoie et évoquer le partenariat établi lors des différents contacts avec la presse,
- respecter une éthique sportive dans le déroulement des compétitions et poursuivre une politique de formation et d'encadrement envers les jeunes licenciés,
- fournir en fin d'année sportive une évaluation complète en terme d'image,
- transmettre une copie certifiée de ses budgets et de ses comptes de l'exercice écoulé (bilan, compte de résultat et annexe certifiés par le commissaire au compte),
- transmettre un bilan sportif de la saison écoulée.

## Article 3 – COMMUNICATION - PROMOTION

Le Département de la Haute-Savoie aura le droit d'utiliser l'image d'Annemasse Basket Club, ainsi que les éléments visuels mis à disposition (photos, vidéos), dans l'ensemble de sa communication, notamment pour ses publications, ses opérations de promotion, de relations publiques en France et dans le monde entier.

## Article 4 – DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 Dans le cadre du présent contrat le Département de la Haute-Savoie s'engage à verser à Annemasse Basket Club la somme de **17 500 €** (dix sept mille cinq cent euros) pour son équipe première féminine.

Cette somme sera créditée sur le compte bancaire de l'association, après le vote du budget primitif 2017 et signature de la présente convention.

4.2 Sans remettre en cause les objectifs généraux de la convention, Annemasse Basket Club pourra bénéficier en cours d'année de subventions spécifiques, telle que l'aide aux frais de déplacements des clubs, qui sera versée par voie d'avenant, après décision de la Commission Permanente.

## Article 5 – DUREE DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention de partenariat est conclue au titre de la saison sportive 2016-2017, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Ce contrat prendra effet à partir de la date de signature du dernier signataire de la présente convention.

## Article 6 – DROITS

Annemasse Basket Club assure et garantit que tous les droits d'exclusivité concédés au Département de la Haute-Savoie sont libres de tout droit de préemption ou d'option en faveur de tiers, et qu'aucun mandat n'a été attribué à des tiers pour la cession des droits ci-dessus et que, par conséquent, ils sont propriété pleine et exclusive d'Annemasse Basket Club, lequel peut légitimement en disposer.

## Article 7 – RESILIATION

L'attribution de la subvention du Département de la Haute-Savoie est liée au respect des termes de la convention, à défaut son reversement pourra être exigé.

De même, dans le cadre d'une inexécution grave de la part de l'une des parties, l'autre partie pourra demander la résiliation de la Convention, ainsi que des dommages et intérêts pour les préjudices provoqués par l'inexécution, par l'intermédiaire d'une mise en demeure, qui devra être notifiée à la partie adverse par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis minimum de 15 (quinze) jours.

Fait à Annecy, le

| | |
|---|---|
| Le Président du Conseil Départemental | La Présidente d'Annemasse Basket Club |
| Christian MONTEIL | Monike PALET |

## ANNEXE 1

## LOGO D'ANNEMASSE BASKET CLUB

## ANNEXE 2

## LOGO DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

haute savoie
le Département

Hôtel du Département
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 50 00

# CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE VERTE PORTANT SUR LA REHABILITATION ET L'EXTENSION DU GYMNASE INTERCOMMUNAL ET DE SA PISTE D'ATHLETISME

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, sis à l'Hôtel du Département, CS 32444 – 74041 Annecy, représenté par son Président, M. Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération n° CP-2017-.... de la Commission Permanente du 06 février 2017, autorisant le Président à signer les actes,

Et désigné sous le terme « le Département de la Haute-Savoie », d'une part

**ET**

La Communauté de Commune de la Vallée Verte, rue du Bourno – BP 21 – 74420 BOEGE, représentée par son Président, Yves DUPRAZ, agissant en vertu des délibérations du Conseil Communautaire n°201605_11bis et n° 20165_08 bis en date du 02 mai 2016,

Et désigné sous le terme « Communauté de Communes de la Vallée Verte », d'autre part,

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

VU la délibération de l'Assemblée Départementale N°CG-2016-076 du 12 décembre 2016,

Vu la délibération de la Commission Permanente du 6 février 2016,

## *PREAMBULE*

Lors de sa séance du 12 décembre 2016, l'Assemblée départementale a validé la procédure d'attribution des aides aux équipements sportifs structurants et a fixé le montant des dotations pour l'exercice 2016.

Ce dispositif a pour objet d'encourager les actions de développement d'équipements sportifs menées par les collectivités, dès lors qu'ils sont utilisés prioritairement par les collégiens pour leurs activités d'éducation physique et sportive (EPS).

Dès lors, il est proposé que des conventions définissant les modalités de l'aide et la nature des actions soutenues soient établies avec les communes et intercommunalités.

## *Article 1 - OBJET DU CONVENTIONNEMENT*

La présente convention a pour objet de préciser les modalités d'attribution de la subvention octroyée à la Communauté de Communes de la Vallée Verte par le Département de la Haute-Savoie, pour la réhabilitation et l'extension du gymnase intercommunal et de sa piste d'athlétisme.

Cet équipement sportif, entièrement voué à la pratique sportive, a comme objectifs de répondre prioritairement aux besoins d'utilisation du collège Jean-Marie MOLLIET de Boëge.

## *Article 2 - INTERVENTION FINANCIERE DU DEPARTEMENT*

Cette convention précise les engagements du Département de la Haute-Savoie pour l'attribution de la subvention octroyée. La Communauté de Communes de la Vallée Verte s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de la politique publique mentionnées au préambule, le programme d'actions détaillé ci-dessous :

| Année | Secteur | Opération | Coût de l'opération HT | % aide CD 74 | Montant de l'aide du CD |
|---|---|---|---|---|---|
| 2016-2017 | Boëge | Réhabilitation du gymnase intercommunal (dépense subventionnable plafonnée à 250 000 €) | **780 004 €** | 30% | 75 000 € |
| | | Extension du gymnase intercommunal | **122 700 €** | 30% | 36 810 € |
| | | Piste d'Athlétisme | **252 182 €** | 30% | 75 500 € |
| | | **TOTAL AIDE CD74** | | | **187 310 €** |

| **NOM DE LA COMMUNE OU DE L'EPCI :** | **CC de la Vallée Verte** |
|---|---|
| Projet faisant l'objet d'une demande de financement : | Construction/Réhabilitation du gymnase intercommunal et de sa piste d'athlétisme |
| Coût du projet HT : | **1 154 886 M€** |

| **COFINANCEMENTS** | **Montant** | **En % du coût HT** |
|---|---|---|
| Département de la Haute-Savoie | **187 310 €** | **16 %** |
| Etat – Soutien à l'investissement public local | 280 000 € | 24 % |
| Syane | 80 000 € | 7 % |
| **TOTAL DES COFINANCEMENTS** | **547 310 €** | **47 %** |
| **Participation de la Communauté de Communes de la Vallée Verte** | **607 576 €** | **53 %** |

Dès lors, le Département apporte une aide financière d'un montant de : **187 310 €**, l'opération est prévue à l'échéancier 2016-2017 date prévisionnelle de fin de travaux.

## *Article 3 – DUREE DU CONTRAT*

La convention prendra effet à partir de la date de signature du dernier signataire de la présente convention.
Elle est conclue pour la durée 2016-2017 soit jusqu'au 31 décembre 2017.
L'envoi des pièces justificatives pour le versement du solde de la subvention devra quant à lui intervenir avant le 30 novembre 2017 en raison de la clôture de l'exercice budgétaire du Département.

### *Article 4 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION DEPARTEMENTALE*

Les paiements interviendront sur présentation des factures acquittées et visées par le comptable du Trésor Public, sous réserve de la disponibilité des crédits au budget départemental.

Le solde sera versé au vu d'une déclaration d'achèvement de l'opération, établie et certifiée par le maître d'ouvrage, et du décompte final de l'action subventionnée visé par le comptable du Trésor Public.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par la Communauté de Communes de la Vallée Verte, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer le Conseil Départemental sans délai par courrier.

Le Conseil Départemental pourra diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par la Communauté de Communes de la Vallée Verte et avoir préalablement entendu ses représentants.

### *Article 5 - COMMUNICATION*

Les actions de communication entreprises par le bénéficiaire de la subvention devront mentionner que l'investissement a été réalisé avec le soutien financier du Département.

Le maître d'ouvrage devra apposer une plaque mentionnant la participation du Département de la Haute-Savoie à la réalisation de l'équipement subventionné, celle-ci sera fournie au plus tard lors du versement de la subvention à l'achèvement du projet.

Le Département devra être associé et représenté dans toute manifestation ou inauguration concernant la réalisation faisant l'objet de l'aide du Département de la Haute-Savoie.

### *Article 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION*

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

### *Article 7 – RECOURS*

En cas de litige lié à l'exécution de la présente convention, les parties privilégieront une résolution amiable. A défaut d'accord, le litige sera porté devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Fait à Annecy, en deux exemplaires originaux, le

Le Président du Conseil Départemental,

Christian MONTEIL

Le Président de la Communauté de Communes de la Vallée Verte,

Yves DUPRAZ

haute savoie
le Département

Hôtel du Département
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 50 00

# CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE CRUSEILLES PORTANT SUR L'EXTENSION DU COMPLEXE SPORTIF DES EBEAUX

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, sis à l'Hôtel du Département, CS 32444 – 74041 Annecy, représenté par son Président, M. Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération n° CP-2017-.... de la Commission Permanente du 06 février 2017, autorisant le Président à signer les actes,

Et désigné sous le terme « le Département de la Haute-Savoie », d'une part

**ET**

La Communauté de Commune du Pays de Cruseilles, 268, route du Suet – 74350 CRUSEILLES, représentée par son Président, Jean-Michel COMBET, agissant en vertu de la délibération du Conseil Communautaire n° 2016_07_105 AG en date du 5 juillet 2016,

Et désigné sous le terme « Communauté de Communes du Pays de Cruseilles », d'autre part,

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

VU la délibération de l'Assemblée Départementale N°CG-2016-076 du 12 décembre 2016,

Vu la délibération de la Commission Permanente du 6 février 2017,

## *PREAMBULE*

Lors de sa séance du 12 décembre 2016, l'Assemblée départementale a validé la procédure d'attribution des aides aux équipements sportifs structurants et a fixé le montant des subventions pour l'exercice 2017.

Le Département poursuit ainsi son engagement aux côtés des collectivités afin de les soutenir dans leurs projets de développement d'équipements sportifs, dès lors qu'ils sont utilisés prioritairement par les collégiens pour leurs activités d'éducation physique et sportive (EPS).

Pour ce faire, il est proposé que des conventions définissant les modalités de l'aide et la nature des actions soutenues soient établies avec les communes et intercommunalités.

## *Article 1 - OBJET DU CONVENTIONNEMENT*

La présente convention a pour objet de préciser les modalités d'attribution de la subvention octroyée à la Communauté de Communes du Pays de Cruseilles par le Département de la Haute-Savoie, pour l'extension du complexe sportif des Ebeaux.

Cet équipement sportif, entièrement voué à la pratique sportive, a comme objectifs de répondre prioritairement aux besoins d'utilisation du collège Louis Armand de Cruseilles.

## *Article 2 - INTERVENTION FINANCIERE DU DEPARTEMENT*

Cette convention précise les engagements du Département de la Haute-Savoie pour l'attribution de la subvention octroyée. La Communauté de Communes du Pays de Cruseilles s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, le programme d'actions détaillé ci-dessous :

| Année | Secteur | Opération | Eléments financiers | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | Coût de l'opération HT | % aide CD 74 | Montant de l'aide du CD |
| 2017-2018 | CRUSEILLES | Extension du complexe sportif des Ebeaux | **4 799 172 €** | 30% (*) | 285 120 € |
| | | **TOTAL AIDE CD74** | | | **285 120 €** |

**(*) subvention maximale plafonnée**

| **NOM DE LA COMMUNE OU DE L'EPCI :** | **CC du canton du Pays de Cruseilles** |
|---|---|
| Projet faisant l'objet d'une demande de financement : | Extension et réhabilitation du complexe sportif des Ebeaux |
| Coût du projet HT : | **4 799 172 €** |

| **COFINANCEMENTS** | **Montant** | **En % du coût HT** |
|---|---|---|
| Département de la Haute-Savoie – (subvention plafonnée)<br>Pôle Education Jeunesse Sports | **285 120 €** | **6 %** |
| Département de la Haute-Savoie<br>Pôle Animation Territoriale et Développement | 100 000 € | 2 % |
| Etat - Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux | 110 000 € | 2 % |
| **TOTAL DES COFINANCEMENTS** | **495 120 €** | **10 %** |
| **Participation de la Communauté de Communes du Pays de Cruseilles** | **4 304 052 €** | **90 %** |

Dès lors, le Département apporte une aide financière d'un montant de : **285 120 €**.

L'opération est prévue à l'échéancier 2017-2018, date prévisionnelle de fin de travaux.

### *Article 3 – DUREE DU CONTRAT*

La convention prendra effet à partir de la date de signature du dernier signataire de la présente convention. Elle est conclue pour la durée 2017-2018 soit jusqu'au 31 décembre 2018, compte tenu de la clôture de l'exercice. L'envoi des pièces justificatives pour le versement du solde de la subvention devra quant à lui intervenir avant le 30 novembre 2018 en raison de la clôture de l'exercice budgétaire du Département.

### *Article 4 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION DEPARTEMENTALE*

Les paiements interviendront sur présentation des factures acquittées et visées par le comptable du Trésor Public, sous réserve de la disponibilité des crédits au budget départemental :

- un versement intermédiaire de 142 560 €, soit 50% maximum de la subvention accordée pourra intervenir sur l'exercice 2017, sur présentation d'un récapitulatif des dépenses engagées, visé par le comptable du Trésor Public,
- le solde sera versé au vu d'une déclaration d'achèvement de l'opération, établie et certifiée par le maître d'ouvrage, et du décompte final de l'action subventionnée visé par le comptable du Trésor Public.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par la Communauté de Communes du Pays de Cruseilles, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer le Département sans délai par courrier.

Le Département de la Haute-Savoie pourra diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par la Communauté de Communes du Pays de Cruseilles et avoir préalablement entendu ses représentants.

### *Article 5 - COMMUNICATION*

Les actions de communication entreprises par le bénéficiaire de la subvention devront mentionner que l'investissement a été réalisé avec le soutien financier du Département.

Le maître d'ouvrage devra apposer une plaque mentionnant la participation du Département de la Haute-Savoie à la réalisation de l'équipement subventionné, celle-ci sera fournie au plus tard lors du versement de la subvention à l'achèvement du projet.

Le Département devra être associé et représenté dans toute manifestation ou inauguration concernant la réalisation faisant l'objet de l'aide du Département de la Haute-Savoie.

### *Article 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION*

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

***Article 8 – RECOURS***

En cas de litige lié à l'exécution de la présente convention, les parties privilégieront une résolution amiable. A défaut d'accord, le litige sera porté devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Fait à Annecy, en deux exemplaires originaux, le

Le Président du Conseil Départemental,

Christian MONTEIL

Le Président de la Communauté de Communes du Pays de Cruseilles,

Jean-Michel COMBET

haute savoie
le Département

Hôtel du Département
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 50 00

# CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE ET THONON EVIAN SAVOIE FOOTBALL CLUB

**ENTRE**

Le Département de la Haute-Savoie, sis à l'Hôtel du Département, CS 32444 – 74041 Annecy, représenté par son Président, M. Christian MONTEIL, dûment habilité par délibération n° CP-2017-.... de la Commission Permanente du 6 février 2017 , autorisant le Président à signer les actes,

Et désigné sous le terme « le Département de la Haute-Savoie», d'une part

**ET**

Le THONON EVIAN SAVOIE FOOTBALL CLUB, dont le siège est à PUBLIER (74500), Chemins des Chapelles, représenté par son Président, Monsieur Jean-Louis ESCOFFIER,

Et désigné sous le terme « Thonon Evian Savoie Football Club», d'autre part

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale n°CD-2016-076 du 12 décembre 2016,

## PREAMBULE

Le sport de haut niveau représente une vitrine pour un territoire, il est un facteur d'identification pour les jeunes, d'animation territoriale pour les acteurs publics et privés et générateur d'évènementiel sportif d'excellence dans les équipements sportifs des territoires.

A ce titre, dans le cadre de sa politique sportive, le Département de la Haute-Savoie soutient les clubs évoluant dans les championnats élites de leur discipline.

## Article 1 - OBJET

1.1 Le présent contrat a pour objet de préciser l'aide que le Département de la Haute-Savoie souhaite apporter au «Thonon Evian Savoie Football Club» dans le cadre de sa politique de soutien aux clubs de haut niveau.
Il définit les obligations que le «Thonon Evian Savoie Football Club» et le Département de la Haute-Savoie s'imposent, afin de servir ces objectifs pour la saison sportive 2016-2017.

1.2 Dans ce cadre, il est convenu que le Département de la Haute-Savoie pourra utiliser dans l'objectif décrit dans l'article 1.1, l'image du «Thonon Evian Savoie Football Club» sous les formes suivantes :

- Utilisation du titre suivant : Partenaire du «Thonon Evian Savoie Football Club»
- Utilisation du logo suivant : «Thonon Evian Savoie Football Club»

## Article 2 – ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES PARTIES

Dans le cadre d'application de la présente convention, le «Thonon Evian Savoie Football Club»:

2.1 Garantit au Département de la Haute-Savoie la présence de son logo :

- sur le devant des maillots, de manière centrée et plus généralement sur les différentes tenues vestimentaires de l'équipe première,
- sur l'ensemble des publications et des supports de promotion,
- sur le car utilisé par l'équipe pour ses déplacements,
- sur le site internet (s'il en existe un) à la rubrique « Partenaires »,
- sous la forme d'un espace permanent (panneau fixe) sur la patinoire (la réalisation du panneau est à la charge du club).

Contact : Direction de la communication institutionnelle / **nicolas.guzzo@hautesavoie.fr**

2.2 Le «Thonon Evian Savoie Football Club» soumettra à la Direction Communication institutionnelle du Département un « bon à Tirer » pour toute utilisation de son logo et fournira tous les justificatifs comportant son identité visuelle (voir Annexe 2).

Logo et charte d'accompagnement disponibles sur simple demande à sophie.peyrat@hautesavoie.fr
Toute reproduction ou utilisation du logo du Département à quelque titre et sur quelque support que ce soit devra avoir été préalablement approuvée par écrit ou « Bon à Tirer » par le Département de la Haute-Savoie – contact : Direction de la communication institutionnelle / **sophie.peyrat@hautesavoie.fr**

2.3 Le «Thonon Evian Savoie Football Club » mettra à disposition du Département, Direction Communication institutionnelle, 30 places exonérées pour les matchs de championnat à domicile pouvant être utilisées dans le cadre de sa communication interne, de ses relations publiques, ou d'actions en direction de la jeunesse.

Le «Thonon Evian Savoie Football Club» invitera M. le Président du Conseil départemental (ou le représentant de son choix) à participer aux opérations et événements organisés par le club – contact : Cabinet du Président **catherine.soto@hautesavoie.fr**

2.4 Le Département de la Haute-Savoie se réserve la possibilité d'organiser, lors de manifestations à caractère départemental, des actions en direction des scolaires (rencontre avec les sportifs, rencontre thématique autour des valeurs du sport, etc.) en relation avec le «Thonon Evian Savoie Football Club»:.

2.5 Le «Thonon Evian Savoie Football Club» s'engage à :

- valoriser au mieux le Département de la Haute-Savoie et évoquer le partenariat établi lors des différents contacts avec la presse,
- respecter une éthique sportive dans le déroulement des compétitions et poursuivre une politique de formation et d'encadrement envers les jeunes licenciés,
- fournir en fin d'année sportive une évaluation complète en terme d'image,
- transmettre une copie certifiée de ses budgets et de ses comptes de l'exercice écoulé (bilan, compte de résultat et annexe certifiés par le commissaire au compte).
- transmettre un bilan sportif de la saison écoulée.

## Article 3 – COMMUNICATION - PROMOTION

3.1 Le Département de la Haute-Savoie aura le droit d'utiliser l'image du «Thonon Evian Savoie Football Club»:, ainsi que les éléments visuels mis à disposition (photos, vidéos) dans l'ensemble de sa communication, notamment pour ses publications, ses opérations de promotion, de relations publiques en France et dans le monde entier.

## Article 4 – DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 Dans le cadre du présent contrat, le Département de la Haute-Savoie s'engage à verser au «Thonon Evian Savoie Football Club» la somme de **29 240 €** (Vingt-neuf mille deux cent quarante euros) pour son équipe première.

## Article 5 – DUREE DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente Convention de partenariat est conclue au titre de la saison sportive 2016-2017, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Ce contrat prendra effet à partir de la date de signature du dernier signataire de la présente convention.

## Article 6 – DROITS

Le «Thonon Evian Savoie Football Club» assure et garantit que tous les droits d'exclusivité concédés au Département de la Haute-Savoie sont libres de tout droit de préemption ou d'option en faveur de tiers, et qu'aucun mandat n'a été attribué à des tiers pour la cession des droits ci-dessus et que, par conséquent, ils sont propriété pleine et exclusive du «Thonon Evian Savoie Football Club», lequel peut légitimement en disposer.

## Article 7 – RESILIATION

L'attribution de la subvention du Département de la Haute-Savoie est liée au respect des termes de la convention, à défaut son reversement pourra être exigé.

De même, dans le cadre d'une inexécution grave de la part de l'une des parties, l'autre partie pourra demander la résiliation de la Convention, ainsi que des dommages et intérêts pour les préjudices provoqués par l'inexécution, par l'intermédiaire d'une mise en demeure, qui devra être notifiée à la partie adverse par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis minimum de 15 (quinze) jours.

Fait à Annecy, le

| Le Président du Conseil Départemental | Le Président du Thonon Evian Savoie Football Club |
|---|---|
| Christian MONTEIL | Jean-Louis ESCOFFIER |

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0116

**OBJET : CONVENTION D'AUTORISATION DE VOIRIE ET D'ENTRETIEN**
**RD23 - PROLONGEMENT DES TROTTOIRS ET CHEMINEMENTS LONGEANT LA RD23 POUR RELIER LES PARKINGS DES PÔLES SPORTIFS ET MÉDICAUX A LA ROUTE DE LA FRUITIÈRE**
**PR23.050 A 23.180**
**COMMUNE DE GROISY**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. MORAND, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY, M. EXCOFFIER à Mme DION, Mme TOWNLEY-BAZAILLE à M. BAUD-GRASSET | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **29** | **Voix Pour** | **34** |
| **Représenté(e)(s) :** | **5** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **34** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu l'avis favorable émis par la 3ème Commission Infrastructures Routières, Transports et Mobilité, Bâtiments lors de sa réunion du 03 juin 2016,

Vu la délibération du Conseil municipal de la commune de GROISY du 19 décembre 2016.

La commune de GROISY a sollicité le Département pour le prolongement des trottoirs et cheminements longeant la RD23 pour relier les parkings des pôles sportifs et médicaux à la route de la Fruitière entre les PR23.050 et 23.180 de la RD23 qui prévoit notamment la réalisation des travaux suivants :

- la création d'un trottoir d'une largeur de 1,80 m avec muret de soutènement le long de la RD23,
- la création d'un cheminement non revêtu depuis le parking du pôle sportif et le carrefour avec la voie communale de la Fruitière,
- la reprise du collecteur d'eaux pluviales sous trottoir.

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à **36 344,22 € TTC.**

Afin de définir les modalités d'entretien et d'exploitation ultérieurs liées à cet aménagement, une convention d'autorisation de voirie et d'entretien a été établie entre la commune de GROISY et le Département de la Haute-Savoie.

Considérant que la maîtrise d'ouvrage et le financement de l'opération sont assurés par la commune de GROISY pour l'aménagement de la RD23.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**AUTORISE** la passation d'une convention d'autorisation de voirie et d'entretien entre la commune de GROISY et le Département de la Haute-Savoie pour l'entretien du prolongement des trottoirs et cheminements longeant la RD23 pour relier les parkings des pôles sportifs et médicaux à la route de la Fruitière entre les PR23.050 et 23.180 de la RD23 sur la commune de GROISY, telle qu'établie en annexe.

**AUTORISE** M. le Président à signer la convention jointe en annexe.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

## Commune de GROISY

# CONVENTION D'AUTORISATION DE VOIRIE ET D'ENTRETIEN

Relative au prolongement des trottoirs et cheminements longeant la RD 23 pour relier les parkings des pôles sportifs et médicaux à la Route de la Fruitière
**PR 23.050 à 23.180 - Commune de GROISY**

**ENTRE**

La **Commune de GROISY**, représentée par son Maire, Monsieur **Henri CHAUMONTET,** en vertu de la délibération n°..... du Conseil Municipal en date du ..... et désignée dans ce qui suit par « La Commune »

**D'UNE PART,**

**ET**

Le **Département de la Haute-Savoie** représenté par son Président, Monsieur **Christian MONTEIL**, en vertu de la délibération n°..... de la Commission Permanente en date du ..... et désigné dans ce qui suit par « Le Département »

**D'AUTRE PART.**

Il a été convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de :

- ✓ Définir les caractéristiques de l'ouvrage à réaliser et son financement,
- ✓ Déterminer la maîtrise d'ouvrage,
- ✓ Répartir les charges d'entretien et d'exploitation lors de la mise en service,

entre le Département et la Commune, pour le prolongement des trottoirs et cheminements longeant la RD 23 pour relier les parkings des pôles sportifs et médicaux à la Route de la Fruitière, sur le territoire de la Commune de GROISY

**ARTICLE 2 – DESCRIPTION DE L'AMENAGEMENT – CONSISTANCE DES TRAVAUX**

Cette opération d'aménagement prévoit la réalisation des travaux suivants :

- ➢ la création d'un trottoir d'une largeur de 1,80 m avec muret de soutènement le long de la RD 23,
- ➢ la création d'un cheminement non revêtu depuis le parking du pôle sportif et le carrefour avec la voie communale de la Fruitière,
- ➢ la reprise du collecteur d'eaux pluviales sous trottoir.

**ARTICLE 3 – AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

En vertu de l'article L113.2 du Code de la Voirie Routière, le Département met à disposition de la Commune l'emprise nécessaire aux aménagements décrits à l'article 2.

**ARTICLE 4 – MAÎTRISE D'OUVRAGE ET FINANCEMENT – COÛT PREVISIONNEL DE L'OPERATION**

La maîtrise d'ouvrage et le financement de l'ensemble de l'opération sont assurés par la Commune.

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à 36 344.22€ T.T.C.

**ARTICLE 5 – ACQUISITIONS FONCIERES**

Les acquisitions foncières éventuelles nécessaires à la réalisation du projet, seront effectuées et prises en charge par la Commune.

## ARTICLE 6 – DEVOLUTION, SUIVI ET MODIFICATION DES TRAVAUX

La Commune, Maître d'ouvrage, tiendra informé le Département du déroulement des différentes phases de l'opération et devra transmettre une copie des pièces suivantes :

- Ordre de service de démarrage des travaux à l'entreprise titulaire du marché
- Comptes-rendus de chantier
- Pièces techniques et contrôles arrêtés au démarrage du chantier par le gestionnaire (agrément matériaux, procédures compactages et contrôles)

En cas de modifications des dispositions techniques et géométriques du projet apportées par la Commune en cours de travaux, celle-ci devra systématiquement recueillir l'accord préalable du Département avant la poursuite des travaux.

## ARTICLE 7 – ESSAI – CONTRÔLE DE CHAUSSEE

Le Département se réserve le droit en cours de chantier de réaliser ou de faire réaliser tout contrôle qu'il jugera utile. Les commandes et les dépenses inhérentes à ces prestations seront assurées et financées directement par le Département.

## ARTICLE 8 – RECEPTION ET MISE A DISPOSITION DES OUVRAGES

La Commune est tenue d'obtenir l'accord préalable du Département avant de prendre la décision de **réception de l'ouvrage**. En conséquence, les réceptions d'ouvrages seront organisées par la Commune selon les modalités suivantes :

- La Commune accepte d'adopter les clauses du CCAG « Travaux » lors de la rédaction des marchés afférents à cette opération.

  Avant les opérations préalables à la réception prévue à l'article 41.2 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux, la Commune organisera une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participeront les représentants habilités des deux signataires de la présente convention et le maître d'œuvre chargé du suivi du chantier. Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte rendu qui reprendra les observations présentées par le Département et qu'il entend voir réglées avant d'accepter la réception.
- La Commune s'assurera ensuite de la bonne mise en œuvre des opérations préalables à la réception.
- La Commune transmettra ses propositions au Département en ce qui concerne la décision de réception. Le Département fera connaître sa décision à la Commune dans les vingt jours suivant la réception des propositions de cette dernière. Le défaut de décision du Département dans ce délai vaudra accord tacite sur les propositions de la Commune.
- La Commune établira ensuite la décision de réception (ou de refus) et la notifiera à l'entreprise. Copie en sera notifiée au Département.

- La réception transfère à la Commune la garde des ouvrages. La Commune en sera libérée dans les conditions fixées ci-dessous par la mise à disposition des ouvrages au Département.

Les ouvrages sont **mis à disposition** du Département après réception des travaux notifiés aux entreprises et à condition que la Commune ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate de l'ouvrage.

Si le Département demande une mise à disposition partielle, celle-ci ne peut intervenir qu'après la réception partielle correspondante.

Toute mise à disposition ou occupation anticipée d'ouvrage doit faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux, consigné dans un procès-verbal signé par les deux parties. Ce constat doit notamment faire mention des réserves de réception levées ou restant à lever à la date du constat.

## ARTICLE 9 - REPARTITION DES DEPENSES D'ENTRETIEN ET D'EXPLOITATION

| REPARTITION DES TACHES D'ENTRETIEN ET D'EXPLOITATION DES AMENAGEMENTS REALISES SUR RD EN AGGLOMERATION (panneaux d'agglo ou zone constructible du PLU) | Exécution et règlement de la dépense à la charge | |
|---|---|---|
| | du DEPARTEMENT | de la COMMUNE |
| **CHAUSSEES** | | |
| Entretien et renouvellement des couches de surface (hors revêtements spécifiques, pavés, plateaux) | X | |
| Nettoyage et balayage de la chaussée | | X |
| Entretien des bordures d'îlots de la chaussée (séparateurs ou de position ou passage piéton) | | X |
| **ACCOTEMENTS -TROTTOIRS** | | |
| Entretien courant et réparation des trottoirs, espaces piétons et espaces de stationnement (bordures et revêtements) | | X |
| Nettoyage et balayage des trottoirs, espaces piétons et espaces de stationnement | | X |
| **ASSAINISSEMENT EAUX PLUVIALES** | | |
| Entretien et remplacement du système d'assainissement de la chaussée (regards, collecteurs, drains, caniveaux, grilles, avaloirs...) | | X |
| **SIGNALISATION HORIZONTALE** | | |
| Marquage des lignes d'effet de régime de priorité concernant les RD dans les agglomérations | | X |
| Marquage conventionnel de l'axe des RD y compris les îlots des carrefours aménagés dans les agglomérations | | X |
| Autres prestations de marquage | | X |
| **SIGNALISATION DE DIRECTION** | | |
| Entretien de la signalisation directionnelle qui assure la continuité des jalonnements hors agglomération et selon les prestations définies au marché départemental | X | |
| Autres signalisations de direction | | X |

| | | |
|---|---|---|
| **SIGNALISATION DE POLICE** | | |
| Entretien et remplacement de la signalisation de police | | X |
| Entretien et remplacement des panneaux d'entrée et sortie d'agglo EB10-EB20 selon les prestations définies au marché départemental | X | |
| **EQUIPEMENTS** | | |
| Entretien et remplacement des équipements urbains (mobilier, barrières, abribus...) | | X |
| Entretien des glissières | | X |
| **ECLAIRAGE PUBLIC** | | |
| Entretien, consommations électriques, maintenance, surveillance et remplacement des installations | | X |
| **ESPACES VERTS-PLANTATIONS** | | |
| Fauchage, entretien et remplacement des végétaux (espaces verts, plantations) | | X |
| **VIABILITE HIVERNALE** | | |
| Salage et déneigement de la chaussée d'un niveau équivalent aux sections correspondantes de rase campagne | X | |
| Salage et déneigement complémentaires induits par les équipements urbains, notamment les trottoirs | | X |

Chacune des collectivités réglant directement les dépenses afférentes aux tâches dont elle a la charge.

**ARTICLE 10 – RESPONSABILITE**

Chaque signataire est responsable de la sécurité et de la surveillance des ouvrages dont il a la charge conformément à l'article 9 *Répartition des dépenses d'entretien et d'exploitation.*

**ARTICLE 11 - GARANTIE D'ENTRETIEN**

En cas de défaut d'entretien d'un ou de plusieurs équipements à la charge de la Commune qui pourrait porter atteinte à la sécurité des usagers et des riverains, à l'écoulement du trafic routier ainsi qu'à la pérennité d'ouvrages du Département, ce dernier pourra se substituer à la Commune pour faire exécuter aux frais de celle-ci les travaux d'entretien nécessaires.

**ARTICLE 12 – ENTREE EN VIGUEUR - DUREE DE VALIDITE ET RESPECT DES TERMES DE LA CONVENTION**

La présente convention prendra effet à la date de signature du dernier signataire et durera tant que les équipements resteront en service.

**ARTICLE 13 – LITIGES**

Les litiges résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Grenoble.

| | |
|---|---|
| **GROISY le** | **ANNECY, le** |
| **Le Maire,** | **Le Président du Conseil Départemental de la Haute-Savoie** |
| ***Henri CHAUMONTET*** | ***Christian MONTEIL*** |

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0117

**OBJET : ENQUÊTES PUBLIQUES CONJOINTES PRÉALABLES A LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET AU CLASSEMENT D'UNE SECTION DE LA RD3508 EN ROUTE EXPRESS ENTRE LES PR 15.600 ET 18.000 SUR LA COMMUNE D'EPAGNY METZ-TESSY ET MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) D'EPAGNY METZ-TESSY**
**DOUBLEMENT DE LA RD 3508 ENTRE L'ÉCHANGEUR DE GILLON ET L'ÉCHANGEUR DE L'HÔPITAL SUR LES COMMUNES D'ANNECY ET D'EPAGNY METZ-TESSY**
**PTOME 031017**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. MORAND, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY, M. EXCOFFIER à Mme DION, Mme TOWNLEY-BAZAILLE à M. BAUD-GRASSET | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **29** | **Voix Pour** | **34** |
| **Représenté(e)(s) :** | **5** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **34** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Voirie Routière, partie législative L.151-1 à L.151-5,

Vu le Code de la Voirie Routière, partie réglementaire R.151-1 à R.151-7,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.103-2 à L.103-6, L.300-2 à R.300-1,

Vu le Code de l'Environnement, notamment l'article L.123-2 au titre duquel l'enquête publique sera effectuée,

Vu les articles L.11-1 et R.11-3 et suivants le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu l'arrêté n° DDE.95-331 déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement du contournement du Nord d'ANNECY,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu l'avis favorable émis par la 3ème Commission Infrastructures Routières, Transports et Mobilité, Bâtiments lors de sa réunion du 09 décembre 2016.

Le projet prévoit l'élargissement de la plateforme actuelle de la RD3508, actuellement bidirectionnelle à 2 voies, en infrastructure à 2x2 voies sur une longueur d'environ 2,3 km sur les communes d'ANNECY et d'EPAGNY METZ-TESSY.

Outre le doublement de la RD3508 et l'adaptation en conséquence des bretelles des différents dispositifs d'échanges, le projet prévoit les aménagements complémentaires suivants :

- au droit du diffuseur avec la RD908b :
  - au Nord de la RD3508 : la modification du carrefour giratoire existant (déplacement et agrandissement de l'anneau du giratoire) pour permettre le branchement à terme d'une nouvelle branche permettant de desservir une zone à urbaniser au Nord de la RD3508,
  - au Sud de la RD3508 : la création d'un carrefour giratoire sur la RD908b au raccordement des bretelles d'accès à la RD 3508, en remplacement du carrefour plan ordinaire existant,
- au droit de l'échangeur de l'hôpital :
  - la mise à deux voies de la bretelle de sortie de la RD3508 vers le giratoire Sud et l'aménagement en amont de cette sortie d'une voie d'entrecroisement depuis le diffuseur de la RD908b,
  - la réalisation d'un shunt au giratoire Sud, de la VC dite « Route du Bois de Metz » vers l'hôpital,
  - la réalisation de deux shunts au giratoire Nord, de la RD14 vers l'A41 et de l'A41 vers la RD3508,
  - la mise à deux voies de la bretelle de sortie du giratoire Nord vers l'A41.

Le projet nécessite également :

- la réalisation d'une demi-plateforme neuve au Sud de la plateforme existante (élargissement unilatéral),
- le doublement du viaduc du Viéran,

- l'adaptation des protections acoustiques existantes, et notamment le remplacement des merlons acoustiques existants situés sur le côté de l'élargissement par des écrans antibruit,
- l'agrandissement du bassin de traitement des eaux existant, au droit du diffuseur avec la RD908b et la création d'un bassin dans l'un des délaissés de l'échangeur du Gillon,
- l'allongement de l'ouvrage hydraulique du Goléron au droit des bretelles d'accès à la gare de péage de l'A41,
- le rétablissement des pistes cyclables existantes, au droit du diffuseur de la RD908b et de l'échangeur de l'hôpital.

Le coût estimatif de l'opération s'élève à :

- **31 334 000 € HT** soit **37 600 000 € TTC** (chiffre arrondi, valeur mars 2016) pour les études et travaux,
- **791 000 €** pour les acquisitions foncières en valeur janvier 2017 (hors indemnités spécifiques et remploi).

La poursuite de l'opération nécessite sa Déclaration d'Utilité Publique.

Il est possible de procéder conjointement à cette enquête, à l'enquête préalable à l'arrêté préfectoral conférant le caractère de route express. Un dossier complémentaire a été constitué à cet effet.

Dossier de classement en route express

Le dossier intègre la procédure d'enquête publique préalable à l'arrêté conférant le caractère de route express dans le cadre d'une enquête unique. Cela concerne la RD3508 sur les communes d'ANNECY et d'EPAGNY METZ-TESSY, entre les PR 15.600 et PR 18.000.

Les routes express sont des routes accessibles seulement en des points aménagés à cet effet, et qui peuvent être interdites à certaines catégories d'usagers et de véhicules.

Le caractère de route express a été conféré à la RD3508 dans sa section dite « voie verte » et à ses bretelles de raccordement au réseau existant, dans sa section comprise entre la RD1508 et la RD908b à l'Ouest d'ANNECY.

Le seul point d'accès à la RD3508 entre le PR 15.600 et le PR 18.000, aménagé à cet effet, est constitué par l'échangeur complet avec la RD908b.

La liste des catégories de véhicules ou d'usagers auxquelles tout ou partie de la route express seront en permanence interdits sera fixée par l'arrêté conférant le caractère de route express comme suit :

L'accès de cette route express est interdit en permanence :

- aux piétons,
- aux cavaliers,
- aux cycles,
- aux animaux,
- aux véhicules à traction non mécanique,
- aux véhicules à propulsion mécanique non soumis à immatriculation, et notamment aux cyclomoteurs,
- aux tracteurs et matériels agricoles et aux matériels de travaux publics visés à l'article R.138 du Code de la Route,
- aux véhicules automobiles ou ensemble de véhicules qui ne seraient pas, par construction, capables d'atteindre en palier une vitesse minimale de 40 km/h.

Un plan de situation indiquant les limites de la route express est joint en annexe.

Mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) d'EPAGNY METZ-TESSY (METZ-TESSY)

Le projet nécessite une mise en compatibilité avec le PLU actuellement opposable aux tiers. Il s'agit d'une part, d'un espace boisé classé qui interfère avec la zone de chantier au niveau du viaduc du Viéran, et d'autre part, d'assurer une cohérence des emplacements réservés existants avec des emplacements réservés propres au doublement de la RD3508.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**APPROUVE** le dossier d'enquête relatif à la demande de Déclaration d'Utilité Publique.

**APPROUVE** le dossier d'enquête relatif au classement de la section de la RD3508 en route express entre les PR 15.600 et 18.000.

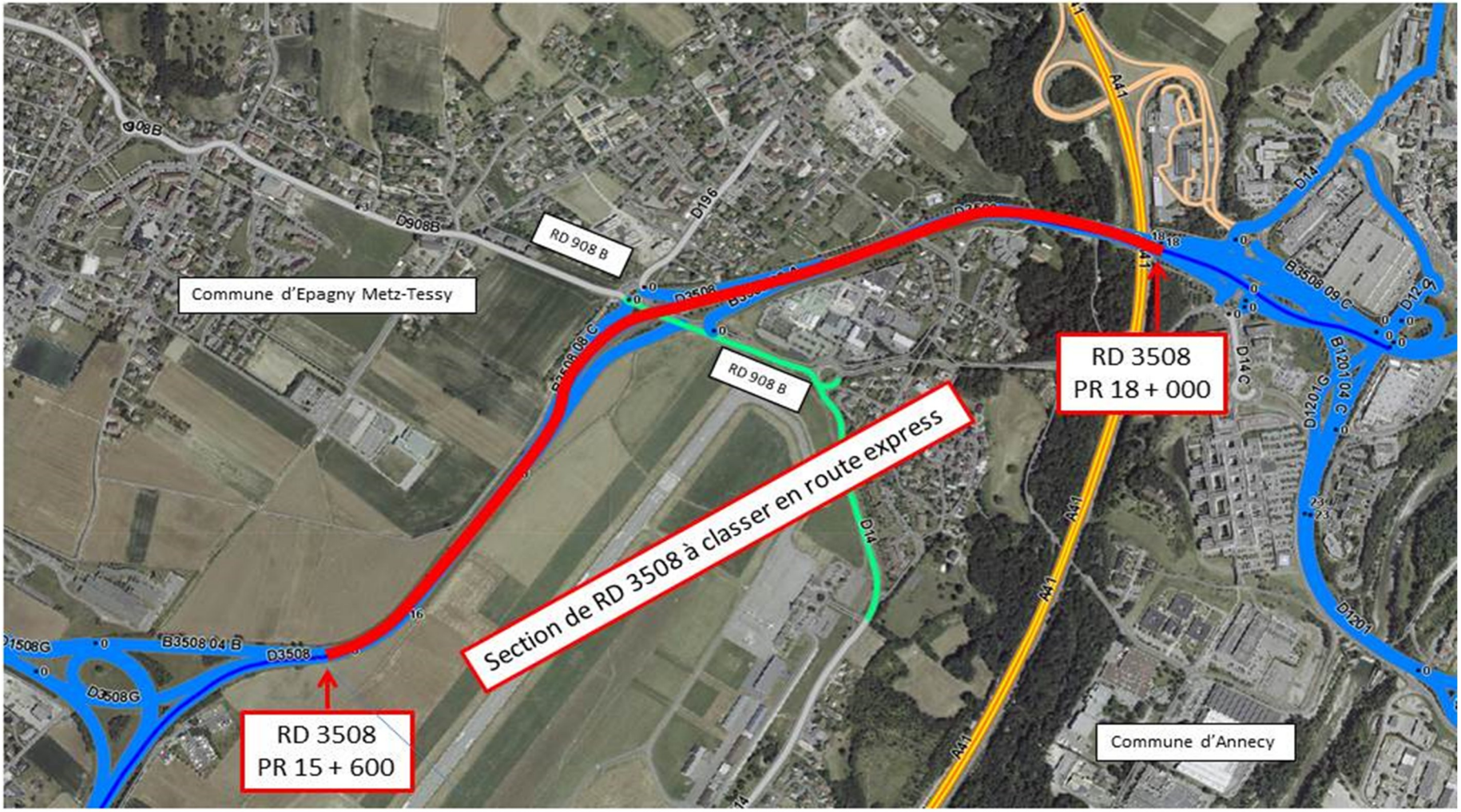
**DEMANDE** à M. le Préfet de la Haute-Savoie de bien vouloir procéder au lancement des enquêtes préalables conjointes pour la Déclaration d'Utilité Publique, le classement en route express et la mise en compatibilité du PLU d'EPAGNY METZ-TESSY (METZ-TESSY).

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

# Plan de situation



haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0118

**OBJET : AIDES AUX CLASSES DE DÉCOUVERTE - 1ERE RÉPARTITION - ANNÉE 2017**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. MORAND, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY, M. EXCOFFIER à Mme DION, Mme TOWNLEY-BAZAILLE à M. BAUD-GRASSET | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **29** | **Voix Pour** | **34** |
| **Représenté(e)(s) :** | **5** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **34** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002, adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2016-076 du 12 décembre 2016, attribuant une subvention de 410 000 € destinée à financer les classes de découverte des écoles primaires du département,

Vu l'avis favorable de la 4ème Commission Education, Jeunesse, Sports, Culture, Patrimoine, lors de sa réunion du 16 janvier 2017.

Il est proposé à la Commission Permanente d'allouer une première répartition de crédits d'un montant global de **86 997 €.**

**CLASSES VERTES**

Il est proposé d'allouer **21 870 €** pour l'organisation de classes vertes qui répondent aux critères en vigueur, et dont les écoles bénéficiaires figurent dans le tableau ci-après :

| CLASSES VERTES | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **CANTON** | **ECOLES BENEFICIAIRES** | **Nombre de jours** | **Forfait Journ. Dept** | **STRUCTURE D'ACCUEIL** | **Nbre élèves** | **AIDE DE LA COMMUNE (€)** | **AIDE DES PARENTS (€)** | **SUBVENTION DU DEPT(€)** |
| ANNECY 1 | ECOLE ELEMENTAIRE DE CHOISY<br>Mme VOISIN<br>5 route du Chef Lieu<br>74330 CHOISY | 5 | 10 | AUBERGE DE JEUNESSE<br>AIX-LES-BAINS | 20 | 1 000 | 4 738 | **1 000** |
| ANNECY 1 | ECOLE MATERNELLE DE SILLINGY<br>Mme GILBAUD<br>390 route des Ecoles<br>74330 SILLINGY | 3 | 10 | CENTRE LES MOINEAUX<br>BELLEVAUX | 33 | 1 188 | 1 381 | **990** |
| ANNECY-LE-VIEUX | ECOLE PRIMAIRE DE NAVES-PARMELAN<br>Mme MANDRAS<br>140 route du Fier<br>74370 NAVES-PARMELAN | 5 | 10 | CENTRE LES HIRONDELLES<br>LA CHAPELLE D'ABONDANCE | 27 | 1 350 | 2 415 | **1 350** |
| ANNECY-LE-VIEUX | ECOLE PRIMAIRE DE NAVES-PARMELAN<br>Mme SALOMON<br>140 route du Fier<br>74370 NAVES-PARMELAN | 5 | 10 | CENTRE LES HIRONDELLES<br>LA CHAPELLE D'ABONDANCE | 26 | 1 300 | 2 340 | **1 300** |
| CLUSES | ECOLE PRIMAIRE PUBLIQUE<br>Mme NEAU<br>48 chemin du Fréchet<br>74950 LE REPOSOIR | 3 | 10 | CENTRE CREIL'ALPES<br>ARACHES | 20 | 600 | 1 319 | **600** |
| LA ROCHE-SUR-FORON | ECOLE PRIMAIRE DE CERNEX<br>Mme EMONET-BAUDRY / Mme DUPUIS / Mme CARPENTIER<br>38 rue du Château<br>74350 CERNEX | 5 | 10 | CENTRE OVAL<br>THONES | 67 | 3 350 | 12 457 | **3 350** |

| CLASSES VERTES | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **CANTON** | **ECOLES BENEFICIAIRES** | **Nombre de jours** | **Forfait Journ. Dept** | **STRUCTURE D'ACCUEIL** | **Nbre élèves** | **AIDE DE LA COMMUNE (€)** | **AIDE DES PARENTS (€)** | **SUBVENTION DU DEPT(€)** |
| SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS | ECOLE EDOUARD VUAGNAT<br>Mme CHATEL / Mme GAILLARD / M. CHAVANAZ<br>250 chemin de l'Ecole<br>74160 FEIGERES | 5 | 10 | CENTRE CREIL'ALPES<br>ARACHES | 41 | 2 050 | 4 650 | **2 050** |
| SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS | ECOLE EDOUARD VUAGNAT<br>Mme PETON / Mme DURAND<br>250 chemin de l'Ecole<br>74160 FEIGERES | 5 | 10 | CENTRE LES HIRONDELLES<br>LA CHAPELLE D'ABONDANCE | 51 | 2 550 | 4 445 | **2 550** |
| SEYNOD | ECOLE LA JONCHERE<br>Mme GOUTTE / Mme GALAVIELLE<br>15 rue de la Jonchère<br>74600 SEYNOD | 5 | 10 | CENTRE CREIL'ALPES<br>ARACHES | 49 | 2 450 | 3 915 | **2 450** |
| SEYNOD | ECOLE DE BARRAL<br>Mme COUTIN / Mme AFFOLI<br>Rue de l'Orme<br>74600 SEYNOD | 5 | 10 | CENTRE CREIL'ALPES<br>ARACHES | 50 | 2 500 | 5 125 | **2 500** |
| SEYNOD | ECOLE RENE CASSIN<br>Mme CARRE<br>21 avenue des Harmonies<br>74960 CRAN-GEVRIER | 3 | 10 | CENTRE LA METRALIERE<br>THORENS-GLIERES | 26 | 750 | 1 198 | **750** |
| SEYNOD | ECOLE RENE CASSIN<br>Mme VULLIET / Mme MEYER<br>21 avenue des Harmonies<br>74960 CRAN-GEVRIER | 3 | 10 | CENTRE LA METRALIERE<br>THORENS-GLIERES | 26 | 780 | 2 388 | **780** |
| THONON-LES-BAINS | ECOLE PRIMAIRE LA CHAVANNE<br>Mme CAMPAIN / Mme LEBACQ / Mme BEC<br>80 rue des Marmousets<br>74200 ALLINGES | 4 | 10 | VILLAGE VACANCES<br>FORGEASSOUD<br>ST JEAN DE SIXT | 55 | 5 109 | 2 521 | **2 200** |
| **TOTAL** | | | | | | | | **21 870** |

**CLASSES DE NEIGE**

Il est proposé d'allouer **35 153 €** pour l'organisation de classes de neige qui répondent aux critères en vigueur, et dont les écoles bénéficiaires figurent dans le tableau ci-après :

| CLASSES DE NEIGE | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **CANTON** | **ECOLES BENEFICIAIRES** | **Nombre de jours** | **Forfait Journ. Dept** | **STRUCTURE D'ACCUEIL** | **Nbre élèves** | **AIDE DE LA COMMUNE (€)** | **AIDE DES PARENTS (€)** | **SUBVENTION DU DEPT(€)** |
| ANNECY 2 | ECOLE ST MICHEL<br>Mme DELUBAC / Mme MOTTIER<br>27 Fb des Balmettes<br>74000 ANNECY | 5 | 20 | CITE DES JEUNES<br>ARACHES-LA-FRASSE | 25 | 2 500 | 2 125 | **2 500** |
| ANNECY-LE-VIEUX | ECOLE ELEMENTAIRE D'ARGONAY<br>Mme LAMARCHE / Mme PERRET<br>90 route de l'Avenir<br>74370 ARGONAY | 4 | 20 | CENTRE LA METRALIERE<br>THORENS-GLIERES | 56 | 3 808 | 3 796 | **3 808** |
| ANNECY-LE-VIEUX | ECOLE PRIMAIRE PUBLIQUE<br>Mme FASSART / Mme BURDET<br>Rue de la Tuilerie<br>74330 EPAGNY METZ TESSY | 5 | 20 | CENTRE LA METRALIERE<br>THORENS-GLIE | 62 | 6 200 | 4 030 | **6 200** |
| BONNEVILLE | ECOLE LES CRYS<br>M. RAMBAUD - 126 chemin de l'Ecole<br>74250 PEILLONNEX | 3 | 20 | CHALET DE LA VUAGERE<br>VIUZ-EN-SALLAZ | 25 | 1 000 | - | **1 000** |
| BONNEVILLE | ECOLE EUGENE BOURGEAU<br>Mme JEANDENAND - 67 allée de la Mairie<br>74130 BRISON | 3 | 20 | GITE LA FRUITIERE<br>SOLAISON | 29 | 450 | 2 416 | **450** |
| BONNEVILLE | ECOLE PONTCHY<br>Mme LEBRUN / Mme MOGENY COELLO<br>515 avenue de Pontchy<br>74130 BONNEVILLE | 4 | 20 | CENTRE LA METRALIERE<br>THORENS-GLIERES | 54 | 3 240 | 4 058 | **3 240** |
| BONNEVILLE | ECOLE LES CHAMPEYS<br>M. DUTEIL-293 avenue Guillaume Fichet<br>74130 BONNEVILLE | 5 | 20 | GITE LA FRUITIERE<br>BRISON | 26 | 1 950 | 1 170 | **1 950** |
| BONNEVILLE | ECOLE LES CHAMPEYS<br>Mme TISSOT-293 avenue Guillaume Fichet<br>74130 BONNEVILLE | 5 | 20 | GITE LA FRUITIERE<br>BRISON | 27 | 2 025 | 1 215 | **2 025** |

| CLASSES DE NEIGE | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **CANTON** | **ECOLES BENEFICIAIRES** | **Nombre de jours** | **Forfait Journ. Dept** | **STRUCTURE D'ACCUEIL** | **Nbre élèves** | **AIDE DE LA COMMUNE (€)** | **AIDE DES PARENTS (€)** | **SUBVENTION DU DEPT(€)** |
| CLUSES | ECOLE LAURENT MOLLIEX<br>Mme MAUBEC / Mme NEMOZ<br>21 avenue de la Gare<br>74300 CLUSES | 5 | 20 | CENTRE LE CHAVANNES<br>ONNION | 44 | 4 400 | 4 220 | **4 400** |
| EVIAN-LES-BAINS | ECOLE LES GENEVRILLES<br>Mme ROLLAND<br>200 route des Genevrilles<br>74500 AMPHION-LES-BAINS | 5 | 20 | CENTRE MONTVAUTHIER<br>LES HOUCHES | 22 | 5 762 | 1 650 | **2 200** |
| LA ROCHE-SUR-FORON | ECOLE DES ROGUETS<br>Mme BARADEL<br>2715 route de la Chapelle Rambaud<br>74930 PERS-JUSSY | 4 | 20 | GITE LA FRUITIERE<br>BRISON | 13 | 780 | 1 081 | **780** |
| LA ROCHE-SUR-FORON | ECOLE ELEMENTAIRE PUBLIQUE<br>Mme GENTON - 54 place de la Mairie<br>74800 ETEAUX | 3 | 20 | CHALET DE LA VUAGERE<br>VIUZ-EN-SALLAZ | 25 | 975 | 1 050 | **975** |
| REIGNIER | ECOLE LES VENTS BLANCS<br>M. DELVECCHIO-209 rue des Vents Blancs<br>74930 REIGNIER | 5 | 20 | CENTRE MILLE ET<br>UNE VACANCES<br>CHATILLON | 28 | 1 590 | 5 164 | **1 590** |
| SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS | ECOLE ELEMENTAIRE D'USINENS<br>Mme KERANGALL<br>110 route de Chêne-en-Semine<br>74910 USINENS | 4 | 20 | CENTRE LA RUCHE<br>MANIGOD | 24 | 960 | 5 068 | **960** |
| SEYNOD | ECOLE ELEMENTAIRE RENE CASSIN<br>M. MENDES - 21 avenue des Harmonies<br>74960 CRAN-GEVRIER | 5 | 20 | CENTRE LA CHAUX<br>LA CHAPELLE D'ABONDANCE | 25 | 1 875 | 2 136 | **1 875** |
| SEYNOD | ECOLE ELEMENTAIRE PUBLIQUE<br>Mme NOTARISTEFANO - Chef Lieu<br>74320 LESCHAUX | 3 | 20 | CHALET LA VUAGERE<br>VIUZ-EN-SALLAZ | 20 | 1 200 | - | **1 200** |
| **TOTAL** | | | | | | | | **35 153** |

**CLASSES DE DECOUVERTES HORS DEPARTEMENTS HAUTE-SAVOIE ET SAVOIE**

Il est proposé d'allouer **18 859 €** pour l'organisation de classes de découvertes hors départements Haute-Savoie et Savoie qui répondent aux critères en vigueur, et dont les écoles bénéficiaires figurent dans le tableau ci-après :

| CLASSES HORS DEPARTEMENTS 73/74 | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **CANTON** | **ECOLES BENEFICIAIRES** | **Nombre de jours** | **Forfait Journ. Dept** | **STRUCTURE D'ACCUEIL** | **Nbre élèves** | **AIDE DE LA COMMUNE (€)** | **AIDE DES PARENTS (€)** | **SUBVENTION DU DEPT(€)** |
| BONNEVILLE | ECOLE ELEMENTAIRE<br>Mme MARCHAISSEAU /<br>Mme LEPINE / Mme SEGUI<br>5 place de la Mairie<br>74250 MARCELLAZ-EN-FAUCIGNY | 7 | 10 | CENTRE LES PATURES<br>CHANCEY (37) | 45 | 6 300 | 17 790 | **3 150** |
| BONNEVILLE | ECOLE ELEMENTAIRE DU CENTRE<br>M. DUGOURGEOT<br>63 avenue de la Mairie<br>74970 MARIGNIER | 10 | 10 | UDSIS<br>SAINT-CYPRIEN (66) | 38 | 7 030 | 11 920 | **3 800** |
| BONNEVILLE | ECOLE JOSEPH DURET<br>M. CORDE<br>110 route de la Vallée du Risse<br>74490 MEGEVETTE | 10 | 10 | CENTRE LA PORTE DES ILES<br>SAINT-PAIR-SUR-MER (50) | 21 | 2 100 | 10 671 | **2 100** |
| EVIAN-LES-BAINS | ECOLE PRIMAIRE DU BOURG<br>M. LABAR / M. DEKEUKELARE<br>93 route des Bois Venants<br>74110 MORZINE | 10 | 10 | CENTRE CASTEL LANDOU<br>TAUSSAT (33) | 36 | 7 200 | 18 438 | **3 600** |
| MONT-BLANC | ECOLE DU MONT JOLY<br>M. DELHORME / M. LEPROVAUX<br>51 route du Bettex<br>74170 SAINT-GERVAIS-LES-BAINS | 8 | 10 | AUBERGE DE JEUNESSE DU PALAIS<br>BELLE-ILE-EN-MER (56) | 34 | 2 499 | 12 248 | **2 499** |
| SCIEZ | ECOLE ELEMENTAIRE DE BOEGE<br>M. MASSON / Mme CHEVALIER<br>46 rue de la Menoge<br>74420 BOEGE | 7 | 10 | CENTRE LA JACINE<br>BOUVANTE-LE-HAUT (26) | 53 | 3 710 | 9 960 | **3 710** |
| **TOTAL** | | | | | | | | **18 859** |

## CLASSES CULTURELLES HORS DEPARTEMENTS HAUTE-SAVOIE ET SAVOIE

Il est proposé d'allouer **11 115 €** pour l'organisation de classes de découvertes culturelles hors départements Haute-Savoie et Savoie qui répondent aux critères en vigueur, et dont les écoles bénéficiaires figurent dans le tableau ci-après :

| CLASSES CULTURELLES HORS DEPARTEMENTS 73 / 74 | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **CANTON** | **ECOLES BENEFICIAIRES** | **Nbre de jours** | **Forfait journ. Dpt** | **STRUCTURE D'ACCUEIL** | **INTITULE DU PROJET PEDAGOGIQUE** | **Nbre élèves** | **Aide commune (€)** | **Aide des parents (€)** | **Aide du Département (€)** |
| ANNECY 1 | ECOLE LA SALLE STE MARIE<br>Mmes MARIN/VALLET/DALLEINNE<br>34 rue des Alpins - 74000 ANNECY | 3 | 7,50 | CHALET DES ALPES<br>LE BESSAT (42) | SPORT ET NATURE<br>DANS LA LOIRE | 44 | 990,00 | 4 870,00 | **990,00** |
| BONNEVILLE | ECOLE PIERRE GRIPARI<br>Mme GUETTET / Mme PONT<br>63 rue des Glières<br>74970 MARIGNIER | 3 | 7,50 | CISL<br>LYON | LYON | 48 | 1 728,00 | 3 903,00 | **1 080,00** |
| BONNEVILLE | ECOLE LES CHAMPEYS<br>Mme TISSOT-<br>293 avenue Guillaume Fichet<br>74130 BONNEVILLE | 5 | 7,50 | CIS DE CHAMPAGNE<br>REIMS (51) | CLASSE PATRIMOINE<br>« LE CHEMIN DES DAMES » | 27 | 1 012,50 | 7 638,00 | **1 012,50** |
| CLUSES | ECOLE LA SARDAGNE<br>M. BARITAUD –15 rue de Trossigen<br>74300 CLUSES | 5 | 7,50 | CISL<br>LYON | LYON | 147 | 3 000,00 | 21 940,00 | **3 000,00** |
| LA ROCHE-SUR-FORON | ECOLE LE MOLAN<br>M. GUIMET - 480 rue des Ecoles<br>74930 REIGNIER | 3 | 7,50 | CENTRE GRANDEUR NATURE<br>CHAUX-NEUVE (25) | DECOUVERTE DU JURA | 27 | 1 000,00 | 3 782,00 | **607,50** |
| LA ROCHE-SUR-FORON | ECOLE ELEMENTAIRE<br>S. ROGER/A. CAUCHARD /O. COBUS<br>Chemin de Chez Bouchet<br>74350 VILLY-LE-BOUVERET | 3 | 7,50 | CENTRE LES PINSONS - LA MARJOLAINE<br>LA BOURBOULE (63) | DECOUVERTE DES VOLCANS | 82 | 3 000,00 | 11 768,00 | **1 845,00** |
| SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS | ECOLE DE JONZIER-EPAGNY<br>Mmes WEBER / BURRIN / CORNUT<br>1 place des Souvenirs<br>74520 JONZIER-EPAGNY | 4 | 7,50 | CRJS<br>BLOIS (41) | DECOUVERTE DU VAL DE LOIRE | 47 | 1 880,00 | 11 790,00 | **1 410,00** |
| THONON-LES-BAINS | ECOLE LA CHAVANNE<br>Mme BEC – Directrice<br>80 rue des Marmousets<br>74200 ALLINGES | 6 | 7,50 | CENTRE CASTEL LANDOU<br>TAUSSAT (33) | DECOUVERTE DU MILIEU MARIN | 26 | 1 170,00 | 7 733,00 | **1 170,00** |
| **TOTAL** | | | | | | | | | **11 115,00** |

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**AUTORISE** le versement des subventions aux organismes ou associations figurant dans le tableau ci-après :

| Imputation : ANI2D00005 | | | |
|---|---|---|---|
| **Gest.** | **Nature** | **Programme** | **Fonction** |
| ANI | 6574 | 06 03 0003 | 33 |
| Subventions aux associations | | Aides aux classes de découvertes | |

| N° engagement CP | Bénéficiaires de la répartition | Montant |
|---|---|---|
| | **CLASSES VERTES** | |
| 17ANI0014 | USEP ECOLE DE CHOISY | 1 000,00 |
| 17ANI0015 | COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE DE SILLINGY | 990,00 |
| 17ANI0016 | USEP NAVES-PARMELAN | 1 350,00 |
| 17ANI0017 | USEP NAVES-PARMELAN | 1 300,00 |
| 17ANI0018 | USEP LE REPOSOIR | 600,00 |
| 17ANI0019 | APE CERNEX | 3 350,00 |
| 17ANI0020 | OCCE 74 COOP SCOL.LES SCHTROUMFFS - FEIGERES | 2 050,00 |
| 17ANI0021 | OCCE 74 COOP SCOL. LES SCHTROUMFFS - FEIGERES | 2 550,00 |
| 17ANI0022 | USEP LA JONCHERE SEYNOD | 2 450,00 |
| 17ANI0028 | COOP SCOLAIRE ECOLE DE BARRAL SEYNOD | 2 500,00 |
| 17ANI0023 | COOP SCOL. ECOLE RENE CASSIN – CRAN-GEVRIER | 750,00 |
| 17ANI0024 | COOP SCOL. ECOLE RENE CASSIN – CRAN-GEVRIER | 780,00 |
| 17ANI0025 | OCCE 74 COOP SCOLAIRE LA CHAVANNE - ALLINGES | 2 200,00 |
| | **CLASSES DE NEIGE** | |
| 17ANI0026 | ASSOC AAESL - ANNECY | 2 500,00 |
| 17ANI0057 | ASSOC ECOLE ELEMENTAIRE D'ARGONAY | 3 808,00 |
| 17ANI0029 | ASCEPE EPAGNY METZ TESSY | 6 200,00 |
| 17ANI0030 | COOP DES CRYS - PEILLONNEX | 1 000,00 |
| 17ANI0031 | ASSOCIATION POUR L'ECOLE PRIMAIRE DE BRISON | 450,00 |
| 17ANI0032 | ASSOCIATION AMIS ECOLE DESSY PONTCHY | 3 240,00 |
| 17ANI0033 | USEP LES CHAMPEYS - BONNEVILLE | 1 950,00 |
| 17ANI0034 | USEP LES CHAMPEYS - BONNEVILLE | 2 025,00 |
| 17ANI0035 | ASSOC SPORTIVE ECOLE CENTRE - CLUSES | 4 400,00 |
| 17ANI0036 | ASSOC SCOLAIRE DES GENEVRILLES - EVIAN | 2 200,00 |
| 17ANI0037 | OCCE 74 COOP SCOL. DES ROGUETS – PERS-JUSSY | 780,00 |
| 17ANI0038 | OCCE 74 COOP SCOLAIRE ECOLE D'ETEAUX | 975,00 |
| 17ANI0039 | OCCE 74 COOP SCOL. LES P'TITS LOUPS - REIGNIER | 1 590,00 |
| 17ANI0040 | SOU DES ECOLES INTERCOMMUNALES - CHALLONGES | 960,00 |
| 17ANI0041 | COOP SCOL. ECOLE RENE CASSIN – CRAN-GEVRIER | 1 875,00 |
| 17ANI0042 | OCCE 74 COOP SCOL. ECOLE ELEM. - LESCHAUX | 1 200,00 |

| N° engagement CP | Bénéficiaires de la répartition | Montant |
|---|---|---|
| | **CLASSES HORS DEPARTEMENTS 73/74** | |
| 17ANI0043 | ASSOC. AMIS DES ECOLE MARCELLAZ | 3 150,00 |
| 17ANI0044 | SOU DES ECOLES LAIQUES DE MARIGNIER | 3 800,00 |
| 17ANI0045 | COOP SCOLAIRE DE MEGEVETTE | 2 100,00 |
| 17ANI0046 | APE ECOLE DE MORZINE | 3 600,00 |
| 17ANI0047 | ASSOC. LES ENFANTS DU TARCHET – ST GERVAIS | 2 499,00 |
| 17ANI0048 | SOU DES ECOLES PUBLIQUES DE BOEGE | 3 710,00 |
| | **CLASSES CULTURELLES** | |
| 17ANI0049 | OGEC LA SALLE - PRINGY | 990,00 |
| 17ANI0050 | SOU DES ECOLES LAIQUES DE MARIGNIER | 1 080,00 |
| 17ANI0051 | USEP LES CHAMPEYS - BONNEVILLE | 1 012,50 |
| 17ANI0052 | USEP ECOLE LA SARDAGNE - CLUSES | 3 000,00 |
| 17ANI0053 | OCCE74 COOP SCOL. DEDE ET LES ENFANTS DE CM1 - REIGNIER | 607,50 |
| 17ANI0054 | APE VILLY ET MENTHONNEX | 1 845,00 |
| 17ANI0055 | OCCE 74 COOP SCOLAIRE ECOLE JONZIER SAVIGNY | 1 410,00 |
| 17ANI0056 | OCCE 74 COOP SCOL. ECOLE LA CHAVANNE-ALLINGES | 1 170,00 |
| | **Total de la répartition** | **86 997,00** |

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0119

**OBJET : AFFECTATION D'AUTORISATION DE PROGRAMME 09010008019**
**BUDGET ANNEXE AÉRODROME ANNECY - MEYTHET**
**RÉALISATION DE TAXIWAYS, DE VOIES D'ACCÈS ET DE PARKINGS AVIONS**
**PTOME 011014**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. MORAND, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY, M. EXCOFFIER à Mme DION, Mme TOWNLEY-BAZAILLE à M. BAUD-GRASSET | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **29** | **Voix Pour** | **34** |
| **Représenté(e)(s) :** | **5** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **34** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération du Budget Primitif 2017 n° CD-2016-070 du 12 décembre 2016,

Le Département de la Haute-Savoie est propriétaire du site de l'aéroport d'ANNECY – MEYHTET. Il a délégué, dans le cadre d'une convention de délégation de service public la gestion et l'exploitation du service public aéroportuaire, à la société SNC LAVALIN SAS, 61 rue de Monceau 75008 PARIS.

L'aéroport d'ANNECY – MEYTHET dessert l'agglomération d'ANNECY concernant les aspects liés essentiellement à l'activité aéroportuaire d'affaire et de loisir.

Afin de maintenir l'activité et d'assurer un développement cohérent de celle-ci, il convient d'apporter les compléments nécessaires d'aménagement sur le site. Un programme de travaux a été établi qui induit la création d'équipements supplémentaires jouxtant les activités existantes à prendre en considération sur le site.

Le programme de travaux se décompose en trois phases comme décrit ci-après :

- Phase 1

La création de places de stationnement et d'un taxiway qui a fait l'objet d'une réalisation en 2016 pour un montant de **471 500 € TTC**.

- Phase 2

L'agrandissement du parking pour aéronefs, la stabilisation des bandes jouxtant les différents taxiways et la restauration du taxiway B.

- Phase 3

La réalisation de plateformes destinées à supporter des activités commerciales de maintenance et d'entretien des aéronefs.

Un dossier de consultation des entreprises a été établi pour un coût prévisionnel de **5 800 000 €** avec une décomposition en deux tranches :

- une tranche ferme pour la phase 2 d'un montant de **4 500 000 €**,
- une tranche optionnelle pour la phase 3 d'un montant de **1 300 000 €**,

Considérant l'intérêt de cet aménagement pour le maintien de l'activité, assurer un développement cohérent du site et veiller à la sécurité des usagers sur la plateforme.

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**AUTORISE** la réalisation des travaux de taxiways, de voies d'accès et de parkings avions de l'aérodrome d'ANNECY – MEYTHET.

**AUTORISE** M. le Président à signer tous les documents à intervenir.

**DECIDE** d'affecter l'Autorisation de Programme n° **09010008019** intitulée : "Aérodrome – Travaux de Voirie 2016-2017" à l'opération définie ci-dessous :

| **Code Imputation (clé)** Pour information et non voté | **Code affectation** | **Code de l'opération** | **Libellé de l'Opération** | **Montant affecté à l'opération** | **Echéancier de l'affectation** Pour information et non voté |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 2017 |
| BAVTVD0005 | AFA17VTV01 | 16VTVA0004 | Aérodrome ANNECY – Taxiways, voies d'accès et parkings – Phases 2 et 3 | 4 120 000,00 | 4 120 000,00 |
| | | | Total | 4 120 000,00 | 4 120 000,00 |

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

haute savoie
le Département

# Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

## SEANCE DU 06 FEVRIER 2017

## n° CP-2017-0120

**OBJET : SUBVENTION A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GENEVOIS POUR L'ORGANISATION DU SALON REHABITAT**

La Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 23 janvier 2017 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

**M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental**

| **Présent(e)s :** | |
|---|---|
| **Vice-Président(e)s :** | Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. MIVEL, Mme LEI |
| **Autres membres :** | Mme DION, M. AMOUDRY, Mme DULIEGE, M. BARDET, Mme GONZO-MASSOL, M. BAUD, Mme LHUILLIER, M. BAUD-GRASSET, Mme MAHUT, M. BOCCARD, Mme METRAL, M. DAVIET, Mme REY, M. MORAND, Mme TEPPE-ROGUET, M. PACORET, Mme TERMOZ, M. PUTHOD, M. RUBIN |
| **Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)** | |
| M. PEILLEX à Mme TERMOZ, Mme BOUCHET à M. BARDET, Mme GAY à M. MUDRY, M. EXCOFFIER à Mme DION, Mme TOWNLEY-BAZAILLE à M. BAUD-GRASSET | |
| **Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :** | |
| | |

| **Quorum et Délégations de vote vérifiés** | | | |
|---|---|---|---|
| **Membres en exercice :** | **34** | **A l'unanimité** | |
| **Présents :** | **29** | **Voix Pour** | **34** |
| **Représenté(e)(s) :** | **5** | **Voix contre** | **0** |
| **Suffrages Exprimés :** | **34** | **Abstention(s)** | **0** |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les circulaires ministérielles en date du 02 août 2013, du 15 novembre 2013 et du 31 juillet 2014 fixant le cadre du volet territorial des Contrats de Plan Etat-Région 2015-2020,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CG-2015-499 du 19 février 2015 portant adoption du Contrat départemental du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020,

Vu le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 et le Contrat départemental pour la Haute-Savoie signé le 31 août 2015,

Vu le volet Transition Ecologique et Energétique du contrat et, en particulier, le projet d'initiatives conjointes ADEME – Région – Département « mise en place de plateformes de rénovation énergétique »,

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice 2017 adoptées à ce jour.

Annemasse Agglo et la Communauté de Communes du Genevois se sont regroupées pour développer une Plateforme Locale de Rénovation Energétique (PLRE) à l'échelle du Genevois Français.

Cette plateforme permettra de faire émerger la demande et d'enclencher la rénovation énergétique de masse, d'assurer un accompagnement personnalisé du public, de structurer et soutenir la filière artisanale, de faciliter l'accès aux financements, d'animer et d'assurer la cohérence de la démarche.

La mise en place d'un service intégré de la rénovation énergétique tel que la PLRE nécessite une communication notable afin d'engager la transition énergétique de l'habitat. Dans cette perspective, le salon « Réhabitat » qui se tiendra le 11 mars 2017 au Parc des Expositions à la ROCHE-SUR-FORON, constitue l'évènement inaugural de la PLRE.

Ce salon sera l'occasion de fournir une information « clé en main » avec une présence des acteurs départementaux nécessaires aux montage du projet (artisans, l'ANAH, les banques, la CAPEB, BTP 74, Point Rénovation Info Service National, le SM3A...).

Il permet également d'initier une action en faveur de l'artisanat local engagé en matière d'éco-rénovation. A noter que 45 % des professionnels présents sur le salon sont originaires de Haute-Savoie et 75 % si l'on additionne le territoire de l'ARC.

Cette opération s'inscrit dans les projets fléchés dans le volet « Transition écologique et énergétique » du CPER, dont le CD74 est signataire.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

| Nom de l'EPCI | Projet faisant l'objet d'une demande de financement | Coût du projet en € TTC | Montant subventionnable retenu en € TTC par le CD 74 |
|---|---|---|---|
| Communauté de Communes du Genevois | Salon Réhabitat | 64 000,00 | 64 000,00 |

| Cofinancements attendus | Montant en € | en % du coût du projet € TTC |
|---|---|---|
| **Département de la Haute-Savoie** | **10 000,00** | 15,6 % |
| EPCI Partenaires (Arve et Salève, Pays Rochois, Pays de Gex, Annemasse Agglo) | 20 000,00 | 31,3 % |
| Région Auvergne Rhône-Alpes | 5 000,00 | 7,8 % |
| Autres participations (recettes exposants) | 12 840,00 | 20 % |
| **Total des cofinancements** | **47 840,00** | **74,7 %** |

| | | |
|---|---|---|
| Participation de la Communauté de Communes du Genevois | **16 160,00** | **25,3 %** |

**LA COMMISSION PERMANENTE,**
**après en avoir délibéré,**
**à l'unanimité,**

**ATTRIBUE** une subvention de 10 000 € à la Communauté de Communes du Genevois.

**AUTORISE** le versement de la subvention à l'organisme figurant dans le tableau ci-après :

| Imputation : CLD2D00015 | | |
|---|---|---|
| **Nature** | **Programme** | **Fonct.** |
| 65734 | 04050002 | 70 |
| Subventions de fonctionnement aux communes et structures intercommunales | Energie - Fonctionnement | |

| N° d'engagement CP | Bénéficiaires de la répartition | Montant à verser dans l'exercice |
|---|---|---|
| 17CLD00010 | Communauté de Communes du Genevois | 10 000,00 |
| | **Total de la répartition** | **10 000,00** |

**DIT** que le versement s'effectuera en une fois sur production, à l'issue de la manifestation, d'un état récapitulatif des dépenses réalisées visé en original par le percepteur et d'un bilan qualitatif.

Si le montant de la dépense réelle est inférieure à la dépense prévisionnelle, le montant de la subvention sera ajusté à 15,6 % des dépenses réelles.

**Délibération télétransmise en Préfecture**
**le 07 février 2017 ,**
**Publiée et certifiée exécutoire,**
**le 09 février 2017,**
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
**Signé,**
**Le Président du Conseil départemental,**

**Christian MONTEIL**

**Publication du Conseil départemental de la Haute-Savoie**
Service de l'Assemblée

**Directeur de la Publication :** M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

**Publié le 09 février 2017**

**Impression :** Imprimerie du Conseil départemental

**Dépôt légal :** à parution / ISSN 1623-3395

**Contact :** Service de l'Assemblée - Conseil départemental de la Haute-Savoie
1, Avenue d'Albigny – CS 32444 – 74041 ANNECY CEDEX
Tel : 04-50-33-50-69